N° 21
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 21 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Discrimination et racisme au Luxembourg	p. 737	Sommaire des séances publiques nos 49 à 51	p. 779	49e séance	Mercredi 1er juillet 2020
Préparation à une deuxième vague de Covid-19	p. 762	Sommaire des questions parlementaires	p. Q437	50e séance	Jeudi 2 juillet 2020
Personnel des secteurs santé et socio-éducatif	p. 768			51e séance	Mardi 7 juillet 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Vœux de Nouvel An à la Chambre

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (à droite), et le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, présentent leurs vœux de Nouvel An dans un message commun diffusé en ligne.

L'interview donnée par M. le Président pour le Nouvel An est retransmise sur Chamber TV et peut être consultée sur www.chd.lu.

Il est évident que les traditionnelles prises de parole du Nouvel An du Président de la Chambre des Députés étaient différentes des autres années, dans la mesure où la crise sanitaire de la Covid-19 a aussi bien marqué la forme que le contenu des messages de début d'année.

Ainsi, la crise sanitaire a dominé l'interview sur Chamber TV. Le Président, M. Fernand Etgen s'est félicité de la collaboration avec le Gouvernement et il a salué que tous les députés aient pu participer aux débats. Il a encore précisé que les verbatim des réunions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel et Mme la Ministre Paulette Lenert avec les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents sont destinés à être publiés.

Qu'en est-il de l'ouverture des commissions parlementaires au public ?

En ce qui concerne la publicité des réunions parlementaires, M. Fernand Etgen a tracé diverses voies en discussion : les réunions de commissions pourraient continuer à rester non publiques, elles pourraient être ouvertes au public avec possibilité de limiter cette ouverture ou encore les décisions de les ouvrir pour certains volets seraient prises au cas par cas.

Il reviendrait à la Commission du Règlement de la Chambre des Députés de se prononcer sur la voie à suivre.

Réforme fiscale et Brexit

La réforme fiscale a pris du retard à cause de la crise sanitaire.

Le Président de la Chambre des Députés estime qu'une simplification des procédures devrait être possible sous peu tout en soulignant que les priorités du moment relèvent plutôt de la gestion de la crise sanitaire.

« Il faut regretter qu'un pays ait quitté l'Union européenne », c'est ainsi que M. le Président s'est exprimé par rapport au Brexit tout en saluant qu'un accord ait pu être trouvé et que les pays de l'Union européenne aient su se montrer unis lors des négociations avec la Grande-Bretagne.

Message au personnel de la Chambre, aux organes politiques et aux médias

La réception de Nouvel An ne pouvait pas avoir lieu en présence du personnel de l'Administration parlementaire, de la presse et des organes politiques.

Vu les règles sanitaires, elle a été substituée par un message commun de Nouvel An du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck.

Le Président a soulevé l'efficacité du travail parlementaire et a mentionné les échanges qui ont eu lieu pour mettre en place les textes législatifs dans le contexte de la lutte contre le coronavirus.

« Le modèle luxembourgeois se base sur l'écoute réciproque. Pendant la crise sanitaire, cet aspect n'a pas été oublié. »

Bien que 2020 fût marqué par la crise sanitaire, d'autres évènements sont à relever, selon M. Fernand Etgen.

Ainsi, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) a été rattaché à la Chambre des Députés.

La collaboration avec des organes tels que le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), la Chaire parlementaire Uni.lu et le Parlement des Jeunes a bien fonctionné.

Pour l'année 2021, la Chambre des Députés s'est mis sur l'agenda des travaux d'une importance primordiale comme par exemple la réforme du règlement de la Chambre, la révision de la Constitution luxembourgeoise et l'analyse des recommandations formulées par le GRECO (Groupe d'États contre la corruption).

Un nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Le nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) a été désigné par vote secret au cours de la séance plénière du 9 décembre 2020. 45 députés ont voté en faveur de M. Charel Schmit, ancien président de Caritas accueil et solidarité et président honoraire de l'Association nationale des communautés éducatives et sociales (ANCES).

« Viser un triple A pour le respect des droits des enfants »

Depuis février 2020, le pédagogue-enseignant est détaché auprès du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le volet des droits de l'enfant a fait partie des tâches accomplies par M. Charel Schmit dans le passé et le fera à l'avenir. « Ce qui m'a motivé, ce sont les cas individuels des enfants et des jeunes que j'ai rencontrés au fil des années et qui ont vécu une situation précaire. Et je ne pouvais les aider que de manière limitée. Maintenant, j'ai la possibilité de m'engager davantage ! »

L'attention attribuée au respect des droits des enfants devrait être une priorité absolue. « Il faut viser un triple A dans ce domaine. On ne l'a pas encore, mais cela ne signifie pas qu'on ne peut pas l'atteindre dans cinq à huit ans », a expliqué M. Schmit qui succède à M. René Schlechter parti à la retraite.

L'OKaJu à l'écoute des enfants

Dans une première réaction, le pédagogue de 48 ans a voulu transmettre un message fort aux enfants et aux jeunes : « Vous êtes importants et vous n'êtes pas seuls. L'OKaJu est à votre écoute. » Le nouvel Ombudsman a également souligné la nécessité d'écouter et de soutenir les jeunes notamment dans ces temps difficiles dus à la crise sanitaire. Le bien-être des enfants et des jeunes devrait faire l'objet des discussions dans le contexte de la pandémie du coronavirus. Une autre priorité est la réforme de la protection de la jeunesse qui est primordiale pour les droits de l'enfant au Grand-Duché.

Que le résultat du scrutin à la Chambre des Députés ait été clair dès le premier tour est un bon signe pour la future collaboration entre l'OKaJu et la Chambre des Députés, selon M. Charel Schmit. Depuis avril 2020, l'institution est rattachée au Parlement.

M. Charel Schmit, nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu)

Dans le futur, le nouvel Ombudsman veut mettre l'accent sur la promotion des droits de l'enfant. La création de quatre nouveaux postes est prévue et devrait aider à rendre le travail de sensibilisation encore plus visible. En outre, les missions pourront se développer à l'avenir, par exemple par l'émission d'avis sur des projets de loi qui ne concernent pas à première vue les enfants, mais qui auront par leur application un impact sur les droits des enfants.

Le Parlement crée une cellule scientifique

Offrir une expertise de pointe aux députés qui sont confrontés à une législation de plus en plus complexe - ce sera une des tâches de la future cellule d'expertise de la Chambre des Députés.

En collaboration avec le Fonds national de la recherche (FNR), le Parlement luxembourgeois crée en effet un service qui sera dédié aux études scientifiques dans le but de mener des recherches politiquement neutres et indépendantes pour appuyer le travail parlementaire.

Appel à candidatures

Le recrutement a désormais commencé. Pour constituer cette cellule d'expertise, la Chambre cherche d'ici fin janvier trois personnes détentrices d'un doctorat ou en phase de finalisation de leur doctorat dans l'un des trois domaines suivants : sciences juridiques, sciences naturelles, sciences économiques et/ou financières. Le service s'inspire des bonnes pratiques faisant leurs preuves dans d'autres parlements nationaux, à l'instar des « Wissenschaftliche Dienste » du Bundestag allemand.

Parmi les missions des experts figureront des recherches approfondies et des publications sur des sujets stratégiques et la rédaction de fiches d'informations sur des sujets scientifiques d'intérêt politique. Les membres de la cellule veilleront également à approfondir des liens avec la communauté des chercheurs et à organiser des conférences.

La Chambre des Députés entretient **des liens étroits avec le monde scientifique**. Elle cofinance la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, soutient des publications, organise des colloques et lance des projets-pilotes comme le « Pairing Scheme » en collaboration avec le FNR qui met en tandem des élus et des chercheurs.

Parlement Benelux : lutte anti-Covid

M. Gusty Graas, Président sortant du Parlement Benelux

Les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) s'étaient réunis le 11 décembre 2020 au Grand-Duché pour la réunion finale de la présidence luxembourgeoise. Du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020, la Chambre des Députés a exercé la présidence du Parlement Benelux et le député luxembourgeois Gusty Graas en était le Président.

Des solutions communes pour lutter contre la pandémie

« Mettre en avant la coopération internationale tombe à pic », a constaté le Président du Parlement Benelux en présentant l'ordre du jour de la dernière séance publique sous présidence luxembourgeoise, dont la coopération internationale dans la lutte contre la Covid-19 était le fil conducteur.

« Trop souvent la réponse donnée par certains gouvernements de par le monde se résumait à fermer les frontières. Comme si le virus se laissait impressionner par des poteaux de frontière ! » Selon M. Gusty Graas, « il est essentiel d'insister sur la mise en œuvre de mesures communes qui à elles seules représentent une stratégie efficace de lutte contre la pandémie. »

Agir en tant qu'accélérateur du projet européen

Lors de son allocution de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a remercié les parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois de leur dévouement pour cette institution : « Sans vous tous, le Parlement Benelux ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui : un lieu de rencontre et d'échange pour nos trois pays, au sein d'une Europe qui vit des moments d'incertitude depuis quelques années. »

Pendant son discours, le Président de la Chambre a constaté que la situation de crise a démontré une fois de plus à quel point l'Union européenne peut être fragilisée en l'absence d'une coordination des politiques publiques des États membres. M. Fernand Etgen a appelé les parlementaires du Benelux à « continuer à agir en tant qu'accélérateurs du projet européen en favorisant la coopération transfrontalière, surtout en matière de santé dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19 ».

Droits et libertés des citoyens et coopération transfrontalière

Les parlementaires des trois pays du Benelux ont fait le point de la situation en ce qui concerne les conseils aux voyageurs et ils ont débattu du respect des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens dans l'application des mesures anti-Covid (p. ex le couvre-feu). Un autre sujet abordé par les parlementaires était la problématique de la coopération transfrontalière dans le domaine de la santé. Le Médiateur luxembourgeois, Mme Claudia Monti, et le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Marc Bertrand, ont fait une présentation sur les plaintes transfrontalières.

Passation de la présidence : « Vivat Benelux ! »

À la fin de la séance plénière, le Président sortant, M. Gusty Graas, a symboliquement passé la présidence du Parlement Benelux à Mme Patricia Creutz-Vilvoye (Belgique). Lors de son allocution finale, M. Graas a fait appel à ses homologues néerlandais, belges et luxembourgeois « à continuer à travailler main dans la main » afin de renforcer davantage la coopération au niveau du Benelux et de donner un nouveau souffle à la construction européenne. Selon le député luxembourgeois, « le Benelux est plus indispensable que jamais : à l'heure où nous constatons que l'Union européenne avance difficilement, le Benelux démontre que le dialogue et la coopération restent la meilleure réponse pour faire face aux défis de notre époque. Alors que les organisations internationales essaient de trouver des réponses aux crises, le Benelux a le potentiel d'être plus agile et plus près de ses citoyens. »

À cause de la situation sanitaire, une grande partie des membres du Parlement Benelux a participé via visioconférence aux débats.

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dite « Parlement Benelux », informe et conseille les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés au sein du Parlement Benelux. Il se compose de 49 députés : 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois.

Révision de la Constitution : où en sont les travaux ?

Les travaux de révision de la Constitution actuelle se divisent en quatre parties :

1. La Justice

La proposition de révision du corapporteur M. Léon Gloden (CSV) déposée mi-mai 2020 porte sur le chapitre IV consacré à la justice. Les principales modifications introduites concernent entre autres l'inscription dans la Constitution du Conseil national de la justice ainsi que la consécration des garanties des justiciables. Le Conseil d'État a entretemps rendu son avis et la commission reprendra prochainement les travaux législatifs.

Retrouvez la documentation et les avis dans le dossier parlementaire 7575.

2. L'organisation de l'État

La proposition de révision élaborée par le corapporteur M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) a été déposée mi-novembre. La proposition de révision concerne l'organisation de l'État, son territoire, ses habitants, le Chef de l'État, la monarchie, le Gouvernement, les relations entre l'État et les communautés religieuses et les communes. Si la proposition de révision n'opère pas de changement brutal par rapport au texte constitutionnel actuel, elle en adapte de nombreuses dispositions, tout en proposant une série de modifications plus significatives :

- la **langue luxembourgeoise** et le **multilinguisme**, tout comme le **drapeau**, les armoiries de l'État ainsi que l'hymne national « Ons Heemecht » seront ancrés dans la Constitution ;
- l'adhésion du Luxembourg au processus d'intégration européenne est clairement affirmée ;
- d'une façon générale, l'intervention de la Chambre des Députés dans les procédures qui encadrent l'exercice de la fonction de Chef de l'État se trouve renforcée. Si l'ordre de succession est préétabli par la Constitution, le Parlement intervient en cas de succession vacante, d'exclusion de l'ordre de succession et de régence.
- Le Grand-Duc porte le titre de commandant de l'armée. Ce commandement est exercé par les autorités militaires sous l'autorité du Gouvernement.

Les principaux changements que pourrait apporter ce texte peuvent être consultés dans le dossier parlementaire 7700.

3. La Chambre des Députés et le Conseil d'État

Les discussions en commission parlementaire ont débuté sur le troisième volet de la révision : le corapporteur M. Charles Margue (déi gréng) a présenté les propositions portant sur la Chambre des Députés et le Conseil d'État.

Une idée qui pourrait être inscrite dans la Constitution est l'initiative citoyenne. Cet outil permettrait aux citoyens et à la société civile de soumettre leurs propres idées législatives de manière plus précise et contraignante que par la voie d'une simple pétition.

4. Droits et libertés

L'étape finale concernera le chapitre portant sur les droits et les libertés des citoyens. Mme la Députée Simone Beissel (DP) en sera responsable en tant que corapportrice.

Les travaux continuent les prochains mois.

Pour rappel : le consensus le plus large est recherché au cours de ces travaux. Toute révision de la Constitution nécessite une majorité de deux tiers des suffrages des députés.

La Constitution actuelle date de 1868.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 21** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

Le présent projet de loi s'inscrit dans la lignée de la réglementation européenne sur la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.

L'objet du projet de loi est de transposer l'entièreté de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, tel qu'amendé par l'article 1er, point 16, de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme. Le projet de loi tient également compte de la recommandation 25 du Groupe d'action financière (GAFI) relative à la transparence et aux bénéficiaires effectifs des constructions juridiques.

L'article 31 de la directive (UE) 2015/849 a déjà fait l'objet d'une transposition partielle par la loi du 10 août 2018 relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires. Afin de ne pas disposer de deux lois distinctes qui transposent l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 au niveau national, il est proposé d'abroger la loi du 10 août 2018 et d'insérer les dispositions auparavant contenues dans la loi du 10 août 2018 dans ce projet de loi tout en prenant compte des modifications apportées par la directive (UE) 2018/843 aux dispositions de la loi susmentionnée.

Le projet de loi comporte plusieurs volets.

Il prévoit l'obligation pour les fiduciaires et les trustees d'obtenir et de conserver des données relatives aux bénéficiaires effectifs ainsi qu'à d'autres personnes spécifiées dans le projet de loi.

De plus, il vise à instaurer un registre des fiducies et des trusts tenu par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) dans lequel les fiduciaires et les trustees devront inscrire certaines données qu'ils sont obligés de collecter en vertu de la loi en projet.

L'accès au registre est également encadré. Il est réservé aux autorités nationales, aux organismes d'autorégulation dans l'exercice de leur mission de surveillance en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et aux professionnels dans le cadre de l'application des mesures de vigilance à l'égard de la clientèle.

L'article 27 du projet de loi ouvre également l'accès, à certaines informations du registre, « à toute personne physique ou morale qui démontre un intérêt légitime dans le cadre de la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment ou de financement du terrorisme ».

En sus, l'article 32 permet à la Cellule de renseignement financier (CRF), aux autorités de contrôle et aux organismes d'autorégulation de coopérer étroitement et d'échanger entre elles toute information obtenue conformément à la loi en projet qui est nécessaire pour accomplir leurs missions respectives dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. De surcroît, le même article donne la possibilité aux autorités de contrôle de coopérer avec leurs autorités homologues étrangères dans le même cadre que celui énoncé ci-dessus.

Finalement, le projet de loi vise à encadrer la coopération européenne en la matière. L'AED se voit doter du pouvoir de rendre possible l'interconnexion du registre des fiducies et des trusts avec les registres institués par les autres États membres par le biais de la plateforme centrale européenne.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.06.2018

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

24.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux
30.03.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
08.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une lettre d'amendements
26.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.07.2020

Loi du 10 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 581, page 1

Commerce électronique

7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

L'objectif principal du projet de loi sous rubrique est de mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

L'ambition du législateur européen était d'instaurer un cadre juridique complet et interopérable pour les différents systèmes d'identification électronique à distance mis en place au sein des États membres, cadre qui confère la sécurité juridique et augmente la confiance dans les transactions électroniques, de sorte à promouvoir le développement d'un marché de la confiance numérique.

Cette intervention législative nationale s'est imposée, afin de clarifier certaines questions comme notamment le régime des sanctions administratives et pénales d'application, la désignation de l'organe de contrôle national ou encore la définition du rôle de ce dernier.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 26.03.2019

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président : M. Claude Haagen) :

17.10.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.10.2019	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
13.02.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.05.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02.07.2020	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2020

Loi du 17 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 644, page 1

Garanties professionnelles de paiement

7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

Le présent projet de loi introduit un régime spécial pour les sûretés personnelles octroyées dans un contexte professionnel, dénommé « garanties professionnelles de paiement ».

Il est visé de mettre en place, à côté du cautionnement et de la garantie autonome, un nouveau type de sûretés personnelles appelées « garanties professionnelles de paiement », qui permet d'allier à la fois une grande liberté contractuelle et la sécurité juridique à l'instar de ce que fait la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière dans le domaine des principales sûretés réelles mobilières utilisées dans les opérations financières.

Ladite loi de 2005 a connu un large succès et est devenue un élément important de l'attractivité du droit luxembourgeois dans le cadre des opérations financières internationales, notamment grâce à une grande liberté laissée aux parties pour organiser leurs relations et le fonctionnement de leurs sûretés. Toutefois, le champ d'application de ladite loi de 2005 se limite uniquement aux sûretés réelles.

Les sûretés personnelles représentent un outil important dans les opérations financières, notamment en matière de gestion du risque de crédit, de refinancement ou de soutien au financement. En matière de sûretés personnelles, le droit luxembourgeois connaît principalement, mais pas exclusivement, le cautionnement. Cependant, ces sûretés personnelles ne répondent plus à tous les besoins de la pratique, amenant les parties à devoir apporter des adaptations par rapport à ces deux types de sûretés, ce qui engendre des risques de requalification et d'insécurité juridique.

Partant, le présent projet de loi vise à étoffer la panoplie des sûretés personnelles par la garantie professionnelle de paiement, qui permet de combiner une plus large liberté contractuelle tout en renforçant la sécurité juridique.

Le présent projet de loi prévoit une application du régime des garanties professionnelles de paiement de manière optionnelle, c'est-à-dire qu'il est exigé que les parties se réfèrent expressément à la loi en projet dans leur instrument.

Les garanties professionnelles de paiement permettront le recours au droit luxembourgeois non seulement dans des transactions luxembourgeoises, mais permettront également un rayonnement international du droit luxembourgeois, contribuant ainsi à la réputation du droit luxembourgeois du crédit comme un droit moderne, adapté aux besoins des transactions financières et commerciales et permettant aux parties de façonner leurs relations selon leurs besoins en toute sécurité juridique.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.04.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

27.04.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.07.2020

Loi du 10 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 582, page 1

Aide financière pour études supérieures

7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le présent projet de loi, qui apporte des modifications à la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, introduit des adaptations temporaires au contrôle de progression des étudiants inscrits au premier cycle et à la durée maximale de l'attribution de l'aide.

L'objectif du projet consiste à contrebalancer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur le parcours académique des étudiants inscrits au semestre d'été 2019-2020.

Suite à la propagation mondiale du Covid-19, les établissements d'enseignement supérieur au niveau mondial étaient contraints d'arrêter toute activité d'enseignement sur place. Bien que l'enseignement à distance et le recours aux outils numériques aient permis la continuation des cours théoriques, d'autres formes d'enseignement, comme les travaux dirigés et les travaux pratiques, n'ont plus pu se pratiquer.

En outre, la fermeture des bibliothèques, archives et laboratoires a entravé toute activité

de recherche, au détriment des étudiants préparant leur mémoire de fin d'études ou leur thèse de doctorat.

Comme l'évaluation à distance est souvent difficile voire impossible à réaliser, de nombreux examens et épreuves dans des établissements d'enseignement supérieur au niveau mondial ont été reportés ou annulés. Par ailleurs, la fermeture obligée d'un grand nombre d'entreprises a eu comme suite que la plupart des stages en milieu scientifique ou professionnel ont dû être suspendus, reportés ou même annulés.

Les conditions exceptionnelles décrites ci-dessus risquent d'entraver la progression d'études des étudiants inscrits au semestre d'été 2019-2020. Bien que les établissements d'enseignement supérieur et les autorités publiques aient déployé des efforts considérables en matière d'organisation et d'évaluation du programme d'études, le Gouvernement est bien conscient que la crise sanitaire va imposer à certains étudiants une prolongation de leur parcours académique. Cette prolongation due à un cas de force majeure constitue une charge supplémentaire et imprévue pour le financement de leurs études.

Afin d'éviter que les étudiants inscrits au semestre d'été 2019-2020 soient défavorisés par les suites de la crise sanitaire, le présent projet de loi introduit, au bénéfice des étudiants concernés, des dérogations aux dispositions légales portant sur certaines conditions d'attribution de l'aide de l'État pour études supérieures.

Le projet de loi prévoit d'ajouter les paragraphes 12 à 14 nouveaux à l'article 7 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Concrètement, il s'agit de prolonger la durée maximale pendant laquelle les étudiants visés peuvent bénéficier, dans un cycle d'études, de bourses et de prêts accordés par l'État. Par ailleurs, il est proposé de reporter d'une année le contrôle de la progression des étudiants inscrits au premier cycle.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22.05.2020

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

10.06.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.07.2020

Loi du 17 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 643, page 1

Reconstitution des ressources de l'AID

7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'engagement financier du Luxembourg dans le cadre de la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (ci-après : « l'AID »).

La contribution du Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'AID s'élève à 61.070.000 euros. Elle se fera par l'intermédiaire de l'émission d'un billet à ordre dont l'amortissement est prévu sur la période de 2020 à 2028.

L'AID est l'institution de la Banque mondiale, qui a pour mission d'aider financièrement les pays les plus pauvres de la planète par le biais de prêts concessionnels et de dons. Elle constitue la source la plus importante de crédits concessionnels pour les pays en voie de développement.

Depuis sa création en 1960, l'AID a fourni des fonds à hauteur de 375 milliards de dollars pour des investissements dans 113 pays. Le soutien apporté aux pays bénéficiaires ne cesse d'augmenter, notamment grâce à la participation de nouveaux bailleurs de fonds, pour atteindre ces trois dernières années un volume annuel moyen d'engagements de 22 milliards de dollars.

Ces fonds sont notamment destinés à financer des programmes dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures, mais aussi de la parité des genres, de la croissance solidaire et de la lutte contre le changement climatique.

L'AID vise ainsi à réduire la pauvreté et les inégalités dans les pays bénéficiaires, à améliorer les conditions de vie des populations et à stimuler la croissance économique.

L'AID jouit du rating triple A de la part des agences de notation lui permettant de proposer des prêts à des taux d'intérêts très faibles ou nuls aux pays bénéficiaires grâce à l'octroi de conditions concessionnelles.

La crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie du Covid-19 touche les pays les plus pauvres de manière substantielle et appelle à redéfinir les priorités en matière de soutien aux pays concernés. L'AID a déjà mis en place la *Fast Track Covid-19 Facility* afin de répondre aux urgences liées au secteur de santé.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.06.2020

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

26.06.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.07.2020

Loi du 10 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 583, page 1

Covid-19 : reclassement interne et externe

7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Le projet de loi sous avis s'inscrit dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19. En effet, en règle générale, la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe prévoit dans ses dispositions transitoires que si le médecin compétent constate une récupération des capacités de travail de la part de l'intéressé lui permettant d'occuper un poste similaire à son dernier poste de travail avant la décision de reclassement professionnel, il saisit l'organisme de pension compétent qui prononce l'arrêt du paiement de l'indemnité d'attente avec un préavis de douze mois.

Or, avec la crise sanitaire, le marché de l'emploi a été profondément impacté, avec une offre d'emploi réduite et une réintégration, à court terme, difficile sur le marché de l'emploi. Par conséquent, pendant l'état de crise, afin d'apporter un soutien financier aux assurés concernés et par un souci d'équité vis-à-vis d'autres bénéficiaires de prestations de chômage ou de reclassement, le règlement grand-ducal du 29 mai 2020 a été instauré, prorogeant la fin du droit visé dans la loi susmentionnée et ce jusqu'au dernier jour du mois qui suit le mois au cours duquel prendra fin l'état de crise constaté le 18 mars 2020.

Dès lors, le présent projet de loi prévoit pour les travailleurs dont le droit à l'indemnité d'attente est venu à échéance pendant la durée de l'état de crise, une prorogation du paiement de cette indemnité d'attente jusqu'au dernier jour du mois qui suit le mois au cours duquel l'état de crise prendra fin.

Finalement, le règlement grand-ducal du 29 mai 2020 devra être abrogé avec l'entrée en vigueur du présent projet pour prévenir toute source d'insécurité juridique.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, et M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.06.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

18.06.2020	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.06.2020

Loi du 24 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 527, page 1

Covid-19 : loi sur les mutuelles

7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19. Il porte dérogation à certaines dispositions de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles (règlement grand-ducal du 12 juin 2020 portant dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles), entre autres, sur la tenue des assemblées générales.

Il convient de noter que le projet de loi n° 7566 portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales prévoyait déjà certaines mesures dérogatoires pour la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales. Or, les dispositions y prévues ne répondent que partiellement aux besoins des mutuelles dans la mesure où l'organisation de visioconférences ou de votes par correspondance ne se prête pas à des assemblées générales pour lesquelles il faut convoquer non seulement les délégués, mais également tous les membres. En outre, même avec les mesures de déconfinement, la demande pour organiser des assemblées générales commence à être telle que l'offre de salles suffisamment grandes sera insuffisante pendant les prochains mois, notamment pour les mutuelles d'une certaine taille.

Dans ce contexte, pour répondre aux demandes spécifiques des mutuelles, le présent projet de loi prévoit ainsi que les assemblées générales des mutuelles peuvent se tenir au plus tard le 31 décembre 2020, que la date pour la transmission des documents y relatifs au Ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions est reportée à la même date et que le rapport de contrôle de l'exercice de l'année civile 2019 est à remettre par le contrôleur des comptes au conseil d'administration au plus tard le 30 novembre 2020. En ce qui concerne le rapport de contrôle de l'exercice, ce décalage d'un mois permet au conseil d'administration de préparer adéquatement la tenue de l'assemblée générale qui doit intervenir le 31 décembre 2020 au plus tard, et prendre position, le cas échéant, aux constats soulevés par le contrôleur dans son rapport.

Finalement, la loi susmentionnée prévoit la suspension de l'agrément de la mutuelle par le Ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions, lorsque le conseil d'administration contrevient aux dispositions légales ou statutaires. Pour éviter que la procédure de suspension doive être entamée parce que le conseil d'administration est dans l'impossibilité de répondre à ses obligations, à cause de la crise sanitaire du Covid-19 ou parce que la mutuelle se trouve dans l'illégalité dès lors que ses statuts ne seront pas en adéquation, le cas échéant, avec les dispositions dérogatoires, le présent projet de loi suspend l'activation de la procédure de suspension pour la mise en application des dispositions du présent projet de loi, uniquement et exclusivement. Ainsi, toute autre illégalité entraînera l'activation de la procédure de suspension, ce qui répond à la volonté du législateur source des dispositions de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.06.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

18.06.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
25.06.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.07.2020

Loi du 10 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 580, page 1

SÉANCE 49

MERCREDI
1ER JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg

- *Exposés : M. Paul Galles (dépôt d'une demande d'interpellation) - M. Sven Clement*
- *Débat : M. Max Hahn (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1) - M. Yves Cruchten - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Charles Margue) - M. David Wagner - M. Sven Clement (dépôt de la résolution 2 et de la motion 2)*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. David Wagner et Mme la Ministre Sam Tanson) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Motions : M. Yves Cruchten*
- *Motion 1 : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. David Wagner*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. David Wagner - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Paul Galles - M. Max Hahn*
- *Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)*
- *Résolution 1 : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Baum) - M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen) - M. Paul Galles - M. Sven Clement (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Max Hahn*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Résolution 2 : M. Sven Clement*
- *Vote (renvoi de la résolution 2 en commission)*

3. 7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit

- *M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna*

6. Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg

- *M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber féiert haut de Mëtteg zwou Aktualitéitsstonnen iwwert de Rassismus zu Lëtzebuerg, déi vun der politescher Sensibilitéit Piraten a vun der CSV-Fraktioun ugefrot goufen. D'Riedezäit ass nom Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé relatif à l'heure d'actualité du groupe politique CSV

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe Merci fir d'Geleeënheet, fir dëst wichtegt Theema vu Rassismus an Diskriminatioun zu Lëtzebuerg mat dëser Heure d'actualité op den Ordre du jour vun der Chamber setzen ze kënnen. Ee ganz wichtegt Theema weltwäit. Ee ganz wichtegt Theema och mëtten an eiser Gesellschaft an dofir och e ganz wichtegt Theema fir eis hei haut den Nomëtteg heibannen.

Dofir sinn ech frou, dass mir als CSV parallell zu de Kolleege vun de Piraten d'Dier souzesoen opmaachen, fir dësem Theema hei zu Lëtzebuerg eng parlamentaresch Gestalt ze ginn. An ech ka mer virstellen, dass nach villes méi spéit nokënnt. Ech si frou, och an de Couloiren aus deenen anere Fraktiounen ze héieren, wéi wichteg hinnen dëst Theema ass an dass mer eis zesumme wëllen elo domat ausenanersetzen.

Et ass mer och bewosst, dass eng Heure d'actualité e Format ass, wat bäi Wäitem der Envergure vum Theema net gerecht gëtt. Mee si soll awer d'Aktualitéit an d'Drénglechkeet vum Theema däitlech maachen an en Debat lancéieren.

Well Rassismus, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng vu ville méigleche Forme vun Diskriminatioun, an zwar eng vun deenen allerperfidesten, wéi mer dat och virun Ae gefouert kruten. Diskriminéierung bedeit, een anere Mënsch wëlle klengzemaachen, sech iwwerhieflech ze verhalen an een aneren ze erniddregen. Mee vun engem Grondprinzip musse mer alleguerten ëmmer an iwwerall ausgoen: Kee wëllt rassistesch verurteelt ginn!

D'Perfidie vum verurteelende Rassismus, egal ob e strukturell oder individuell ass, läit op d'mannst schonn an zwou Saachen. Dat Éischt ass, e gouf an e gëtt ëmmer gebraucht, fir aner Ziler ze erreechen: politescher, wirtschaftlecher, kolonialistescher. Et ass e Mëssbrauch vun enger Situatioun, fir e Mënsch méi kleng ze maachen, fir seng eegen Ziler ze erreechen.

An déi zweet perfid Saach ass, dass de Rassismus sech op dat Konzept vu „Rass" baséiert, dat biologesch-wëssenschaftlech guer net ze halen ass. Wann et eng Rass gëtt, da gëtt et just eng gemeinsam mënschlech Rass vun eis alleguerten oder, wéi se beim CLAE soen, „la commune humanité". Rasse ginn éischter zu sozialen, psychosoziale Phenomeener gemaach: Well déi an déi Persoun mat där an där Hautfaarf mat deem an deem Background deen an deen Job mécht, well se ënnert deenen an deene schwierege soziale Bedéngunge liewe muss, kënnt et zu Verallgemengerungen, Virurteeler, sproochlecher Gewalt a ganz konkreetem, perfidem Rassismus.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad zu Lëtzebuerg musse mer eis mat deem Theema a mat senger Realitéit éierlech befaassen. Woufir grad zu Lëtzebuerg?

Mir sinn nämlech e Land, deem den Defi vum Zesummeliewe vu ville Mënsche mat ganz ënnerschiddleche Geschichte besonnesch gestallt ass. A mir hunn en enormt Potenzial vum friddlechen Zesummeliewen, well mer schonn eng méi laang Geschicht vun Immigratioun, vu Begéinung, vu gemeinsamer Integratioun a vun Interkulturalitéit hunn.

Mir hu scho munnech Lektioun geléiert am Laf vun all deene Joren a Joerzéngten. Mee zugläich kann d'Begéinung mat ville Mënschen aus villen anere kulturelle Backgrounds Angscht maachen ëm dat Eegent. A grad bei eis, fannen ech, musse mer ganz, ganz opmierksam sinn, wou déi subtill Alldagsdiskriminatioune stattfannen, wou Parallelgesellschafte kéinten entstoen, wou eist Zesummeliewen net gräift, mee zu Ofleenunge féiert. An dat kann an déi zwou Richtungen ëmmer goen.

An deem Sënn erlaben ech mer, Här President, lech hei eng Demande d'interpellation eranzereechen zum Theema Integratioun, Integratiounspolitik a Cohésion sociale zu Lëtzebuerg, well meng vill Virgespréicher mat Leit an Organisatiounen hu mer gewisen, dass d'Theema Integratioun, wat méi déif läit wéi d'Theema Diskriminatiounen, zu Lëtzebuerg eng verdéiften Diskussioun brauch.

(M. Paul Galles dépose une demande d'interpellation.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV).*- An ech erlabe mer, lech ze suggeréieren, dass se eréischt sollt an deene leschte Méint vum Joer drukommen, well dat Theema Rassismus elo déi néideg Plaz verdéngt an een da vläicht heimat kéint enchaînéieren.

Ech sinn och der Meenung, dass eis sech vergréisserend Ongläichheeten d'Gefor mat sech brëngen, dass d'Diskriminatiounen zu Lëtzebuerg zouhuelen. Et schwätzt ee méi séier vun „deenen do uewen", déi Sue verdénge wéi Sand um Mier, an „deenen do ënnen", déi dach „endlech emol eng Kéier solle schaffe goen". Ech sinn der Meenung, dass mer an nächster Zäit immens gutt mussen oppassen, well d'Spannungen zu Lëtzebuerg kéinten zouhuelen, besonnesch ënnert dem Androck vun enger Kris.

Et geet net drëms, ze iwwerdreiwen a carrement alles schlechtzerieden, mee et geet drëms, ee kloren, realisteschen, realitéitsgetreie Bléck ze behalen. Ech behaapten ëmmer: Eigentlech ass et zweetrangeg, ob d'Majoritéit vun de Leit zu Lëtzebuerg mengt, dass et e Problem mat Rassismus gëtt, jo oder neen. Entscheedend ass et, op déi Mënschen ze lauschteren, déi Rassismus konkreet erliewen, perséinlech oder als Zeien, an déi och dorënner leiden.

Zesummegefaasst: Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg keng rassistesch Gesellschaft ass. Mee ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass et ganz bedenklech rassistesch Phenomeener gëtt, struktureller an individueller. An dofir ass et richteg a wichteg, fir „Black Lives Matter" ze demonstréieren a sech net fir erliefte Rassismus mussen ze entschëllegen, wéi e ganz gudden Artikel virun e puer Wochen et opgeschafft huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesäit et dann elo hei konkreet zu Lëtzebuerg aus?

2015 huet de Centre pour l'égalité de traitement (CET) eng Ëmfro - ech betounen: eng Ëmfro, net eng Etüd - veröffentlecht, déi se „Observatoire des discriminations" genannt hunn an déi ënner anerem gewisen huet, dass Diskriminatioun opgrond vu Rass oder Ethnie déi stäerkste Form vun Diskriminatioun ass an dass se an den Ae vun de Befrote weider staark zougeholl huet an deene leschte Joren. Dës Ëmfro soll iwwregens an dësem Hierscht widderholl ginn.

Déi meescht Fäll vu Rassismus ginn an de Beräicher Wunnengssich, Aarbechtsmaart an Educatioun erlieft, wéi de CEFIS (ndlr: Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales) a sengen Etüde betount. Si hunn iwwregens och eng ganz interessant exemplaresch Etüd zu der Situatioun a Benodeelegung vun de Kapverdianer zu Lëtzebuerg gemaach.

An der Educatioun, esou héiert ee bei ville Leit, mierkt een de Problem besonnesch beim Punkt Orientéierung an de Classique, de Général oder soss emol den Technique, oder an de Préparatoire, soss emol Modulaire. An dat verstäerkt erëm eng Kéier déi sozial Ongläichheeten an An hannen um Enn si mer an engem Däiwelskrees. Logement, Aarbechtsmaart, Schoul, dat nennt een iwwregens net individuellen Alldagsrassismus, mee strukturellen, systeemesche Rassismus.

D'European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) huet 2018 mat hirer Etüd „Being Black in the EU" fir allgemeng Konsternatioun gesuergt, och hei zu Lëtzebuerg. Bei der empfonnter rassistesch motivéierter Belästegung vu Mënschen afrikanescher Ofstamung läit Lëtzebuerg mat 52 % - 52 % ! - op där zweetschlëmmster Plaz vun deenen zwielef Länner, déi matgemaach hunn.

Bei der Diskriminatioun opgrond vun ethnescher Hierkonft oder Migratiounshannergrond si mer bäi Wäitem déi Schlëmmst, souwuel am leschte Joer wéi och iwwert déi lescht fënnef Joer gekuckt. 14 % vun hinne sinn extreem aarm opgrond vum Logement am Verglach zu 2 % vun der Gesamtbevëlkerung. A wann een

dat zesumme kuckt, da muss ee soen, do gëtt et tatsächlech e Problem. A bei der legendärer Konferenz „Being Black in Luxembourg" goufen dës Zuelen duerch erschreckend Temoignagë mat Liewe gefëllt. An da sinn déi eng iwwerrascht, dass esou eppes hannert dem schéine Riddo vum Nationbranding iwwerhaapt ka stattfannen, an déi aner ootmen op, well endlech driwwer geschwat gëtt, endlech een de Courage huet, et ze soen, an déi Betraffen d'Chance gesinn, dass eppes fir si geschitt.

An elo?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wär zum Beispill eng Iddi, déi Fuerderung vun den 21 Organisatioune betreffend de CET opzegräifen, déi se an engem Bréif souwuel un Iech, Här President, wéi och un de Premierminister geriicht hunn, woubäi si hirersäits déi lännerspezifesch Recommandatioune vun der ECRI, der European Commission against Racism and Intolerance opgräifen. Hinne geet et drëms, de CET ze stäerken duerch Mëttel an Handlungsvollmuechten, wéi zum Beispill déi, selwer viru Geriicht ze zéien.

Wéi wär et dann, wa mer als Chamber erëm dee Projet géifen opgräifen an a senger Faisabilitéit préiwen, dee scho viru Jore mäi Kolleeg Marc Spautz an d'Spill bruecht huet a proposéiert huet, deen Agang fonnt hat an de Koalitiounsprogramm an hannen um Enn net ëmgesat gouf, nämlech déi Iddi, fir CET, Mënscherechtskommissioun, Ombudsmann an Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand zesummen ze regruppéieren, ze kucken, wat méiglech ass, och am Respekt virun deene Grenzen, déi mer deemools an der Diskussioun gemierkt hunn. An dann hätte vläicht och grad déi doten Organisatiounen zesummen e Service juridique, eng staark Juridictioun.

Ausserdeem, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, brauche mer kloer Zuelen. Da kann nämlech net méi dat geschéien, wat ee vun de Participanten am „Kloertext" um RTL d'lescht Woch gesot huet: en hätt vun engem Beamte vum Educatiounsministère einfach emol gesot kritt, et géif zu Lëtzebuerg kee strukturelle Rassismus. Ministère locutus, causa finita? Dat däerf net geschéien! An dofir ass et eng Iddi, net eppes Neies ze grënnen, mee besteeënden Organer den Optrag ze gi vun engem „Observatoire des discriminations et du racisme" am systemateschen an am systeemesche Sënn, mat kloren Ergebnisser, mat kloren Zuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer brauchen, sinn dräi Saachen:

Dat Éischt, vill a respektvollt Nolauschteren deene Leit, déi betraff sinn, an dat seriö huelen a kloer Analysen an Zuelen.

Dat Zweet, däitlech denoncéieren, Rassismus als Rassismus entlarven. Aner Meenunge muss ee kënnen aushalen, Rassismus an Diskriminatioun nimools! Déi däerf een ni mussen aushalen.

An dat Drëtt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, politesch Hiewelen abauen, doriwwer diskutéieren. An ech hunn hei just zwou kleng Iddien an d'Spill bruecht, déi kéinten zu engem grousse Resultat kommen.

Dräi Saachen also: voir, juger, agir. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet.

De Martin Luther King huet gesot: „Wann et drëms geet, eppes ze kucken, dann ass et net dat, wat Leit gesot hunn, mee dann ass et dat, wat verschwige ginn ass an iwwer wat fir eng Leit net geschwat ginn ass."

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé relatif à l'heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Doud vum US-Amerikaner George Floyd huet fir Empörung iwwert de ganze Globus gesuergt.

De 5. Juni hu sech laut der Lëtzebuerger Police virun der amerikanescher Ambassade ronn 1.500 Demonstranten afonnt - d'Quelle vun den Organisateure soen, et wären der däitlech méi gewiescht -, dat fir en Zeechen ze setze géint Friemefeindlechkeet a Rassismus. Eppes fält op: Et si gréisstendeels jonk Leit, déi sech mobiliséieren.

Als Zweet wëll ech awer och soen: Wa mer iwwer Rassismus schwätzen, musse mer och generell iwwer all Form vun Diskriminatioun schwätzen. Béides ass enk liéiert.

Här President, zanter gëschter leeft déi 44. Sessioun vum Conseil des droits de l'homme vun de Vereenten Natiounen un. Um Ordre du jour stinn ënner anerem d'Theeme Rassismus a Xenophobie. Virun allem awer soll d'Deklaratioun vun Durban a Südafrika vun 2001 reaffirméiert ginn. Dës Deklaratioun huet viru bal 20 Joer eng ganz Partie u Recommandatiounen a Mesurë festgehalen, fir de Problem vum Rassismus innerhalb vun der internationaler Communautéit unzegoen, der internationaler Communautéit, déi aus engem bluddege Weltkrich eraus entstanen ass. Mir hu gesinn, zu wat Friemenhaass ka féieren!

D'international Communautéit hält op d'Anhale vun de Mënscherechter. A mir Piraten halen drop, datt d'international Communautéit e Garant vun universale Wäerter muss sinn.

Ech hu viru Kuerzem déi Emissioun, déi de Paul Galles schonn ugeschwat huet, op der Lëtzebuerger Tëlee gekuckt, wou d'Theema Rassismus war. Et huet sech erausgestallt, datt Rassismus an Diskriminatioun eppes ass, wat am Liewe vu ville leider nach ëmmer un der Dagesuerdnung ass.

Här President, Mënsche mat net Lëtzebuerger Originnen oder enger anerer Hautfaarf hunn hei am Land Problemer, eng Wunneng ze fannen. Si kennen et, um CV d'Foto ewechzeloossen, si benotzen heiansdo en aneren Numm, fir datt net direkt hir Originnen erkenntlech sinn. Jo, mir hunn zu Lëtzebuerg e Problem mat Alldagsrassismus!

Mee Alldagsrassismus, et geet net duer, dat einfach als individuell Fäegkeet, individuell Tätegkeet ofzeklasséieren. Alldagsrassismus féiert, an dat huet de Paul Galles virdru ganz gutt illustréiert, zu engem strukturelle Rassismus. A strukturelle Rassismus, dee féiert a leschter Konsequenz zu sozialen Inegalitéiten. An esou oft, wéi mer hei an der Chamber iwwert d'sozial Inegalitéite schwätzen, misst eis bewosst sinn, datt ee vläicht do och eng Kéier un d'Wuerzel vum Problem muss goen.

Jo, net all sozial Inegalitéit ass duerch Rassismus. Mee wa mer emol all déi sozial Inegalitéiten, déi duerch Rassismus, duerch Alldagsrassismus, duerch deen dach esou harmlose Rassismus, deen an de Kommentarspalte vun Internetplattforme postuléiert gëtt, wa mer déi géifen an de Grëff kréien, da géife mer schonn e grousse Sprong no vir maachen, wann et ëm sozial Ongläichheete geet.

Et ka jo net sinn, datt eng Schülerin oder e Schüler an enger Lëtzebuerger Schoul domat rechne mussen, datt se vun hirem Schoulmeeschter oder vun hirem Proff gesot kréien: „Jo, nee, du pass hei net hin!" Sou héieren! Oder de Saz: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch!" Ee mat wäisser Haut, ee wéi mir heibanne kennt dee Saz éischter net: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch!" Dat ënnerstellt nämlech jiddwerengem, deen anescht ausgesäit, dee vläicht en Numm huet, deen net stacklëtzebuergesch klëngt, datt e kee Lëtzebuerger wär.

Bref, Lëtzebuerg ass eng Terre d'accueil gewiescht, ass et nach ëmmer. A mir hunn eng ganz grouss Populatioun, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, déi net wéi den typesche „Biolëtzebuerger" ausgesinn. Mir hunn eng ganz Rëtsch Leit an der Populatioun, déi net wäiss sinn, déi net e lëtzebuergeschen Numm droen, mee déi méi exotesch Nimm hunn, déi eng méi exotesch Hautfaarf hunn. An awer, et si Lëtzebuerger, déi sech all Dag unhéiere mussen: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch!"

Dat implizéiert iergendwou: „O, du schwätz awer gutt Lëtzebuergesch fir deng Hautfaarf, fir deng Originn, fir deng ...", jo, fir wat eigentlech? Et kéint ee bal soen, iergendwa seet een dann: „fir deng Rass". A spéitstens da si mer beim Wuert „Rassismus", e Wuert, wat iwwregens ganz batter ass, well et benotzt eng biologesch Differenz als Grondlag, eng soi-disant Differenz, déi an enger Theorie baséiert ass, déi ewell laang widderluecht gouf, eng Theorie, déi zu gräissleche Schanddote virun 80 Joer gefouert huet, eng Theorie, déi dovunner ausgeet, datt Mënschen inhärent ze ënnerdeele sinn.

Nee, ech gleewen net drun, datt eng Rassentheorie hautdesdaags nach hir Plaz huet. Eng Rassentheorie, déi d'Grondlag war, nach virum Zweete Weltkrich, vum Kolonialismus, e Kolonialismus, wou och Lëtzebuerg säi Rôle hannerfroe muss am Congo belge. D'belsch Kinneksfamill huet sech rezent nach eng Kéier entschëllegt fir dat, wat se am Kongo gemaach hunn. D'Roll vu Lëtzebuerg ass an deem Kontext nach ëmmer net genuch erfuerscht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn der Meenung, datt mer och do nach eng Kéier e Schrëtt no vir sollte maachen, eis eiser Vergaangenheet sollte stellen an eis dann och do entschëllege sollten, do, wou Lëtzebuerger mat am Coup waren.

Wäiss a Schwaarz si keng Faarwen. Schwaarz a Wäiss si sozial Konstrukter, déi déif an der Gesellschaft an an der Geschicht verankert sinn. Et freet mech ze gesinn, datt déi Jonk sech haut fir en oppenen an tolerante Contrat social staarkmaachen, andeem se keng Differenz tëschent Schwaarz a Wäiss maachen.

Mee, Här President, nodeem ech déi Rassismusdebatt op der Lëtzebuerger Tëlee gekuckt hunn, hunn ech e grousse Feeler gemaach. Ech hunn erofgescrolled, ech hunn d'Kommentare gelies. An do liest een dann direkt am éischte Kommentar, deen ech fonnt hunn, datt et jo och Rassismus géint Wäisser géif ginn. Jo, interessant! Et si Leit, déi soen: „Mir wëlle bleiwen, wat mer sinn!" An da soe se am nächste Saz: „Ech si jo kee Rassist, mee ..."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen esou Aussoen inakzeptabel. A wann dann och nach drënnersteet: „Wann der eppes hei net geet als Schwaarzen, da géi zréck an däi Land!", adresséiert un d'Persoun vun enger Lëtzebuergerin mat schwaarzer Hautfaarf.

Ma, a wéi ee Land soll déi Fra dann zréckgoen, wann net an hiert Heemechtsland, wat Lëtzebuerg ass? Do muss ee sech awer dann d'Fro stellen: Gëtt et Rassismus zu Lëtzebuerg? A bref, de Constat ass leider: Jo. An dat heescht, mir mussen Zivillcourage weisen, mir mussen deene Leit widderspriechen, mir däerfen esou Aussoen net einfach onkommentéiert stoe loossen.

Et gëtt Zäit, datt mer alleguerten deem Alldagsrassismus eppes entgéintsetzen, fir datt esou de strukturelle Rassismus d'Grondlagen entzu kritt, fir esou a leschter Konsequenz sozial Ongläichheete kënnen ze reduzéieren.

De Legislateur, mir heibannen, kënnen dat net eleng. Jiddwereen ass gefuerdert! Jiddwereen dobaussen ass gefuerdert, seng Reflexer ze iwwerdenken. Seng Reflexer ze iwwerdenken, wann e seet: „O, dee Jugo do!", oder: „O, dee Guall!" Nee, och dat sinn inakzeptabel Sätz, déi een heiansdo oniwwerluecht benotzt an déi awer weisen, wéi déif verankert Rassismus, Xenophobie, d'Angscht virum Friemen zu Lëtzebuerg heiansdo sinn.

Loosst mech op e leschte Punkt agoen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäit leeft mer fort. Mir Lëtzebuerger kultivéiere grondsätzlech d'Diversitéit. Gäre setze mer se a faarwege Publicitéitscampagnen an Tourismuskatalogen an Evidenz. Gäre weise mer, datt Lëtzebuerg e Land ass, wat méi ass wéi nëmme wäiss, e Land, wat Faarf kennt, e Land, wat Terre d'accueil ass, e Land, wou jiddweree wëllkomm ass a senger Diversitéit.

Ma kommt, mir kucken eis eng Kéier heibannen ëm! Verschidden Nimm kenne mer heibannen ewell. Dat weist op eng laang Immigratiounsgeschicht vu Lëtzebuerg hin. Aner Hautfaarwe sinn am héijen Haus bis haut éischter rar geséit. Och d'Chamber ass net deen eenzege representativen Echantillon vun der lëtzebuergescher Gesellschaft. Mir sinn een Echantillon. Mee si mer representativ? Nee! A genau dorunner musse mir och alleguerten als Politiker schaffen. Well wat mir méi inklusiv sinn an eisem Behuelen, wat et méi kredibel ass, wa mer dobausse fir méi Inklusioun optrieden.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. „Mir sinn alleguer just Mënschen." Dat ass e Saz aus enger Ried vum Monica Semedo, déi si zu Bréissel den 19. Juni am Europaparlament gehalen huet. Et ass en einfache Saz, deen awer e wichtege Message vermëttelt: Obwuel mir all ënnerschiddlech sinn, si mir alleguerten d'selwecht. Egal wou mir hierkommen, wie mir gär hunn, wourunner mer gleewen oder wéi mer ausgesinn, mir alleguer hunn Ambitiounen, Wënsch a Gefiller. Eis sexuell Orientéierung, eise Glawen oder eis Hautfaarf bestëmme sécher net eise Charakter oder eis Kompetenzen. Si dierfen dofir och keen Afloss op eise Liewenswee hunn.

„Mee, d'Hautfaarf ass net onsiichtbar." Dat ass e weidere Saz aus dem Monica Semedo hirer Ried. An och dësen dréit eng méi déif Bedeitung, nämlech dass och haut nach Leit diskriminéiert ginn, obwuel mir et dach besser misste wëssen. Jo, och hei zu Lëtzebuerg!

Mir sinn e multikulturellt Land. Bal 50 % vun eisen Awunner hunn net déi lëtzebuergesch Nationalitéit, an ënnert de Lëtzebuerger sinn och ganz vill Leit mat ..., also ënnert deene Leit mat der Lëtzebuerger Nationalitéit sinn och ganz vill Leit mat Migratiounshannergrond. Wéi kann et do sinn, dass Diskriminéierung hei am Land nach ëmmer zum Alldag vu ville Mënsche gehéiert? Dat ass fir mech absolutt onverständlech.

Mir alleguer wënschen eis natierlech, et wier anescht, mee Rassismus existéiert och hei zu Lëtzebuerg, an dëst trotz eiser Multikulturalitéit an trotz all de Mesuren an Organisatiounen, déi e gutt Zesummeliewen an eisem Land förderen. De Rapport „Being Black in the EU" huet och fir eist Land kee positive Bilan gezunn. An dat huet vill Leit schockéiert.

Et stëmmt, dass bei eis am Land Fäll vu Gewalt am Zesummenhang mat Rassismus oder aneren Aarte vun Diskriminéierung siele sinn. Et gëtt awer aner, méi ënnerschwelleg Zorte vun Diskriminatioun, déi oft op gesellschaftlech déif verankerte Virurteeler baséieren. Et mécht ee sech e Bild vun engem Mënsch, ouni en ze kennen, leet en an e bestëmmten Tirang a stellt dat Bild dann net méi a Fro. Dës Zort vu Rassismus oder Diskriminéierung ze bekämpfen ass schwiereg an, jo, och laangwiereg. Denkmuster, déi vu Generatioun zu Generatioun oft onbewosst vermëttelt goufen, mussen opgebrach an hannerfrot ginn. Dat geschitt net vun haut op muer.

Här President, et ass un eis alleguerten an natierlech och un der Politik, de Kampf géint all Form vun Diskriminéierung virunzedreiwen. Mir als Politiker hunn als ëffentlech Persounen eng Virbildfunktioun an der Gesellschaft ze erfëllen. An eisen Discoursen, an eisem Optriede musse mir fir d'Wäerter wéi Toleranz a Respekt fir all Mënsch astoen. Wann ee sech d'Beispill vun den USA ukuckt, da gesäit een, wat geschitt, wa Politiker dës Verantwortung net iwwerhuelen. Un éischter Plaz steet dowéinst, d'Kommunikatioun tëscht alle Mënschen ze förderen. Mir musse méi matenee schwätzen an eis géigesäiteg kenne léieren.

Mir mussen eis d'Méi maachen, net nëmmen eis eege Realitéit, mee och d'Realitéit vun all eise Matmënschen ze verstoen an ze consideréieren. E Saz oder eng Bemierkung, déi ee selwer als harmlos ophëlt, empfënnt en anere vläicht als ganz verletzend. Mir musse léieren, mateneen ze schwätzen an nozelauschteren. An domadder muss ee schonn an der Schoul bei de ganz klenge Kanner ufänken. A genau dowéinst gouf 2017 an der Grondschoul an 2016 am Lycée dat neit Fach „Vie et société" agefouert. Mat dësem Fach gëtt e Raum fir den Dialog geschaaft an de Respekt virun der Diversitéit gëtt do vermëttelt.

Nieft der Kommunikatioun, déi esou wichteg ass, fir géint Diskriminéierung a Rassismus virzegoen, kann och d'Inklusioun e wichtege Bäitrag leeschten. D'Zesummeliewen an der Diversitéit gëtt an der Schoul dowéinst och iwwert d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an d'Reegelschoul gefërdert. Mat engem neie Gesetz vun 2018 sinn nei Kompetenzzentren entstanen, déi dofir ënner anerem d'Schoule mat Hëllef a Berodung bei der Inklusioun ënnerstëtzen.

A fir d'Diversitéit ze liewen a si als Stäerkt vun eisem Land unzeerkennen, ass virun e puer Joer och d'„Charte de la diversité" an d'Liewe geruff ginn. Entreprisë kënnen dës Charte ënnerschreiwen an engagéiere sech domadder, géint d'Diskriminatioun virzegoen a Chancëgläichheet an Diversitéit innerhalb vun hirem Betrib ze förderen.

Zwee spezifesch Projete vun dëser Charte leeën e Fokus op Persoune mat Migratiounshannergrond an op Persoune mat engem Handicap, fir Inklusioun op der Aarbecht ze ënnerstëtzen. An dësem Kontext hu mir d'lescht Joer och e Gesetz gestëmmt, dat eng Assistance à l'inclusion dans l'emploi fir Leit mat Behënnerung agefouert huet, déi och de But huet, d'Diskriminatioun ze bekämpfen.

Am Juli 2018 huet d'Regierung deen éischten nationalen Aktiounsplang fir d'Förderung vun de Rechter vun den LGBTIen adoptéiert. Och Leit mat ënnerschiddleche sexuellen Orientéierunge sinn nach ëmmer vill an oft vun Diskriminatioun betraff. Och dësen Aktiounsplang setzt sech fir méi Chancëgläichheet, de Schutz vun ënnerschiddleche Familljeformen an de Kampf géint all Form vun Diskriminéierung an.

Léif Kolleegen, fir dass Diskriminatioun a Rassismus hei am Land esou ëmfaassend wéi méiglech bekämpft kënne ginn, ass et natierlech onerlässlech, dass Mënschen, déi Affer vun Diskriminatioun ginn, dëst och melle kënnen. Dofir ass am Kader vum Gesetz vun 2006 zur Gläichbehandlung vun all de Mënschen de Centre pour l'égalité de traitement geschaaft ginn, kuerz de CET.

Leider sinn dem CET seng Kompetenzen agéschränkt, wat dozou féiert, dass vill Fäll vun Diskriminatioun ouni Konsequenze bleiwen.

Dowéinst reechen ech am Numm vun den dräi Koalitiounspartner dës Resolutioun an, an där d'Chamber sech ënner anerem engagéiert, dem CET méi Moyenen ze ginn, fir seng Aufgaben erfëllen ze kënnen, an do dernieft de CET och méi oft an Entscheedungsprozesser, déi d'Chancëgläichheet betreffen, anzebannen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement interdit formellement toute forme de discrimination, directe ou indirecte, aux lieux de travail et de vie, à l'école et l'espace public en général ;

- le rôle important du Centre pour l'égalité de traitement (CET) qui permet à tout citoyen de signaler des comportements discriminatoires et qui rapporte ces constatations au Gouvernement et à la Chambre des Députés ;

- que le CET exerce ses missions en toute indépendance et a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ;

- les recommandations de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance dans son cinquième rapport sur le Luxembourg ;

- les résultats et avis émis par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne dans sa deuxième enquête sur les minorités et la discrimination dans l'Union européenne « Being Black in the EU »,

s'engage à

- impliquer davantage le CET dans les prises de décision concernant la lutte contre toutes formes de discrimination et la promotion d'un vivre-ensemble harmonieux au Grand-Duché de Luxembourg ;

- lui conférer plus de compétences ;

- augmenter la dotation budgétaire et le cadre de personnel du CET ;

- inscrire, dans le cadre de la révision du règlement de la Chambre des Députés, une clause explicite concernant les discriminations dans les principes directeurs du code de conduite des député(e)s en s'inspirant de l'Art. 1er de la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement ;

- offrir des formations « antidiscrimination » aux député(e)s, aux salarié(e)s de la Chambre des Députés ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs des groupes et sensibilités politiques, leur permettant de se rendre compte des préjugés qui pourraient donner lieu à toute sorte de discrimination.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, nieft dem CET existéiert och de Conseil national pour étrangers, deen d'Regierung bei alle Sujete beréit, déi eis auslännesch Matbierger an hir Integratioun betreffen. Dëse Conseil kann zu Gesetzesprojeten Avisen ofginn an och Propositioune maachen, déi fir eng verbessert Situatioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg bäidroe kënnen.

Den CNE huet seng Fonctioun an der leschter Zäit leider net erfëllt. Dowéinst strieft den Integratiounsministère eng Reform vum CNE un. D'Integratiounskommissioune vun de Gemenge sollen an Zukunft Leit ernennen, déi si am neie Conseil national pour étrangers representéiere sollen.

Här President, mir mussen eis och d'Fro stellen, firwat Rassismus iwwerhaapt entsteet. Fir hei e komplett Bild ze erhalen, musse mir nieft den Affer vun Diskriminatioun och déi Leit erreechen, déi rassistesch handelen. Mir musse wëssen, wéi eng Aarte vu Rassismus an Diskriminéierung hei am Land am meeschte virkommen an ob et Regiounen a sozial Schichte ginn, déi besonnesch betraff sinn. Nëmme wa mir dat wëssen, kënne mer Mesuren huelen, déi och genee do wierken, wou se mussen.

Dowéinst reechen ech och op dëser Plaz am Numm vun den dräi Koalitiounsparteien eng Motioun an, déi d'Regierung dozou opfuerdert, eng Etüd zum Rassismus zu Lëtzebuerg an Optrag ze ginn an d'Resultater der Chamber ze presentéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Grand-Duché de Luxembourg est un pays multiculturel dans lequel cohabitent des ressortissants de plus de 170 nationalités différentes ;

- considérant que ce multiculturalisme est une richesse du Luxembourg ;

- regrettant cependant que le racisme persiste en Europe et dans le monde entier ;

- considérant que le racisme représente une menace pour nos sociétés modernes, démocratiques et interculturelles ;

- regrettant que le racisme demeure aussi une réalité au Luxembourg ;

- constatant que les gouvernements successifs du Luxembourg ont accordé une priorité au vivre-ensemble harmonieux dans notre société ;

- rappelant dans ce contexte l'accord gouvernemental 2018-2023 aux termes duquel « Le vivre-ensemble entre tous les résidents du Grand-Duché de Luxembourg constitue un atout qui sera promu activement. La lutte contre toutes formes de discrimination en constitue un élément essentiel »,

invite le Gouvernement

- à poursuivre de façon soutenue ses efforts dans la lutte contre le racisme ;

- à faire élaborer une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg afin de développer une stratégie de lutte cohérente contre le racisme. Cette étude aura comme principaux objectifs :

i. d'analyser les formes de racisme identifiées au Luxembourg ;

ii. d'identifier les contextes et situations dans lesquels les concernés subissent des actes et traitements discriminatoires ;

iii. d'aviser l'efficacité des mesures contre le racisme actuellement en place ;

iv. de faire des recommandations ;

- à associer la Chambre des Députés étroitement à la conception de l'étude ;

- à présenter les résultats de l'étude fin 2021 ;

- à présenter les résultats de l'étude à la Chambre des Députés afin qu'elle puisse en tirer les conclusions nécessaires.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Rassismus an Diskriminatioun ginn eis alleguerten eppes un. An et ass un eis all, derfir ze suergen, dass Intoleranz an eiser Gesellschaft absolutt keng Plaz huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech schwätzen direkt zur Motioun an zur Resolutioun mat.

Här President, Dir Dammen an Hären, loosst mech emol ufänke mat engem grousse Merci fir d'Initiativ zu dëser Debatt, déi mer haut féieren. Et ass allerdéngs ze fäerten, dass mer dëse komplexe Sujet net eleng kënnen haut an enger Heure d'actualité traitéieren. Dëse Sujet hätt eigentlech méi eng déif gräifend Diskussioun verdéngt. An ech soen duerfir och dem Max Hahn speziell Merci fir d'Motioun an d'Resolutioun, well ouni dës hätt déi Debatt vun haut riskéiert, zu enger flotter Poterstënnchen ze ginn. Mee duerch d'Motioun assuréiere mer, dass mer e Suivi assuréieren an dass d'Chamber sech weider mam Sujet befaasst.

Iwwert den Ausléiser vun der Debatt brauch ech eigentlech net méi vill ze soen. Jiddwereen, deen d'Noriichte gekuckt huet an deene leschte Wochen a Méint, dee weess, dass den Ausléiser an den USA war, wou d'Policebrutalitéit géint déi schwaarz Communautéit an de Rassismus insgesamt fir berechtegt Entrüstung gesuergt hunn, iwwerall op der Welt, och zu Lëtzebuerg, och hei an Europa.

Muncheree freet sech awer vläicht, ob dës Debatt vun haut da wierklech néideg ass, besonnesch hei zu Lëtzebuerg. An effektiv an och, géif ech soen, glécklecherweis kenne mir kaum esou Fäll vun exzessiver Policebrutalitéit wéi an den USA. Dat huet eng ganz Rei Ursaachen: Eis Poliziste si gutt formëiert a geschoult, an et gëtt och gutt Kontrollmechanisme bannent der Police, fir esou Fäll ze verhënneren.

Et duerf een och roueg behaapten, dass mir bis elo a par rapport zu anere Länner d'Erausfuerderunge vun der Immigratioun besser gemeeschtert hunn an nach ëmmer meeschteren. Eist Zesummeliewe vu verschiddene Kulturen, verschiddenen Nationalitéiten, Reliounen an esou weider fonctionéiert dacks besser wéi an eenzelne vun eisen Nopeschlänner.

Ech soen awer domat net, dass mir bis elo alles richteg gemaach hunn. Bestëmmt net! A bestëmmt kënnen och mir hei zu Lëtzebuerg eis Integratioun nach besser reusséiere wéi bis elo. Ze dacks liewe mer leider nach laanschteneen an net genuch mateneen. Ze grouss sinn nach d'Ënnerscheeder an der Schoul, heiansdo am Beruff, gradesou wéi a villen anere Beräicher.

An duerfir däerfen eis Meritten och net zu enger Selbstzefriddenheet féieren. Op déi grouss Diversitéit vun eisem Land hinzeweisen, duerf net zu engem eidele Mantra ginn, dee verhënnere géif, dës Problemer unzegoen. Rassismus an Diskriminatioun, direkt oder indirekt, strukturell oder alldeeglech, fënnt ee praktesch an alle Gesellschaften.

De Michael O'Flaherty, Direkter vun der European Union Agency for Fundamental Rights, soll op der Konferenz am Cercel gesot hunn: « Nous sommes tous des racistes quelque part. » Gemengt huet en domat wuel déi psychologesch Tendenz, Leit ze kategoriséieren, sech vun aneren ze ënnerscheeden an esou och seng eegen Identitéit ze schafen. Problematesch gëtt dat awer, wann dës Differenzen esou ausgeluecht ginn, dass verschidde Kategorië vu Leit mannerwäerteg solle sinn, wa se also devaloriséiert ginn.

E groussen Undeel dorunner huet d'Xenophobie, also d'Angscht virum Friemen, virun deem, wat mer net kennen. Verschidde Parteien a Gruppéierunge benotzen d'Ängschte vun de Leit an d'Onsécherheet vun eiser Zäit, fir mat Diskriminatioun Politik ze maachen, fir „déi aner" als Feindbild ze zeechnen, si fir allméiglech Problemer responsabel ze maachen a fir eng restriktiv Identitéitspolitik ze féieren an hir Kultur soi-disant ze schützen. Alles dat féiert weltwäit zu Konflikter, zu der Ënnerdréckung vu Minoritéiten an der Violatioun vu Mënscherechter.

Duerfir ass et engersäits wichteg, weiderhin d'Bekämpfung vu Rassismus an Diskriminatioun als e feste Bestanddeel vun eiser Aussepolitik ze behalen an d'Mënscherechter heiheem an dobaussen ze schützen.

Anerersäits musse mer eis méi seriö mat der Problematik hei am Land beschäftegen. Sécher huet dëse Phenomeen bei eis eng aner Dimensioun wéi an Amerika oder an anere Länner. An nawell musse mer eis agestoen, dass et och zu Lëtzebuerg op där enger Säit nach ëmmer Privileegie gëtt an op där anerer Säit nach ëmmer Diskriminatioun.

Et ass warscheinlech d'Diskriminatioun am Alldag, déi dee Lëtzebuerger Phenomeen vum Rassismus charakteriséiert, ugefaange bei Klengegkeete wéi domme Witzer an topege Bemierkunge bis hin zu méi groussen Ongerechtegkeeten, zum Beispill wann eng Aarbechtsplaz besat gëtt. An dat kann dann och systematesch Auswierkungen hunn an Ongläichheete verdéiwen.

Nee, mir mussen éierlech sinn, och mat eis selwer: Wat deng Hautfaarf méi däischter ass, wat et zum Beispill méi schwéier gëtt um Wunnengsmaart. Alles anescht wär gelunn. An duerfir ass dës Debatt esou wichteg. Well nëmmen, wa mer eis emol selwer agestinn, dass mer nach wäit ewech si vu gläiche Chancen am Liewen, gläicher Behandlung a gläiche Perspektive fir jiddwereen, eréischt dann, wa mer de Problem och als Problem unerkennen, kënne mir als Politik, awer virun allem als Gesellschaft deem Phenomeen vum Rassismus hei zu Lëtzebuerg entgéinttrieden.

Dass et néideg ass, dës Debatt ze féieren, beleet och d'Ëmfro „Being Black in the EU", déi jo schonn ugeschwat gouf an an där iwwert d'Hallschent vun de Befroten uginn hunn, bannent de leschte fënnef Joer Affer vun engem Harcèlement raciste gewiescht ze sinn. Dat sinn erschreckend Zuelen! Och Temoignagë vu verschiddene Leit, déi dësen Zuelen déi noutwendeg mënschlech Dimensioun ginn, mussen eis als Chamber an och als Mënschen interpelléieren.

Nee, dat heescht net, dass mer zu Lëtzebuerg alleguerte Rassiste wären. Mee et weist eis, wéi wäit mer ewech si vun där egalitärer Gesellschaft, déi mer eis esou staark wënschen.

Eis dëse Froen a Problemer ze stellen, dat rëselt natierlech och un eisem Selbstverständnis als Eenzelnen, mee och als Land. Vill Lëtzebuerger si sech dëser ganzer Problematik an hirem privilegiéierte Confort vläicht net esou bewosst respektiv verkennen d'Gravitéit vun der Situatioun fir déi, déi drënner leide mussen. Duerfir ass et och wichteg, dass mer eis mat eisem eegene Privileeg ausenanersetzen, dass mer akzeptéieren, dass vill Leit d'Welt ganz anescht erliewe wéi mir an dass eis Experienz, eis eegen Experienz, net onbedéngt d'Norm ass.

Mir musse verstoe léieren, dass Leit mat enger anerer Hautfaarf eng sëlleche Barriären an hirem Alldag erliewen, wärend mir dacks duerch oppen Dieren trëppelen, ouni wëllen awer ze verkennen, dass och wäiss Lëtzebuerger et heiansdo net einfach hunn.

An duerfir musse mer deene Stëmmen eng méi wichteg Plaz an eiser Gesellschaft ginn, och wann oder grad well dat heiansdo desagreabel ass. Do dierfe mer net direkt defensiv ginn an eng Diskussioun ofwiergen, vläicht och aus Angscht, dass mer eppes ze verléieren hätten. Mir sollen net déi sinn, déi hinne soen, wéi si sech ze spieren hunn. Nëmme si hunn déi Experienz an et ass un eis, hinnen nozelauschteren.

Loosst mech an deem Kontext, wéi och schonn e puer vu menge Virriedner, kuerz op eise Sproochgebrauch agoen. Warscheinlech denkt sech kaum een eppes Béises, eppes Schlechtes derbäi, wann en an enger Pâtisserie e Mourekapp oder en Neegerkuss bestellt. An dach ass et net un eis ze jugéieren, ob dat blessant ass oder diskriminéierend. Et ass un de Betraffene selwer, dat ze jugéieren. An duerfir sollte mer et loossen.

Der Politik kënnt do och eng gréisser Bedeitung zou: Besonnesch mir sollten oppassen, wat fir eng Begréffer mer gebrauchen. „Schwaarzafrikaner" ass en Term, wéi en deslescht hei op der Tribün gefall ass. An dat ass e Begréff aus der Kolonialzäit, dee mer eigentlech sollte vermeiden. Lëtzebuerg hat d'ailleurs, wann och an engem vill méi klenge Mooss wéi vill aner Länner, eng Kolonialpolitik am belsche Kongo, eng Period, déi bis elo relativ wéineg ëffentlech opgeschafft gouf.

Mat deene Constaten, déi mir gemaach hunn, ass et evident, dass mer no Léisunge siche mussen, fir de Phenomeen vun dem Rassismus an der Diskriminatioun anzedämmen. D'Regierung huet scho villes gemaach an deene leschte Joren, an de Max Hahn huet dat alles opgezielt.

D'LSAP wéilt haut nach e puer Piste proposéieren, déi och an där Motioun an an där Resolutioun virkommen:

Éischtens: Et feelt eis zu Lëtzebuerg un Zuelen, Statistiken an Donnéeën, déi et eis erlabe géifen, de Phenomeen a senger ganzer Komplexitéit ze erfaassen an esou d'Problemer méi kloer ze ëmräissen. Mir mussen also méi e komplett Bild kréien. Ech hat virun e puer Wochen eng Question parlementaire an déi Richtung gestallt.

An hirem Rapport vum Februar 2017 hat d'European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) der Regierung och recommandéiert, e System op d'Been ze setzen, deen d'Ophuelen an de Suivi vu rassistesche Virfäll erlabe géif, fir op dës Manéier systematesch Statistiken zu xenophobe Phenomeener sammelen ze kënnen. Mat der proposéierter Motioun komme mer dësem Zil e Stéck méi no.

Zweetens, an dat ass och scho gesot ginn: De Centre pour l'égalité de traitement, also den Haaptacteur zu Lëtzebuerg an deem Domän, ass chronesch ënnerfinanzéiert an ënnerbesat, wat him et onméiglech mécht, seng Missiounen effikass ze erfëllen. Seng Kompetenze si jo och éischter limitéiert. Am Gesetz vum 7. November 2017 gouf de CET jo dann och un d'Chamber rattachéiert.

Der LSAP no sollte mer de CET kloer stäerken. Dat war jo och eng vun de Recommandatioune vun der ECRI, an duerfir ënnerstëtze mir och d'Resolutioun, déi genee dat festhält. Doriwwer eraus musse mer awer och méi e klore Suivi maache vun de Recommandatioune vum CET.

Drëttens: An den Ae vun der LSAP kënnt der Educatioun an der Bekämpfung vun dem Rassismus an der Diskriminatioun méi generell eng wichteg Roll zou. Eng Fro, déi mech ëmmer beweegt huet, ass: Wéi gëtt een zu engem Rassist? Ech gleewe jo net drun, dass een als Rassist gebuer gëtt. Et brauch ee just déi kleng Kanner ze kucken an der Crèche, op der Spillplaz, am Veräin, wéi se matenee spillen, sech an den Aarm huelen, frou matenee sinn. An dach ännert dat sech bei verschiddene Leit am Laf vum Erwuesseginn.

A wa mer de Kanner duerfir net kënnen d'Schold ginn, da musse mer feststellen, dass mir Erwuessener eigentlech schold doru sinn. D'Erzéiung vun eise Kanner ass eis Verantwortung, kengem anere seng. Ech gi staark dovunner aus, dass de Sujet Rassismus an der Schoul thematiséiert gëtt. D'Fro ass awer, ob et mat den aktuelle Programmer duergeet, ob mer net de Phenomeen vum Rassismus a besonnesch vun der Alldagsdiskriminatioun behandelen a Stereotyppe bekämpfe mussen.

An deem Kontext hat ech och eng Fro un den Educatiounsminister gestallt an ech si gespaant op seng Äntwert.

Et geet och drëms, Rassismus an Diskriminatioun an de Schoule selwer ze bekämpfen an hei och d'Roll vun de soziale Medien ervirzehiewen, déi dacks zu méi engem staarke Mobbing bäidroen.

Här President, mir hunn am Fong en zimmlech robuste gesetzleche Kader, wat Rassismus an Diskriminatioun ugeet, och wann dee punktuell eventuell kéint erweidert ginn. Zum Beispill kéint ee bei de Strofdoten, déi e rassistescht oder diskriminatorescht Motiv hunn, eng méi héich Strof virgesinn. Dat ass a verschiddene Länner haut schonns de Fall, zum Beispill wann et ëm Strofdote géint d'LGBTI-Communautéit geet.

Mee Gesetzer aleng ginn net duer. Parallell muss och e Mentalitéitswiessel kommen. Vill huet sech an de leschte Jorzéngte gedoen. Villes huet sech positiv entwéckelt a mir sinn eis sécher, dass mer mat enger éierlecher Debatt an engem konstruktiven Dialog mat de betraffene Communautéiten och an Zukunft mat Recht an Houfert op eis Diversitéit weise kënnen, déi Diversitéit, déi Lëtzebuerg ausmécht an déi eis eigentlech staark mécht.

Op der Tëlee huet virgëschter e jonken Här seng Erfarunge mat Alldagsdiskriminatiounen duergeluecht. Mech huet dat - an lech bestëmmt och - beweegt, besonnesch, well e sech um Enn vum Reportage méi Solidaritéit gewënscht huet vu senge Matmënschen. An do huet hien absolutt Recht: Et ass mat Solidaritéit, wou mer dësem Phenomeen kënnen a mussen entgéinttrieden. Dat kënne mir zesummen upaken, well de Rassismus ass net de Problem just aleng vun deene Betraffenen, et ass de Problem vun eis alleguerten.

Ech sinn elo aus Aktualitéitsgrënn virun allem op de Rassismus agaangen. Dobäi däerfe mer d'Diskriminatioun op Basis vun anere Charakteristiken, der Relioun, dem Handicap, der Sexualitéit oder der Nationalitéit, net aus den Ae verléieren. Heibäi ass et och wichteg, dass mer déi intersektional Diskriminatioun adresséieren.

Diskriminatioun ass villschichteg, ka vill Ursaachen hunn, déi mer an der Analys, an der Sich no Léisungen a Consideratioun huele mussen. All Diskriminatioun ass anescht, mee all Diskriminatioun ass inakzeptabel!

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Debatt iwwert de Rassismus, déi eis net nëmmen haut muss beschäftegen, ass eng, déi eis de Spigel weist. Mir, enfin vill vun eis, hu jo d'Virstellung an ech géif och soen, den Éiergäiz vun enger multikultureller, weltoffener Gesellschaft zu a fir Lëtzebuerg, an där e gutt Zesummeliewen en Zil ass a wou Diskriminatioun a Rassismus, latent oder manner latent, kaum e Problem sollte sinn. An awer diskutéieren haut hei an der Chamber 60 wäiss Leit ënner anerem iwwert d'Suergen an d'Problemer vun eise schwaarze Matbiergerinnen a Matbierger.

De Rapport vun der Europäescher Agence fir Grondrechter vun 2018 huet sech mat der Experienz vu Schwaarzen an Europa beschäftegt an en ass kloer: Mir brauchen eis do net ze bretzen, Lëtzebuerg huet e Rassismusproblem! Wéi scho gesot, d'Hallschent vun deenen, déi befrot gi sinn, haten eng Erfarung vun enger Diskriminatioun an deenen zwielef Méint ier se befrot gi waren.

D'Fro, déi mer eis stellen, ass net déi, ob mer Rassismus zu Lëtzebuerg hunn oder net, mee wat mer kënne maachen, fir en ze bekämpfen. A fir Äntwerten op dës wichteg Froen ze fannen, musse mer verstoen, wat déi strukturell Charakteristike vum Rassismus hei am Land sinn. Wat sinn d'Ursaachen? Wéi oft kënnt e vir? Wou a wien ass betraff dervun? A wat misste mer an eisem Ëmgang matenee maachen, fir deem Zil vum gudde Mateneen, vum Zesummeliewen op Aenhéicht méi no ze kommen?

Zënter laange Joren hunn ech mech mam Theema vum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg beschäftegt, an do gëtt et och vill Positives ze berichten. Mir si jo multikulti, jo, mee de Communautarismus ass och eng Realitéit hei am Land: Mir kennen eis net genuch a liewen zu Lëtzebuerg éischter niewentenee wéi mateneen. Doriwwer besteet en zimmleche Konsens.

Sech a senger Communautéit zesummefannen a wuelfillen ass verständlech, legitimm an normal. Sech awer mat senger Communautéit vun aneren ofgrenzen entsprécht net dem Ideal vun engem respektvolle Mateneen. De Risiko vu Konkurrenz a Jalousie, besonnesch, wann et wirtschaftlech net gutt geet, féiert da méiglecherweis zu Konflikter.

Wéi scho gesot, d'Fro ass net, ob et e gëtt, de Rassismus. Wivill Rassismus mer hei hunn, ass awer schwéier nozevollzéien, an dat läit dorunner, dass mer eis net d'Mëttele ginn hunn, wéi scho meng Virgänger et gesot hunn, fir duerno ze kucken. Mee ech hunn och d'Gefill, dass mer iergendzwousch léiwer doriwwer ewechkucken. Et ass jiddefalls net op der Prioritéitelëscht gewiescht - an deem Awanderungsland, wat mer sinn, fir mech awer als Sozialwëssenschaftler iergendwéi schwéier nozevollzéien.

Et ass scho gesot ginn, zënter iwwer zéng Joer gëtt et de CET an dee seet eis kontinuéierlech, dass ventiléiert Donnéeën iwwert d'Diskriminatiounen zu méi cibléierten Antidiskriminatiounsmoossnamen an zu engem bessere Schutz vun den Affer féiere kéinten.

Et ass och schonn op de Bréif higewise gi vun den 21 ONGen, deen un d'Chamber an un d'Regierung geriicht ass, fir dem CET méi Mëttelen ze ginn an opzestocken a seng Kompetenzen auszeweiten.

Mir brauche reegelméissegt an objektiivt Zuelematerial, fir iwwert d'Joren d'Phenomeener vun der Diskriminatioun a vum Rassismus ze suivéieren. Mir sollen domat ufänken, mee mir sollen net als „one-shot" maachen, well wann ech den Differenzen an der Gesellschaft net kloer an d'Ae ka kucken, dann hunn ech keng Basis, fir Gläichberechtegung erbäizeféieren, fir derfir ze suergen, dass jiddwereen zu senge Rechter kënnt. Ech kann ongerecht Ënnerscheeder nëmme bekämpfen, wann ech se kann dokumentéieren.

De Match iwwert d'Gläichberechtegung tëscht Fraen a Männer wier och net vun der Plaz komm ouni statistescht Beweismaterial, sachant dass mer och do nach net esou wäit sinn, wéi mer am Fong sollten.

Den Eloge vun der Diversitéit hei zu Lëtzebuerg, dat däerf keng Alibivirstellung sinn. Ech hunn de Verdacht, dass dat an de leschte Joren ze vill oft geschitt ass a Sonndesrieden oder a Businessrieden. De Koalitiounsvertrag gesäit vir, dass, ech zitéieren: « Les compétences en matière d'anti-discrimination des différents acteurs seront revues. » Also musse mer eis un där eegener Nues huelen an aktiv ginn.

D'Opwäertung vum CET, et ass scho gesot ginn, ass e wichtege Jalon. Well en anere Problem vum CET ass laut deene reegelméissegen Etüden, dass de CET net immens bekannt ass, obscho seng Missioun als immens wichteg agestuft gëtt. De CET läit jo och elo ënnert der Verantwortung vun der Chamber a mir sollen eis dann och mat him zesummesetzen, wéi et an der Motioun gesot ass, fir iwwert d'Kompetenzen an eng besser Reorganisatioun vum CET ze schwätzen. Ech sinn och frou, dass déi éischt Demarchen an dësem Haus an d'Wee geleet gi sinn.

„Zënter wéini ginn déi Schwaarz dann an de Classique?", dat ass en Zitat vun engem Enseignant, en Zitat, dat d'lescht Joer op der Konferenz zum Schwaarzsinn zu Lëtzebuerg ernimmt ginn ass. Mir huet dat deemools an den Ouere geklongen, wéi déi Zäit, wou meng Kanner an d'Privatschoul, pardon, net an d'Privatschoul, an d'Primärschoul gaange sinn, wou et geheescht huet: „An zënter wéini ginn d'Portugisen an de Classique?"! Esou wéi wann d'Geschicht sech géif widderhuelen; se waren all an der ëffentlecher Schoul, meng Kanner.

(Brouhaha)

Wéi schonns op där Konferenz, ass d'lescht Woch an der Emissioun „Kloertext" nach eemol däitlech erauskomm, wéi wéi esou Bemierkunge kënnen dinn a wéi se derzou féiere kënnen, dass e Kand, e Jugendlechen no an no verënnerlecht, wou seng Plaz an der Schoul an ipso facto och duerno an der Gesellschaft ze sinn huet. Dëse Verënnerlechungsprozess fannen ech besonnesch bedenklech, well en hëlt dem Mënsch säi Réckgrat, säi Selbstvertrauen an domat och e Stéck vu senger Würd.

D'Personal an de Schoule soll formëiert ginn, fir d'Facettë vun der Diskriminatioun an déi eege Prejugéen ze erkennen an dës oft schwiereg Sujeten op eng konstruktiv a pedagogesch Aart a Weis am Klassesall selwer ze thematiséieren. Well e rassistesche Virfall einfach ze bestrofen, ouni weider driwwer ze diskutéieren, dat bréngt leider net vill, well déi Sätz, déi do falen, déi komme jo meeschtens aus der Kannerstuff vun doheem.

Da wär et asoufern och gutt, mat Referenz op de „Kloertext" vun der leschter Woch, wann et an de Schoule géif Prozedure ginn, wéi een domadder ëmgeet, an dass dat net bei deenen enge Schoulen thematiséiert gëtt a bei deenen aneren, jee, vun dem Responsabelen e wéineg ënnert den Dësch fale gelooss gëtt oder als manner weesentlech betruecht gëtt.

Et ass och scho gesot ginn, dass mir eis musse mat der Lëtzebuerger an der europäescher Kolonialgeschicht auserneesetzen. Eist Land a seng Leit hu vu kriminellen a mënscherechtswiddrege Praktiken a Systemer profitéiert, déi ganz Bevëlkerungen ënnerdréckt hunn, Beispiller: Kongo, Geschäfter mat dem südafrikaneschen Apartheidsregimm oder den USA zu der Zäit vun der Segregatioun. Glécklecherweis ass déi lescht Méint och d'Diskussioun am ëffentleche Raum ugelaf.

Den Unterrecht an d'Recherche sinn also gefuerdert: Wéi vill wësse mer alleguerten iwwer eis eege Geschicht, zemools déi rezent? Wat wësse mer iwwert d'Relatiounen tëscht Lëtzebuerg an dem afrikanesche Kontinent, iwwert déi afrikanesch an aner Diasporaen zu Lëtzebuerg? Soulaang do grouss Mängel sinn, ass et schwiereg, de sougenannten Travail de mémoire ze maachen an e Geschichtsbewosstsäin ze entwéckelen.

Erlaabt mer, och e Wuert iwwer eis Verwaltungen ze soen. Ech wëll emol fir d'éischt ervirhiewen, dass aus alle Befroungen eraus, déi ech fir d'Fonction publique gemaach hunn, d'Lëtzebuerger Verwaltungen duerch d'Bank gelueft gi vun de Lëtzebuerger, awer besonnesch vun den Auslänner, ob se hei am Land wunnen oder hei schaffen. Dat ass e gutt Zeechen. Eis Beamte sinn nämlech den Interface tëscht dem Staat a senge Bierger. Dofir musse si och d'Prinzippien, déi mir als Land héichhalen, an der Praxis beschtméiglech applizéieren. De Staat huet, wat d'Sensibiliséierung zu Egalitéitsfroen an dem korrekte Matenee ugeet, jo eng Virbildfunktioun.

Rassismus ass, wéi gesot, en transversaalt Theema - et ass vu menge Virgänger ugeschwat ginn -, wat an all Beräich agräift: d'Aarbecht an d'Schoul, de Wunnengsmaart, d'Fräizäit, de Sport an d'Kultur, d'Gesondheet, d'Interaktioun vun der Persoun mat de staatleche Betriber an Institutiounen an eisen alldeegleche Sproochgebrauch.

Meng Chancen am Liewen, déi däerfen net hypothekéiert ginn duerch meng Originnen a meng Hautfaarf. An ee klengen Tuyau fir d'Employeuren: Wéi wär et dann dobäi, wa mer géifen um Bewerbungsschreiwes, um CV, den Numm ewechloossen an och d'Foto? Bei eis an der Fraktioun ass dat d'Praxis, mat engem gudde Resultat.

Fir Rassismus ze bekämpfen, musse mer eis an dëser Chamber, déi zum gréissten Deel aus privilegiéierte Männer a Frae besteet - zum gréissten Deel, soen ech -, all Dag selwer un der Nues huelen, fir eis eege blann Flecken ze erkennen, ze korrigéieren an an engem kontinuéierleche Prozess eis Institutiounen an eis Gesellschaft méi inklusiv a méi gerecht ze gestalten.

D'Problemer, déi et gëtt, de Konfliktpotenzial, deen do lauert, unzeschwätzen, ass e Schrëtt an déi gutt Richtung. Dofir der CSV an de Piraten merci, dass se dës Debatt haut op den Agenda gesat hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un d'Kolleege vun der CSV a vun de Piraten, datt se dee Sujet hei thematiséiert hunn. An ech wëll direkt och ufänke mat engem Saz, mengen ech, deen eis alleguer heibanne verbënnt: Rassismus ass net akzeptabel! Dat ass eppes, wat mer alleguer verurteelen, an do si mer eis eens.

Awer ech wëll elo mol ufänke mat e puer Kommentaren, fir op dat ze reagéieren, wat mer haut hei gehéiert hunn, fir ze ënnersträichen, wou mer eis dann net méi eens sinn. An där Punkte gëtt et och vill.

D'CSV huet gesot, an do ginn ech hir 100%eg Recht: „Lëtzebuerg ass keng rassistesch Gesellschaft!" An dunn ass et weidergaange mat: mee, mee, mee, mee, mee. Mir soen als ADR: Lëtzebuerg ass keng rassistesch Gesellschaft, weeder strukturell nach legal nach institutionell! Mir hunn eppes Fantastesches geleescht hei am Land. Mir hunn eng grouss Zuel vun Auslänner, mat déi héchst op der Welt fir e Staat. Mir hu Grousses geleescht, fir se bei eis opzehuelen. Mir hunn net vill Alldagsrassismus. Et gëtt es. Mir hu wierklech d'Recht, houfreg ze sinn op déi Manéier, wéi mir hei am Land mat der Diversitéit ëmginn.

An et ass dach ze einfach fir ze soen, well elo déi Affär mam George Floyd an Amerika war, fir eis hei Äschen op d'Stier ze streeën an ze soen: „Mir sinn och dorunner schëlleg." Mir sinn net dorunner schëlleg! Mee wou et Eenzelfäll gëtt, wou et Rassismus gëtt, musse mer natierlech dergéint optrieden.

Awer wat heescht dat konkreet? Loosse mer dach emol kucken, wat hei esou proposéiert gëtt an ob mer da wierklech Konsequenze wéilten dorauser zéien.

An der Schoul ass et net akzeptabel, wann e Kand gesot kritt: „Wéinst denger Hautfaarf gees de net an de Classique!", oder wéi och ëmmer. Natierlech net! Da kommt, mir maachen en Examen! Gitt Der dann dee Wee mat? En neutralen Examen, anonymiséiert, well et ass jo och eng Kritik un där Orientéierungsprozedur, déi mer elo hunn, wou eeben dat, wat hei gesot ginn ass, net anonymiséiert spillt. Da maache mer en anere Wee. Gitt Der dee mat?

An hei gëtt gesot: „Rassismus", och beim Mobbing bei Kanner. Et ass jo och dat, wat mir ëmmer gesot hunn: Et gëtt och Gewalt a Mobbing an de Schoulen. déi gréng hu mer d'lescht Kéier erkläert, dat wär alles net esou schlëmm, d'Gewalt wär haaptsächlech doheem. Nee. Da kommt, mir zéien d'Konsequenzen dorauser a mir maachen eng Politik, déi dat mat verhënnert.

Da gëtt hei dat gesot vum Logement. Déi Schwaarz hei am Land oder anerer sinn net déi Eenzeg, déi Problemer hu mam Logement. Mee wat si konkreet déi Propositiounen? An zu wat géif dat féieren? Wëlle mer higoen an de Proprietäre virschreiwen, u wie se solle verlounen an u wien net? Do soe mir: „Nee!" Dat ass den Droit de propriété: De Proprietär huet nach ëmmer d'Recht ze decidéieren, u wien e wëllt verlounen an u wien net! Wëllt Dir dat änneren? Sot eis dat!

Oder och mat de Sozialwunnengen: Mir hunn als ADR ëmmer derfir plädéiert, datt mer eng Lëscht, eng transparent Lëscht hei am Land hu mat de Sozialwunnengen, no objektive Krittären, wou jiddweree kann novollzéien, wéini en drun ass, fir eng Wunneng ze kréien. Do ginn awer vill Saachen hei am Land gemaach, déi net transparent sinn.

D'LSAP zum Beispill hat eng Pressekonferenz gemaach nach viru Kuerzem: Ee Logement fir en Demandeur de protection internationale an een da fir e Resident! Gëtt dat applizéiert? Mee dat ass alles anescht wéi transparent. Wa mer da gär eng Objektivitéit hätten an och Diskriminéierunge wëlle verhënneren, da gi mer op de Wee vun der Transparenz.

Oder d'Patronen, hei gëtt gesot: „Jo, um Aarbechtsmaart!" Wëllt Der dann d'Patrone forcéieren, datt Dir heibanne bestëmmt, d'CSV an all déi aner, déi mat esou Iddie kommen, wien de Patron soll engagéieren? Huelt Dir dann och de Risiko fir vläicht Defizienzen herno a senger Entreprise, wou de Patron awer da verantwortlech ass?

Ech mengen, mir sollten hei emol op de Buedem vun de Realitéite kommen an einfach soen, datt mer natierlech sollte probéieren, virbildlech ze agéieren, selbstverständlech, awer dach wannechgelift déi Grondprinzippien, déi den Erfolleg vun eiser Gesellschaft ausmaachen, hei net a Fro stellen.

D'Police ass genannt ginn. Ech mengen, et hat ee gesot: „Mir hu Gott sei Dank keng exzessiv Policeviolence!" Jo, mir als ADR, mir vertrauen eiser Police. Mir stinn hannert der Police. Déi Police huet eng ganz schwéier Situatioun all Dag ze meeschteren. A mir hätten och gär eng Éierlechkeet, a mir hunn et hei schonn e puermol gesot, an der Kommunikatioun vun der Police.

Mir haten eng Question parlementaire gestallt sengerzäit, wou Dir, Madamm Minister Cahen, bei der Police intervenéiert hat, well do Elementer an enger Täterbeschreiwung waren, déi lech derangéiert hunn, an dësem Kontext iwwregens. Do krute mer eng Äntwert op déi parlamentaresch Fro, wou gesot gëtt, d'Police wier zoustänneg fir déi operationell Informatioun, an d'Regierung mécht dee politesche Volet.

Nee, mir wëllen eng Gesellschaft, an där Éierlechkeet ass, an där Transparenz ass. Wéi wëlle mer dann e Problem upaken hei am Land, wa mer mol net wëssen, wa mer net méi däerfe gewuer ginn als fräi Bierger, wéi d'Situatioun hei am Land ass? Wéi wëlle mer dann eng Situatioun soziologesch oder ekonomesch upaken an eppes verbesseren, wann d'Leit emol net méi am eegene Land gewuer gi vun där Police, déi si bezuelen, vun där Regierung, déi si bestëmmen, wat hei am Land lass ass?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Sidd Dir dann déi, déi de Leit hei soen: „Dir sidd net mündeg, Dir däerft net méi wëssen, well Dir potenziell Rassiste sidd, wat hei am Land lass ass!" Mat eis net!

Gradesou wéi d'Piraten. D'Piraten kommen heihinner, ech weess net, fir wat ... Ech weess iwwerhaapt net, fir wat se stinn, mee si sinn dach hei ugetratt iergendwéi als Internetpartei.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dir stitt eebe fir Rassismus, Här Kartheiser, Dir weist et.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Si sinn iwwerhaapt hei ugetrueden als Internetpartei

an ech héieren den Här Clement hei soen: „Mir mussen déi Kommentaren op Facebook an de Grëff kréien!" Ma mir wëlle keng Zensur! Well dat ass jo dat, wat eigentlech méi schlëmm ass: fir dat Iwwel vum Rassismus soi-disant ze heelen, hei eng ëmmer méi staark Zensur ze maachen, fir de Leit praktesch de Mond ze verbidden. Si mengen elo schonn, si kéinten net méi soen, wat se denken.

Et ass dach esou eng „chape de plomb" iwwert dem Land, esou eppes, wat der Demokratie schuet, der Meenungsfräiheet schuet, eigentlech deem, wat eis Gesellschaft ausmécht, deem fräie Charakter. An allkéiers, wann hei ee kënnt a seet: „Mir mussen dee Facebook, deen Internet besser kontrolléieren!", ass et dach e Schrëtt a Richtung Totalitarismus, dee mir als ADR op jidde Fall net matmaachen.

M. Roy Reding *(ADR).-* Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Et sinn hei Saache gesot ginn, déi selwer rassistesch sinn. Zum Beispill déi Iddi, datt hei „60 Wäisser" - ech mengen, den Här Margue war dat -, „60 Wäisser" iwwert de Problem schwätzen. Och dat ass eng Form vu rassistescher Bemierkung. Wat hätt Der gär?

Déi Definitioun vum Rassismus ..., an ech gesinn, d'Zäit leeft, dofir stellen ech der Regierung nach dräi Froen herno.

(Brouhaha)

Mee déi Definitioun vum Rassismus, dat ass dach eng Form vun deem moderne Verbalfetischismus. Mir wëssen dach - mir wëssen et an hei schwätze mer dauernd driwwer -, datt et ënnerschiddlech Mënsche gëtt! Et gëtt wäisser, et gëtt schwaarzer, et gëtt Asiaten, ob een dat elo eng Rass nennt oder eppes anescht. Ech hu mat Begeeschterung déi Kommentaren an déi Publikatiounen zu deem Theema gelies. Mee dat ass einfach ee Begrëff duerch een aneren ersat, well et gëtt Ënnerscheeder tëschent de Mënschen! Et gëtt se geneetesch, et gëtt se an den Enzymmen, et gëtt se an dem Fonctionnement vum Kierper, et gëtt se an der Recherche médicale.

An déi selwecht Leit, déi hei d'Diversitéit héichhalen an eiser Gesellschaft, si genau déi, déi de Begrëff vun der Diversitéit wëllen ënnerdrécken, well se de Begrëff vun de Rassen oder vun de geografesche Populatiounen oder de geneeteschen Iwwereneestëmmungen, wéi dat haut genannt gëtt, wëllen aus der Welt schafen. Wat hätt Der da gär?!

Ech wëll der Regierung dräi Froe stellen - well ech hunn nach 2 Minutten an 41 -, einfach fir emol ze soen, wou de Rassismus ass oder wou e ka sinn: eng un déi gréng, eng un déi Rout an eng un déi Blo.

Ech fänke bei deene Gréngen un. Den Här Margue interesséiert sech fir de Kongo vu viru ville Joren an e seet, mir missten eis als Lëtzebuerg entschëllegen, well e puer Lëtzebuerger am belsche Kongo waren.

M. Charles Margue *(déi gréng).-* Dat hunn ech net gesot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Oder ...

(Brouhaha et interruptions)

Boff. Okay, op jidde Fall huet de Vertrieder vun deene Gréngen och vum Kongo geschwat. Ech weess elo net de Verbatim, wéi, mee et ass och net dat, wat wichteg ass.

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

Nee! Nee, nee, mäi Punkt ass deen hei: déi gréng an hirer Ried interesséiere sech méi fir de Kongo vu gëschter wéi fir de Kongo vun haut. An ech hu schonn e puermol gesot: Wéi …

M. Roy Reding *(ADR).-* Très bien!

(Exclamations)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* … ass dat méiglech, datt déi Kanner, déi an de Kobaltminne sinn, dat sinn nämlech schwaarz Kanner, lech net interesséieren? Datt Dir eng Elektromobilitéit hei subventionéiert op Käschte vu schwaarze Kanner am Kongo? Géift Dir, Här Turmes, dat och maachen, wann dat Dikrecher Kanner wären? 45 Meter ënnert dem Buedem! Elektromobilitéit, vum Staat finanzéiert, an et ass lech objektiv komplett egal, wéi déi Kanner leiden! Ass dat och Rassismus? Eng Fro.

Eng Fro un déi Rout.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Eng Fro un déi Rout. Mir haten... Ou, elo ass ee gespaant, wat déi Rout als Fro kréien. Mee ech soen lech, wat déi Rout als Fro kréien.

(Brouhaha et interruption)

An der Entwécklungshëllef: De President Trump, deen hei am Sall bei villen net populär ass, ...

Une voix.- Bei lech awer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* … huet virun enger gewëssener Zäit Ofdreiwungsprogrammer an Afrika gestoppt, well en dat net fir moralesch hält - do ginn d'Meenungen auserneen -, an direkt huet eng hollännesch Ministesch gesot: „Da sprange mir dohinner!" She decides! An d'Lëtzebuerger Regierung ënner engem LSAP-Minister, deen zoustänneg war, huet direkt gesot: „Mir finanzéieren dat mat."

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* U sech finanzéiere mir Ofdreiwung an Afrika. Do kann een diskutéieren: Ass do net och e rassisteschen Aspekt wéinst der Bevëlkerungsexplosioun op deem Kontinent? 8,2 Milliounen Ofdreiwungen d'lescht Joer.

Une voix.- Wou sidd Der déi Zuel do da siche gaangen ...?

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Ass do net och e rassisteschen Aspekt?

Drëtt Fro, un déi Blo.

Une voix.- Wou ass do dat Rassistescht?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Drëtt Fro un déi Blo. Eng vun deene schlëmmste Forme vu Rassismus ass den Antisemitismus. Gëschter hu mer de Rapport kritt hei vum RIAL (ndlr: Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg), an de Champion vum Antisemitismus zu Lëtzebuerg, esou wéi am Rapport beschriwwen, ass alt nees de Comité pour une paix juste au Proche-Orient. E Kommitee, dee vun der Regierung massiv ënnerstëtzt gëtt an deen d'Recht huet, an eise Schoulen opzetrieden, ënnert der Verantwortung vun engem DP-Minister. Misst d'DP net e bësse méi sensibel sinn um Dossier Antisemitismus? Och dat ass eng Fro.

M. Roy Reding *(ADR).-* Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, d'ADR ass ganz kloer, an ech wëll do keen Zweifel loossen, eng Partei, déi géint de Rassismus ass! Géint de Rassismus! Awer Dir fannt eis net op der Säit vun deenen, déi mengen, de Rassismus géif doduerch bekämpft ginn, datt mir eis Fräiheete beschränken, datt mir eng Hypokrisie ënnerstëtzen, datt mir leegnen, wat gutt an eiser Gesellschaft ass. Oder datt mir de Lëtzebuerger am Allgemengen e Reproche géife maache fir eppes, e Reproche, dee se net verdéngen! Well, wéi gesot, mir hu Groussaarteges hei am Land fir d'Integratioun geleescht.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Jo, och wann dat dem Här Kartheiser net gefält, wéilt ech awer och ënnersträichen, datt et tatsächlech net esou evident ass, iwwer Rassismus ze schwätzen, wann een e wäisse Mann ass, esou wéi dat bei mir eeben och de Fall ass. An dat huet einfach nëmmen domadder ze dinn, datt een ni Affer war vum Rassismus. Dann ass et och schwéier anzeschätzen, wéi sech dat am Alldag uspiert.

Et ginn der natierlech, déi behaapten, als wäisse Mann wier et apaart schwéier, als Wäisse wier een och Affer vu Rassismus oder als Mann wier ee souguer Affer vun der Diskriminéierung duerch d'Fraen oder duerch de Feminismus. Ech kann nëmme vu menger Perspektiv aus schwätzen: Ech sinn elo zënter 41 Joer e wäisse Mann, an ech mengen net, datt dat sech wäert änneren, ...

(Hilarité)

... an ech hat ni den Androck - ech hat ni den Androck, ech soen „ni den Androck", keng eenzeg Kéier a mengem Liewen! -, wéinst menger Hautfaarf oder mengem Geschlecht op iergendeng Manéier et am Liewe méi schwéier gehat ze hunn. Ganz am Géigendeel, ganz am Géigendeel!

Natierlech kann een diskriminéiert ginn, well een aarm ass zum Beispill, oder dem Proletariat entsprëngt, mee net, well een e Mann ass, oder net, well ee wäiss ass. Dat stëmmt net!

Wann een awer e Mann ass, wäiss ass a wuelhabend, ech mengen, dat spillt och eng Roll, an d'Eltere waren et och, dann ass et natierlech einfach ze soen, datt déi ganz Diskussioun iwwerdriwwe wier. Firwat soll ee sech bekloen, wann een d'Diere scho bei der Gebuert all opgemaach krut? Ech géif souguer souwäit goen a behaapten, wann ech géif gefrot ginn, mech ze reinkarnéieren - ech gleewen zwar net dorunner -, mee da géif ech nëmmen aus Kamoudheet mech fir dee selwechte Programm entscheeden, wäiss an e Mann, awer nëmmen aus Kamoudheet.

(Interruption)

Jo, well et ass weiderhi méi einfach als wäisse Mann wéi als schwaarz Fra op dëser Welt, an Europa, op jidde Fall!

A bon, et huet jiddwereen och iwwert dee leschte „Kloertext" geschwat. An de Microtrottoir, dee virdru gewise gouf, deen ass immens interessant, well déi, déi gefrot ginn a soen: „Jo, et gëtt eng Form vu Rassismus hei zu Lëtzebuerg op déi eng oder aner Aart a Weis!", waren éischter jonk Leit an och déi mat engem Migratiounshannergrond, meeschtens, net nëmmen. An da gouf et dräi Persounen, eeler Hären, an déi och, mengen ech emol, net zu deenen Äermste gehéieren, déi gesot hunn: „Nee, hei leeft et u sech relativ gutt!"

Ech wëll bei Wäitem net domadder behaapten, datt déi Hären iergendwéi rassistesch wieren. Mee ech wëll domadder behaapten, datt et awer méi schwéier ass fir gewësse Leit, déi ni ënner Rassismus gelidden hunn, well se éischter zu deene verschiddensten dominante Kategorië gehéieren, fir dat iwwerhaapt kënnen ze verstoen.

Et ginn awer Leit, ech kennen der vill, an et ginn der souguer och hei an dëser Chamber, déi vläicht Häre sinn, vläicht souguer eeler Häre sinn, déi vläicht och souguer aus guddem Haus kommen, déi sech awer mat der Fro auserneesetzen. Et ass net onméiglech, empathesch ze sinn. Et ass net onméiglech, deem aneren nozelauschteren, deen an enger anerer Situatioun ass, an net nëmme vu sengem Standpunkt aus ze kucken. Well dat ass eng kannereg Approche, soen ech. Et ass eng kannereg Approche, fir ze mengen: Mir geet et gutt, da geet et der Gesellschaft gutt, da brauch een näischt méi dorunner ze änneren!

An dat si meeschtens och déi Leit, déi grad déi Denkmaldiskussioun net esou richteg verstinn - well dat huet een och gemierkt.

Et ass jo meeschtens elo den Orwell erausgekroopt ginn - deen Aarmen, wann deen dat géif erliewen -, wou dann de Winston Smith, den Protagonist vun „1984", zitéiert gëtt, wéi e seet, de Regimm vun Ozeanien, dee wéilt d'Vergaangenheet fäerdegmaachen.

Déi Parallell hierzestellen, ass total falsch, well grad eng vun de Grondiddie vum Orwell fënnt een net nëmmen a sengem Haaptwierk „1984" erëm, mee an der „Animal Farm" fënnt een dat erëm, an „Homage to Catalonia", „Dans la dèche à Paris et à Londres" - ech weess net méi, wéi een et op Englesch seet - an esou weider. D'Haaptiddi, do geet et allkéiers ëm d'Geschichtsverzerrung an d'Inversioun vun de Fakten, fir nei Dominatiounen ze schafen.

Et geet guer net drëms, alles futti ze maachen oder Denkmaler futti ze maachen. Mee et geet drëms, déi ganz Geschicht ze erzielen. A grad dann déi Denkmaler hei an der Géigend - do diskutéiere mer iwwert dee fréiere belsche Kinnek Leopold II -, déi reie sech jo grad an dës Logik a vu subjektiver Interpretatioun vun der Geschicht am Sënn vun den herrschende Klassen. Et steet jo och eppes drënner, ënnert deene Statuen, wéi mer ganz genau wëssen: „À la gloire", ech weess net méi ganz genau, „du roi Léopold qui a apporté la civilisation au Congo". Et ass komesch, datt d'Kongoleesen dat ganz aneschters gesinn. Si nennen hien „le Hitler africain", an net fir näischt! An ech mengen, si hunn net Onrecht domadder.

Bon, de belsche Kinnek elo, de Philippe, dee regrettéiert déi Situatioun. Ech fannen et e bësse schwaach, muss ech awer éierlech soen, well e regrettéiert an e seet och net ganz genau, wat geschitt ass. Hien hätt kënnen e klengen Effort maachen. Bon!

An natierlech, dat ass och schonn ugeschwat ginn, mir haten och eng Vergaangenheet am Kongo. Et waren net just e puer Leit, déi dohinnergaange sinn, an et war och verstréckt mam Lëtzebuerger Staat. Ech invitéieren lech all, dat Buch vum Régis Moes ze liesen. Et ass immens interessant.

(Interruption)

Ech mengen, mir mussen eis iergendeng Kéier och mat de Konsequenzen auserneesetzen. Mir mussen eis Froe stellen, vläicht och d'Fro vun de Reparatiounen opwerfen. An ech mengen, et wier vläicht un der Zäit an et wier och zur Éier vun der Chamber, vläicht un enger Resolutioun ze schaffen. Mir wollte se net selwer virbereeden, well mer mengen, datt dat eng iwwerparteilech Saach misst sinn. Ech mengen, dat wier eng interessant Saach.

Et ginn natierlech och Stëmmen, déi soen: „Allez hopp, déi Saach mam Kolonialismus, dat muss een nuancéiert gesinn! Déi bekannten „nuancéiert" Leit, d'Leit, déi ëmmer alles wëllen nuancéieren. Et ass net alles schwaarz a wäiss. Mee déi Argumentatioun ass absurd! Well déi kann een un all, all Regimm applizéieren. An et deet mer leed, déi kann een och un de Faschismus an och nach à la limite un den Nationalsozialismus applizéieren: nuancéiert kucken. Si mer bereet, esou Regimmer nuancéiert ze kucken? Ech mengen net. Ech sinn op jidde Fall net dozou bereet.

An dann dat anert Argument: d'Infrastrukturen, déi do opgebaut gi sinn. Jo, d'Kolonialhären hunn Infrastrukturen am Kongo an op anere Plazen opgebaut. Mee firwat? Si haten eng utilitaristesch Approche. Et ass drëms gaangen, datt déi Infrastrukturen hu missen dozou déngen, fir justement d'Kolonialherrschaft weider ze festegen.

Zu der Beweegung „Black Lives Matter", wat op Lëtzebuergesch iwwersat heescht „Schwaarzt Liewen zielt". Et ginn natierlech Leit, déi soen: „O nee, et muss ee soen "All Lives Matter" ". Mee dat ass, wéi wann ee géif soen, et dierft een zum Beispill net méi vum Antisemitismus schwätzen ënnert dem Virwand, datt et och e Rassismus géint aner Communautéite géif ginn, géint Schwaarzer, géint Homosexueller, géint reesend Leit, et cetera, et cetera.

Jo, et gi vill Forme vu Rassismus. Mee den Antisemitismus ass eng spezifesch Form vu Rassismus, exklusiv geriicht géint d'Judden, wéi och déi verschidde Rassismen, wéi d'Negrophobie an esou weider, géint spezifesch Persoune geriicht gi si mat och spezifeschen Auswierkungen oft an der Geschicht. Wann een zum Beispill vum Antisemitismus schwätzt, da schléisst ee jo och keng aner Forme vu Rassismus aus. Meeschtens leiden Antisemitte souwisou och nach ënner anere Forme vu Rassismus, muss een och soen.

A „Black Lives Matter" ass genau dat selwecht. Dat heescht souvill wéi ze soen, datt et an den USA, awer net nëmmen an den USA, e spezifesche Rassismus- an Diskriminéierungsproblem gëtt vis-à-vis vu Schwaarzen. Et ass komesch, datt am Joer 2020 dat nach ugezweifelt gëtt.

Rassismus ass keen individuelle Problem, zum Beispill ronderëm déi Diskussioun iwwert d'Gewalttätegkeete vun der US-amerikanescher Polizei vis-à-vis vu Schwaarzen. Wat ee verstoe muss, ass, datt déi Beweegung jo emol net behaapt, datt all individuelle Polizist e Rassist wier. Et gi souguer Polizisten an den USA, déi sech mat dëser Beweegung solidariséiert hunn. Dat wat déi Beweegung uprangert, ass e System, en net formale System, mee eng strukturell, politesch, sozial an ekonomesch Praxis, déi doranner besteet, schwaarz Mënschen un de Rand vun der Gesellschaft ze drängen.

An do gëtt et e konkreet Beispill, historesch, dat Beispill vun dem „redlining". Dir wësst et vläicht, an den 30er Joren huet de Roosevelt jo am Kader vu sengem New Deal esou e Programm gemaach, wou ee Prête konnt einfach kréien, fir en Haus ze kafen, en eegent Haus. Dat war alles ganz gut, just datt duerno urbanistesch ganz konkreet Quartiere mat enger rouder Linn esou getrennt goufen. U sech, wann een op där enger Säit gelieft huet, op der richteger Säit gelieft huet, da krut een e Prêt, a wann een op där falscher Säit gelieft huet, an dat waren - duerch Zoufall -d'Quartieren, wou Schwaarzer gelieft hunn, krut ee kee Prêt.

Duerno, 1947, ass och nach e Gesetz komm, d'Levitt-Gesetz, wat gesot huet, datt schwaarz Leit net konnten déi aner Säit vun dëser Linn liewe goen. 1947 waren an den USA nach ëmmer keng fortschrëttlech Saachen. Bon! An net nëmmen an de Südstaaten! Dat Gesetz ass natierlech ofgeschaaft ginn.

Mee an der Tëschenzäit konnten déi, déi e Prêt kruten, déi an deene bessere Quartiere gelieft hunn - dat ware Wäisser, an et ass net hir Schold, datt si dovunner profitéiert hunn, tant mieux fir si -, mee déi konnten natierlech Kapital accumuléieren, si konnten hir Kanner op d'Uni schécken. An d'Inegalitéiten hu sech weiderhi verschäerft bis haut, bis haut, soudatt et déi Quartieren nach ëmmer gëtt, datt et nach ëmmer déi Segregatioun bis haut gëtt.

Wann een net versteet, datt dat nach ëmmer eng Realitéit ass a wann een net versteet, datt déi racial an ekonomesch Segregatioun u sech Hand an Hand matenee ginn an datt dat och Auswierkungen huet bis haut par rapport zur Gewalt, par rapport zur Police ... Natierlech, wann een aarm ass, geet een heiansdo aner Methode sichen, déi vläicht manner legal sinn, an et fält een an en aneren Däiwelskrees eran. „Dann huet een och mat anere Konsequenzen ze rechnen", dat ass dat, wat gesot gëtt.

An ech mengen, dee Problem vun de rassiséierte Mënschen ass net just en amerikanesche Problem. Ech mengen, do gëtt et och e Mëssverständnes. Et gëtt ëmmer gesot: „Voilà, dat Wuert ‚rassiséiert' däerf een net benotzen, well et keng Rasse ginn." Jo, selbstverständlech

ginn et keng Rassen ënnert de Mënschen. Mee de Problem ass, déi Leit, déi kruten eng Zouschreiwung, si si „rassiséiert" ginn. Si krute gesot: „Du bass e Schwaarzen, du bass en Asiat, du bass e Judd, du bass en Zigeiner", an esou weider. Si sinn an eng gewësse Situatioun gedriwwe ginn. An dofir, dat hat eng Konsequenz politesch, ekonomesch a sozial, an et sinn natierlech déi Éischt, déi géint de Rassismus kämpfen.

Ech muss elo ganz schnell maachen. Ech wollt just nach zur Konklusioun kommen. Och wann et formal keng Gesetzer ginn - déi napoleonesch Gesetzer hunn d'Judden emanzipéiert, och hei zu Lëtzebuerg -, heescht dat, datt op eemol den Antisemitismus verschwonne wier hei zu Lëtzebuerg? Bei Wäitem net! Et huet jo nach laang gedauert an et hat duerno souguer nach katastrophal Follgen. Also d'formal Realitéit an duerno déi richteg Realitéit, sozial, politesch, ekonomesch Realitéit, dat ass zweeërlee.

Ech wollt awer nach just soen: Mir mussen eis dekoloniséieren, och an eiser Approche mat Afrika, mat de Fräihandelsverträg zum Beispill, déi weiderhin nach ëmmer eng kolonial Approche hunn.

A schlussendlech wollt ech awer nach drun erënneren, well et betrëfft eis all, déi Saach: A senger Korrespondenz mam Abraham Lincoln huet de Karl Marx geschriwwen, hie géif en natierlech ënnerstëtzen a sengem Feldzuch géint d'Sklaverei an e géif nach ënnersträichen, d'Befreiung vun de Sklave wier eng éischt Etapp fir d'Befreiung vun der ganzer Mënschheet, déi ënnert dem Joch vum Kapital ze leiden hätt.

Dofir, ech mengen, den Haaptmessage ass nach weiderhin deen: Wann ee géint de Rassismus geet, wann ee géint all Form vun Hierarchiséierung geet, wann een och géint all Denkweis geet, déi doranner besteet: „Et ginn Hären an et gi Sklaven, et ginn Décker an et gi Klenger", dann hu mer nach ëmmer all, déi ganz grouss Majoritéit vun der Bevëlkerung hei op dëser Welt, eppes ze gewannen!

An ech mengen, den Haaptmessage ass weiderhin deen: Mir wëllen einfach keng Hären. Mir wëllen all fräi Mënsche sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo laang iwwer Rassismus an Diskriminatioun diskutéiert. An ech mengen, datt et nach vill méi dozou ze soe géif ginn. Dofir erlaabt mer, datt ech ganz kuerz och schonn zur Motioun an zur Resolutioun schwätze vun de Kolleege vun der Majoritéit. Dat sinn zwou gutt Initiativen, déi mir kënnen esou matdroen. Ech deelen awer do och dem David Wagner seng Meenung, datt et vläicht gutt gewiescht wär, zumindest d'Resolutioun mat gréisstméiglecher Zoustëmmung heibannen zesummenzekréien. Eventuell léisst sech do jo nach eppes maachen.

Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech och nach zwee Texter deposéieren. Dat eent, dat ass eng Resolutioun, déi u sech fuerdert, d'Fuerderunge vu „Black Lives Matter Lëtzebuerg" unzeerkennen. Ém wat geet et dobäi? Ma et ass ganz einfach: „Black Lives Matter Lëtzebuerg" luttéiert fir eng „transformation sociale à travers le changement du traitement et de la perception des personnes subissant des discriminations". Ech mengen, dat ass eng Fuerderung, där mer eis hei net sollte verschléissen. Dat ass un d'Chamber adresséiert. Dat ass, fir datt mir als Chamber eis do och bewosst sinn, wat et heescht, déi Leit ze ënnerstëtzen, déi am Reen, trotz Corona, virun der amerikanescher Ambassade demonstréiert hunn, eebe fir dem George Floyd ze gedenken, mee net nëmmen, mee fir insgesamt op systeemesch Diskriminatioun hinzeweisen.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

décide

- de reconnaître officiellement la légitimité des revendications des manifestants de #blacklifematters au Luxembourg.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Dat Zweet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Motioun, déi d'Regierung invitéiere géif, fir en État des lieux ze maachen iwwert d'aktuell Legislatioun am Beräich vun der Antidiskriminéierung. Dat ass mam Zil, datt dësen Debat hei net haut ophält, mee datt mer eeben déi Datebasis hunn. De Paul Galles huet virdrun ugefaange mat de statisteschen Datebasen. Ech mengen, datt mer awer och mussen eng Kéier eis Legislatioun op de Leescht huelen, datt mer musse kucken: Wat hu mer schonn a wou geet et net duer? An dat ass nun emol esou, datt an eiser spezieller Form vum Parlamentarismus, wéi Lëtzebuerg dee lieft, d'Regierung do weess, wéi eng Gesetzer se schonn huet, an der Pipeline huet, a potenziell eis dann och ka weisen, wat do nach an hiren Ae soll verbessert ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

invite le Gouvernement

- à dresser un état des lieux concernant les politiques antidiscriminatoires dans tous les domaines et à élaborer un plan d'action national contre le racisme qui aborde des domaines tels que l'éducation, le logement, la santé, l'emploi, la police, les services sociaux, le système judiciaire et la participation et la représentation politiques.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).-* An da profitéieren ech vu menge puer Minutten, déi mer nach bleiwen u Riedezäit, fir awer op een „Eenzelfall", wéi en et selwer genannt huet, hei zréckzekommen. An ech hoffen, datt den Här Kartheiser wierklech en Eenzelfall ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well esou e Brach hunn ech scho laang net méi héieren hei am héijen Haus!

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).-* Als Éischt ënnerstellt e mer Saachen, déi ech net gesot hunn. An, Här Kartheiser, Dir sidd en intelligente Mënsch, a wann Der litt, just fir e politesche Punkt ze maachen, dann ass dat aarmséileg! Mat kengem Wuert a menger Ried hunn ech gesot, datt iergendwellech Zensur misst kommen. Ech hu mat kengem Wuert gesot, datt iergendee vun deene Commentairen, déi Dir zitéiert hutt - warscheinlech komme se vun Äre Wieler -, geläscht muss ginn. Nee, ech hu gesot, mir sollte se net onkommentéiert stoe loossen. Ech hunn un den Zivillcourage vun all den Antirassisten hei zu Lëtzebuerg appelléiert fir ze widderspriechen, fir den Debat net ze scheien, fir eebe grad an den Debat eranzegoe mat Argumenter, fir ze weisen, wou dividéiert gëtt a wou net.

Ech hunn net gesot, mir wéilten eng Zensur. A wann den Här Kartheiser dat hei um Podium behaapt, da litt en! A wie litt, dee kann ech net ganz eescht huelen.

(Interruption)

An dat Schlëmmst ass: Mir schwätzen hei zwou Stonnen iwwer Rassismus, an zéng Minutten dovunner schwätzt een, dee sech all eenzelt Argument vun „Ech si kee Rassist, mee ..." zu eege mécht, fir hei zéng Minutten um Podium …

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).-* An dat ass Meenungsfräiheet, dat ass keng Zensur! Den Här Kartheiser huet dat Recht, fir hei ze soen, hie wär anerer Meenung wéi d'Majoritéit. Ech sinn heefeg anerer Meenung wéi d'parlamentaresch Majoritéit. Dat ass e gutt Recht. Mee dann ze mengen, datt ee misst hei am Debat vu Rassismus iwwert d'Zensur schwätzen, déi mat kengem Wuert ugeschwat gouf, wärend ee gläichzäiteg déi Dausende vun Doudegen, déi duerch Lëtzebuerger am Kongo zustane koumen, denigréiert ... Jo, och dat ass erëm, och dat Wuert „denigréieren" ass esou iergendwou e bësse rassistesch, e bëssen implizitt eppes gemengt, wat explizitt net däerf gesot ginn. A genau dat huet den Här Kartheiser hei gemaach. En huet grouss Wierder benotzt, fir an engem Debat déi Kleng nach méi kleng ze schwätzen. En huet grouss Wierder benotzt, fir vun „Eenzelfäll" ze schwätzen.

(Interruption)

Ech si frou, datt den Här Kartheiser heibannen ee vun de wéinegen „Eenzelfäll" ass, wann et ëm déi Attitüd geet. Well leider ass Rassismus, an dat hunn déi meescht Riedner heibannen haut wierklech gutt illustréiert, keen Eenzelfall. Et ass keen Eenzelfall, wat Leit, déi net wäiss sinn, reegelméisseg ze héiere kréien. An et ass leider keen Eenzelfall, datt vill ze heefeg Wäisser derniewentstinn a just hir Zéiwespëtze kucken, well se net wëssen, wéi se mat Zivillcourage deem eppes entgéintsetze sollen.

Dorunner musse mer schaffen, datt mer eis alleguerten trauen, de Mond opzemaachen, wann een Haass verspreet, de Mond opzemaachen, wann een anerer méi kleng mécht wéi se sinn, de Mond opzemaachen, wann een der Meenung ass, datt een awer gutt Lëtzebuergesch schwätzt fir déi Hautfaarf oder fir dat Erscheinungsbild, wat en huet.

Mir mussen alleguerten de Mond opmaachen, an dofir däerf een esou Deklaratiounen net einfach am Raum stoe loossen. An ëmsou méi schlëmm gi se, wa se op Lige baséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).-* Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prises de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'éischt gären den Initiateure vun dëser Heure d'actualité villmools Merci soen. Ech denken, dass et wichteg ass an dësem Kontext, mee awer och ausserhalb vun dësem Kontext, ëmmer nees iwwert d'Theema Rassismus an Diskriminéierung ze schwätzen, Diskriminéierung am Allgemengen. An ech mengen, dass dat vun deenen allermeeschten de Mëtten hei och esou gemaach ginn ass.

Et ass net, well zu Lëtzebuerg manner Rassismus ass, dass een net soll driwwer schwätzen. Dat war eng Ausso an deem „Kloertext", deen haut e puermol zitéiert ginn ass. An ech denke mer, wann ee sech diskriminéiert fillt, dann hu mer e Problem mat Diskriminatioun. An da musse mer kucken, dass mer dee Problem an de Grëff kréien.

Rassismus an der Gesellschaft, dat ass ganz sécher e Problem, dee weltwäit existéiert. En existéiert leider och hei zu Lëtzebuerg. An dofir sollt een och reegelméisseg iwwert dës Problematik hei eebe schwätzen.

Mir hunn, dat ass och gesot ginn, hei zu Lëtzebuerg eng oppe Gesellschaft. Mir setzen eis all Dag derfir an, dass dat och esou soll bleiwen. Mee Lëtzebuerg muss och eng inklusiv Gesellschaft sinn, wou et egal ass, wou een hierkënnt, egal, wien een ass, egal, wéi eng Religioun een huet, wéi eng Hautfaarf, wéi eng sexuell Orientéierung dass een huet. Dat muss egal sinn. Et soll een op Kompetenze bewäert ginn an net op iergendeppes aneschters.

Lëtzebuerg muss eng Gesellschaft sinn, déi hire Räichtum aus der kultureller Diversitéit erauszitt. An ech zitéieren do elo direkt schonn de Charles Margue, dee gesot huet: „Den Eloge vun der Diversitéit däerf keen Alibi sinn." Dat ass richteg! Mir hunn eng diversifiéiert Gesellschaft. Mir sinn alleguerten aneschters. Dat ass och d'Stäerkt vun eisem Land! Mee dat soll awer net den Alibi sinn dofir, dass mer net iwwer Rassismus däerfe schwätzen, dass mer net iwwer Diskriminatioun däerfe schwätzen an dass mer esou maache sollen, wéi wann et dat hei zu Lëtzebuerg net géif ginn.

Inklusioun an Integratioun, gelieften Diversitéit, dat mécht sech leider net vum selwen, an dat gesi mer och all Dag. D'Regierung, déi hëlt dat Theema natierlech ganz seriö. A mir hunn eis am Koalitiounsaccord dozou verflicht, fir e gutt Zesummeliewen an eiser Gesellschaft ze férderen. Mir schaffen dofir zesummen op allen Niveaue vun der Gesellschaft.

Beim Staat zum Beispill hate mer elo dat Gesetz vun der Accessibilitéit, wat de Max Hahn zitéiert huet, wat um Instanzewee ass. Och dat ass géint Diskriminatioun, dat ass d'Gesetz och, fir d'Accessibilitéit eebe fir jiddwereen ze garantéieren. Bei de Gemenge schaffe mer dorun, natierlech. Ech denken do zum Beispill un d'CCCIen (ndlr: CCCI Commission consultative communale d'intégration), déi Integratiounskommissiounen, déi deelweils wierklech Formidabeles leeschten.

Ech denken awer och un d'Veräiner! D'Veräiner, wou d'Integratioun, d'Inklusioun sech am Alldag lieft, wou een net jugéiert gëtt no senger Hautfaarf, wou een néierens sollt iwwregens jugéiert ginn no senger Hautfaarf, mee no sengem Kënnen an no sengem Matmaachen, a wou vläicht och de Rassismus kann an deem Sënn bekämpft ginn, well ee sech kenne léiert. Ech weess net méi, wien et gesot huet, mee wann een deen anere kenne léiert, dann huet ee schonn e gutt Stéck vun der Debatt hannert sech, well da gesäit een, dass mer alleguerte Mënsche sinn an dass jiddweree seng Stäerkten a seng Schwächten huet.

Den Departement vun der Integratioun am Familljeministère, dee gëtt et elo zënter annerhallwem Joer. Deen ass amgaang, nei Impulser ze ginn a sech Moyenen ze ginn, fir eeben déi vill Mesuren aus dem Plan d'action national Integratioun ëmzesetzen. Dobäi baut den Integratiounsdepartement op Instrumenter op, déi mer mat vill Erfolleg zënter Laangem och notzen. Ech denken do zum Beispill, an déi ass och schonn ugeschwat ginn, un d'Charte de la diversité Lëtzebuerg oder och nach un d'Diversity Awards.

Et gëtt och en neien Elan an der Zesummenaarbecht mat den Associatiounen a mat de Ge-

mengen. Mee mir wëllen awer do net stoe bleiwen. Mir mussen eis weider Moyene ginn, och Moyenen, fir méi déif gräifend Analysen ze maachen, fir verschidde Phenomeener an eiser Gesellschaft ze detektéieren, se ze analyséieren an dorauser och déi richteg politesch Konsequenzen ze zéien, esou wéi den Yves Cruchten dat gesot huet.

Mir mussen nämlech aus deem Emotionalen erauskommen! Mir mussen d'Diskussioun versachlechen. Mir brauche konkreet Mesuren, déi een och moosse kann. An dofir brauche mer natierlech och objektiv Donnéeën.

Déi Motioun, déi d'Majoritéitsparteien haut de Mëtteg hei deposéiert hunn, ass, fannen ech, ganz nëtzlech, well mir mussen onbedéngt méi objektiv Donnéeën eebe kréien, wat d'Diskriminatioun hei am Land ugeet. Déi Motioun confirméiert déi Approche a si gëtt eis, der Regierung, zousätzlechen Elan, fir grad an dësem Beräich méi genee hinzekucken a méi cibléiert Äntwerten dann dee Moment och kënnen ze ginn.

Well, jo, Diskriminatiounen existéieren, a mir sollen als Gesellschaft genee kucken, wat d'Ursaache vun deenen Diskriminatioune sinn. A mir sollen och vehement géint déi Diskriminatioune kämpfen, wa mer wëllen eng oppen an inklusiv Gesellschaft bleiwen.

Ech zitéieren de Régis Moes, och nees am „Kloertext", dee gesot huet: „Dat, wat vläicht nei ass zu Lëtzebuerg, dat ass, dass effektiv déi Betraffe sech elo emol äusseren an op dee Problem hiweisen. Dat heescht, dass et vläicht eng Prise de conscience bei der gesamter Gesellschaft brauch. Et ass eng Verantwortung vun eis all. A mir mussen eebe léieren, dass Saachen, déi mer soen, aner Leit blesséieren. Domat fänkt et schonn un."

Am Plan d'action national d'intégration, do ass d'Lutte géint d'Diskriminatioun en transversaalt Theema, well et betrëfft allméiglech Beräicher. Am Kader vum Appel à projets goufen iwwregens dräi Projeten zréckbehalen a ginn deemno och finanzéiert, Projeten, wou et ëm d'Bekämpfung vum Rassismus geet.

Dat Éischt - ech soen lech se séier -, dat ass eebe vum Dokumentatiounscenter iwwert d'Migration humaine. De Projet heescht „À fleur de peau - être de couleur au Luxembourg". Do geet et drëms, en Istzoustand ze maachen, wéi méi donkelhaiteg Leit am Espace public, zum Beispill an de Medien, an de Reklammen, an de Muséeën, representéiert sinn, dëst fir eeben ze verstoen, ob och hei Diskriminatioune sinn.

Den zweete Projet ass en Empowermentatelier „Peanut Project" vu Lëtz Rise Up Asbl. Do geet et drëms, verschidde Frae mat ganz ënnerschiddlechen Hannergrënn ze ënnerstëtzen, wa se sech selbststänneg wëlle maachen.

An deen drëtte Projet, dat ass ee vu respect.lu, „Dialog statt Hass" heescht deen. Mir gesinn, dass ëmmer méi Hatespeech am Internet gemaach gëtt, notamment op de Social Media, déi jo haut och schonn ugeschwat gi sinn. Ech soen lech just eng Kéier pour info: D'Police huet an deem Kontext 2019 op 50 Dossieren enquêtéiert géint 20 2018. Also, mengen ech, ass et wierklech méi wéi néideg, dass mer och do opklären a géint den Hatespeech virginn.

D'Justizministesch wäert no mir schwätzen. Mee et stëmmt net, dass een am Internet egal wat däerf schreiwen! Et stëmmt net, dass een am Internet egal wat géint egal wien däerf soen! Dat geet net! Och do hu mer Gesetzer an och dat muss bestrooft ginn, wann ee rassistesch Sätz an den Internet, op Facebook oder op soss Social Media oder op soss Plazen hischreift.

Mir sollen net vergiessen, dass Diskriminatioun kee Kavaléiersdelikt ass. Si gëtt vum Gesetz bestrooft, d'Diskriminatioun. Et ass d'Verantwortung vun eis alleguerten, fir fir déi oppen an inklusiv Gesellschaft a géint d'Diskriminatioun ze kämpfen.

Den honorabelen Deputéierte Clement huet et gesot: De Legislateur kann dat net eleng! Nee, jiddweree vun eis muss et, souwuel heibannen, mee och dobaussen, a jiddwereen ass mat responsabel dofir, dass mer eng oppe Gesellschaft sinn an dass mer géint Diskriminatioune kämpfen.

Et ass wichteg, dass d'Affer vun Diskriminatioun och driwwer schwätzen an dass déi Persounen, déi diskriminéieren, och bestrooft ginn, souwuel am reelle Liewe wéi och, wa se um Internet diskriminéieren. Bestrofen ass awer net eleng d'Léisung. Mir mussen d'Valeure vun enger oppener an inklusiver Gesellschaft no baussen droen. A mir mussen eis fir en harmonescht Zesummeliewen asetzen an eisem Alldag.

Vläicht nach e Wuert dann och zum CET. Ech mengen, souwuel de Paul Galles wéi och anerer hu gesot, dass dee muss gestäerkt ginn, de Centre pour l'égalité de traitement. De CET soll d'Plaintë géint Diskriminatioun entgéinthuelen, vun all Diskriminatioun. Fir e Statut ze hu wéi dee vum Ombudsman, gouf de CET eeben un d'Chamber rattachéiert. Ech fannen et eng gutt Iddi, dass d'Chamber sech d'Moyene wëllt ginn, fir d'Missioune vum CET ze iwwerdenken an em weider Moyenen eeben zur Verfügung wëllt stellen.

Well och dat ass aus deem „Kloertext" kloer ginn, an och, wann ee soss mat Leit schwätzt: Wann ee sech diskriminéiert fillt, da weess een dacks net, wou ee sech muss hiwennen, da weess een net, u wéi eng Instanz ee sech ka wennen. An ech mengen, do muss de CET gestäerkt ginn. An et stëmmt, dass en och der Chamber rattachéiert ginn ass an der Iddi, fir eeben d'nämmlecht wéi den Ombudsman och kënnen ze fonctionéieren als onofhängeg Instanz.

Ech kucken eng Kéier séier meng Notten, well et ass vläicht awer eng Saach, op déi ech nach eng Kéier ganz kuerz wëll agoen - ech hu mer iwwerluecht, ob ech dat wéilt oder net -, nämlech op dem Här Kartheiser säi Schlusssaz. Fir de Rescht, do sinn ech souwisou net mat em averstanen. Mee wann Der sot, wann Der de RIAL-Déngens (veuillez lire: de RIAL-Rapport) hei weist - Dir hutt jo un dräi Parteien eng Fro gestallt - an Dir schwätzt da vun Antisemitismus, wann ech dosëtzen a jiddweree weess, dass ech vu Relioun hier jiddesch sinn, an Dir sot dann: „Grad d'DP misst jo do da reagéieren!" an esou weider, abee, ech fannen, dass dat eng Form vun Diskriminatioun ass!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Madamm Minister, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Villmools merci, Madamm Cahen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kartheiser freet d'Wuert fir Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech hu verzicht, op dem Här Clement seng Kommentaren ze äntwerten, well ech ëmmer mengen, datt eng parlamentaresch Debatt e gewëssenen Niveau net sollt ënnerschreiden.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dir hutt domadder ugefaangen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mee bei der Madamm Minister ass dat anescht. Si representéiert hei d'Regierung. An dofir ass et wichteg, datt mir als Parlament besonnesch gutt drop oppassen, wat si hei seet.

Si huet awer, souwäit ech dat verstanen hunn, an ech wëll dat kloerstellen, elo an hirer Qualitéit als DP-Parlamentspresidentin zum Schluss geschwat, well si jo och op hir Partei ugespillt huet.

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

Ech mengen, dat war esou.

Da wëll ech soen, dat ass komplett onofhängeg vun Ärer Relioun, Madamm Minister, datt ech dat soen. Ech hunn zu kengem Ableck op lech an Ärer Qualitéit als eng Persoun vu jiddeschem Glawen ugespillt. Dat géif ech hei och net maachen. Dat huet hei iwwerhaapt näischt verluer.

Wat ech awer soen, dat ass, datt d'DP de Minister stellt, dee fir d'Schoul zoustänneg ass, dat ass den Här Claude Meisch. An ech constatéieren, datt dee Comité pour une paix juste au Proche-Orient kann an de Schoulen optrieden, Ausstellungen organiséieren, Rieden halen. An dee Comité pour une paix juste - esou nennt e sech, dat ass diskutabel - konzentréiert sech a senger Aarbecht notamment op d'Kritik vun Israel, an zwar op eng Manéier, déi eeben als antisemitesch vum RIAL consideréiert gëtt. Esou hunn ech dee Rapport verstanen.

Derbäi kënnt, datt hei e BDS-Kongress vun deenen organiséiert ginn ass, e Seminär, an der Abtei Neumünster viru Kuerzem. An Dir wësst, datt dee Mouvement BDS - Boykott, Desinvestitiounen an esou weider - vum Bundestag, vum Däitsche Bundestag, dat ass jo awer elo net egal wéi eng Institutioun, viru Kuerzem als rassistesch denoncéiert gouf an datt den Däitsche Bundestag mat deenen och net zesummeschafft!

Bei eis ass et awer esou, datt d'Regierung den Här Jean Asselborn als Welcomespeaker vun deem Kongress do hat. An dat ass eigentlech dee Punkt, deen ech wollt opwerfen. Déi Lëtzebuerger Regierung, duerch déi Zesummenaarbecht, duerch déi Ënnerstëtzung vun enger Associatioun, déi vum RIAL als antisemitesch, awer op jidde Fall an der Proximitéit dovunner, agestuuft gëtt, duerch d'Presenz vun engem Lëtzebuerger Minister op enger Veranstaltung, déi de BDS hei promouvéiert, soll sech Froe stellen, wéi dann hir Astellung zum Antisemitismus ass! A mengen Aen ass dat eng Trennung, déi net kloer erkennbar ass!

An dat ënnerscheet eis och als ADR. Dat huet mat lech oder mat Ärer Relioun näischt ze dinn. Et ass eng Fro, wéi déi Lëtzebuerger Regierung sech zum Antisemitismus zu Lëtzebuerg stellt. An do soe mir: „Do ass nach vill ze maachen!" Déi Trennung ass nach net kloer, notamment duerch den Här Meisch an der Schoul an duerch den Här Asselborn, duerch seng Astellung géintiwwer der BDS-Beweegung.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Cahen wëllt dorobber reagéieren.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Dann hunn ech vläicht falsch geäntwert gehat, well Dir hat dräi verschiddene Parteien dräi verschidde Froe gestallt. Déi heiten ass un d'DP gaangen. Da soen ech lech: Grad d'DP ass eng liberal Partei!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass och net esou evident, Madamm Minister.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Minister. An elo kritt d'Madamm Justizministesch d'Wuert, d'Madamm Sam Tanson.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Den Här Galles freet d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Galles huet d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Jo, pardon. Et ass heiansdo schwéier, mech ze gesinn hei hannen am Eck.

(Hilarité)

Ech wollt awer der Madamm Ministesch, der Madamm Cahen, nach zwou Froe stellen, wann ech däerf. Et ass jo en Theema, wat eis alleguerte beschäftegt a wat eis alleguerten ëmdreift. Engersäits si mer jo am Fall, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass mer keng Rassiste wëlle sinn an dass mer kee Rassismus wëllen. Dat ass esou e breede Konsens. Et ass esou schued, wa gewësse Stéchwierder genannt ginn, dass dann déi Stéchwierder géinteneen ausgespillt ginn, dass trotzdeem een deen aneren erëm eng Kéier ausgrenzt a senge Meenungen.

An ech géif mer esou vill wënschen, dass mer hei an iwwerall an eiser Gesellschaft op dee Punkt géife kommen, kloer ze ënnerscheeden do, wou mer ënnerschiddlecher Meenung sinn, an do, wou eng Meenung rassistesch an diskriminatoresch gëtt, well do si mer an engem Beräich, deen net méi akzeptabel ass.

Ech hunn elo der Madamm Ministesch ganz gutt nogelauschtert an ech soen hir Merci fir vill Saachen, déi se gesot huet, déi ech ganz interessant fannen. Mee erlaabt mer, lech just zwou Froen ze stellen, déi a Richtung Prezisioune ginn.

Et ass virdrun de Conseil national pour étrangers genannt ginn. Ech wollt lech froen, ob Dir eis kéint Prezisioune ginn zum Stand elo vun der Reform, déi do geplangt ass, vun där ech och mengen, dass se ganz gutt a ganz néideg wär. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass, Dir hutt deen Appel à projet genannt. Dir hutt elo dräi Projete genannt. Ech wollt froen: Sinn do méi wéi déi dräi Projeten erakomm? Ass do méi Interessi? Wéi ass dat Selektiounsverfare passéiert? A wéi geet dat och weider an deenen nächste Joren? Well eeben hannendrun déi Fro steet: Wéi staark reagéiert d'Zivillgesellschaft op dat Theema Diskriminatioun oder Rassismus? A wéi staark ass d'Engagement vun de Leit an eiser Gesellschaft, fir eppes do ze ënnerhuelen?

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools merci fir déi zwou Froen. Ech géif da mat där éischter ufänken. De CNE, do musse mer leider feststellen, och no deene leschte Walen, dass deen net wierklech esou fonctionéiert, wéi e selwer vläicht och wéilt fonctionéieren. A mir sinn elo do um Stand, dass mer eng Ëmfro gemaach hu bei all de Membere vun de Commission-d'intégrationen, vun deene CCClen, fir emol vun hinnen ze wëssen, wat deen Engagement heescht, wéi si d'Integratioun gesinn, d'Representatioun vun der auslännescher Communautéit och zu Lëtzebuerg. A mir sinn amgaangen, déi auszewäerten.

Dofir sinn ech och am Fong ganz frou, ech hat vergiess, dat ze soen, Här Galles, dass mer Enn des Joers nach eng Kéier wäerten iwwert d'Integratiounspolitik schwätzen, well bis dohinner wäert ech dann och vill méi Informatiounen hu respektiv warscheinlech och virdru scho mat lech alleguerte geschwat hunn an och mat der Zivillgesellschaft fir ze kucken, wéi mer elo, wat de CNE ugeet, wëlle weiderfueren.

Ech wëll dat ganz sécherlech net am Alleingang maachen, mee ech proposéieren, dass mer dat an enger breeder Consultatioun maachen, well et awer wichteg ass. Mir wäerte keng „Chamber bis" schafen, weeder wëllen nach kënnen, mee et ass awer och wichteg, wa mer vun Integratioun schwätzen a vun Auslänner zu Lëtzebuerg a vu Leit, déi eng duebel Nationalitéit hunn, a vu ganz verschiddene Leit mat verschiddene Backgrounden, dass mer och kucken, wéi déi Representatioun ka sinn, fir wat de CNE iwwerhaapt wëllt existéieren. Ass dat just, fir vläicht Gesetzer ze aviséieren? Oder soll en do nach eng aner Roll hunn, wat d'Integratioun ugeet hei am Land, oder de Vivre ensemble? Mir schwätzen am Fong léiwer vum „Vivre ensemble", well wa mer haut héieren hunn, dass mer vill laanschtenee liewen, dass d'Communautéen awer dacks ganz fir sech sinn, da solle mer méi vu Vivre ensemble schwätzen a mir sollen och kucken, wéi mer dee Vivre ensemble promouvéiere kënnen a wéi mer och nach méi zesummewuesse kënnen hei am Land.

Déi zweet Fro: Ech hunn elo déi Lëscht net matbruecht. Ech proposéieren lech, dass ech déi e bësse behandele wéi eng Question parlementaire, wann dat fir lech okay ass. Ech géif lech dat noreechen, déi Äntwerten. Ech géif lech alleguer d'Projeten an och, wéi se erausgesicht gi sinn - do war e ganze Jury -, ganz gären noreechen, all d'Detailer, fir dass Der genau wësst, wat d'Projeten alleguerte sinn, déi zréckbehale gi sinn, wann dat okay ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cahen. An elo iwwerhëlt dann d'Madamm Justizministesch Sam Tanson de Relais fir d'Regierung. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, ben, och vu mir aus villmools merci, dass mer déi Diskussioun haut kënne féieren. Ech si mer bewosst, si baséiert op den dramateschen Incidenten, déi mer gesinn hunn an den USA. Et soll ee keen Amalgam maachen. Mee nawell ass et wichteg, sech erëm eng Kéier hei dermat ze befaassen an ze iwwerleeën, wéi d'Situatioun hei ass.

A wann ech verschidden Aussoen, oder d'Ausso vum Här Kartheiser, fir en net ze nennen, hei haut héieren, da soen ech mer, dass et och méi wéi néideg ass, dass mer weiderhin doriwwer diskutéieren. Fir op där enger Säit ze soen: „Mir si géint Rassismus!", an op där anerer Säit eigentlech all déi Texter, déi mer hunn, dee ganze legale Kader ze niéieren, da brauch een och net ze behaapten: „Ech si géint Rassismus"!

Ech maache vläicht dann e bësse Pedagogie. Den Här Clement huet virdru bei senger Motioun gesot, mir sollten en État des lieux maache vun de Gesetzestexter, déi mer hunn. Elo hunn ech gesinn, den Text seet e bëssen eppes aneschters, duerfir ass dat dann okay. Mee mir hunn eng ganz Rei Texter. Déi fannt Der natierlech all op legilux.lu och, Här Clement.

Den Artikel 454 vum Code pénal, deen definéiert d'Diskriminatioun. A verschidde Saache vun deenen, déi Dir elo virdru genannt hutt, Här Kartheiser, déi fale ganz kloer do drënner. « Constitue une discrimination, toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur changement de sexe » et cetera. Dat heescht, wann Dir een net astellt oder em eng Wunneng net gitt wéinst senger Hautfaarf, dann ass dat net de fräie Wëlle vun enger Societéit, de fräie Wëlle vun engem Proprietär, da sidd Der am Kontext vun enger Diskriminatioun.

(Brouhaha)

Dat Zweet ass ...

Dir kënnt herno ganz gären alles soen, wat Der wëllt. Mee ech maache mäi Punkt och fäerdeg.

Dat Zweet ass, d'Madamm Cahen huet et och schonn ugedeit: Den Internet ass glécklecherweis kee rechtsfräie Raum, loin de là! An och -

ech kommen herno nach drop zréck - eis Statistike weise vun de Plainten, déi gemaach ginn, vun de Signalementer, déi gemaach ginn, dass d'Leit och ganz opmierksam sinn, wat do gesot gëtt.

Dir hutt en aneren Artikel am Code pénal, de 457-1, dee seet, dass «toute forme de communication par quelque moyen que ce soit qui incite à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, [...] sur base d'au moins un des critères énoncés à l'article 454 », deen ech virdru genannt hu vum Code pénal, do sinn da méi streng Strofe virgesinn.

Dir kënnt net am Internet wéinst enger Hautfaarf, wéinst enger Relioun, wéinst deenen Elementer, déi diskriminatoresch sinn, Saache soen an zum Haass opruffen. Dat geet net. Do si mer net bei der Liberté d'expression, do si mer bei engem Fait pénal.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* Voilà! Bon! Dann ass ganz vill geschwat gi vun engem Rapport an deene leschte Méint, deen heescht „Being Black in the EU", deen explizitt an op konzernant Aart a Weis drop hiweist, wéi et op d'mannst fir Schwaarzer och a puncto Gläichheet zu Lëtzebuerg nach ëmmer steet. Et ass och net deen éischte Rapport an deem Sënn, loin de là. Schonn zënter hirem zweete Rapport vun 2002 iwwert d'Situatioun vum Rassismus generell zu Lëtzebuerg huet d'ECRI mat Preoccupatioun notéiert, dass et souwuel am Zesummenhang mat Administratioune wéi och um privaten Niveau ëmmer nees Allegatioune gëtt vu rassistescher Diskriminatioun, an och Diskriminatioun fondéiert op reliéis Iwwerzeegungen.

Déi Analys ass iwwert d'Jore méi etofféiert an awer doméinst net manner kritesch ginn. An och wann d'Efforten, fir d'Legislatioun wéi och Organer ze verbesseren, notéiert goufen, schénge se op d'mannst zum Deel net duerzegoen. An d'Associatiounen, déi sech verstäerkt och asetzen um Terrain, déi weise reegelméisseg dorobber hin.

Et ass e Behuelen an e System, déi de Concernéierten e Stéck Mënschlechkeet huelen, hinne bewosst oder onbewosst d'Méiglechkeet huelen, vun deene selwechte Chancen an der selwechter Liewensqualitéit ze profitéiere wéi hir Matbierger. An dee System, deen ass esou déif verankert, dass déi Concernéiert sech dacks scho ganz fréi als op d'mannst potenziell viséiert gefillt hunn, quasi vun Ufank un och op d'mannst d'Impressioun kruten, si wiere manner wäert wéi déi vläicht awer iwwerlieft Virstellung vum „Stacklëtzebuerger".

Effektiv hu mer hei keng US-amerikanesch Zoustänn, ee Gléck! Mee et ginn awer och hei Mënschen, déi zwar vläicht net un de Suitte vun enger rassistescher Dot stierwen, awer drënner leiden, psychesch, physesch, mee och sozial an ekonomesch. An do musse mer ons weider all d'Moyene ginn, fir dat ze evitéieren. Politesch kann ee streiden, mee d'Rechtslag ass glaskloer: De Staat kann an der Fro vum Rassismus net neutral sinn. Mir hunn eng Obligatioun, antirassistesch ze handelen. Mir hunn eis an deem Sënn verflicht.

Rassismus ass eng besonnesch seriö Atteinte un d'Dignitéit vum Mënsch. An dës Form vun Diskriminatioun ass a quasi sämtlecke Mënschenrechtstraitéé verbueden, als Beispiller natierlech d'Europäesch Mënscherechtskonventioun, d'EU-Mënscherechtscharta an natierlech och eisen Artikel 111 vun der Verfassung.

Datt onse rechtleche Kader prinzipiell all Form vun Diskriminatioun verbitt, refletéiert och eis Legislatioun, déi iwwert d'Jore substanziell adaptéiert ginn ass, fir kënnen ze sanktionéieren, wann eng Persoun wéinst hirem reellen oder supposéierten Originn den Accès op e Service, eng Aarbecht, e Logement refuséiert kritt.

Souwuel direkt wéi indirekt Diskriminatiounen, fondéiert och op Nationalitéit, Rass, Ethnie, si vum Artikel 1 vum Gesetz vum 28. November 2006 verbueden. Och de Code pénal, ech hunn et virdru schonn ernimmt, sanktionéiert a sengen Artikele 444, 450 Alinea 1, 453, 454 a 457-1 Infraktiounen, déi ënner anerem rassistesch motivéiert sinn. Déi Dispositiounen applizéiere sech och op d'Personnes morales. Et sief och nach erwähnt, dass den Artikel 444 Paragraf 2 vum Code pénal virgesäit, dass eng Calomnie oder Diffamatioun, déi rassistesch motivéiert wier, méi schwéier sanktionéiert gëtt wéi eng gewéinlech Calomnie oder Diffamatioun.

Ons Geriichter féiere Statistike betreffend d'Incitation à la haine raciale. Ech ginn lech där e puer mat - d'Joer vum Urteel ass natierlech net onbedéngt dat vun der Denonciatioun vun der Geschicht -: Et goufen 2017 28 Plainten an 18 Condamnatiounen, 2018 43 Plainten an 12 Condamnatiounen, 2019 fir d'Incitation à la haine 5 Condamnatiounen an 2020 och bis ewell 5 Condamnatioune mat, an dat ass déi Zuel, déi ech interessant fannen am Kader vun der Liberté d'expression am Internet, enge 45 Signalementer am virtuelle Beräich.

An da si mer och bei der Problematik dovun, wéi een dergéint virgeet, wann een Affer gëtt vun enger rassistescher Diskriminatioun. Net all Mënsch traut sech oder hält et fir realistesch, iwwert de Wee vun enger Plainte dergéint virzegoen, dacks och, well ee weess, dass et schwiereg ka sinn, fir déi néideg Beweiser virzebréngen oder well ee schonn iergendenger Form vu Rassismus oder Ignoranz säitens enger Autoritéit, gefillt op d'mannst emol, ausgesat war.

Déi Analys weist also, dass et duerchaus eng Necessitéit gëtt, fir et net just de Betraffenen ze erlaben, direkt eng Plainte bei der Police ze maachen, mee och fir ze kucken, dass aner Entitéite kënne virgoen. Den Artikel 3 (1) vum Code de procédure pénale erlaabt et Associatiounen, déi vum Justizministère deen néidegen Agrement kruten, géint rassistesch Diskriminatiounen ze kloen. Et sinn och e puer Associatiounen, déi schonn dovunner Gebrauch maachen. Dës Méiglechkeet soll natierlech net de Staat vu senger Responsabilitéit dedouanéieren, mee e gesäit sech als complementaire.

D'Fro stellt sech awer och, ob eis aktuell Legislatioun respektiv déi vum Code pénal festgehalen Infraktiounen duerginn. D'Fro, mat där d'Servicer am Justizministère sech befaassen, ass, ob et - wéi vun der OSCE 2009 decidéiert an och vun der ECRI ganz spezifesch fir Lëtzebuerg scho gesot gouf - pertinent ass, d'rassistesch Motivatioun zur Circonstance aggravante fir all Droit-commun-Infraktioun ze maachen.

Ech sinn der Meenung, dass et eng wichteg Diskussioun ass, där mer eis net solle verschléissen, ganz au contraire. Mee et ass awer och eppes, wat de Problem insgesamt net géif léisen, och doméinst, well d'Beweislaascht sech kann als gréisseren Obstakel erausstellen.

Et kéint een et an deem Fall och op aner Hypotheesen ausdeenen. D'Fuerderung besteet zum Beispill och fir Infraktioune mat homo- oder transphober Motivatioun. De belsche Code pénal zum Beispill viséiert awer och d'Geschlecht, den Alter an d'Verméigen.

Et gëtt och d'Méiglechkeet, just eng Lëscht vun Infraktioune virzegesinn, fir déi d'Circonstance aggravante gëlle géif. Et stellt sech dann natierlech och nach d'Fro, ëm wéi vill déi Strof konkreet soll geheicht ginn an deene Fäll. Dëst ass fir mech e ganz aktuelle Chantier, un deem mer schaffen a wou ech lech wëll an den nächste Méint do konkreet Propose maachen. Eis Aarbechten op der Fro vum „hate crime" brauchen nach ganz e bëssen, well mir brauche virun allem och eppes: Mir brauchen de Retour vun de potenziell Concernéierten, op d'mannst iwwert d'Associatiounen, déi sech engagéieren, se ze vertrieden!

Et war am État de crise, wéi Der wësst, net esou evident, all d'Reuniounen an d'Consultatioune wéi geplangt ze organiséieren. Mee vu dass mer hei definitiv amgaange sinn, eis ënner Wäissen ze froen, ob de Problem vum Rassismus zu Lëtzebuerg reell ass a wéi een en, le cas échéant, kéint léisen, sinn ech awer der fester Iwwerzeegung, dass et ganz wichteg ass, deen Echange ze hu mat deenen Associatiounen, déi sech um Terrain fir dës Causen engagéieren an déi och ganz direkt Retoure kréien.

Ech soen lech alleguerte Merci fir Ären Engagement op dëse Froen. A mir wäerte garantéiert an den nächste Méint nach d'Geleeënheet kréien, iwwer konkreet Textproposen ze diskutéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci der Justizministerin. Den Här Kartheiser hat nach eng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Nee, Här President, eigentlech keng Fro. D'Madamm Minister war esou kloer, ech huele Parole après ministre!

Här President, éischtens soen ech der Madamm Minister Merci, datt se esou frëndlech war, mer déi Éier ze maachen, mech ze ernimmen an hirem Discours. Ech wëll hir op zwee Punkten äntwerten.

Deen éischten ass deen, wou se gesot huet, ech hätt eppes ënnerstallt oder ech hätt eppes gemengt, wat kloer net de Fall war. Wat mir soen als ADR, ass: Mir schreiwen de Proprietären net vir a mir schreiwen de Patrone vun de Firmen net vir, wie si engagéieren oder wiem si e Bien immobilier wëlle verlounen. Mir iwwerloossen dat deene Leit, well mir den Droit à la propriété respektéieren a well mer de Risiko vun der Entreprise respektéieren.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Den Droit au racisme och!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Hei ass vun der Madamm Minister eppes anescht an d'Welt gestallt ginn. Dat weise mir zréck.

(Brouhaha)

Wësst Der, an dat ass vläicht eppes, wat mer och sollte mol hei diskutéieren, well da brauch ech dat herno net ze maachen, well mer jo ëmmer erëm soen, mir sollten deem Centre pour l'égalité de traitement méi Kompetenze ginn.

Och de Centre pour l'égalité de traitement huet eng Geschicht. An dat, wat do zum Deel proposéiert ginn ass oder diskutéiert ginn ass, dat ass och esou eppes, dat sinn och esou Methoden, déi nennt een „Testing". Ech weess net, ob jiddwereen heibannen domadder bekannt ass. Den Testing besteet doranner, datt eng Persoun, e Schauspiller u sech, bei Leit geet fir ze kucken, ob en eng Wunneng gelount kritt oder ob en eng Plaz kritt. Dat ass praktesch eng Incitatioun, fir Leit zu engem diskriminéierende Verhale kënnen ze verleeden. Dat si Methoden, ...

(Brouhaha)

... dat si Methoden, ...

(Interruptions)

... dat si Methoden, déi mir refuséieren! Ech héieren hei schonn dohannen: „Wann ee kee Rassist ass, brauch een dat net ze fäerten." Nee! Mee e Staat oder eng staatlech Instanz oder eng vun der Chamber, wéi de CET, déi hunn net iergendeen ze engagéieren, fir en aneren ze testen, ob dee wéilt oder net wéilt en Akt maachen, deen deen anere kéint als eng Diskriminatioun interpretéieren.

Deen zweete Punkt, deen d'Madamm Minister genannt huet, ... Wësst Der, jo, ech soen dat nach derbäi, well och an deenen do Froe gëtt et en eethesche Standard, an deen hale mir gär bäi.

(Brouhaha)

Deen zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, deen och derwäert ass, hei diskutéiert ze ginn: D'Madamm Minister huet hei eng Virliesung gemaach iwwert de Code pénal, Artikel fir Artikel fir Artikel.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* Nee, dat waren der zwee, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Déi Konklusioun, déi mer dorauser zéien, ass net nëmmen, datt se hire Code pénal kennt, mee och, datt et eng ganz Rei Dispositiounen an deem Code pénal dozou gëtt, an dat ass net onproblematesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* A!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Well, ...

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* ... well - jo! -, et gëtt nämlech Grondrechter. Et gëtt demokratesch Grondrechter, Verfassungsrechter, mënscherechtlech verbréifte Rechter, ...

(Brouhaha)

... an dat ass ënner anerem d'Liberté d'expression, d'Meenungsfräiheet. An dat heiten, wat mir hei diskutéieren, ass net harmlos. Et sinn Aschränkungen zur Meenungsfräiheet. Dat ass gravissime! Dat ass eppes, ...

(Brouhaha)

... wat een net soll maachen. An elo ass nämlech interessant: Mat wéi engen Argumenter gëtt hei un d'Meenungsfräiheet gaangen? Majo, mat relativ vage Begréffer - déi vläicht gutt gemengt sinn, dat stellen ech emol net a Fro -, mee ass eppes wéi den Haass eng rechtlech Kategorie?

Mir wëssen alleguer heibannen, datt besonnesch am Droit pénal d'Prezisioun vun der Infraktioun eng wichteg rechtsstaatlech Garantie muss sinn. An den Haass ass e Gefill. Wat ass eng Incitation à la haine? Wéini haasst een? Dat ass eng gutt Fro. Et ass eng penalistesch Fro. An ech géif déi net hei op den Niveau vun engem politeschen, anekdotesche Gespréich reduzéieren.

Et ass eng Grondfro vun eisem ganze Penalrecht a vun der Fro, wéi mir eis verfassungsrechtlech garantéiert Grondrechter respektéieren, ob mer wéinst der Beschreiwung vun engem Gefill kënnen iwwerhaapt Strofe verhänken.

Ech soen net, a meng Partei huet ni gesot, datt mer solle Rassismus toleréieren. Awer mir soen, wa mer do wëlle Strofe virgesinn, well e flagrante Fall existéiert, da muss dat kompatibel si mat de Grondwäerter, och mat deenen anere Grondwäerter vun eiser Gesellschaft. Soss si mir net méi trei! Soss si mir net méi dat, wat mer wëlle sinn: Representantë vun enger fräier, demokratescher, staatlecher Struktur. Dat musse mer bleiwen. An och kredibel bleiwen!

An doméinst sinn all déi do Diskussiounen net harmlos. Net well mer eis wéilte verwieren, géint Rassismus oder grav Diskriminatiounen, zum Beispill géintiwwer Behënnerten, anzetrieden. Dat wëlle mer maachen! Awer mir mussen de Wee fannen, datt mer géintiwwer eis an eisen Usprëch, eise moralesche rechtlechen an traditionelle rechtlechen Iwwerzeegunge Kredibilitéit behalen a virun allem och eis selwer muer nach kënne soen, datt mir déi Wäerter, fir déi mer gewielt gi sinn, net verroden.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* Jo, well et sinn awer zwou Saachen, déi ech nach ëmmer net kann esou am Raum stoe loossen. Dat Éischt ass, Här Kartheiser, wann Dir sot am Kader vun enger Rassismusdebatt, wou kee Mënsch iergendeppes an deem Sënn gesot huet, dass een net dierft engem Proprietär imposéieren, wien en als Locataire hëlt, oder engem Employeur, wien en astellt, dann ass et entweeder en Hors sujet oder et ass e Fräifaartschäi fir diskriminatoresch Aktiounen. Et ass entweeder dat eent oder dat anert.

(Brouhaha)

An dat Zweet ass: Dir schwätzt hei vu Grondrechter. Et gëtt kee Grondrecht op Rassismus! Dat gëtt et net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Den Här Kartheiser freet nach eemol d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Also, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.-* Et ass Parole après ministre. Dir hat virdru scho fënnef Minutte voll ausgeschëpft.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ganz kuerz.

Une voix.- Parole après ministre!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Parole après ministre si fënnef Minutten. Ech hätt virdrun, vu datt d'Madamm Minister mäin Numm genannt huet, och de Fait personnel kënnen invoquéieren. Mee ech huele mer dat Recht ze äntwerten, well an enger Debatt wéi där hei kann een dat net stoe loossen.

Verschidden Intervenanten an där Debatt, déi mer virdrun haten, hunn de Problem opgeworf, datt hei zu Lëtzebuerg eng Diskriminatioun géif dora bestoen, datt verschidde Persounen e besonnesch schwieregen Accès zum Logement hätten. A meng Fro, déi ech du gestallt hunn, ass déi: Wat ass dann Är Äntwert dorobber? Ass et dat, fir de Leit wëlle virzeschreiwen, fir Quoten anzeféieren, zum Beispill? Oder fir de Leit wëlle virzeschreiwen, wiem se da solle verlounen? Oder wéi wëllen dann déi Parteien, déi dee Problem opgeworf hunn, dat upaken?

Déi Fro steet am Raum, si ass net beäntwert ginn. An déi Fro, déi sech opdrängt, ass: Sollen da Leit eppes virgeschriwwe kréien? An do soe mir: „Nee!" An déi aner soen näischt! An do kann ee sech da froen: Wat wëllen dann CSV, déi gréng, LSAP, DP, wat wëlle se da maachen, fir dee Problem unzepaken?

Mir soen, wat mer net wëllen, well déi aner jo anscheinend awer vläicht op dee Wee wëlle goen. An dat wësse mer eeben net. Da sot eis et! Da sot eis, da sollen déi verschidde Parteien opstoen a soen: „Nee! Mir respektéieren d'Recht vun de Proprietären op hir Proprietéit a mir schreiwe kengem vir, wien e soll engagéieren." Da si mer wéinstens kloer. Da weess jiddwereen doheem, deen eis elo nokuckt, wou déi eenzel Parteie stinn an datt dat do net geschitt. Am Abléck wësse mer et net. Mir wësse just d'Positioun vun der ADR: Mir maachen dat do net!

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* D'Madamm Cahen wëllt dorobber reagéieren.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Antidiskriminatiounspolitik, do geet et grad drëms, d'Leit esou opzeklären, dass een een net jugéiert par rapport zu senger Hierkonft oder par rapport zu sengem reliéise Glawen, par rapport zu senger Hautfaarf oder senger sexueller Orientéierung. An der Antidiskriminatiounspolitik geet et grad drëms opzeklären, fir dass d'Leit eeben op d'Fakte jugéieren an net op aner Saachen.

Et ass awer scho komesch, ech muss awer eng Sekonn soen, et ass scho komesch, dass Der sot: „A jo, also mir mussen nees en Opnamexamen aféieren, wou keen Numm op der Kopie

steet, fir Gläichberechtegung ze hunn." Ma da muss et och esou sinn, fir eng Aarbechtsplaz oder en Appartement ze sichen. Et deet mer leed, de deux choses l'une. Dir sot eng Kéier dat eent an eng Kéier dat anert!

Mir sinn derfir - ech schwätzen elo mol fir meng Partei, mee ech huelen emol un, dass de Rescht oder déi meescht heibannen dat och esou gesinn -: Et geet net drëms ze soen, wat een däerf, wien een däerf astellen oder wien net. Et geet drëms, de Leit ze soen: Jugéiert d'Leit net par rapport zu hirer Hautfaarf, par rapport zu hirer Relioun, par rapport zu hirem Kappduch, par rapport zu hirer sexueller Orientéierung. Jugéiert se op dat, wat se kënnen, op dat, wat se wëssen, an op dat, wat se kënnen am Betrib schaffen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Ech kann dat natierlech nëmmen zu 100 % ënnerschreiwen, wat d'Madamm Cahen grad gesot huet. Mee ech wollt lech awer nach eppes hannendrusoen, an et ass och dowéinst, wou ech lech virdru Lektür ginn hu vun deenen zwee Artikelen aus dem Code pénal - net vum ganze Code pénal. Et ass, Stand haut, wann déi Opklärungsaarbecht net fonctionéiert: Et däerf ee keen diskriminéiere wéinst senger Hautfaarf, weeder op der Aarbecht, nach wann et drëms geet, eng Wunneng ze sichen! An dat ass de Message, ...

(Brouhaha)

... deen et wichteg ass ze vermëttelen. An d'Äntwert dorobber ass net, Här Kartheiser, d'Äntwert dorobber ass net: „Et kann ee maachen, wat ee wëllt!", well mir hu Reegelen an déi si kloer!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Also ech fannen dat hei wierklech extreem interessant an ech soen deenen Damme Merci fir hir Interventiounen. An ech si speziell der Madamm Cahen dankbar. Well et ass nämlech ganz interessant fir mech an der Politik hei ze sinn an ausgerechent d'Presidentin vun der Demokratescher Partei soen ze héieren: „Ma da maache mer et d'selwecht mat de Proprietären a mat de Chefs d'entreprise." Dat ass jo eng Clientèle, déi awer dacks der DP relativ no steet. An dann héiere mer hei: „Da maache mer et d'selwecht mat de Wunnengen oder mat den Entreprisen, zum Beispill anonymiséiert." An da musse schlussendlech déi Proprietären dann no der Päif danzen, wéi hei d'DP-Parteipresidentin dat gesäit.

Mir soen, déi Leit hunn dat Recht, ze engagéieren oder ze verlounen, u wie si wëllen, a si kënnen déi Leit kucken a si kënne se gesinn a solle sech selwer hir Meenung maachen. Och dat ass Fräiheet. Ech hunn ëmmer méi den Androck, datt d'ADR haut déi Wäerter vertrëtt, déi fréier d'DP emol eng Kéier vertrueden huet. Mee et ass laang hier!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Motions

Ech mengen, mir kënnen elo zur Diskussioun iwwer d'Motioune respektiv Resolutioune kommen. Mir fänke mat de Motiounen un. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Max Hahn deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een dozou eppes soen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir hat mech och virdrun net gesinn. Ech hat virdru schonn eng Kéier d'Hand ausgestreckt, well ech wollt awer eppes soen zu engem Saz, deen haut déi eng oder déi aner Kéier a verschiddene Formen hei erëmkomm ass. Dee Saz: „Ech si jo kee Rassist", ...

Plusieurs voix.- ... mee ...

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- An hannert dee Saz: „Ech si jo kee Rassist", do gehéiert weeder e Mee nach en Awer, mee just e Punkt! A soss glat a guer näischt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten. Dann hat d'Wuert gefrot den Här Paul Galles.

Motion 1

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Zur Motioun 1: Mir kënnen déi als CSV ënnerstëtzen. Mir wëllen ënnersträichen, dass et wierklech drëms geet, hei Resultater ze kréien, mat deene mer kënne schaffen. Déi Motioun gesäit vir, dass et eng Etüd gëtt, déi fir Enn 2021 da ka presentéiert ginn. Dat fanne mer och gutt. Mir wäre frou, wann där Saach och eng Suite géif gi ginn an dass mer déi kéinten abetten an en Debat, bezéiungsweis kucken, wéi dann och nach duerno kënnen erëm nei Resultater recenséiert ginn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Andeems ech mech hei zu Wuert mellen, kann ech e klenge Feeler vu virdru réckgängeg maachen. Ech hat nämlech vergiess, deenen zwee Merci ze soen, déi déi Aktualitéitsstonn hei op den Ordre du jour gesat hunn, de Sven Clement an de Paul Galles. Iech dofir e grousse Merci.

Zur Motioun da selwer - net dass ech e Rappel à l'ordre vum President kréien, well ech soll dozou schwätzen -, wéi gesot, wat den Här Galles grad ugeschwat huet, dat ass d'Zil heivun. Et sollt drëms goen, dass et net eng Poterstonn - et ware jo zwou Stonnen -, dass et net soll eng Poterstonn herno sinn, mee dass konkreet eppes erauskënnt. Dofir déi Motioun hei, déi am Numm vun de Koalitiounsparteien op den Agenda gesat ginn ass. Ech wier frou, wa mer hei eng breet Zoustëmmung géife kréien, well deem heite soll eng Suite gi ginn. An dofir hu mer och bewosst en Datum dropgesat, well mer gesot hunn: „Mir hätten dat gär bis Enn 2021."

An natierlech wäerte mer eis dann an der zoustänneger Kommissioun mat där breeder Etüd befaassen: Firwat gëtt et iwwerhaapt Rassismus? Firwat sinn esou Tendenzen? An a wéi enge Fäll geschitt dat? Ech mengen, et gëtt ganz, ganz vill Froen. An et ass dat, wat d'Motioun hei fuerdert. Ech géif mech freeën, wa mer hei eng breet Ënnerstëtzung fir dës Motioun géife kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Hahn. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir wäerten dës Motioun och matdroen. Et ass wichteg, esou eng Etüd ze maachen. Et ass och wichteg, datt een déi Betraffe matabezitt bei der Elaboratioun duerno vun dëser Etüd. Et gëtt jo schonn eng Partie Associatiounen - ech ziele se elo net op, et gëtt der vill, déi méi oder wéineger institutionell sinn -, mee och vu Leit, déi selwer betraff si vum Rassismus an déi en och verstinn an erliewen. Ceci étant dit, wäerte mer dat mat ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Kënne mer elo zum Vott vun där Motioun kommen? Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 1

Da kënne mer à main levée ofstëmmen. Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kënne mer zur Motioun Nummer 2 kommen, déi vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert ginn ass. Ass do nach eng Wuertmeldung do?

Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et war e bësse schnell gaangen. Merci, Här President. Jo, ech mengen, mir schwätzen elo vun der Motioun natierlech, net vun der Resolution? Okay, vun der Motioun.

(Interruptions)

Vun der Motioun vun de Piraten, voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Vun der Motioun.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech mengen, mir ënnerstëtzen natierlech och déi Motioun vun de Piraten. Et ass wichteg, datt déi Referenz gemaach gëtt op dat, wat virdru geschitt ass. An et geet jo och an déi Richtung u sech, déi mer elo grad diskutéiert hunn.

Et ass immens wichteg, justement déi verschidde Punkte mateneen opzezielen. De Problem vum Rassismus ass jo och e soziale Problem, e Problem vu Besëtztum. Ech mengen, et ass evident, dat gesäit jiddereen: Wien d'Interesse vun de grousse Besëtzer verteidegt, verteidegt ganz oft och d'Interesse vun deenen, déi mengen, si missten d'Recht hunn, rassistesch Aussoen ze maachen, wéi dat bei der ADR ass. Dat illustréiert et op eng perfekt Aart a Weis.

Mir wäerten dat matdroen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt drop hiweisen, dass déi Motioun jo aus zwee Volete besteet. Dat eent ass, den État des lieux ze maachen, wou d'Madamm Minister jo gutt erkläert huet, dass mer eigentlech de Legilux hunn, wou all Gesetzer drastinn, déi d'Diskriminatioun verbidde respektiv penaliséieren. Duerfir gesi mer elo net an, wéisou mer dat elo nach sollen hei der Regierung als Aufgab ginn. Mir hunn de Legilux. Do si mer net esou derfir a leenen dee Volet of.

Deen anere Volet besteet jo aus dem Plan d'action national, wat dat rejoignéiert, wat mer och an eiser eegener Motioun fuerderen. Wann d'Piraten elo der Meenung sinn, dass se eis Motioun kéinte mat dësem zweete Volet verschmëlzen, huele mer deen un. Awer dann den éischte Volet sträichen, well dat fir eis iwwerflëssig ass.

Ech mengen, wann Der bereet wäert, just deen éischte Volet erauszehuelen, vu dass mer jo längst de Legilux hunn, dee jiddweree ka consultéieren, ech mengen, do si mer all grouss an al genuch, fir eis do selwer eranzeknéien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Ech mierken, datt den „état des lieux concernant les politiques antidiscriminatoires" vläicht e bësse falsch verstane gouf, och well ech virdrun dat e bësse kuerz duergestallt hunn, d'Zäit ass mer fortgelaf, als Inventaire vun de Gesetzer, déi et gëtt op deem Plang. Et geet och drëm, wéi eng Politik géint Diskriminatioun gemaach gëtt.

Wann ech awer mierken, datt et eng Majoritéit sollt ginn, fir déi Motioun hei unzehuelen, andeem mer deen éischten Deelsaz sträichen, da maachen ech dat am Interêt vun deem zweeten Deelsaz, datt mer e Plan d'action national contre le racisme kréien. Ech mengen, domadder wär schonn e ganz groussen éischte Schrëtt gemaach. An dofir kann ech deen éischte Saz gäre sträichen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet nach d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech weess elo net, wat elo déi lescht Versioun soll sinn a wat deen éischten Deel oder den zweeten Deel dann elo konkreet sollte sinn. Awer esou, wéi déi Motioun hei am Abléck dosteet, stëmme mir se net mat. An d'Ursaache si ganz einfach: Hei gëtt vun engem „racisme structurel" zu Lëtzebuerg geschwat. Mir soen, dee gëtt et net!

Dat Zweet ass: Et gëtt vun der „sous-représentation" geschwat. Mir si géint Quoten. Mir wëllen also och keng Quoten no Rassen oder eethnesche Gruppen, wéi et hei heescht. Woubäi ech och muss soen, wann ech dem Här Clement virdru gutt nogelauschtert hat, huet en e Plädoyer gehale géint de Begrëff Rass. Hei fanne mer en erëm a senger eegener Motioun, mat de „groupes raciaux et ethniques". Ech weess elo net genau, wat d'Positioun vun de Piraten ass. Et ass och wierklech egal!

Den zweete Punkt ass, am „invite le Gouvernement", do gëtt esou e Generalverdacht opgestallt. „Mir brauchen", soen d'Piraten, „e ‚plan d'action national contre le racisme' ", zum Beispill bei der Police an esou weider. Dat brauche mer net, well mir hu keen allgemenge Problem vu Rassismus hei am Land! Do, wou en optrëtt, solle mer eis dergéint stellen, awer mir sollen net eng ganz Gesellschaft ënner Generalverdacht stellen, wéi dat hei probéiert gëtt! Dat hei ass fir eis net akzeptabel.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech d'Wuert un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Dës Motioun fënnt eis Ënnerstëtzung. An zwar aus deem einfache Grond, dass mer mengen, dass hei kee Generalverdacht dran ass. Mee mir stelle fest, dass, wann et esou wär, dass strukturellen oder individuelle Rassismus bestinn, dat och muss opgelëscht a gesi ginn. A wann een elo direkt vun engem Generalverdacht schwätzt, da geet een dervun aus, datt dat och ni kéint de Fall sinn. A beim strukturelle Rassismus sinn ech perséinlech mer och net ganz sécher, ob et net awer Strukture gëtt, déi genau dat do erëmspigelen.

A mir als CSV sinn net der Meenung, dass bei der Police e strukturelle Rassismus besteet, guer net. An trotzdeem muss een och an all deenen Domänen einfach kënne kucken, ob et net d'Gefor gëtt, dass eppes géif geschéien. Dofir fënnt dës Motioun eis Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech gesinn déi hei Motioun éischter als klengen Zousaz par rapport zu där Motioun, déi mer elo virdru gestëmmt hunn, mat natierlech deem Ofstréch, deen d'Madamm Lorsché hei ugekënnegt huet oder gefrot huet, wou den Här Clement jo och frëndlecherweis gesot huet: „Da kéinte mer dorop verzichten", Soudass een dat kann ënnerstëtzen.

Ech verweisen awer dorop, dass déi Etüd, déi mer virdrun hei mat esou breeder Majoritéit gestëmmt hunn, essenziell ass, fir an deem Dossier hei virunzekommen, ier mer heihinner kënne goen. Dat heescht, dat sollt ee schonn zäitversat gesinn. Mee ech sinn awer absolutt averstanen, dass, wa mer bis konkreet Zuelen um Dësch hunn, mer eis dann heirobber kënne fixéieren, soudass ech dann och géif eiser Fraktioun recommandéieren, déi heite Motioun dann ofgeännert matzestëmmen, wéi gesot mat deene Remarken, déi ech grad genannt hunn.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan d'action national contre le racisme qui aborde des domaines tels que l'éducation, le logement, la santé, l'emploi, la police, les services sociaux, le système judiciaire et la participation et la représentation politiques.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, da kënne mer zum Vott komme vun där ofgeännerter Motioun Nummer 2. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 2 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wéllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Résolution 1

Da kéime mer zur Resolutioun Nummer 1, déi vum Här Max Hahn deposéiert ass ginn.

Ass do nach eng Wuertmeldung do? Den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Jo, Här President, ech soen lech Merci. Ech wollt lech soen, datt mer dës Resolutioun och net wäerte matstëmmen als ADR. An zwar gëtt et hei e puer Punkten, déi eis wierklech interpelléieren.

Deen éischten ass: Hei gëtt erëm gefuerdert, dem Centre pour l'égalité de traitement méi Kompetenzen ze ginn, ouni datt hei spezifizéiert gëtt, wéi eng Kompetenzen. Geméinlech gëtt domadder gemengt, datt de CET och soll kënne viru Geriicht goen. A wat mir fäerten an deem Kontext ass, datt eis Justiz ëmmer méi instrumentaliséiert gëtt, fir gesellschaftspolitesch Ziler duerchzesetzen. Dat ass awer net Sënn an Zweck vum Justizsystem. A mir solle kucken, datt mer d'Justiz net politiséieren. An dat hei kann e Schrëtt an déi Richtung ginn.

Dat Zweet, wat mer wierklech och net akzeptéieren, och wéinst de Mataarbechter an eisem Parlament net, an och net wéinst den Deputéierten, dat ass, datt mir elo solle Formatiounen offréiert kréie fir ze mierken: Wou kënnen Diskriminatioune sinn? Dat ass a mengen Aen ...

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Verschiddener hätten dat awer néideg!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* ... a mengen Aen ... Ech gesinn, datt heibanne vläicht eenzel Leit sech op esou Formatioune géife freeën, awer ech soen lech, wat ech driwwer denken: Et ass eng Frechheet géintiwwer den Deputéierte fir ze mengen, datt mir net kapabel wären, Diskriminatiounen ze erkennen ouni esou eng Formatioun! An et ass genausou eng Frechheet géintiwwer de Mataarbechter an der Administration parlementaire. Fir eis kënnt dat do net a Fro.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Kartheiser. Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Jo, merci. Mir wäerten dës Resolutioun matdroen, selbstverständlech. Ech sinn elo amgaangen ze verstoen, firwat d'ADR e Problem domadder huet, datt een ...

M. Marc Goergen *(Piraten).-* Dat ass onméiglech!

M. David Wagner *(déi Lénk).-* ... net soll däerfe rassistesch Aussoe maachen. Dat huet warscheinlech domadder ze dinn, datt an dräi Joer Wale sinn a si schaffe warscheinlech geschwënn un hirem Walprogramm. Wa se dorobber musse verzichten, da besteet hire Walprogramm nach just aus enger Säit.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Wagner. Dann hat den Här Paul Galles d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles *(CSV).-* Merci, Här President. Mir wäerten dës Resolutioun och matdroen. Mir wëllen awer nach eng Kéier betounen, dass mer ursprénglech eng Iddi haten, déi nach méi wäit gaangen ass. Ënnert dësen Ëmstänn kënne mer awer dës Resolutioun elo mat ënnerstëtzen, well si féiert schonn zu engem Schrëtt, dee mer ganz wichteg fannen: dass de CET gestäerkt gëtt. A si ass och oppe genuch gehalen, fir dat kënnen inhaltlech ze fëllen.

An ech muss soen, ech probéieren, genuch Demut ze halen, fir kënnen ze soen: Ech freeë mech op esou eng Formatioun, well hoffentlech kann ech do nach eppes léieren.

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Galles. An dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Merci, Här President. Och vu menger Säit kënne mer déi Resolutioun matdroen. Ech hu se elo nach zweemol gelies, nodeems den Här Kartheiser hei gemengt huet, de CET géif elo op d'Geriicht goen. Bon. Et muss een da ganz vill zwëschent den Zeile liesen, fir op déi Iddi ze kommen. Ech wëll him elo net nach eng Kéier ënnerstellen, wat ech him virdru riicht an d'Gesiicht gesot hunn.

Ech verstinn net, wéi ee kann dergéint sinn, eng fräiwëlleg Formatioun offréiert ze kréien. Déi Discoursen, déi haut wärend deene leschten zwou Stonne vun der ADR gehale goufen, sinn de Beweis, datt et jiddwerengem vun eis géif guttdoen, heiansdo mol eng Kéier sech mat Prejugéen auserneenzesetzen ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Eng Frechheet, dat do ...

M. Sven Clement *(Piraten).-* ... a sech ze informéieren an esou eng Offer unzehuelen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här ...

M. Sven Clement *(Piraten).-* An, Här President, ech géif lech bieden, ech hat d'Wuert an net d'Kolleege vun der ADR!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Clement. Den Här Hahn huet nach d'Wuert gefrot.

M. Max Hahn *(DP).-* Jo, ech mengen, ech kann am Numm vun den dräi Regierungsfraktiounen heibanne schwätzen. Merci fir dann déi breet Zoustëmmung hei zu dëser Resolutioun, iwwert déi mer eis freeën. Wéi gesot, déi Formatioune si jo natierlech fakultativ.

An op där anerer Säit geet et drëms, de CET ze stäerken, ech hat dat virdru schonn a menger Interventioun gesot, fir en eebe grad och an Entscheedungsprozesser, déi d'Chancëgläichheet betreffen, nach méi kënne matanzebanne wéi dat haut de Fall ass. An ech mengen, dass de CET, oder mir mengen zesummen, dass de CET tatsächlech e ganz, ganz wichtegt Schlësselelement an där ganzer Debatt hei ka sinn.

Dofir soen ech lech alleguerte villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Hahn. Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Deen, deen e Vote par procuration wéllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Résolution 2

Da kéime mer zum Vote iwwert d'Resolutioun Nummer 2, déi vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert ginn ass. An ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Jo, merci, Här President. No Récksprooch mat de Kolleege vu relativ all de Parteien, wann net allen, géif ech proposéieren, datt mer déi Resolutioun an eng Kommissioun verweisen, wann dat géif d'Zoustëmmung vun de Kolleege fannen, well dat géif et erméiglechen, virun allem den Invite nach ze preziséieren, fir esou all Ambiguitéiten aus dem Wee ze raumen.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Clement.

Vote sur le renvoi en commission de la résolution 2

Wien domadder d'accord ass, fir déi Resolutioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

(La résolution n° 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

3. 7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

A mir kënnen direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtte kommen, dem Projet de loi 7216B, enger Transpositioun vun enger europäescher Direktiv, déi d'Benotze vum Finanzsystem, fir Geld ze wäschen oder den Terrorismus ze finanzéieren, verhënnert. An ech géif d'Wuert un de Rapporter gi vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, bei dësem Gesetzesprojet handelt et sech éischter ëm en ondigesten, jo, séier technesche Sujet. Einfach gesot: Et geet hei ëm d'Schafe vun engem Regëster vun de Fiducien an den Trusten.

Wat ass dat genee? Fiducië sinn Operatiounen, bei deenen e Patrimoine zäitweileg un eng Drëttpersoun iwwerdroe gëtt, eng Fiduciaire, déi d'Mandat kritt, fir dëst Vermëigen ze verwalten. Dës Operatioune sinn och nach ënner „Treihandgesellschafte" bekannt. Truste sinn am Fong näischt anescht wéi Fiducien, déi iwwer angelsächsegt Recht gereegelt sinn.

De Gesetzesprojet 7216B reit sech an an eis Efforte vum Kampf géint d'Geldwäscherei, wéi de President elo just gesot huet, respektiv an de Kader vun eiser Lutte géint d'Finanzéierung vum Terrorismus.

Et handelt sech heibäi ëm e Projet, deen eng speziell parlamentaresch Dossiersnummer huet. Dat ass lech vläicht - fir déi, déi nach heibanne sinn - direkt opgefall. En huet nämlech, wéi all eis Projets de loi, eng véierstelleg Zuel, mee déi gëtt an dësem Fall vum Buschtaf B suivéiert. De Grond dofir ass, datt mir am Ufank e Projet unique haten, den 7216, deen den Artikel 31 vun der Direktiv 2015/849 iwwert d'Lutte géint d'Geldwäsch a géint d'Terrorfinanzéierung ëmsetze sollt. Dëse Gesetzesprojet gouf awer aus Ursaache vun Delaien an zwee gespléckt.

Fir e wichtege Volet vum genannten Artikel zurzäit an nationaalt Recht ëmsetzen ze kënnen, hu mir virun zwee Joer, am Joer 2018, de Gesetzesprojet 7216A ugeholl.

Bei där deelweiser Transpositioun vum Artikel 31 vun der Direktiv vun 2015 ass et, kuerz resuméiert, drëms gaange fir festzeleeën, wéi eng Informatiounen d'Fiduciairë vun hire Clientë froe mussen, a fir méi genau ze sinn, et goung drëms, fir Informatiounen ze kréie betreffend de Bénéficiaire effectif, also wiem in fine d'Sue geféieren oder wie Sue kritt.

Dat Gesetz gesäit och vir, datt déi verschidden zoustänneg Kontrollautoritéiten iwwert déi néideg Pouvoire verfügen, fir hiren Aufgaben a Verflichtungen am Beräich vun der Preventioun vu Geldwäsch an Terrorfinanzéierung nozekommen. Si sollen den Accès zu den néidegen Informatioune vun de Fiduciairë respektiv dem Bénéficiaire effectif vun de Fiducië kréien.

Wat den zweete Volet vum ursprénglecke Gesetz betrëfft, wou et ëm de „Registre des fiducies et des trusts" geet, hu mir bis dëst Joer mat der Transpositioun, mat der Ëmsetzung an nationaalt Recht also, Zäit gehat. Dësen zousätzleche Sputt ass doduerch ze erklären, datt am Joer 2018 eng nei Antiblanchimentdirektiv zu Bréissel gestëmmt ginn ass, déi substanziell Änderunge fir de Registre des fiducies et des trusts virgesinn huet.

A genau dëse Volet setze mer elo, ënner anerem, mat dësem Gesetzesprojet an nationaalt Recht ëm. Ech soen „ënner anerem", well mir och Dispositioune vum Gesetz vun 2018 mat eriwwerhuelen, fir um Enn net zwee Gesetzer zu dësem Sujet ze hunn. D'Gesetz vun 2018 wäert doduerch abrogéiert ginn. Zu den Dispositiounen, déi am Gesetz vun 2018 festgehale goufen, gi bei dësem Projet de loi e puer Ajustementer gemaach, fir an Aklang mat der Direktiv vun 2018 ze sinn.

Mir limitéieren eis heibäi awer net nëmmen dorop, fir d'EU-Legislatioun ëmzesetzen, mee de Projet de loi huet och d'GAFI-Recommandatioun Nummer 25 iwwert d'Transparenz an d'Bénéficiaires effectifs vun de juristesche Konstruktiounen agebaut. D'Zil heivunner ass et, fir déi strengste Reegelen unzewenden a soumat de Ruff vun eiser Lëtzebuerger Finanzplaz weider ze stäerken.

Komme mer elo awer bei den Inhalt vun dësem Gesetzesprojet. Wéi scho gesot, setzt en d'Obligatioun fir d'Fiduciairen an d'Truste fest, wat d'Informatioune betrëfft, déi iwwert d'Bénéficiaires effectifs gesammelt a gespäichert musse ginn. Wéi ginn dës Informatiounen ofgespäichert? Dëse Gesetzesprojet gesäit vir, datt e Registre des fiducies et des trusts bei der Enregistrementsverwaltung agefouert gëtt, an deem d'Fiduciairen an d'„Trusteeën", wéi dat esou schéin heescht, d'Informatiounen androe mussen.

Wichteg ze bemierken ass, datt hei opgepasst ginn ass, datt den Accès, den Zougang also op dëse Regëster streng gereegelt ass. D'Autorités nationales an d'Organismes d'autorégulation kënnen nëmmen op dëse Regëster zréckgräifen, wann dat an hirer respektiver Iwwerwaachungsmissioun am Kader vum Kampf géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung néideg ass. Fir Professioneller ass den Zougang nëmmen dann erlaabt, wann dëst am Kader vun der sougenannter „application des mesures de vigilance" géintiwwer hire Clientë stattfënnt.

Ze notéieren ass och, datt verschidden Informatiounen aus dem Regëster fir d'Personnes physiques et morales gekuckt kënne ginn, wa se en Intérêt légitime am Kontext vun der Lutte géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung beweise kënnen. Den Direkter vum Enregistrement oder säin Delegéierte kann dann decidéieren, ob eng Persoun en Intérêt légitime huet oder awer och net. Ech wäert duerno nach eng Kéier op dës Prozedur a besonnesch d'Recoursméiglechkeeten zréckkommen, vu datt et heiwéinst e puer Echangë mam Staatsrot gouf. Selbstverständlech sinn an dësem Gesetzesprojet och Strofe virgesinn, falls d'Spillreegele vun den Acteuren net agehale ginn.

E leschte Volet vum Gesetzesprojet dréit ëm déi national an international Kooperatioun tëscht den Autoritéiten. Um nationalen Niveau sollen d'Cellule de renseignement financier, d'Autorités de contrôle an d'Organismes d'autorégulation enk zesummeschaffen an Informatiounen austausche kënnen, déi an hire respektive Missiounen an der Lutte géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung néideg sinn. D'Autorités de contrôle kréien och d'Befugnis, fir mat hiren auslänneschen Homologen ze kooperéieren.

Wat déi europäesch Zesummenaarbecht ubelaangt, setzt dëse Gesetzesprojet de Kader, fir

datt den Enregistrement eng Interkonnexioun vun eisem Registre des fiducies et des trusts mat de Regëster vun den anere Memberstaate schafe kann. Dëst soll iwwer eng europäesch zentral Plattform geschéien.

Komme mer dann elo zu den Avisen. De Staatsrot huet a sengem éischten Avis e puer Observatioune gemaach. Notamment huet déi héich Kierperschaft Prezisioune fir verschidden Terme gefrot, ouni déi se eng Oppositioun formuléiere misst.

Den Artikel 27 huet zu e puer Echangë mam Staatsrot gefouert. Engersäits huet de Staatsrot fir den initiale Projet feststelle mussen, datt et eng Inkohärenz bei de Krittäre gëtt, fir op Basis vum Intérêt légitime Accès op de Regëster ze kréien. Anerersäits gouf et Bedenke bei der Recoursméiglechkeet géint d'Decisioun vum Direkter vum Enregistrement am Kader vum Intérêt légitime, deen ënnert der Form vun enger Referésprozedur virum Verwaltungsgeriicht, virum Tribunal administratif also, geschéie sollt.

Fir dës zwee Punkten huet de Staatsrot allkéiers eng Opposition formelle formuléiert. Am Avis complémentaire konnt de Staatsrot bis op d'Amendementer zu den Artikele 27 an 31 all seng Bedenken ophiewen. Déi héich Kierperschaft huet d'Amendementer vum 8. Juni guttgeheescht, soudatt et vun hir aus de Feu vert fir dëse Projet de loi gëtt.

D'Chambre de Commerce huet an hirem éischten Avis vum 10. Dezember 2019 de Projet de loi positiv entgéintgeholl. Si huet just e puer punktuell Prezisioune gefrot. Si hätt sech och an der Fiche financière e Montant fir d'Schafen an d'Verwaltung vum Regëster erwaart.

An hirem Avis complémentaire huet d'Handelskummer sech iwwert d'Amendementer gefreet, déi d'juristesch Sécherheet stäerken, virun allem wat d'Méiglechkeete vum Recours ubelaangt. Eng weider Observatioun betrëfft de Champ d'application, fir deen d'Chambre de Commerce sech eng weider Prezisioun am Text selwer amplaz am Commentaire des articles gewënscht hätt.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis vum 11. Dezember keng weider Bedenken zum Gesetzesprojet formuléiert.

D'CNPD, also d'Dateschutzkommissioun, huet an hirem éischten Avis och e puer Prezisioune gefrot, besonnesch wat d'Informatioune sinn, déi vun de Fiduciairen an den Trusteeë gesammelt musse ginn, an awer och, wat den Accès vun den Autorités nationales op de Regëster betrëfft.

D'CNPD huet sech awer erfreet gewisen, datt d'Donnéeën, déi am Fall vun enger Demande op Basis vum Intérêt légitime accessibel sinn, kloer begrenzt sinn. Si freet trotzdeem, datt den Direkter vum Enregistrement prezis Krittäre kritt, op Base vun deenen hie seng Entscheedung treffe kann, ob en Intérêt légitime besteet oder net.

Nieft weidere prozedurale Froen, déi opgeworf goufen, huet sech d'CNPD zefridde gewisen, datt d'Späichere vun den Donnéeën am interkonnektéierte System op fënnef Joer, de Minimum, dee vun der Direktiv virgesinn ass, begrenzt gouf. An hirem Avis complémentaire huet d'CNPD d'Amendementer an Erklärunge bis op e puer kleng Remarke guttgeheescht.

Fir weider Observatiounen erlaben ech mer, fir Iech op mäi schrëftleche Rapport ze verweisen.

Här President, merci fir déi Gedold, déi Der mat mir elo hat. Et konnt keng Punktlandung an der Zäit ginn. Ech wollt awer trotzdeem e puer Detailer hei erklären.

Dat gesot, géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen, ouni ze vergiessen, verschiddene Leit awer Merci ze soen: den Häre Vincent Thurmes a Carlo Zwank vum Finanzministère, dem Caroline Guezennec aus der Chamber, dem Loris Meyer vun eiser Fraktioun, déi dësen dach séier komplizéierten, héich techneschen Dossier mat vill Kompetenz a Gedold begleet hunn.

Merci och alle Kolleegen aus der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget), déi wierklech ëmmer ganz ugestrengt, konzentréiert nogelauschtert hunn, ënner anerem och dem Laurent Mosar fir säi kritescht Hannerfroen, besonnesch am Kontext Brexit. Dorobber kënnt e jo herno nach zréck. An och fir seng Asiicht bei den Erklärungen.

Merci och alle Kolleegen dann, wéi gesot, an Iech heibanne fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Rapporter, dem honorabelen Här André Bauler. Da géif ech d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar, ginn.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci och. Merci un de Rapporteur fir d'alleréischt, en huet vu Gedold geschwat. Ech lauschteren dem Rapporteur ëmmer ganz gär no, well en dat op eng roueg, detailléiert, profund Aart a Weis mécht. A wann hie fäerdeg ass, bleift engem eigentlech net méi vill Zousätzleches ze bemierken. Ech soen em awer och Merci fir dee Merci, deen e mir fir meng kritesch Froen hei ausgedréckt huet. Ech mengen, mir hunn eng ganz gutt Ambiance an der Finanzkommissioun. An och wann déi Projeten heiansdo technesch schwiereg sinn, fannen ech awer, dass d'Diskussiounen ëmmer interessant sinn an datt och jiddwereen do ka seng pertinent Froe stellen.

Ech wollt awer ganz kuerz, Här President, op dräi Punkten nach eng Kéier agoen. Deen éischte Punkt ass: Ech wär frou, wann de Finanzminister eis kéint e bëssen den État de ratification soen. Wou si mer ongeféier dru mat der Transpositioun vun där Direktiv iwwert d'Fiducies? Notamment, wat mech natierlech besonnesch interesséiert, et schéngt jo esou ze sinn, datt de UK, iwwert dee mer herno am Kader vum Brexit da méi am Detail schwätzen, net wélles hätt, hei nach ze transposéieren, wou mer dann um Niveau vum Level-Playingfield e ganz seriöe Problem kréien, well dann d'Trusten zu London weider kënne fonctionéieren ouni sou e Regëster. Si kënne bien entendu net an anere Länner vun der Europäescher Unioun aktiv sinn. Déi kënnen awer um Niveau vu Groussbritannien ouni déi Contrainten do fonctionéieren.

Eng zweet Remark, déi huet och mat Regëster ze dinn, awer manner mat deem dote Regëster, mee mam Registre des bénéficiaires économiques, wat och e Regëster ass, deen eis scho méi oft an der zoustänneger Kommissioun beschäftegt huet. An do ass et jo esou, datt anscheinend eng Rei vu Recourse gemaach gi si géint Refuse vun Derogatiounen. Mengen Informatiounen no ass et esou, datt quasiment nach guer keng Derogatioun vun deem Regëster akzeptéiert ginn ass, ausser a Mineursdossieren.

Mech géif et interesséieren, vläicht vum Finanzminister ze héieren, ob et entre-temps eventuell schonn éischt Decisioune vum Tribunal administratif zu där ganzer Thematik ginn. Well ech mengen, et si ganz, ganz vill Leit, déi dorobber waarden. A mir mussen eis och bewosst sinn, datt deemno wéi elo déi Arrêten do ausfalen, dat och ka Konsequenzen op de Level-Playingfield hunn. Ech wollt just de Finanzminister dorop opmierksam maachen. An e kann eis vläicht herno och do e puer zousätzlech Informatioune ginn.

Dann en drëtte Punkt, deen nëmmen indirekt domadder ze dinn huet, deen awer net onwichteg ass a wou ech wollt eigentlech och vun där Debatt vun haut profitéieren, fir deen eng Kéier opzewerfen. Virun enger Rei vun Deeg war a sech e ganz interessanten Artikel an der „Süddeutsche". En ass d'ailleurs och vun engem lëtzebuergeschen Informatiounskanal, „Reporter", zum Deel iwwerholl ginn. An deen Artikel, dat ass a sech e Rapport, deen do gemaach ginn ass, iwwert de Fonctionnement vum Échange d'informations.

A wat een do liest, mécht engem eigentlech keng Freed. Well en conclusion heescht et, datt quasiment den Informatiounsaustausch par rapport zu Groussbritannien a ganz besonnesch zu de Kanalinselen iwwerhaapt net fonctionéiert. Eppes, wat mer par ailleurs och schonn oft ëmmer erëm kritiséiert hunn. An dat schéngt och ganz kloer hei aus deem Rapport erauszegoen, datt dat net klappt. Datt och do carrement refuséiert gëtt, ganz speziell ass dat natierlech um Niveau vun de Kanalinselen, déi soen, si wären autonom a si bräichte sech net un dee System do ze halen.

Ech muss Iech allerdéngs soen, wann dat esou bleift an d'Englänner kënnen, och besonnesch elo no engem Brexit, einfach virufueren, ouni sech iergendwéi un en Échange d'informations ze halen, da kréie mer, Här Finanzminister, e relle Problem um Level-Playingfield. Duerfir wär ech frou, wann Der eis vläicht och dozou kéint e puer Informatioune ginn. Wann dat haut net méiglech ass, kënne mer dat awer och gär vläicht zu engem spéideren Zäitpunkt an enger Finanzkommissioun nohuelen.

Dat gesot, bréngen ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci dem Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Alles, wat eist Land stäerkt op der Finanzplaz, soll een ënnerstëtzen. Sou och dëse Projet, deen eng gutt Saach ass. An duerfir ginn ech hei den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Och mir als gréng Fraktioun soen dem André Bauler villmools Merci fir säi Rapport. Ech mengen, en huet déi néideg pedagogesch Kompetenz, fir eng ganz komplex an technesch Matière an einfach Wierder ze faassen. Dat muss ee fäerdegbréngen.

Natierlech ënnerstëtze mir dëse Projet de loi, well en e weidere Schrëtt zu méi Transparenz am ganze Finanzsecteur bedeit, e weidere Schrëtt am Kampf géint d'Geldwäisswäscherei a géint d'Finanzéierung vum Terrorismus an natierlech och e Schrëtt an der internationaler Zesummenaarbecht, wat eis Ënnerstëtzung fënnt.

An dofir den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'alleréischt merci effektiv un den André Bauler fir en, wéi ëmmer, fantasteschen a komplette Rapport.

D'Madamm Lorsché huet elo grad d'Stéchwuert gesot, dat ass Transparenz. Mir befannen eis hei an engem Spannungsfeld tëschent Transparenz op där enger Säit an op där anerer Säit Respekt virun der Privatsphär a Respektéierung vum Dateschutz.

A wat ech besonnesch gutt un dësem Projet fannen a woufir mir deen och als ADR wäerte matstëmmen, ass, datt cgontrairement zum berüümte Registre des bénéficiaires économiques net Jänni a Männi - deemools, wéi dat Gesetz gestëmmt ginn ass, hunn ech e bëssen iwwerdriwwe gesot: „all Topert" - kann Ableck huelen. Mee hei ass et wierklech reservéiert fir d'Autorités nationales, déi sollen Ableck hunn, an och un all Partie intéressée. Dat ass eng gutt Limitatioun. An dat hätt ech mer och gewënscht am Registre des bénéficiaires économiques.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da wär et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, dat heite Gesetz ass schonn e Fortschrëtt am Kampf géint de Blanchiment. An deementspriechend wäerte mir dee Projet de loi och matstëmmen.

Allerdéngs maache mer eis awer och keng ze vill grouss Illusiounen. Mir sinn eis scho bewosst, datt dee Mechanismus, deen do implantéiert gëtt, dozou wäert kënne féieren, datt ee gréisser Reseaue kann demanteléieren, Reseaue vu Blanchiment a Reseaue vun Terrorismus, déi meeschtens matenee verbonne sinn. Mee et soll ee sech keng Illusioune maachen, well wann et ëm manner grouss Reseaue geet oder ëm eenzel Fiducien, wou nach aner Forme vu Blanchiment kënne stattfannen, wäert et e bësse méi komplizéiert ginn.

Ech wollt awer och nach drun erënneren, datt mer awer e bëssen a Verspéidung sinn. Et hätt sollen ëmgesat gi bis 2017. Mir sinn 2020. De Projet de loi, mengen ech, ass souguer och 2017 deposéiert ginn. Mir si rëm relativ a Verspéidung, wann et drëms geet, Saachen ëmzesetze géint de Blanchiment. Dat ass dat eent. An dat ass och vläicht net onbedéngt ganz gutt fir d'Kredibilitéit vu Lëtzebuerg, op jidde Fall wat eise Kampf ugeet géint de Blanchiment.

Zweetens, wat den Accès och ugeet. Mäi Virriedner sot natierlech: „Jo, dat heite geet net méi wäit wéi de Registre des bénéficiaires." Dat ass richteg. Mir bedaueren dat awer. Well mir sinn net der Meenung, datt „Jänni a Männi" kann Accès drop hunn. Well zurzäit ass et jo esou, datt souwuel d'ONGen wéi och d'Press zum Beispill, déi jo meeschtens un der Spëtzt vum Kampf géint de Blanchiment stinn, ganz oft justement e ganz schwéieren Accès wäerten hunn, ...

(Interruption par M. Roy Reding)

... well se mussen dann d'Fiducië beweisen. Et wëll keen … D'Press wëll net Äert Privatliewe kennen, Här Reding. Also dat interesséiert franchement keen.

Une voix.- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mee op jiddwer Fall wëll d'Press wëssen, wat fir eng Machenschaften derhannert sinn. An déi heiten Ëmsetzung wäert hinnen d'Aarbecht net méi einfach maachen, hir Investigatioun op jidde Fall net. Schonn nëmmen déi Notioun vum Intérêt légitime, déi relativ flou gehalen ass a wou ee kann dovunner ausgoen, datt den Accès vill méi schwéier wäert gemaach ginn. An en plus hu se nëmmen op all eenzel Fiducie mat der Nummer Accès.

Dat heescht, esou e grousse Quantesprong ass et lo och net am Kampf géint de Blanchiment. Et ass eng Verbesserung, mee et hätt kënnen eendeiteg besser sinn. Mir wäerten et trotzdeem dann, vu datt et eng Verbesserung ass, matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. De Kolleeg David Wagner huet et elo grad gesot: Dat heiten ass eebe grad e Quantesprong. Et ass de minimal klengste Sprong no vir. Dat ass eppes, wat e Quant nun emol u sech huet, datt en net ganz grouss ass. Mee et ass eng Verbesserung. Et geet no vir. Mir maachen hei eppes géint d'Geldwäsch. Mir maachen hei eppes, fir e bësse méi Transparenz an de Secteur eranzekréien.

An nodeem souwuel d'CNPD wéi och de Staatsrot jo awer an hiren éischten Avise kloer Baustellen opgewisen hunn, konnten déi behuewe ginn. An deementspriechend soen ech als Éischt dem Rapporter André Bauler Merci fir säi ganz extensive Rapport, deen déi iwwer zwee Joer Kommissiounsaarbecht, déi awer an deen Text hei gefloss ass, ganz gutt resuméiert huet. An da kann ech awer och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet de loi ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech fänke gären un, andeem ech dem Rapporteur André Bauler villmools Merci soe fir säi ganz gudden an extensive schrëftleche Rapport a mëndleche Rapport.

Dat hei ass eng Prozedur, déi huet laang gedauert. Firwat huet se laang gedauert? Mee si huet haaptsächlech laang gedauert, well Europa selwer ganz vill op dësem Sujet schafft a seng eegen Direktiven déi ganzen Zäit nach nobessert. An dofir hu mer hei e ganzt Zesummespill zwëschent der Directive antiblanchiment n° 5 an der Directive antiblanchiment n° 4. An ech muss Iech soen, och fir de Ministère a fir d'Leit, déi sech heimat beschäftegen, ass dat guer net esou einfach, wéi dat vläicht vu bausse ka gesi ginn, fir sech do esou ze organiséieren, dass een dat do ëmgesat kritt.

Ech deelen d'Analys vun deenen, déi e bësse kritesch waren, dass dat hei nëmmen e ganz klenge Sprong wär. D'AMLD V ass eng ganz wichteg Direktiv, déi ganz schwéier auszehandele war a wou d'Transpositioun an alle Länner ganz vill Schwieregkeete mat sech bruecht huet, well se natierlech konnt … Et gëtt e Konflikt tëschent de Reegele vun der Protektioun vun den Donnéeën, der Protektioun vum Privatliewen op där enger Säit an der Bekämpfung vum Finanzement vum Terrorismus a vum Wäisswäsche vu Geld.

Dat hei ass dat siwent Gesetz, wat Dir hei stëmmt, fir d'AMLD V ëmzesetzen, dat siwent Gesetz! Do sinn der zwee, wann ech mech elo net ieren, déi si vum Ministère de la Justice gewiescht, a fënnef vum Finanzministère.

Ech sinn och frou iwwert d'Zesummenaarbecht, déi mer do hate mat der Commission des Finances. An dat huet mat sech bruecht, dass mer, mengen ech, hei eng Transpositioun hunn, déi jo ganz vill Zousproch kritt. Wann ech mech net ieren, kréie mer hei jo dann Unanimitéit. Dat freet mech.

Wat geschitt hei? Mir schafen e Registre des fiducies et des trusts. Trusten hu mer an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung en fait net. Mee et gëtt Trusten am Ausland, déi dann hei unerkannt sinn. Och dat ass eng Schwieregkeet méi am ganze Processus.

An dann hu mer Fiduciairen, dat hu mer, dat ass eng Lëtzebuerger Spezialitéit, déi kenne mer besser, déi awer änlech Resultater mat sech bréngen an änlech Zwecker erfëlle wéi d'Trusten.

Wat gëtt hei gemaach? Majo hei gëtt emol geséchert, dass déi Professionell, d'Autorité-nationallen an d'Organismes d'autorégulation Accès op déi heiten Informatioune kréien. Et ass fir déi, wou de Regëster gemaach gëtt. Do niewendru sinn da Personnes physiques ou morales, déi en Intérêt légitime hunn an déi deen da musse beweisen, déi och da kënnen Accès kréien. Dat ass anescht wéi de Registre des bénéficiaires économiques, dee vu Verschiddenen ugeschwat ginn ass, deen et scho gëtt, wou den Accès eebe fräi ass oder vill méi fräi ass. An dat huet Lëtzebuerg net esou gewielt, dat ass esou vun den Direktive virgesinn. A mir sinn och hei an engem Esprit vun der Transpositioun vun der Direktiv.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer hei an engem Gebitt sinn déi ganzen Zäit vun Antiblanchiment, wou et Recommandatioune vun der OCDE an dem GAFI, dem Groupement d'action financière, op där enger Säit gëtt an dann derniewent europäesch Direktive gëtt, déi heiansdo guer net oder net ganz am Aklang sinn. Heiansdo ass d'europäesch Direktiv méi streng an heiansdo ass d'Recommandatioun vun der OCDE méi streng. Wat natierlech och d'Komplexitéit mat sech brëngt, wann een dat heiten ëmsetzt.

An deem heite Projet hu mer d'Recommandatioun 25 vum GAFI, déi dat heite matofdeckt, en considération geholl. Déi ass a verschiddene Passagë méi streng. An dat hu mer da mat u Bord geholl. Mir ginn och d'nächst Joer vum GAFI gemonitored a kontrolléiert. Dofir hu mer och all Interêt, dass d'Recommandatioun vum GAFI och hei matofgedeckt gëtt.

Ech mengen och, et ass eng generell Remark, dass mer keen Interêt hunn, an där heiter Matière wëllen total minimalistesch ze sinn. Mir waren dat vläicht an der Vergaangenheet ze vill an all deene Matièren, déi mat Transparenz ze dinn hunn. An ech mengen, mir sinn hei gutt beroden, eng equilibréiert Transpositioun ze maachen. An dat geschitt mat deem heiten Text.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir hu villes, wat de Conseil d'État eis mat op de Wee ginn huet, integréiert. Mir hunn och Saachen, déi d'Commission nationale pour la protection des données mat op de Wee ginn huet, integréiert. Mir konnten allerdéngs net alles iwwerhuelen, well mer dann net méi konform zur Direktiv gewiescht wieren.

Zum Schluss zwou Saachen. Fir dem Här Mosar seng dräi Froe wéilt ech em soen, dass fir déi Froen, déi e gestallt huet iwwert de Registre des bénéficiaires économiques, dat am Domän vum Ministère de la Justice ass an ech och dofir keng Informatiounen doriwwer ka liwweren, mee dass de Ministère de la Justice bestëmmt bereet ass, dat dem Här Mosar oder dem Parlament matzedeelen.

An zu deenen zwou anere Froen, déi si jo en fait matenee verbonnen allen zwou, déi hu mat dem Vereenegte Kinnekräich ze dinn a mam Level-Playingfield, do géif ech proposéieren, dass mer dat herno an der Debatt uschwätzen, fir elo hei net e bëssen ze derivéiere par rapport zu dësem Projet de loi. Ech wär och mal à l'aise, fir elo bei engem Projet de loi iwwer ee spezifescht Land ze schwätzen. Mee ech mengen, déi Fro kënne mer ganz utilement herno beim Debat vum Brexit mateneen diskutéieren.

Zum Ofschloss, ech mengen, dass dat heite fir Lëtzebuerg, wat d'Transparenz ubelaangt, e wichtegt Gesetz ass. Et ass och wichteg fir eisen Image no baussen.

Dir hutt warscheinlech alleguerte verfollegt: An de leschte Jore si ganz vill Affären iwwer Antiblanchiment oder Financement vum Terrorismus an Europa opgedeckt ginn. Net zu Lëtzebuerg, mee an anere Länner. Mee et ass kee richteg parat, fir ... Et ass keen, dee ka soen: „Ech sinn honnertprozenteg sécher, dass bei mir kee Blanchiment geschitt!" Dat ka kee Mënsch soen. Mee natierlech, mat deene Reegelen, déi mer hei fir Lëtzebuerg och dann transposéieren, gëtt dee Risk esou kleng wéi méiglech. An ech mengen, dat ass fundamental, och fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, dass mer hei ganz exigent sinn.

Ech kann lech soen: Au jour le jour schaffe mer do drop. An ech kann lech och soen, dass Europa nach weider dorobber schafft an dass d'Kommissioun elo nei Texter proposéiert huet, déi scho méi wäit gi wéi dat, wat mer hei haut unhuelen. Et ass ënner anerem eng Iddi, déi doruechter schwieft, fir eng europäesch Agence fir de Blanchiment d'argent an de Financement du terrorisme op d'Been ze setzen. Dat ass an der Diskussioun. Dir gesitt, dat hei ass eng Matière, déi u Wichtegkeet nach just zouhëlt; merci fir d'Ënnerstëtzung.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. Den Här Laurent Mosar huet nach d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci. Ech sinn d'accord mam Finanzminister, datt mer dann op dee Punkt do vum Échange d'informations herno am Kader vu menger Question élargie zréckkommen. Ech hu leider Gottes net esou vill Zäit wéi Dir, Här Finanzminister. Duerfir hunn ech alt elo scho profitéiert, fir ee klengen Deel vun där Fro ze thematiséieren.

Par contre ass awer eng Fro, déi näischt domadder ze dinn huet, déi Der mer net beäntwert hutt. Dat ass den État de la transposition: Wéi vill Länner hunn a sech hei hire Projet de loi scho gestëmmt? Wou si mer do drun? Wann Der mer haut net kënnt äntweren, géif ech just vläicht drëm bieden, datt ech eng schréftlech Äntwert kéint nokréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Et sinn nach eng ganz Rëtsch Länner, déi dat heiten net transposéiert hunn. Ech kann lech awer d'genau Ziffer op haut net soen, mee ech schécken lech dat no.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7216B. Den Text steet am Document parlementaire 7216B[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7216B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7216B eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme-Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7567 iwwert d'Garanties professionnelles de paiement. An ech géif d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm en neie Regimm vun de perséinlechen, wat mer nennen „Sûretéiten" oder Sécherheeten, déi kënnen am professionelle Kontext agesat ginn. Ënnert de Sécherheeten, Sûretéite versteet ee Garantien, déi bei Transaktiounen an d'Spill kommen, fir Kreditter oder Risiken, déi mat Kreditter a Verbindung stinn, ze decken.

Et ginn zwee Typpe vu Sécherheeten: engersäits, wat mer nennen d'„sûretés réelles", also Garantien, déi op Gidder geholl ginn. An do ass en typescht Beispill d'Hypothéik bei engem Immobiliekreditt. Anerersäits schwätze mer vun de „sûretés personnelles" fir Garantien, déi net op Gidder, mee op Persoune geholl ginn. Fir dësen Typ hu mer zu Lëtzebuerg am Moment haaptsächlech zwee Instrumenter. Dat ass engersäits, wat mer nennen d'Biergschaft oder de „cautionnement", deen iwwert d'Artikelen 2011 bis 2043 vum Code civil gereegelt ass, an déi sougenannt „garantie autonome". An dat ass e Konstrukt vun eiser Rechtsprechung, vun eiser Jurisprudenz.

D'Garantie professionnelle de paiement vun dësem Gesetz wäert sech à mi-chemin, op hallwem Wee tëschent dem Cautionnement an der Garantie autonome aglidderen.

De Projet de loi ass wichteg, well dacks musse Garantië fir eng Rëtsch Finanztransaktiounen opgestallt ginn, fir déi weeder de Cautionnement nach d'Garantie autonome dat passend Instrument sinn. Doduerch kënnt et bei deenen Transaktiounen zu enger juristescher Onsécherheet, well e Riichter déi Garantie, déi gi gëtt, requalifizéiere kéint.

Fir eng méi grouss kontraktuell Fräiheet zouzeloossen a fir d'Volonté commerciale vun de Parteie kënnen ze respektéieren, kënnen dës Leit mam neie Gesetz op e Regimm vun de Sûretés personnelles zréckgräifen, deen de Parteien engersäits eng méi grouss Flexibilitéit gëtt an anerersäits eng Rechtssécherheet garantéiert.

D'Garantie professionnelle de paiement soll net nëmme fir lëtzebuergesch Transaktiounen eng Roll spillen, mee et geet hei drëm, e modernt Kredittrecht ze hunn, dat duerch seng Flexibilitéit a Rechtssécherheet och soll fir international Finanz- an Handelstransaktiounen attraktiv sinn.

Dobäi gëtt sech um Succès vum ofgeännerte Gesetz vum 5. August 2005 inspiréiert, dat e grousse Strukturéierungsspillraum bei de Sûretés réelles zouléisst. Ënner esou eng Sûretéit fält zum Beispill de sougenannten „nantissement sur valeurs mobilières", deen engem Bankclient et erméiglecht, fir op eng onkomplizéiert Manéier senger Bank Finanzprodukten als Garantie auszestellen. D'Sûreté-réellë sinn zu engem wichtegen Atout fir d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Recht bei internationale Finanztransaktioune ginn. Dat heite Gesetz soll eis och an internationalen Transaktioune positiv positionéieren.

De Gesetzesprojet u sech definéiert am Artikel 1 e puer Notiounen, déi net onwichteg si fir d'Versteesdemech vum Text.

Den Artikel 2 setzt am Fong de Kader vun der Garantie professionnelle de paiement. Dat ass en Engagement, wéi ech scho gesot hunn, duerch deen eng Persoun, de Garant, sech géintiwwer engem Beneficiaire verflicht, fir e Betrag ze bezuelen, dee virdrun an engem Vertrag festgehale ginn ass. Dëst kann a Relatioun mat Creancen oder Risiken, déi mat Creancen associéiert sinn, stoen.

Den Artikel 3 setzt d'Konditioune fir d'Applikatioun vum neie Regimm fest. Engersäits gëtt verlaangt, dass d'Parteien explizitt festhalen, dass se d'Garantie professionnelle de paiement uwende wëllen. D'Zil ass, fir d'Rechtssécherheet ze stäerken. Anerersäits muss d'Garantie de paiement kënne schréftlech op engem, wat mer nenne „support durable" oder an digitaler Form attestéiert ginn.

Den Artikel 4 gesäit de Prinzip vun der Liberté contractuelle vir a gesäit eng Rei optional Méiglechkeete vir, duerch déi d'Vertragsparteien hir Garantië strukturéiere kënnen.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 16. Juni 2020 d'Schafe vun engem legale Kader fir d'Garanties professionnelles de paiement begréisst. Fir déi ganz technesch Commentairen, déi opgeworf goufen, verweisen ech op de schréftleche Rapport. Wichteg awer ass, dass déi héich Kierperschaft Bedenken hat mam zweete Paragraf vum Artikel 3, deen eng Personne physique als Garant ausgeschloss huet, wat dem Staatsrot no géint de Gläichheetsprinzip vum Artikel 10bis vun eiser Verfassung verstousse géif.

De Staatsrot huet entweeder no enger preziser Begrënnung fir dës Exklusioun gefrot oder hien huet proposéiert, fir dëse Paragraf einfach ze sträichen. De Conseil d'État hat seng Dispens vum zweete Vott doduerjer reservéiert. An d'Finanzkommissioun huet sech fir déi zweet Optioun ausgeschwat, dat heescht, de Paragraf einfach ze sträichen.

D'Handelskummer huet hiren Avis den 28. Abrëll ofginn. Och si begréisst d'Aféiere vun der Garantie professionnelle de paiement, déi d'Mise en œuvre vun den Hëllefe fir d'Entreprisen an der Covid-19-Kris vereinfacht an awer och e weideren Atout fir eis Finanzplaz duerstellt, besonnesch am Kader vun internationale Finanzoperatiounen.

D'Chambre de Commerce begréisst hirersäits, dass d'Personnes physiques fir hire Schutz explizitt vun dëser Sûretéit ausgeschloss sinn. Dat war natierlech am Originaltext, mir hu jo virdrun elo gesinn, dass mer dat awer gestrach hunn.

D'Handelskummer stellt sech awer d'Fro, ob verschidde Gesellschaftsformen, fir déi et keng separat Personne juridique nieft där vum Associé gëtt, vun dësem Gesetzesprojet viséiert sinn. De Staatsrot hat dës Fro och opgeworf. Am Commentaire des articles ass doweïnst preziséiert ginn, dass och Gesellschaften ouni Personnalité juridique vum Gesetz kënne profitéieren.

Weider freet d'Handelskummer, dass den Artikel 3 Paragraf 1 soll ëmformuléiert ginn. Hei gëtt festgehalen, dass dës Garantie nëmmen da kann agesat ginn, wann et eng „référence expresse" zum Gesetz gëtt. D'Chambre de Commerce mengt, dass et zu Mëssverständnisser bei der Interpretatioun vun dem Term „référence expresse" kéint kommen. Et géing net duer, fir d'Gesetz ze erwänen, fir de Risque de requalification ze ëmgoen. D'Chambre de Commerce huet an deem Kontext eng Textpropos formuléiert, déi mat der Remark vum Staatsrot mat iwwerholl ginn ass. De genannte Paragraf gesäit elo vir, dass d'Garantie professionnelle de paiement nëmmen da gëllt, wann d'Parteien explizitt festgehalen hunn, dass dëst Gesetz ze applizéieren ass.

Fir weider Detailer erlaben ech mer, op mäi schréftleche Rapport ze verweisen. An dat gesot, géif ech all deenen, déi hei matgehollef hunn, sief et vu Chamber, Ministère, Kolleegen aus der Cofibu an och aus der Fraktioun, e grousse Merci soen, an lech alleguerten och fir d'Nolauschteren.

An ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Guy Arendt. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, a mäi ganz grousse Merci geet un de Rapporter, dee grad wéi säi Virgängerrapporter hei eng exzellent Aarbecht gemaach huet an eis dat Gesetz erkläert huet, awer haaptsächlech op d'Wichtegkeet insistéiert huet fir d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz. Ech mengen, hei ass wierklech ee vun deene ganz, ganz wichtege Projeten, déi mer an de leschte Wochen a Méint gestëmmt hunn. A mir sinn duerfir och vun deem Projet iwwerzeegt a wäerten deem Projet eis Zoustëmmung ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci och dem Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Och déi gréng soen dann dem Här Guy Arendt villmools Merci fir säi gudde Rapport. An ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och fir d'ADR bleift de Wierder vun de Virriedner näischt derbäizefügen. Mir wäerten dësen Text matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dësen Text net matstëmmen, well mir der Meenung sinn, datt et zu enger Dereguléierung vun engem Instrument féiert, dat schonn en place ass. D'autant plus, datt verschidden Dispositiounen eis guer net gefalen: de Caractère volontaire justement tëschent de Partner iwwert dee Garantiesystem, deen do agefouert gëtt, deen an eisen Ae relativ flou ass.

A mir mengen och, datt et à long terme zu enger Destabiliséierung vum Finanzsystem kéint bäidroen. D'autant plus, datt dee komplexe System vu Garantien och derzou wäert féieren, datt d'Banken och hir Fonds propres diminuéieren, wat an eisen Aen, zemools an der aktueller Situatioun, keng gutt Iddi ass.

Deementspriechend wäerte mer dergéint stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech wollt och profitéieren, fir dem Rapporter fir den exzellente Rapport Merci ze soen. Et ass keng einfach Matière, et ass awer eng wichteg Matière. An dofir gi mir och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci. Här President, Dir Dammen an

Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt e grousse Merci un de Guy Arendt fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Besonnesch och fir de mëndleche Rapport, well en op déi verschidde Punkten higewisen huet, wou e puer Schwieregkeete waren. Ech mengen, hei solle mer eis bewosst sinn, dass mer en neit Instrument schafen, wat fir eis Finanzplaz wichteg ass, wat awer souguer iwwert d'Finanzplaz ewechgeet an einfach fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg wichteg ass.

Mir hunn am Code civil de Cautionnement, deen et säit Jorhonnerte gëtt. An dann huet effektiv d'Jurisprudenz, wéi den Deputéierten Arendt dat richteg gesot huet, d'Garantie autonome geschaf. Mee vu dass et eng Jurisprudence ass, feelt et do u Rechtssécherheet. Dofir hu mer dann déi Garantie professionnelle de paiement hei elo virgesinn, déi sech do tëschent deenen zwou existéierenden Notioune vu Cautionnement a Garantie autonome befënnt.

Ech mengen, ganz kuerz gesot, mir schafen hei en Instrument, wat méi Sécurité juridique gëtt op där enger Säit, an op där anerer Säit awer och déi néideg Flexibilitéit, déi de Secteur brauch. Wann ee kuckt, wéi de Secteur vun den Investitiounsfonge sech entwéckelt huet, wéi eis Finanzplaz en général sech entwéckelt huet, dann ass dat heiten e ganz wichtegt Instrument. Mir haten och scho Sûreté-réelle-mobilièrë geschaf iwwert d'Joren. Hei schafe mer eeben nei Instrumenter.

Wat een och vläicht muss soen, wat vläicht net esou bekannt ass, dat ass, dass dat heiten och warscheinlech wichteg gëtt am Kontext vun de Mesuren, déi Europa wëllt huelen, fir d'Ekonomie ze relancéieren. An eng vun den dräi Mesures d'urgence, déi am Eurogroup decidéiert gi sinn, eng vun deenen dräi ass jo, fir 200 Milliarde Cautionnementer iwwert d'BEI a ganz Europa ze maachen, fir den Entreprisen ze hëllefen. An dëst Instrument wäert der BEI et erméiglechen, effektiv dee Cautionnement esou gënschteg wéi méiglech ze gestalten a justement op déi Garantie professionnelle de paiement zréckzegräifen, well dat en Instrument ass, wat och international ganz gutt gebraucht ka ginn.

Ech mengen, dat wollt ech ënnersträichen, dass mer also domadder och am Kontext vun der Crise sanitaire a vun der Relance vun der Wirtschaft hei e Bäitrag maachen.

All deenen, déi heidrop geschafft hunn, wollt ech Merci soen. Erëm eng Kéier och eng komplex Matière, mee et ass net, well et eng komplex Matière ass, dass et oninteressant ass. An et ass net, well et eng komplex Matière ass, dass et net ganz wichteg ass fir eis Ekonomie.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7567. Den Text steet am Document parlementaire 7567[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7567 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 43 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Post-Brexit-Negociatiounen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, ech wollt haut eng Fro stellen iwwert de Brexit. Muer wäert mäi Kolleeg Claude Wiseler eng zweet stellen. Mir hunn eis dat e bëssen ënnereneen agedeelt. De Claude Wiseler wäert méi eng generell iwwert de Brexit stellen, an ech wäert mech de Mëtteg haaptsächlech mat de Service-financierë beschäftegen.

Här President, den 29. Juni hunn erëm d'Verhandlungen zwëschent deenen zwou Delegatiounen ugefaange fir ze kucken, en Handelsaccord zwëschent der Europäescher Unioun a Groussbritannien ze finaliséieren. Déi Delegatiounen hu sech fënnef Woche ginn - et ass also sportlech - a bis Enn vun dësem Mount respektiv Ufank vum August soll dann eigentlech deen Accord stoen. Dee muss och da stoen, well wann et zu engem Accord géif kommen, muss dee jo nach vun deenen 28 Parlamenter ratifizéiert ginn. Dat heescht, do kënnt also och nach munch Aarbecht op déi national Parlamenter zou, wann et dann zu engem Accord géif kommen, wat mer, mengen ech, jo nach alleguerten hei hoffen.

Et ass awer och schonn esou, datt vill iwwer e sougenannten No-Deal geschwat gëtt. An do ass et natierlech ganz kloer, datt jo eigentlech am Prinzip eng Verlängerung vun där Iwwergangsperiod nach méiglech wier, zumindest emol wärend engem Joer. Allerdéngs, mengen ech, huet den englesche Premier, de Boris Johnson, esou eng Verlängerung relativ kloer ausgeschloss, soudatt mer mol dervu mussen ausgoen, datt et entweeder zu engem Accord da bis Enn vun dësem Mount kënnt respektiv datt et dann zu engem No-Deal kënnt.

Ech wollt haaptsächlech op e puer Punkten agoen an och do eng Rei vu Froe stellen. Dat éischt Theemegebitt ass dat, datt déi Service-financierë jo a sech net an der Diskussioun mat dra sinn. Dat heescht, déi si jo am Prinzip erausgeholl ginn an eigentlech sollen herno déi ganz Relatiounen an de Service-financieren iwwer Equivalenze geléist ginn. Et ass och dat, wat de Michel Barnier eis virun enger Rei vu Wochen oder Méint, wéi en hei war, gesot huet.

Do muss een awer direkt preziséieren, wat d'Equivalenzen ubelaangt, an dat ass eng News vun haut, déi an der Press elo ze liesen ass, datt anscheinend d'englesch Regierung den Delai verpasst hätt, fir op 28 Froen ze äntwerten. An esou wéi een dat kann noliesen, schéngt dat och eng Quasiforclusioun ze sinn, op déi se net méi kéinten zréckkommen, wat da géif heeschen, datt se an enger ganzer Rei Beräicher eigentlech elo keng Equivalenz méi kéinte kréien. Ech sinn elo kee Spezialist, ech mengen, de Finanzminister kann eis sécherlech do méi driwwer soen.

Dann en drëtte Punkt, an ech erënneren do un d'Aussoe vum Xavier Bettel, deen huet ganz am Ufank gesot, datt et hei an de Verhandlungen net dierft zu engem Cherrypicking komme vu Groussbritannien. Ech mengen, dat ass e Prinzip, dee misst jo nach ëmmer stoen, an deen ass och nach ëmmer richteg.

Eng véiert Iwwerleeung, an déi ass awer gradesou wichteg, ganz besonnesch och fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg: Ech mengen, mir hunn ëmmer mat Groussbritannien exzellent enk Relatiounen ënnerhalen an et ass och wichteg, datt iwwer en No-Deal eraus - wann et dann zu engem No-Deal géif kommen, wat mer net hoffen - et awer virun do ganz gutt Relatioune gëtt. Well et däerf een net vergiessen, dass de UK fir eis de fënneftwichtegsten Handelspartner ass, laut deene leschten Zuele vum Statec.

Do stelle sech also eng ganz Rei vu Froen, déi ech dann elo wëll resuméieren an dem Finanzminister nach eng Kéier stellen. Déi éischt Fro ass natierlech déi: Wéi schätzt den Här Finanzminister d'Chancen an, datt et dann hoffentlech nach zu engem Deal géif kommen?

Zweetens: Steet nach ëmmer déi Exklusioun vun de Service-financieren, wéi den Här Barnier eis dat deemools hei gesot huet, oder gëtt et eventuell do awer elo aner Iwwerleeungen, fir se mat eranzebréngen?

Drëttens, an dat ass natierlech eng weesentlech Fro: Wéi geet et dann herno viru mat den Equivalenzen? An ech hu virdru schonn d'Fro opgeworf: Ass dat esou, datt effektiv do 28 Questionnairë vu Groussbritannien net beäntwert gi sinn? A wat huet dat eventuell vu Konsequenzen? A wa mer vun Equivalenze schwätzen, stellt sech natierlech déi Fro, déi dem Finanzminister an eis och staark um Häerz läit, déi vum Level-Playingfield, wou mer musse kucken, wéi et virugeet.

Eng nächst Fro ass: Wéi geet et och am Kontext vun deenen Equivalenzbestëmmunge mam Passporting européen? Eng net onwichteg Fro fir de Fongesecteur.

Eng nächst Fro ass: Wéi ass et mam Acquis communautaire? Do hu mer ëmmer erëm gesot kritt, och vun den englesche Kolleegen, deen Acquis communautaire géif respektéiert ginn, wat natierlech e ganz weesentleche Punkt wier. Duerfir och do meng Fro: Wat ass do den Informatiounsstand vum Finanzminister? A wann dat de Fall wier, wéi ass et dann allerdéngs och mat der Kompetenz vum Europäesche Geriichtshaff? Bleift den Europäesche Geriichtshaff weider kompetent, fir deen Acquis communautaire ze jugéieren? Sollt dat nämlech net de Fall sinn, muss ee sech froen, wat dann nach de praktesche Meerwäert vun deem Acquis communautaire ass.

Dann, déi nächst Fro ass déi, wann et wierklech géif zu engem No-Deal kommen, wat mer net hoffen: Mir hunn eng Rei vu Gesetzer schonn an de leschte Méint gestëmmt, déi esou en No-Deal virbereeden, an ech mengen, mir mussen et awer nach fäerdegbréngen, normal Bezéiungen zwëschent eisen zwou Handelsplazen a Finanzplazen ze kréien. Wéi ass d'Regierung do amgaange sech drop virzebereeden? Wat kënnt eventuell do nach vu Verhandlungen? An och an deem Kontext, ass eventuell do envisagéiert, Här Finanzminister, e bilateralen Accord dee Moment ze maachen zwëschent Groussbritannien a Lëtzebuerg?

Dat sinn elo mol an enger éischter Etapp all meng Froen. Ech mengen, et sinn der scho ganz vill. Merci schonn am Viraus fir all Är Äntwerten, Här Finanzminister.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Jo, dat si ganz vill Froen an op verschiddener kann een einfach net äntwerten, well de Lëtzebuerger Finanzminister oder d'Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung sëtzen net am Sall, wann d'Verhandlungen zwëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Kommissioun gefouert ginn. Ech mengen, dat ass de Mechanismus, wéi e funktionéiert.

Dofir, ech wäert versichen, vill Elementer hei ze ginn. Mee ech mengen, wat ech muss evitéieren, ass - net evitéieren ..., oder evitéieren, well et institutionell net richteg wier - Interpretatiounen ze ginn op Kommentaren, déi ee vun de Medie kritt oder vun deem engen a vun deem aneren, an dat versichen ze interpretéieren, zu wat dat ka féieren. Ech mengen, wat een net däerf vergiessen ass, dass hei vill Taktik op béide Säiten ass, an dat mécht d'Negociatioun net méi einfach an och net méi transparent.

Ech wëll och soen: De Mandat, deen huet natierlech d'Kommissioun preparéiert an en ass vun de 27 Memberstaate guttgeheescht ginn. An där Hisiicht hu mir participéiert a contribuéiert zu dësem Mandat. Dir wësst, dass Lëtzebuerg warscheinlech eent vun deene Länner war, wann net dat Land, wat sech am meeschten agesat huet, fir dass d'Service-financierë sollten eng méi grouss Roll hei spillen. Déi sinn elo tel quel net als grousse Punkt am Mandat dran, spillen awer, esou par la bande, eng gewësse Roll.

Fir d'éischt géif ech awer gäre soen, dass fir eis dee Brexit en fait zwee Defien duergestallt huet an duerstellt. Deen éischten Defi war: Wann dann de Brexit elo geschitt, an elo ass dat jo alles amgaang, ass Lëtzebuerg attraktiv, fir en Deel vun deem Business op Lëtzebuerg ze kréien? Mir kennen haut d'Äntwert. D'Äntwert ass: Jo! Mir hu méi wéi 60 Acteuren, déi gewielt hunn, sech zu Lëtzebuerg nidderzeloossen.

Wat seet eis dat? An ech mengen, dat däerfe mer ni aus dem Kapp vergiessen, wat seet eis dat? Et seet eis net nëmmen, dass Lëtzebuerg attraktiv ass. Et seet eis och, dass déi ganz Affär vum Accès jo ka geléist ginn, andeem een eng Nidderloossung, eng Filial, heiansdo eng Succursale um Territoire vun der Union européenne opriicht. An anere Wierder: Den Accès automatique général, dee jo de UK elo hei verléiert, heescht net, dass all déi Acteuren, déi zu London sinn, iwwerhaapt net méi kënne mat eis schaffen. Mir hunn dat, mengen ech, gutt anticipéiert.

Ech si frou, dass vill Acteure Lëtzebuerg erausgewielt hunn. Mee dat muss een och am Kapp behalen, wat dann d'Endresultat vun dëser Verhandlung ass. Majo, wann d'Endverhandlung eeben esou ass, dass mer eis op näischt eens ginn no der Phase de transition, majo da wäert deen Trend, fir sech weider op dem Kontinent vun Europa nidderzeloossen, sech poursuivéieren. Dat huet och seng Virdeeler fir Lëtzebuerg. Et huet net nëmmen Nodeeler. Mee dat ass eeben déi éischt Iddi: d'Iddi Nidderloossung.

An da kënnt déi zweet Iddi. Mir schaffe vill mam Vereenegte Kinnekräich, mat London. Wéi kënne mer déi Relatiounen esou gutt wéi méiglech halen? Dat heescht, och dat musse mer kucken. Mee do si mer net Meeschter, do ass de Meeschter d'Kommissioun a wat an där ganzer Verhandlung erauskënnt. A jee nodeem, wat hannen erauskënnt, eppes Guddes, eppes Mëttelméisseges oder eppes Schlechtes, muss een eventuell kucken, wat ee bilateral ka maachen. Haut kann een dat net anticipéieren. Ech schléissen awer näischt aus.

Ech mengen, ech hu virun e puer Deeg gelies, dass d'Vereenegt Kinnekräich mat der Schwäiz amgaangen ass, eppes Bilaterales auszemaachen. Jo, d'Schwäiz kann dat maachen, si ass net an der Unioun, si verhandelt fir sech selwer. An d'Englänner och. Mir sinn och ganz gespaant, wat do erauskënnt. Also, dat ass eng Deeläntwert op Är Fro: „Sidd Der bereet, eppes Bilaterales ze maachen?" Jee nodeem, wat hannen erauskënnt, kann een dat natierlech erwägen.

Eng wichteg Fro ass déi vun den Equivalenzen. An do ass vill ronderëm geschwat ginn. Et ass esou fir d'Europäesch Unioun, bis haut ass déi Prozedur vun der Equivalenz iwwerhaapt vu kengem Mënsch gesi ginn. Dat war eppes, wat d'Kommissioun op techneschem Niveau mat ville Länner bilateral verhandelt huet, an d'Visibilitéit ass nëmme grouss gi wéinst dem Brexit. An et ass natierlech d'autant plus wichteg, well d'Vereenegt Kinnekräich jo Member war an dee selwechten Acquis communautaire huet an do eis englesch Partner zu Recht soen: „Mir kënnen a mir sollen net traitéiert gi wéi en Drëttland, wat souwisou aner Reegelen huet." Also den Ausgangspunkt ass en aneren.

Mee wann eis englesch Frënn awer och parallell soen: „A mir wëllen herno alles anescht maachen a mir wëllen Här a Meeschter sinn, mat wiem mer Accords commerciaux maachen. Mir wëllen Här a Meeschter sinn, wéi mir eis Reegelunge muer maachen", jo, dann entferne se sech jo vum Acquis communautaire an dann hu mer net méi déi selwecht Reegelen. An dann ass et kee Level-Playingfield. An dofir hänkt och villes dovunner of, wat fir eng Strategie eis englesch Partner an Zukunft wäerte fueren.

Dofir, op vill vun Äre Froe kann een net richteg äntwerten. Wann hir Taktik oder hir Strategie ass: „Wa mer bis dobausse sinn, hale mer den Acquis communautaire esou vill wéi méiglech an, well dat an eisem Interêt ass, well mer dann den Accès un de Marché unique erliichteren", jo, dann ass villes einfach. Wann hir Strategie awer genau déi opposéiert ass, alles anescht ze maachen, jo, da gëtt den Accès ëmmer méi schwiereg an da musse se eeben d'Nidderloossung um europäeschen Territoire maachen, um Kontinent, fir da kënne vum Marché unique ze beneficiéieren. Ech wollt dat eng Kéier erklären, dass déi Saachen all matenee verbonne sinn an een och do keng definitiv Äntwerte ka soen.

Vläicht nach zu den Equivalenzen: Mir sinn eent vun deene Länner, wat gesot huet, et kéint ee sech virstellen, dass déi Prozedur vun der Equivalenz e bësse méi transparent géif ginn an och op jidde Fall par rapport zu England méi Zäit géif loossen. De Moment kënnen déi Décision-d'équivalencë vun der Kommissioun ganz kuerzfristeg nichteg gemaach ginn. Dat heescht, vun haut op muer kann d'Kommissioun soen: „Do war eng Equivalence. Elo ass keng méi ginn, well Dir Är Reegele geännert hutt!", oder Gott weess wat. Et war also ganz unilateral.

Ech verstinn zum engen, dass eis englesch Frënn soen: „Esou kann een net gutt mat engem Partner schaffen!" Op där anerer Säit verstinn ech awer och d'Positioun vun den Englänner net, déi soen: „Mir mussen eis do ronderëm en Dësch sëtzen, mir mussen dat alles verhandelen!" Nee. Si sinn net méi an der Unioun. Da kënne se net mat eis verhandelen a soen: „Är Reegele gefalen eis net gutt, mir hu besserer. Mir gesinn dat anescht." Wa se esou wéilte mat eis schwätzen, hätte se sollen an der EU bleiwen, an da kéinte se alles mat eis diskutéieren. Dofir,

d'Equivalenzdiskussioun ass eng komplizéiert, eng qualitativ Diskussioun, an dat muss een esou verstoen.

Iwwert d'Equivalenz ewech stellt sech eeben d'Fro vum Futur, wéi d'futur Reegelen, zum engen eis eegen, aus der EU, evoluéieren, a wéi déi an England evoluéieren. Jo, wann déi komplett auserneeginn, wéi gesot, da gëtt den Accès ëmmer méi schwéier.

Zur Cour de justice: Et ass ee vun de sprangende Punkten. Eis englesch Frënn hu kategoresch refuséiert, dass déi Equivalenzsaachen oder aner Saachen der Cour de justice des communautés kéinten ënnerworf ginn. Et ass jo och esou, dass am Accord, dee mer am Espace économique européen gemaach hunn, deen an den 90er Jore gemaach ginn ass, do eng extra Cour geschaf gi war, fir dee Problem ze léisen. Ech mengen, deen heite Problem vun der Juridictioun wäert sech en fait nëmme richteg stelle ganz zum Schluss vun der Negociatioun, wann ee gesäit, op wat een do erausgeet.

An dat erlaabt mer da vläicht, zum Schluss Follgendes ze soen: „Mir liewen an enger ganz bizarer Zäit." Ech erkläre mech. Mir hunn an de Relatioune mat dem Vereenegte Kinnekräich als EU elo eng Période de transition vun engem Joer, wat mat sech bréngt, dass en fait fir d'Finanzplaz London a fir d'Entreprisen am Vereenegte Kinnekräich de Brexit nach net agetrueden ass. En ass nach net agetrueden. Hir Gidder kënnen erakommen. Hir Servicer kënne se leeschten, wéi wa se nach ëmmer dobanne wären, wat jo eng privilegiéiert Situatioun ass.

An da kéint ee sech jo vläicht virstellen, well dat eng privilegiéiert Situatioun ass a wann ee sech net eens gëtt, dass grad d'Englänner géife froen: „Wa mer net eens ginn, da brauche mer méi Zäit, da verlängere mer d'Période de transition." Mee nee, et ass ëmgekéiert. Si sinn déi, déi soen: „A wa mer net eens ginn zum Schluss, da muss dat alles ophéieren, déi Période de transition!" Wéi wann dat eng Strof wier! Wéi wann dat eng Strof wier. Et ass e Privileeg!

Also dofir ass dat alles esou komplizéiert. Ech mengen, ech hunn och haut en Interview gesinn, net en Interview, eng Konferenz, déi de Michel Barnier gehalen huet per Telekonferenz, wou e ganz kloer ënnersträicht: „Mir kënnen als Europäesch Unioun", an ech sinn do komplett bei em, „mir kënnen eisen englesche Partner net erlaben, Cherrypicking ze maachen", dat ganz kloer net. Wann et se arrangéiert, e Fouss dobannen ze hunn an der Europäesch Unioun, a wann et se op engem anere Sujet arrangéiert, dann dobaussen ze sinn an ze soen: „Mir si souverän, mir wëlle maachen, wat mer wëllen. Mir wëlle komplett souverän sinn." An dat ass dat, wat et wierklech schwéier mécht.

Mee ech kann Iech als Konklusioun soen: Ech sinn iwwerzeegt, dass ech net op all Är Froe konnt konkreet äntwerten, mee et war méi eng Impressioun, wou mer elo dru sinn. Mir poursuivéieren dat ganz no. A wann et e ganz haarde Brexit gëtt, da musse verschidden Acteure vu London, déi dat nach net gemaach hunn, sech um Kontinent nidderloossen. A vu dass mer a verschiddenen Domänen - ob dat elo Assurancë sinn, am Management vun de Fonge - ganz attraktiv sinn, kann dat och positiv Konsequenzen hu fir Lëtzebuerg.

Wann den Accord méi ausgeräift ass, dass déi Facilitéiten zum Deel bleiwen, jo, da kënne mer bilateral déi Geschäfter gutt weiderféieren. An dann hu mer nach déi drëtt Optioun, déi Dir selwer jo och erwäänt hutt: Wann et zu engem Exit kënnt mat kengen Accorden, da muss een natierlech och exploréieren, wat ee bilateral mam Vereenegte Kinnekräich ka maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Merci fir d'alleréischt dem Minister trotzdeem fir déi scho ganz interessant Erklärungen. Ech verstinn och, datt een à ce moment net op alles kann äntwerten. Fir d'alleréischt begréissen ech awer expressement och déi Disponibilitéit fir ze soen: „Wa mer gesinn, datt dat do schifgeet, da si mer bereet, a bilateral Verhandlungen anzetrieden." Ech mengen iwwregens, datt mer och net déi Eenzeg sinn, Här Finanzminister. Eis Nopeschlänner wäerte warscheinlech och schonn an de Startbléck sinn. Duerfir ass et just gutt, wann ee matzäit do preparéiert ass.

Eng Fro, déi ech awer nach hätt - ech verstinn awer, datt Der net do kënnt drop äntwerten, well se justement am Moment an der Aktualitéit ass -, ass déi Geschicht do mat deenen 28 Formulairen, wou anscheinend déi brittesch Regierung net drop geäntwert hätt, an do wär elo esou eng Aart Forclusioun. Also ech weess et net. Wann Der mer elo net direkt kënnt drop äntwerten, da versti mer dat och, mee ech mengen, et ass awer eng net onweesentlech Fro, well hei geet et justement ëm dee Punkt, wou Dir och ënnerstrach hutt, datt et vläicht dee wichtegsten ass, dee vun den Equivalenzen.

Dann nach eng Kéier eng lescht Fro, well do hat Der mer virdrun net drop geäntwert, Dir hutt mer och elo nach net drop geäntwert, dat ass déi Schwieregkeet, déi ee mat eisen englesche Frënn huet, bon, éischtens, wat den Acquis communautaire ubelaangt: Mee souguer beim Acquis communautaire a souguer elo, wou se mol nach net aus der Europäescher Unioun eraus sinn, gëtt sech systematesch net un europäesch Spillreegele gehalen.

An ech hunn Iech virdru gesot, wat déi ganz Diskussioun iwwer Échanges d'informations ubelaangt, wou einfach refuséiert gëtt, fir en Échange d'informations ze maachen. Hei schéngt et jo och prezis ëm een ze goe par rapport zu Däitschland, wat jo och e grousse Partner ass; dat ass jo net egal wien. A wa souguer do keen Échange d'informations praktizéiert gëtt, muss ee sech awer Froe stellen! A mir mussen dann trotzdeem awer iergendwéi kucken, och wa muer Groussbritannien net méi an der Europäescher Unioun ass, si sinn awer an der OECD, an et kann net sinn, datt si sech iwwer all Reegelen, all Spillreegelen ewechsetzen, well da kréie mer e reelle Problem um Niveau vum Level-Playingfield.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, ech mengen, déi zwou Froe vun den Equivalenzen an dem Respekt vum Acquis communautaire si wierklech zwou Schlësselfroen. Ech kennen deen Detail vun den 28 Äntwerten oder Kommentaren, déi se net gemaach hunn, net. Mee et ass ganz kloer, wann een d'Kommentare vum Michel Barnier haut liest, dass et do net gutt weidergeet am Domän vun den Equivalenzen. An et ass ganz kloer, wéi de Michel Barnier hei war - ech mengen, Dir hutt e jo och gesinn -, de Michel Barnier huet gesot: „Ech loosse mir, an och d'EU soll sech net an hir Saachen draschwätze loosse vun engem Land, wat net méi dobannen ass." Wa mir decidéieren, dass alleguerten d'Direktiven elo op roudem Pabeier gedréckt ginn, dann decidéiere mir dat! A wann d'Englänner eis soen: „Dat ass verbëztent Geld, et ass méi bëlleg op wäissem Pabeier. Mir géifen Iech recommandéieren, dat op wäissem Pabeier ze maachen", dann däerf d'EU sech net do draschwätze loossen. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass: Déi ganz Diskussioun vun den Equivalenze mécht jo nëmme Sënn an där Logik, wann eis englesch Partner als État d'esprit hunn, fir den Acquis communautaire weiderzeféieren. Wa se dee jo lénks a riets leie loossen, majo da geet d'Equivalenz jo schonn iwwerhaapt net! Dat heescht, déi zwou Saache si jo matenee verbonnen. Déi kann een net separat kucken. A si sinn doranner net kloer. Heiansdo soe se engem: „Mir brauchen immens vill an der Equivalenz. Mir brauchen do eng Prozedur, déi vill méi transparent ass. Mir brauchen Delaien." An den Dag drop seet dee selwechte Minister oder d'Regierung: „Mir wëllen awer kënne komplett onofhängeg sinn an där Matière oder am Ganzen, well mir e souveräänt Land sinn." Jo, et kann een net dat eent an dat anert wëllen. Déi zwou Saache schléisse sech praktesch aus.

Ech muss Iech zwar soen, mee dat ass meng „intime conviction", dass et net den Interêt vum UK ass, aus Saachen - kommt, mir huelen déi AMLD V, déi Dir haut unanimement ugeholl hutt -, ech mengen net, dass et den Interêt ass vu London a vun eisen englesche Partner, fir do Cavalier seul ze maachen an do e bëssen eppes aneschters ze maachen. Ech mengen net, dass dat déi Sujete sinn, wou se dat wëlle maachen. Well wa se dee Risiko aginn, majo da spille se jo mat hirem Gléck a mat der Reputatioun vun hirer Finanzplaz! Dofir, ech mengen, et muss een dat observéieren. Mee et muss een déi Kontradiktioun, déi d'Englänner selwer an hirer Positioun hunn, gutt verstoen. Si hätte gäre méi Equivalenzen an an engems wëlle se awer och kënnen erausgoen.

Ech sinn à tout moment bereet - an deem heiten Dossier wäert jo och nach villes geschéien an den nächste Méint -, d'Cofibu oder déi Deputéiert, déi dat wëlle wëssen, ze informéieren, insoufern mir informéiert ginn, well déi Negociatioune si geheim.

A vläicht zu den nationale Parlamenter hire Rôlen: Dat hänkt ganz dervun of, wat de Contenu herno vum Accord ass. Also wa keen Accord do ass, brauch jo näischt ratifizéiert ze ginn. Mee wann deen Accord ganz schmuel ass, da kéint et sinn, dass dat lauter Matièrë sinn an der Compétence exclusive vun der Kommissioun, wou da keng Ratifikatioun vun den nationale Parlamenter de Fall wier, an da bräicht dat just vum Europäesche Parlament ratifizéiert ze ginn. Ech mengen, dat ass e bëssen déi grouss Reegel, wéi dat de Moment gekuckt gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

6. Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg

Da kéime mer zum leschte Punkt vun eisen Ordre du jour vun haut. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 47 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Fräihandelszon hei zu Lëtzebuerg. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Virdru war e groussen internationalen Dossier. Hei ass en Dossier, iwwert dee mer schwätzen, deen, mengen ech kënnen ze soen, eis an de leschte Joren net ëmmer Gléck bruecht huet. An ech ka mech erënneren, e puer Kolleegen, déi och elo hei sëtzen, waren deemools beim éischte Spuetestéch derbäi. Ech selwer och. Deemools ware mer voller Begeeschterung, wéi mer do gehollef hunn, dee Spuetestéch ze maachen. Leider Gottes, wann een elo e bëssen d'Evolutioun an deene leschte Jore kuckt, muss ee soen, datt dat vläicht alles net esou gelaf ass, wéi mer eis dat warscheinlech virgestallt haten.

Ech wëll elo net op dee ganzen Historique vun deem Freeport nach eng Kéier agoen, awer just soen, datt ech haut déi Fro gestallt hunn, well awer an deene leschten Deeg erëm ganz vill Wellen an deem Dossier waren doduerch, datt de President vum Conseil d'administration, den Här Goebbels, demissionéiert huet, relativ plëtzlech. Déi Demissioun ass schonn op Ufank Mäerz datéiert, ass awer elo eréischt bekannt ginn. Och den Administrateur délégué huet sech an de Medien esou ausgedréckt, wéi wann en net méi géif dru gleewen, nach ganz laang op sengem Posten ze bleiwen, soudatt sech trotzdeem do d'Fro stellt, wéi et hei beim Freeport virugeet.

Ech wëll vläicht nach eng Kéier ganz kuerz un zwee Elementer erënneren, déi natierlech derzou gefouert hunn, datt dee Freeport wierklech dobaussen net déi bescht Reputatioun an deene leschte Joren hat. Dat éischt, dat si leider Gottes déi ganz Procédure-judiciairen, an deenen den Haaptaktionär a Grënner vun deem Freeport involvéiert war. Dat si Prozeduren, déi sech e bëssen duerch d'ganz Welt zéien an déi, wéi gesot, natierlech och net zu enger gewëssener Rou a Stabilitéit vun deem Freeport bäigedroen hunn.

En zweete Punkt ass, an dat muss een awer och ënnersträichen, datt natierlech och um Niveau vun der Europäescher Unioun nei Reglementatioune komm sinn. Notamment geet dat zréck op eng Enquêtëkommissioun vum Europaparlament vun 2018, wou doropshin och eng Decisioun vun der Kommissioun komm ass, fir generell déi Freeporten op déi Lëscht vun deenen Etablissementer ze setzen, déi e besonnesch grousse Risiko um Niveau vum Blanchiment hunn, wat natierlech och derzou gefouert huet, datt et fir de Freeport net onbedéngt méi einfach ginn ass.

Elo kënnt awer en drëtt Element derbäi, Här Finanzminister, wou ee sech awer wierklech muss Froe stellen. Dat ass, datt déi zwou Societéiten, well et geet a sech hei ëm zwou Societéiten, et ass eng Real-Estate-Gesellschaft, déi d'Infrastruktur huet, an da gëtt et eng, déi de Management mécht, datt fir déi zwou Societéiten, wann een do d'Bilane vun 2018 kucke geet - déi vun 2019 sinn nach net public -, do relativ substanziell Pertë gemaach si ginn. An et muss een och einfach soen, säit dee Freeport fonctionéiert, sinn do nach ni Benefisser gemaach ginn. Dat heescht, do sinn iwwer Jore just Perten ugeheeft ginn.

Bis elo ass et esou, datt d'Banken hir Kreditter warscheinlech nach ëmmer zréckbezuelt kritt hunn. Mee d'Fro muss ee sech awer stellen, wéi laang dat nach wäert guttgoen. A mir sinn eis hei alleguerten eens, an ech weess, datt ech do och an Ärem Sënn schwätzen, Här Finanzminister: Mir kënnen eis hei wierklech net nach eng Kéier e Skandal erlaben! Dat geet hei fundamental ëm d'Reputatioun vun eisem Land. A mir sti scho souwisou duerch dee Freeport zum Deel ënner enger Kritik, fir déi kee kann.

Ech wëll elo wierklech duerfir net d'Regierung responsabel maachen. Dat ass éischter eppes, wat mat de Promoteure vun deem Freeport ze dinn huet. Mee et muss een awer einfach wëssen, wat de Risiko ass. An duerfir wollt ech eigentlech och déi Fro eng Kéier hei opwerfen. Well wann et do géif zu enger Faillite kommen, brauch ech Iech net ze soen, Här Finanzminister, wat dat géif bedeiten, well do sinn awer ganz vill Œuvre-d'arten an och ganz vill aner Produiten deposéiert. Hei si Juristen, déi wëssen, wann eng Faillite kënnt, wat dat heescht: Da bleiwen alleguerten déi Saachen do blockéiert, déi kommen net eraus. An ech brauch Iech net ze soen, wat dat och international géif bedeiten um Niveau vun der Reputatioun. Duerfir mengen ech wierklech, datt et der Regierung hei net kann egal sinn, wéi et do virugeet.

Duerfir wollt ech Iech, Här Finanzminister, eng Rei Froen dozou stellen:

Éischtens, ech ginn dervun aus, datt der Regierung déi Problematik bewosst ass. D'Fro ass awer, wat ech haaptsächlech wollt wëssen: Wéi hutt Der wëlles do virzegoen? Ech huelen un, Dir sidd vläicht amgaangen, eng Rei vun Optiounen ze kucken. Lafen och do Diskussioune mam aktuellen Aktionär a mam Founder vun deem ganze Freeport? Ass eventuell envisagéiert, datt de Staat géif déi Infrastruktur iwwerhuelen? Wat vläicht net déi schlechtste Léisung wier.

Dann ass einfach e Punkt, deen ëmmer erëm kritiséiert ginn ass, datt eigentlech ni richteg vun där fantastescher Infrastruktur profitéiert ginn ass, fir en enke Lien mam Flughafen ze maachen, notamment mam Cargozenter. Dat huet zum Deel och net fonctionéiert duerch de Statut vun engem Freeport. An do stellt sech wierklech d'Fro, ob een net kéint dee Freeport vill méi an de Flughafen, an de Cargoberäich selwer abannen.

An da sinn ech bei där nächster Fro, där vum Statut. Ech stelle mer wierklech d'Fro - an dat ass einfach eng Suggestioun, déi ech hei wollt maachen -, ob mir iwwerhaapt nach Interêt hunn, dee Statut vum Freeport bäizebehalen. Deen huet esou eng schlecht Reputatioun, international eng schlecht Reputatioun op EU-Niveau. Firwat gi mer net einfach dohinner a mir maachen en normale Warehouse, wat een op ville Flughäfe fënnt? Ech kéint mer virstellen, datt dat méi Sënn géif maachen - einfach eng Fro, déi ech trotzdeem wollt opwerfen.

Dann eng lescht Fro. Et war ursprénglech geplangt, fir eng Aart Artcluster ze maachen. Et huet een awer gesinn, datt dat net esou fonctionéiert huet aus Grënn, op déi ech elo am Detail net wëll agoen. Et kéint een awer parfaitement déi super Infrastrukture fir aner Zwecker gebrauchen. An do gëtt et wierklech déi Iddi - mir kommen aus enger Covidkris, oder mir sinn an enger Covidkris dran -, datt een do zum Beispill, an ech mengen, dat geschitt d'ailleurs och schonn zum Deel, d'Réserve-sanitaire-stratégiquë kéint deposéieren. Dat ass eppes, wat ëmmer méi wichteg gëtt. Och wär et gutt, wann déi Réserve-sanitaire-stratégiquen op enger sécherer Plaz wären. An déi Fro, déi ee sech wierklech muss stellen: ob een net och éischter do a Richtung vun esou enger Diversifikatioun géif goen. Ech weess och, datt den Här Goebbels eigentlech wollt, mengen ech, an esou eng Richtung goen, awer do net op en Accord mam Haaptaktionär gestouss ass.

Ech mengen, dat dote sinn alles Pisten, déi een zumindest sollt iwwerleeën. Eis, der CSV, geet et op jidde Fall drëm, datt hei méiglechst schnell vun der Regierung Initiative geholl ginn, ier d'Kand, le cas échéant, am Pëtz läit. Well mir sinn eis alleguerte bewosst: Dat wär dat, wat mer eis op kee Fall kënnen erlaben. Duerfir wollt ech och nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, fir en Appell un d'Regierung ze maachen, sech wierklech deem Dossier unzehuelen. Well laut deenen Informatiounen, déi een an der Press kann noliesen an déi och bekannt sinn, ass déi finanziell Situatioun wierklech net gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, fir d'éischt, mengen ech, muss ee ganz kloer hei soen: Dee Freeport ass eng privat Gesellschaft, an där de Staat net vertrueden ass an an där de Staat keng Aktien huet. Dat ass eng honnertprozenteg privat Gesellschaft! Wann ech awer d'Kommentaren am Ursprong vum Här Mosar hei gutt verstanen hunn: „Wat mécht de Staat? Wat soll en ënnerhuelen?", an esou weider an esou fort, wa mir elo hei Porteur vun deem Projet wieren, à part entière oder zum Deel, da géif ech vill vun Ären Usätz besser verstoen. Mee ech muss wierklech à l'ingrès soen: Hei ass eng Gesellschaft, där et net gutt geet, aus ganz ville Grënn. Mee dann ze soen, an do sinn ech wierklech mat Ärer Analys net d'accord, fir dat ze soen: „Wann déi faillite ginn, dann huet de Lëtzebuerger Staat e grousse Problem an e reputationnelle Problem", ech mengen, do ass e logeschen Denkfeeler dran.

Ech hunn dat vu ganz no verfollegt. Vläicht kuerz en Historique: Firwat ass dat hei gemaach ginn 2012? Et war eng Initiativ vun der Regierung, wou eng Rëtsch Ministeren han-

nendrustoungen. Dat war den Här Jeannot Krecké, dat war och dann de Luc Frieden, deen zoustänneg war fir d'Douane, déi dat wollte maachen. Dat huet sech gutt ugesinn, huet gutt ausgesinn, déi Saach. Dat ass 2012 gestart ginn an ass da gebaut ginn. An dann ass nach implizéiert gewiescht de Minister, deen zoustänneg war fir de Flughafen, fir den Terrain, wou déi Gesellschaft en Droit de superficie huet. An ech wëll och hei kloer soen, dass, wann déi Gesellschaft Schwieregkeete kritt an esou, de Staat natierlech deen Terrain kann zréckkréien. Dat ass spezifesch virgesinn. Mais pour le reste ass et eng privat Gesellschaft.

Firwat hu mer et gemaach? Zwee Grënn: Lëtzebuerg als Logistikhub. Dofir och um Flughafen. An d'Diversifikatioun vun der Finanzplaz mat engem Artcluster. Effektiv, Konscht ass ëmmer méi wichteg ginn.

A wat parallell geschitt ass dobaussen, ass, dass natierlech och mat deene ganz niddregen Zënsen, déi par ailleurs op de Spuerbicher bezuelt ginn an an den Transaction-financièrë sinn, an der Welt vun der Konscht natierlech eng Opportunitéit opgaangen ass, a ganz vill Leit hunn hiert Geld an d'Konscht placéiert. An dofir ass dat eppes gewiescht, wat an der Gestion de fortune ëmmer méi wichteg ginn ass.

Wéi ech Minister gi sinn, hunn ech vill Froe gestallt, wéi d'Kontrolle solle gemaach ginn. An ech hunn erkläert kritt, dass d'Opérateurs agréés, déi do déi Eenzeg sinn, déi Saache kënnen am Freeport deposéieren, mussen eng ganz Rëtsch Konditiounen erfëllen an dass déi dofir kënnen zertifiéieren, dass déi Gidder kënnen erakommen. En fait ass dee System esou gemaach ginn, dass an där Zone franche, well et ass eng Zone franche, déi Gidder vun der Douane kontrolléiert ginn, mee de Gros vun der Kontroll gëtt en fait vun deenen Opérateurs agréés gemaach.

A wéi ech do vill nogefrot hunn, huet sech awer erausgestallt, dass d'Douanieren awer elo net dee ganzen Aspect Antiblanchiment géife kontrolléieren! Wéi solle se dat och maachen? Dat ass jo net hir Spezialitéit. An doropshin hunn ech dann insistéiert, dass de Freeport, wéi eng ganz Rëtsch aner Professioneller, déi täteg sinn op der Place financière, sollen d'Antiblanchimentsreegelen anhalen! Dat war och schonn eng Zäit, wou international ëmmer méi an den Zeitunge stoung, dass an deenen Zonefranchen d'Blanchimentsgesetzer net géife vill oder iwwerhaapt net applizéiert ginn. Ech muss lech soen, mir sinn d'Ae ganz grouss opgaangen, wéi ech erkläert krut, dass dat esou wär an deene meeschten. An dunn hunn ech gesot: „Dat kënne mir eis zu Lëtzebuerg net erlaben!" Do ass de Staat intervenéiert fir ze soen: „Dir musst d'Antiblanchimentsreegelen applizéieren!"

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien, Här Minister!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An déi Administratioun, déi dat mécht, dat ass d'Administration de l'enregistrement. A säitdeem dat dann de Fall ass, ass natierlech de Businessmodell net méi esou gutt gaangen!

Ech zitéieren, wat den Här Goebbels am Interview gesot huet - hie seet dat, mee ech ... -: « Suite au conflit avec ... » - de russeschen Här - « le Gouvernement a souhaité », mee et war net nëmmen dowéinst, ech hat et scho virdru reperéiert, « le Gouvernement a souhaité protéger la place financière luxembourgeoise du risque réputationnel. » Richteg! « Il a considéré que l'axe art-finance était à risque et a imposé aux opérateurs du Freeport les mesures supplémentaires telles que l'identification du bénéficiaire économique final et les preuves d'origine de l'œuvre d'art, des mesures applicables uniquement au Freeport ... », „au Freeport", wat mengt en domat? A kengem anere Freeport an der Welt ass dat esou! Ben, ech muss lech soen, ech si frou, dass zu Lëtzebuerg deen eenzege Freeport ass, wou d'Antiblanchimentsreegele mussen agehale ginn!

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An dobäi wäert et och bleiwen. A wann hire Businessmodell elo net méi opgeet, do kann een zwar soen, dass dat ass, well deen Haaptaktionär aner Problemer hat mat aneren Intermediairen; dat huet bestëmmt eng Roll gespillt. Mee ech kann lech soen, deen anere Grond, firwat en net esou gutt fonctionéiert huet, ass, well d'Blanchimentsreegelen elo zu Lëtzebuerg mussen agehale ginn! Dat heescht, ech gesinn en fait kee Risque réputationnel fir Lëtzebuerg, wann déi Firma Faillite mécht!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wann déi Firma Faillite mécht a se och nach géife soen: „Dat ass wéinst de Lëtzebuerger, well déi eis do déi Reegelen opgedrummt hunn", ma da solle se dat roueg soen!

(Interruption)

An ech gi ganz gären och en Interview zum Sujet.

(Interruptions)

Mee ech mengen, dat ass d'reell Situatioun.

Nun, dat wëllt awer elo net heeschen, dass mir net interesséiert sinn ze wëssen, wéi dee Freeport evoluéiert. Wéi bei all Gesellschaft zu Lëtzebuerg, déi Schwieregkeeten huet an déi eng gewëssen Envergure huet, versiche mer ze kucken, wat do ze maachen ass. Mee mir sinn do net Aktionär!

An dofir, fir op all Är Froen ze äntwerten: Kenne mir d'Situatioun vun där Gesellschaft? Jo. Mir wëssen, dass se schlecht drun ass, dass se all déi Jore Pertë gemaach huet.

Wéi ass et mat der Infrastruktur? Ech mengen, do hunn ech drop geäntwert. Den Droit de superficie, deen hu mir där Gesellschaft ginn. Wann déi Gesellschaft deen Terrain net méi kann utiliséieren, well se faillite geet oder well se aner Problemer huet, recuperéiere mir eng Kéier deen Terrain.

An ech mengen, dat sinn déi wichtegst Saachen, déi ech haut kann dozou soen. De Fait, dass de President demissionéiert huet, ass, mengen ech, accessoire zur ganzer Geschicht. Ech mengen, déi Haaptaktionären, déi Haaptgestionnairë musse sech selwer eens ginn, wat se domadder wëlle maachen. An dofir mengen ech, dass mer, wat d'Reputatioun ubelaangt, kee Risk hunn, well eng privat Gesellschaft faillite geet. Mee eis Dier ass natierlech ëmmer op, wann esou e Player wéi deen, deen hei eppes opgeriicht huet, Schwieregkeeten huet. Den Dialog ass ëmmer méiglech. Mee méi kann ech lech haut dozou net soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci dem Minister fir seng Äntwerten. An der Analys si mer eis eens, Här Minister. Ech hu genau dat selwecht gesot, wat d'Grënn sinn, firwat dee Freeport eeben net méi esou fonctionéiert, wéi e misst. Do si mer eens.

De Punkt ass just deen, wou ech net ganz mat lech averstane sinn: De Staat huet op zwee Niveaue mat deem Projet eppes ze dinn. Dat eent, dat hutt Der gesot, dat ass, well e Proprietär vun den Terrainen ass. An dat Zweet ass awer duerch déi Zone franche, déi do instituéiert ginn ass, wat natierlech eng Decisioun vum Staat ass. Dat ass jo näischt, wat elo generell ass. Dat ass just op där doter Plaz, op Base vun engem Gesetz, mat ganz spezifesche Reegelen, déi och gutt sinn. Also huet de Staat trotzdeem eppes domadder ze dinn.

Meng Asiicht - an ech mengen, ech si wierklech net deen Eenzegen - ass, an Dir wësst dat: Dee Freeport ass an de leschte Joren oft an enger net gudder Aktualitéit gewiescht. Wéi gesot, net - nach eng Kéier -, well d'Regierung oder well soss een eppes falsch gemaach huet; haaptsächlech wéinst deenen Aktionären, awer och zum Deel, well eeben dee Freeport net esou gutt fonctionéiert huet.

Menger Meenung no, an Dir sidd jo eigentlech och do mat mer d'accord, kann dee Modell quasiment net méi fonctionéieren. A mir wëllen et net änneren. Ech wëll et och net änneren. Da muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob een net Interêt huet, op e Wee ze goen, datt dat machbar ass. Well do, wou ech wierklech net mat lech eens sinn: Wann do muer eppes geschitt, et kënnt zu enger Faillite, dann ass dat wuel d'Faillite vun där Firma oder vun deenen zwou Firmaen. Mee dobaussen an der Press wäert dat d'Faillite vum Freeport sinn! Esou gëtt dat duergestallt. An ech soen lech - mir kennen déi auslännesch Press, mir wëssen, wéi déi reagéiert -: Ech mengen net, datt mir schrecklech gutt dostinn, wann dat kënnt.

Hei ass jo bis elo nach näischt geschitt. Mir wëssen, wéi d'Situatioun ass. An duerfir géif ech lech awer nach eng Kéier bieden - an ech hu jo och gespuert, datt Der net dergéint sidd, fir op dee Wee ze goen -, datt een awer soll versichen, ier et eventuell dozou kënnt, vläicht awer Weeër ze sichen, fir och deem Freeport vläicht eng Affektatioun ze ginn, déi och an Zukunft méi Sënn géif maachen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, ech verstinn Äre leschte Saz elo besser. Well déi Formulatioun, déi Der am Ufank gebraucht hat, wou Der gesot hutt, fir d'Zone franche do ewechzehuelen: Jo, wann ech dat elo géif maachen, wann d'Gesellschaft nach dran ass, da géif ech se jo wierklech an d'Faillite precipitéieren! Ech hat dat esou verstanen. Dofir hunn ech …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Nee, mee ech hat et falsch interpretéiert. Also, natierlech soll de Staat elo net higoen an enger Privatgesellschaft soen: „Dir hat elo e Statut. Elo huele mer lech deen ewech." Also, dat maache mer natierlech net! An dee Statut, deen ass legal an dee gëtt et op ville Plazen op der Welt. Dat ass jo dann net de Problem.

Ech verstinn elo, Äre Kommentar ass: „Kënne mer mat deem Gebai net eppes aneschters maachen et cetera, et cetera?" Natierlech kann ee mat dësem Gebai eppes aneschters maachen. Den Dialog mam Haaptaktionär huet och iwwer all déi Méint ëmmer stattfonnt. An do sinn eng Rëtsch Ministeren, déi sech domat befaasst hunn. Ech sinn och do reegelméisseg au courant gehale ginn.

Ech kann lech vläicht berouegen an deem Sënn, dass mer wäerte versichen, mat deem Projet, deem seng Destination actuelle jo net méi gutt fonctionéiert, deen net méi ka Profitt generéieren, fir do kënnen eng Léisung ze fannen, wat déi Infrastruktur ubelaangt, déi immens gutt läit. Et ass och eng ganz schéin Infrastruktur, do kéint ech mer als Staat oder als Société aéroportuaire vill Saache virstellen, déi ee kéint maachen. Also, dat ass e ganz gudden Usaz, dee mir och hunn, emol am Hannerkapp.

Mee et hänkt villes vun der Gesellschaft selwer of! Hu si wëlles, nach Kapital an déi Gesellschaft ze stellen? Hu si wëlles ofzesprangen? Dat muss een natierlech mam Haaptaktionär kucken. Mee d'Dier fir den Dialog ass op.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.57 heures.)

SÉANCE 50

JEUDI
2 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
   - *Exposé : M. Fernand Kartheiser*
3. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler
   - *M. Claude Wiseler*
4. Dépôt d'une motion par M. David Wagner
   - *M. David Wagner*
5. Question élargie n° 42 de M. Claude Wiseler relative aux négociations post-Brexit
   - *M. Claude Wiseler - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Claude Wiseler - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Claude Wiseler - M. le Ministre Jean Asselborn*
6. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967
   - *Exposé : M. Yves Cruchten*
   - *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser*
7. Ordre du jour
   - *M. Fernand Kartheiser*
8. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 (suite)
   - *Discussion générale (suite) : M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
   - *Vote sur la résolution (adoptée)*
9. Motion de M. David Wagner au sujet des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël
   - *Exposé : M. David Wagner*
   - *Discussion générale : M. Fernand Kartheiser*
   - *Vote sur la motion (adoptée)*
10. Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de toutes les initiatives diplomatiques de l'UE et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas annexer la vallée du Jourdain
   - *Exposé : M. Claude Wiseler*
   - *Discussion générale : M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Claude Wiseler*

- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - M. le Ministre Jean Asselborn*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

11. Question urgente n° 2462 de Mme Martine Hansen concernant l'organisation scolaire dans le cadre de la crise de la Covid-19

- *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

12. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS)

- *Mme Martine Hansen*

13. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

- *Exposé : Mme Martine Hansen*

14. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS) (suite)

- *M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

15. 7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler*
- *Discussion générale : Mme Octavie Modert - Mme Tess Burton - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

16. Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la mise en place au sein de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar du SePAS

- *Discussion générale : M. Gilles Baum*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

17. Question urgente n° 2465 de M. Marc Spautz concernant la détection de la Covid-19 au sein de l'armée

- *M. Marc Spautz - M. François Bausch, Ministre de la Défense*

18. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19

- *Exposé : M. Claude Wiseler*
- *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

19. Dépôt d'un projet de loi par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

- *Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*

20. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19 (suite)

- *Prise de position du Gouvernement (suite) : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*

21. 7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, M. Claude Meisch et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da géif ech direkt d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir haten hei virun enger gewëssener Zäit eng Diskussioun iwwert den drëtten Alter, notamment wéi et deenen eelere Leit wärend der Covidkris gaangen ass an nach ëmmer geet. A mir hunn am Kader vun där Debatt eng Rei vu wichtege Froen opgeworf. A mir denken, datt de Sujet esou wichteg ass, datt mer och wëllen assuréieren, datt e Suivi op dësen Debat kënnt, an notamment op dräi Punkten, déi d'ADR an hirer Interventioun ugeschwat hat.

Deen éischte Punkt ass dee vun der Mobilitéit. Mir hu gesinn, datt d'Regierung - den Här Bausch an … - virun der Covidkris grouss Efforte gemaach huet, fir d'Leeschtung vum Adapto ze reduzéieren. Mir wëllen an déi aner Richtung goen. Mir hätte gär, datt d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit verbessert gëtt, datt mer net a Richtung Sammeltaxi ginn, datt mer net a Richtung Aschränkung vun den Déngschtleeschtunge ginn, well d'Mobilitéit e ganz wichtegen Deel vun der Liewensqualitéit vun de Leit ass. A mir hätten eebe gär, datt mer deenen eelere Leit einfach d'Méiglechkeet ginn, sech méi ze beweegen am Land.

An dofir proposéiere mer als éischten Tiret an dëser Motioun, datt mer d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit verbesseren.

Deen zweeten hänkt och mat der Uni Lëtzebuerg zesummen. Do hätte mer gär, datt och méi Recherche gemaach gëtt, fir deenen eelere Leit et méi laang ze erlaben, gesond ze bleiwen - gesond al ginn! Ech mengen, mir hunn ëmmer méi wëssenschaftlech Mëttelen, fir dat Zil ze erreechen. A mir sollten dowéinst och an dee Beräich investéieren, notamment elo, wou mer eeben och d'Medezinn op der Uni Lëtzebuerg envisagéieren.

An een drëtte Punkt ass: Et feelt un engem richtegen Uspriechpartner fir den drëtten Älter hei am Land. Mir hunn dat, wat d'Kanner, déi Jugendlech ugeet, a mir denken, datt dat, wat mer hu fir déi eeler Leit, einfach net duergeet, fir déi ganz Panoplie u Froen ofzedecken, déi sech an hirer Existenz, an hirem Liewen awer stellen. A mir hätten dowéinst gär, datt mer en Ombudsmann fir den drëtten Älter kréien, oder alternativ, datt mer dem Ombudsmann, dee mer hunn, méi Kompetenze ginn a méi Leit dann och, fir sech méi intensiv kënnen ëm déi eeler Leit an eiser Gesellschaft ze këmmeren.

Also fir d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit, méi gesond al ginn, méi sécher al ginn a méi mobill, méi Mobilitéit am Alter, dat ass de Sënn vun dëser Motioun.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt eng Gesellschaft hiren eelere Matbierger ganz selbstverständlech Respekt, Unerkennung an Dankbarkeet fir hir Liewensleeschtung, vun där all Generatioune profitéieren, schëlleg ass,

- datt all Mënsch, besonnesch och am Alter, en natierlecht Recht drop huet, datt seng Dignitéit allzäit respektéiert gëtt,

- datt och eeler Leit an all Hisiicht vollwäerteg Mënschen a Bierger sinn an datt deementspriechend hiert Matsproocherecht an hire Wëlle musse respektéiert ginn, besonnesch och dann, wa si an enger Situatioun vu Krankheet oder Ofhängegkeet sinn,

- datt eis Gesellschaft an der Flicht steet, den eelere Leit e frëndlecht an altersgerecht Emfeld ze bidden, fir datt si esou laang wéi méiglech kënne mat grousser Autonomie eng héich Liewensqualitéit hunn an ni dat Gefill kréien, net méi erwënscht ze sinn oder aneren zu enger Laascht ze ginn,

- datt déi eeler Leit sollen als en aktiven a wichtegen Deel vun eisem gesellschaftleche Liewen ugesi ginn an datt all Politikberäich och géintiwwer den eelere Leit soll inklusiv geduecht ginn, zum Beispill och am Beräich vun der Mobilitéit,

- datt vill eeler Leit mat, zum Deel, altersspezifesche Problemer konfrontéiert sinn an dowéinst Hëllef, Berodung an Ënnerstëtzung brauchen,

- datt am Ableck nach keng zentral staatlech Ulafstell speziell fir den drëtten Alter besteet, déi déi ganz Bandbreet vu Froen a Problemer kann ofdecken, mat deene speziell méi eeler Leit konfrontéiert sinn,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Liewensqualitéit vun den eelere Leit duerch eng besser an eng méi onofhängeg Mobilitéit ze verbesseren an dofir d'Leeschtunge vum Adapto grousszügeg eropzesetzen,

- den institutionellen Effort ze maachen an eng berodend, ënnerstëtzend a vermëttelend staatlech Struktur speziell fir eeler Leit ze schafen - änlech wéi den Ombudsmann fir d'Kanner an de Jonktem -, déi hinnen an all Liewenslag kann hëllefen,

- déi medezinnesch Fuerschung ze ënnerstëtzen, fir eis Kenntnesser am Sënn vum besseren, méi gesonden Alteren auszebauen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

3. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler

An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Claude Wiseler gi fir den Depot vun enger Resolutioun.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass effektiv fir den Depot vun enger Motioun. De President vun der Aussekommissioun, den Här Cruchten, huet virun zwee Deeg eng Resolutioun deposéiert iwwert déi ganz Fro vun der Annexioun vun der Vallée du Jourdain mat Israel. Mir hunn déi mat Attentioun gelies. Dat stellt och eis als Sujet eng ganz Rei Suergen. Mir kënnen awer net mat allen Deeler vun der Resolutioun vum Här Cruchten liewen, mat groussen Deeler zwar, mee net mat allen Deeler.

Dofir hu mer eis erlaabt, dat ëmzeformuléieren als Motioun an et och esou auszedrécken, datt se och deem entsprécht, wat mir iwwert dee Sujet denken. Ech wëll elo net an den Detail goen, well ech denken, datt mer an e puer Minutten dann nach méi driwwer schwätzen. Ech erlabe mer dann, den Detail vun deem, wat ech wëll duerstellen, dee Moment duerzeleeën.

Här President, ech ginn Iech d'Motioun.

Motion

concernant l'annonce du Gouvernement d'Israël de vouloir annexer une partie du Territoire palestinien occupé

La Chambre des Députés,

- considérant l'annonce par le Gouvernement de l'État d'Israël de vouloir procéder, à partir du 1er juillet 2020, à l'application de la souveraineté d'Israël sur des parties du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- considérant l'inadmissibilité de l'annexion de territoire par la force comme principe fondamental du droit international ;

- considérant l'initiative du Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn et du Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce de l'Irlande, Simon Coveney, en faveur d'une déclaration forte de l'Union européenne contre l'annexion par Israël d'une partie du Territoire palestinien occupé, appuyée par 25 États membres lors de la vidéoconférence du Conseil « Affaires étrangères » de l'UE du 15 mai 2020 ;

- soulignant que la solution des deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, l'État d'Israël et l'État de Palestine ;

- constatant que l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé représenterait une violation grave du droit international, y inclus de la Charte des Nations Unies et des Conventions de Genève, et risquerait de porter un coup fatal à la solution des deux États,

invite le Gouvernement

- à soutenir toutes les initiatives diplomatiques de l'Union européenne et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas procéder à l'annexion de la vallée du Jourdain ;

- à soutenir les efforts du Gouvernement en faveur de toutes les initiatives au niveau de l'Union européenne visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- à souligner la nécessité d'une paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur de la constitution d'un État palestinien ;

- à souligner que la seule solution possible au conflit est la coexistence de deux États, à savoir Israël et la Palestine.

(s.) Claude Wiseler, Martine Hansen, Viviane Reding, Marco Schank, Marc Spautz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler.

4. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

Da géif ech nach d'Wuert weiderginn un den Här David Wagner fir den Depot vun enger neier Motioun, wann ech dat richteg verstanen hunn, déi déi vu virgëschter ersetzt?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Genau. Merci villmools, Här President. Ech wäert mech kuerzfaassen, well ech jo d'Motioun virun zwee Deeg och iwwert d'Annektéierung vun der Vallée du Jourdain presentéiert hunn. Et ass eng nei Motioun. Et ass u sech keng esou nei Motioun, si bleift intakt. Mir hu just nach een Invite derbäigesat, well mer awer geduecht hunn, datt ee se misst e bësse completéieren

an drun erënneren, datt d'Regierung misst, wann et opportun ass, de Staat Israel ..., de „Staat Palästina" unerkennen - Lapsus, dat ass souwisou geschitt, mee de Staat Palästina unerkennen -, esou wéi d'Chamber dat 2014 an dem Vott vun de Motiounen och ugeholl huet.

Wannechgelift!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la publication, le 28 janvier 2020, du « plan de paix » américain pour le conflit israélo-palestinien ;

- considérant l'accord du Gouvernement israélien publié le lundi 21 avril 2020 qui prévoit des initiatives concrètes à partir du 1er juillet 2020 en vue de concrétiser le plan américain et de procéder à l'annexion de jure de territoires palestiniens, à savoir les colonies juives et la vallée du Jourdain ;

- considérant que toute annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël constituerait une grave violation du droit international et serait notamment en contradiction avec les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), 1515 (2003) et 2334 (2016) ;

- considérant notamment la résolution relative à l'annexion par Israël de territoires occupés en Palestine votée à très large majorité le 27 juin 2020 par le Parlement belge ;

- considérant les lourdes implications que cette annexion aurait pour la solution à deux États et la coexistence entre les Israëliens et les Palestiniens ;

- soulignant l'importance d'en arriver à une solution negociée du conflit qui soit acceptée par les deux parties,

invite le Gouvernement

- à prendre des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël ;

- à s'engager aux niveaux européen et multilatéral en faveur de la mise en place de contremesures efficaces destinées à répondre de manière proportionnelle à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- au cas où un consensus s'avère impossible entre États membres de l'Union européenne, à jouer un rôle actif dans la mise en place d'une coalition entre États membres qui élabore des réactions possibles de manière à apporter une réponse proportionnée à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- à consulter et à informer la Chambre des Députés activement et régulièrement sur la mise en œuvre des élements exposés ci-dessus ;

- à considérer le moment opportun de reconnaître l'État de Palestine dans les frontières du 4 juin 1967, avec d'autres États membres de l'Union européenne, ceci dans l'objectif de souligner l'appui du Luxembourg à la solution des deux États.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner.

5. Question élargie n° 42 de M. Claude Wiseler relative aux négociations post-Brexit

An da fänke mer d'Sitzung vun haut u mat der erweiderter Fro Nummer 42 vum Här Claude Wiseler iwwert d'Post-Brexit-Negociatiounen. De Froesteller huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eng eventuell Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Dës Fro ass am Fong e Complement zu där Fro, déi mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, gëschter gestallt huet. Hien huet déi gëschter zu deem Volet gestallt, deen d'Finanzen ugeet, d'Finanzplaz Lëtzebuerg, an d'Konsequenzen, déi en eventuellen No-Deal an de Brexit-Negociatioune wäert op eis Finanzwelt hunn.

Ech wëll deen aneren Deel vun där Fro ugoen, wéi gesot, well mir hu gesinn, datt dës Woch d'Vereenegt Kinnekräich an d'EU eng nei Negociatiounsronn ugefaangen hunn. A fënnef Woche gesi mer dann, ob se weiderkommen oder net weiderkommen, fir en No-Deal ze vermeiden, en No-Deal, dee soss den 31. Dezember, um Enn vum Joer, wäert antrieden.

Ech weess net, wéi et lech geet, mee wann ech kucken, wéi déi Negociatioune momentan lafen, da soen ech mer, datt den No-Deal awer eng grouss Chance huet, fir Realitéit ze ginn. Leider kann een ëmmer Surprisen an esou Diskussiounen erfueren. Mir hate schonn eng déi leschte Kéier, wou mer alleguer gemengt haten, et géif net riicht ausgoen, wou dunn awer am leschte Moment den Accord komm ass. Mee wéi och ëmmer, et ass natierlech gutt, wann een op déi eng an op déi aner Solutioun virbereet ass.

Dir kënnt lech vläicht erënneren, datt mer eng Rei Rechnunge kruten, notamment wat en No-Deal géif fir Europa, géif fir Groussbritannien, mee awer och fir Lëtzebuerg heeschen. Fir Groussbritannie gëtt ausgerechent, datt et minus 6 %, minus 8 % vum Wuesstum kascht. An dat ware Rechnungen, déi virun der Covidkris gemaach gi sinn.

Lëtzebuerg huet eng enk Verzännung mat der City: Si ass de fënnefte Partenaire am Export, si huet 16 % vun der Serviceexportatioun, den zweete Partner no Däitschland, an e groussen Indice de sensibilité op esou en No-Deal, an zwar deen zweeten, no Irland. Quitte datt mer wëssen, datt eng Rei Entreprisë sech op Lëtzebuerg säithier deplacéiert hunn, wäert dat awer fir d'Lëtzebuerger Entreprisen eng Risenëmstellung ginn.

Mäin éischten Deel, dat sinn am Fong Froen, déi ronderëm d'Betriber an déi Virbereedung ginn. An ech wollt am Fong den Ausseminister froen, wéi de Virbereedungszoustand haut vun de Lëtzebuerger Entreprisë wär. Mir wëssen, datt bei deem viregte Risk vum No-Deal eng ganz Rei Preparatiounen, eng ganz Rei Ronne mat Entreprisë gelaf sinn, wou gekuckt ginn ass, wat se brauchen, wat d'Gefore sinn, wéi se sech op déi Gefore kënne virbereeden. Wéi ass haut déi Diskussioun gelaf? Sinn do Diskussiounen, wou de Staat en eventuellen No-Deal mat den Entreprisë virbereet, a wéi geet dat?

Meng zweet Fro, dat ass: Wéi schätzt de Minister de makroekonomeschen Impakt op Lëtzebuerg an, an dat an engem Kader vu souwisou schonn enger geschwächter Ekonomie duerch de Covid? Et ass also eng aner Situatioun, an där mer momentan dostinn, wou mer am Fong missten eng Relance den 31. Dezember maachen. Dir hutt virgesinn als Ekonomie, datt mer 2021 erëm plus 7 % vum PIB hätten. Dat ass awer warscheinlech eng Rechnung, déi mat engem Deal gemaach ginn ass. Wéi gesäit dat aus, wa mer an enger No-Deal-Situatioun sinn?

Den zweeten Deel vu menger Fro, dat ass déi ronderëm dat, wat mat de Leit geschitt. Dir kënnt lech erënneren, Här Asselborn, mir haten am Mäerz 2019 dat, wat mer zesummen eng „brittesch Woch" nennen, wou mer eng ganz Rei esou Texter gestëmmt hunn, fir de Fall vun engem No-Deal virzebereeden a fir Preventiounsmoossnamen ze huelen.

Ech hunn déi Texter nach eng Kéier ugekuckt a meng Froe wären do iwwert déi Texter. Do steet nämlech dran zum Beispill, am Fall vun engem No-Deal, wéi et mat deene Leit geet, déi dann Englänner sinn, déi de REVIS kréien, wéi et mat Openthaltsgeneemegungen ass, déi e Joer méi laang daueren, wou awer de Stéchdatum dann op den 1. Januar 2021 gesat ginn ass. Elo sinn déi Delaie jo alleguer anescht. Brauche mer nach esou eng Iwwergangszäit? Brauche mer keng méi? Maache mer nach Gesetzer, zousätzlech Gesetzer, fir esou eventuell Iwwergangszäiten ze reegelen, oder net? An déi Frist vun zwielef Méint och als Iwwergangsgesetz fir de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg war dat selwecht, an d'selwecht fir d'Iwwergangsgesetzer fir Studenten.

Dat Ganzt, de Brexit an en eventuellen No-Deal, ass mat der Covidkris e wéineg vergiess ginn. An elo wollt ech am Fong froen, wéi d'Preparativen zu engem No-Deal och op deem do Plang lafen, dat heescht um Plang vun dem praktesche Liewe vun den Englänner zu Lëtzebuerg an de Lëtzebuerger an England.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Ech weess elo net, ob ech am Detail op all déi Froen, déi den Här Wiseler gestallt huet, kann äntweren. Mee ech wëll awer probéieren, nach eng Kéier dat Ganzt an de Kontext ze setzen an och ze soen, wou mer elo dru sinn.

Dir wësst, dass d'Kinnekräich, dat Vereenegt, den 31. Januar dëst Joer aus der EU ausgetrueden ass an dass mer selbstverständlech elo riskéieren, deen nämmlechte Spektakel ze kréie fir deen zweeten Accord, dee mer musse fannen nom Austrëtt, wéi mer dee virdrun haten. Dat ass net ausgeschloss.

Den Austrëttsaccord, dee reegelt jo, wéi den Numm dat seet, den Austrëtt aus der Europäescher Unioun, a reegelt virun allem - an den Här Wiseler huet Recht, fir dat ervirzesträichen - jo d'Rechter vun den EU-Bierger a Groussbritannien an d'Rechter vun de brittesche Bierger an der Europäescher Unioun. An deen Austrëttsaccord reegelt och natierlech déi nordiresch Grenz an och finanziell Froen.

Sou. Elo si mer jo amgaangen, mat de Britten iwwert déi zukünfteg Relatiounen ze verhandelen. An do geet et jo ëm den Handel mat Wueren, den Handel mat Servicer. Et geet ëm d'Reegelen, no deenen eis Wirtschafte fonctionéiere sollen a wat mer maachen, falls mer eng Kéier iwwer eng Mesure net eens ginn.

Ech wëll hei vläicht fir d'alleréischt soen, dass mer zu 27 - bis elo jiddefalls, ech hoffen, dass dat bleift! - hannert dem Här Barnier stinn an dass den Här Barnier och an där schwiereger Situatioun versicht huet, déi 27 och zesummenzebehalen.

Dat Austrëttsofkommes huet eng Iwwergangsperiod festgeluecht a mir wëssen, dass et souguer méiglech gewiescht wier, fir zwee Joer nach drunzehänken. Dir wësst och, dass d'Britten decidéiert hunn, dass dat net soll geschéien. An et ass elo onméiglech, reng juristesch och, fir nom 31. Dezember nach eng Period, eng verlängert Period unzehänken.

Mir mussen eis also drop astellen, dass mer mussen deen Deal mat Groussbritannie virum 31. Dezember stoen hunn. Mir missten e stoen hunn am Oktober spéitstens vun dësem Joer.

Op der Säit vun der Europäescher Unioun gëtt et jo de klore Wëllen, dass mer méiglechst gutt Bezéiunge mat Groussbritannien och iwwert den 31. Dezember vun dësem Joer eraus hunn. Mee duerfir och, Här Wiseler, Här President, wann Der mech elo hei den 2. Juli, wou ech virun lech stinn, frot, ob deen Accord iwwerhaapt zustane kënnt a wat an deem Accord steet, da muss ech passen. An ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, deen dat muss maachen. Duerfir sinn ech extreem virsiichteg an ech ka keng Hypotheesen hei opstellen, wou ech näischt an der Hand hunn, dass déi och gepréift sinn.

Bon, Här President, d'Gouvernance fir d'éischt vum Accord, de Level-Playingfield, d'Fëschereirechter, wéi gi mer ënner Police a Justiz mateneen ëm? A wat ass den Europäesche Geriichtshaff, wat fir eng Roll spillt deen? Vläicht elo kuerz der Rei no.

Zu der Gouvernance, do ass et esou, dass mer vun Ufank u gesot hunn als Europäesch Unioun: „Mir wëllen een Accord, mir wëllen net saucissonnéieren." Mir wëllen net dat widderhuelen, wat mer mat der Schwäiz hunn, eng ganz Additioun vun Accorden. Mir wëllen een! A mir wëllen och net, dass Groussbritannien dann d'Korintercher aus dem Kuch pickt an dass mer do, wou si Interêten hunn, zu engem Accord kommen, awer ëmgedréint dann net.

Duerfir, dat ass eng Diskussioun, déi ass nach net geléist. Si wëllen eenzel Accorden, mir wëllen ee ganzen Accord. Dat ass eng grouss Fro, déi nach am Raum steet an déi muss tranchéiert ginn.

Dir wësst jo och, dass - do däerf een net blann sinn, an dat ass keng Kritik u Groussbritannien, mee et ass e Fait - si an Zwëschenzäit e wirtschaftleche Konkurrent gi si vun der Europäescher Unioun, direkt virun eiser Dier. An duerfir musse mer Uecht ginn, dass dat alles och op enger gerechter Basis viru sech geet.

Am Level-Playingfield geet et virun allem jo ëm déi Standarden, déi héich Standarden, déi mir hunn, déi si zum Deel jo mat ausgeschafft hunn: Emwelt, Aarbechtsrecht, Fiskalitéit, Staatshëllefen an esou weider, dass mer do net drënner falen. Dat ka jo net sinn, ech mengen, dat wier net am Interêt vun de Bierger an der Europäescher Unioun an och net a Groussbritannien. Allerdéngs gëtt et eng Tendenz, fir wëllen dee politesche Choix vu Groussbritannien, fir deen op dee Wee do ze féieren. Dat heescht, dass d'Standarden, déi mer am Bannemaart hunn, géife bradéiert ginn. An dat ass e Punkt, mengen ech, e ganz wichtege Punkt, wou mer och net kënnen noginn.

Dann eis Police- a Justizkooperatioun, do si mer net bereet, aktuell Mechanismen ze … Ech ka mech nach gutt erënnere perséinlech, zu München op der Sécherheetskonferenz huet déi deemoleg Premierministesch aus Groussbritannie gesot, dass si wëllen och an Zukunft an der Aussepolitik an an der Sécherheetspolitik ganz enk mat Europa weiderschaffen, also mat der Europäescher Unioun. Dat ass och liicht verwässert de Moment.

D'Fëscherei, do hu mir jo net direkt eppes domadder ze dinn. Mee mir sinn awer solidaresch mat enger ganzer Rei vun Noperen, déi domadder grouss Schwieregkeeten hunn, a mir ënnerstëtze se och an deem Sënn.

Wat elo den Europäesche Geriichtshaff ugeet, ass et esou, dat ass eng Prinzippiefro. Ech mengen, alles wat d'Interpretatioun ass vum europäesche Recht, dat steet eeben ënnert der Tutelle vun der Cour européenne de justice.

Den Här Barnier huet eis och gesot, dass e schwéier enttäuscht ass, dass een am Beräich vun der Aussen- a vun der Verdeegungspolitik an och am Kampf géint d'Geldwäsch an och d'Cyberkriminalitéit do wäit vun engem Accord ewech ass. Et mussen op all deene verschiddene Punkte grouss Fortschrëtter gemaach ginn, fir dass ee kann zur Konklusioun kommen. Dir hutt et gesot, Här Wiseler, dass jo en Effort soll gemaach ginn - dat ass de 15. Juni decidéiert ginn -, dass ee souguer duerch den August versicht, elo seriö mateneen ze verhandelen, a wann et nëmme méiglech ass och physesch. A mir hoffen nach ëmmer, dass et do méiglech ass, zu eppes ze kommen.

Mir mussen natierlech, an dat hutt Der mat Recht gesot, eis op d'Eventualitéit virbereeden, dass et och dës Kéier keen Accord an deem Sënn, wéi mir dat gären hätten, kéint ginn. Mir hunn, eise Ministère huet elo virum Summer nach ugefaangen, all eenzelne Ministère ze sensibiliséieren, fir déi néideg Mesuren, déi misste geholl ginn, auszeschaffen. Ob mer elo virun Enn des Joers nach musse legiferéieren, dat hänkt jo natierlech vun der Substanz of, wat an den Accord drastoe kënnt. Och dat kann ech de Moment net soen.

Mir hunn 2018 déi ganz No-Deal-Gesetzer gestëmmt. Do muss een awer wëssen, dass déi meescht vun deene Gesetzer elo caduc sinn an dass mer eis mussen upassen, wann et keen Accord gëtt bei der Sortie, u wat mer dann ze dinn hunn. Jiddefalls, eis Preparatioune fir en No-Deal-Zenario, déi lafen an der Regierung. A mir sinn och mat der Handelskummer, mat de Wirtschaftsacteuren a Kontakt schonn, fir se fir en No-Deal-Zenario ze sensibiliséieren.

Mir hunn och vun der Kommissioun schonn e sëlleche sougenannt Informatiounsnotize kritt an déi hu mer och weiderginn un d'Wirtschaftsacteuren, dass een also do - déi missten dat als Flichtlektür gesinn -, dass ee virbereet ass, wat eventuell do op eis zoukënnt.

No-Deal, also wa keen Accord kënnt, da si mer natierlech konfrontéiert mat där éischter Fro, dat ass: Wat geschitt mat de Rechter vun de Bierger, alle Bierger, och de Studenten, deenen Europäer, déi a Groussbritannie sinn, an eeben och deene Britten, déi hei an Europa sinn?

Ben, ech wëll lech do soen, dass op deem Punkt, mengen ech, net allze vill geschéie kann, well do jo en Accord do ass. A mir hei zu Lëtzebuerg, hei kënnen d'Leit elo scho froen, alleguerten déi Britten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, déi kënnen elo scho froen, dass dee Status, dee se elo hunn, dass dee confirméiert gëtt a verlängert gëtt. Dat heescht, och wann et en No-Deal gëtt, geschitt de Britten hei zu Lëtzebuerg näischt. Si bleiwen am Status, dee se elo haten als Bierger vun der Europäescher Unioun. An ech mengen, dat ass ganz wichteg. Mir wëllen natierlech och Reciprocitéit op där anerer Säit!

Ech hoffen och, déi Fro gëtt jo dacks gestallt mat de Studenten ... Dir wësst, dass d'europäesch Studenten a Groussbritannien, wann ech richteg am Bild sinn, ongefëier 3.000 Euro Fee bezuelen am Joer. Fir Drëttstaatler, wa mer géifen deklasséiert ginn an als Drëttstaatler ugeholl ginn, da kënnen dat bis zu 10.000 Euro sinn. Also ech mengen, och do muss een drop hoffen, dass mer Versteesdemech fannen an dass d'Britten net op dee Wee ginn, fir eis carrement als Drëttstaat ze considerëieren.

Allerdéngs, dat wësst Der, wa mer nom 31. Dezember sinn an et kommen nei Leit aus Groussbritannien heihinner, da sinn et Leit, déi ënnert d'Drëttstaate falen, wéi alleguerten d'Drëttstaate vun dëser Welt. Déi ginn hei net gebass, mee si hunn natierlech manner Privileegien a manner Rechter wéi déi aner.

Bon, zur nordirescher Grenz nach ee Moment, do geet et jo ëm d'Integritéit vun dem europäesche Bannemaart. Do ass et esou, dass Douaneskontrollen da mussen agefouert ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass dat och op där richteger Schinn ass, dass dat alles preparéiert gëtt. Ech mengen, do maachen ech mer net ze vill Suergen driwwer, wéi ech héieren. Déi brittesch Autoritéite mussen natierlech och do déi néideg informatesch, infrastrukturell a personell Virbereedungen treffen, fir dass déi Kontrollen och kënnen duerchgefouert ginn.

Bon, wat elo nach d'Geschicht ass vun der Prozedur: All Mënsch seet, dass dee leschten Delai, fir esou en Accord hinzekréien, September oder Oktober ass. Ob deen Accord elo just vum Europaparlament, oder awer och vläicht vun den nationale Parlamenter muss gestëmmt ginn, dat kann eréischt decidéiert ginn, wa mer wëssen, wat am Accord steet. Wann et en Accord ass, dee reng fokusséiert ass op d'Europäesch Unioun, wat ech jo net hoffen, well mir hu jo nach aner Interêten zesummen, da wier et d'Europaparlament. Am anere Fall ass och den Accord vun deenen eenzelnen nationale Staate gefrot. Mee dat ass eng Fro, déi mer nëmmen eréischt kënnen tranchéieren, wann ee weess, wat als Substanz am Accord drasteet.

Nach eng Kéier: Et gëtt keng Gewënner an deem ganze Spill do. Dat hu mer ëmmer gesot. Mee mir hunn als Europäesch Unioun wierklech dat Bescht gemaach, fir do erauszekommen.

Dir hutt d'Fro gestallt: No-Deal, wéi ass et da mam Covid? Also do musst Der mer e wéineg Zäit ginn. Dat hänkt dovunner of, wat fir een, oder ob ... Ech gi jo nach ëmmer dovunner aus, dass et en Deal gëtt. Wann et carrement keen Deal gëtt ..., och ouni Deal hu mer elo schonn e wéineg Problemer, fir eis bilateral op een Niveau ze bréngen. Dat ass net esou evident. An ech mengen, dass, jo, an enger Zäit, wou d'Welt esou aus de Fugen ass, ee besser gehat hätt, an Europa zesummenzebleiwen an doduerch staark ze sinn, wéi eeben op de Wee vun deem Brexit ze goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Den Här Wiseler huet nach eng Zousazfro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Minister Merci fir deen Tour duerch d'ganz Brexit-Diskussiounen. Ech versti ganz gutt, datt een elo momentan net ka soen, wat fir eng Gesetzer musse gemaach ginn, wa mer den Deal nach net kennen, well mer jo net wëssen, wat drasteet. Dat ass evident. Dat ass logesch. Par contre war meng Fro méi prezis: Wann et en No-Deal ass, jo, da wësse mer, wat drasteet. Dat steet nämlech näischt dran.

Dofir war meng Fro: Wann et en No-Deal ass, musse mir dann nach, esou wéi mer dat d'leschte Kéier gemaach hunn a Preparatioun vun engem eventuellen No-Deal, hei an dësem Haus Gesetzer stëmmen? A wa jo, wat fir eng? Respektiv, wat ass Äert Haus respektiv sinn aner Haiser amgaang, als Transitiounsgesetzer - am Fall wou, fir ofgeséchert ze sinn - virzebereeden?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Här President, Här Wiseler, mir mussen dat seriö virbereeden. A mir wëssen dat. Mir hunn Uweisung vun der Europäescher Kommissioun kritt an alle Memberstaaten, fir eis dorobber virzebereeden. An et si kloer Uweisunge komm, déi mer mussen iwwer eis Chambre de Commerce an all wichteg Acteure vun der Wirtschaft och zur Verfügung stellen. Dat hu mer scho gemaach. Mir kënnen elo net, elo op jidde Fall, wou ech hei stinn, soen, wat fir Gesetzer missten do geholl ginn an a wat fir engen Domänen. Mee wat mer wëssen, dat ass: Déi Iwwergangsgesetzer vun 2018, déi si caduc. Do musse mer op en neie Wee dann dee Moment goen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Wiseler wëllt nach eng Kéier à la charge kommen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt just d'Suggestioun maachen, déi ech méi oft hei maachen: Wa mer dat mussen, e puer Gesetzer stëmmen, da wär ech wierklech frou, wa mer se kéinte stëmmen zu engem Zäitpunkt, wou mer net erëm an eng total Hetz kommen, esou de 24. Dezember, datt se den 31. Dezember a Kraaft trieden. Well et sinn awer komplizéiert Gesetzer. Et wär also eng Bitte un d'Regierung, eis déi an enger Zäit virzeleeën, wou ee ka roueg driwwer schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, däerf ech heizou eppes soen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Asselborn, wannechgelift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Just, Här Wiseler, dat, mengen ech, wëllt jiddereen. Dat wëllt d'Parlament, dat wëllt d'Regierung och. Dat hänkt natierlech vum Zäitpunkt of, wou ee weess, ob et iwwerhaapt nach en Accord gëtt. An deen Accord, ech hunn dat jo gesot, misst am Oktober spéitstens virleien. Wann deen natierlech elo eréischt virläit no Allerhellegen oder, ech weess net, uganks Dezember, da gëtt et eng Debatt, ob een dat nach unhëlt, ob een nach en Effort mécht oder net.

Mir als Lëtzebuerger Regierung, mir maachen alles, fir dem Här Barnier ze hëllefen, dass deen Accord am Hierscht zustane kënnt. Mee bon, dat ass de Moment eppes, wat ech net ka mat 100%eger Sécherheet soen. Mee ech ginn lech Recht, mir missten dat kënnen a Rou maachen an och déi néideg Zäit hunn, virun allem an de Parlamenter, fir dat ze tranchéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister.

6. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967

(Résolution déposée en séance publique n° 48 du 30 juin 2020 - à consulter au compte rendu n° 20/2019-2020 en page 723)

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass d'Resolutioun vum Här Yves Cruchten iwwert d'Ënnerstëtzung vun all den EU-Initiativen, déi als Zil hunn, staark a proportional Mesuren ze huelen, am Fall wou Israel eng Partie vum palästinenseschen Territoire annektéiert. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Yves Cruchten *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Zanter Joerzéngte probéiert déi international Gemeinschaft, e gerechte Fridden tëschent Israel a Palästina ze fannen. Eng sëlleche Friddenspläng, Initiativen an och direkt Verhandlungen tëschent de Parteien hunn awer bis haut keen Duerchbroch fonnt. A mir mussen éierlech sinn, an deene leschte Joren ass dës Sich nom Fridden éischter méi schwéier gi wéi méi einfach.

Dat huet mat enger kontinuéierlecher israeelescher Siidlungspolitik ze dinn, enger amerikanescher Regierung, déi nei Weeër geet an dobäi d'Europäesch Unioun gespléckt huet, enger Europäescher Unioun selwer, sou muss een et leider och soen, déi an deene leschte puer Joer hei nëmme wéineg ze radetten hat. Mee et huet och mat enger palästinensescher Féierung ze dinn, déi et net fäerdegbruecht huet, eng positiv Dynamik an d'Situatioun ze bréngen.

An dës Sich nom Fridde wäert mat Sécherheet, sollt Israel säi Plang vun der Annexioun vun engem Deel vum Westjordanland duerchzéien, nach e Stéck méi komplizéiert ginn. Et ass dëst e Schratt, deen d'ailleurs och am amerikanesche sougenannte „Friddensplang" virgesinn ass.

Dozou ass dat heiten ze soen: Éischtens ass dës Annexioun illegal. Do si sech déi allermeescht Experten an d'international Gemeinschaft eens. Mir kënnen et net einfach hinhuelen, dass dat internationaalt Recht op esou eng eklatant Aart a Weis mëssbraucht gëtt, ausgehiewelt gëtt.

Zweetens ass et relativ kloer, dass dës Annexioun eng Zweestaateléisung sou gutt wéi onméiglech mécht, eng Zweestaateléisung, wéi se vun der Europäescher Unioun a vu Lëtzebuerg zanter Laangem och preconiséiert gëtt.

Drëttens hätt se, deemno wéi, gréisser Konsequenze fir d'Rechter vun de Palästinenser, déi och haut schonn zu engem groussen Deel an onwierdege Konditioune liewe mussen.

Véiertens kann dës Annexioun och d'Sécherheetslag am Noen Osten an am Mëttleren Oste méi generell verschäerfen. Jordanien huet schonn ugekënnegt, dass se dat net einfach esou hinhuele géifen. E klenge Rappell: Jordanien, eent vun de wéinege Länner an der Géigend, dat viru 25 Joer e Friddensvertrag mat Israel geschloss huet.

Eng kleng gutt Noriicht gouf et awer och: D'Annexioun war uganks fir gëschter, den 1. Juli, virgesinn. Mee d'israeelesch Regierung huet, och wéinst internen Onstëmmegkeeten, den Ufank vum Annexiounsprozess bis op Weideres reportéiert.

Dat wëllt awer net onbedéngt eppes heeschen. Dofir muss déi international Gemeinschaft a besonnesch och d'Europäesch Unioun den Drock héich halen, drop hischaffen, fir dës Annexioun ze verhënneren. Am Fall wou se awer géif kommen, muss no Mëttele gesicht ginn, fir op dës grav Violatioun vum internationale Recht ze reagéieren.

Och als Parlament sollte mir do eisen Deel bäidroen. Dofir engagéiere mer eis an dëser Resolutioun, fir d'Regierung a besonnesch eisen Ausseminister an hiren Efforten um europäeschen Niveau ze ënnerstëtzen, fir am Fall vun enger Annexioun effikass a proportionell Mesuren auszeschaffen.

Ausserdeem wäerte mer d'Regierung an hirer Evaluatioun ënnerstëtze fir ze kucken, ob a wéini dee richtegen Zäitpunkt ass, fir e palästinensesche Staat bannent de Grenze vum 4. Juni 1967 unzeerkennen, idealerweis zesumme mat aneren EU-Memberlänner. Dat wier och en Zeechen, fir eis Ënnerstëtzung fir d'Zweestaateléisung nach eemol ze ënnersträichen.

An deem Kontext erënneren ech drun, dass d'Chamber 2014 eng Resolutioun ugeholl huet, wou mer d'Regierung dozou opgeruff hunn, e palästinensesche Staat unzeerkennen „au moment qui sera jugé le plus opportun".

Eisen Ausseminister huet sech an deene leschte Méint vill géint dës Annexioun a fir d'Rettung vun der Zweestaateléisung agesat. Ech fannen, dat verdéngt eis Unerkennung an eis Ënnerstëtzung. An d'Awunner aus där ganzer Regioun verdéngen alleguerten, ob an Israel oder a Palästina, dass si a Fridden an a Sécherheet liewe kënnen. Dat sollt eist iewescht Zil sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Als éischte Riedner huet den Här Claude Wiseler sech agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Ech soen dem Här Cruchten och Merci fir déi Initiativ, déi e geholl huet, e Sujet, deen haut op der Dagesuerdnung vun der ganzer Welt en fin de compte ass. Zur Situatioun wëll ech ganz kloer soen, datt fir eis déi geplangt Annexioun vun engem Deel vun der Vallée du Jourdain net konform zum internationale Recht ass - ech wëll dat kloer an däitlech soen - an an deem Fall och net akzeptabel fir eis ass.

Et ass en Deel vun engem Plang vum President Trump fir de Mëttleren Osten. E Friddensplang muss awer an eisen Aen ëmmer mat deenen zwou Partien, mat deenen zwou Säiten, mat deenen zwou Parteien ausgeschafft ginn, déi dorunner bedeelegt sinn. Dat ass an dësem Fall net geschitt an dofir wäert en och sécherlech säin Zil net erreechen.

Dës Annexioun ass net konform zum internationale Recht. An haaptsächlech bedeit se an eisen Aen e Schrëtt ewech vum Fridden am Mëttleren Osten, dee se laangfristeg en fin de compte méi schwéier mécht. A si ass net nëmmen e Schrëtt ewech vum Fridden, mee si ass och problematesch fir d'Stabilitéit an enger ganzer Regioun, déi schonn enorm explosiv ass.

Mir sinn nach wie vor fir eng Zweestaateléisung, eng Zweestaateléisung, déi op där enger Säit Israel Sécherheet bitt an op där anerer Säit de palästinensesche Staat unerkennt. Mee an eisen Ae muss béides an engem gemeinsame Prozess matenee geschéien an och séchergestallt ginn. Dofir kënne mer och mat deem Deel vun der LSAP-Resolutioun respektiv der Resolutioun vun der Majoritéit net d'accord sinn, deen hei déi unilateral a formell Unerkennung vun dem palästinensesche Staat, elo respektiv wann et opportun ass, da virgesäit.

Mir froen an eiser Motioun dräi Saachen: dat Éischt, datt einstweilen nach déi maximal diplomatesch Efforten agesat ginn, fir déi Annexioun ze vermeiden. An der Politik wësse mer zu Lëtzebuerg an iwwerall, soulaang eppes net definitiv geschitt ass, ass et net definitiv a kann een nach politesch Mëttelen, diplomatesch Mëttelen asetzen, fir et ze ënnerbannen.

An hei sinn eng ganz Rei diplomatesch Argumenter. Dat éischt diplomatescht Argument, dat ass, datt et en amerikanesche Friddensplang ass an datt an Amerika, ech weess net, wat am Oktober, November geschitt, mee awer méiglecherweis d'Saache changéiere kéinten an den Här Biden scho gesot huet, datt hien dee Plang, deen den Här Trump ausgeschafft huet, net géif deelen, net géif d'Saachen esou gesinn.

Dat Zweet, dat ass, datt et sécherlech och eng Verschlechterung vun de Bezéiunge mat der EU bedeit. An dat musse mer ganz kloer maachen! An do vertrauen ech dem Ausseminister, datt en dat ganz kloer wäert maachen, datt et eng Verschlechterung vun de Relatioune mat der EU wäert bedeiten. Et ass jo d'Vernichtung vu jorelaangen diplomatesche Beméiunge fir den Opbau vun de Relatioune mat de Golfstaaten. Et ass Onrouen an de Palästinensergebidder an a Jordanien. Et ass d'ailleurs och eng Spaltung vun Israel, déi 50 % zu 50 %, déi eng fir, déi aner géint d'Annexioun sinn. Et ass also och net …

Une voix.- An der Bevëlkerung.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An der Bevëlkerung, jo, an der Bevëlkerung selbstverständlech. Et ass also och net esou eng gedeelte Saach oder esou eng partagéiert Saach an Israel selwer. An et bréngt natierlech, esou eng Annexioun, enorm intern Problemer och mat sech. Dofir ginn et juristesch an diplomatesch Argumenter, fir déi Thees do ze verteidegen.

Eis zweet Saach, dat ass, datt déi Annexioun illegal ass. An dofir soe mer och ganz kloer, datt mer se net kënnen akzeptéieren, a wa se awer geschitt, datt se muss Konsequenzen hunn. Dofir ënnerstëtze mer och d'EU an de Preparatioune vun deene Moossnamen. Mee ech soen awer do hannendrun, wéi den Heiko Maas virun e puer Wochen, datt ech net vill oder näischt dovunner halen, an Zäiten, wou d'Saachen nach net definitiv sinn, fir scho mat groussen Droungen ze kommen. Et soll hei mat Determinatioun a Kloerheet geschwat ginn, an da kucke mer déi nächst Etapp. An déi Moossname sollten awer elo scho virbereet ginn.

An eise leschte Punkt, dat ass eng kloer Ausso zur Zweestaateléisung mat de Garantië vun den israeelesche Aspiratiounen op Sécherheet a parallell vun der Unerkennung vun engem palästinensesche Staat. Déi zwee zesumme si fir eis deen eenzege Wee an den definitive Fridden am Mëttleren Osten.

Dofir stëmme mir selbstverständlech eis Motioun a wäerten eis bei deenen zwou aneren, der Resolutioun vun de Majoritéitsparteie vum Här Cruchten an der Motioun vum Här Wagner, enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv, de Konflikt tëschent Israel a Palästina huet eng ganz laang Vergaangenheet. Wann een déi elo géif hei historesch opschaffen, da wiere mer de ganze Mëtten amgaangen. Ech wëll mech hei just op ee weesentlechen Datum aus der rezenter Geschicht limitéieren, an zwar den 29. November 1947, wéi d'UNO-Vollversammlung de sougenannte Partitiounsplang ugeholl hat. Deemools ware vun deene Länner, déi mat ofgestëmmt hunn, der 33 derfir, 13 hu mat Nee gestëmmt, 10 Abstentiounen an ee Land, Thailand, war net present.

An ech liesen och ganz kuerz vir, wat an där Resolutioun 181 deemools stoung: « Les États indépendants arabes et juifs [...] commenceront d'exister [...] le 1er octobre 1948 au plus tard. » Haut, bal 73 Joer méi spéit, wësse mer, wat aus där Resolutioun deemools do ginn ass.

Zënterhier sinn natierlech ganz vill Efforte gemaach ginn, fir an där delikater, kriddeleger Fro do eng Léisung ze fannen - ech erënneren zum Beispill un Oslo 1993 -, déi souwäit gefouert haten, datt souguer den Här Rabin an den Här Arafat de Friddensnobelpräis kruten. Do gesäit een also, wéi no datt mer deemools un enger Léisung waren. Duerno koum nach Camp David, 2000, Sharm el Sheikh, 2005, ech ginn elo net ze vill an den Detail. Jiddefalls ass eppes kloer, mir hunn et bis haut - an ech soen och bewosst „mir", well och d'Europäesch Unioun huet jo awer eng gewësse Roll do ze spillen - net fäerdegbruecht, fir dee Problem do ze léisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'israeelesch Regierung hat jo effektiv elo ugekënnegt, fir spéitstens zënter gëschter déi besate palästinensesch Territorien am Westjordanland ze annexéieren. Si beruffe sech do op historesch an och reliéis Rechter. Och doriwwer kéint ee sech zwar ënnerhalen.

Mir wëssen, datt dee Plang hei u sech e sougenannte „Friddensplang" vum Här Trump ass. Mee eppes ass kloer: Dee Plang hei, deen huet u sech, wéi déi Däitsch soen, méi „Zwietracht gesät" wéi Eintracht. En huet zu ganz ville Reaktioune gefouert. Et kéint ee bal mengen, datt dat misst enger Kapitulatioun vun de Palästinenser gläichgesat ginn, well et ass jo virgesinn, datt am ganze Jordan-Dall laanscht de Floss Israel soll am Fong geholl dee Moment déi Territorien do kréien.

Dem Här Trump säi Plang huet ouni Zweifel eng gewësse chaotesch Nott u sech. Ech wëll awer elo net drop agoen, firwat datt en dee Plang hei elo just zu dësem Zäitpunkt ënnerbreet huet.

Mir wëssen och, datt dat awer kéint ganz vill nei Konflikter mat sech bréngen. Virdrun huet den Yves Cruchten, deem ech och scho Merci hei soe fir déi Resolutioun, déi e virgeluecht huet, drop higewisen, datt virun allem Jordanie wäert do awer ganz nervös ginn an och aneschters reagéieren.

Ech wëll och op d'Friddensofkommes vun 1994 hiweisen zwëschent Israel a Jordanien. Ech wëll och drop hiweisen, datt et am leschten August do schonn zu engem Tëschefall komm war, an zwar um Tempelbierg, wou jo u sech d'Jordanier eng gewësse Kontroll hunn a wou déi israeelesch Autoritéiten zougelooss hunn, datt am Fong geholl d'Judde kéinten do och bieden, wat awer net an deem Sënn virgesinn ass. An dunn hu scho Stëmmen a Jordanie gesot, fir dee Friddensplang u sech opzeléisen.

Da wëll ech nach eng Stëmm hei ervirhiewen, déi awer mat Sécherheet vill Gewiicht huet, dat ass déi vum UNO-Generalsekretär, dem António Guterres, dee sech virun e puer Deeg ganz kloer, awer och vehement, kann ee scho bal soen, dergéint ausgeschwat huet, géint déi

Pläng, déi vun den Israeelien elo virgeluecht goufen.

Ech mengen, et ass och gutt, datt mir als Lëtzebuerger Parlament, och wa mir an deem ganze Problemkrees do nëmmen e ganz klengen Acteur sinn, mee et ass awer gutt, datt mer eis reegelméisseg mat där Problematik hei auserneesetzen.

Ech kommen och zréck op d'Motioun, déi mer de 16. Dezember 2014 hei gestëmmt haten. Deemools hat och d'Madamm Polfer, déi déi Problematik jo extreem gutt kennt aus där Zäit, wou se Ausseminister war, drop higewisen, datt d'Demokratesch Partei selbstverständlech vum Prinzip hier och fir eng Zweestaateléisung ass. Mir gleewen drun, datt dat u sech de Problem kéint léisen. Mee eng Zweestaateléisung mat egal wéi enge Mëttelen ustriewen, kann allerdéngs net onbedéngt d'Léisung sinn.

Mir hoffe jiddefalls, an déi Resolutioun gëtt dat jo och hei erëm, datt awer och natierlech prioritär um diplomatesche Plang kann eng Léisung fonnt ginn. Mir hoffen och, datt dat wierklech d'Léisung ka sinn. Den Här Wiseler huet eis Resolutioun elo e bëssen duergestallt, wéi wa mer dee Volet géife praktesch ausklammeren an direkt schonn Drounge géifen ausschwätzen. Ech gesinn eis Resolutioun net esou.

Ech gesinn eis Resolutioun equilibréiert, an zwar an deem Sënn, datt mer natierlech um diplomatesche Plang alles sollen ënnerhuelen. An duerfir gëtt d'Regierung jo och an enger Motioun vun deene Lénken opgeruff, zum Beispill. An eiser Resolutioun steet jo dran, datt mir selwer och als Parlament sollen déi néideg Ënnerstëtzung ginn, fir datt sollen all d'Kräfte gebündelt ginn, fir eeben, wéi gesot, ze erreechen, datt dee Plang do, esou wéi Israel sech dat virgestallt huet, net soll ëmgesat ginn.

Ee ganz, ganz klenge Liichtbléck - mee et soll ee sech näischt drop abilden -: Den 1. Juli ass vergaangen, ass scho Geschicht, an et ass näischt geschitt!

Elo kann een, wann ee ganz optimistesch ass, mengen, et kéint schonn eng éischt liicht, kleng Konsequenz vum internationalen Drock sinn. Ech woen dat awer elo emol net esou direkt hei ze behaapten. Mee et mierkt een awer och, an den Här Cruchten huet dat richteg bemierkt, datt um Niveau vun der israeelescher Regierung och net onbedéngt Eenegkeet besteet. Den Här Gantz ass schonn net méi gradesou euphoresch fir déi Pläng wéi virun e puer Méint nach. An och an der amerikanescher Regierung spigelt sech awer erëm, datt och do net jiddweree voll hannert dem Här Trump steet.

Jiddefalls mir als Demokratesch Partei fannen déi Resolutioun hei gutt a mir wäerten och deementspriechend eisen Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An dann huet d'Wuert gefrot déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt als Alleréischt wéi meng Virriedner och dem Här Cruchten villmools Merci soe fir dës Initiativ an d'Méiglechkeet, dass mer haut hei kënnen doriwwer schwätzen an eeben och eis Responsabilitéit huelen.

Virewech géif ech gäre bemierken, dass déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren, näischt, awer och guer näischt mat Antisemitismus ze dinn huet. Mir schätzen déi jiddesch Communautéit a setzen eis staark an am Kampf géint den Antisemitismus, deen op ville Plaze vun dëser Welt erëm um klammen ass.

An ech hunn nogekuckt, mir hu viru bal genau engem Joer, nämlech den 10. Juli 2019, eng Diskussioun gefouert an der Plenière iwwert d'Definitioun vum Antisemitismus. An ee vun de wichtege Punkten, dee mir do zréckbehalen hunn an deen ech eeben dowéinst och an dësem Kader wéilt erëm ervirsträichen, dat ass, dass eng Kritik un iergendwelleche politeschen Decisiounen, déi eng israeelesch Regierung kéint huelen, eeben net als Antisemitismus betruecht ka ginn, well ee Kritik un Decisioune vun engem Staat net soll an en Dëppe geheie mat Diskriminéierungen oder Gewalt géint déi jiddesch Communautéit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Mir schwätzen haut reng iwwer eng politesch Entscheedung vun der israeelescher Regierung, déi et an eisen Ae strengstens ze verurteele gëllt. D'Situatioun am Noen Osten, et ass elo oft genuch gesot ginn, ass historesch ganz komplex a verfuer. A Lëtzebuerg setzt sech zënter eh und je fir eng Zweestaateléisung an, well nëmmen dëst e friddlecht Niewentenee vun Israeelien a Palästinenser ka garantéieren, oder op d'mannst emol erméiglechen.

Mir sinn haut souwisou nach wäit vun dësem Zil ewech. Mee wann déi israeelesch Pläng zur Annexioun vu groussen Deeler vum Westjordanland elo sollten ëmgesat ginn, dann ass esou eng friddlech Léisung quasi onméiglech.

Dës Annexioun, et ass och gesot ginn, géif och eng grav Violatioun vum internationale Recht duerstellen a si géif géint sämtlech Resolutioune vun der UNO goen.

Et ass also net verständlech, dass, éischtens, esou e Plang vun der Trump-Administratioun am Januar 2020 presentéiert ginn ass an esou eeben och dëse Steen un d'Rulle bruecht huet, andeems e gréng Luucht ginn huet fir dës Annexiounen. Do spillt et elo och weider keng Roll, dass d'US-Administratioun elo am Nachhinein widerspréchlech Signaler setzt an domadder mëttlerweil iergendwéi och erëm am Raum steet, ob si enger Annexioun géif zoustëmmen oder net. Le mal est fait, an dat huet zu enormen zousätzleche Spannungen an der Regioun gefouert.

Zweetens ass et och irresponsabel a verwerflech, dass déi israeelesch Regierung an dësem schwéiere Kontext dann och an hirem rezente Regierungsaccord virgesäit, dat wëllen esou schnell wéi méiglech, also ab dem 1. Juli, ëmzesetzen.

Esou eng Annexioun géif fir d'Palästinenser bedeiten, dass si sech weider an hire Rechter beschnidde géife gesinn, a si léisst och weiderhin eng wichteg Fro, déi wichteg Fro vun der Nationalitéit op, well Israel och schonn ugekënnegt huet, dass d'Palästinenser an den ze annektéierende Gebidder net géifen déi israeelesch Nationalitéit kréien.

Dass dee Plang méi wéi risikobehaft ass, ass deenen allermeeschten, géif ech mengen, kloer, an et ass irresponsabel, wéi scho gesot, déi Risiken alleguerten anzegoen. Eng nei Well vu Gewalt ass quasi virprogramméiert, mee net nëmmen dat. D'Annexioun hätt wuel och schwéier Repercussiounen op déi israeelesch Bezéiunge mat sengen Nopeschlänner a speziell mat Jordanien, dat ass jo och schonn hei ugeschwat ginn, a géif déi opgebaute friddlech Relatiounen an de Friddensaccord tëscht deenen zwee Länner och a Gefor brëngen.

Dës Risikoaschätzung gëtt iwwregens och vun engem gudden Deel vun der israeelescher Zivillbevëlkerung gedeelt an och vu fréieren a jëtzege Militärs, déi d'Sécherheetslag fir Israel doduerch zousätzlech a Gefor gesinn.

De Plang vun der Trump-Administratioun huet à la base zum Zil gehat, Fridden an der Regioun ze schafen. Wéi se op déi Iddi komm ass, dass dëse Plang kéint Fridde schafen, dierf engem absolutt schleierhaft sinn! An nichtsdestotrotz musse mer haut versichen, déi méiglech Konsequenzen dovun ze verhënneren, an eis vehement weider derfir asetzen, dass dat internationaalt Recht bewaart bleift.

Dofir hunn aus eiser Fraktioun nieft mir och de Charles Margue an Djuna Bernard e Bréif matënnerschriwwen, dee vu méi wéi 1.000 Deputéierten aus Europa, dorënner och eng zéng Lëtzebuerger Deputéiert, ënnerschriwwe gouf. An dësem Bréif, deen un de Josep Borrell souwéi och un alleguerten d'Ausseministere vun der EU adresséiert ass, deele mir eis Bedenken iwwert dës Virgeeënsweis an iwwert d'Destabiliséierungsgefor mat, déi vun enger Annexioun géif ausgoen.

Annexioune par la force hunn am Joer 2020 näischt ze sichen an dierfen net ouni Konsequenze bleiwen. Gläich Rechter fir Palästinenser an Israeelie musse garantéiert bleiwen.

An deem selwechte Kader hunn de Charles Margue an ech och eng Question parlementaire un den Ausseminister gestallt, well mir seng Aschätzung wëllen hunn, notamment wat den opportune Moment fir eng Unerkennung vu Palästina als Staat ubelaangt, an och fir erauszefannen, ob déi rezent Entwécklungen eventuell en Afloss op d'EU-Memberstaaten hunn, fir mat enger gemeinsamer Unerkennung vu Palästina virunzekommen. An do si mer och erëm, op d'mannst zu engem gudden Deel, bei der Resolutioun vun haut.

Ech géif op alle Fall gären och hei d'Geleeënheet notzen, dem Ausseminister villmools Merci ze soe fir säin Engagement an dësem Dossier zënter villen a laange Joren. An ech géif domadder dann natierlech och eis Ënnerstëtzung an eisen Accord fir dës Resolutioun ausdrécken, well och mir als Parlament hei eis Roll ze spillen hunn, och wann et just eng kleng ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President.

7. Ordre du jour

Här President, ier ech hei zu dësem Text schwätzen, wollt ech kuerz eng Bemierkung iwwert den Ordre du jour maachen. Mir hunn hei dräi Resolutiounen zum selwechte Sujet. Dat géif heeschen, datt jidderee vun eis dann dräimol zwou oder fënnef Minutten, wéi et jee nodeem ass, heihinner misst kommen, fir zu deem Sujet ze schwätzen, amplaz datt mer eng kohärent Duerstellung kéinte maachen. Dat ass net glécklech.

Bon, da musse mer eeben esou fueren, well elo esou ugefaange ginn ass. Mee allkéiers esou eng Zersteckelung vun engem Deelaspekt, fir iwwert dee selwechte grousse Sujet ze schwätzen, ass net optimal an eisen Aen.

8. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 (suite)

Discussion générale (suite)

Wat den Text ugeet elo vun der Gambia-Koalitioun, si jo zwou Exigenzen hei. Dat eent ass déi „soutenir les efforts du Gouvernement" an dat anert ass d'Reconnaissance vum État de Palestine.

Also ganz kuerz an zwou Minutten: „Soutenir les efforts du Gouvernement", dat schéngt eis net opportun ze sinn, an ech wëll och dem Här Asselborn an de Kolleege vun de Regierungsparteie kloer soen, firwat.

Mir mengen, datt mir sollen an der Lëtzebuerger Baussepolitik un éischter Plaz kucken, selbstverständlech, nom universelle Respekt vun de Mënscherechter, awer och no der Vertriedung vu Lëtzebuerger Interessen. An ech mengen net, mir mengen net, datt et u Lëtzebuerg ass, als e klenge Staat an Europa, fir Virreider vun der antiisraeelescher Politik an der Europäescher Unioun ze sinn. Et ass net un eis, fir do grouss Initiativen ze huelen, fir 25 Länner do ze koaléieren, zesumme mat Irland, fir do ze probéieren, eng international Politik ze maachen, wou mir keng Interessen hunn, wou mer nëmmen ze verléieren hunn, an eisem Verhältnis mat den USA zum Beispill, wat anescht wichteg ass wéi dat, wat mer eventuell kéinte gewannen.

Dat Zweet ass d'Unerkennung vu Palästina. Ech wäert dann a mengen nächsten zwou Minutten dorobber zréckkommen. Wa mer vun Illegalitéite schwätzen - an effektiv, mir wëssen haut nach net, ech weess et op jidde Fall net, wat genau geplangt ass, wéi wäit dat geet, wéi de Statut vun de Leit concernéiert wär -, mir schwätzen iwwer eppes, wou mer d'Detailer nach iwwerhaapt net wëssen zum aktuellen Zäitpunkt, wat d'israeelesch Regierung wierklech mécht a wat den Impakt ass. Mir wëssen et nach net! Mee wa mer da vun den Illegalitéite schwätzen, wëll ech just drun erënneren, datt et och Krittäre gëtt am Droit international public, wéi ee kann e Staat unerkennen a wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn, fir datt e Staat kann unerkannt ginn.

Et sinn der véier: dräi sougenannt „Jellinek-Krittären" an ee „Montevideo", deen nach derbäikënnt. De sougenannte Staat Palästina erfëllt keng vun deene Konditiounen. An eist Argument ass ëmmer: Ier mer dee Schrëtt maachen, muss éischtens séchergestallt ginn, datt all palästinensesch signifikant politesch Stréimungen d'Existenzrecht vun Isreal a séchere Grenzen unerkennen. Dat ass eng Virkonditioun.

An dat Zweet ass, datt mer selbstverständlech musse kucken, datt all legal Konditiounen esou verbonne sinn, datt och eng Unerkennung vun engem Staat wierklech zu enger Friddensléisung bäidréit. Och dat ass am Ableck zweifelhaft.

Wësst Der, de Friddensvertrag vum President Trump, wéi virdrun Olmert ..., an x-mol kruten d'Palästinenser e Staat an e Kader vun enger Friddensreegelung offréiert! Ëmmer hu se refuséiert bis elo, vläicht aus gudde Grënn aus hirer Perspektiv. Awer denkt emol un aner Vëlker op dëser Welt, déi gären en eegene Staat hätten, un d'Kurden zum Beispill. Kruten d'Kurde jee offréiert, …

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- … fir am Nordirak e Staat ze kréien, oder iergendwou, wou se hir eege Staatlechkeet hätte kënne liewen? Ni! An d'Palästinenser kruten et - Friddenseffort no Friddenseffort, och beim President Trump elo - offréiert. A si refuséieren allkéiers! Ass dat dann eng Grondvirassetzung, fir elo ze soen: „Dir hutt ëmmer refuséiert, ënner gewëssene Konditiounen Är Staatlechkeet kënnen ze kréien, an als Belounung kritt Der se elo!"?!

(Interruption par la présidence)

Ech kommen déi nächst zwou Minutten! Da maache mer da virun!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, ech mengen, wa mer d'Resolutioun vun der Majoritéit liesen - et war jo e bëssen esou en Zoufall virun zwee Deeg, d'Majoritéit huet eng Resolutioun deposéiert, mir hunn eng Motioun deposéiert -, an der Essenz hunn ech éischter den Androck, datt se sech awer zum groussen Deel gläichen. Et geet awer an déi selwecht Richtung op jidde Fall. Et geet och eeben an déi Richtung, déi eeben d'Belsch och ageschloen huet, mat Courage, well d'Belsch huet och eng Traditioun, fir aktiv Diplomatie ze maachen. Op aktiv Diplomatie a passiv Diplomatie wéilt ech herno méi spéit ze schwätze kommen, wa mer iwwert der CSV hir Motioun schwätzen.

Op jidde Fall si mer der Meenung, datt et richteg ass. Also mir sinn eis jo bewosst, och als déi Lénk, datt den Här Asselborn als Ausseminister wierklech vill Efforten ënnerhält an dëser Cause an och vill Géigewand muss matmaachen, heiansdo op eng degoûtant Aart a Weis, déi een och muss denoncéieren.

D'Madamm Stéphanie Empain huet et och virdru gesot, mir schwätzen hei iwwer e politesche Konflikt, iwwer e koloniale Konflikt, deen zënter Joerzéngten undauert, an net iwwer e konfessionelle Konflikt. Déi zwou Saache muss ee strictement vuneneen trennen, d'Fro justement vum Antisemitismus an d'Fro vun der Souveränitéit vun de Palästinenser an engem Gebitt, wou se wunnen. A selbstverständlech och vun der Sécherheet vun alle Bierger, egal wat fir enger Konfessioun, an dëser Géigend! Dat huet ni een a Fro gestallt.

A grad d'Sécherheet vun engem palästinensesche Staat garantéiert d'Sécherheet vu jidderengem an dëser Géigend a vläicht souguer doriwwer eraus. Dofir interesséiert eis jo déi Fro och hei an Europa. Et gi vill Ursaachen, firwat eis déi Fro interesséiert, mee ënner anerem och justement, well et och Repercussioune kann hunn iwwert déi ganz Géigend eraus.

Ech mengen, et ass un der Zäit ze agéieren. D'Resolutioun vun der Majoritéit geet an déi richteg Richtung fir ze soen: „Et muss een ophalen, just mam béise Fanger ze weisen op Tel Aviv, mee et muss een och iergendeng Kéier soen: ‚Dir kënnt mat Konsequenze rechnen!' " Well wann ee wierklech nach dru gleeft, datt iergendwéi zu Washington dem Här Trump seng Clownereien an eng Richtung géife goen, fir de Konflikt ze léisen, dann ass ee wierklech um ganz falsche Wee.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Meng Virriedner hunn et gesot, dat heiten ass en Theema, wat schwéier ass, an engem gesteckelten Debat vun enger Resolutioun an zwou Motiounen u sech iwwert d'Bün ze brëngen. Et ass en Debat, wou ee ganz vill kéint dozou soen. An ech mengen, datt och déi lescht Joerzéngte ganz vill Leit sech ganz vill Zäit mat deem Debat beschäftegt hunn, soudatt et u sech vläicht dat falscht Diskussiounsformat ass, wat mer haut gewielt hunn. Nichtsdestotrotz, mir hunn et, an et ass wichteg, datt mer driwwer schwätzen.

Bis haut hunn 138 Memberstaate vun den UN, dat sinn 72 %, also bal dräi Véierel vun alle Memberstaate bei den UN, de Staat Palästina unerkannt. Dat sinn net nëmmen déi üblech Verdächteg, wou ee seet: „Déi gehéieren enger bestëmmter Aflosssphär un." Dat si Länner, déi awer vun alle Kontinenter kommen, déi aus alle politesche Stréimunge kommen, souwuel an der Heemechtspolitik wéi och an der Aussepolitik.

An deementspriechend ass dat heiten net eng revolutionär Fuerderung, déi d'Majoritéit hei stellt. Et ass éischter eng logesch Konsequenz aus deem, wat déi lescht Joerzéngte geschitt ass. Mir sollten eis ganz kloer zu enger Zwee-

staateléisung bekennen. Dat ass och eppes, wat bei eis am Walprogramm zënter der Grënnung u sech dra steet, eng Zweestaateléisung als Basis fir e Fridden an der Regioun an eng Zweestaateléisung op Basis vun de Grenze vun 1967. Ech mengen, och dat ass eppes, wat aus dëser Resolutioun ervirgeet.

An deementspriechend ass et vläicht net dee richtege Forum, déi richteg Aart a Weis, fir dat heite ganz kuerz unzeräissen an ze diskutéieren, mee et ass awer definitiv déi richteg Fuerderung an eisen Aen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kéimen dann elo zum Ofstëmmen iwwert d'Resolutioun.

(Interruption)

Bei der Resolutioun kritt d'Regierung normalerweis d'Wuert net. Bei de Motioune gären. An do ass och eng Riedezäit virgesinn.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique.

(Brouhaha et interruption)

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

(Concertation interne)

Da si mer bei 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 35 voix pour, 4 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

9. Motion de M. David Wagner au sujet des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 752 de ce compte rendu)

Da kënne mer elo zur Motioun vum Här David Wagner kommen iwwert d'Initiativ mat Drëttstaaten, fir d'Annexioun vu palästinenseschen Territoiren duerch Israel ze verhënneren. An ech géif direkt dem Auteur vun dëser Motioun, dem Här Wagner, nach eng Kéier d'Wuert ginn.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Bon, ech hat schonn d'Geleeënheet virun zwee Deeg, déi Motioun ze presentéieren. Dat heescht, ech wäert Iech elo net domadder quälen, fir déi Motioun erëm eng Kéier ze presentéieren.

D'Motioun, déi mir als déi Lénk proposéieren, inspiréiert sech u sech un där Motioun, déi déi gréng Fraktioun am belsche Parlament deposéiert huet an déi no längerer Diskussioun och ugeholl gouf mat enger grousser Majoritéit an e puer Abstentiounen, déi vum Vlaams Belang a vun der N-VA. Et ass u sech eng Motioun, déi un déi belsch Regierung an hiren Ausseminister appeléiert, alles ze ënnerhuelen, um europäeschen Niveau natierlech, um internationalen Niveau, fir datt déi Annexioun net stattfënnt.

Mee et ass awer eng ganz realistesch Motioun, déi awer och seet, wann eng gemeinsam Positioun op EU-Niveau net méiglech wier, an dat schéngt jo och de Fall leider ze sinn, datt een awer däerf weiderhin diplomatesch Aktiounen ënnerhuelen, déi och energesch sinn am Sënn, datt een och Géigemesurë muss huelen, well iergendeng Kéier muss een awer och d'internationaalt Recht respektéiere loossen an dëser Géigend.

An d'Belsch seet sech da bereet, fir zesumme mat anere Länner, déi och an déi selwecht Richtung wéilte goen, eng Lëscht och vu Géigemesuren auszeschaffen a vu Saachen auszeschaffen, fir an déi Richtung ze goen.

Dofir duechte mer, et wier gutt, eise Frënn aus dem Norden, d'Belsch, zréckzeruffen an ze soen: „Jo, mir maache mat. Mir si bereet, Iech dobäi ze ënnerstëtzen."

An ech mengen, datt et och an eng Richtung geet, datt nach vläicht aner Länner och matmaache géifen. An ech mengen, dat wier och e gudde Moment, fir dat dann ze ënnerstëtzen.

Wéi ech Iech och virdrunner gesot hunn: Mir hunn nach en Invite derbäigesat, datt mer awer weiderhin der Meenung sinn, datt d'Regierung iergendeng Kéier, ier Palästina komplett verschwënnt, de Staat Palästina muss unerkennen, wann et esou opportun ass, a mengen Aen awer iergendeng Kéier esou schnell wéi méiglech, well mir hunn eeben déi Motiounen, zwou Motiounen d'ailleurs ugeholl 2014 deemools. Well den Här Urbany, Serge Urbany, hat jo och eng deposéiert, déi och ugeholl gouf, wëll ech nëmmen drun erënneren, fir eeben de Staat Palästina unzeerkennen. Voilà!

Dat heescht, ech mengen, se geet och awer e bëssen an déi Richtung wéi d'Resolutioun vun der Majoritéit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Wie wëllt zu där Motioun Stellung huelen? Den Här Fernand Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt mer elo déi Geleeënheet net entgoe loossen, déi nächst zwou Minutten ze huelen, fir zum selwechten Theema ze schwätzen. A well den Här Wagner a senger Motioun, fir déi ech em och Merci soen, e staarkt Gewiicht op Sanktioune leet, Mesuren, déi solle geholl ginn, an esou weider, wat jo u sech op Lëtzebuergesch warscheinlech Sanktiounen heescht, wollt ech emol kuerz op eng gewëssen Inkohärenz agoen, déi mer awer am Noen Osten, an ech konzentréiere mech elo just op déi Géigend do, hunn.

Well wann een elo Israel anescht behandelt wéi aner Staaten … Natierlech huet een e Recht, Israel ze kritiséieren, do ginn ech der Madamm Empain Recht - selbstverständlech! Awer et muss een och kucken, fir net an den Antisemitismus ze geroden, datt een awer net „deux poids, deux mesures" hëlt. Wann aner Länner da géint internationaalt Recht do verstoussen, da missten déi jo och mat Sanktioune beluecht ginn. Op jidde Fall misst den Discours dee selwechte sinn, soss gëtt et jo erëm eng objektiv anescht Behandlung vum jiddesche Staat.

An déi Punkten, déi ech hei wéilt just froen einfach emol: Hu mir Sanktioune géint d'Tierkei wéinst der Besetzung vu 34 % vum zyprioteschen Territorium? D'Tierkei verletzt permanent Accorden, déi mat der Europäescher Unioun getraff gi sinn. Huele mer Sanktiounen? Huele mer Sanktioune géint d'Tierkei wéinst enger militärescher Interventioun a Libyen? Ech weess et net! Ech hunn näischt dovun héieren. Vläicht kann den Här Minister eis eppes soen.

Wéi ass et mat enger Deelbesetzung duerch d'Tierkei vu Syrien? Hu mer do Sanktioune geholl? Territorial! Territorial! An dee Punkt, dee mir maachen an dëser Saach, ass: Wa mer am Noen Oste schonn higinn a mir spille mat Recht - mat Recht! - Consideratiounen iwwer territorial Verännerungen oder statutaresch Verännerungen also vun de Leit, déi do an där Géigend wunnen, da muss dat jo awer fir jidderee gëllen an net eleng fir Israel! An dofir ass awer d'Fro berechtegt, ob mer hei net Israel anescht behandele wéi aner Staaten.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann nach eng lescht Bemierkung. Wësst Der, déi Unerkennung, dat klëngt einfach, mee mir wëssen net, … Déi éischt Konditioun, fir e Staat unzeerkennen, ass, et muss ee Staatsvollek ginn. Mir hu keng Anung, an déi Palästinensesch Autoritéit selwer huet keng Anung, wien eigentlech Palästinenser ass, well et kee Gesetz iwwert d'Nationalitéit gëtt a well e groussen Deel vun der jordanescher Populatioun Palästinenser sinn, e groussen Deel vun der israeelescher Populatioun mat israeelescher Nationalitéit sech als Palästinenser consideréieren; am Libanon. Mir wëssen haut net objektiv, wien eigentlech Palästinenser ass.

D'Habitantë vun Ostjerusalem hunn zënter 1948 am Prinzip e jordanesche Pass, consideréiere sech awer als Palästinenser. Dat heescht, eleng schonn déi Fro vum Staatsvollek ass net geklëert! De Staatsterritoire ass net geklëert. Mir hunn eigentlech nëmmen oppe Froen. Si hu keng Regierung, well Fatah an Hamas sech net eens ginn. Mir géifen also e Staat unerkennen, deen e Gebitt net kéint kontrolléieren, keng verantwortlech Regierung fir dat ganzt Gebitt hätt.

A déi véiert Konditioun, d'Montevideo-Konditioun, datt de Staat muss wëlles sinn, mat allen Nopeschstaaten a friddlechem Zesummeliewen ze existéieren, ass och net erfëllt.

Dat heescht, wa mir hei einfach soen, mir erkennen dee Staat un, da muss ee wierklech soen, datt net eng vun de Konditiounen erfëllt ass, fir dat ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ass nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kënne mer iwwert d'Motioun vum Här David Wagner ofstëmmen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss. Domat ass dës Motioun mat 33 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

10. Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de toutes les initiatives diplomatiques de l'UE et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas annexer la vallée du Jourdain

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 752 de ce compte rendu)

Mir kéimen dann elo zur Motioun, déi vum Här Claude Wiseler deponéiert gouf. Här Wiseler, wëllt Dir als Auteur nach e Wuert soen?

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Ech wëll op jidde Fall net nach eng Kéier erklären, wat ech virdrun erkläert hunn, well ech war am Fong am Film virdrun, datt mer géifen eng Diskussioun iwwert d'Resolutioun an déi zwou Motioune maachen. Dofir maachen ech et net nach eng Kéier.

Dat Eenzegt, wat ech awer wollt fir d'Klarifikatioun derbäibréngen, well d'Majoritéitsparteien an den Här Cruchten ëmmer mat Recht soen, datt de 17. Dezember 2014 eng Motioun ugeholl ginn ass, déi hien dann zitéiert a senger Resolutioun: Déi Motioun war sengerzäit vum Här Angel abruecht ginn. Déi hu mir net matgedroe sengerzäit. Mee curieusement … Dat war um 11.20 Auer an um 11.23 ass och eng aner Motioun vum Här Mosar dee Moment ugeholl ginn, déi genau dat seet, wat elo an eiser Motioun steet.

Ech wollt just fir d'Rektifikatioun vun dem historesche Schaffe vun dëser Chamber soen, datt mer an deem Moment zwou Motiounen ugeholl hunn, déi net genau dat selwecht gesot hunn, mee iwwer awer genau dee selwechte Sujet, an datt mir mat enger d'accord waren an net mat där anerer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Dann den Här Fernand Kartheiser. Dir hutt zwou Minutten zegutt, Här Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma déi profitéieren ech och. Villmools merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt awer ganz ausgibeg profitéiert opgrond vu menger Generositéit. Ech wollt Iech duerfir drop opmierksam maachen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech si vun Dankbarkeet wierklech staark geréiert. Ech hunn …

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn nach e puer Kommentaren ze maachen, well elo ëmmer erëm sech beruff gouf zum Beispill op déi Zweestaateléisung. Och mir als ADR stinn zu der Zweestaateléisung. Mee mir mussen einfach wëssen, datt déi Positioun, déi vun der Europäescher Unioun haaptsächlech vertruede gëtt, eigentlech net méi, an den Här Minister weess dat warscheinlech och, der Situatioun an den Entwécklungen um Terrain entspréicht.

Mir hunn zënter 1967 onheemlech vill Entwécklunge gehat. D'Resolutioun 242 vun der UNO zum Beispill, déi berüümte Resolutioun „Staatsgebitt géint Fridden", huet zënterhier ganz staark Entwécklungen, territorial Entwécklunge kannt. Israel huet zum Beispill dee ganze Sinai zréckginn. Israel huet Gaza zréckginn. Gaza ass eigentlech dat Gebitt, wat haut engem palästinensesche Staat am nooste kënnt, well se eng eege Regierung hunn - e Grupp vun Terroristen, mee eng eege Regierung -, en eegenen Territoire. An domadder ass Gaza eigentlech dat, wat där Iddi vun engem palästinensesche Staat haut am nooste kënnt.

Mee mir mussen awer kucken, datt mer den Takt mat der Zäit net verléieren. Ech mengen, d'Entwécklungen um Terrain zënter Oslo sinn einfach esou, datt déi Grenze vun 1967 net méi de Realitéiten um Terrain entspriechen. Den Territoire haut, wann Der d'Kaarte kuckt, no den Oslo-Accorden, ass komplett zersteckelt mat deenen Zonen A, B an C, mat verschiddene Grade vu Militärverwaltungen oder Souveränitéit oder Autonomiebestëmmungen.

An natierlech, déi Friddensléisung an och déi Resolutioun, déi dëst Parlament ugeholl hat iwwer eng Unerkennung vu Palästina, hate kloer gesot, mat deenen néidegen territoriale Verännerungen, déi allerdéngs sollte bilateral verhandelt ginn tëschent deenen zwou Säiten. Awer, wa mer wëssen, datt d'Grenze vun 1967 net méi déi si vun engem zukünftege Friddensaccord, dann ass eigentlech dat, wat de President Trump mécht, méi eng Unerkennung vun der Realitéit wéi déi Fiktioun, déi mir oprechterhalen.

Jo zu den zwee Staaten, mee déi Grenze vun deenen zukünftegen zwee Staaten, dem israeeleschen an dem palästinenseschen, musse verhandelt ginn. Dat ass natierlech néideg. Genausou wéi de Statut vun de Leit. Et kann ee sech duerchaus virstellen, datt do eng gewëssen Autonomie ass, datt d'Walrecht vläicht net besteet fir d'Knesset vun deene Leit, datt eng israeelesch Nationalitéit accordéiert gëtt oder nëmmen am Kader vun enger eegener Autonomie. Alles dat muss studéiert ginn.

Awer vu datt meng Zäit ofleeft, kann een dat elo hei net am Detail maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech gesi keng aner Wuertmeldungen. Da géif ech der Regierung d'Wuert ginn.

Nee, fir d'éischt nach den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt awer e puer Saachen zur Motioun vun der CSV soen. De Problem ass iergendwéi, ob mer déi Motioun stëmmen oder net stëmmen, dat wäert strictement näischt änneren! Mir wäerte se net ënnerstëtzen, well se ass wierklech e Paradebeispill vun enger Motioun, déi inodore, incolore, insipide ass.

Den Här Wiseler huet virdrun haaptsächlech aner Politiker kommentéiert. Et weess een awer net ganz richteg, wann d'CSV den Ausseminister géif stellen, wat d'CSV iwwerhaapt géif maachen. Wann ech richteg verstinn, géif d'CSV emol nokucken, wat op internationalem Plang leeft, an da géif se nolafen. Dat ass eng Politik vun der totaler Passivitéit, vun de kale Féiss. Et ass d'Antithees vun enger Aussepolitik.

Hätt d'CSV den Ausseministère, dann hätt Lëtzebuerg keng Aussepolitik méi, wann ech dat richteg verstinn.

Duerno ginn et awer nach e puer aner Saachen natierlech an den Invitten, datt ee soll derfir suergen, datt d'Israeelien a Sécherheet kënne liewen, vläicht och y compris vis-à-vis vun hirer eegener Regierung. Dat kéint ee vläicht och heiansdo soen. Et steet awer och näischt dran, ob d'Palästinenser e Recht op Sécherheet hunn. Hunn d'Palästinenser kee Recht op Sécherheet?

Ech hunn awer e bëssen den Androck, datt dat Recht op Sécherheet vun de Palästinenser e bëssen à la trappe fält, wann ech déi Motioun vun der CSV liesen.

An dann nach eng kleng Saach. D'CSV huet e puermol eng Fake News verbreet, déi, datt d'Palästinenser an hir Autoritéiten Israel net unerkannt hätten. Ech mengen, iergendeng Kéier muss een awer och kloerstellen, datt dat net stëmmt! Dat ass total falsch!

D'Palästinenser, d'Autorité palestinienne huet formell d'Existenz vun Israel unerkannt an den Oslo-Prozesser, doduerch datt se och zwou Resolutiounen um Niveau vun der UNO ënnerstëtzt hunn. 1989 huet deemools de Jassir Arafat jo den historesche Saz gesot: « La charte est caduque », wat hie vill kascht huet warscheinlech och, fir ganz einfach ze soen, datt déi ursprénglech Charta vun der OLP, déi d'Existenzrecht vun Israel dann net unerkannt huet, u sech net méi géif gëllen.

Léif CSV, wann Der wëllt erëm eng Kéier an enger Regierung sëtzen, da misst Der Iech och e bëssen informéieren iwwert d'Realitéiten an dëser Géigend. Deementspriechend wäerte mer se net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Den Här Wiseler wëllt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Jo, ech wëll dem Här Wagner soen: En huet richteg ugefaang, andeem e seet, wann ech richteg verstanen hunn, wat gesot ginn ass. An ech wëll em soen, en huet dat net richteg verstanen. En huet et total falsch verstanen, wat gesot ginn ass. Ech menge souguer, en huet express falsch verstanen, wat gesot ginn ass. Ech fannen et nämlech ganz lëschteg, wann en hei där Motioun, déi mir hei ofginn hunn, reprochéiert, datt do iwwert d'Rechter vun de Palästinenser an d'Sécherheet vun de Palästinenser näischt géif drastoen.

Ech wëll em just ze bemierke ginn, datt et am Fong genau dat ass an de Consideranten, wat den Här Cruchten erabruecht huet, bis op de Fait, datt mer eng Motioun net matgestëmmt hu virun enger Rei Joren a mer dat erausgeholl hunn. Fir de Rescht ass et genau dat selwecht, wat drasteet, wat d'Recht op d'Sécherheet vun Israel a wat d'Recht vun de Palästinenser ugeet.

A par ailleurs hutt Der dat virun zwou Minutte selwer matgestëmmt. Dofir fannen ech Är Aart a Weis fir drunzegoen, fir op där enger Säit dat hei ze soen an op där anerer genau de Contraire ze soen, e wéineg besonnesch, an dat weist d'mauvaise Foi, mat där Der hei un déi Diskussioun erugitt.

Par ailleurs ass eis Positioun ganz kloer an dräi Punkten ausgedréckt:

Mir hätte gär, datt elo eng Diplomatie, eng diplomatesch Aktioun gemaach gëtt, esou staark wéi méiglech, esou hefteg wéi méiglech, esou kloer wéi méiglech, vun der Europäescher Unioun. Mir gleewen un d'Diplomatie och an engem Dossier, deen extreem schwiereg ass.

Mir hätte gär, zweetens, wann eng Annexioun gemaach gëtt, datt dann och iwwer Sanktioune kéint a sollt geschwat ginn an och applizéiert ginn, wann et esou wäit kënnt.

An drëttens si mer der Meenung, datt d'Zweestaateléisung dat Eenzegt ass, wat schlussendlech zu engem Fridde kéint féieren an där Géigend.

Deene ville Leit, déi elo soen, datt d'Zweestaateléisung méi wäit fort ass, deene ginn ech jo Recht. Bei deene ville Leit, déi soen, datt d'Zweestaateléisung elo net méi geet, kann ech à la limite verstoen, datt een et seet. Mee nach kee vun deenen huet mer gesot, wat fir eng aner Léisung wéi déi se da géifen amplaz setzen. Nach keen huet mer eng aner Léisung virbruecht, ausser manend Wierder, datt dat elo méi schwéier ass an net géif goen.

Et ass méi schwéier, mee et ass déi eenzeg Léisung. An dorop musse mer schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Tjo, Här President, ech weess elo net richteg, wat ech soen däerf an zu wat. Wann ech just awer ka vläicht e puer Saachen zum Fong soen, wat och diskutéiert ginn ass an der Resolutioun.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass ech e wéineg schockéiert sinn, wann ech hei muss nolauschteren, dass mer haut an enger anerer Realitéit sinn, wat d'West Bank ugeet, wat den Territoire vu Palästina ugeet.

Dat gëtt einfach esou gesot an et gëtt emol net gesicht, firwat dass dat esou ass. Firwat ass dat esou? Dat ass esou, well kontinuéierlech zënter Joren a Joren d'israeelesch Regierungen ëmmer méi Kolonien akzeptéiert hunn, toleréiert hunn um Territoire, deen eigentlech an de Grenze vun 1967 Palästina geheiert.

Haut liewe 600.000 Siidler an Ostjerusalem an an der Cisjordanie. Dat ass d'Realitéit! An ech mengen net, dass dat dote jo eng Invitatioun war vun de Palästinenser, mee et ass Israel, wat an deene Regierunge virdrun an och haut gesot huet: „Dat ass hellegen Territoire, dat ass net den Territoire vun de Palästinenser, mee dat ass eisen Territoire."

An ech wëll eng Kéier och drop zréckkommen, wat gesot ginn ass, firwat dass Lëtzebuerg sech vläicht manner asetzt fir d'Kurden oder fir iergendeen anere Problem op der Welt. Mir als Lëtzebuerg hunn 1947 de Partitiounsplang gestëmmt. Dat Land, wat gedeelt ginn ass, dat huet Palästina geheescht. An do ass een Deel, a Lëtzebuerg huet derfir gestëmmt, wou ech och haut nach derfir sinn, dunn zu Israel geschloe ginn. An vun deem aneren Deel vum deemolege Palästina ass gesot ginn: „Dat ass de Staat fir d'Araber." An d'Araber ware wuelverstanen d'Palästinenser.

A Lëtzebuerg huet mat aneren, mat deemools der Sowjetunioun, mat Frankräich a mat villen aneren do derfir gestëmmt. An ech mengen, duerfir hu mer awer och eng Responsabilitéit, fir en Hiewel unzesetzen, dass och d'Palästinenser e Recht kréien op hiren eegene Staat. Dat ass dee Gedanken, deen ech hunn, zënter dass ech Ausseminister sinn.

An Dir sot dat hei ganz richteg: Et gëtt keng Alternativ zur Zweestaateléisung. Déi Alternativ wier en Eestaat, mee da misst jo an deem enge Staat all Mënsch déi nämmlecht Rechter hunn, wou ech mer awer schwéier ka virstellen, dass dat de Fall ass. Jiddereen, deen eng Kéier zu Ramallah war, jiddereen, deen eng Kéier a Gaza war, dee weess, dass déi Realitéit do net wäert kommen.

Also géif ech mengen, dass ech eigentlech houfreg sinn, als Lëtzebuerger Ausseminister hei déi Resolutioun vun der Chamber zur Kenntnis ze huelen, eng Resolutioun, wou awer nun näischt dran ass, wat antiisraeelesch ass. Näischt ass antiisraeelesch! Alles, wat d'Chamber hei gestëmmt huet, an alles, wat, wann Der dat wëllt, meng Wéinegkeet verteidegt, dat ass net Antiisraelismus, wéi d'Madamm Empain gesot huet an anerer, bestëmmt och keen Antisemitismus. Absolutt net! Och wann et vläicht Leit ginn, déi dat ëmmer wëllen do draleeën, wann een d'Regierung vun Israel kritiséiert.

An ech hu mech agesat an all deem, wat ech bis elo gemaach hunn am Numm vun eiser Regierung, fir eng Zweestaateléisung hinzekréien. An dat heescht, dass et keng Modifikatioune kënne ginn an de Grenze vun 1967, déi octroyéiert sinn.

Ech war zu Ramallah, ech mengen am Joer 2008 oder 2009, do louch e Plang, wou Israel a Palästina ganz kloer d'Grenze vun 1967 akzeptéiert hunn, mat Swaps. Dat heescht, mat Gebittsaustausch déi eng Säit an déi aner Säit. Dee Plang war fäerdeg.

Firwat ass et net weidergaang? Et ass net eleng, ech soen dat nach eng Kéier, den Israeelien hir Schold, et sinn och natierlech d'Palästinenser, déi an enger ganz schwéierer Situatioun elo sinn, well se gedeelt sinn, well se net zesummeliewen natierlech och, a well se, ech soen dat och emol eng Kéier fir eis hei, an dat ass esou, well se den Appui vu villen arabesche Länner verluer hunn.

An der arabescher Welt zielt nach just: „Wéi gi mer mam Iran ëm? A kann Israel eis net souguer hëllefen, fir géint den Iran virzegoen?" An all dat mécht et, dass natierlech d'Palästinenser immens geschwächt sinn, och wat hir Administratioun ugeet.

Nun, an der Europäescher Unioun, Här President, ech si kuerz, ech wëll Iech awer soen, dass ech e Bréif geschriwwen hunn den 1. Dezember, wéi ech gelies gehat hunn, dass den Här Pompeo, den Ausseminister vun den USA, gesot huet: „Déi Kolonien an der West Bank sinn net onbedéngt géint internationaalt Recht." Vun do u war d'Dier op fir dem Här Trump säi Plang, wou jo gesot gëtt, 33 % vun der West Bank kéinte geholl ginn - op Lëtzebuergesch - vun dem Här Netanjahu. Do war d'Dier op.

An ech hunn e Bréif geschriwwen. Ech hu gesot: Mir mussen eis an der Europäescher Unioun erëm bekëmmeren ëm de Moyen-Orient an ëm Israel, Palästina an ëm de Friddensprozess. A mir sollten et maachen am Mäerz. Dat ass net gaange wéinst dem Covid. A mir hunn et dann du gemaach am Mee.

An am Mee an där Reunioun ... An och do, Här President, et ass dach awer och un all Land vun der Europäescher Unioun, fir sech anzesetze mat senge Moyenen, déi et huet, an Allianzen ze fannen, fir internationaalt Recht ze verteidegen!

Also hunn ech mat dem ireschen Ausseminister ofgemaach: „Komm, mir maachen eng Virbereedung, wou mer just zwou Saache soen! All Annexioun ass géint internationaalt Recht, éischtens. An zweetens, mir stinn zur Zweestaateléisung." A wann dat dote geschitt mat der Annexioun, dann ass eng Zweestaateléisung onméiglech.

Dat sinn déi zwou Saachen, déi ech gesot hunn an déi mer och zréckbehalen hunn do zu 25 vu 27. Et waren zwee Länner, nämlech Ungarn an Éisträich, déi net op där doter Linn waren.

Et ass och gesot ginn, mir sollten elo net vu Sanktioune schwätzen. Mir sollten Israel preventiv konfrontéiere mat der Positioun vun der Europäescher Unioun, nämlech soen: „Haalt d'Fangeren ewech vun der Annexioun, well dat geet an déi falsch Richtung!" Den Här Guterres seet dat, souguer de Boris Johnson seet et däitlech. De President Macron huet et gesot. D'Regierungsmemberen, d'Madamm Empain huet se opgezielt, vill Parlamentarier hunn der Europäescher Unioun dat geschriwwen. An et besteet jo awer nach eng kleng Hoffnung, dass de Mënscheverstand iergendwéi nach empfänglech ass.

Natierlech, mir däerfen elo net naiv sinn. Dat kéint sinn, den 1. Juli ass eriwwer, dass awer Schrëtt fir Schrëtt op eemol virgaange gëtt, Schrëtt fir Schrëtt, dat heescht, dass déi grouss Kolonien, déi de facto jo den Israeelien, der israeelescher Säit geheieren, dass déi och de jure, ech denken un Ariel oder aner grouss Siidlungen an dem Jordandall, der Vallée du Jourdain, vläicht de 15. August oder iergendwéi eng Kéier à l'improviste, ouni dass mer virgewarnt sinn …, dass dat geschitt.

Mir hunn als Europäesch Unioun an där Fro do, mengen ech, awer zu e puer eis Aarbecht gemaach, dass mer preventiv geschafft hunn, ouni vu Sanktiounen ze schwätzen. Mir hu preventiv geschafft an hu gesot: „Wannechgelift, maacht dat doten net, well dat ass eng Violatioun vum internationale Recht!" An eng Violatioun vum internationale Recht op der Krim oder am Westjordanland ass ëmmer nach en Déifstall vun Territoire, deen engem net geheiert.

Dat Zweet, wat ech gesot hunn a wat mer och mussen, mengen ech, kucken, dat ass déi Solidaritéit an der Europäescher Unioun, wéi déi sech konkretiséiert. Wa géif eppes geschéien, dann däerfe mer net do ausenanerlafe wéi d'Hénger. Da musse mer versichen, rationell ze kucken, wat da gemaach gëtt. Ech soen och elo nach näischt vu Sanktiounen. Ech soe just, dass dann d'Europäesch Unioun muss awer wëssen, wéi se sech opstellt, wat se mécht.

An ech soen Iech, d'Influenz natierlech vum amerikanesche President, déi gëtt et an Europa, a fir Sanktioune brauch een Unanimitéit. An ech si keen, deen absolutt op Sanktiounen elo do dréckt. An duerfir hunn ech mer erlaabt, an net nëmmen déi lescht Méint, mee scho virdrun, ze probéieren, an der Europäescher Unioun ënner eise Memberen, ob et net e politesche Wee géif ginn, fir awer ze weisen, dass et an Europa nach Länner gëtt, déi dru gleewen, och wann et vläicht nëmme symbolesch ass, mee dru gleewe politesch, dass d'Palästinenser och e Staat zegutt hunn.

An ech soen Iech, do gëtt et keng 17 Mëttelen. Do kann een 100 Argumenter fannen, fir dergéint ze sinn. Mee et gëtt awer vläicht ee politescht Argument, an net Lëtzebuerg eleng, dat wëll ech net, ech wëll net e Solo do maachen, mee dass mer eng Rei vu Länner hätten an der Europäescher Unioun, déi mat op dee Wee ginn. Et gëtt der, déi dat diskutéieren. D'Belsch ass evoquéiert ginn hei, dat ass richteg. Et sinn och nach anerer. An dat gesinn ech als meng Aufgab fir ze kucken, wa mer do eppes fäerdegbréngen, ob mer net kéinten awer dee Gest maachen, deen, ech mengen, den Här Clement huet et opgezielt, iwwer 130 Länner vun der UN als Schrëtt gemaach hunn.

Et gëtt och Länner, déi nach net Member ware vun der Europäescher Unioun 1988, déi Palästina unerkannt hunn. Et sinn zwee Länner just, Malta a Schweden, déi dat duerno gemaach hunn. An ech soen nach eng Kéier: E Solo wier net dat, wat eppes géif bréngen, mee eppes, wat géif gedroe gi vun e puer Länner a vun esou vill wéi méiglech Länner an der Europäescher Unioun, dat ass dat, wat ech op jidde Fall wëll ustriewen. Ob ech et fäerdegbréngen, weess ech net. Mee dat ass dat, wat hei och an där Motioun steet a wou och d'Lëtzebuerger Regierung hannendrusteet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn. Da kënne mer zur Ofstëmmung …

Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci dem Här Ausseminister. Ech wollt och eng Kéier soen: Ech respektéiere ganz staark den Engagement vum Ausseminister, dee sech iwwer Jore mat ganz vill Häerzblutt fir Palästina asetzt.

Ech wollt allerdéngs vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Ausseminister awer zwou Suergen un d'Häerz ze leeën, well en huet virdrun iwwert déi ganz komplizéiert Situatioun am Noen Oste geschwat. An ech si ganz mat em d'accord, datt déi komplizéiert ass.

Ech wëll awer just op zwee Punkten hiweisen, Här Ausseminister. Ech wier wierklech frou, wann Der Iech mat deem selwechten Engagement an Häerzblutt do géift asetzen. Am Moment sinn …

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et héiert een Iech net hei.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech stinn awer hei. Ech ka mech awer net sëtzen. Ech schwätzen da méi haart, Här Ausseminister.

Am Moment ass am Iran eng katastrophal Mënscherechtslag. Eng katastrophal! Do ginn Homosexueller op de Beem opgehaangen. Op de Beem opgehaangen! Frae gi gestengegt. Gi gestengegt!

All Mënscherechtsorganisatioune lafen zu Recht Stuerm. Am Jemen, Här Ausseminister, fënnt e Krich statt. Dat ass dee brutaalste Krich, dee warscheinlech an de leschte Jore jee stattfonnt huet, eng katastrophal Mënscherechtssituatioun! All Dag ginn hei vum Iran a vu Saudiarabien d'Mënscherechter mat Féiss getrëppelt, ...

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- … mat Féiss getrëppelt! Ech géif Iech wierklech bieden, mat deem selwechten Engagement, mat deem Der Iech fir berechtegt Uleiessen asetzt, Iech och anzesetze fir d'Mënscherechter am Iran, am Jemen an a Saudiarabien.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här Mosar, ech si keen, deen elo wëllt spezifesch Situatiounen op meng Kap setzen. Ech kann Iech just soen, dass ech Leit aus dem Jemen an och aus dem Iran zu Lëtzebuerg akzeptéiert hunn, fir dass se eng Chance kréien, vläicht net hiert ganzt Liewen am Prisong ze sëtzen. Dat ass also dat Konkreet, wat ech probéieren ze maachen, esou gutt wéi dat geet.

Dat Zweet, dat ass, Dir hutt Recht, mee als Politiker soen ech Iech just: Wann Der ufänkt, Iran ze erwänen, Jemen ze erwänen, Syrien ze erwänen, mir kënnen dann d'Kaart huele vun der Welt, mir kënnen d'Uiguren derbäizielen a China. Mir kënnen, ech weess net, Venezuela derbäihuelen, vill, vill, vill anerer nach, wou ech d'Schold net wéilt op deen een oder op deen aneren drécken, mee dat sinn an der Aussepolitik, mengen ech, keng Excusen, fir do eppes ze maachen, wou mer kënnen eppes maachen. An als Europäesch Unioun hu mer eng Responsabilitéit; ech hu versicht, dat ze erklären.

An als Europäesch Unioun hu mer och ... Israel, Palästina: mir sinn als Europäesch Unioun dee gréisste Payeur, deen, deen am meeschte mënschlech Hëllef gëtt, humanitär Hëllef gëtt un d'Palästinenser. Dat ass schonn eppes, a mir sinn een immense Client vun den Israeelien. Mir hunn also mat béide Säiten ze dinn, an ech mengen, wann een do einfach da mécht, wéi wann dat Lëtzebuerg näischt ugeet, et kuckt een op eng aner Säit, dat ass net dat, wat ech ënner Aussepolitik verstinn.

Verstitt mech net schlecht! Mee et geet net duer, dass een op aner Problemer vu Mënscherechtsverletzungen hiweist. Deen heiten, deen hu mer elo diskutéiert hei. Ech mengen, mir

hunn en anstänneg diskutéiert. Hutt keng Angscht, ech maachen dat Bescht, wat ech kann draus maachen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. An da freet den Här Kartheiser Parole après ministre.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Just zwou Bemierkungen. Déi éischt ass, fir déi historesch Bemierkung vum Här Asselborn nach eng Kéier opzegräife vun 1947/1948, wou dee Partitiounsplang …

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- 1947!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … 1947/1948, wou dee Partitiounsplang do opgestallt gouf vun der UNO. Et muss ee soen, en ass vun Israel akzeptéiert ginn an en ass vun der arabescher Welt refuséiert ginn. An direkt duerno ass Israel ugegraff ginn. Och dat muss ee soen! Dat ass den historeschen Deroulement an dat ass ëmmer erëmkomm och an der Geschicht. Et ass ëmmer erëmkomm. Israel ass e Staat an enger Verdeedegungspositioun, méi wéi an enger offensiver Positioun.

An Dir hutt Recht, wann Der sot, an der leschter Zäit hätt dat sech geännert, well déi arabesch Welt eng nei Relatioun mat Israel sicht an eeben och an der arabescher Welt, an dat ass och ganz interessant, déi palästinensesch Fro keng prioritär méi ass. Och dat ass eng interessant Entwécklung.

Dat Zweet ass zu de Sanktiounen. Dir hutt do e bëssen en onglécklecke Vergläich, deen Der ëmmer bréngt - ech ginn elo net op d'Diskussioun doriwwer an, dat hëlt eis vill Zäit -, tëschent der Krim an enger eventueller Annexioun vu palästinensesche Gebidder do. Dat ass en onglécklecke Vergläich. Mee en ass awer interessant an deem Sënn, datt ee kann eng Reflexioun iwwert de Sënn vu Sanktioune maachen. Mir si mat Russland an enger Sakgaass, wat d'Sanktiounen ugeet. Mir hunn och do Europa gespléckt iwwer Sënn an Onsënn vun deene Sanktiounen. Och dat soll eis eng Léier sinn.

A wat mer dann net verstinn, dat ass Är Politik am Iran! Den Iran, an do ginn ech dem Här Mosar komplett Recht, ass wierklech en Trauma, wat d'Mënscherechter ugeet, an net nëmmen dat. Et ass e Staat, dee selwer zouginn huet virun, ech weess net, wivill Méint, rezent zouginn huet, datt en d'IAEA (ndlr: International Atomic Energy Agency) ënnerlaf huet an un der Nukleariséierung, der militärescher Nukleariséierung vum Noen Osten aktiv geschafft huet a weider schafft. A fir dee Staat do wëllen d'Amerikaner eebe Sanktiounen duerchsetzen, och géintiwwer europäesche Staaten, datt se dat mat ënnerstëtzen. Dat geet nëmme mat enormem Drock.

An do muss ee sech awer wierklech froen: Wéi ass et méiglech, datt e Staat, deen d'Mënscherechter esou mat Féiss trëppelt an och nach eng militäresch, nuklear Menace, net nëmme fir Israel, mee och fir Europa duerstellt, datt dee bei lech esou vill Versteesdemech fënnt?

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Nee, dat do ass net richteg, Här President. Dee fënnt kee Versteesdemech bei mir. Ech hu just e puermol scho gesot, dass dee JCPOA (ndlr: Joint Comprehensive Plan of Action), wou mer 13 Joer laang verhandelt hunn, dass d'Iraner net kënnen eng Atombomm kréien, dass dat muttwëllegerweis a falscherweis futti gemaach ginn ass - Dir wësst vu wiem! Dat hunn ech gesot.

Wa mer haut am Iran … Wann dee JCPOA, dat Ofkommes, wann dat géif fonctionéieren, hätte mer wéinstens am Westen d'Genugtuung, dass den Iran net kéint mat enger Atombomm operéieren. Israel hätt se och an d'Saudien hätte se och. Dat ass dat, wat a mengem Kapp dat Richtegt ass. Ech ka mech ieren, mee Dir sidd vläicht do op enger anerer Pist.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Ausseminister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kënnen elo zum Ostëmme vun der Motioun vum Här Wiseler kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Fir déi, déi e Vote par procuration ofginn, maachen ech elo en Appel nominal.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 21 Jo-Stëmmen …

Plusieurs voix.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- A, do ass nach een. Stéphanie Empain, Dir wielt par Procuratioun fir?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Bei mir ass just déi rout Luucht ugaangen.

(Interruption et concertation interne)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir sidd derbäi. Dat heescht, et ass alles richteg enregistréiert. Da si mer elo bei 21 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

11. Question urgente n° 2462 de Mme Martine Hansen concernant l'organisation scolaire dans le cadre de la crise de la Covid-19

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 2462 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Schoulorganisatioun am Kader vun der Covid-19-Kris. D'Madamm Hansen huet fënnef Minutten, fir d'Fro virzedroen. An d'Regierung huet zéng Minutten, fir drop ze äntweren. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. A menger parlamentarescher Fro vum 26. Juni, wou et ëm d'Zesummeleeë vun de Klasse gaangen ass, hat ech u sech véier Bléck vu Froe gestallt. An ee Block ass awer guer net beäntwert ginn. Dat ass vläicht eng Déformation professionnelle, mee wann ech eng Fro stellen, hätt ech u sech och ëmmer gären eng Äntwert.

An do ass et u sech - vu datt d'Eltere sech awer Suerge maachen, elo wou d'Klasse beieneegeluecht gi sinn - ënner anerem drëm gaang, ob d'Schüler och géife speziell getest ginn. Ech hunn also gefrot, ob d'Regierung eng geziilt Testaktioun fir Schüler, Studenten an Enseignantë géif virgesinn, well déi jo elo déi zwou lescht Wochen nees zesummekommen, a wéi a wéini dës Testaktioun dann och géif organiséiert ginn.

Zousätzlech dozou huet d'Modelliséierung vum 20. Juni jo nach eng Kéier kloer gesot, datt déi physesch Distanzéierung e signifikanten Afloss op d'Verbreedung vum Covidvirus hätt. An dës Distanzéierung ass eeben a grousse Klasse schwéier duerchzesetzen. Vu datt awer elo d'Schoulorganisatiounen, virun allem d'Lycéeën, ech mengen, an de Grondschoulen, do ass dat Meescht scho gelaf, mee an de Lycéeë gëtt d'Schoulorganisatioun elo gemaach, do wollt ech den Här Educatiounsminister froen, ob hie bereet wär, fir op de Wee vu méi klenge Klassen ze goe bezéiungsweis och méi kleng Klassen ze autoriséieren, fir esou de Recommandatioune vun der physescher Distanzéierung méi a besser gerecht ze ginn.

Ech hat mech a Lycéeën informéiert. Déi hu gemengt, bei Klasse vun 20 an engem normale Klassesall kéint een eventuell déi 1,5 Meter anhalen.

An ech wollt dann och vum Här Minister wëssen, ob hie bereet wär, d'Contingentsberechnung u sech an deem Sënn unzepassen, a wa jo, wéi e se wëllt upassen, a wann nee, natierlech firwat net.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Hansen, déi mer d'Geleeënheet gëtt, hei nach eng Kéier ze soen, an ech hat dat virun zwee Deeg gemaach, mee och dat ass e pedagogesche Prinzip, datt ee munches emol ëmmer erëm soll widderhuelen, da bleift et eebe besser hänken, datt mer och hei elo momentan eng Teststrategie hu fir d'Schoulen, fir déi komplett Éffnung vun de Schoulen. Déi gëllt souwuel fir den Enseignement fondamental wéi och fir de Secondaire.

An zwar ass et esou, datt all Schüler an all Enseignant an e Grupp vu fënnef agedeelt gëtt an datt all Woch ee Schüler respektiv een Enseignant vun deem Grupp getest gëtt.

All Woch ka sech also ee Fënneftel vun där ganzer Schoulcommunautéit teste loossen. An et ass esou, datt mer do awer nach ëmmer eng relativ grouss Participatioun hu par rapport zur Moyenne vun der Populatioun, déi awer net wäit vun der Hallschent ewech kënnt. Domadder garantéiere mer, datt mer all Woch e Bild kréien, e Bild vun der Situatioun vum Covid-19 an de Schoulen. An domadder gi mer eis d'Méiglechkeet, och ganz schnell dorobber ze reagéieren, falls sech dach do eppes géif doen, falls de Covid-19 an där enger oder anerer Schoul, an där enger oder anerer Klass méi present wär.

An dofir nach eng Kéier den Opruff, wann een invitéiert gëtt, da wannechgelift och matzemaachen. Wou a wéi do getest gëtt, ech mengen, dat wësse mer, dat sinn déi Statiounen, fir dee Prelevement ze maachen, déi am Kontext vum Large-Scale-Testing uechtert d'Land stinn. 17 sinn et der jo, fir dat regional och iwwerall kënnen ofzedecken.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, an dat ass jo awer och an der Chamberskommissioun, denken ech, den Dënschdeg en long et en large gemaach ginn, wou iwwert d'Modellisatioune geschwat ginn ass. An och déi Circonstancen, déi där Modellisatioun zugronn louchen, datt do wuel de Prinzip vum Social Distancing an de Schoulen, am Fondamental, am Lycée, datt deen och gëllt, och elo an deem Kontext, wou mer eebe ganz Klassen hunn.

An natierlech kënne mer net iwwerall d'Distanz vun zwee Meter do garantéieren. Dat ass evident. Virun allem och am Secondaire kënnt ee sech do scho méi no. Mee all déi aner Sécherheetsmesuren, déi bleiwen a Kraaft. An och dat ass de Modell vum Social Distancing, wéi en an de Schoule virdrun an och elo beim Zesummeleeë vun de Klassen applizéiert gëtt. An dat ass deen, dee mat an déi Modellisatiounen do eragefloss ass.

An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer wierklech kee Grond hunn unzehuelen, souwuel wat déi international Etüden ubelaangt, nach emol wat eis Experienz aus de leschte Wochen a Méint zu Lëtzebuerg ubelaangt, datt wierklech Schüler Schüler ustiechen. Et gëtt nach net een eenzege Fall, wou dat kloer beluecht ass. Mir hunn e puer Fäll, wou mer et net kënnen ausschléissen, mee wou et gradesou gutt Iwwerleeunge kéint ginn a gradesou gutt Grënn kéint ginn, datt déi selwecht Schüler sech anzwousch anescht ausserhalb vun der Schoul ugestach hätten. Da solle mer net permanent esou maachen, wéi wann dat hei d'Haaptgefor wär.

An ech denken, datt mëttlerweil jo awer jidderee matkritt huet, wat d'Ursaach ass vun deenen neien Infektiounen, vun deene méi héijen Zuele vun Infektiounen, nämlech all déi Aktivitéiten, déi net geuerdent sinn. An dat ass eeben net an der Schoul, well do ass Uerdnung, do hu mer nach ëmmer e ganz héije Sécherheetsdispositif an Hygiènesreegelen.

Ech verstinn déi Iwwerleeungen an ech hu se och virgëschter nach mam Collège des directeurs, mat all den Direktere vun all eise Lycéeën duerchgeschwat, fir natierlech ze kucken, do wou et méiglech ass, méi kleng Klasseneffektiver ze garantéieren. An ech mengen, d'Madamm Hansen weess dat aus hirer Erfarung als fréier Schouldirektesch, do kann een natierlech elo net higoen a soen: „Elo setze mer einfach de Maximum vum Effectif op 20", well et hätt ee sécherlech d'Ressourcen net, déi personell Ressourcen net, fir dat ze maachen. Et hätt een och d'Raimlechkeeten net, fir dat ze maachen. A vu mir ass et eng Déformation professionnelle, fir net Saachen unzestoussen, wou mer herno hannen net wëssen, wou een erauskënnt.

An duerfir mengen ech schonn, datt mer hei musse kucken, wat wierklech noutwendeg ass. An ech hunn den Direktere gesot an ech hunn och dem Service vum Secondaire a mengem Ministère gesot, datt do, wou Härtefäll sinn, datt do, wou wierklech een de Sall net ka wiesselen an en awer ze kleng ass, datt do, wou mer wierklech dann op de Maximum vum Klasseneffectif, dee jo bei 29 ka leien, erukommen a wou mer Méiglechkeeten hunn, datt mer dann natierlech kucken iwwert de Contingent an deenen Diskussiounen, déi all Direkter mat dem Secondaireservice a mengem Haus do féiert, datt mer do flexibel bleiwen, fir op déi Härtefäll kënnen anzegoen.

An ech denken, datt mer doduerjer och net eng besser Hygiènessituatioun kënne garantéieren, mee de Leit awer e Stéck vun hire Suergen an hiren Ängschten huelen, well och dat ass e bëssen d'Konklusioun vun deene leschten Deeg, virun allem am Secondaire, datt, jo, déi Proximitéit tëscht de Schüler, tëscht de Schüler an den Enseignanten deem engen oder aneren nach Kappzerbrieches mécht, och wann et net wierklech e wëssenschaftleche Fakt oder e wëssenschaftleche Beleeg derfir gëtt.

Wat zousätzlech Ressourcen ubelaangt, do ass et jo och esou, datt d'Chamber hei à l'unanimité eng Motioun vun lech, Madamm Hansen, ugeholl huet. Mir wäerten och deemnächst do e Plang duerleeën, virstellen, fir kënne Rattrapage an Appui iwwert d'Summervakanz, an awer och ee wärend deem éischten Trimester vum nächste Schouljoer 2020/2021 ze garantéieren. A mir wäerten do souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire de Schoulen déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, fir dat kënnen ze maachen.

Dat, denken ech, ass eng wichteg Prioritéit, well mer wëssen, datt deen een oder deen anere Schüler eebe besser oder manner gutt duerch déi laang Phas vum Confinement oder duerch den Apprentissage en alternance vun den A- a B-Woche komm ass, a mer doduerjer deenen, déi vläicht net esou doheem ënnerstëtzt gi sinn, awer hei eng zousätzlech Hëllef sollen zur Verfügung stellen. An dat huet op jidde Fall Prioritéit bei den zousätzleche Ressourcen. An d'Direktioune vun de Schoulen, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire, wäerten déi zur Verfügung gestallt kréien.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

12. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS)

D'erweidert Fro Nummer 30 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Schüler mat spezifesche Bedierfnisser kënnt als nächste Punkt. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nach eng Kéier merci, Här President. Viru méi wéi dräi Joer hu mer hei an der Chamber zwee Gesetzer gestëmmt, wou et ënner anerem ëm den Encadrement vun de Kanner à besoins spécifiques et particuliers an och ëm déi sougenannte Kompetenzzentre goung.

An ech wëll hei direkt op eng Motioun zréckkommen, déi jo hei deemools eestëmmeg ugeholl gi war. Ech hat deemools gesot: „Als CSV begréisse mer den allgemenge Prinzip, datt dëse Schüler och besser, virun allem och méi séier an Zukunft gehollef soll ginn." Ech hunn awer och gesot: „Mir sinn eis awer net sécher, ob mat dësem System, esou wéi en elo virgesinn ass, dëst och effektiv erreecht gëtt."

Mir haten d'Regierung also opgefuerdert, fir innerhalb vun dräi Joer, an déi sinn elo ëm, eng Evaluatioun vun der Prise en charge vun de Kanner à besoins particuliers et spécifiques ze maachen a fir gegeebenefalls déi néideg Upassungen a Verbesserunge virzegesinn.

Duerfir direkt meng éischt Fro: Ass dës Evaluatioun, déi jo dann eestëmmeg beschloss gi war, gemaach ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen? Wa se natierlech net gemaach gi wär, da wéisste mer och gären, firwat datt se net gemaach gi wär a wéini datt se gemaach gëtt.

„D'Prozedur ass laangwiereg an et ass net genuch Direkthëllef um Terrain", dat sinn d'Infoen, déi mir u sech vun de Leit kréien. Ech beschreiwen lech einfach emol eng Kéier d'Prozedur, déi ech vun engem Enseignant gesot kritt hunn. Hien huet mer einfach ee Beispill ginn, an ech hunn een Numm dragesat, well ech weess jo net, ëm wien et gëtt. Den Numm ass sécherlech falsch.

„Den 19. Juli d'lescht Joer hu mer de Jempi - also den Numm ass erfonnt - an der Direktioun gemellt, fir hien testen ze loossen. De 14. a 15. Oktober ass e Bilan cognitif gemaach gi vu Psychologen. Ufangs November ass dunn e Bilan pédagogique gemaach ginn. Ufangs Januar ass dunn dem Jong säi Fall an der Commission d'inclusion behandelt ginn. Den Elteren an dem Léierpersonal si Bilane presentéiert ginn. Et ass dunn decidéiert ginn, fir de Jong an e Kompetenzzentrum ze mellen. D'Enseignanten

hunn e Bilan scolaire geschriwwen. Deen Dossier ass dunn déi Woch duerno an d'Commission nationale d'inclusion gaang.

Enn Januar kritt d'Schoul dann e Courrier, datt de Kompetenzzentrum chargéiert wär, fir den Dossier spécialisé ze maachen. Mëtt Februar war dunn deen éischte Kontakt mam Kompetenzzentrum, siwe Méint duerno! Deen huet eng Partie Observatioune gemaach an huet se erëm an d'Commission nationale d'inclusion geschéckt.

Dunn ass u sech eng Zäitche laang näischt geschitt. An elo Enn Juni krut d'Schoul erëm e Courrier vun der Commission nationale d'inclusion, datt si elo eng Intervention spécialisée ambulatoire fir eenzel Stonne virgesinn. Elo ass awer u sech quasi dëst Schouljoer gelaf."

Dat ass leider keng erfonnte Geschicht, mee et ass eng Realitéit vum Terrain. Den 19. Juli ass Hëllef ugefrot ginn, Enn Juni ass eng Antwert komm. Fir dat Kand war et awer u sech dann ee Joer, wou d'Hëllef verluer gaangen ass.

Duerfir, déi kruzial Fro: Wat gesäit den Här Minister vir, fir dës Prozeduren ze vereinfachen, ze beschleunegen, soudatt d'Hëllef méi séier um Terrain ukënnt?

Da krut ech awer och nach erkläert, datt d'Kompetenzzentre fir d'Prise en charge vun de Kanner ganz selektiv nom IQ-Wäert kucken. Sou géifen eenzel Kompetenzzentre kee Kand huelen, wat een IQ-Wäert ënner 85 huet, an anerer huele keent, wat en IQ-Wäert iwwer 70 huet. Déi Kanner, déi elo grad dertëscht falen, déi kënnen also keng Hëllef vun engem Kompetenzzentrum kréien, déi sinn dann op d'Enseignant-spécialiséen, d'ESEBen an d'I-EBSen ugewisen.

Änlech Problemer ginn et anscheinend, wann d'Kanner méi wéi ee Problem hunn. Sou ginn anscheinend Kanner mat Troubles du langage net onbedéngt an der Logo ugeholl, wa se gläichzäiteg verhalensopfälleg respektiv kreativ sinn.

Do wollt ech vum Här Minister wëssen, ob dat esou stëmmt an natierlech, wat hie wëlles huet, fir och dëse Kanner méi geziilt kënnen ze hëllefen, an ob mëttlerweil genuch Enseignant-spécialiséen an den Direktiounen an de Schoule sinn, wéi eng Ausbildung dës Enseignanten hunn, wéi vill Posten opstoe bliwwe si fir dëst Schouljoer, ob et regional Ënnerscheeder ginn an och hei, wat den Här Minister wëlles huet, fir dës Problemer ze léisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verschidde Kompetenzzentren intervenéieren dann och net an de Schoulen. Do mussen d'Kanner ëmmer an de Kompetenzzentrum fueren. Dat ass fir déi eng Kanner relativ no, dat ass fir déi aner Kanner awer relativ wäit. Do ginn et elo Elteren, déi wëllen hire Kanner deen do Trajet net onbedéngt zoumudden. Déi sinn zum Deel dräi Stonne pro Dag am Bus.

An do stellt sech natierlech d'Fro: Wéi kann dës Hëllef organiséiert ginn, fir de Kanner iwwerall am Land déi selwecht Chancen ze ginn? An ob den Här Minister och hei bereet ass, Upassungen ze maachen.

Eng aner Fro ass: Wéi gesäit de Suivi médico-social aus an den eenzelne Regioune vum Land? Ass d'Personal der steigender Unzuel vu Schüler ugepasst ginn?

Dat waren u sech meng Froen.

13. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Mee, Här President, ech hunn och nach eng Motioun.

Motion

La Chambre des Députés,

- constatant que le nombre d'élèves fréquentant un établissement scolaire de l'enseignement fondamental ne cesse de croître reflétant la dynamique démographique que connaît notre pays ;

- constatant que l'hétérogénéité des élèves est au coeur de notre système éducatif et constitue un réel défi ;

- notant qu'au niveau des établissements scolaires de l'enseignement secondaire, les services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires (SePAS), composés d'assistantes sociales, de psychologues ou encore d'éducateurs, assurent sur le terrain et selon les nécessités l'accompagnement psycho-social et scolaire des élèves ;

- constatant encore que ces services participent ainsi à une meilleure prise en charge des élèves et de leurs besoins variés ;

- notant que les établissements scolaires de l'enseignement fondamental ne bénéficient pas d'une telle offre de services sur place ;

- constatant qu'au vu de la diversité des réalités de plus en plus complexes sur le terrain, il serait opportun de doter l'enseignement fondamental des mêmes outils d'accompagnement et d'encadrement des élèves, afin de pouvoir fournir une aide immédiate à tous les élèves à besoins spécifiques et particuliers,

invite le Gouvernement

- à prévoir la mise en place au sein des établissements scolaires de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar des SePAS au niveau de l'enseignement secondaire.

(s.) Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, George Mischo, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV).*- U sech am selwechte Kader, well eis Grondschoule si mëttlerweil esou grouss, datt se vergläichbar si mat klenge Lycéeën. A si hunn och genausou vill Kanner mat Problemer, wéi et der an de Lycéeë ginn. An de Lycéeën hu mer awer ganz Ekippen, de SePAS, Service psycho-social, déi u sech sur place kënnen agéieren, ouni laang Prozeduren, ouni Fichë mussen auszefëllen a Rapporten ze schreiwen, ouni datt d'Kanner vun deem enge bei deen anere geschéckt ginn.

Duerfir si mir als CSV der Meenung, datt esou eng Ekippen och an der Grondschoul noutwendeg wären. An an deem Sënn hunn ech dës Motioun hannerluecht, deposéiert, fir eeben och an de Grondschoulen esou eng Strukture mat Spezialisten, déi direkt um Terrain kéinten de Kanner hëllefen an direkt um Terrain kéinten agéieren, ze schafen.

Mir wären natierlech frou, wann den Här Minister dës Motioun och kéint ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

14. Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS) (suite)

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci nach eemol, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv, am Joer 2017 huet d'Chamber eng grouss Reform vum ganze Secteur fir Kanner mat extrae Besoine virgeholl, dat an zwee Gesetzer. Eng Kéier an där neier Struktur vun der Grondschoul, wou mer kloergemaach hunn, datt mer an der Schoul wëllen ... An duerfir wonnert déi dote Motioun mech jo awer, well mir hunn 2017 d'Fonctioun vum Instituteur spécialisé fir Kanner mat extrae Besoine geschafen, déi an der Schoul affektéiert sinn, déi ouni Prozedure kënnen direkt op Decisioun vun der Schoulcommunautéit selwer intervenéieren.

Mir hunn de Regionaldirektioune Moyene ginn, fir kënne Kanner mat extrae Besoine besser mat multidisziplinären Ekippen ze ënnerstëtzen. A mir hunn, an dat war dat zweet grousst Gesetz jo, de ganze Beräich vun der Éducation différenciée, deen eigentlech zanter 1973 net méi grondleeënd reforméiert gouf, wierklech op de Leescht geholl an enger grondleeënder Reform ënnerluecht.

An duerfir war et jo och ganz normal, datt ech dee Moment d'accord war, fir eng Evaluatioun och no dräi Joer ze maachen. Ech wëll awer elo soen, datt déi dräi Joer nach net ofgelaf sinn, well am Esprit vum neie Geescht hu mer d'Schouljoer 2017/2018, 2018/2019 an 2019/2020 gehat. A mir wäerten elo dann zu där doter Evaluatioun och kommen. Dozou herno nach e puer Wuert méi.

Een Zil vun där ganzer Reform war, virun allem emol genuch Ressourcen, gutt qualifizéiert a richteg qualifizéiert Ressourcen zur Verfügung ze stelle fir den Encadrement vu Kanner mat extrae Besoinen, well mer virdrun awer festgestallt hunn, datt virun allem d'Penurie vun de Ressourcë geréiert gouf an net gekuckt ginn ass: Wat brauch dat dote Kand a wéi vill Stonne vu wéi enger Ënnerstëtzung brauch dat dote Kand?, mee gekuckt ginn ass: Wat hu mer dann eigentlech vu Stonnen?, an déi sinn iergendwéi dann op déi Kanner, déi op eng Ënnerstëtzung ugewise waren, verdeelt ginn. An do muss ee soen, datt mer eisem Usproch absolutt gerecht gi sinn am Laf vun deene leschten dräi Joer, well net manner wéi 623 Poste goufe geschafen op deenen dräi Niveauen, an de Schoulen, an de Regiounen an um nationale Plang. Also 623 Vollzäitposten, déi zousätzlech derbäikomm si fir eeben den Encadrement vu Kanner mat extrae Besoinen, déi sécherlech d'Intensitéit, d'Durée an domadder och d'Qualitéit vun der Prise en charge däitlech konnten erhéijen.

Dat waren 150 Poste fir d'Instituteurs spécialisés, déi, wéi gesot, an de Schoulen aktiv sinn, wou mer effektiv nach ëmmer amgaange sinn ze rekrutéieren. An all Joer probéiere mer, nei Enseignanten an Enseignanteën ze motivéieren, an déi doten Tâche eranzewuessen. All Joer fanne mer der och weider. Mee momentan hu mer awer eréischt 104 vun deenen 150 Posten do kënne besetzen.

Et waren 207 zousätzlech Posten an den Équipes de soutien des élèves à besoins, de Gros dovunner an dem Enseignement fondamental. A mëttlerweil si mer jo awer och amgaangen, zanter 2019 Équipes de soutien des élèves à besoins an de Lycéeën opzebauen, well entgéint deem, wat hei d'Madamm Hansen sot, hu mer do eigentlech net spezialiséiert Ekippe fir Kanner mat extrae Besoinen. Mir hu wuel de SePAS, mir hunn Équipes socioéducatives, mee déi sinn eigentlech net duerfir geduecht. Déi hunn aner Missioune wéi den Encadrement vu Kanner hei mat extrae Besoinen. An duerfir musse mer do virukommen a mir gedenken, déi Équipes de soutien och an de Lycéeë successiv iwwert déi nächst Joren auszebauen, fir datt och do all Lycée, all Schoul selwer iwwer hir Ressourcë verfüügt. An et si jo grad den I-EBS an d'Équipes de soutien des élèves à besoins, déi den Haaptpilier si vun der Inklusiounspolitik, fir eeben en optimalen Encadrement fir all Kand an der Schoul selwer kënnen ze garantéieren.

An de Kompetenzzentren, an deene besteeënden an awer och an deenen neien, sinn nach eemol 266 Posten derbäikomm, déi och mëttlerweil alleguerte besat sinn. Wat d'Kompetenzzentren ubelaangt, do mierke mer och en däitlechen Ustig vum Budget, dat iwwer 50 % eraus tëschent de Joren 2017 an 2020; do louche mer bei ronn 1,4 Milliounen 2017 an 2,2 Milliounen 2020, wuelverstanen ouni Personalkäschten, well déi jo direkt iwwert d'Fonction publique mat assuréiert ginn.

Dat huet et eis erlaabt, wéi ech virdrun erkläert hunn, net onbedéngt däitlech méi Kanner en charge ze huelen, mee de Kanner alleguerten e bessere Service unzebidden. Mir mierken, datt souwuel bei der Prise en charge stationnaire wéi och ambulatoire, datt do d'Prise-en-chargë liicht erofgaange sinn zanter 2017 vu 5.188 op 5.014, datt dat souwuel bei de Prises en charge ambulatoires wéi och bei de Prises en charge stationnaires ass. An dat ass ëmsou méi considerabel, well mer et jo awer hei och mat enger steigender Populatioun, mat enger steigender Schülerzuel ze dinn hunn.

Dat seet awer nach eng Kéier ganz kloer, datt den I-EBS, déi Strukturen, déi wierklech intervenéieren an der Schoul an an der Regioun, datt déi eng ganz gutt Aarbecht maachen an datt eeben net all Fall muss direkt an de Kompetenzzenter do kommen.

Dann eng Rei vun aneren Ustrengungen, dat ass ... An och d'Missioune vun de Kompetenzzentren, déi se erfëllen, ass, fir hir Kompetenz weiderzedroen op den Terrain. Dat ass, fir Konzeptentwécklung mat de Schoulen ze maachen. Dat ass, fir Formations continues mat de Schoulen ze maachen. Dat ass och, fir an der Initialausbildung ze intervenéieren. An och do zum Beispill bei deene Formatiounen, déi iwwert den IFEN ugebuede ginn, déi sinn dach staark steigend. Tëschent dem leschten an dem lafende Schouljoer waren dat awer iwwer 10 %, wou mer nach eng Kéier méi konnten Intervenanten, wierklech Notzer, Participantë vun deene Formation-continuen erreechen a wou et vu 4.473 op 4.975 eropgaangen ass.

Dann eng ganz Rei vun neien Aktivitéiten, déi mer developpéiert hunn, virun allem wann et drëms geet, fir Schwieregkeete vun de Schüler ganz fréi ze erkennen, well mer wëssen, datt mer dann awer dacks ze spéit kommen. An do geet et eeben net nëmmen duer ze waarden, bis dann emol iergendeen eng Kéier op d'Iddi kënnt: Kéint dat doten net deen dote Problem sinn?, bis och e gewëssent Verhalen, eng gewësse Problematik dann zu enger Opfällegkeet an der Schoul gëtt a ganz dacks dann och zu schoulesche Problemer féiert. Zum Beispill si mer hei amgaangen, e systemateschen Depistage fir Troubles spécifiques du développement moteur, fir motoresch Schwieregkeete kënnen ze maachen, an dat am Cycle 1.2, also am zweete Joer vun der Spillschoul.

Do si mer momentan bei 6 vun deene 15 Regiounen, wou mer et flächendeckend kënne maachen. Do sinn an engem Joer dann awer 2.500 Kanner, déi gesi ginn. An zum Beispill am leschte Joer waren dat och 250 Prise-en-chargen, déi hannendrukomm sinn, wat och schéngt e Quotient ze sinn, datt awer 10 % vun de Kanner och an deem doten Alter, am Spillschoulsalter e Retard oder eng Problematik an der motorescher Entwécklung op engem Niveau weisen, wou eng spezifesch Prise en charge noutwendeg ass. A mir wäerten natierlech kucken, iwwert déi nächst Joren deen doten Dépistage systématique och an déi aner Regiounen ze brëngen. Zwou weider Regioune vun deene 15 komme bei der nächster Rentrée do derbäi.

Da si mer awer och amgaangen, mat aneren Acteuren, notamment och der Uni.lu, ze kucken, wéi mer nei Methode kënnen entwéckelen. Hei geet et, zum Beispill wat de Centre pour le développement des apprentissages ubelaangt, ëm standardiséiert Tester, déi Troublë vun den Apprentissagen eebe besser sollen detektéieren, analyséieren, an dat virun allem och adaptéiert op déi spezifesch Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg.

Et geet awer och drëm, fir den Dépistage précoce vun der Déficience visuelle kënnen ze assuréieren. Och do lafe Kollaboratiounen tëschent dem Centre pour le développement des compétences relatives à la vue an och der Uni.lu. An d'selwecht eeben och nach eng Kéier beim Centre de logopédie, wou et och drëms geet, eebe ganz prezis hei zum Beispill déi mathematesch Kompetenzen, déi fréi mathematesch Kompetenzen och op eng nonverbal Manéier kënnen ze trainéieren, fir datt net en Defizit vun deem enge Beräich och zu engem Problem herno an engem anere Beräich ka ginn.

Dat Beispill, wat ech hei net wëll kommentéieren, wat Der gesot hutt, där gëtt et. Mee ech denken, datt mer hei net mat eenzel Beispiller kënne fonctionéieren. Wann ee fair wär, hätt ee gesot, datt eng grouss Vakanz tëscht dem Juli an dem Oktober an der éischter Reaktioun gewiescht wär an datt mer mëttlerweil awer och e Confinement dertëschent gehat hätten. Mee ech wëll net soen, datt mer do an der Reaktivitéit net nach besser kënne ginn.

Ech wëll awer och hei soen, datt mer net jiddwerengem kënnen direkt eng Prise en charge do och verspriechen, well wa mer Decisioune schnell huelen, da riskéiere mer och, Decisiounen oft net richteg ze huelen. An awer si mer der Meenung, datt mer do déi Prozedur nach eng Kéier sollen op de Leescht huelen. An duerfir wëlle mer och de Fonctionnement vun der Commission nationale d'inclusion, déi eigentlech 2017 net ugepaakt ginn ass, déi nach am Geescht fonctionéiert vu virun der Reform vun 2017, datt mer och déi nach eng Kéier analyséieren, fir d'Reaktivitéit virun allem ze verbesseren.

Dann e Wuert vläicht nach zu der Evaluatioun, déi mer elo fir 2021 plangen. Do wëlle mer souwuel intern kucken, wéi d'Acteuren, wéi d'Leit mat där doter Method a mat där doter Systematik a mat deenen neie Strukturen a Prozesser eens gi sinn, wat se fir verbesserungswierdeg halen, wou mer selwer gesinn, datt mer eisen Usprëch, déi mer am Gesetz vun 2017 formuléiert hunn, vläicht nach net ëmmer esou ganz nokommen, wou och mëttlerweil nei Problematike vläicht opkomm sinn, also iwwer e Sondage bei den Enseignanten, beim Personnel socio-éducatif, bei den Direkteren, den Directeur-adjointen, déi jo zoustänneg och si fir Enfants à besoins spécifiques, awer gläichzäiteg och uschléissend dorunner ganz prezis Entretienen, déi mer mat engem Echantillon vun Intervenanten och wëlle maachen, fir och an de Fong kënnen ze goen an erauszefannen, jo: U wat fir enge Schrauwe musse mer dann an Zukunft och nach weider dréien?, well kee seet, datt alles no dräi Joer, nodeem dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, mat Perfektioun ka lafen.

Eng zweet Approche vun Evaluatioun ass awer och de wëssenschaftleche Bléck vu baussen. An do si mer op der Sich no enger Universitéit, déi dee kann assuréieren, déi och nach eng Kéier eisen Dispositif fir den Ëmgang mat Kanner mat extrae Besoinen, wéi mer en elo en place hunn, zanter dräi Joer entwéckelt hunn, déi deen och eng Kéier duerchaus kritesch vu bausse soll kënne kucken. A wichteg ass herno, datt mer dee Bléck vu bannen an de Bléck vu baussen, datt mer déi niewenteneeleeën. An dann, denken ech, hu mer e gesamten Iwwerbléck, wou mer kënnen eng politesch Diskussioun och driwwer féieren a wou mer och wëssen, wéi mer dann dee ganzen Dispositif fir den Ëmgang mat Kanner mat extrae Besoine kënnen a solle weiderentwéckelen.

Vläicht nach, Dir Dammen an Dir Hären, zur Informatioun, datt mer eis och e ganz staarke Programm vu Sensibiliséierung an Informatioun ginn hunn, deen an dësem Joer ugefaangen huet. Informatiounen iwwer Kanner mat extrae Besoinen, awer och fir d'Kanner, fir d'Familljen, fir hiren Entourage. Gläichzäiteg awer och d'Dokumentatioun vu „bonnes pra-

tiques" vun der Inklusioun, well dat jo awer nach ëmmer ee vun eisen Haaptziler ass. A mir wëssen, datt mer nach ëmmer op Widderstänn op eenzelne Plazen do stoussen. An dann hëlleft et ze weisen, wat et schonn alles Guddes gëtt. Dann hëlleft et ze weisen, datt ee mat ganz ville Moyenen dann awer och ganz villes kann erreechen.

An eeben och d'Iddi vun der Inklusioun, datt mer déi weider bei d'Schüler bréngen, bei all Intervenant bréngen, fir datt mer lues a lues awer och do ronderëm e Konsens kréien, datt mer eis alleguerten an der Gesellschaft, an dat ganz besonnesch eeben och all Acteur vun der Schoul, fir eng gesond an eng gelongen Inklusioun vun all de Kanner, mat all hire ganz ënnerschiddleche Besoinen, mussen asetzen an dat all Dag.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi Motioun elo nach net gelies, mee wann et dat ass, wat d'Madamm Hansen hei exposéiert huet, dann, denken ech, kann ech domadder elo, à ce stade, net d'accord sinn. Well éischtens emol, dat, wat gefuerdert gëtt, hu mer an enger gewëssener Form. A wa mer hei soen: „Mir maache gären eng Evaluatioun vun deem …"

(Le texte de la motion est remis à M. Claude Meisch.)

Villmools merci!

„Mir maache gären eng Evaluatioun vun deem ganze System, fir duerno ze kucken, wéi mer solle weiderfueren", da solle mer och déi Evaluatioun ofwaarden an dann och zesumme kucken, wou mer nach eemol mussen eng Schëpp bäileeën. Ech si fest dovun iwwerzeegt, datt dat op méi wéi enger Plaz wäert sinn, well Inklusiounspolitik ze maachen, dat heescht, permanent weider Efforten ze maachen a permanent ze kucken, wou mer eis nach selwer kënne verbesseren.

Villmools merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

15. 7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Ech géif proposéieren, datt mer elo de Projet de loi 7599 huelen an datt mer duerno iwwert d'Motioun ofstëmmen. Da géif ech direkt dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här André Bauler, d'Wuert ginn. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer direkt am Ufank, lech de Kontext vun dësem Gesetzesprojet unhand vun zwee Beispiller ze illustréieren.

Huele mer einfach zwee Lëtzebuerger Studenten, d'Martine an de Gilles.

(Exclamations)

D'Martine studéiert Biologie op der Uni zu München an ass am leschte Semester vu sengem Masterprogramm ageschriwwen. Normalerweis hätt d'Martine dëst Semester säin obligatoresche Stage de fin d'études an engem renommëierte Münchener Laboratoire gemaach. Déi fläisseg Studentin hat sech richteg drop gefreet, fir am September endlech hire Masterdiplom ze kréien an dem Studenteliewen domat een Enn ze setzen. Den Ausbroch vum Coronavirus huet seng Pläng allerdéngs op d'Kopp gehäit. Et huet knapps dräi Wochen als Stagiaire geschafft, bis et op eemol geheescht huet, et misst doheem bleiwen. De Laboratoire huet seng Dieren zougemaach an dem Martine säi Kontrakt gouf souguer annuléiert. Schlussendlech ass him näischt anescht iwwregbliwwen, wéi säi Stage, an domat och säin Ofschloss, ëm e ganzt Semester ze verréckelen.

Änlech ass et dem Gilles ergaangen. Hien ass Geschichtsstudent op der Uni Lëtzebuerg a sollt dëst Semester seng Masterthees schreiwen. Just wéi hie mat senger Recherche wollt ufänken, hunn d'Lëtzebuerger Bibliothéiken an Archiven hir Dieren zougemaach. Dëst huet dem Gilles seng Aarbecht extreem erschwéiert. Fir seng literaresch Recherche ass hien nämlech deelweis op historesch an, jo, literaresch Quellen ugewisen, déi net am Onlineformat disponibel, verfügbar sinn. De Coronavirus huet also och dem Gilles e Strëch duerch d'Rechnung gemaach a fir eng ongewollt Verlängerung vu sengen Etüde gesuergt.

Fir béid Studenten huet dës Verlängerung grouss Konsequenzen! Engersäits gëtt hir Entrée an d'Beruffsliewen ëm en halleft Joer verréckelt, anerersäits kascht dat zousätzlecht Semester eng gutt Staang Geld. Béid Studente mussen e weidert Semester hir Aschreiwungskäschte bezuelen, a fir d'Martine kommen nach sechs Méint Loyer zu München derbäi.

Bis ewell hu béid Studenten all Semester hir Bourse an hire Prêt beim CEDIES ugefrot. Ouni dës finanziell Hëllef hätte si sech hire Studium net kënne leeschten. Allerdéngs stelle si sech elo d'Fro, ob si och fir dat zousätzlecht Semester finanziell ënnerstëtzt ginn. Falls net, kéinte si an eescht Schwieregkeete geroden. Hir komplett Studie kéinten eigentlech um Spill stoen.

Léif alleguer, mam Ausbroch vum Coronavirus hunn d'Unie quasi weltwäit hir Diere missen zoumaachen. Vun engem Dag op deen anere goufen all Virliesungen annuléiert a sämtlech Universitéitsgebaier waren zou, dorënner och d'Bibliothéiken an d'Laboratoiren. De Presenzunterrecht gouf, do, wou et méiglech war, duerch den Enseignement à distance ersat an och Exame konnte just nach online geschriwwe ginn. D'praktesch Aarbechten an d'Stagë goufen entweeder annuléiert oder op spéider verluecht.

D'Majoritéit vun den Universitéiten huet grouss Ustrengunge gemaach, fir d'Organisatioun an d'Evaluatioun vun hire Programmer a kuerzer Zäit unzepassen. Trotzdeem riskéiere vill Studenten, ënnert de psychologeschen Effeten an den alldeegleche Barriäre vun der Kris ze leiden. Besonnesch déi Jonk, déi am Ausland studéieren, hu mat groussen administrativen an organisatoreschen Hürden ze kämpfen. Ech denken do zum Beispill un d'Zoumaache vun de Grenzen, un d'Reesverbueter an un d'Ausfäll vun de Volle mam Fliger.Duerch d'Konsequenze vun der sanitärer Kris konnt d'Summersemester 2019/2020 a ville Fäll net wéi geplangt ofgeschloss ginn. Verschidde Studenten hunn elo keen anere Choix, wéi hir Etüden ëm e weidert Semester am Hierscht ze verlängeren.

D'Regierung huet eis gesot, datt si sech bewosst ass, datt vill Studenten Angscht ëm hir akadeemesch Zukunft hunn. Eng Verlängerung vun de Studie bréngt ëmmer zousätzlech Käschte mat sech, sief dat fir d'Aschreiwung op der Uni oder fir de Loyer. Besonnesch fir Famillje mat niddregem Akommes stellt d'Finanzéierung vun engem zousätzleche Semester e grousse Problem duer. D'Regierung wollt a wëllt verhënneren, datt déi Studenten, déi am Summersemester 2019/2020 op enger Uni ageschriwwe waren, duerch d'Suitte vun der Coronakris benodeelegt ginn. Si sollen déi selwecht Chance op e gudden Ofschloss hu wéi all déi aner Joergäng. Fir de betraffene Studenten ënnert d'Äerm ze gräifen, accordéiert den Héichschoulministère eng zäitlech Verlängerung vun hirer Studiebäihëllef.

Dëse Projet de loi proposéiert zwou Derogatiounen zum Gesetz iwwert d'Aide financière vum Lëtzebuerger Staat. D'Zil vun dësen zäitweilegen Ännerungen ass et, fir d'Chancëgläichheet vun eise Studenten ze garantéieren.

Déi éischt Derogatioun betrëfft déi maximal Dauer, wärend där e Student/eng Studentin seng/hir Bourse a Prêt beim CEDIES kann ufroen. Dës Dauer soll fir all Persoun, déi wärend dem Summersemester 2019/2020 op enger Universitéit oder Héichschoul ageschriwwe war, ëm ee Semester verlängert ginn.

Konkreet bedeit dat Follgendes: Am Fall, wou ee Student/eng Studentin seng/hir Etüden net an där Zäit packt, déi offiziell fir de Parcours virgesinn ass, dierf hien/si wärend dräi zousätzleche Semester vun der Aide financière profitéieren. Bis ewell war dës zousätzlech Dauer op nëmmen zwee Semester beschränkt. Déi maximal Dauer fir d'Attributioun vun der Studiebäihëllef gëtt also vun aacht op néng Semesteren eropgesat.

Déi zweet Derogatioun betrëfft d'Kontroll vum Leeschtungsfortschrëtt vun de Bachelorstudenten. Dem Gesetz no kann de Ministère eng Demande fir d'Studiebäihëllef verweigeren, wann e Student bestëmmte Leeschtungskrittären net erfëllt. Nom zweete Joer gëtt dofir kontrolléiert, ob de Student genuch ECTS-Punkte gesammelt huet, fir och am drëtte Joer eng finanziell Ënnerstëtzung kënnen ze kréien.

Am Kader vun der Coronakris goufen allerdéngs eng Rëtsch Studenten un hirem normale Fortschrëtt gehënnert. Dofir proposéiert dëse Gesetzesprojet, d'Kontroll vum Leeschtungsfortschrëtt ëm ee Joer no hannen ze verréckelen. D'Kontroll géif dann eréischt nom drëtte Joer gemaach ginn. An deem Fall géif da gekuckt ginn, ob de Student/d'Studentin fir säin/hiert véiert Joer, also fir d'Verlängerung vu sengem/hirem Bachelorstudium eng zousätzlech Studiebäihëllef beim CEDIES kéint ufroen.

Am Ufank hunn ech lech d'Situatioun vum Martine a vum Gilles erkläert. Dës jonk Lëtzebuerger sinn nëmmen zwee vu ville Studenten, déi mat de Follge vun der sanitärer Kris ze kämpfen hunn. Déi zousätzlech Käschten, déi dat nächst Semester op si wäerte duerkommen, kéinte spierbar Konsequenzen hunn. Ouni d'Hëllef vum Staat kéinten hir gesamt Etüden eventuell um Spill stoen.

Ech wëll op dëser Plaz nach eemol betounen, wéi wichteg et ass, fir de Studenten an dëse schwieregen Zäiten ënnert d'Äerm ze gräifen. Den akadeemesche Parcours vun eise jonke Matbierger dierf net ënnert de Follge vun der Viruskris oder der Coronapandemie leiden. Dat gesot, soen ech lech all Merci fir Ar Opmierksamkeet an déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, déi och vum President Gilles Baum mat vill Kompetenz geleet gëtt, a vill Gedold och munchmol.

E spezielle Merci un d'Joëlle Merges aus der Educatiounskommissioun an d'Lynn Strasser aus eiser Fraktioun. Am Numm vun der DP-Fraktioun begréissen ech dann och d'Efforte vun der Regierung an deem Kontext, besonnesch dem Héichschoulministère. An ech ginn dann och schonn den Accord vun eiser Fraktioun, déi sech och weiderhi fir d'Chancëgläichheet vun eise Studenten asetzt. Mir loosse keen am Ree stoen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporteur André Bauler. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert, an dem Rapporter fir säi flotten, bildleche Rapport. En huet eis mëndlech hei ganz plastesch duergestallt, wourëm et am Fong geholl geet an dësem Gesetz. E Gesetz, zu deem, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV hir Zoustëmmung wäert ginn.

Wéineg Mënschen a kaum eng Beruffsgrupp kommen ouni Aboussen duerch d'Coronakris, déi sech bal vun enger sanitärer Kris an eng wirtschaftlech Kris ëmgewandelt huet. An dat wäert och nach laang undaueren.

Déi Kris trëfft natierlech och d'Studenten, an zwar op zwee Pläng. Als Éischt, wann d'Studenten dëst momentaant Summersemester net ofschléisse kënnen, well Coursen an Examen ausgefall waren, esou si se natierlech do an hirem akadeemesche Parcours net gutt drun. An dofir kann elo mat dësem Gesetz en zousätzlecht Semester u Studentebäihëllefe vum nächste Semester un, falls et gebraucht gëtt, vun hinnen an Usproch geholl ginn.

Kuerz Klammer op: D'Uni.lu, déi huet no alle Méiglechkeete probéiert, déi ganz Zäit hei ze iwwerbrécken, mat Coursen op Distanz, mat Stagen, TDen, Examen, wou den Datum no hanne gereckelt ginn ass. An dat schéngt och zimmlech gutt ze funktionéieren a funktionéiert ze hunn. Trotzdeem bleiwen ëmmer Fäll, wou et ka sinn - et ka jo och am Ausland de Fall sinn, well wann de Student dann am Ausland ass, ass et e bësse méi schwéier heiansdo, fir et och nach genausou an deenen Normen hinzekréien. Klammer zou.

Et gëtt awer nach eng zweet Kategorie vu Studenten, déi dës Krisis trëfft. An un déi ass net geduecht ginn an dësem Gesetz. Dat sinn déi, déi finanziell méi schlecht dru sinn. Fir si geet eng spéider Verlängerung vun der Lafzäit net duer. Si hunn elo de Problem! Elo, wa si hire Studentenjob duerch Coronaaschränkungen net maache konnten, dann hu se keng Suen. Oder wann hir Elteren an der Kuerzaarbecht waren. Oder wann hir Elteren hire Betrib vläicht hu missen opginn. Grad déi mannerbemëttelt Studente ginn also duerch d'Coronakris domadder duebel betraff. An dat ass scho bal eng Diskriminéierung, well finanziell Suerge sollten net verhënneren, datt si hire Studium viruféiere kënnen, datt hiren akadeemesche Parcours net ka bis hannenhinner gaange ginn an datt domadder och dem Land e Stéck vun neiem Knowhow, dee si an der Zukunft mat géife bréngen, feelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen also oppassen, datt mir kee Problem beim Droit à l'éducation, beim Zougang zu Héichschoulstudie kréien. Natierlech gesäit d'Gesetz haut scho Méiglechkeete vir. D'Méiglechkeet fir d'Majoratioun vun der Aide financière, wann eng ganz schlëmm Situatioun an aussergewéinlech Chargen do sinn; 500 Euro Prêt a 500 Euro Subsid kann een dann eemol am Joer zousätzlech kréien. Dat huet och de Ministère oder de CEDIES gläich op Facebook bekannt gemaach, datt dat de Studente soll huerteg bekannt ginn. Dat ass och ganz gutt. Et gëtt och nach eng aner Méiglechkeet: Studenten, déi eng Bourse sociale kënne kréien, an dat eemol am Semester.

Mee wat ass dann, wa se déi do Saache souwisou schonn hu missen an Usproch huelen, ouni den Impakt vun der Coronakris? Wat ass mat de Studenten aus Drëttlänner, déi op der Universitéit vu Lëtzebuerg studéieren, déi keng Bourse kënne kréien? Wéi ass et do gaang mam Hardship Fund vun der Uni? Kënnt Dir eis do, Här Minister … Et wär gutt, wann Dir eis do géift kënnen Zuele ginn. Wann Der géift nolauschteren, kéint Der eis se sécher och ginn, well da kënne mer dat besser aschätzen. Well ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech menge wierklech, mir mussen hei op eppes ganz gutt Uecht dinn: datt déi Defavoriséiert net nach méi defavoriséiert ginn. Well Corona mécht Ongläichheeten nach méi grouss. A wa mer kee wëllen am Ree stoe loossen, wéi de Rapporter André Bauler gesot huet, da musse mer hei ganz gutt oppassen a mer mussen eventuell hei och aktiv ginn.

An esou richteg wéi dëse Gesetzesprojet och ass, dee mir ënnerstëtzen, dee geet awer fir déi Situatiounen net duer. Et muss een also d'Situatioun am A behalen. Et musse Konklusiounen aus der aktueller Situatioun gezu ginn. An do ass vläicht d'Covidkris d'Geleeënheet, fir iwwert déi Punkte vum Gesetz nach eng Kéier nozedenken. Geet am Härtefall d'Majoratioun duer oder muss se vläicht pro Semester ausbezuelt kënne ginn? Muss d'Bourse fir sozial Krittäre vläicht geännert ginn? An esou weider.

An et ass ënnert dëse Konditiounen, wou mir eis Zoustëmmung als CSV zu dësem Gesetz kënne ginn, mat der Maassgab, datt et wichteg ass, weiderhin ze kucken, datt Corona déi Ongläichheeten, déi bestinn an déi duerch Corona souwisou ervirgeruff gi sinn, net nach méi grouss mécht.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen dat hei vun der Plaz aus, well dem Rapport, deen den Här Bauler grad gemaach huet, deem ass eigentlech näischt méi bäizefügen. Dee war ganz ausféierlech an och ganz …, dat huet och jiddweree verstanen, mat deene Beispiller, déi e ginn huet, wéi mer dat vum Här Bauler gewinnt sinn.

Ech mengen, et geet hei drëm, dass mer déi Delaie verlängeren, dass all d'Studenten déi selwecht Chance hunn, hir Studien och kënne fäerdeg ze maachen, dass se kënnen déi Aide ufroen. An dat ass eng ganz wichteg Saach, déi mer hei maachen. An dofir kann ech nëmmen den Accord gi vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert direkt virun un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Projet vun haut modifizéiere mer d'Gesetz vum 24. Juli 2014 zu de finanziellen Hëllefe fir Studenten.

Wann een am parlamentareschen Dossier vun deemools noliest, da fält engem eng kuerz Formuléierung an d'A. Et steet nämlech zu dem System vun Hëllefen dran, dass, Zitat: « … il respecte la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant ». Och wann deemools eppes komplett aneschters mat där Formuléierung gemengt war, kënnt een dach iergendwéi haut net komplett derlaanscht fir ze bemierken, dass de Projet vun haut den Usproch vum Gesetz vun 2014 a Coronazäite soll sécherstellen.

E formale Bildungsofschloss, a besonnesch en Héichschoulofschloss ass an enger sech rapid ännerender Aarbechtswelt net deen eenzegen, awer nach ëmmer ee ganz klasseschen Zougangswee zu gutt bezuelten, erfëllenden an zukunftssécherende Beruffer. Wa mir also an dësen Deeg queesch duerch de politesche Spektrum vu „Resilienz" schwätzen, da solle mir net vergiessen, dass Bildung, an domat de Projet vun haut, en zentrale Resilienzfacteur vun eiser Ekonomie sinn.

De Rapporter André Bauler huet a sengem exzellenten an héchst pedagogesche Rapport schonn d'Detailer vun dem Projet de loi erkläert, dofir brauch ech dat hei net ze widderhuelen.

Erlaabt mer awer, fir ee Punkt erauszepicken. Eis Fraktioun begréisst et ausdrécklech, dass op Urode vum Staatsrot d'Gläichbehandlung vu Studente mat engem zertifiéierten Handicap séchergestallt gouf a se elo genausou automatesch vun de Mesurë vum Projet de loi kënne profitéieren ewéi hir Kommilitonen. Bildung ass zentral, fir en inklusiven Aarbechtsmarché ze erméiglechen. An dofir dierfe mer hinne keng extra Steng an de Wee leeën.

Mir hunn et net méi spéit wéi virgëschter op dëser Plaz am Kader vum honorabelen Här Paul Galles senger Fro zum Jugendchômage schonn däitlech héieren: Déi Jonk gehéieren zu deene soziale Gruppen, déi d'Auswierkunge vun der aktueller Konjunkturkris besonnesch akut spieren. Déi, déi schaffe ginn, hunn oft nëmmen e CDD a sinn domat déi Éischt, déi hir Plaz verléieren. Déi, déi studéiere ginn, ëm déi et haut hei geet, hunn oft hir Studentenjobs verluer, déi jo klassescherweis am Horeca oder am Evenementiel sinn.

Et geet drëms ze verhënneren, dass Studenten aus finanzielle Grënn, déi sech komplett hirer Kontroll entzéien, hire Studium net kënne fäerdeg maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gutt a wichteg, dass mir dat Theema uginn an dat och virun e puer Deeg schonn emol gemaach hunn, mee et stëmmt awer och, dass de Projet vun haut a méi wéi enger Hisiicht de Revers vun der Medail vun deem statistesch ganz héije Jugendchômagetaux vu Lëtzebuerg duerstellt. Wéi de Statec an enger Nott schonn 2013 festgestallt huet, läit déi laangfristeg Hausse säit méi wéi zwee Joerzéngten zu engem groussen Deel och dorunner, dass ëmmer méi Jonker studéiere ginn an domat d'Proportioun vun der Population active an hirer Altersgrupp erofgeet.

Wann deen Effet zu Lëtzebuerg besonnesch staark ass, dann och, well de System vu Boursen a Prêten, wéi mir e mam Gesetz vun 2014 en place gesat hunn, esou performant ass. Dorop kënne mir houfreg sinn. Gläichzäiteg si mer eis awer och bewosst, dass an eisem Schoulsystem nach eng ganz Rei vu sozioekonomeschen Ongerechtegkeeten existéieren, déi Jonker kënnen dervunner ofhalen, fir en Ofschloss ze erreechen, deen hinnen den Zougang zu engem Studium erméiglecht. Wa si deen awer bis an der Täsch hunn, dann erlaabt de System vu Boursen a Prêten enger ganz grousser Zuel vun hinnen, fir dat ze studéieren, wat si wëllen an och wou si wëllen. An dat ass eng Win-win-Situatioun, fir déi Jonk, déi sech kënne professionell a perséinlech verwierklechen, fir eis Gesellschaft, déi doduerch méi resilient gëtt, a fir eise Staat, dee seng Ënnerstëtzung, iwwert déi ganz Karriär vun deene Jonke gekuckt, ëm e villfacht erëmbezuelt kritt duerch méi héich Steieren an aner Effekter.

Dëse Gesetzesprojet stellt sécher, dass dëse funktionéierende Mechanismus net duerch Corona beschiedegt gëtt. An dofir kënne mir dësen als Fraktioun mat béiden Hänn ënnerschreiwen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech kann et déi Kéier kuerz maachen. Den Här Bauler huet en exzellente Rapport gemaach, fir dee mir och Merci soen. Vun eiser Säit aus begréisse mer dëst Gesetz. Et ass, mengen ech, ausgibeg beschriwwe ginn, wéi wichteg et fir vill Leit an dëser Situatioun ass. Dofir stëmme mir et och als ADR ganz gär mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi och matstëmmen. Natierlech deele mer awer och nach d'Suerg, déi d'Chambre des Salariés am Kontext vun dësem Projet de loi expriméiert huet, datt am Kontext vum Covid vill Studenten och op hire Studentenjob hu musse verzichten an datt een och fir déi nächst Méint muss virausgesinn, datt een d'Bourse sociale entweeder erhéicht, also sécherlech erhéicht, an awer och nach de Prêt och erhéicht, deen zurzäit zur Verfügung ass. Ceci étant dit, wäerte mer dat matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Covid-19-Pandemie a mam Confinement hu vill Leit, inklusiv de Studenten, gelidden. Ob jonk oder al, alleguerte ware mer dervu betraff. An alleguerte musse mer elo kucken, fir mat de Konsequenzen dovunner eens ze ginn.

Am Gesetzesprojet vun haut geet et éischter ëm déi Jonk. An och dat ass wichteg, well d'Studentinnen an d'Studenten, dat ass d'Zukunft vun eisem Land. A wa mer eis ëm eis Matière grise als eng vun eise Matière-premièrë Gedanke maachen, dann ass dat zu Recht, datt mer deene Leit hëllefe wëllen.

Mir decidéieren also haut eng Ofännerung vun de CEDIES-Konditiounen, fir esou de Studenten entgéintzekommen, déi, jo, wéi mer alleguerten e bësse vun der Covid-19-Kris iwwerrascht goufen an touchéiert goufen.

Mir Piraten begréissen deen heite Projet, an datt d'Initiativ geholl gouf, fir d'Studenten a Studentinnen an hirem Effort, op de villen Universitéiten an Héichschoulen op der ganzer Welt weider ze studéieren, ze ënnerstëtzen. Et ass fir eis méi wéi evident, datt mer der Bildung musse Virrang ginn. Et ass eng Plaz, wou een net däerf spueren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet geet an déi richteg Richtung. Allerdéngs gëtt et, an de Kolleeg David Wagner huet et elo grad nach eng Kéier gesot, och Bemollen. Esou huet d'Chambre des Salariés an eisen Aen zu Recht kritiséiert, datt eebe grad net genuch gemaach gëtt fir déi Studentinnen a Studenten, déi opgrond vun der Pandemie hire Studentenjob verluer hunn. Grad déi wäerten an deenen nächste Wochen a Méint besonnesch touchéiert ginn. Déi, wou et eeben trotz der dach substanzieller Hëllef vum Staat net ëmmer duergeet.

Et gëtt verschidde Grënn, firwat dat net duergeet. Engersäits well se op Unie sinn, wou d'Liewensënnerhalungskäschten immens héich sinn, anerersäits well se aus engem Stot kommen, wou wierklech all Cent gebraucht gëtt a wou déi puer Euro eeben net méi do sinn, fir d'Studentinnen oder d'Studenten ze ënnerstëtzen. Deementspriechend wäert et fir déi ganz besonnesch haart ginn. Grad déi, an an Däitschland gëtt et deen Term „Arbeiterkinder", déi, déi an enger éischter Generatioun op d'Uni ginn, déi, déi dee ganzen Houfert vun hirer Famill sinn, well se et packen, als Éischt aus der Famill op d'Uni ze goen, hunn et meeschtens finanziell méi schwéier. A grad do wär eis Hoffnung gewiescht, datt een nach eng Kéier e Gest méi kéint maachen, datt een deenen nach weider kéint entgéintkommen, well et ass schonn en Effort, als Éischten aus der Famill op d'Uni ze goen.

Et ass en zweeten Effort, wann een dann nieft der Workload, déi mam Bologna-Prozess agefouert gouf, déi iergendwou, jee nodeem wéi e Referenzkader een unhëlt, zwëschent 35 a 45 Schaffstonne fir d'Uni pro Woch läit, datt een dann och nach 10 oder 20 Stonne schaffe geet, fir sech säi Studium ze finanzéieren. Dat ass eng Belaaschtung, déi net nëmmen duebel ass, dat ass eng dräifach Belaaschtung. A genau do sollte mer nach nobesseren.

Dëst ass awer an deem heite Projet just e klenge Bemoll. Et ass awer e Bemoll, deen et derwäert ass, ugeschwat ze ginn. Trotzdeem, well de Projet ganz ville Schülerinnen a Schüler, Studentinnen a Studente wäert hëllefen, kann ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Héichschoulminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, merci, Här President. Och e grousse Merci, fir déi breet Zoustëmmung hei vun der Chamber.

Et war kloer, wéi mer d'Auswierkunge vun der Covidkris gesinn hunn, déi éischt Auswierkungen, datt mer festgestallt hunn, datt ganz vill Studentinnen a Studenten dorënner géife leiden. An déi Grënn, déi sinn hei de Mëtteg opgefouert ginn, ënner anerem och vum Rapporter André Bauler, deem ech wëll Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an déi ganz flott Beispiller, mat deenen en hei probéiert huet, d'Sachlag ze illustréieren.

Duerfir hu mer eis relativ schnell och am Héichschoulministère kuerzgeschloss mat der ACEL, dem Daachverband vun de Lëtzebuerger Studenten, an hu gekuckt: Wat si wierklech d'Problemer? Wat fir eng Situatioune kënne punktuell optauchen? An do waren et natierlech déi zwee Punkten, déi hei och diskutéiert goufen.

Deen een, wou ee mol vläicht säi Studentenjob verluer huet, wou eng aner Recette vläicht ewechgefall ass, wou vläicht eng Depense bäikomm ass, wou mer eis zesummen eens gi sinn, eeben déi Häertefallreegelung elo auszewäiten, ganz speziell elo hei fir dës Covidkris.

An awer och, datt natierlech doduerjer, datt d'Unien deelweis zou waren, ee sech net konnt esou op säin Exame preparéieren, soudatt et kéint sinn, datt een och emol dat Semester als sougenannt Covidsemester dach awer verluer hätt, datt mer also déi Duréeën, wou een eng Bourse zegutt huet, misste cas par cas kënnen adaptéieren. Duerfir sinn ech frou, datt mer hei och mat der ACEL op déi dote Léisung komm sinn. An ech soen der Chamber Merci fir déi Zoustëmmung hei.

Datt een natierlech ëmmer nach ka méi maachen - an ech denken, déi eenzel Riedner hu sech d'Méi gemaach, och op eenzel Punkten hinzeweisen -, dat ass kloer. Am Regierungsprogramm steet och, datt mer am Laf vun dëser Legislaturperiod wäerten eemol e Bilan zéie vun de Studentebourssen a kucken, wou een da punktuell nach eng Kéier kann intervenéieren.

Ech denken awer och, datt an deene leschte Jore kloer ginn ass, datt de System, wéi mer en zanter 2014 hunn, wou mer jo ganz besonnesch eng Sozialstaffelung hunn, datt deen awer assuréiert, datt déi, déi méi brauchen, och däitlech méi kréien. Datt deen, dee virdru vläicht mam ale System 6.500 Euro Bourse kritt huet, datt deen elo déi cumuléiert Boursse bis op 9.400 Euro kann eropsetzen a mam Prêt dann och nach eng Kéier bis op 15.900 Euro Recettë ka kommen, wou en awer, denken ech, an deenen allermeeschten Universitéitsstied an Europa misst kënnen eens ginn, fir do ze studéieren. Gläichzäiteg hu mer jo och d'lescht Legislaturperiod nach den Effort gemaach, datt mer och déi Bourssen an déi Montanten do indexéieren, fir datt mer och do se de Liewenshaltungskäschten upassen, amplaz datt mer do ëmmer erëm e gréisseren Ecart géife kréien.

Zur Fro vun de Studentenjobbe wëll ech awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt och grad mäin anere Ministère, den Educatiounsministère, awer hei probéiert huet, virun allem deene Studentinnen a Studenten, déi am Land sinn, eng Alternativ unzebidden, eeben och iwwert déi lescht Wochen a momentan nach an de Grondschoule kënne matzeintervenéieren, an de Betreiungsstrukture kënne matzeintervenéieren.

A mir si jo och amgaangen, wéi ech virdrun ugekënnegt hunn, e Programm opzeleeë fir d'Summervakanz, wou mer och nach op d'Hëllef vu Studente wäerten zréckgräifen. An ech denken, datt fir déi, déi sech besonnesch ervirgedoen hunn an där Hëllef do an eise Bildungsstrukturen, mer och nach e Besoin hätten an d'nächst Schouljor eran, op jidde Fall am éischten Trimester, fir deene Schülerinnen a Schüler ënnert d'Äerm ze gräifen, déi net esou gutt duerch d'Covidkris komm sinn. Dat ass och eng ganz konkreet Hëllef fir ganz vill Studenten, déi vläicht hiren normalen Job verluer hunn, awer hei en Ausgläich konnte kréien an nach eng Kéier sech besonnesch fir eis alleguerten a fir eis Kanner konnten engagéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Héichschoulminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi 7599. Den Text steet am Document parlementaire 7599[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7599 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7599 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

16. Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la mise en place au sein de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar du SePAS

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 759 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Ofstëmmung vun der Motioun iwwert d'Services ou structures d'accompagnement et d'encadrement, déi virdru vun der Madamm Hansen deposéiert ginn ass. Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

Nee, den Här Baum wëllt nach d'Wuert ergräifen.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hu mer dat doten ugekuckt. Den Här Minister huet gesot: „Effektiv, mir hunn eng Rei I-EBSen, déi scho mat de Kanner schaffen." I-EBS, fir déi, déi net esou doheem sinn an den Ofkierzungen: Instituteur pour enfants à besoins spécifiques. Do dernieft hu mer 15 Direktiounen, bei deene souwuel Léierpersonal ugestallt ass, Pedagogen, Psychologen, Educateuren, déi eraus op den Terrain ginn, fir d'Diagnos ze maache bei de Kanner, déi en difficulté sinn.

D'Madamm Hansen huet d'Beispill zitéiert hei, an effektiv jo, wann een Elteren ass an et huet een e Kand, wat Schwieregkeeten huet, da geet et engem ni schnell genuch. Ech kann dat soen, well ech e relativ gudden Drot an deen do Secteur an an déi Beruffsgrupp do hunn, dass do wierklech ganz, ganz proaktiv geschafft gëtt.

Da gëtt et déi sechs (veuillez lire: aacht) Centres de compétences, déi mer jo an d'Liewe geruff hu virun dräi Joer. An ech wëll awer vläicht hei nach eng Kéier drop hiweisen, wat an de Schoulen, an de Klassen intern geschitt, fir déi Kanner opzefänken, déi Schwieregkeeten hunn. Ech hiewen do den Teamteaching ervir, mat deem mer bei eis an der Gemeng zu Jonglënster ganz gutt Erfarunge gemaach hunn. Mir hunn eng ganz Rei Léierpersounen, déi ganz gutt kënnen differenzéieren, déi den differenzéierten Unterrecht férderen. Da gëtt et Accueilsklassen, et gëtt och Appui gehalen an der Schoul, fir d'Kanner ze ënnerstëtzen. A wann ech richteg informéiert sinn, muss och all Léierpersoun am Fondamental all Joer eng ganz Rei Stonnen Appui selwer halen.

Den Här Minister huet effektiv gesot, dass een de Fonctionement vun der CNI misst analyséieren. Ech géif der Chamber proposéieren an de Kolleegen heibanne proposéieren, mir sollten d'Evaluatioun ofwaarden, déi mer versprach kritt hunn, wéi mer 2017 d'Gesetz gestëmmt hunn. Mir sollten elo an de Gemengen net Waasserkäpp opbauen. An duerfir géif ech proposéieren, dës Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sinn nach weider Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme bei 32 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

17. Question urgente n° 2465 de M. Marc Spautz concernant la détection de la Covid-19 au sein de l'armée

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 2465 vum Här Marc Spautz iwwert de Covid-19 an der Arméi. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert. Als Froesteller hutt Der fënnef Minutten, fir Är Fro ze stellen, an dem Minister stinn zéng Minutten zou. Här Spautz, wannechgelift.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Merci, Här President. Merci och dem Minister, dass en esou kuerzfristeg komm ass. Ech wollt d'Fro stellen, ob bei der Arméi Covid-19 festgestallt ginn ass, ob dat bei der Arméi ass oder bei de Rekruten, mee insgesamt bei deene Leit, déi am Déngscht vun der Arméi sinn. Wann dat de Fall ass: Wéi ass dorop reagéiert ginn?

An da wollt ech och wësse vum Minister, wat do geplangt ass. Gëtt eis Arméi reegelméisseg op Covid-19 analyséiert? Ginn do reegelméisseg Tester gemaach? A wann dat de Fall ass, wéi gëtt dorop reagéiert, wa festgestallt ginn ass, dass de Covid do ass? Well déi Leit jo awer och ganz enk zesummeschaffen an zesummen am Déngscht sinn. A wat ass do d'Virgeeënsweis, wat ass d'Konzept vun der Arméi, fir géint déi Problemer kënne virzegoen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert un den Här Verdeedegungsminister François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.-* Merci, Här President. Bei der Arméi hu mer bis elo, zënter datt d'Covidkris amgaangen ass, ganz genau siwe Positiver. Fënnef ganz am Ufank, déi sinn och de 6. Mee 2020, also scho viru bal zwee Méint, als erëm geheelt gezielt ginn. An et sinn der zwee bäikomm tëschent dem 22. Juni an dem 29. Juni.

Et ass esou, datt natierlech bei der Arméi, d'nämmlecht wéi iwwerall, déi néideg Mesurë geholl ginn. Éischtens gëtt en Traçage gemaach vun deenen, mat deene se zesumme waren. Déi ginn a Quarantän gesat. Bon, a siwe Fäll op dee ganze Corps vun der Arméi, zënter datt d'Kris amgaang ass, ech mengen, dat ass awer, wann ee kuckt, wéi et an deenen anere Corps-de-métiere war, absolutt näischt Aussergewéinleches.

Selbstverständlech sinn d'Zaldoten och op allen Niveaue forméiert ginn, wat d'Mesures d'hygiène ubelaangt, datt se déi musse respektéieren. Da gëtt och verstäerkt bei der Arméi, do wou et geet selbstverständlech, op Teletravail zréckgegraff. Mir kënnen natierlech net een, dee virum Palais steet, am Teletravail dohinner stellen. Dat geet schlecht. Mee et gëtt awer natierlech do, wou et geet, gemaach.

Et ass och esou, datt d'Ekippen esou opgedeelt sinn, datt versicht gëtt, datt mer net séier an eng Penurie kommen, dat heescht, datt d'Ekippe gespléckt ginn, méi auserneen, wéi dat och bei der Police gemaach ginn ass, oder d'Unitéite sinn e bëssen anescht opgedeelt ginn. An et ass och esou, datt bei der Arméi de Service Santé vun der Arméi de Rekruten, also den Zaldoten alleguerten, reegelméisseg Tester ubitt. Et kann ee sech zu all Moment dohinner teste goen.

Wat mer elo nach wäerte maachen, dat ass am Kader vum Large-Scale-Testing. Do hu mer d'Police drageholl. Mir wäerten d'Arméi och elo dranhuelen, datt méi cibléiert reegelméisseg soll gekuckt ginn an den eenzelne Corps-de-métieren, déi méi am Kontakt si mam Public. Dat ass jo och dat, wat d'Regierung elo virgestallt huet, wat elo geplangt ass iwwert déi nächst Méint, déi sougenannte Clustertester, déi mer méi wäerte verstäerkt maachen. Do wäert d'Arméi selbstverständlech mat drageholl ginn, well si natierlech vill Kontakt hu mat dem Public oder mat der Ëffentlechkeet.

An dann ass nach den Ënnerscheed ze maachen tëschent all deenen, déi a Missiounen, OMP-Missiounen zum Beispill, sinn. Do gëtt obligatoresch en Test gemaach, ier se an d'Missioun geschéckt ginn, an natierlech och, wa se erëmkommen. Also ech mengen, do gëtt et spezifesch Mesuren.

Insgesamt gëtt et e ganzen Dispositif an der Arméi, dee soll verhënneren, datt d'Leit sech ustiechen. Mee bon, ech mengen, datt mer kee Fall do géife kréien, schéngt mer onméiglech ze sinn. Mir hunn der de Moment iwwerall a mir wäerten der och nach kréien, och nach a villen anere staatleche Verwaltungen.

Dat läit op der Hand vun der Saach. Mee wéi gesot, siwe Stéck am Ganze bis elo vun der ganzer Arméi, zënter datt d'Kris besteet, dat hält sech nach a Grenzen. Et ass elo kee Grond do, mengen ech, fir elo besonnesch Panik ze maachen. Mee mir passen awer selbstverständlech op. A wéi gesot, fir d'Arméi wäert e spezifesche Monitoring matgemaach ginn, wéi bei der Police och, an deenen nächste Méint.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools dem Verdeedegungsminister François Bausch.

18. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Asazbereetschaft am Fall vun enger zweeter Well vum Coronavirus, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech géif direkt dem Här Claude Wiseler am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Wuert ginn. Här Wiseler, wannechgelift.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV).-* Merci, Här President. De Confinement war brutal. Mee de Confinement war noutwendeg. Den Deconfinement ass méi komplizéiert, well e verlaangt Decisiounen an e verlaangt och, datt an der Politik de richtege Rhythmus fonnt gëtt, fir déi Decisiounen ze huelen a fir déi Decisiounen ze applizéieren.

Mir sinn eis éischtens bewosst, datt den Deconfinement, wa mer e maachen, bedeit, datt d'Infektioune steigen. Dat kann net anescht sinn! Zweetens, datt mer iwwert déi nächst Méint musse mam Virus liewen, op déi eng Aart a Weis oder eng aner, an dat esou laang wéi keng Herdenimmunitéit do ass respektiv mer keen Impfmëttel hunn.

Et geet drëm, d'Situatioun esou ze geréieren, datt eise sanitäre System net iwwerfuerdert gëtt. An d'Fro, déi sech stellt, ass: Wéi reagéiere mer, wa mer mierken, datt d'Infektiounen ze schnell wuessen? Elo, d'nächst Woch oder am Hierscht. Wat jo d'Experte fäerten, wann d'Leit aus dem Ausland erëmkommen, wann d'normaalt Liewen mat der Rentrée bei de Schoulen erëm ugeet a wann d'Hierscht- an d'Wantergrippe kommen.

Dräi Saache si mer eis alleguerte bewosst. Dat Éischt, dat ass, datt mer eis Ekonomie net méi komplett zoumaache kënnen, net méi e komplette Shutdown maache kënnen, esou wéi mer en elo kannt hunn, well mer mussen eis Ekonomie um Liewen halen, well mer och eise Sozialsystem mussen um Liewen halen a bezuelen a well mer och eise sanitäre System mussen um Liewen halen.

Zweetens mengen ech och net, datt mer kënnen eise sanitären, eise medezinnesche System nach eng Kéier esou eroffueren, wéi dat an där éischter Etapp war. Et war richteg, et ze maachen, mee et nach eng Kéier ze maachen, hätt an eisen Aen extreem negativ Konsequenzen op déi allgemeng Gesondheetssituatioun vun de Lëtzebuerger.

Mir sinn eis och bewosst, datt et fir d'Schoule wäert schwiereg sinn, wa mer se nach eng Kéier wéilten total zoumaachen, well et awer ëm de Bildungsniveau vun eise Kanner geet, well et och ëm déi sozial Evolutioun vun de Kanner geet. A schlussendlech, well mer mat engem Zoumaache vun de Schoulen awer den Ënnerscheed zwëschent deene méi Staarken an deene méi Schwaachen an der Schoul nach accentuéieren, a mir wësse schonn, wéi problematesch dat an eise Schoulen ass.

Dat heescht awer net, datt mer net eng Rei Reegele kënnen a mussen aféieren, eng Rei Amenagementer an deene Systemer maachen, och wann en totale Lockdown eis schwiereg schéngt. An ech mengen och, datt d'Leit en totale Lockdown haut net méi esou géifen akzeptéieren, wéi se dat an där Angscht, déi virun zwee, dräi Méint do war, akzeptéiert hunn, ausser d'Regierung géif e mat drastesche Mëttele wëllen duerchsetzen, wou ech net mengen, datt dat an der Intentioun vun der Regierung ass.

A wann een dat seet, dann huet dat Konsequenzen: Éischtens, datt een alles muss maachen, fir datt déi Zuelen net weider klammen. An datt een, zweetens, sech muss preparéieren, fir wa se awer méi séier klammen, wéi ee gehofft hat. An dat huet och eng Rei praktesch Konsequenzen.

Éischtens: Déi Restriktiounen, déi mer am dagdeegleche Liewen hunn, do soen d'Experten eis, a mir hate virgëschter eng laang Sëtzung mat den Experten, datt nei Infektiounen net aus de professionelle Reouverturë kommen an datt se och net aus den Ouverturë vun de Schoule kommen - an ech ginn dervun aus, datt dat richteg ass, wat d'Experten eis soen -, mee datt den Driver, wéi si dat dann nennen, vun deenen Infektiounen déi intensiv sozial Kontakter sinn, haaptsächlech op privaten Evenementer, op private Partyen, déi ganz oft ouni iergendwellech Precautiounen organiséiert ginn, wat fir mech schwéier verständlech ass.

Mee dat schéngt awer d'Realitéit ze sinn! Och vu Reuniounen op der Voie publique, wou ganz oft och net de Respekt vun deenen noutwendege Separatiounen, den noutwendege Moossnamen, hygieenesche Moossnamen ass. An dann och eng Iwwerdroung, wat manner gesot gëtt, iwwert déi asymptomatesch Fäll, déi also net wëssen oder wou een net weess, datt se krank sinn, a wou awer och eng Iwwerdroung ass.

Wann dat esou ass, an dat schéngt mer och novollzéibar, wat mer gesot kréien, dann ass et evident, datt sofort muss reagéiert ginn. Ech hunn haut d'Impressioun, datt eng gewëssen Dekompressioun nom Confinement do war. An déi Dekompressioun huet derzou gefouert, datt d'Leit alleguer am Fong automatesch méi onvirsiichteg gi sinn. Datt Verschiddener awer op eng inakzeptabel Aart a Weis zolidd iwwerdreiwen a sech net verantwortungsbewosst behuelen, dat schéngt mer och an deem, wat mer gesot kritt hunn, ganz evident ze sinn. Déi privat Partyen, déi gehale ginn, sinn en fin de compte total inakzeptabel.

An drëttens hat ech och d'Impressioun, datt, nodeem déi privat Restriktiounen aus dem Gesetz erausgeholl gi waren an net immediatement déi Recommandatiounen esou do waren, d'Leit op eemol gemengt hunn, et wär guer näischt, si bräichten op näischt méi opzepassen an et wär elo alles erlaabt an alles méiglech. Dofir ass eng Reaktioun noutwendeg. D'Regierung huet jo gëschter an enger Pressekonferenz eng Rei Propositioune gemaach.

Ech wëll soen, wat fir eis wichteg ass. Fir eis ass wichteg, datt elo, immediat, mir hu jo net mar nach en neie Gesetzestext, ganz kloer an däitlech Recommandatiounen erauskommen, déi dann och de Leit kloer maachen …, datt déi 20-Leit-Grenz vun de Reuniounen, respektiv wat fir eng Moossnamen och ëmmer virgeschloe ginn, och esou publizéiert ginn, datt jiddweree weess, wat lass ass, a jiddweree weess, datt déi Recommandatiounen do sinn an datt ee sech och soll drun halen, ob dann elo d'Gesetz schonn do ass oder net, mee datt et vun immediatement haut gëllt.

Zweetens: Wann d'Regierung eng Rei Saache wëllt an d'Gesetz schreiwen, soen ech och hei ganz kloer, datt mer oppe si fir déi Diskussioun. Fir eis sinn e puer Saache kloer: Mir wëllen net de Leit an d'Schlofkummer erakucken. Mee mir fannen et awer gradesou inakzeptabel, wa Reegelen, déi do sinn, wéi zum Beispill déi Reegelen an der Horeca, ëmgaange ginn duerch eng Hannerdier, déi ausgehiewelt gëtt. Partyen elo einfach fir privat ze erklären an da mengen, et kéint een, well ee se privat erkläert, maachen, wat ee wëllt, ass net seriö an net akzeptabel. An do musse ganz kloer Rigele virgeschobe ginn.

An drëttens: Mir mussen och Kloerheet an den Definitioune schafen. Wat ass e Rassemblement? Wat ass d'Réunion organisée? Mir musse ganz prezis ginn, well et jo och kloer ass, datt esou Rassemblementer, wéi mer se hei an der Stad kannt hu beim Palais, wéi ech se och nach gëschter gesinn hunn, wéi ech do laanscht gaange sinn, wou vill Leit op ee Pak op der Voie publique sinn, obwuel dat keng Réunion organisée ass, et awer vum sanitäre Standpunkt äusserst problematesch ass. An doriwwer musse mer sécherlech och eng Diskussioun an der Kommissioun an deenen nächsten Deeg féieren, wann dann e Gesetzesprojet vun der Regierung do ass.

Mir sinn oppe fir déi Diskussioun. Mer musse kucken, datt dat verfassungskonform ass, wat mer wäerte maachen, well soss kréie mer erëm déi selwecht Problemer wéi beim leschten Text vum Conseil d'État, datt et contrôlabel ass a gegeebenefalls och sanktionabel ass.

Mir mussen och kucken, ob déi Reegelen, déi an der Horeca sinn, och déi sinn, déi kënne kontrolléiert ginn an agehale ginn. Mir mussen och déi Moossname vum Testen a vum Tracen, déi mer maachen, déi jo weesentlech sinn, fir am Fong de Suivi kënnen ze maache vun där ganzer Evolutioun vun der Krankheet, weiderféieren. D'Regierung huet do jo eng Rei Saachen annoncéiert.

Ech wëll just soen: Ech hu jo eng Rei Zweifel un der Organisatioun vun dem Large-Scale-Testing respektiv vill Froen. Ech fannen awer, ech soen dat ganz kloer, de Prinzip dovunner richteg. Ech menge just, datt ee muss kucken, datt d'Akzeptanz vun deem Testen och ganz anescht dohigestallt gëtt, wéi dat elo de Fall ass, well mer jo awer de Problem hunn, datt eng ganz Rei Leit, obwuel se Invitatioune kréien, deenen Invitatiounen net Rechnung droen.

An da kréie mer jo nach déi Diskussioun iwwert d'Ausschreiwungen. Wann ech gëschter verstanen hunn, wat d'Madamm Minister gesot huet, dann ass et esou, datt mer elo effektiv eng Ausschreiwung maachen, esou wéi et versprach gi war, mee datt mer awer eréischt Enn August fäerdeg sinn, soudatt mer de Large-Scale-Testing warscheinlech ee Mount laang net hunn. Ech wollt just confirméiert kréien, wéi Dir dat wëllt organiséieren.

Da mengen ech och, datt déi Modellisatiounen, déi mer maachen, jo fir eis ganz interessant waren, mee datt mer och misste fir déi Ouverturen, wéi zum Beispill d'Ouverturen, déi elo am Sport virgesi sinn, Modellisatioune kréien iwwer all déi eenzel Ouverturen, esou wéi se geplangt sinn, fir datt ee sech wierklech als Parlamentarier, deen dat da schlussendlech och muss stëmmen oder net stëmmen, kann e Bild maachen, wat déi eenzel Moossnamen dann heeschen.

Beim Tracing, dee grad och eng weesentlech Moossnam ass vun deem ganzen Arsenal, deen d'Regierung huet, do ass gëschter gesot ginn, wat mer och wëssen, datt eng Analys vun den extreeme Capacitéitslimitten do wär an am Fall, wou eng zweet Well géif kommen, den analogen Tracing schnell iwwerfuerdert kéint sinn.

Dir kennt eis Fro an eis Demande fir en digitalen Tracing. Ech verstinn dat Hin an Hier an déi Hesitatiounen, déi hei ausgedréckt ginn, net ganz richteg. D'Madamm Reding wäert och nach d'nächst Woch eng Kéier op dee Sujet zréckkommen. Ech fäerte just, wa mer net Preparativen huelen, da lafe mer dem Problem oder der Léisung hannendrun. A wa mer net virbereet sinn, dann hu mer se net, wa mer se brauchen. Mir wëllen net en digitalen Tracing, well mer iergendeppes wëllen ersetzen. Mir fannen, datt den digitalen Tracing just e Complement ka sinn, wann en an deem richtege Kader ass, e richtege Kader, wou en dezentral ass, wou e mat Gesetz ass a wou en op volontairer Basis berout.

A mäi leschte Punkt, dat ass dee vun de Spideeler. Dat ass éischter eng Fro: Wann eng zweet Well méi staark géif kommen, wou si mer mat der Kompartementalisatioun vun de Spideeler respektiv mat der Mise en place vun engem sougenannte Covidspidol respektiv, dat gëtt jo haut net méi esou genannt, mee am Fong der Mise à disposition vun Annexe vu Spideeler, fir Covidfäll ze empfänken, drun?

Dir hat Diskussiounen, souvill meng Informatioune richteg sinn, mat deenen eenzelne Spideeler. Wou si mer mat der Diskussioun vun enger nationaler Logistikzentral drun, déi dauerhaft soll installéiert ginn?

Da kommen ech op e positive Punkt mam kritesche Material, wat da muss zur Verfügung stoen. Wou si mer dru mat der méiglecher Reaktivatioun, wann eng zweet Well méi akut géif kommen, vun den CSAen (ndlr: Centres de soins avancés), déi jo vill gehollef hu bei der éischter Well? Sollen déi erëm eng Kéier en place gesat ginn? Sinn déi prett, fir en place gesat ze ginn? Wéi ass et mat der Disponibilitéit vun Akutbetter, vu Reanimatiounsbetter?

Dir hutt gëschter oder, mir haten esou vill Reuniounen, ech weess net méi, wéini et war, mee gesot, dee gréisste Problem wäre jo net d'Better an d'Material, mee d'Personal, wat misst zur Verfügung stoen, well dat Ganzt jo extreem personalintensiv ass. Wann Der eis do nach eng Kéier kéint soen: Wou si mer mam Personal momentan drun? Dat huet jo vill Efforten an deenen éischte Méint musse maachen. Wéi ass et elo, wann dat nach eng Kéier géif erëmkommen?

A wéi ass et mat der Abannung vum Extrahospitalier an dee ganze System, wann eng zweet Well géif ausbriechen? Ech mengen, datt d'Reaktiounen, déi mer elo hunn, fir esou eppes virzebereeden, fir eng Planifikatioun elo ze maachen, extreem wichteg sinn, datt se haut gemaach ginn an net dann eréischt, wann et ze spéit ass. Dofir sinn ech ganz frou, datt mer haut kënnen doriwwer schwätzen a mer haut och eng Rei weider Explikatioune kënne kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Wiseler. Als éischte Riedner ass déi

honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den État de crise ass zwar eriwwer, de Covid-19 ass awer weiderhin och bei eis am Ëmlaf. Mat e puer Ausname konnten all d'gesellschaftlech Aktivitéiten erëm opgeholl ginn. Natierlech mat Aschränkungen, fir den Infektiounsrisiko och weiderhi kleng ze halen. Trotzdeem sinn an de leschten Deeg d'Infektiounszuelen erëm geklommen. Mam Deconfinement war dëst ze erwaarden. Dofir gouf och wärend dem État de crise net alles mateneen erëm opgemaach, mee Schratt fir Schratt.

Mir alleguerte maachen eis natierlech Suergen ëm d'Gefor vun enger zweeter Well. An domat stellt sech och d'Fro, wéi mir eis dorobber virbereede kënnen, wann déi wirtschaftlech a sozial Follgen no enger éischter Well nach net ganz ofzegesi sinn. Et ass e Balanceakt, fir déi gesondheetlech, ma awer och fir déi wirtschaftlech Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren. Et sinn equilibréiert Mesuren néideg, déi weeder d'Gesondheet nach d'Wirtschaft op d'Spill setzen.

De Large-Scale-Testing, deen ënnert dem Fuerschungsminister Claude Meisch lancéiert gouf, ass esou eng Mesure. D'WHO recommandéiert all de Länner, esou vill wéi méiglech ze testen. Dat wär essenziell am Kampf géint de Virus. An dat huet eis Regierung sech och zu Häerz geholl. Mir hunn eis genuch Testcapacitéite ginn, soudatt och an den nächste Méint weiderhi méiglechst vill Leit, souwuel Residentë wéi Frontalieren, sech kënnen teste loossen. Dat ass wichteg, fir virun allem asymptomatesch Persounen ze identifizéieren, déi soss onwëssentlech weider Mënschen ustieche kéinten. An et sinn immens vill Leit, déi keng oder bal keng Symptomer hunn, obwuel si de Virus a sech droen.

All Mënsch, dee sech teste léisst, dréit derzou bäi, den Infektiounsrisiko anzedämmen a seng Famill, Frënn a Matbierger ze schützen. Ech maachen dofir e waarmen Appell, an ech mengen, mir maachen en alleguerten: Jiddwereen, deen eng Invitatioun fir de Large-Scale-Testing kritt, soll dëse Rendez-vous och huelen a sech teste loossen. Och wann Dir Iech gutt spiert, kéint Dir infizéiert sinn! Wie sech teste léisst, weist sech solidaresch an och verantwortlech.

Eist Verhalen am Alldag bestëmmt de Verlaf vun der Kris. Wien irresponsabel ass, d'Ofstänn net respektéiert a seng Mask net do dréit, wou et verlaangt ass, dee riskéiert net nëmme seng eege Gesondheet, mee och d'Gesondheet vun alle Mënschen, mat deene mir a Kontakt sinn, a Gefor ze stellen. Dat kënne friem Persoune sinn, dat sinn awer virun allem Är Famill, Är Frënn, mat deenen ee vill Kontakt huet. Doweinst den Appell, och doheem gutt opzepassen a virun allem op gréisser Partye komplett ze verzichten.

D'Droe vun enger Mask ass besonnesch wichteg. De Virus verbreet sech nämlech net nëmmen iwwert den direkte Kontakt, mee och iwwert d'Loft, déi mir anootmen. All Resident a Frontalier ab 16 Joer konnt sech 50 gratis Maske siche goen, fir sech a säin Ëmfeld ze schützen. Jiddweree sollt dann och dovunner Gebrauch maachen an dës Masken net doheem horten.

Trotz Deconfinement gëllen d'Sécherheetsmesuren nämlech weiderhin. Dat gëllt souwuel am Private wéi och op professionellem Niveau. Den Teletravail ass net nëmme bei de Leit gutt ukomm an huet gehollef, en Deel vun eiser Wirtschaft um Lafen ze halen, all Persoun, déi vun doheem aus schafft, verréngert zousätzlech d'Verbreedung vum Virus, souwuel um Wee fir op d'Aarbecht wéi och op der Aarbecht selwer. A bei 400.000 Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, dorënner 200.000 Frontalieren, kann ee vun engem signifikanten Impakt schwätzen, wann de Gros vun hinnen doheem bleiwe kann.

Et freet eis, datt de Pierre Gramegna zougeséchert krut, datt um fiskale Plang d'Deeg am Homeoffice bis den 31. August net vun eise franséischen, belschen an däitschen Nopere consideréiert ginn. Dat ass net nëmme gutt fir d'Lëtzebuerger Residenten, mee fir alleguerten d'Leit aus de Grenzgebidder, déi esou kengem onnéidege Risiko ausgesat ginn. Gëschter gouf iwwerdeems vun der Belsch och zougeséchert, datt och, wat d'Sécurité sociale betrëfft, den Homeoffice bis den 31. August net berücksichtegt gëtt. Vu franséischer an däitscher Säit gëtt nach op eng offiziell Äntwert gewaart, mee mir hoffen och hei, datt et zu enger positiver Äntwert kënnt.

Ma net jiddweree kann, notamment a manuelle Beruffer oder do, wou de physesche Kontakt mam Client nees muss hiergestallt ginn, op den Teletravail zréckgräife respektiv laang am Teletravail bleiwen. Do spillen d'Betriber selwer dann eng wichteg Roll. An et muss ee soen: Chapeau fir eis Betriber, déi zesumme mat hire Verbänn, fir nees kënnen zu enger gewëssener Normalitéit zréckzekommen, sech villes ausgeduecht hunn, fir hir Salariéen an och hir Clienten esou gutt et geet ze schützen!

Här President, déi gréisst Infektiounsrisike bestinn an enke sozialen Interaktiounen an an der Transmissioun duerch asymptomatesch Persounen. D'physesch Distanzéierung, d'Fréidetektioun vun Infizéierten an d'Eegeverantwortung vun de Bierger sinn zentral Pilieren, fir eng zweet Well esou kleng wéi méiglech ze halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).-* Merci, Här President. Effektiv, an de leschten Deeg konnt ee leider feststellen, dass d'Zuele vun Neiinfektiounen erëm eropginn. Nodeems se laang am eestellege Beräich waren, si se an de leschte Woche rasant geklommen. Et ass elo net, fir a Panik ze verfalen, mee et ass awer, fir sech Suergen ze maachen, well bis viru Kuerzem hat een den Androck, dass mer de Virus hei zu Lëtzebuerg gutt am Grëff haten. Mee déi rezent Entwécklung huet eis bewosst gemaach, dass et ëmmer nëmmen e ganz prekäert Gläichgewiicht ass. Et ass awer eppes, wat ganz séier erëm op déi eng oder déi aner Säit kippe kann.

D'Zuele vun de leschten Deeg, déi mussen eis also ze denke ginn. D'Erfarung weist, dass déi Ausbréch do meeschtens op Eventer am private Beräich sinn, op Plazen, wou vill Leit sech treffen, och a Caféen, wou ganz vill Leit op enke Raim zesumme sinn a wou dann d'Geste-barrièren net agehale ginn. Dat ass net onbedéngt de Cafetieren hir Schold, déi ganz vill dru schaffen, déi sech och ganz vill Méi ginn, fir déi Reegelen anzehalen, an déi eis do awer mussen hëllefen, fir datt d'Reegelen och weider agehale ginn. Et muss dann awer och konsequent kontrolléiert ginn. A wann et eeben esou ass, mussen och Strofen dorobber kommen.

Wat awer de private Beräich ugeet, do ass et esou, datt, wann eng Partie Mënsche sech net un d'Verbueter halen an all Recommandatiounen an de Wand schloen, jo, da muss ee warscheinlech erëm op dat zréckkommen, wat urspréngléch am Gesetzesprojet och virgesi war a wat dorobber hileeft, dass mer eng obligatoresch Limitt vun 20 Persounen am Privatberäich wäerte mussen imposéieren.

Dat ass eng Fräiheetsbeschränkung. Jo, däers si mer eis bewosst. Et ass en Agréff an d'Privatliewen. Bei ganz niddregen Zuelen, do kann een och dem Staatsrot seng Demarche verstoen, datt e sot, dat wär net verhältnisméisseg, mee d'Zuele vun de leschten Deeg bidden awer do eng ganz Rei vu gudde Grënn an Argumenter, fir esou eng Limitatioun am Privatberäich erëm anzeféieren.

Mir als LSAP, mir mengen, dass, wann et keng aner Mëttele gëtt, fir d'Gesondheet vun der Bevëlkerung ze schützen, mir dat eeben hei musse maachen. D'Santé publique, d'Gesondheet vun der Allgemengheet, déi steet fir eis un éischter Plaz.

A mir als Volleksvertrieder, léif Kolleegen, mir mussen eis och trauen, Decisiounen ze huelen, déi vläicht net esou populär sinn an net jiddwerengem gefalen. Mee och dat ass, wat et heescht, Responsabilitéit ze huelen. An déi musse mer och hei huelen.

M. André Bauler *(DP).-* Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).-* D'Ausbreedung vum Virus verhënneren, ass jo kee Selbstzweck. Et geet drëm, fir „flatten the curve". Et geet drëm, d'Kurv kleng ze halen. Eng Kurv ass awer ëmmer eng Kurv. Et geet awer ëmmer biergop. An et geet awer drëm, datt se net en héije Pic kritt. An et geet drëms, fir fir eise Gesondheetssystem d'Iwwerlaaschtung ze verhënneren. An et geet och drëms, dass mer deenen anere Leit, déi elo net onbedéngt an enger Covidsituatioun sinn, dass mer deenen awer och kënne garantéieren, datt se en optimale Gesondheetssystem virfannen.

D'Strategie, déi d'Regierung huet, fir enger zweet Well ze begéinen, ass e ganz effikassen Traçage, ass eng gutt duerchduechten Teststrategie, fir datt d'Clustere ganz séier kënnen identifizéiert ginn, an et geet och drëm, ze sensibiliséieren a gutt ze kommunizéieren. Dat ass elo an der leschter Zäit ëmmer erëm gemaach ginn. Ech ka mech net erënneren, datt d'Gesondheetsministesch heihinnerkomm wär, wou se eemol verpasst hätt ze soen, datt ee muss d'Distanzen anhalen, dass ee muss d'Masken undoen, datt ee muss d'Geste-barrièrë maachen. Mee dat muss een ëmmer erëm, dat muss een ëmmer erëm an ëmmer erëm widderhuelen. „Stop the party" ass elo lancéiert ginn. Ech mengen och, dass dat ganz, ganz wichteg ass.

A mir Mënschen, mir brauchen nun emol och tëschemënschlech Bezéiungen. Mir brauche Kultur, mir brauche Sport, mir mussen eis kënnen treffen. An et wäert och weider Fäll, positiv Fäll ginn. Dat ass nun emol net ze evitéieren. Et geet eeben drëms, datt déi positiv Fäll kee Pic maachen, fir datt de Gesondheetssystem net zesummebrécht.

Mir hunn eng ganz Rei vun eise Fräiheete jo erëmkritt. Dat ass och gutt esou. A fir datt dat och esou ka bleiwen, musse mer zesummen en Effort maachen, fir net alles, wat mer bis elo erreecht hunn, an alles, déi Entbierungen, déi mer bis elo haten, op d'Spill ze setzen. Mir sinn haut besser organiséiert. Mir sinn haut besser ekipéiert. A mir hunn Erfarungswäerter. Dat ass och gutt esou. Mee mir mussen, egal wéi, déi zweet Well do verhënneren. An duerfir musse mer responsabel sinn.

Mir mussen, jiddweree muss seng eege Verantwortung huelen. Jiddweree muss a sengem Ëmfeld, a senger Communautéit, wou hie lieft, dat och virliewen an och do drop oppassen, op déi Geste-barrièren, datt mer déi Masken do undinn, wou et noutwendeg ass, an do, wou et imposéiert ass, fir dat ze maachen. Dat musse mer onbedéngt maachen. Jiddwereen huet do seng Verantwortung. Jiddwereen ass hei selwer gefuerdert. An et dierf een net midd ginn, fir dat ëmmer erëm ze soen. D'Strategie vun der Regierung ass ganz gutt. A mir musse se alleguer zesummen och weiderféieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Engel. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa vun enger zweeter Well rieds geet, entsteet séier den Androck, wéi wann eist Land gläich vun engem Tsunami géif iwwerschwemmt ginn. Ech denken, mir sinn eis eens: Dat ass dee falsche Message! Am Kontext vun der Pandemie däerf et nämlech net drëms goen, e Panikzenario ze verbreeden. An ech sinn och frou, dass keen dat mécht. Et ass nämlech d'Politik an och d'Gesellschaft, déi e groussen Afloss kënnen hunn.

Datt mir e groussen Afloss op d'Verbreedung vun der Pandemie hunn, beweisen notamment d'Erfarungen, déi mir an de leschte Wochen a Méint gemaach hunn. An déi Erfarung solle mir notzen. An och d'Wëssenschaft an d'Fuerschung si mëttlerweil e gutt Stéck méi wäit wéi am Ufank vun der Pandemie, wou Lëtzebuerg a vill aner Länner um lénke Fouss erwëscht si ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi wichtegst Erkenntnis ass natierlech déi, an dat ass och eng Erfarung, déi Lëtzebuerg, änlech wéi vill aner Länner, gemaach huet, si léisst sech séier resuméieren, se besteet doran, dass e massiivt Spreeë vum Virus scho virprogramméiert ass, wann eng eenzeg infizéiert Persoun sech zesumme mat villen anere Persounen an engem geschlossene Raum ophält, ouni d'Gestes barrières ze respektéieren. En zousätzlechen a ganz fatale Facteur ass de Kaméidi am Raum, deen d'Mënschen dozou verleet, haart ze schwätzen, ze jäizen oder bei haarder Musek matzesangen, dëst oft a Kombinatioun mat Alkohol, Endorphinnen a Kontrollverloscht. Wa mer de Succès am Kampf géint de Covid-19 also net liichtfankeg wëlle verspillen, da muss op Partyen a grouss Usammlungen am grousse Stil verzicht ginn, et sief eebe grad, d'Reegele géife respektéiert ginn.

A well déi Reegelen am Privatberäich net méi gëllen, opgrond vun der Opposition formelle vum Staatsrot beim éischte Covidgesetz, kann een zu dësem Moment also nëmmen zur Eegeverantwortung opruffen, net just um Niveau vun de Partyen, mee wäit doriwwer eraus.

Woubäi ech wëll ënnersträichen, datt d'Fräiheet Verantwortung a Mëndegkeet viraussetzt. An anere Wierder: Do, wou et keng Verbueter gëtt, muss all Kapp matdenken. Geschitt dat net, steiere mer op zwou Alternativen hin: Déi eng besteet aus engem zweete Lockdown. Déi aner besteet doran, datt mir dem Coronavirus fräie Laf loossen an d'Courbe exponentiell an d'Luucht dreiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, béides wier eng Katastroph. A wa sech dann erausstellt, datt a gewëssene private Kreesser et fatzeg un Eegeverantwortung happert, da kënnt de Gesetzgeeber net dolaanscht, d'Reegelen ze verschäerfen, fir d'Kollektivitéit ze schützen. Et ka jo net sinn, datt eng Party, déi aus sanitäre Grënn am ëffentlech zougängleche Raum verbueden ass, sech duerch d'Hannerdier an e Privatkeller verzitt an datt aus der Superparty e Superspreading-Event entsteet, wou een eenzegen Infizéierten Dosende Mënschen ustécht. Ënnert de Konsequenze leiden net nëmmen déi Betraffen an hir Famillen, mee dee ganze Gesondheetssecteur.

Här President, erlaabt mer nach e puer Wierder zu der Strategie vun der Regierung. Als Gréng begréisse mir, datt gëschter am Regierungsrot decidéiert ginn ass, méi Mëttele fir den analogen Tracing zur Verfügung ze stellen. An eisen Ae mécht dee System komplett Sënn, zemools an engem iwwerschaubare Land wéi Lëtzebuerg, a mir bleiwen als Gréng och weiderhi kritesch vis-à-vis vun enger Tracingapp. Net nëmmen aus Grënn vu feelender Fiabilitéit an Dateschutz, mee och aus soziale Grënn, well esou eng App nëmmen déi Leit schützt, déi sech en deieren Handy kënne leeschten, fir et einfach auszedrécken, an deemno net déi sozial Schwaach, déi wéinst schlechten Aarbechtsbedéngungen, enke Wunnverhältnisser oder anere Konditiounen eigentlech am meeschte geschützt misste ginn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Här President, net manner wichteg wéi den analogen Tracing ass de sougenannte Large-Scale-Testing, dee jo op eng zweet Phas ausgedeent wäert ginn. Och dat begréisse mir als gréng Fraktioun.

Dësen Testing huet natierlech säi Präis. En huet awer och e wichtegt Zil. En erlaabt nämlech, gewëssen Ustiechungsclustere fréizäiteg ze identifizéieren an d'Infektiounsketten an engem fréie Stadium ze ënnerbriechen. D'Tester sinn also e ganz wichtegt Instrument vun der Preventioun. Natierlech ënnert der Konditioun, datt méi Biergerinnen a Bierger bereet sinn, um Testing deelzehuelen, mam Zil, dass mer déi 50.000 Tester pro Woch, déi als Masse critique ugesi ginn, och effektiv erreechen.

Doriwwer eraus wier et an eisen Aen och sënnvoll, d'Tester nach méi ze affinéieren. Et gëtt schonn zum Deel gemaach. Et kann nach weider dru geschafft ginn. Dat heescht, sech nach méi geziilt op eenzel Risikoberäicher, wéi zum Beispill op personalintensiv Aarbechtsplazen a Betriber, ech mengen, dat ass virgesinn, d'Personal och vum Santéssecteur a vun de Schoulen, mee och op dicht bewunnt Appartementer oder awer op aner Plazen ze konzentréieren, wou bewisenermoossen d'Geforen och am Ausland sech erweisen.

Eis Suerg ass déi, datt d'Leit sech am Norden a Weste vum Land awer och e gutt Stéck méi wäit deplacéiere mussen, fir sech testen ze loossen. Ech mengen, och déi Fro muss nach eng Kéier diskutéiert ginn. Virun allem déi méi vulnerabel Populatioun ass hei betraff, wou d'Distanz kann en Hindernis sinn, fir iwwerhaapt bei en Testzentrum ze fueren.

Här President, ech kommen zum Schluss, mat enger klenger Konklusioun. Et ass déi: Beim Ausbroch vun der Pandemie hu mir et fäerdegbruecht, hir Entwécklung duerch de Shutdown kloer ze bremsen. Soubal de Virus d'Geleeënheet kritt, wäert en nees massiv zouschloen. Déi Geleeënheet kritt en net, wa mir eis intelligent verhalen. Woubäi ech mat „mir" eis ganz Gesellschaft mengen. Un eis als Chamber ass et, weiderhin dee richtege politesche Kader dofir ze setzen. Ech schwätzen net vun den zukünftege Moossnamen, well een d'Entwécklung de Moment iwwerhaapt nach net kennt. Mir mussen hir virbeugen.

Mir wäerte se evaluéieren an déi néideg Moossnamen treffen, wuel wëssend, dass mer och schleunegst iwwert de Problem vun de feelende Personalcapacitéiten an de Spideeler mussen ufänken ze diskutéieren. Am beschte solle mer all zesummen un deene Moossname schaffen a se decidéieren. Noutfalls maache mer dat just mat de Stëmme vun der Majoritéit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

(Brouhaha)

Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).-* Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat de Coronavirus betrëfft, ware mer bei där éischter Well nach onerfueren. Mir waren an engem sougenannte blanne Fluch. Mer hunn ons haaptsächlech baséiert op d'Recommandatioune vun der WHO an och op d'Erfarungen aus Italien. De Punkt Sécherheet stoung

op éischter Plaz an hat eng Vollbremsung mat sech bruecht vun onse Fräiheeten, awer och vun eiser Ekonomie, bis op déi puer Saachen, déi hu musse fonctionéieren, wéi d'Klinicken, d'Altersheemer, d'Liewensmëttelgeschäfter an esou weider, ech wëll net op alles agoen.

Mee opgrond vun deenen Erfarunge vun der éischter Well misst een elo déi néideg Konklusiounen zéien. Dat muss een och international kucken, well eenzel Länner hate jo weltwäit anescht agéiert. Duerfir wier och deenen hir Konklusioun hei materanzezéien.

Mee ier et esou wäit ass - hoffentlech kënnt et net zu enger zweeter Well -, musse mer alles am Deconfinement maachen, fir datt mer de Ball äusserst flaach halen. Well wa mer dat net packen, da gi mer ganz kriteschen Zoustänn entgéint. An dorobber musse mer alles maachen, fir dat auszegrenzen, well eng nei Vollbremsung fir eis Ekonomie wär fir vill Beräicher déidlech.

Sollt et zu enger zweeter Well kommen, da wär et gutt a sënnvoll, wa mer kéinten op d'Resultater an och d'Konklusiounen aus der éischter Well zréckgräifen an och opbauen, mee da misst een déi och emol am Detail hunn. An dat muss een, ech hat et virdru gesot, och international kucken.

Do wären emol fir unzefänken e puer Punkten, déi ee misst kucken. Ech denken do zum Beispill an engem éischte Beräich un all déi, déi positiv getest goufen: Wéi waren do d'Beruffsgruppen? Gëtt et do Regiounen? Gëtt et en Alter? Gëtt et e Geschlecht? Bei de Patienten, déi an d'Klinicken hu musse goen: Wéi war et do mat der Virerkrankung? Och dat alles gehéiert zur Analys.

Bei onse Stierffäll, do hu mer leider keng Erkenntnisser, ob déi tatsächlech um Corona gestuerwe sinn oder opgrond vun enger anerer Erkrankung. Alles dat misst an deem Beräich analyséiert ginn.

Wann ech schwätze vun Analysen, da mengen ech net dee Beräich vun der Schoul, wou da gesot gëtt am Virfeld, de Schoulberäich zoumaachen, dat hätt am meeschte bruecht, an e puer Wochen drop heescht et, an der Schoul wier d'Ustiechungsgefor praktesch null. Ech mengen, dat sinn Aussoen, mat deene kann een näischt ufänken.

An dann en zweete Beräich, wou mer nach eng Analys misste maachen an och d'Moossname kucken, dat ass bei de Moossnamen, déi mer geholl hunn, zum Beispill d'sozial Distanzen, d'Maskeflicht. Do muss ee sech och d'Fro stellen: War et sënnvoll, all d'Betriber zouzemaachen? Am Ausland hu jo eenzel Länner ënnerschiddlech Decisioune geholl. Alles dat gehéiert zu dëser Analys. An do wier et gutt, wa mer déi Donnéeë méiglechst séier virleien hätten.

Sou wäit wéi mir et haut iwwerblécken, mat de Reproduktiounszuelen aus der Aarbechtswelt, déi kommen net vun do, mee déi komme gemengerhand aus anere Beräicher. An ech mengen, do muss ee kucken, wéi mer aktiv ginn, well do läit am Fong geholl den Haaptproblem, sou wéi mir en de Moment gesot hunn.

Erlaabt mer nach eng Fro, déi hei wéineg ugeschwat gëtt, zur éischter Well! Wivill Prozent vun den Akutbetter stoungen eidel an de Klinicken oder an de sougenannten opgeriichten Zelter a ronderëm?

An, an dat ass meng Haaptsuerg e bëssen: Misste mer net och garantéieren, datt den Normalbetrib sollt wäitestens oprechterhale ginn? Well mer hu jo hei en Nohuelbedarf vun der Coronazäit bis elo. Wéi wäit ass deen ewell opgeschafft? An do wäerte mer jo nach Méint doru schaffen, fir deen opzeschaffen. Doriwwer gouf am Fong geholl relativ wéineg hei am Haus geschwat. An ech wëll dee Punkt awer emol eng Kéier hei opgeheien.

Bei neien Aschränkungen, dat muss een och wëssen, ass d'Gefor grouss, datt d'Akzeptanz bei de Leit ëmmer méi kleng gëtt wéi bei der éischter Well. D'Glafwierdegkeet spillt eng grouss Roll. Duerfir gëllt et elo, de Ball flaach ze halen.

Et muss een och verstoen, datt d'Leit keng Loscht méi hunn, op en neit Doheembleiwen. Et ass dee Spagat, dee mer musse maachen tëschent der perséinlecher Fräiheet an den Aschränkungen, déi mer mussen hunn, fir alles dat op engem gesonden Niveau ze halen. Dëse Message musse mer de Leit kloer no bausse vermëttelen. Well, soulaang mer kee Medikament hunn a keen Impfstoff géint de Corona, soulaang wäerte mer mat deenen Aschränkunge musse liewen. A mir wäerten da bestuet bleiwe mat deene Geschichten do.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass e bëssen eng komesch Diskussioun, well am Intitulé vum Här Wiseler steet, datt mer sollten eng Diskussioun, eng Aktualitéitsstonn féieren iwwert den Zoustand vun der Virbereedung am Fall vun enger zweeter Well. An déi allermannsten, mengen ech, heibannen hunn iwwert deen eigentleche Sujet geschwat, och inklusiv dem Här Wiseler. Well de Sujet natierlech och éischtens immens hypotheetesch ass, an op där anerer Säit hätt ee jo missen, fir déi Diskussioun wierklech seriö ze féieren, virdrun Informatioun a Material och vun der Regierung hunn, wéi si sech dat virstellt, wann dann eng zweet Well géif kommen, wat mer da sollte maachen.

Duerfir, an der Debatt huet elo, mengen ech, méi oder manner jiddwer Riedner dat gesot, wat en och schonn a Riede virdru gesot huet, ganz vill driwwer geschwat, wat mer maache mussen, fir eng zweet Well ze verhënneren, och ganz vill richteg Saache gesot, wat mer maache mussen. Mer musse weiderhin testen an tracen. A mer mussen eis virun allem Gedanken driwwer maachen, firwat d'Akzeptanz vum Teste sou niddreg ass. Well ech fanne 25 % vun de Leit relativ wéineg! Net nëmme relativ, mee souguer ganz, ganz wéineg! A mer mussen eis do wierklech Gedanke maachen, firwat d'Leit net méi op dat ganz wichtegt Element zréckgräifen.

Dann huet d'Regierung gëschter eng Ukënnegung gemaach opgrond vun den Zuele vun deene leschten Deeg, déi effektiv an d'Luucht gaange sinn, datt mer weider Aschränkungen am Privatberäich kréien, woubäi ee muss soen, datt déi Aschränkunge sech awer och a Grenzen halen, nämlech, datt een am Privaten ouni Mundschutz an ouni Sécherheetsdistanz net iwwer 20 Persoune soll sinn. An ech denken, datt et och keng Fro vun Deeg oder Stonne méi ass, bis dat Gesetz deposéiert gëtt, mee éischter vu Minutten.

Well d'Situatioun, an där mer dra sinn, ass jo e bësse wéi e Contre-la-montre. Am Ufank ass nach geduecht ginn, an a verschiddene Länner och praktizéiert ginn, datt mer eventuell kéinten eng Zort Herdenimmunitéit erreechen. An ech mengen, datt dat komplett vum Dësch ass. An dat Eenzegt, op wat een elo nach hoffen a baue kann, ass, datt relativ séier en Impfstoff entwéckelt gëtt. Verschiddener schwätzen dovunner, datt dat eventuell scho fir Enn des Joers méiglech ass, wou sech da ganz aner Froe stellen, nämlech den Zougang zu deem Impfstoff, d'Prioriséierung: Wie kënnt als Éischten drun, fir geimpft ze ginn? Dat sinn alles Froen, déi sech do stellen.

Mee den eigentleche Sujet, nämlech: „Wat maache mer am Fall vun enger zweeter Well?", deen ass immens brisant. Well mer hunn alles, wat ee maache kann, eigentlech schonn duerchgespillt. Mer hu Grandeur nature déi lescht dräi Méint gesinn, wat d'Instrumenter sinn, wat dat Arsenal ass, wat eng Regierung oder iwwerhaapt eng ëffentlech Hand zur Verfügung huet, fir kënnen en urgence géint d'Ausbreedung vun engem ganz déidleche Virus virzegoen.

An dat Éischt, mengen ech, wat mer maache missten, an ech hunn awer esou verstanen, datt dat d'nächst Woch soll geschéien, dat ass, e Bilan ze zéien. Dat ass „lessons learned" aus deenen Aktivitéiten an Aktiounen, déi d'Regierung am État de crise gemaach huet. A „lessons learned" ass net nëmmen eng Accusatioun, andeem ee Virwërf een deem anere mécht, mee „lessons learned" ass evidenterweis an enger Situatioun, déi komplett Neiland war, fir och unzeerkennen: „Do hu mer e Feeler gemaach. Do hu mer net wäit genuch oder do hu mer ze wäit geschoss", fir am Fall vun enger zweeter Well méi adequat kënnen ze reagéieren.

D'Fro ass essenziell: Hu mer richteg reagéiert, wéi mer dee ganze sanitäre System erofgefuer hunn a just nach fokaliséiert hunn op de Covid? War dat richteg oder huet dat net och zu anere Kollateralschied gefouert? Respektiv: Gëtt et aner Méiglechkeeten, wéi mer am Fall vun enger zweeter Well och eise medezinnesche System kéinten oprechterhalen? Alles dat si Froen, déi, mengen ech, zu esou engem Bilan intermédiaire dozou gehéieren. Wou ech mer och géif wënschen, datt mer virdrun an enger Chamberskommissioun kéinten driwwer diskutéieren.

Well eppes geet net méi, an dat ass en zweeten État de crise. E geet aus deenen och genannte Grënn net méi. Mir hunn alles schonn eng Kéier duerchgespillt. Déi verfassungsrechtlech Méiglechkeeten oder Bedéngungen, déi do sinn, fir een zweeten État de crise eventuell auszeruffen, déi sinn net ginn. Mir hunn dat alles schonn eng Kéier duerchgespillt. An duerfir wäert et net zu engem zweeten État de crise kommen. Dat heescht, och d'Chamber muss dann eventuell a relativ, a ganz kuerzen Zäite Gesetzer huelen oder déi néideg Mesuren ergräifen, déi da wichteg sinn. Notamment och sozial Mesuren, déi accompagnéieren déi, wann et da muss sinn, liberticide Mesuren.

An duerfir mengen ech, datt mer elo vun där Situatioun awer och profitéiere sollten, datt mer all dat Arsenal vu Mesuren, wat d'Regierung deployéiert huet an deene leschten dräi Méint, datt mer dat nach eng Kéier op de Leescht huelen an am Fall, wou mer musse bestëmmte Secteuren zoumaachen, do schonn ufänken, u Gesetzestexter ze schaffen, déi och scho prophylaktesch vun engem Staatsrot aviséiere loossen, datt mer net an déi Situatioun kommen, wéi mer se an der Vergaangenheet oder bei deem leschte Covidgesetz haten, datt mer awer relativ laang gebraucht hu vum Depot vum Gesetz bis et da wierklech a Kraaft ass.

An dat ass dat, wou mir als Lénk op jidde Fall Demandeur sinn, datt dat ganzt Arsenal vu Mesuren, wat reglementaresch Form hat, datt mer dat op de Leescht huelen, an der Chamber diskutéieren, och an deene verschiddene Kommissiounen diskutéieren an eventuell dozou och scho fachlech Avisen anhuelen.

Ech mengen, dat ass déi beschte Preparatioun, déi mir als Chamber kënne maachen, fir op eng eventuell zweet Well virbereet ze sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Baum huet et ganz treffend gesot: U sech sollte mer iwwert den État des lieux vun der Preparatioun op eng zweet Well schwätzen. Mir hu ganz vill driwwer geschwat, wat deen Eenzele maache soll, maache kann oder an deene leschten Deeg vläicht ënnerlooss huet, firwat mer iwwerhaapt esou akut Zuelen erëm gesinn. Mir hunn alleguerten an enger éischter Phas vum État de crise Disziplinn bewisen. Mir hu Courage bewisen, fir dës eemoleg Kris ze iwwerwannen. Et ass elo net de Moment fir opzeginn! Mir sollten net elo de wäisse Fändel virun deem onsiichtbare Feind weisen!

Et ass awer esou, datt een, wann een iwwert d'Preparatioun vun enger zweeter Well oder en amont vun enger zweeter Well schwätzt, datt een net derlaanschtkënnt ze kucken: Wat kéint een anescht maachen? Wat misste mer individuell anescht maachen? An do ass et ganz kloer, datt jidder Eenzelen eng Responsabilitéit, net nëmme fir sech, mee fir d'Allgemengheet huet.

Et geet hei ëm Eegeverantwortung, eng individuell Verantwortung fir déi kollektiv Gesondheet. Jidderee vun eis sollt Deel vun der Léisung an net Deel vum Problem sinn. Et ass e bësse wéi am Autoverkéier: Just well e puer Leit Rowdye sinn, onerlaabt op Plaze fir Mënsche mat Behënnerung parken oder ze séier fueren, verbidde mer jo net d'Autofueren. Nee, am Contraire. Mir setzen op Kontroll. An dann, wann et néideg ass, op Repressioun.

Loosst eis also beim Kampf géint de Covid-19 et d'selwecht maachen! Loosst eis alleguerten individuell eis Responsabilitéiten huelen a loosst eis alleguerte fir eis selwer déi sinn, déi sech packen, déi sech zesummerappen, fir esou eis Fräiheeten, déi mer elo erëmkruten, net erëm op d'Spill ze setzen!

Zum géigesäitege Respekt gehéiert et, seng Distanzen anzehalen, keng onnéideg Risiken anzegoen, seng Mask unzedoen a generell d'Geste-barrièren anzehalen. Ech mengen, dat ass alles kloer!

Zum Matenee gehéiert awer och, déi individuell Responsabilitéit ze iwwerhuelen, sech testen ze loossen, wann een d'Invitatioun kritt. D'Wëssenschaftler soen eis, an dat ass eng vun deene wéinege Saachen, wou se eis ganz kloer kënnen eng Ausso ginn, datt mer mindestens 50.000 Tester d'Woch brauchen, fir eng zweet Well ze anticipéieren a ganz séier ze bremsen. An dat ouni e weidere Lockdown. 50.000 Tester d'Woch, do si mer nach e Stéck, e grousst Stéck dovunner ewech. Dat heescht, en préparation vun enger zweeter Well, fir datt keng zweet Well kënnt, musse mer alleguerten eis Responsabilitéit huelen.

Mee fir datt jidderee seng Responsabilitéit hëlt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mussen d'Consignen awer och méi kloer sinn. Et ass jo awer schwéier fir Verschiddener ze verstoen, datt si ewell deen zweete Bréif kréien, fir sech selwer testen ze loossen, wärend anerer am nämmlechte Stot, déi en änleche Beruff hunn, nach guer net geruff goufen.

Jo, et gouf eis erkläert, firwat dat esou ass. Et gouf och e puermol widderholl, firwat dat esou ass, datt dat do deelweis Random Sampling ass, datt et Maschentester sinn, datt dat sektoriell gemaach gëtt. Mee um Enn vum Dag: Wat denkt Dir, wann Äre Liewenspartner doheem fir d'zweet geruff gëtt an Dir nach net? Wéi motivéiert ass een dann, fir dat wouerzehuelen? Wéi kredibel fënnt een dann d'Testingstrategie, wou ee gesot huet: „Jidderee soll getest ginn"? An ech mengen, dat ass eng Preparatioun virun der zweeter Well, wou mer musse besser kommunizéieren.

Am Ufank vun der Kris huet d'Regierung kloer kommunizéiert: „Bleif doheem!" Dat war eng kloer Ausso: „Bleif doheem! Schwätz mat kengem! Bleif op Distanz!"

(Interruption)

„Bleif doheem!"

„Géi keng Party maachen!", soe se haut. Elo soe se: „Stop the party!" Mee wat heescht „Stop the party!", wärend ee gläichzäiteg doheem am Privaten däerf Leit hunn, well de Staatsrot dat gesot huet, wärend een an de Restauranten däerf zu zéng um Dësch sëtzen? Ab wéini ass et eng Party? Ab wivill Leit ass et eng Party? U wéi eng Consignë mussen d'Leit sech halen, sollen d'Leit sech halen? Et ass vill „sollen" a „Maacht et, wannechgelift!". D'Leit verléieren e bëssen den Iwwerbléck.

An ech mengen, en préparation vun enger zweeter Well, déi hoffentlech net kënnt, déi mer hoffentlech dank Large-Scale-Testing kënnen ënnerbannen, misst ee méi kloer kommunizéieren, misst een net nëmmen op „sollen" a „kéinte" setzen, mee et soll een op kloer Messagë setzen. „Stop the party!" ass zwar kloer, mee et ass, wéi ech sot, verkierzend. D'Reegele sinn eeben anescht a méi komplex, wéi dat, wat een op den éischte Bléck ze verstoe gëtt.

Här President, loosst mech awer nach e leschten Appell maachen un eis alleguerten heibannen: Kommt, mir politiséieren den Debat vun der zweeter Well net! Kommt, mir spillen net Majoritéit géint Oppositioun, och esou wéi eng vu menge Virriednerinnen dat hei gemaach huet, wéi se gesot huet: „Am Zweifel lauschtere mer einfach net op lech." Nee! Mir hunn zesumme geschafft, fir et bis heihinner ze packen. Loosst eis dat net elo duerch verkierzend Aussoen op d'Spill setzen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Déi éischt Well, déi hu mer effektiv hannert eis. Mee de Virus zirkuléiert nach ëmmer, dat ass kloer. Et ass e bëssen abstrakt, well et Zuele sinn. Et ass awer gëschter e bësse méi konkreet ginn, well mer Resultater vun engem interessante Fuerschungsprojet hei zu Lëtzebuerg hu ronderëm eis Kläranlagen, dat ass méi gräifbar, do ka jiddweree sech eppes drënner virstellen. An an eise Kläranlagen, do ass dat geneetescht Material vum Virus och nees present, an zwar iwwerall am Land. Dat seet eis genuch. Do kann ee sech eppes virstellen. Dat kënnt jo net vun ongefëier. Mir wëssen, wou et hierkënnt. Et kann een et also net niéieren.

D'Virbereedungsaarbechte fir eng zweet Well, déi lafe scho laang bei eis, selbstverständlech. Och wa mer eis keng erhofft haten a wa sech keng unzeechent, ass et eis Flicht, eis virzebereeden. Dat si mer amgaangen ze maachen. Mir sinn och amgaangen, eise Réckbléck op déi éischt Phas ofzeschléissen, déi mer als eriwwer consideréieren. Et huet eng Kéier ugezunn. Mir hunn e Confinement gehat, deen eng Reussite war. Et kann ee wierklech soen, dass mer eng éischt Well hannert eis hunn. Wat kënnt, dat wësse mer net. Sécher ass och, dass mer net op Panik setzen. Wann et iergendwéi erwise wär, dass Panik géif hëllefen, da wär dat och vläicht eng Méiglechkeet, mee ech hunn dat nach néierens gelies. Soudass mer eis Zuele kucken, Dag fir Dag, a mir preparéieren eis einfach ganz sachlech fir ze handelen.

Zu kengem Zäitpunkt war de Virus effektiv méi verbreet, wéi en dat haut ass. Méi wéi eng Millioun Neiinfektiounen innerhalb vun enger Woch weltwäit, an och hei am Land si mer mat den Zuele vun haut - wann Der se gesinn hutt, haut nach eng Kéier 50 Neiinfektiounen - op eng Woch bei ronn 200. Elo kann ee vun där Zuel halen an interpretéieren, wat ee wëllt. Ech mengen, mir mussen déi Zuel eescht huelen.

Ob et exponentiell weidergeet oder net, wäerte mer gesinn. Mee et ass effektiv un der Zäit, fir sech ze preparéieren. An dat ass och amgaangen ze geschéien. En éischt Spidol huet scho säi Palier aktivéiert, dee virgesinn ass. Ech kommen herno méi am Detail drop zréck. Et geet jo haut wierklech ëm d'Preparatioun, wou Der wëllt méi Detailer kréien.

Just nach eng Kéier zréck op déi éischt Well. Mir hunn effektiv d'Courbe erofkritt. Dat huet geklappt. Et hu keng Patiente missen an d'Ausland goen oder verluecht ginn. Dat huet och geklappt. Mir hunn d'Doudesaffer niddreg gehalen. Mir sinn e Land, an dat ass ganz däitlech am internationale Verglach, wou d'Doudeszuelen niddreg waren. An et ass och haut ganz kloer, dass déi Länner, déi dat koppelen an déi am Fong eng gutt Teststrategie hunn, déi vill testen, dass dat déi Länner sinn, déi och wéineg Perten ze verzeechnen hunn. Mir gehéieren zu deenen. Doriwwer sinn ech stolz haut.

Mir hunn och net misse kapituléiere virun engem Mangel u Schutzmaterial. Et war ganz knapp mat Momenter, mee iergendwou si mer erauskomm draus.

Am meeschten awer huet mech impressionéiert - an dat ass e positiivt Element, där sinn och gewiescht - déi grouss Solidaritéit, déi mer haten. Mir konnten op eis Partner zielen, op eis Spideeler zielen, op eist Personal zielen, op eis Wëssenschaft zielen, op jiddwereen zielen. Et huet wierklech jiddwereen hei vun der éischter Stonn u matgeschafft. Et war jiddweree mat kreativ. Dat war eng ganz flott Erfarung an och eng rassurant Erfarung. Et hätt och kënnen anescht sinn. Mech stäerkt dat fir d'Zukunft, well ech mer denken: „Wat och ëmmer kënnt, dat do ass eppes, wat sech erwisen huet a wou jiddwereen, menger Meenung no, och nees am Garde-à-vous steet, wann et drëms geet unzepaken." Et kann een zouversiichtlech sinn, dass hei am Land och jiddwereen dat nach eng Kéier wäert maachen.

Wat ass haut eist Zil? Eist Zil ass, déi Neiinfektiounen, déi kommen, déi sécherlech wäerte kommen … Wann een an en Deconfinement geet, däerf een net d'Illusioun hunn, dass et iwwerhaapt keng Neiinfektioune géif ginn. Dat wär e bëssen naiv ze mengen, well de Virus ass do, e wäert och zirkuléieren. D'Zil ass, fir en ënner Kontroll ze halen, fir en esou anzedämmen, dass mer e geréiert kréien. An et ass doropshinner, wou mer eis amgaange sinn ze preparéieren.

Positiv Acquisen, déi mer hunn oder wat mer geléiert hunn, wat ganz gutt fonctionéiert huet, waren eis CSAen. Dat war eppes, wat mer eis ganz kuerzfristeg afale gelooss hunn, aus dem Näischt opgeriicht hunn, wat och scho vill visitéiert ginn ass. Vill Nopeschlänner sinn interesséiert un deene Strukturen. Dat ass eppes, wou ech lech ka soen, dat läit fäerdeg mam Mode d'emploi am Tirang. D'CSAe si prett an déi wäerte mer och reaktivéieren, wann et gebraucht gëtt. Dat kënne mer och ganz kuerzfristeg maachen. Bannent engem bis zwee Deeg wäert dat kënne geschéien. Dat ass also eng Saach, déi, jo, e Succès war. Mir wëlle se net onbedéngt erëm eng Kéier auspaken, mee wann et muss sinn, da wäert dat ganz einfach goen.

Eise Stock u Schutzmaterial, deen eis ganz vill beschäftegt huet, ganz vill Suerge gemaach huet, deen hu mer haut. Mir sinn opgestallt, fir véier Méint ouni Problem ze iwwerbrécken. A mir hunn och an eise Spideeler ganz zouversiichtlecht Partner fonnt, déi eis wäerten elo begleeden iwwert déi nächst Phas, fir d'Gestioun vun dësem Stock ze iwwerhuelen. Dat ass amgaangen, finaliséiert ze ginn. Mee do sinn awer déi grouss Grondsätz, déi stinn. Mir kënnen dee Stock national also a sécher Hänn iwwerginn a mir kënnen och op e Partner zielen, deen dat wäert geréieren, wann dat nach eng Kéier sollt missen aktivéiert ginn. Wat och haut eng aner Situatioun ass wéi am Ufank vun der Pandemie. Ech mengen, haut fonctionéiert de Marché nees. Mir hoffen, dass dat och esou bleift. Mee wéi gesot, falls nach eng Kéier misst Schutzmaterial gebraucht ginn, da wäerte mer dat ganz schnell kënnen deployéieren.

Mir hunn och digital Léisungen, déi mer en place gesat hunn. Teleconsultatiounen, eise Monitoring, déi hu gutt fonctionéiert. Déi si mer amgaangen, nach ze iwwerschaffen, fir dass mer se och kënne perenniséieren. Déi sinn och prett fir …, ma déi wäerten … Déi sinn net just prett, déi hale mer oprecht. Déi sinn um Lafen. Dat wäert eis och ganz vill Zäit spueren. Dat hu mer jo alles missen en place setzen, et war net do. Haut ass dat do. Dir gesitt, et ass eng aner Basis schonn, wéi dat am Ufank war.

Ee kritesche Punkt ass eis Réserve sanitaire nach ëmmer. Ech mengen, ech hat et d'leschte Kéier gesot, de Bottleneck, dat ass d'Personal. Do sti mer generell net gutt do. Bon, déi wäert ech net kënnen erfannen iwwert déi nächst Wochen. Do musse mer mat deene Meedercher danzen, déi mer hunn. Mir sinn awer och amgaangen, op eiser Réserve sanitaire ze schaffen, och scho Courrieren erauszeginn, wien eng nächste Kéier bereet ass, eng Hand mat unzepaken. Elo si mer schonn amgaangen, eeben eis esou opzestellen, dass mer do eng Vue drop hunn, wie wéini erëm kéint an den Asaz goen, falls dat sollt gebraucht ginn.

Dann hunn och eis Gesondheetsberuffer fir d'Besoine vun der Kris nei Attributioune kritt. Dat ass eppes, wat mer och esou wëlle weiderhi bestoe loossen. Dat war ganz hëllefräich, dass eng Rei Akte konnte gemaach gi vu Leit, déi déi normalerweis net maachen. Dat huet eis gehollef an der Gestioun. Och eng ganz gutt Erfarung.

An eis Spideeler, déi hu ganz vill geléiert natierlech. Déi hunn hir éischt Erfarung och an där éischter Phas gemaach mat dem Virus. Si woussten net, wat et wär. Si woussten net, wéi ee sech misst opstellen. Haut wësse se dat. Si hunn och e Plang. Et war virdrun ugeschwat ginn: Mir hunn effektiv d'nächst Woch d'Ofschlossreuniounen, wou mer mat hinne festhalen, wéi nees redeployéiert soll ginn. An de Spideeler wäert dat fonctionéieren iwwer Palieren, déi definéiert sinn, wou eng éischt Ulafstell de Service national des maladies infectieuses wäert sinn am CHL, deen, wann ech do richteg am Bild sinn, gëschter säin éischte Palier och nees aktivéiert huet. An da gëtt dat esou e gestaffelte Modell.

D'Zilsetzung do ass wierklech, dës Kéier net alles op null ze fueren an alles op de Covidpatient ze achséieren, mee wierklech à géométrie variable eeben déi normal Déngschtleeschtungen esou wäit wéi méiglech, idealerweis ganz oprechtzeerhalen, och am Fall vun enger zweeter Well. Dass een dat wierklech kloer getrennt huet. Déi Trennungen hu jo déi éischte Kéier missen iwwerhaapt emol geduecht ginn an dann en place gesat ginn. Déi stinn haut. Dat wäert esou oprechterhale ginn. An d'Spideeler sinn och do ganz gutt preparéiert, fir dat, wann et da muss sinn, erëm eng Kéier ze maachen.

Dann en Datemonitoring hate mer och guer net. Eisen zentralen Datemonitoring iwwert d'Bettcapacitéiten, iwwert de Stock critique an esou weider, deen hu mer oprecht. Dee leeft och elo nach. Et ass och aus deem Monitoring, aus deem Monitoringsystem, wou all Dag d'Informatioune kommen, wéi et steet mat den Neiinfektiounen. Dat ass eppes, wat mer hoffentlech och an der Zukunft wäerte bäibehalen, op alle Fall elo wärend der Kris, dat ass ganz nëtzlech. An et hat och den Avantage, dass et ville Leit nobruecht huet, wat an der Praxis d'Digitalisatioun ka brëngen, soudass ech frou sinn iwwert déi Erfarung. Dat gëtt sécherlech Wand an d'Seegelen, fir d'Digitalisatioun am Gesondheetswiese weiderzebrëngen.

Dann hu mer an eiser Inspection sanitaire, et ass schonn erwäänt ginn, eis och nach verstäerkt opgestallt, fir eeben de manuellen Tracing kënnen esou gutt wéi méiglech ze bewierkstellegen. Do sinn eng ganz Rei Reservlinnen, déi mer amgaange sinn opzestelle mat Leit, déi och scho preventiv forméiert ginn, fir da gegeebenefalls, wa mer se brauchen, ganz schnell kënnen ofgeruff ze ginn an direkt an den Asaz ze goen. Dat ass eppes, wat och eng gewësse Virbereedung brauch. An déi Virbereedungen, déi lafen och scho säit enger Rei Wochen, soudass mer do gutt dostinn.

Voilà! Haut si mer mat enger Hausse vun Neiinfektioune konfrontéiert. D'Pandemie ass net erlaanscht. Eppes, wat mer och wäerte brauchen iwwert de Summer, ass e Katalog vu Mesuren. Mir hunn och verstanen, dass ee sech do muss preparéieren.

19. Dépôt d'un projet de loi par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Duerfir géif ech vläicht just eng Kéier kuerz och d'Geleeënheet notzen, fir dem Här President de Projet de loi ze iwwerreechen, fir dass mer dat kënnen esou schnell wéi méiglech an der Kommissioun beaarbechten. Wannechgelift!

7622 *- Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :*

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Rendez-vous en Dënschdeg.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Rendez-vous en Dënschdeg, voilà.

20. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19 (suite)

Prise de position du Gouvernement (suite)

Haut gëtt vill spekuléiert: Handelt et sech schonn ëm en Trend oder net? Ech hunn lech et virdru gesot: D'Zuele si relativ héich. Wann Der se vergläicht mat anere Länner an Dir maacht eng Règle de trois, da gesitt Der ongefëier, wou mer hei stinn als Lëtzebuerg. Wéi den Trend wäert ausgesinn, dat kënne mer haut net soen. Dat gesi mer eréischt an deenen nächsten Deeg a Wochen. Am Moment schéngt et sech jo ëm esou eng Héicht 40, 50 iergendwou, bon, vläicht anzependelen, vläicht och net. Besuergneserreegend gëtt et, wann et exponentiell gëtt. Dat brauch ech warscheinlech kengem ze erklären. Mee gutt, dat wësse mer haut nach net, mee preparéiere muss ee sech.

Wat hu mer proposéiert generell als Strategie?

De Monitoring weiderféieren. De Monitoring geschitt iwwert d'Testen. A fir d'Testen, dat ass scho richteg ervirgehuewe ginn, hu mer gëschter den Accord och kritt am Regierungsrot, fir an eng zweet Phas ze goen. De Large-Scale-Testing war en éischte Projet, dee gemaach ginn ass iwwert d'Fuerschung. Dee wäert awer elo Bestand gi vun der normaler Teststrategie vun der Santé. Dat heescht, d'Ausschreiwung gëtt vun der Santé gemaach. Do si mer amgaangen, drop ze schaffen.

Mir hunn och ganz bewosst ofgewaart, wat elo d'Resultater vun der CON-VINCE-Studie waren, och vun deem éischten Deel vun der Large-Scale-Erfarung, déi mer gemaach hunn. Mir wëssen haut, dass d'Prevalenz nach relativ niddreg ass. Duerfir hu mer e bëssen Zäit. Et ass elo kee gudde Moment wierklech bei esou enger niddreger Prevalenz, fir ze vill flächendeckend ze testen. Dat ass an eisen Aen eebe justement eréischt ab August, September, wou mer eis wierklech opstellen.

Dat heescht awer elo net am Ëmgedréiten, dass elo net méi getest gëtt! Mir hu jo och an der Santé déi ganzen Zäit getest. Dat heescht, eis ganz normal Prevalenztester, déi flächendeckend Tester an den Altersheimer, d'Tester um Findel, dat sinn alles ganz normal Santéstester, déi souwisou esou lafe wéi déi ganzen Zäit, och parallell zum Large-Scale-Testing. Dat heescht, mir hunn do wierklech genuch Capacitéit, fir déi ganz normal Teststrategie, déi mer souwisou lafen hunn, och elo iwwert de Summer weiderzefueren. An déi nei Teststrategie, déi hu mer elo eebe ficeléiert. Mir hunn den Accord de principe vun der Regierung, fir déi zweet Phas kënnen ze maachen.

Dat gëtt en héije Käschtepunkt, mee et ass en Investissement, deen an eisen Ae wierklech noutwendeg ass, well ouni Monitoring ass et net méiglech, duerch déi Kris ze kommen. Mir mussen eis wierklech déi staark Capacitéit ginn. An dat hu mer och berechent bis an d'Fréijoer eran. Dass mer wierklech déi eenzel Momenter, déi mer elo identifizéiert hunn als kritesch, zum Beispill d'Rentrée, wa vill Grippe wäerte sinn, Schoulvakanzen, wou d'Leit hoffentlech erëm reesen - wa mer dat da kënne bis dohinner, wa mer net ze vill héich Zuelen hunn an net méi däerfen, wie weess? -, op alle Fall hu mer geplangt bis an d'Fréijoer eran, mat eebe verschiddenen Achsen, déi kënnen deployéiert ginn. Do wäerte mer d'nächst Woch méi am Detail drop agoen. D'Ausschreiwung, et ass scho gesot ginn, déi ass elo geplangt. Déi ass an der Maach. An da misst dat normalerweis op Enn August kënnen operationell ginn an där zweeter Phas eeben, déi e bëssen anescht wäert ausgesi wéi déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing.

Derniewent wäerte mer och weiderhin - an do si mer och ganz frou driwwer, iwwert déi enk Zesummenaarbecht, déi mer mat der Fuerschung hunn - op dem Monitoring aktiv bleiwen. Eisen Outil de pilotage ass de Monitoring, dee mer hunn. Mir wäerten och elo opgrond vun deem Projet, dee mer lech elo hei ënnerbreeden, eng Modellisatioun maachen, fir eng nei Baseline ze hunn, dass mer soen: Wat géif dat do bedeiten? An eise Monitoring erlaabt eis jo dann ze kucken, au fur et à mesure, ob mer op där Linn, déi mer eis erhoffe par rapport zu deene Mesuren, déi mer hunn, ob mer do sinn oder net. Dat heescht, dorunner navigéiere mer.

Mir wäerten och weiderhi kucken, vill méi reegelméisseg en Update ze ginn, wou mer sti par rapport zu de Projektiounen, an dann eeben am prakteschen Deel mam Contacttracing wierklech weiderfueren. Ech si ganz iwwerzeegt dovunner, gräifen och direkt do vir. A wann ech esou iwwerzeegt wär, dass mer eng App elo bräichten an dass dat dat Wichtegst wär, géif ech perséinlech sécherlech vill méi derfir insistéieren. Et ass fir mech en „nice to have", à ce stade. Hei zu Lëtzebuerg ass et net dat, wat eis wäert retten.

Mir kënnen eis Situatioun ganz gutt mam manuellen Tracing geréieren, deen eis e gudde Service erlaabt, deen eis och ganz gutt Preventiounsaarbecht erlaabt, well mer justement doduerjer un eng Populatioun erukommen, déi vläicht nach guer net sensibiliséiert ass, déi am Fong geholl duerch déi Telefonater iwwerhaapt emol Informatioune kritt, ëm wat et hei geet a wourop se mussen oppassen. An dat ass eppes, wat mer wierklech privilegiéieren. Dat anert ass ëmmer nëmmen en Zousaz, an ech mengen, dass mer net dorunner wäerte scheiteren. Wann dës Kris eis falen deet, ass et menger Meenung no net de Fait, dass mer keng App hunn. Et sinn aner méi Terre-à-terre-Considerationen, déi do wäerte matspillen.

Voilà, dat ass et. Also, wéi gesot, Virsiicht a Viraussiicht! Et ass dorobber, wou mer setzen. D'Strategie ännert net grondsätzlech. Et kann ee se och net grondsätzlech änneren, et gëtt nach kee Wonnermëttel. Mir musse kucken, eng beschtméiglech Vue ze hunn op de Virus, wéi en evoluéiert, och wierklech suivéieren, wat sech deet um Niveau vun den Erkenntnisser. All Dag gëtt een Neies gewuer vun deem Virus. Et weess ee leider nach net alles, mee trotzdeem kommen Dag fir Dag nei Erkenntnisser. An duerfir geet et och drëms, déi ganz schnell dann anzestrécken an dat, wat mer maachen.

Mir kucken, wat sech um Terrain deet. Mir hunn elo gesinn - effektiv, duerch déi nei Infektioune gi mer jo och eppes gewuer -, mir wëssen: Wie sinn déi Leit? Wou stieche se sech un? Ech mengen, et ass entre-temps kee Geheimnis méi. Déi Neiinfektiounen, déi mer haten, déi si wierklech wäitgeeënd oder exklusiv wierklech am Privaten zustane komm, wou Leit eeben op Fester, op Familljefester, Barbecuen ouni déi néideg Virsiichtsmoossnamen ënnerwee waren an dann natierlech vun do aus de Virus erëm mat zréckhuelen op hir Aarbecht oder anerwäerts. Dat bleift net aus.

Mee et ass kloer, an dat confirméiert eis, muss ech wierklech soen, an där Aschätzung, déi mer vusäite vun der Santé vun Ufank un haten: Mir hunn drop spekuléiert, dass et am Beruffsliewe méi einfach wäert goen. Dat huet sech erwisen duerch déi éischt Schrëtt, déi mer geholl hunn. Do hate mer quasi guer keen Impakt op eise Courben. Et huet ee gesinn, dass do, wou d'Leit an engem gereegelte Kader sinn, sief dat op der Aarbechtsplaz, an der Schoul oder och Veräiner, déi hiert Liewe ronderëm organiséieren, do funktionéiert dat ganz gutt. Mee do, wou et an d'Privat erageet, ass dat net esou einfach. An ech denken, et ass och eis Verantwortung, déi Erkenntnis da mat op de Wee ze huelen. Wa mer gesinn, dass do e Problem ass, da kann een dat net ignoréieren. D'Sensibilisatioun ass lancéiert: #Stoptheparty.

Bon, mir hunn alt gemengt, e wär einfach verständlech, mee mir schaffen iwwert déi nächst Wochen natierlech verstäerkt u Sensibilisatioun. Dat ass ganz wichteg. Dat ass den A an den O en fait. Wann d'Leit à la base schonn net verstinn, wéi se sech kënne schützen, kënne mer et schwéier vun hinnen erwaarden.

An dann natierlech deen aneren Deel, wa Leit wierklech duerch hiert eegent Verhalen deenen anere Leit hir Gesondheet op d'Spill setzen an d'Gesondheet vun der Allgemengheet op d'Spill setzen, dann ass et, genau wéi de Sven Clement dat gesot huet, wéi am Verkéier. Ech mengen, et ass net, well ee sech net un d'Reegelen hält, dass d'Fuere verbuede gëtt, mee da muss ee sech awer Moyene ginn, fir kënnen ze agéieren. Déi hu mer am Moment net. Dir wësst dat. Fir wann elo privat Partye sinn, kënne mer leider elo, en attendant, dass mer en nächst Gesetz vläicht hunn, wou mer déi Mesuren nees kréien, net mat der Police dohinner goen. Mir mussen elo drop zielen, dass d'Vernunft dann duergeet iwwert déi nächst Wochen.

Mee d'Gesetz, wat mer elo proposéieren, dat huet als Ambitioun, sech op dat Weesentlecht ze konzentréieren. Wat verstinn ech ënnert deem Weesentlechen?

Ben, dat heescht, do oplockeren, wou mer kee Risiko gesinn, wou mer haut wëssen duerch déi Erfarungen, déi mer gemaach hunn, dass et net geféierlech ass. Mir gesinn net an, dass een d'Leit soll do kujenéieren, wou eigentlech kee Problem ass. Mee par contre erëm eng Kéier do d'Schrauf e bësse bäizéien, wou mer gesinn, wou de Problem ass. An dat huet eeben déi rezent Entwécklung eis elo erëm eng Kéier confirméiert.

Dat ass, en gros, d'Approche, déi mer hunn. Dat heescht, manner Reegelen, awer duerfir vläicht méi zilorientéierter an eeben adaptéiert opgrond vun deenen Erfarungen, déi mer elo gemaach hunn iwwert déi lescht Wochen a Méint.

Ech géif Iech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

21. 7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7619, eng Ofännerung vun den Zousazversécherungen. An ech géif d'Wuert weiderginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Ech stellen lech de mëndleche Rapport vun deem Gesetzesprojet 7619 vir. Dat ass e Gesetzesprojet, deen och am Kader vun der Coronakrisebewältegung ass. An deen ännert gewësse Bestëmmunge vum Gesetz vum 1. August 2019 of betreffend d'Mutuellen, ënner anerem wat d'Ofhale vun de Generalversammlunge betrëfft. Hei geet et drëms ze bemierken, datt de Gesetzesprojet 7566, dee scho gestëmmt gouf, och schonns mat gewësene Moossname fir d'Ofhale vun de Versammlungen an den Entreprisen a fir aner Rechtspersoune suergt.

Dës Moossname ginn awer net wäit genuch fir d'Mutuellen. Engersäits, well d'Mutuellen net op Videokonferenzen oder Bréifpost kënnen zréckgräifen, well fir d'Generalversammlung net nëmmen d'Delegéiert, mee och all Member aberuff muss ginn. An anerersäits kënnt awer och nach derbäi, datt mat den Deconfinementsreegelen och gekuckt muss ginn, fir grouss Raimlechkeeten ze fannen, wou esou Generalversammlunge kéinten och ofgehale ginn, wat natierlech fir grouss Mutuellen net ëmmer esou einfach ass.

Et ass genau an dësem Kontext, dass dëse Gesetzesprojet 7619 da virgesinn ass. Dëse Gesetzesprojet, deen erméiglecht de Mutuellen, d'Generalversammlunge bis spéitstens den 31. Dezember 2020 ofzehalen, déi dozou zesummenhänkend Dokumenter och eréischt bis spéitstens den 31. Dezember - virdrun hat ech 21. gesot, et ass awer den 31. Dezember -, bis den 31. Dezember dann och déi Dokumenter un de Sozialversécherungsministère oder -minister eranzeginn an de Kontrollbericht vum Auditeur fir d'Konte vun 2019 bis spéitstens den 30. November 2020 dem Verwaltungsrot ze presentéieren. Hei besteet en Decalage vun engem Mount. Dësen Decalage erméiglecht dem Verwaltungsrot, en adequaten Oflaf vun de Generalversammlunge virzebereeden a wann néideg och eng Positioun zu engem Punkt, dee vum Auditeur a sengem Rapport opgeworf gouf, dann ze huelen.

Ofschléissend gesäit dëse Gesetzesprojet och d'Suspensioun vum Agrement vun de Mutuellë vir, falls de Verwaltungsrot sech de juristeschen oder gesetzleche Bestëmmunge widderleet.

Fir ze verhënneren, datt d'Suspensiounsprozedur muss declenchéiert ginn, well de Verwaltungsrot, bedéngt duerch déi sanitär Kris, senge Verflichtungen net nokomme kann oder well d'Mutuellë sech an enger illegaler Situatioun befannen, well hir Statut net konform zu dëse Bestëmmungen ass, gëtt duerch dëse Gesetzesprojet d'Aktivatioun vun der Suspensiounsprozedur suspendéiert, awer nëmmen an exklusiv fir d'Bestëmmunge vun dësem Gesetzesprojet, wat heescht, datt awer all aner Illegalitéiten zu enger Aktivatioun vun der Suspensiounsprozedur géife féieren, sou wéi d'Gesetz vum 1. August 2019 dat virgesäit.

De Projet gouf de 15. Juni deposéiert. Den Avis vum Staatsrot gouf den 20. Juni eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Georges Engel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci un de Rapporter, de Georges Engel, fir de Rapport. Hien huet dat ganz am Detail gemaach, dass mer jo hei eng Verlängerung maache vun de Generalversammlungen, dass all déi Dekonten och méi spéit kënne gemaach ginn.

Et ass mer eng Éier an eng Freed, Iech d'Zoustëmmung vun der CSV matzedeelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Georges Engel fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech ginn dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Natierlech schléissen ech mech menge Virgänger un. An och merci un de Georges Engel fir de Rapport. A wéi Der Iech et kënnt erwaarden, ginn déi gréng hir Zoustëmmung fir dëse Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Margue. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dann dem Rapporter, dem Här Georges Engel, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet hei ëm d'Verlängerung vun Delaie bei de Mutuellen. A mir gi selbstverständlech eis Zoustëmmung zu dësen Datumen. Et ass jo bedéngt duerch d'sanitär Kris, wou mer dat musse virhuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och vu mir e grousse Merci un de Rapporter fir den exzellente Rapport. En huet et gesot: Dat heite war unanime an der Kommissioun. An deementspriechend kann ech och hei nach eng Kéier den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter, virun allem awer och alle Memberen aus der Kommissioun fir dat schnellt Schaffen un dësem Projet, wou mer effektiv d'Delaie verlängere fir d'Mutuellen. Ech mengen, dozou ass alles gesot. Merci och fir déi grouss Zoustëmmung.

Ech géif vläicht kuerz derbäi soen, datt mer gëschter och nach e Bréif kritt hu vun der Fédération nationale vun der Mutualité luxembourgeoise, deen ech och gelies hunn an deen ech selbstverständlech och a Consideratioun huelen.

Engersäits hu se gefrot, de Projet elo nach eng Kéier ze amendéieren. Bon, ech mengen, mir si lo duerch d'Kommissioun do, d'Avise sinn do. An et ass och esou, déi zwee Punkten, déi ugeschwat goufen:

Deen éischten ass deen, fir den Delai vun der Transitioun op dräi Joer ze setzen. Dat war eppes, wat am initiale Projet dra war. De Staatsrot hat et deemools erausgeholl beim Vott, soudatt dat, mengen ech, sans objet ginn ass.

Deen zweete Volet ass deen, fir effektiv och hei e sougenannte Congé fir d'Membere vum CA anzeféieren. Ech mengen, dat géif wäit féieren. Dat ass en neie Punkt. Dee gouf nach néierens diskutéiert. Dat ass een, dee selbstverständlech och muss mam Travail respektiv och mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. An ech géif soen, datt ech dat effektiv am Tirang halen, a wa mer nach eng Kéier un dat Gesetz ginn, datt een dat dann nach eng Kéier a Consideratioun géif huelen.

Ech soen Iech op jidde Fall fir dëse Projet e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung. An an deem Sënn merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7619. Den Text steet am Document parlementaire 7619[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7619 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Viviane Reding), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Marie Halsdorf), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Chantal Gary), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 7., 8. an 9. Juli virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.57 heures.)

SÉANCE 51

MARDI
7 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Communications
   - *M. Fernand Etgen, Président*
3. Ordre du jour
   - *M. Fernand Etgen, Président*
4. Question élargie n° 48 de M. Marc Hansen relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre le Covid-19
   - *M. Marc Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
5. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du secteur de la santé et du secteur socio-éducatif en termes de personnel
   - *Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. Georges Engel)*
   - *Débat : M. Gusty Graas - Mme Francine Closener - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
   - *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
6. 7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
   - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
   - *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
7. 7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique
   - *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch*
   - *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Guy Arendt - M. Charles Margue - M. Gast Gibéryen - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 7 juillet 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7622 *- Projet de loi*

1° portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° modifiant

1) la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2) la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

3° abrogeant

1) la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2) la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 02.07.2020

7623 *- Projet de loi portant modification de la loi du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03.07.2020

7624 *- Projet de loi portant modification :*

1° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03.07.2020

7625 *- Projet de loi portant modification de*

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de Covid-19

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.07.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1644 *- Demande de pétition publique : Enlever la fonction « commentaire » sur les sites d'informations (RTL, ELDO, etc.)*

Dépôt : Patrick Piticco, le 29.06.2020

1645 *- Demande de pétition publique : Droit d'exercer son refus de vaccination Covid-19*

Dépôt : Fabian Hirtz, le 29.06.2020

1646 *- Demande de pétition publique : Prime de risque au personnel soignant*

Dépôt : Daniel Vicente Rodrigues, le 29.06.2020

1647 *- Demande de pétition publique : Pas d'impôts sur les primes exceptionnelles ni le 13e mois offerts par les patrons*

Dépôt : Helder Ferreira Da Silva, le 30.06.2020

1648 *- Demande de pétition publique : Congé Covid-19*

Dépôt : Vito Pascalicchio, le 01.07.2020

1649 *- Demande de pétition publique : Pensiounsberechtegt no 40 Joer Déngscht*

Dépôt : Frank Bindels, le 02.07.2020

1650 *- Demande de pétition publique : Aféierung vum allgemenge Wierdéngscht fir all Lëtzebuerger ab 17 Joer fir op d'mannst 12 Méint*

Dépôt : Jean-Marc Alesch, le 03.07.2020

1651 *- Demande de pétition publique : Rectification de l'âge de la retraite*

Dépôt : Joao Monteiro Dias, le 04.07.2020

1652 *- Demande de pétition publique : Augmentation des moyens de ramassage des déchets liés au Covid-19*

Dépôt : Erick Thiéry, le 05.07.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ech proposéieren haut, d'Reiefolleg vun de Punkte vun eisem Ordre du jour vun haut ëmzeänneren, soudatt déi erweidert Fro vum Här Marc Hansen als éischte Punkt géif drukommen, duerno d'Interpellatioun vum Här Marc Spautz an dann d'Projets de loi 7610 a 7427 zum Schluss.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Question élargie n° 48 de M. Marc Hansen relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre le Covid-19

Mir fänken d'Sëtzung u mat der erweiderter Fro Nummer 48 vum Här Marc Hansen iwwert d'EU-Strategie betreffend d'Covid-19-Impfungen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng eventuell Zousazfro virzedroen, der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Madamm Ministesch, fir endgülteg aus der Covidkris ze kommen, brauche mer en Impfstoff, deen de Mënschen op der ganzer Welt zeguttkënnt. Dofir huet d'Europäesch Kommissioun de 17. Juni hir Strategie fir d'Entwécklung vun engem Covid-19-Impfstoff veröffentlecht mat follgenden Objektiver:

- d'Qualitéit, d'Onbedenklechkeet an d'Effikassitéit ze garantéieren;

- de Memberstaaten an hire Bierger eng Impfung zum richtegen Zäitpunkt bereetstellen ze kënnen a gläichzäiteg sech fir eng weltwäit Solidaritéit anzesetzen;

- jidderengem an der EU e gerechten Zougang zu engem erschwëngleche Präis zu engem Impfstoff ze garantéieren.

Laut Kommissioun ass schonn e wichtege Schrëtt duerch déi gemeinsam Aktioun vu Frankräich, Däitschland, Italien an Holland gemaach ginn, déi eng Allianz fir Impfung an Immuniséierung, eng Gavi, gegrënnt hunn an eng Optioun op 300 Milliounen Impfdose bei engem Laboratoire geholl hunn. Dëser Initiativ solle sech all d'Memberstaate kënnen uschléissen.

Duerfir wëllt d'Kommissioun op eng Procédure de passation de marchés centralisée zréckgräifen. Da brauch just eng Ausschreiwung gemaach ze ginn, wat méi Poids huet, an de Präis wäert doduerch erofgoen. Déi gemeinsam Approche erlaabt et och, déi wëssenschaftlech a regulatoresch Expertis vun der Kommissioun a vun de Memberstaaten ze bündelen.

Laut enger Äusserung vun der Gesondheetsministesch um „100,7" ass Lëtzebuerg fir eng gemeinsam EU-Initiativ, ass awer kritesch vis-à-vis vun der Gavi-Initiativ. D'Belsch fënnt, datt déi Aktioun kontraproduktiv wär, well et d'Positioun vun der EU géif schwächen. D'Virpresche vun deene véier Länner kënnt jo och engem Fait accompli gläich, well e Kontrakt mat AstraZeneca schonn ënnerschriwwen ass, och wann d'Kommissioun dat net esou presentéiert.

D'Fro, déi sech awer stellt, ass, wéi dee Kontrakt vun deene véier Länner op déi ganz EU kann iwwerschriwwe ginn. Parallell wëllt d'Kommissioun och nach mat anere Firme verhandelen, well ee sech net ka sécher sinn, datt eng Firma iwwerhaapt eng Impfung an der néideger Quantitéit ka produzéieren, an dat och nach matzäit. Eigentlech gläichen déi Optionskeef enger Pokerpartie.

Den Detail läit an de Kontrakter. Wat sinn d'Klauselen? Speziell bei deem mat AstraZeneca. Gëtt et Méiglechkeeten, aus dem Kontrakt erauszekommen, wann net matzäit geliwwert ka ginn a wann aner Firmen dat scho kënnen?

Kann d'Gesondheetsministesch eis soen, mat wéi enge Firmen nach verhandelt gëtt oder gouf an ob et sech ëm européesch Firmen handelt oder och anerer? Wéi eng Critères de sélection goufen et oder ginn ugewannt? Mat wéi vill Firme sollen insgesamt Kontrakter ofgeschloss ginn? A fir wéi vill Impfstoffdosen, wëssend, dass duerch d'Gavi-Initiativ schonn 300 Milliounen Dose virbestallt gi sinn? An der Hypothees vun enger Dos pro Persoun wären ongeféier zwee Drëttel vun der EU-Bevëlkerung domadder ofgedeckt.

Wann all Firme kënne liwweren, bedeit dëst, dass mer en Iwwerschoss un Impfstoffer an der EU wäerte kréien. Wat gëtt mat dësen Impfunge gemaach? Ginn et Pläng, dës un Drëttlänner weiderzeginn? A wa jo, ënner wéi enge Konditiounen? Geet et bei der Impfung och duer, déi dacks zitéiert 60 % vun der Bevëlkerung ze immuniséieren, fir eng Herdenimmunitéit ze erreechen?

E weidere Punkt aus der Kommissioun hirer Strategie ass, datt si, fir den Impfstoff méi schnell disponibel ze maachen, verschidde Prozedure wëllt verkierzen. Engersäits wëllt se eng temporaire Derogatioun zu der OGM-Direktiv ausschaffe fir de Fall, dass de Vaccin geneetesch modifizéiert Organismen enthält. Anerersäit wëllt se d'Prozedur fir d'Autorisation de mise sur le marché vun néng op eng Woch kierzen, wëssend dass d'Donnéeën da manner komplett si wéi bei enger normaler Prozedur.

Ka mat där Prozedur garantéiert ginn, datt d'Balance bénéfice-risque positiv ass, well hei geet et ëm e Produit, deen op kuerz Zäit ville Leit ouni enke Suivi médical wäert injektéiert ginn? Et kann een och den Impfstoff bei onerwaarten Niewewierkungen net ofsetzen, wéi dat bei anere Medikamenter méiglech ass.

Madamm Ministesch, zum Schluss wéilt ech op d'Fuerschung an d'Entwécklung vun engem Impfstoff am Kader vun enger Pandemie wéi dem Covid agoen. Gëtt et eng EU- respektiv eng international Strategie, fir Impfungen am Kader vu Pandemien ze entwéckelen? Spillt d'ëffentlech Recherche do eng Roll? Huet si zousätzlech Budgeten zur Verfügung gestallt kritt, fir geziilt un engem Covidimpfstoff ze fuerschen? Wat geschitt mat de Resultater, déi duerch dës Fuerschung entstinn? Ginn déi ëffentlech gemaach? A wann, wie kann dovunner profitéieren? Oder läit alles an der Hand vun de Pharmakonzerner, déi hir Fuerschungsresultater net wäerte veröffentlechen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Kommissioun DG Santé analyséiert effektiv am Moment, wéi een de Kontrakt vun der Allianz vun deene véier Länner, déi erwäänt gi sinn, wéi een dee kann iwwerhuelen. Si huet sech an där Hisiicht zouversiichtlech gewisen an huet och ënnerstrach, dass dëse Kontrakt mat AstraZeneca extreem wichteg ass, well se der Meenung ass, dass dës Firma gutt Chancen huet, déi éischt Firma ze sinn, déi e Vaccin wäert liwweren.

Mir hunn effektiv déi Initiativ vun deene véier Länner e bësse skeptesch gesi gehat, d'selwecht wéi eis belsch Kolleegen, haten awer duerno Echangen, an dat schéngt wierklech zesummenzefannen. Et ass wierklech e Wëllen do, souwuel vun der Kommissioun wéi och vun deene Länner, fir gemeinsam Saach ze maachen. Mir hunn awer bis dato elo nach keng genee Informatiounen, wéi de Kontrakt vun deene véier Länner op déi ganz EU soll iwwerschriwwe ginn.

D'Kommissioun huet ënnerstrach, dass et e provisoresche Kontrakt ass, an dat ass eise leschte Stand haut vun deem, wat mer dozou wëssen.

Mir hunn och déi Kontrakter nach net gesinn a kënnen eis dofir och zu dësem Zäitpunkt net iwwer eventuell Klauselen, déi dra sinn, ausloossen. Dat ass an deem Sënn nach net kommunikéiert ginn.

Fir ze garantéieren, dass den Impfstoff an enger néideger Quantitéit do ass fir d'EU, dorëms geet et am Fong geholl. An dofir hu mer och den Accord gi vu Lëtzebuerg, dass d'EU soll duerch e sougenannte Contrat d'achat anticipé kënnen handele mat verschiddene Firmen, mat verschiddene Produzenten. Dës Informatiounen, wéi eng Firmen dat wäerte sinn, déi sinn eis och zu dësem Zäitpunkt nach net zougänglech.

Gewosst ass just, dass d'Kommissioun mat all deene Fabrikante wëllt negociéieren, déi nach dëst Joer Essai-cliniquë wäerte maachen an déi kënne schnell liwweren.

D'Impfstrategie vun der Kommissioun, déi gesäit och eng Rei Selektiounskrittäre vir. Mee do wollt ech elo net am Detail drop agoen, déi hu mer esou och nach net oppegeluecht kritt. An d'Kommissioun ënnerstëtzt och des Weideren d'Aktioun vun der OMS an hirem Uleies, e Vaccin un all Regioune vun der Welt accessibel ze maachen.

Am Mee dëst Joer huet d'Kommissioun eng Campagne de promesse de dons initiéiert, déi et erméiglecht huet, 9,8 Milliarden Euro ze sammelen. Dovunner huet d'Kommissioun selwer 1,4 Milliarden Euro bäigesteiert, dëst mam Objektiv, en universalen Accès zur Impfung méiglech ze maachen an domadder eeben en Traitement an en Depistage vum Covid och zu engem abordabele Präis méiglech ze maachen.

Vun dëse Fonge profitéiert ënner anerem de COVAX-Projet vum Gavi. Dat ass eng Initiativ, déi dorobber ziilt, de Vaccin zu negociéierte Präisser fir all Länner disponibel ze maachen, fir datt 20 % vun der vulnerabeler Bevëlkerung an all de Länner Accès zum Vaccin kréien.

Donieft gëtt et och nach de CEPI. Dat ass d'Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies. Dat ass eng Initiativ, déi Lëtzebuerg och ausdrécklech ënnerstëtzt a schonn ënnerstëtzt huet mat 1,6 Milliounen. Déi viséiert den Zougang zum Vaccin weltwäit. An do ass Lëtzebuerg och gefrot gi gewiescht, eebe sech bis den 10. Juli doriwwer auszeschwätzen, wat mer mat deem Betrag, deen ech genannt hunn, da gemaach hunn, dëst nieft Frankräich, Däitschland an enger Rei anere Länner.

Mir hunn, wat de Präis elo vun den Impfdosen ugeet, zurzäit nach keng Informatiounen. Doméinst kënne mer och nach weider keng Informatiounen hei weiderginn. An et ass och nach net gewosst zu dësem Zäitpunkt, a wéi enge Quantitéiten déi éischt Vaccine wäerten disponibel sinn.

Lëtzebuerg selwer setzt sech an dëser éischter Phas d'Zil vun enger Immunitéit vu 50 % bis 70 % vun der Bevëlkerung duerch impfen. Mir wäerten och da kucken, wéi enger Kategorie vu Persounen dëse Vaccin prioritär soll zougänglech gemaach ginn. D'EU hirersäits schwätzt an enger éischter Phas vun enger Immunitéit vu 40 % vun der Bevëlkerung. Dat ass also d'Zilsetzung an op déi gëtt higeschafft eebe mat deenen ënnerschiddlechen Akeef, déi Stand haut nach net esou kloer sinn, mat wiem dat wäert sinn an a wéi enge Quantitéiten an zu wéi enge Präisser.

Voilà! Soss ass d'OMS och nach amgaangen, sech e globale Cadre d'actions ze ginn an ze entwéckelen, deen als Zil huet, de globale Stock un Impfstoffer ze garantéieren, an dat eebe fir all Land weltwäit, prioritär natierlech an deene Länner, wou en am meeschte wäert gebraucht gi wéinst Mangel u Capacitéiten, soudass och déi Deeler vun der Populatioun kënne couvréiert ginn. Soudass do och dat gutt Initiative sinn, déi mir vun eiser Säit aus ënnerstëtzen, mee déi nach zu dësem Zäitpunkt net stinn.

De Secteur vun der ëffentlecher Recherche sengersäits schafft och zesumme mat der OMS via de Solidarity Trial. Dat ass en Essai clinique, un deem méi wéi 100 Länner bedeelegt sinn,

Lëtzebuerg selwer elo net. Hei geet et drëm, fir Traitementer am Kader vun der Covidkris ze analyséieren an doduerch ze validéieren an och ze recommandéieren.

Voilà! Dat ass et vu menger Säit. Ech weess net, ob ech all d'Froe beäntwert hunn. Zu enger Rei Froen, wéi gesot, hu mer d'Informatiounen zu dësem Zäitpunkt nach net.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

5. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du secteur de la santé et du secteur socio-éducatif en termes de personnel

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Marc Spautz iwwert d'Personal vum Gesondheets- a sozioeducative Beräich. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Marc Spautz.

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Sujet ass de Moment méi d'actualité wéi jee. Ech wëll awer drun erënneren, wéi ech dee Sujet ugefrot hunn, dat war den 13. Januar 2020. Den 13. Januar 2020 hate mer, ouni der Madamm Lenert wëllen ze no ze trieden, nach en anere Gesondheetsminister. Mir haten hei an der Chamber eng Diskussioun ..., net an der Chamber, mee an der politescher Diskussioun si ganz aner Sujete gewiescht.

De Premierminister war zu Paräis. Et huet ee festgestallt, dass den Här Asselborn et schlecht fonnt huet, wéi den Accord tëschent dem Iran an der EU festgehale ginn ass. Eis Petitiounskommissioun huet 14 Petitiounen ugeholl iwwer Sportcoaching, Postgebaier, Hundekiller, Radarfalen.

An dofir, Här President, hunn ech Iech alles matbruecht, wat deemools an der Aktualitéit war.

(M. Marc Spautz dépose une documentation.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- An op déi Zäit ginn ech zréck, wou ech déi Interpellatioun ugefrot hat. Dunn huet nach kee vu Covid geschwat, obwuel mer wëssen haut, international gesinn, dass de Covid schonn déizäit, de Virus, ënnerwee war. Mee et war mer awer wichteg, eng Kéier ze ënnersträichen, dass déi Interpellatioun méi laang hier ass wéi dat, wat sech déi lescht Wochen an Deeg an där Diskussioun ëm d'Gesondheetsberuffer an ëm den Zoustand vun de Gesondheetsstrukturen hei zu Lëtzebuerg gedoen huet.

Dat Gesetz, wat mer elo hunn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet op d'Joer 1995 zréck. 1995 hu mer an der Ausbildung hei zu Lëtzebuerg, wat d'Gesondheets- an d'Sozialberuffer ubelaangt, en neit Gesetz kritt. Bis dohinner war et de Gesondheetsministère, bis 1995, deen zoustänneg war fir d'Ausbildung vun eisen Infirmièren an Infirmieren, mee mam Gesetz vun 1995 ass déi Kompetenz vun der Santé eriwwergaange bei d'Educatioun.

An déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënne sech drun erënneren: An de 70er Joren hate mer eppes Änleches. Ënnert dem Aarbechts- an Educatiounsminister Jean Dupong huet d'Beruffsausbildung 1972 gewiesselt vum Ministère du Travail an de Ministère de l'Éducation nationale, well virdru war och d'Beruffsausbildung ëmmer d'Zoustännegkeet vum Aarbechtsministère, wéi et deemools geheescht huet, fir méi no beim Beruff, fir méi no beim Terrain ze sinn.

1972 ass d'Decisioun gefall an enger CSV/DP-Koalitioun, fir dat ze änneren, an dunn ass d'Beruffsausbildung eriwwergaangen an d'Educatioun.

1995 war eng CSV/LSAP-Koalitioun, an do ass deemools d'Decisioun gefall, dass och d'Santésausbildung géif eriwwergoen an d'Educatioun. Ech wëll awer ënnersträichen, well ech vun Allerhellegen u bis de 15. Januar mat deem Sujet ënnerwee war, dass dat och deemools kritiséiert ginn ass, well Leit Angscht haten: Wann et eriwwergeet bei d'Educatioun, entferne mer eis ze vill vum Terrain.

Ech hunn och mat Leit geschwat, Dokteren, Infirmieren, ale Regimm, neie Regimm. Ech hu mat Responsabelen an Alters- a Fleegeheimer geschwat. Déi hunn och gesot, wat dee Wandel alles mat sech bruecht huet. An et ass mer dofir wichteg gewiescht, fir eng Kéier déi Analys ze maachen an och mat deene Leit doriwwer ze schwätzen an ze diskutéieren, well hir Kritik, dass hir Unerkennung net do wier oder dass mer net genuch Leit méi géife fannen um Terrain, fir dat ze maachen, ass jo eng Realitéit, net nëmmen eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg, mee och eng Realitéit an der Groussregioun.

A wéi soen eis däitsch an eis franséisch Noperen? Jo, bis op Koblenz, déi ginn alleguerten op Lëtzebuerg schaffen. An hanner Koblenz ..., oder hanner Épinal, déi bleiwen dann a Frankräich hänken, well déi aner sëtzen alleguerten hei zu Lëtzebuerg. An d'Spideeler, ech brauch Iech se net opzezielen, dat eent Spidol huet der méi aus Däitschland, dat anert méi aus der Belsch an dat drëtt méi aus Frankräich an dat véiert, do ass e bësse méi aus deenen dräi Länner ukomm.

A mir hu jo och gesinn an där Kris, déi elo am Mäerz hei zu Lëtzebuerg richteg ugaangen ass, dass, wa mer si net gehat hätten, et schwéier gewiescht wär, fir dat ze meeschteren.

Fir d'Gesondheetsberuffer a fir all déi Entwécklunge war dat deemools awer e Meilenstein, dass eppes Neits komm ass an dass eeben do d'Kompetenze gewiesselt si vun der Santé eriwwer an d'Educatioun. An Zwëschenzäit, säit 1995, huet jo awer do ganz vill geännert, souwuel an der Gesellschaft wéi am Beruff oder an de Beruffer insgesamt, wéi an der Ausbildung a virun allem och an der Perceptioun vun deene Beruffer.

An ech wëll nach eng Kéier hei profitéieren, fir all deene Merci ze soen, déi an der sanitärer Kris dagan, dagaus gewisen hunn, wat se drop hunn. An dass mer dat esou konnte meeschteren, dat ass och hire Bäitrag, dee si vum Terrain hier geleescht hunn.

Gläichzäiteg huet awer och eppes aneres geännert, nämlech eist Gesellschaftsbild. Ganz oft hat Der an där Zäit Leit, déi hunn e Beruff geléiert, hunn Infirmière geléiert an hunn duerno opgehalen. Och dat ass eng aner Gesellschaft ginn. Mir liewen haut anescht. Mir hunn haut aner Erausfuerderungen an et sinn der ganz vill vun deenen, déi zréckkomm sinn.

Dofir hu mer jo och 1998 dat Gesetz gehat, wou et geheescht huet: Wann s de méi wéi fënnef Joer eraus bass, fir kënnen erëmzekommen an de Beruff, muss de Cours-de-recyclagë maachen, fir dass et och sécher ass, dass de fir déi Entwécklungen nach kanns parat sinn. An et ass eng ganz aner Diskussioun komm betreffend d'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill. De Chèque-service ass komm. D'Fleegeversécherung ass komm. An op där anerer Säit ass och d'Liewenserwaardung, wat mer jo och alleguerte begréissen, ëmmer méi an d'Luucht gaangen. An dat huet Ännerunge mat sech bruecht am Beruff vum Educateur an dat huet och Ännerunge mat sech bruecht am Beruff vum Infirmier an der Infirmière.

Wa mer nach virun zéng Joer ee Moment ze vill Educateuren haten, ier mer ugefaangen hu mam Chèque-service, wou do ee Moment e Problem war, wou et souguer geheescht huet: „Maacht lues, maacht lues, well mer hunn net fir jiddweree vun Iech eng Plaz", sou ass dat duerno aneschters ginn, wéi gesot, duerch de Chèque-service a gläichzäiteg och well d'Liewenserwaardung ëmmer méi héich ginn ass.

A bei ganz ville Jonke war och de Wonsch, de Beruffswonsch, fir kënne mat jonke Leit, mat Kanner ze schaffen, ganz grouss. An dat hu mer festgestallt, net nëmme bei den Educateuren, mee den Educatiounsminister an déi Leit aus dem Enseignement wëssen dat, dass do och eis Dammen, eis jonk Meedercher méi drop erpicht sinn, fir dee Beruff kënnen ze erléieren, wéi d'Jongen. Mee dat ass net nëmme bei den Educateuren esou, net nëmme bei den Infirmieren. Dat stelle mer jo och fest am Enseignement bei de Schoulmeeschteren a virun allem och bei de Spillschoulsjofferen, déi et zwar net méi haut an deem Stil gëtt, wéi et dat fréier ginn ass, dass si och do drop zréckgräifen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Spillschoulsjofferen?

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Jo, mee déi hunn awer esou geheescht, Här Engel. Et ass scho vläicht méi laang hier, et war vläicht virun Ärer Zäit.

(Hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Bei mir war et och nach esou.

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- A, bei Iech war et och nach esou? Okay. … dass et do eebe wichteg war, och spezialiséiert Lycéeën ze kréien. Deen ee spezialiséierte Lycée ass haut zu Miersch. Fir déi méi Stänneg heibannen, déi kënne sech erënneren, déizäit huet et ëmmer geheescht: „Elo gees de op Fenteng." Elo gi se an den LTPES op Miersch. An do gesäit ee jo och, dass bei deenen och d'Ausbildung geännert huet an och dass d'Ufuerderungen un dat Personal um Aarbechtsmarché ganz anerer gi sinn.

An deem Beräich geet et virun allem ëm d'Versuergung vu klenge Kanner, Kanner a Jonker, an dat wäert och an Zukunft esou sinn, dass do de Besoin ëmmer méi grouss gëtt, fir do den Encadrement ze maachen a fir do och de Leit ze hëllefen.

Mee et gëtt gläichzäiteg och den Educateur am eelere Beräich, well mer och do feststellen, dass mer ëmmer méi Leit hunn, déi méi al ginn, déi och gesond, a Gott sei Dank gesond méi al ginn a wou et awer och wichteg ass, mat deenen Aktivitéiten ze maachen. An dass déi Leit net nëmme wëllen an hirem Zëmmer sëtzen oder de Fernsee kucken, dat hu mer jo déi lescht Wochen oft genuch als Reprochë gemaach kritt, mee dass och soll mat hinne geschafft ginn, Aktivitéite mat hinne gemaach ginn. An dat ass jo en Zil, wat mer alleguer, alle 60 plus all déi aner doriwwer eraus, och gären hätten.

An dofir ass et jo och wichteg, dass an de Centre-intégréen, an de CIPAen och genuch educativ geschoulte Leit sinn, fir och deene Leit dat zoukommen ze loossen, wat se brauchen.

Mee dat Ganzt huet natierlech och e Präis, e Präis fir de Budget, och e Präis fir d'CNS. Awer och bei der CNS muss ee vläicht eng Kéier Efforte maachen, dass een do och d'Nomenclature eng Kéier iwwerkuckt, well an der Nomenclature nach vill Plaz ass, fir och do kënnen Adaptatiounen ze maachen, fir dass d'Leit d'Méiglechkeet hunn, op déi eenzel Saachen zréckzegräifen.

Awer och d'Beruffsbiller muss een analyséieren. An do ass meng Fro un den Educatiounsministère: Wéi wäit sinn déi Iwwerleeungen an deem Beräich? Do geet et jo ënner anerem ..., mir hunn emol eng Kéier den DAP Auxiliaire de vie geschaaft, deem seng Formatioun awer weider ni un d'Entwécklung adaptéiert ginn ass. An do ass et deemools drëm gaange fir bei der Kannerversuergung, bei Kanner. Haut misst een déi Formatioun elo stelle bei Kanner, bei Jugendlecher, bei eelere Leit, beim Handicap, fir dass een och do weess, a wat fir eng Richtung et geet.

Ass do de Wëllen am Ministère, fir dass dee Modell misst méi adaptéiert ginn? Ass et do net wichteg, dass déi Ausbildung méi polyvalent gëtt, well mer jo awer Schwieregkeeten hunn, dat hu mer jo elo gemierkt, fir heiansdo genuch Leit ze hunn, déi bereet sinn, deen Asaz ze bréngen?

An da muss ee sech och d'Fro stellen: Wëssen alleguerten déi Leit, déi sech dee Beruff eraussichen, ob se sech méi wuel fille bei de Kanner a bei de Jugendlechen oder bei den eelere Leit, ob et do och net wichteg wier, dass se déi sämtlech Beräicher géife kenneléieren?

An och do hänkt et dann natierlech dovun of: Wat geschitt mat deem DAP Auxiliaire de vie? An do ass jo och d'Fro: Wat soen do d'Beruffschamberen dozou? An och: Wat seet do den zoustännege Ministère dozou, wéi se dat gesinn?

An d'selwecht ass nieft der Organisatioun vun der Schoul nach eng Verflichtung. Et muss ee jo och wëssen: Wat wëllt ee mat deem Auxiliaire de vie am soziale Beräich erreechen? Wëllt een och deene Leit eng Kéier d'Queerverbindung ginn, dass se awer kënnen de Wee maachen an den Educateur mat engem Bac, fir dass se eng Méiglechkeet hunn, awer d'Trap eropzekommen, fir et elo emol esou an der Karriär auszedrécken, oder soe mer, déi bleiwen eeben do, wou se sinn, an et ass keng Méiglechkeet méi do weiderzekommen a sech kënne weiderzebilden? Fir eis gesäit Chancëgläichheet esou aus, dass si och d'Méiglechkeet mussen hunn, an déi aner Filière eranzekommen.

Wuel besteet zanter e puer Joer d'Méiglechkeet, den Educateur en cours d'emploi ze maachen, awer do ass d'Offer dach zimmlech limitéiert an do ass d'Zuel vun deene Plazen, déi do sinn, och relativ kleng an do misst een och, entschëllegt, Här Minister, wann ech dat esou soen, misst Der vläicht e puer Hausaufgabe maachen, fir och do de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, dass do och méi Leit dorobber kënnen zréckgräifen.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Marc Spautz *(CSV), interpellateur.*- Am soziale Beräich misst dann och eng Diskussioun gefouert ginn iwwert d'Spezialisatioun jee no Secteur, wou ee schafft. Wat ass do de Plang vum Ministère? Wat geschitt an dem Beräich vun der Weiderbildung? Gëtt dëst de Secteure selwer iwwerlooss, ob Kanner, Jugendlech oder déi Eeler? Et ass dat, an Däitschland nenne se dat jo Ordnungsmacht. Oder gëtt dat vun uewen erof gesot: Dat an dat an dat sinn déi Weiderbildungsmoossnamen, déi do mussen ugewannt ginn?

Wat huet de Ministère do wëlles ze maachen? A wat ass och herno d'Unerkennung vun deenen Diplomer? Wat bedeit dat an der Karriär? Wat bedeit dat an der Responsabilitéit? Well mir wësse jo, dass mer do e konventionéierte Secteur hunn. Mir wëssen awer och gläichzäiteg, dass mer Leit hunn, déi am onkonventionéierte Secteur schaffen, déi bei deenen ..., och wann et falsch ass, dat eent nenne mer ëmmer d'ëffentlech Crèchen an dat anert nenne mer déi privat. Mir wëssen alleguer, dass een net ka soen, dat wier reng privat. Mee och do ass et wichteg, dass déi Leit wëssen, wat deen Diplom wäert ass. Gëtt dat Usproch op iergendeppes? Ech wëll do de Sozialpartner net an d'Handwierk fuschen. Mee och dat ass wichteg, dass do eng Unerkennung kënnt fir déi jeeweileg Formatiounen. An do ass et och fir mech wichteg ze wëssen: Wien huet do de Lead? Wéi leeft dat? A wat sinn do d'Pläng vun der Educatioun, wat se do wëllt maachen?

Dat zu deem éischte Kapitel vun de soziale Beruffer. Da kommen ech zu dem Beräich vun de Gesondheetsberuffer. D'Coronakris huet kloer bewisen, dass de Beruff vun den Infirmieren an den Infirmièren net „nice to have" ass, mee dass do ganz kloer gewise ginn ass, dass ouni d'Gesondheet vun der Populatioun et net geet, a wa mer si net hunn, déi mat dozou bäidroen, dass d'Gesondheet esou laang wéi méiglech erhale gëtt, dass mer do Schwieregkeeten hunn.

A spéitstens deen Dag huet jiddweree gewosst … D'Ministesch huet jo do Hotelszëmmere gelount, fir dass et sécher ass, dass mer och déi Frontaliere géife behalen, déi mer brauchen, fir de Secteur um Liewen ze behalen. Mir wëssen, dass mir Lëtzebuerger eleng, a wann ech „Lëtzebuerger" soen, mengen ech d'Residenten, eleng de Secteur net kënnen um Liewen halen, well mer net genuch Leit hunn, déi an deem Beruff täteg sinn. Dofir ass et wichteg, dass mer eis och do Froe musse stellen: Wéi kënne mer méi Leit an dee Beruff kréien? Wéi kënne mer dee Beruff méi attraktiv maachen?

An och wann eis dat geléngt, ass et illusoresch ze mengen, dass mer et ouni d'Frontaliere packen, an deem Secteur eppes ze erreechen. Mee et ass fir mech wichteg: Wéi stellt de Ministère, souwuel de Gesondheetsministère wéi och den Educatiounsministère, sech de Beruff vum Infirmier an der Infirmière vir?

D'Realitéit um Terrain ass, dass mer wëssen, dass den Educatiounsministère d'Ausbildung mécht an dass de Gesondheetsministère d'Autorisation à exercer gëtt. An déi Kolleegen aus der Sozialkommissioun kënne sech erënneren, wéi déi nei Bestëmmunge komm si bei der Fleegeversécherung, sinn déi sougenannten Infirmières indépendantes jo komm, well se gesot hunn: „Mir kréien hei d'Méiglechkeeten ewechgeholl, fir eis ze entwéckelen. Mir däerfen net méi esou wäit intervenéieren, wéi dat virdrun de Fall war."

Spéitstens dee Moment huet ee jo gemierkt, dass do awer e Besoin an e Bedarf besteet vun deenen Infirmières indépendantes, fir och kënne selbststänneg ze schaffen. An dat ass och bei deenen Infirmièren, déi a Spideeler, Altersheimer, Fleegeheimer sinn, dass et och do wichteg ass, dass mer dat klären: Wat sinn hir Kompetenzen? Wat fir eng Ordonnancë kënne se maachen? Ass et net méiglech, dass och si matdecidéieren iwwer Medikamenter - net verschreiwungsflichteger, dat schéngt mer kloer ze sinn, dat muss den Dokter bleiwen -, mee dass bei net verschreiwungsflichtege Medikamenter och do eng Infirmière d'Méiglechkeet huet, an Absence vun engem Dokter ze soen: „Dat an dat Medikament kann Iech an deem dote Fall hëllefen oder net"?

Ass et net méiglech, kleng Wonnen an enger Policlinique direkt an Ugrëff ze huelen, dass och eng Infirmière do kann intervenéieren? An anere Länner, déi net esou wäit vun eis ewech sinn, mee just direkt déi aner Säit, ass dat méiglech. Net an all eisen dräi Nopeschlänner, mee a verschiddenen Nopeschlänner ass dat méiglech. A verschiddenen Nopeschlänner ass et souguer méiglech, dass se, deemno wou et ass, däerfe bitzen, wann een eppes opgeschloen huet, an op anere Plazen net. Misste mer net och dat iwwerschaffen a kucken, wat een do alles ka maachen?

Eng zweet Feststellung ass d'Potenzial vun den Infirmièren an Infirmieren, dat net genotzt gëtt, well bei deene Leit ass jo awer, deemno wivill Beruffserfarung se hunn, e Potenzial do, dat mer net genuch kënnen notzen, well mer déi Legislatioun hunn, déi mer hunn. Do geet et och ëm, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, d'CNS, d'Nomenclature, wat do alles kéint vun Interventioune méiglech sinn.

An dann eng drëtt Feststellung ass déi: Bei der Infirmières- an d'Infirmiersformatioun huet een

e bëssen esou d'Gefill, no 1995, dass dat e bëssen e Gepléischters war, wou jiddwereen e bëssen hei an e bëssen do gekuckt huet, fir dass jiddweree sech soll dran erëmfannen. An dofir ass et fir eis wichteg, dass mer do géifen Neel mat Käpp maachen.

Ech hat och eng Diskussioun mat de Vertrieder vun den ANIL (ndlr: Association nationale des infirmières et infirmiers du Luxembourg), dat ass jo den Daachverband vun den Infirmieren an Infirmièren, wou et och fir si ganz kloer ass, dass ee muss driwwer nodenken, fir och e Bachelorniveau kënnen an der Gesondheet anzeféieren.

Ech hu virdru geschwat: Mir hunn den LTPS an den LTPES. Bei den Educateuren an Educatricen gëtt et d'Méiglechkeet, fir en Universitärsdiplom ze kréien, do, bei de Gesondheetsberuffer ass déi hei zu Lëtzebuerg de Moment net do. An dofir ass et wichteg, dass mer och dat géife klären an dass mer och do déi Méiglechkeet deene Leit géife ginn, fir en Héichschoulofschloss kënnen ze kréien.

Wa se hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss sinn, kréie se e Bac+2. Mee wa se mat deem Bac+2 wëllen an een anert Land goen, kréie se Problemer, dass en net unerkannt ass.

An dofir ass et eebe wichteg, dass mer do eng Zwëschenetapp abauen, dass se och wëssen, dass deen Diplom eppes wäert ass, dee se do kréien. Well wann en Infirmier oder eng Infirmière an en anert Land geet - elo net an der Europäescher Unioun, well do hu mer Gott sei Dank aner Reegelen -, mee wann een decidéiert: „Ech ginn an Australien, ech ginn an Neuseeland", dann hat e Pech! Dann ass säin Diplom näischt wäert, well e keen Zwëschendiplom huet, wéi zum Beispill de Bac. An dofir wier et wichteg, dass mer dat och géifen iwwerdenken an dat och géifen diskutéieren.

An dann en anere Wee, wou ech mer d'Fro stellen: Wann ee vun der Première, deen elo eng Première classique mécht, decidéiert, e géif gär fir Infirmière oder en Infirmiersberuff léieren, dann ass et schwéier, deen an den Zyklus eranzekréien, well si op enger Deuxième ufänken, hir Formatioun ze maachen. Da misst deen erëm eng Kéier zréckgestuuft ginn, fir dee ganze Wee kënnen ze maachen, fir an déi Prozedur eranzekommen. An dofir wär dat och net gutt.

Oder et bleift hinnen da soss näischt iwwreg, wéi dass se soen: „Da maache mer eng Karriär am Management oder an der Pedagogik", fir dee Wee kënnen ze goen. Mee si kënnen net op den Terrain kommen. An do wier et och wichteg, dass mer déi Dier géifen opmaachen, dass se och do kéinten déi Kompetenze kréien, fir am medezinnesche Beräich, dann net als Dokter - déi Diskussioune féiere mer jo de Moment an enger anerer Kommissioun -, mee fir do kënne matzekommen.

Et misst och driwwer diskutéiert ginn, ob et no deem Bachelorstudium net méiglech ass, nach kënnen e Master ze maachen. E Master fir am Fleegeberäich, am Fleegemanagement, wat och kéint beruffsbegleedend offréiert ginn.

Wann Der hei zu Lëtzebuerg eng Formatioun ofgeschloss hutt als Infirmière an Dir wëllt eng Spezialitéit maachen, da sidd Der erëm esou gutt an Dir loosst de Beruff lénks leien. Wann Der dat kuckt an Däitschland, a Frankräich oder an der Belsch, do kënnt Der dat maachen, dass Der an der Woch schaffe gitt an Dir gitt de Weekend an d'Formatioun oder ëmgedréint.

An dofir wier et och wichteg, dass mer och eisen Infirmièren an Infirmiere géifen esou Méiglechkeete ginn, fir dass och si esou d'Méiglechkeet hunn, déi zousätzlech Qualifikatiounen ze maachen, wann d'Bereetschaft schonn do ass, fir sech wëlle weiderzebilden, dass si dann och d'Méiglechkeet hunn, dat kënnen ze maachen.

A wa mer géife soen: „Si kommen an de Beruff era vum Héichschoulniveau hier", dann däerf ee jo och e Bléck werfen op déi aner Gesondheetsberuffer: d'Kinéen, d'Dokteren, d'Ergotherapeuten, d'Assistant-sociallen, d'Apdikter.

A Klammer, bei den Apdikter, Madamm Minister: Do hunn ech nach en Uleies vun den Apdikter u mech erugedroe kritt. Wéi Der elo déi Reegele geholl hutt fir d'Professions de santé, wou mer gesot hunn, dass déi dann dierften hir Kanner an eng extra Struktur ginn. Do fille Verschiddener sech vernoléissegt. An dat sinn d'Apdikter!

Déi soten, dass do Problemer waren, wa Leit, déi an den Apdikte geschafft hunn, dass déi hir Kanner wollten an déi Crèche bréngen, an déi Struktur bréngen, dass dat net ugeholl ginn ass. An dofir och do mäin Appell - da maachen ech d'Klammer awer erëm zou, well dat hat näischt mat der Interpellatioun ze dinn, mee et ass elo déi lescht Deeg u mech erugedroe ginn -, dass do e Problem war, fir dass een deen och ka behiewen.

An dofir kommen ech nach eng Kéier drop zréck, wann ech soen: „Si schaffen do all zesummen", da soe mer am Fong: Déi Eenzeg, déi net d'Méiglechkeet hunn, en Héichschouldiplom ze kréien, am klassesche Sënn, dat sinn d'Infirmièren an d'Infirmieren, dass een dat och soll maachen.

Et ass jo och wichteg, dass mer eng praxisno Formatioun maachen an dass et dofir och op Aenhéicht muss méiglech si mat deenen Dokteren, déi an der Ausbildung sinn, déi hir Stagen hei maachen, dass déi och kënne mat deenen Infirmièren an Infirmieren op gläicher Héicht, dass och si nach gläichzäiteg um Terrain sinn an deen Héichschoulniveau wëlle kréien, dass dat och wichteg ass an noutwendeg ass. (veuillez lire: Eng praxisno Formatioun zesumme mat anere Gesondheetsberuffer, och mat Dokteren, op Aenhéicht ass dréngend noutwendeg a gëtt gebraucht, esou dass si gläichzäiteg um Terrain sinn an och den Héichschoulniveau kënne kréien, wat wichteg ass.)

Well wie verbréngt déi meeschten Zäit mam Patient? Dat ass net den Dokter, dat ass net den Ergotherapeut, et ass net de Psychotherapeut, mee et ass normalerweis den Infirmier oder d'Infirmière.

An dofir ass et och wichteg, dass een hinnen déi gläichwäerteg Formatioun gëtt op deem selwechten Niveau wéi deenen aneren. An et ass och ganz wichteg, dass déi Ausbildunge praxisno orientéiert ginn. An dat ass och eng Remark, déi ech kritt hunn, dass mer hei zu Lëtzebuerg zwar eng ganz gutt Ausbildung hunn, mee dass, wann déi nei Infirmièren an Infirmieren aus der Schoul kommen, do dann d'Begeeschterung, fir se anzestellen, net ganz grouss ass.

An dofir, Här Minister, déi Schülerinnen a Schüler, déi déi lescht Jore fäerdeg gi sinn am LTPS, wivill vun deene sinn an engem Spidol iwwerholl ginn a wivill vun deenen hu missen an eng aner Struktur goen, well se eeben net déi Praxiserfarung haten? An da stelle mer fest, dass déi mat engem däitschen, engem franséischen oder engem belschen Diplom éischter agestallt ginn an de Spideeler wéi déi Leit, déi mat engem Diplom aus dem LTPS kommen.

An dofir wier et och wichteg, dass mer dat méi attraktiv maachen, dass se méi praxisno sinn, sou wéi dat an der Zäit de Fall war. Et soll een net ëmmer d'Auer zréckdréien, mee do si se eent zu eent iwwerholl ginn. Wann Der am Park ausgebilt gi sidd, sidd Der bei den Elisabetherinnen iwwerholl ginn. Sidd Der an der Zitha ausgebilt ginn - an der Zitha. Zu Esch, zu Ettelbréck: hoergenee d'selwecht. Do ass dat meeschtens eent zu eent iwwerholl ginn.

An elo stelle mer awer fest, dass dat net méi de Fall ass. An dofir wier et och wichteg, dass mer do eng praxisno Ausbildung maachen, wou déi Leit och genuch Presenz kënnen um Terrain markéieren, net nëmme Stagë maachen, mee wou se och do däerfen déi eng oder aner Aarbechte schonn ausüben - an do ginn ech d'Bundesland Berlin als Beispill -, wou se och do schonn däerfen aktiv an d'Fleeg materaklammen an hirem leschte Joer just virum Diplom, fir do nach méi praxisno derbäi ze sinn, wéi dat hei am Land de Fall ass.

An da stellt ee sech jo och d'Fro: Wann ech dat elo soen ... Ech wëll hei net mini Doktere schafen, dass mer eis do direkt eens sinn. Et geet mer elo net drëm, fir déi Diskussiounen, déi d'Santéskommissioun de Moment mat der Héichschoulkommissioun féiert fir déi Ausbildungen, déi mer do wëlle maachen, dass ech elo soen: „D'Infirmièrë missten elo mini Doktere ginn", mee et muss een hinnen awer d'Méiglechkeet ginn, verschidde Gesten, déi an anere Länner an de Spideeler de Fall sinn, och kënnen hei zu Lëtzebuerg auszeüben.

An da musse mer och schwätzen iwwert d'Beruffsbiller an der Santé. Mir hunn d'Aide-soignante, dat ass den Niveau DAP. Dann hu mer d'Infirmière. An elo neierdéngs hu mer jo och nach de BTS, deen ausgebilt gëtt. Ob déi Beruffsbiller nach alleguerten der Zäit ugepasst sinn an ob mer och net do mussen driwwer schwätzen an dat iwwerschaffen, souwuel den Educatiounsministère wéi de Gesondheetsministère, fir dass mer do déi Leit kréien an dass mer d'Leit och motivéiert kréien, fir dee Beruff och ze erléieren.

Ech vermëssen ëmmer e bëssen - mee dat ass eng Déformation professionnelle, soen ech -, et ass kee Mënsch méi interesséiert, en Handwierksberuff ze erléieren. Dat stelle mer fest. Mir stellen och fest, dass hei den Interêt, fir Infirmier oder Infirmière ze ginn, net méi deen ass, wéi dat an der Zäit de Fall war.

Wann Der d'Zuele kuckt, déi an de 70er, an den 80er Joren aus de Schoulen erauskomm sinn, du war dat kee Problem. Do hate mer der genuch. Do ware mer, wéi een dat esou léif nennen däerf, Selbstversorger. Mee dovu si mer haut wäit ewech. Dass mer och erëm weisen, wat dee Beruff ass a wat fir eng flott Saachen dee Beruff mat sech bréngt.

Et ass en ustrengende Beruff. Et verlaangt ee vun deene Leit: siwen Deeg op siwen Deeg, aacht Stonnen op aacht Stonnen, 24 Stonnen den Dag, 365 Deeg d'Joer. Congé collectif kann et an der Santé net ginn a wäert et am Santésberäich och net ginn, well déi Leit mussen och ëmmer do sinn. Dass mer deene Leit a) déi Unerkennung ginn, b) mer awer och déi Beruffsbiller an de Beruffswee eng Kéier iwwerschaffen, an dass et och do wichteg ass, dass eppes erauskënnt!

An deene ganzen Diskussiounen, déi ech mat deene verschiddene Leit hat, froen déi mech dann ëmmer erëm: „Deen interministerielle Grupp, deen et do gëtt ...?" Si héieren ëmmer ganz vill vun deem interministerielle Grupp, mee si wëssen awer net esou richteg, wat do erauskomm ass. Deen interministerielle Grupp, wou et jo drëm geet, iwwert d'Problematik Santé an Educatioun mateneen ze schwätzen.

Dofir wier et awer och interessant ze wëssen: Wat ass bis elo de Wee an deem interministerielle Grupp gewiescht? Mat wat fir e Punkten ass sech do allgemeng dermat beschäftegt ginn? A wat ass och do alles derbäi erauskomm? A wéi wäit si mer, fir do och kënnen dat ze maachen, fir dass dee Beruff erëm méi interessant gëtt, fir dass méi Leit dee Beruff léieren?

An do, Här Minister, hunn ech e Chiffer héieren, deen ech bal net ka gleewen: Et géifen der iwwer 100 ufänken an et géifen der dëst Joer just 28 erauskommen. Ech soen, ech hunn dee Chiffer do elo net kontrolléiert, mee ech hunn dee Chiffer an deene leschten Deeg u mech erugedroe kritt. Da gesäit ee jo, dass nach just e Véierel - iwwerspëtzt formuléiert, net dass Der herno sot, ech hätt falsch gerechent -, mee dass just nach ronn e Véierel vun deenen erauskomme vun deenen, déi ufänken.

A wann ee weess vun deenen, déi deen Ofschloss scho virun e bësse méi laanger Zäit gemaach hunn, dass vun deenen och iwwert d'Hallschent net bleift, mee dass déi dann en anere Wee sichen a weiderginn, da gett et doudsécher net duer, fir déi ze ersetzen, déi an d'Pensioun ginn, mat deenen, déi elo erauskommen.

Mee dat Eenzegt, wat ech mer erhoffen, dat ass, dass dann allen 28, wa se eng Demande an engem vun deene véier Spidolsgruppen hei am Land maachen, dann och allen 28 géifen agestallt ginn hei zu Lëtzebuerg an engem vun deene Spidolsgruppen.

An eng lescht Remark, an do soen ech awer, déi huet awer elo näischt méi mat der Virbereedung vu menger Interpellatioun ze dinn, mee opgrond vun enger Ausso, déi déi lescht Wochen an Deeg gemaach ginn ass, fir en transfrontalierë Lycée ze baue fir d'Formatioun op Belval.

Heibanne sëtzen e fréiere Gesondheetsminister an e fréieren Inneminister. Déi zwee hunn emol eng Kéier 2005 mat engem franséische Kolleeg, Mercier huet dee Mann geheescht, gesot, si géifen en neit Spidol op Belval bauen. An do waren och Diskussiounen amgaange fir dat neit Spidol. An op eemol hunn d'Fransouse mat eis gedeelt: „Dir baut d'Spidol, awer nom franséische Recht an op franséischem Terrain!"

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An duerno war et eriwwer. An dofir kann elo de President vum Escher Spidol, de Georges Mischo, kucken, dass en en neit Spidol gebaut kritt, awer 500 Meter méi wäit fest op Lëtzebuerger Säit.

An dofir muss ech soen: Wa mer elo vun „transfrontalier" schwätzen, da musse mer awer och oppassen, wat mer do maachen. Well mir hunn nach ëmmer an eisem Gesetz stoen, wat d'Ausbildung ubelaangt, dass déi Leit mussen de Langues véhiculaires - dat sinn déi dräi Sproochen hei zu Lëtzebuerg - mächteg sinn. Dat ass Däitsch, Franséisch a Lëtzebuergesch. A virun allem bei eisen eelere Leit ass et dräimol méi wichteg, dass och dat Lëtzebuergescht do derbäi ass. An huelt mer et net iwwel, mee wann de Lycée mat eise franséische Kolleege gemaach gëtt, da kann ech mer net virstellen, dass do d'Lëtzebuerger Sprooch onbedéngt am Mëttelpunkt steet, mee éischter d'Sprooch vum Victor Hugo.

An dofir muss ech mer d'Fro stellen, ob et de richtege Wee soll sinn, do en transfrontalierë Lycée ze maachen, fir eise Problem do ze léisen. Dass een eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht mécht an der Groussregioun: 100%eg domadder d'accord! Well et ass nëmmen esou als Groussregioun, wéi mer d'Méiglechkeet hunn, kënne matzeschaffen an attraktiv ze bleiwe fir dee ganze Secteur. Mee ob do awer den transfrontalierë Lycée dee richtege Wee an déi richteg Antwert ass op de Manktum, dee mer hei hunn, do woen ech awer ze bezweifelen, dass dat de richtege Wee ass.

Well haut hu mer schonn de Fall, an e fréieren Aarbechtsminister huet dat Beispill ëmmer ginn: Dann ass et den däitschen Dokter an déi franséisch Infirmière, an déi portugisesch Aidesoignante, déi de Lëtzebuerger Lycéessystem net gepackt huet, well se déi dräi Sproochen net konnt, déi iwwersetzt fir den däitschen Dokter mat der franséischer Infirmière oder fir de franséischen Dokter mat der däitscher Infirmière.

An et ass dofir, wou ech soen: Och dat däerfe mer net maachen! Mir mussen awer och do de Leit d'Méiglechkeet ginn, dat kënnen ze léieren, zemools wa se deen Asaz wëlle bréngen am Interêt vun hire Matmënschen a Matmënschinnen. Well eppes ass jo kloer: Och déi däitsch Infirmière, déi op Lëtzebuerg kënnt, ka kee Franséisch, an och déi franséisch Infirmière, déi op Lëtzebuerg kënnt, kann net onbedéngt Däitsch.

Et ginn der bestëmmt. Dir hutt bestëmmt och Beispiller, wou d'Ausnam d'Reegel bestätegt. Mee dat ass och ee vun de Problemer. An dofir meng Fro: Jo zu enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat eisen dräi Nopeschlänner. Mee da musse mer och eng Harmoniséierung kréien, dass een deem anere seng Diplomer unerkennt an dass och deen een an deen aneren d'Méiglechkeet huet, an deem anere säi System iwwerzewiesselen, ouni grouss Schwieregkeeten an ëmmer ouni op déi europäesch Legislatioune mussen zréckzegräifen, mee dass dat eng Selbstverständlechkeet gëtt.

Fir eis ass et wichteg, dass mer en attraktiven LTPS hunn. A wann et muss sinn, solle mer och driwwer nodenken, ob mer en Audit musse maachen, wat dat eis bréngt fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg fir eis Kanner an eis Kandskanner, déi dee Beruff wëlle léieren, awer och fir de Gesondheetssystem vu Lëtzebuerg, wat e gudde Gesondheetssystem ass, dass dee seng héichwäerteg Qualitéit behält.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv, wéi den Här Spautz et scho virdru gesot huet: En huet seng Interpellatioun hei den 13. Januar ugefrot. Du konnt natierlech kee virausgesinn, datt d'Welt op eemol eng ganz aner wier. Zwee Méint méi spéit si mer an eng brutal Realitéit versat ginn, mat all deene Konsequenzen, déi mer kennen an déi leider och nach ëmmer net zu Enn komm sinn. Virun allem de Gesondheetssecteur stoung natierlech elo all déi Wochen a Méint am Fokus. An et huet een du gutt gemierkt, wat fir eng weesentlech Aufgab am Fong geholl all déi Leit an deene leschte Wochen a Méint geleescht hunn.

Duerfir erlaabt mir och hei, am Numm vun der Demokratescher Partei an éischter Linn deene Leit e ganz grousse Merci auszespriechen, awer doriwwer eraus alle Leit, déi an deene leschte Méint wierklech munchmol Onméigleches geleescht hunn, fir datt mer esou gutt wéi méiglech duerch déi Pandemie géife kommen.

Ech ginn awer gären zou: Här Spautz, Dir hutt engem et net einfach gemaach fir haut! Wann Der an enger Interpellatioun - dat ass elo net direkt eng Kritik, dat ass eng Feststellung - awer do zwee wichteg Volete matenee vermëscht, dann ass dat fir en Interpellant net esou einfach respektiv fir een, dee soll dorop reagéieren, och. Ech mengen, et sinn zwou wichteg Froen, déi haut hei diskutéiert ginn, datt ech et perséinlech, an och am Numm vun der DP kann ech dat hei soen, léiwer gehat hätt, wa mer zwou verschidden Interpellatioune gemaach hätten.

Mee bon, et ass nun eeben esou. Der verstitt awer, datt ech mech elo haut vläicht éischter wäert méi op de Volet vun de Gesondheetsberuffer konzentréieren, net nëmmen, well dat de Moment och am Fokus steet. Ech wëll awer eppes ganz kloer hei ënnersträichen: Et soll awer elo net eng Hierarchie hei vu Beruffer opgestallt ginn. Mee kommt, mir huelen eis vläicht éischter als Aufgab vir, eng Kéier an e puer Méint dann eeben och eng Kéier op deen anere Volet zréckzekommen!

Erlaabt mer, trotzdeem awer och e puer Remarken zu de sozioeducative Beruffer ze maachen! Ech mengen, och do gëtt d'Importenz vun deene Beruffer absolutt guer net a Fro gestallt. A wann ech hei esou duerch de Sall kucken, gesinn ech jo ganz vill Lokalpolitiker, an déi

wëssen dat jo am beschten. Ech mengen, si hu Jugendhaiser, si hu Maison-relaisen, se hu Crèchen an esou weider. Wa mer déi Leit net hätten, da géif villes och do net dréien. Si sinn ouni Zweifel haut och e feste Bestanddeel vun eisem Gesellschaftssystem.

Ech wëll och op e Gesetz zréckkommen, ech mengen, wat Der och virdrun hei zitéiert hutt. Dat ass dat vum 10. August 2005. Do ass jo e spezielle Lycée geschafe gi fir déi Leit deemools zu Léiweng. D'Maximalcapacitéit läit anscheinend bei 300 Schüler. Mir hunn de Moment awer eng staark Demande, fir dee Beruff ze ergräifen, wat mer och ganz gutt fannen.

Natierlech muss ee sech dann och d'Fro stellen, ob een net an Zukunft vläicht eng Kéier muss kucken, fir och do nach d'Capacitéite méi eropzesetzen.

D'Universitéitsgesetz vum 12. August 2003 hat dann eebe mat sech bruecht, datt jo och d'Formatioun vun den Éducateurs gradués op d'Uni verluecht ginn ass. Jorelaang, jorelaang, an ech géif scho bal soe jorzéngtelaang hunn natierlech och déi Leit aus deem Secteur versicht, datt hir Karriär awer un hir Formatioun ugepasst géif ginn. Ech mengen, dat ass oft eng Revendicatioun, déi zu Recht och vun deene Leit an all deene Jore gestallt ginn ass.

Si hunn natierlech doduerch bedéngt manner Geld vläicht verdéngt, wéi wa se op enger anerer Plaz ugestallt wären. Du koum awer de 24. Mäerz ënnert der leschter Regierung 2015 dat wichtegst Gesetz an der Fonction publique. A wann do eng Karriär virun allem revaloriséiert ginn ass, da war et déi vun den Educateuren. Et gouf u sech, wéi gesot, eng Adaptatioun vun deene Karriäre virgeholl. Selbstverständlech sinn e puer Härtefäll bestoe bliwwen. Et muss een ëmmer iergendwéi eng Kéier eng Trennlinn zéien. Déi huet natierlech mat sech bruecht, datt och deen een oder deen aneren net esou ganz zefridde war, woufir een awer muss e gewëssent Verständnis opbréngen.

Op déi aner Manéier sinn natierlech och déi Leit, déi net an der Fonction publique waren, du lues a lues e bëssen onzefridde ginn. Et koum och dunn zu Manifestatiounen, souguer op der Strooss, bis hin zum Streiken am Joer 2016. A Gott sei Dank ass dat awer och mat engem gudden Enn ofgaang.

Ech wëll dann awer, wéi gesot, méi spezifesch hei op de Gesondheetssecteur agoen. Ech mengen, wann ech Ären Ausféierungen hei elo nogelauschtert hunn, hutt Der jo och virun allem de Fokus dorobber geluecht, wat och ganz verständlech ass. Eppes kann een hei scho ganz kloer soen - glécklecherweis -: datt virun allem déi Gesondheetsberuffer u Renommee gewonnen hunn. An zu Recht! Et brauch een net nach eng Kéier drop hinzweisen, wat an deene leschte Wochen a Méint geleescht ginn ass.

Ech erënneren nach un déi sympathesch Iddi, déi op eemol esou spontan opkomm war, datt d'Leit sech owes um aacht Auer zesummefonnt hunn an deene Leit geklappt hunn. Et huet ee vill Plakater mat Mercien dorëmmer gesinn, obwuel, wéi gesot, nach eng Kéier: Et soll een och net déi Beruffer vergiessen, déi och villes geleescht hunn. Mee ganz kloer ass et, datt déi aus dem Gesondheetssecteur hei awer méi an dem Fokus stoungen.

Natierlech huet dat och derzou bäigedroen, datt Iddien opkomm sinn, fir zum Beispill eng allgemeng Primm ze accordéiere mat där Petitioun, déi mer all kennen, d'1535, déi jo elo hei diskutéiert ginn ass. Déi hat ganz séier de Seuil vu 4.500 Ënnerschrëften erreecht. Ech wëll déi selbstverständlech elo hei net méi kommentéieren. Just datt do zréckbehale ginn ass, wéi gesot: Et soll hei op dëser Plaz méi en allgemengen Debat iwwert d'Gesondheetsberuffer stattfannen.

Ech maachen lech elo kee Reproche direkt hei, mee et ass e bësse schued, datt mer am Fong elo schonn haut eng Viretapp - loosse mer et dann esou nennen! - maachen, wou mer eis dann eeben elo scho Gedanke maachen, en Austausch hunn iwwert d'Zukunft vun de Beruffer an dem Gesondheetswiesen, woubäi jo awer dee groussen Debat da sollt spéitstens am Hierscht kommen.

Wat wichteg ass, dat ass, datt déi ganz Beruffer am Gesondheetsberäich musse valoriséiert ginn. Déi kënne kuerzfristeg scho valoriséiert ginn. Ech wëll déi eng oder déi aner Iddi hei zum Beispill matdeelen.

Firwat net e mobille Grupp vu Gesondheetsberuffer schafen, wéi dat och an Italie bei der Kris de Fall war? Dat heescht, déi zeechne sech duerch eng Expertis an der Versuergung vun de Leit mam Covid-19 aus. Et géif een natierlech ënnert der Responsabilitéit vum Gesondheetsministère schaffen. Dat ass ganz evident, well déi Leit kéinte jo dann och um Terrain hiren Knowhow weiderginn. A mir wësse jo awer och aus der Erfarung: Leit, déi vum Covid-19 betraff waren, datt et do oft un den néidegen Informatioune gefeelt huet. An hei kéinten dann zum Beispill esou Beruffer awer och dee Moment eng wichteg Aarbecht leeschte bei der Ëmsetzung vu gewëssene Recommandatiounen.

Dann, zënter dem 1. Juni fonctionéiert awer och e wichtegen neie Posten, an d'Madamm Minister weess dat jo vill besser wéi ech, dat ass den Chief Nursing Officer, deen ass elo am Amt. An et ass och wichteg, datt dee grad zu dësem Zäitpunkt och elo geschafe ginn ass. Ech mengen, hei ass eng Uspriechpersoun geschafe gi fir all déi Froen, déi mat der Fleeg, déi mat dem Beruff vun dem Infirmier ze dinn hunn. Dat ass u sech och eng zousätzlech Wäertschätzung vun deem ganze Beruffsstand.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu jo hei zu Lëtzebuerg de Moment 24 reglementéiert Professions de santé. An et wäerten der mat Sécherheet nach derbäikommen. Ech denken zum Beispill un den Infirmier an der Onkologie. Da muss natierlech och d'Fro gestallt ginn, ob déi Lëscht net muss eng Kéier iwwerschafft ginn an ob net souguer vläicht Eenzelner musse suppriméiert ginn, wou ee jo och lues a lues vläicht erausfënnt, datt se net méi déi Bedeitung hunn, wéi dat fréier de Fall war.

Déi grouss Fro, déi natierlech muss an dëser Interpellatioun gestallt ginn, dat ass: Wéi gesäit d'Zukunft vun de Beruffer am Fleege- an am Sozialwiesen aus? An déi Fro, déi muss d'Politik sech souwisou stellen, reegelméisseg! Well wat ännert enorm schnell? Dat ass natierlech de Volet vun der Medezinn. Et ass praktesch kee Secteur, dee sech esou schnell entwéckelt wéi d'Medezinn u sech.

Da kënnt natierlech derbäi, datt nach eng Rei aner Ursaachen do matspillen. Ech denke virun allem un den demografesche Wandel. 2017 ware 14 % vun de Leit iwwer 65 Joer al. D'Pronosticke soe viraus - an dat wäert warscheinlech och de Fall sinn -, datt dat 2050 scho 24 % sinn. Et brauch een also kee Spezialist ze sinn, wat dat bedeit, wa mer praktesch e Véierel vun de Leit hunn, déi iwwer 65 Joer am Joer 2050 sinn, datt do zousätzlech Fleeg entsteet an datt mer och zousätzlech Leit dee Moment brauchen.

Ech mengen, de Beruff muss u sech méi attraktiv gemaach ginn. An et geet effektiv emol net an éischter Linn ëm d'Geld. Selbstverständlech muss op e puer Plazen emol un der Schrauf gedréit ginn. Mee, ech mengen, wat wichteg ass, dat ass och de Respekt, dee muss verstäert gewise si vis-à-vis vun all deene Leit, déi am Fleegesecteur schaffen.

Well et däerf ee jo net vergiessen: Wien ass da bereet, Schichten ze schaffen, Nuetsschichten ze maachen? Wien ass bereet, de Risiko vun Infektiounen a Kaf ze huelen? Wien ass bereet, net all Dag, awer reegelméisseg, verbal souguer physesch Aggressiounen a Kaf ze huelen? Dat ass net onbedéngt eng Viraussetzung, datt een de Fanger ausstreckt a seet: „Ma ech wëll dee Beruff do erléieren." Also musse mer ganz kloer no baussen awer och verständlech maachen, wat déi Leit u sech awer alles do leeschten, an datt et wichteg ass, wéi gesot, dee Beruff do baussen och virun allem nach vill méi attraktiv duerzestellen.

Da kënnt natierlech derbäi, wann ee mat de Leit aus dem Secteur schwätzt, datt se haut oft d'Gefill hunn, datt se ënner Stress géife stoen, datt se u sech kéinten hir Aarbecht net méi an där Form maachen, wéi se dat gewinnt waren, datt se d'Gefill hunn - ech iwwerdreiwen elo vläicht e bësselchen -, datt bei all Akt ee géif mat der Stoppauer hannendrustoen.

Sécher mussen natierlech ekonomesch Premissen och matspille bei der Gestioun vun engem Spidol, mee op där anerer Säit geet et hei awer an éischter Linn ëm d'Fleeg vun de Patienten. A jiddweree vun eis, dee schonn emol eng Kéier de Pech hat, de Malheur hat, an der Klinik ze sinn, dee weess grad ze schätzen, wat et wäert ass, wann e vis-à-vis Persounen huet, déi mat Léift, déi mat Engagement hire Beruff maachen.

Ech kommen dann op de Rapport iwwert d'Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Ech mengen, dee wäert eis an deenen nächste Joren nach méi wéi eng Kéier hei och mat interpelléieren. Dat ass dee vun der Madamm Lair. Iwwregens e ganz interessante Rapport, bal 700 Säiten, wou wierklech bis an dee leschten Detail - et kann ee soen - esou e Raster gemaach ginn ass vun dem Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg.

An da si mer ganz séier och beim Manko vu Personal. Och dat huet d'Madamm Lair jo ganz kloer ënnerstrach. Ech zitéiere si hei: « Avec un taux de 62 % de professions de santé réglementées provenant de l'étranger, le pays a dépassé un seuil critique le rendant extrêmement vulnérable et dépendant des décisions politiques et économiques des pays frontaliers concernant leurs professions de santé. »

Ech mengen, dorauser kann een natierlech eng Konklusioun zéien. Mir mussen och méi kompetitiv vis-à-vis vum Ausland ginn. An, wat jo awer och ganz kloer bei der Kris erauskomm ass, et gesäit een, wéi dependant - wéi dependant! - mir u sech dann awer vun dem Personal aus den direkten Nopeschlänner sinn.

An ech wëll awer hei emol eppes kloer soen. Et gëtt jo ëmmer esou gären dobausse kritiséiert, monéiert, datt d'Leit sech opreegen, et wier net an der Rei, datt een an engem Spidol misst Däitsch oder Franséisch schwätzen. Jo, ech gi gären zou, natierlech ass dat net ëmmer esou ganz agreabel, besonnesch wann et méi ëm technesch Terme geet.

Mee loosse mer emol ganz éierlech sinn: Ass dat net awer zweetrangeg? Wat wichteg ass, dat ass, datt mer eng gutt Fleeg kréien! An onofhängeg, wien déi mécht, dat ass dat, wat déi Haaptviraussetzung ass. Dowéinst, mengen ech, spéitstens elo - spéitstens elo! - misste mer eis awer bewosst sinn, wéi wichteg datt et ass, datt mer awer Leit aus dem noen Ausland hunn, déi awer hëllefen hei, eise System iwwert d'Bün ze bréngen. Well soss, an dat haten déi lescht Wochen a Méint kloer bewisen, hätte mer awer vill méi grouss Problemer krut.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dee Manko u Personal, deen ass natierlech net ënnëmmen an de Spideeler festzestellen. Deen ass selbstverständlech och um Niveau vun de Fleegehaiser, besonnesch och am Beräich vun der Fleegeversécherung. Et gëtt jo gesot, datt Infirmiere feelen, Infirmiers psychiatriques an Aide-soignanten. Iwwregens wëll ech och hei soen: D'Aide-soignanten, déi maache 25 % vum gesamte Fleegepersonal aus. Also och e Beruffsstand, dee vläicht munchmol net ëmmer senger Valeur no hei gesi gëtt.

Dann ass natierlech e gewëssene Problem och de Gehaltsënnerscheed. Ech hu virdru gesot, datt dat vläicht net primär de Problem ass, mee et däerf een net vergiessen: Mir hu véier verschidde Gehaltsstrukturen. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Mee dat bréngt natierlech awer mat sech, datt verschidde Leit an hirem Secteur net esou zefridde si wéi anerer.

De Regierungsprogramm, wann een deen e bëssen duerchliest, besonnesch wat d'Beräicher Santé, Famill a Sozial ubelaangt, do spiert een eraus, datt nach ganz vill Iddien, ganz gutt Iddie sinn, déi natierlech awer och géife mat sech bréngen, datt mer erëm zousätzlecht Personal brauchen. Ech denken zum Beispill un de Plan gérontologique oder un de Plan de soins palliatifs. Wa mer déi natierlech wëllen ëmsetzen, musse mer zousätzlech och Fachpersonal rekrutéieren; erëm eng Kéier Aide-soignanten, Aide-sociofamiliallen, wéi och Infirmiers pédiatriques oder Infirmiere mat Experienz an de Soins palliatifs an an der Gestion de la douleur.

D'Medezinn, ech hunn et virdru scho gesot, ass amgaang, sech enorm ze veränneren, sech schnell ze veränneren, och an der Praxis. Dat hu mer och erëm déi lescht Wochen a Méint gemierkt. Stéchwuert: Telemedezinn, Telepathologie, Teleexpertis. An och do erëm eng Kéier, da si mer séier bei den Infirmieren an Infirmièren, brauche mer an Zukunft mat Sécherheet nach zousätzlech Leit.

Da kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, ob net déi besteeënd Ressource-humainë vläicht aneschters missten agesat ginn, vläicht méi rationell agesat ginn. Dat sinn einfach emol Froen, déi awer och eng Kéier mussen duerchdiskutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Personal an de Gesondheetsberuffer schwätzen, da musse mer awer selbstverständlech och iwwert d'Doktere schwätzen. Ech mengen, et gi jo och Dokteren, déi ugestallt sinn oder et sinn der net nëmmen déi, déi ënnert dem Statut vun der liberaler Professioun fonctionéieren. An och do wësse mer, datt et eng Penurie gëtt.

Ech wëll zum Beispill och op ee Punkt hiweisen, an ech beruffe mech hei och op Aussoen och vun der AMMD (ndlr: Association des médecins et médecins dentistes), déi scho méi wéi eemol gesot hunn, dass zum Beispill 30 % vun de Medezinnstudenten, déi am Ausland sinn, net méi op Lëtzebuerg zréckkommen. Da musse mer eis natierlech och d'Fro stelle firwat. Do geet jo awer ganz vill Capacitéit verluer.

An dowéinst ass et awer immens gutt a richteg, wat d'Regierung elo gemaach huet. Si hunn e Projet de loi op den Instanzewee ginn, dee mer am Moment amgaange sinn ze diskutéieren um Niveau vun der Santéskommissioun an der Educatiounskommissioun. Dat ass de PL 7531 iwwert d'Spezialetüden an der Medezinn op der Uni Lëtzebuerg. Do geet et virun allem, wéi gesot, ëm d'Onkologie, d'Neurologie an och d'Allgemengmedezinn.

Ech wëll nëmmen zwee Chifferen hei ënnerbreeden. Mir hunn all Joers hei zu Lëtzebuerg 3.000 nei Kriibsfäll. Mir hunn 9.000 neurologesch Krankheeten, déi alljoers derbäikommen. Mir hunn awer nëmme 25 Interniste respektiv Onkologen an 39 Neurologen. Et brauch ee kee Spezialist ze sinn, fir ze wëssen, wat dat awer emol ka fir d'Zukunft alles bedeiten.

Jiddefalls eppes ass kloer: D'Ausbildung ass sécher d'Grondviraussetzung fir eng optimal Aarbecht! Dofir muss eiser Meenung no och d'Formatioun permanent ugepasst ginn, well - wéi gesot, bei der Gefor, mech elo erëm ze widerhuelen - d'Medezinn ass an enger permanenter Evolutioun.

Ech wëll zum Beispill och un d'Gesetz hei vum 26. Juli 2010 erënneren. Dee Moment ass jo d'Formatioun vum Infirmier op véier Joer eropgesat ginn. Dat heescht, si ginn dann och mat engem BTS ofschléissen, woubäi: eng Quatorzième an eng Quinzième ass dunn ënnert den Héichschoulministère komm.

Da si mer natierlech séier bei der Bachelordiskussioun. Den Här Spautz huet déi och zu Recht hei ugeschnidden. Ech mengen, och mir als Demokratesch Partei hunn eis do scho vill Gedanke gemaach. Sécher, a ganz villen EU-Länner ass de Bachelor scho Realitéit.

Och d'OMS huet am Fong geholl recommandéiert, esou e Bachelor anzeféieren, obwuel och op EU-Niveau net ëmmer do e Konsens virherrscht. Et ass esou, an dee Comité interministériel ass jo schonn hei ugeschwat ginn ... Ech hunn awer vollt Verständnis, datt deen an deene leschte Wochen net onbedéngt elo schrecklech aktiv war. Loosse mer awer ganz éierlech sinn: Ech mengen, et waren aner Punkten, déi elo méi wichteg waren. Mee dat wëllt awer net verhënneren, datt dat och an noer respektiv mëttelnoer Zukunft awer wäert dann erëm méi diskutéiert ginn.

Bei eis ass jo de Moment virgesinn: No engem BTS am Lycée technique pour professions de santé kéint een theoreetesch also nach e Bachelor dann op der Uni maachen. D'Demokratesch Partei steet där Iddi u sech net am Wee, wuel wëssend, datt dat natierlech muss ganz gutt duerchduecht ginn an analyséiert ginn.

Et kann ee sech och virstellen, datt doduerch zum Beispill deelweis eng Entlaaschtung och vun den Doktere kéim. Well et däerf ee jo net vergiessen: De Moment hunn och scho plus ou moins en Drëttel vun den Infirmieren an Infirmièren, déi bei eis schaffen, e Bachelor. Dat sinn natierlech elo net onbedéngt Lëtzebuerger Leit, mee zum Deel sinn dat der, déi e Bachelor hunn. An ech beruffe mech hei op eng Äntwert op eng Question parlementaire vu menge Fraktiounskolleegen, dem Gilles Baum an dem Carole Hartmann, vum 11. Dezember 2019.

Dat Wuert „Infirmier" ass elo scho ganz oft hei gefall. Mee dat huet awer och seng Ursaach. Well 42 % - 42 %! - vun alle Gesondheetsberuffer hei am Land sinn nun eeben Infirmieren an Infirmièren. Et misst natierlech och méiglech sinn, vläicht e gewëssene Changement de carrière unzestriewen, sou wéi dat an der Fonction publique och méiglech ass, zum Beispill vum Aide-soignant zum Infirmier, och fir, wéi gesot, de Beruff u sech nach méi interessant ze maachen. Do misst natierlech dann och den néidege Kader geschafe ginn.

Mir sinn awer als Demokratesch Partei och der Meenung, datt muss verstäerkt sensibiliséiert ginn. Et huet ee jo e bëssen d'Gefill - dat mag elo e subjektiivt Gefill sinn -, wéi wann awer d'Demande, fir dee Beruff ze ergräifen, net méi esou ganz grouss wär.

Mir liewen natierlech de Moment an enger anerer Zäit. Haut sinn aner Krittären, déi vläicht oft méi wichteg sinn. Ech mengen d'Organisatioun vum Familljeliewen. Stéchwuert: Deelzäitschaffen, Congé parental, vläicht och méi gereegelt schaffen, vläicht méi Zäit hu fir d'Famill, wat jo alles verständlech ass. An dat bréngt natierlech mat sech, datt dee Moment awer vläicht d'Demande, fir an e Fleegeberuff ze goen, net onbedéngt méi grouss gëtt. Dofir si mer och der Meenung, datt ee muss versichen, no baussen dat Bild vum Fleegepersonal nach verbessert duerzestellen, natierlech och d'Konditiounen ze verbesseren.

Wa mer natierlech vun Ausbildung schwätzen, da musse mer awer och vun Infrastrukture schwätzen. Et geet jo net nëmmen duer, datt een e flotte Programm huet, datt ee flott Iddien huet, flott Virstellungen, wéi de Beruff soll revaloriséiert ginn. Mee iergendwou muss jo dann awer och déi Ausbildung stattfannen.

An da kommen ech op deen neie Lycée technique pour professions de santé zu Stroossen ze schwätzen. Dat ginn elo bal op den Dag

dräi Joer - dräi Joer!-, datt mer d'Gesetz gestëmmt hu fir de Bau vun engem neie Lycée technique pour professions de santé.

Ech mengen, een, deen eng Kéier an deem aktuelle Lycée zu Stroossen an der Rue Barblé war, dee weess, datt dat awer iergendwéi lues a lues, ech wëll net soen zu engem Enn kënnt, mee awer muss e moderniséiert ginn, adaptéiert ginn.

Mir wëssen awer, wou de Problem läit. Da kënnt nach derbäi, datt de Bail, do, wou de Moment den aktuelle Lycée ass, op den 31. Dezember 2004 (veuillez lire: 2024) resiliéiert gëtt. Dat heescht, mir stinn ënner engem gewëssenen Drock, fir dat Gebai nei ze bauen. Mee, wéi gesot, de Problem ass jo deen, dass fir d'éischt muss e Relogement vun den DPIen (ndlr: demandeurs de protection internationale), also dem ale Centre de logopédie, virgeholl ginn.

An ech referéiere mech hei och op eng Äntwert op eng Question parlementaire vum Kolleeg Gilles Baum a vu mir vum 6. Januar vun dësem Joer, wou de Minister da gesot huet, datt de Bau am éischte Semester 2024 fäerdeg wier. Mir hoffen, datt en och do Recht behält. Wann dat net sollt de Fall sinn, da muss een eeschthaft driwwer nodenken, ob net vläicht dee Bail awer misst do verlängert ginn.

Dann: D'Maximalcapacitéit bedréit de Moment plus ou moins 1.000 Leit, wann een elo deen dote Site plus déi aner dräi Sitten, de Mercator, Käerjeng an Ettelbréck, hëlt. Och do, wéi gesot, wa mer et fäerdegbréngen, a mer hoffen, zousätzlech Leit ze gewannen, fir sech fir dee Beruff ze interesséieren, kéint et jo emol sinn, datt mer awer en Enkpass an der Capacitéit kréien.

Wat fir eis als Demokratesch Partei awer och wichteg ass, dat ass den Dialog mat de Beruffsorganisatiounen. Mir sinn an esou engem komplexe Sujet hei, an et muss een awer do ganz éierlech sinn: Et kann een natierlech net all Detail vun deene verschiddene Beruffer kennen. An dofir ass et wichteg, datt een an engem permanenten Dialog mat hinnen ass.

Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, wéi wichteg et awer och ass, datt et déi Organisatioune gëtt. D'ANIL huet zum Beispill am Joer 2007 eng Plainte bei der EU-Kommissioun agereecht, well d'Ausbildung net genuch Stonnen hätt. A se haten Erfolleg, se krute Recht. Hei soll elo net den Opruff gemaach ginn, datt elo sollen all Beruffsorganisatioune Plainten deposéieren, mee wat wichteg ass, dat ass, datt mer an engem permanenten Austausch an och Dialog sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn och kuerz virun engem Gesondheetsdësch. Och do hunn ech awer vollt Verständnis, datt dat de Moment net eng absolutt Prioritéit ka sinn. Mee am Hannerkapp, dovu sinn ech awer iwwerzeegt, huet d'Madamm Ministesch dat weiderhin. An dee kann natierlech awer wichteg - e soll och; net nëmme kann, mee soll a muss! -, gutt Weichen an déi richteg Weiche fir d'Zukunft setzen.

Ech wëll drop hiweisen, datt mir an der Demokratescher Partei en Aarbechtsgrupp, e spezifeschen Aarbechtgsgrupp hunn, wou mer eis elo scho méintelaang do mat där ganzer Problematik auserneesetzen. Mir sinn do flankéiert vun enger Rei vu Fachleit. Dat ass och wichteg a mir wäerten och do fréier oder spéider mat eise Propositioune jiddefalls an d'Éffentlechkeet kommen.

Ech wëll ofschléissen awer mat enger Konklusioun, déi d'Madamm Lair aus hirem Rapport virgeluecht huet an déi u sech ganz gutt dat resuméiert: « Mais la situation de dépendance du système de santé luxembourgeois est telle et le risque de grave pénurie important, que cela nécessite plus qu'un simple plan d'action. Elle devrait être déclarée ‚cause nationale' afin d'être considérée par plusieurs ministères. » A weider: « Les organes tels que la Chambre des Députés, les syndicats devraient être associés afin de soutenir efficacement les changements importants à opérer. »

Ech mengen, dat dote sinn Aussoen, déi mer eis alleguer sollen och zu Häerz huelen, op déi mer sollen opbauen, well et gëtt natierlech eng Rei wichteg Secteuren an der Politik insgesamt, mee wann et awer ee gëtt, ech mengen, do si mer eis awer alleguer bal eens, dann ass et virun allem dee vun der Gesondheet!

An dowéinst solle mer déi néideg Efforte maachen. Duerfir ass et och gutt, datt mer haut eng éischt Etapp gemaach hunn, datt mer méi am Fong driwwer geschwat hunn. Dës Kéier elo méi de Volet vum Personal. Dat wäert sech awer spéider nach eng Kéier iwwert déi gesamt Gesondheetspolitik ausdeenen.

An dofir, wéi gesot, wëll ech dem Här Spautz dann ofschléissend awer nach eng Kéier Merci soen, och wann en et engem net esou ganz einfach gemaach hat. Mee et war wichteg, datt mer haut iwwert déi ganz Problematik geschwat hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener agedroen. Madamm Closener, Dir huet d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Gesondheet ass net alles, mee ouni Gesondheet ass alles näischt", dat sot anscheinend schonn de Schopenhauer, mee et brauch ee kee Philosoph ze sinn, fir dat ze wëssen.

Duerfir sinn ech ganz frou, datt mer haut iwwer eise Gesondheetssystem schwätzen a virun allem iwwert déi Leit, déi en ausmaachen a seng Qualitéit garantéieren, haut awer och muer an iwwermuer. Well de Lëtzebuerger Gesondheetssystem steet sonner Zweifel fir Qualitéit. Et ass ee vun deene beschte weltwäit! Dat wousste mer eigentlech scho virun der Covidkris, mee en huet och de Stresstest vun där Kris mat Bravour gemeeschtert. D'Spideeler waren net iwwerlaascht. All Patient konnt korrekt behandelt ginn. Mir konnte souguer eise franséischen Noperen hëllefen a Patienten aus dem Grand Est ophuelen, eebe well mer déi néideg Capacitéiten hunn.

An trotz kuerzfristegen Enkpäss huet et net u Schutzmaterial, medezinneschen Apparater oder Medikamenter gefeelt. Mir waren a mir si gutt opgestallt an hunn dowéinst och vergläichsweis wéineg Doudesaffer ze bekloen. Mir mussen och weiderhin natierlech alles drusetzen, datt dat esou bleift.

All dat war awer och nëmme méiglech, well immens vill Leit immens vill aussergewéinlech Efforte gemaach hunn, fir eng impeccabel Prise en charge ze garantéieren. Zu Recht huet d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert déi lescht Woch hei an der Chamber déi enorm Solidaritéit an Zouverlässegkeet vum Personal aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur ënnerstrach. Ech mengen, et ass fir eis alleguerte gutt ze wëssen a berouegend, dass mer eis am Eeschtfall op deen Engagement an déi Professionalitéit kënne verloossen. Duerfir kann een eigentlech net genuch Merci soen.

Eise Gesondheetssystem ass also haut ganz effikass a performant, an zwar fir jiddereen, onofhängeg vum Patient sengem Portmonni. Fir datt dee System awer och an Zukunft op esou engem Topniveau bleift, komme mer net laanscht eng Rei vu Reformen. An et ass de Beweis vun enger seriöer Politik, déi méi wäit kuckt wéi nëmmen déi nächst Walen, datt d'Regierung déi doten Defien analyséiert an upaakt.

Den État des lieux, déi theoreetesch Analys ass gemaach, d'Etüd Lair ass ugeschwat. D'Konklusiounen an d'Recommandatioune si schonn am Hierscht zejoert presentéiert ginn. A wier d'Covidkris net dertëschtkomm, wiere mer sécherlech scho vill méi wäit mat der Fro, wéi mer déi Recommandatiounen dann elo am beschten an d'Praxis ëmsetzen.

Mee duerch d'Pandemie - an näischt ass esou schlecht, datt et och net iergendeppes Guddes hätt - kruten d'Gesondheetsberuffer eng nei Visibilitéit. Déi breet Éffentlechkeet ass sech ee fir allemol bewosst ginn, datt déi Leit an deem System relevant, systeemrelevant sinn. An dat Bewosstsinn, wéi wichteg, wéi iwwerliewenswichteg d'Leit an hir Kompetenzen am Gesondheetssecteur sinn, dat muss onbedéngt iwwert d'Kris eraus bestoe bleiwen. Duerfir gesinn ech d'Diskussioun vun haut och als en éischten Ustouss fir eng richteg an nohalteg Unerkennung an Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer. Mat engem waarmen Applaus an enger eemoleger Primm ass et jiddefalls eleng net gedoen!

An iwwregens, och dee ganze sozioeducative Beräich läit eis als LSAP ganz staark um Häerz. An där leschter Legislaturperiod huet den Dan Kersch eng Opwäertung vun den educative Beruffer ëmgesat. Dat war och batter néideg. Mee och do ass nach net grad alles, wéi et soll sinn. Et ass eigentlech schwéier nozevollzéien, datt en Erzéier an enger Maison relais een anere Statut huet wéi een Erzéier, dee vum Educatiounsministère agestallt ass, obwuel se dacks zesummeschaffen a sech ëm déi selwecht Kanner bekëmmere sollen. Och dat do ass en Dossier, wou mer nach no Léisunge musse sichen, zemools, wann dat Zesummewuessen tëscht formaler an nonformaler Bildung soll Realitéit ginn, esou wéi de Ministère sech dat jo eigentlech och selwer virstellt. An Dir wësst jo och, datt mir als Partei de Modell vun enger moderner Ganzdagsschoul weider wëllen entwéckelen.

Mee zréck bei de Gesondheetssecteur, Här President. D'Etüd Lair weist eng Rei vu Schwaachpunkten. Dee gréisste Problem ass de Personalmanktum. Dee wiisst a wiisst, wann net géigegesteiert gëtt. Bis elo kompenséiere mer de Personalmanktum, wéi a villen anere Secteuren, duerch ee massive Rekrutement vu Leit aus dem Ausland. D'Virriedner hunn et ugeschwat. Mee de Problem verstäerkt sech, wann an den nächste Jore méi Professioneller a Pensioun ginn, wéi Jonker bäikommen. Et gëtt net genuch Nowuess, wat d'Dokteren ugeet, an dat gëllt och fir d'Ausbildung an de Rekrutement vun Infirmieren an Infirmièren. Mir bilden haut just knapp en Drëttel vun de Leit, déi mer brauchen, selwer zu Lëtzebuerg aus. Dat ass net genuch.

Mee et ass net just e Problem vu Quantitéit, och vu Qualitéit. Eng Populatioun, déi ëmmer méi al gëtt, huet méi an aner Besoinen a puncto Fleeg. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser verlaangen en Ëmdenken an der Organisatioun vum Gesondheetssecteur. All deem musse mer Rechnung droen.

Virop, Här President, an der Formatioun, an zwar eigentlech schonn um Niveau vun der Grondschoul.

Ass de Stellewäert vun den Naturwëssenschaften an der Ausbildung vun eise Kanner a Jugendlechen dee richtegen? Orientéiere mer am Lycée gutt genuch op déi richteg Sektiounen a méi spéit an déi richteg Studierichtungen? A mengen Aen ass do nach vill Sputt.

Et ass och extreem wichteg, an och dat ass schonn ugeschwat ginn, datt d'Medezinnstudien op der Uni Lëtzebuerg opgebaut ginn: Bachelor, Formation spécialisée an der Médecine générale, an der Neurologie, an der Onkologie. De respektive Projet de loi, vun deem ech zesumme mam André Bauler Corapporteur sinn, ass op där leschter Ligne droite. Grad déi Spezialisatioune si wichteg, fir eeben der Penurie vun den Dokteren entgéintzewierken, besonnesch well d'Besoinen an deene Fachrichtunge wäerte wuessen, Stéchwierder Kriibs an degenerativ Krankheeten. A se droen och de Kompetenze Rechnung, déi déi lescht Joren an der Recherche hei zu Lëtzebuerg opgebaut gi sinn.

Een anere Problem. Am Moment schéngt d'Formatioun vun eisen Infirmieren an Infirmièren éischter als eng Zort Verlängerung vum Lycée ugesinn ze gi wéi eng vollwäerteg Héichschoulausbildung. Et ass jo awer evident, datt dee Beruff net dierf als eng Zort Handlanger vun den Doktere consideréiert ginn an datt eng aner Formatioun an Zesummenaarbecht vun deene Beruffer zu méi Effizienz an enger qualitativ besserer Fleeg féiert. „Op Aenhéicht", sot de Marc Spautz, „mat den Dokteren." A genausou ass et.

Mir begréissen et, datt d'Regierung éischt Schrëtt a Richtung Bachelor fir d'Infirmierskarriär gemaach huet, quitte datt den Terrain sech nach skeptesch weist par rapport zu engem BTS-Bachelor. Et ass kloer, datt déi weider Demarchë mat den Acteure mussen duerchdiskutéiert ginn. An d'Acteuren, déi all Dag an eise Spideeler an och an de Fleegeheemer aktiv sinn, déi fuerderen eng vollwäerteg Héichschoulausbildung. Ech menge schonn, datt déi néideg wier, fir eeben den Defië vu muer entgéintzekommen. Duerfir setze mir als LSAP eis fir e richtege Bachelor an, keen Unhängsel vun enger Ufanksformatioun, mee eng initial eegestänneg Formatioun ab enger Première.

Den aktuelle System muss egal wéi iwwerduecht ginn. D'Zuele schwätze fir sech. Mir bilde grad emol 28 Infirmiere pro Joer aus, dat war 2018 de Fall. Et goufe Joren, do waren et der 140. An d'Erfarungen aus de Reforme ronderëm d'Hiewanen, déi weisen, datt, wann een un de richtege Schrauwen dréit, dann och entspriechend Resultater kënnen erziilt ginn.

Wann d'Infirmiersausbildung, wéi an deene meeschten anere Länner, den Niveau vun engem Bachelor hätt, wiere sécherlech och méi Jonker drun interesséiert. A mir brauchen a mir wëlle jo gutt ausgebilte Leit an deem Beräich, déi empathesch sinn, déi mat Mënsche kënnen ëmgoen, déi och eng gutt Portioun Idealismus musse matbréngen. Et ass keen einfachen Job.

An der Ekonomie, Här President, do moosse mer eis Performance dacks dorun, wéi attraktiv mer dann elo am Verglach mam Ausland sinn. Ben, dat musse mer och um Marché vum Gesondheetspersonal maachen. Grad well mer esou vill am Ausland rekrutéieren, mussen eis Ausbildung, eis Aarbechtsbedéngungen an d'Remuneratioun op d'mannst esou gutt si wéi an eisen Nopeschlänner, wa mer eise Bierger weiderhin een exzellente Gesondheetssystem wëlle bidden.

An och déi ënnerschiddlech Kollektivverträg tëscht Spidols- a Fleegesecteur sinn e Problem, deen ee muss ugoen. Mir als LSAP si fir ee Kollektivvertrag, awer da fir deen, deen um Niveau vun deem beschten ass. Allgemeng ass d'Remuneratioun zu Lëztebuerg sécherlech besser wéi an anere Länner, dat ass awer nëmme bedéngt richteg fir Residenten, wann een déi enorm Logementspräisser mat arechent.

An dat féiert zu engem anere Problem: d'Zuel vun de Grenzgänger an eisem Gesondheetssystem. Wéi gesot, mir rekrutéiere bal zwee Drëttel vun eisem Personal am Ausland a mir hunn an der Kris erlieft, wéi séier d'Grenze kënnen zougemaach gi vun eisen Noperen. Et huet e gudde Strapp misste verhandelt ginn, fir sécherzestellen, datt d'Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, och weiderhin hunn dierfen iwwert d'Grenz fueren.

De Fakt, datt esou vill Leit, déi a systeemrelevante Secteure schaffen, net op eisem Territoire wunnen, mécht eis als Land extreem vulnerabel. Duerfir muss de Logement och op der Prioritéitelëscht vun dëser Regierung ganz uewe stoen an och vun der nächster an där iwwernächster.

Här President, wa mer verstäerkt selwer wëllen ausbilden a méi Jonker, déi hei wunnen, wëllen an eisem Gesondheetssystem schaffen hunn, da musse mer awer och doriwwer nodenken, wéi mer dermat ëmginn, datt et vill Jonker gëtt, déi Loscht hunn, déi Talent hunn, fir an deene Beruffer ze schaffen, awer net all d'gefuerdert Sprooche gutt genuch beherrschen, fir en Ofschloss kënnen ze kréien.

Et ass schued, wann eis esou Leit verluer ginn, ëmsou méi, wa mer herno an der Grenzregioun Leit rekrutéieren, déi och Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch sécherlech net all d'selwecht gutt oder perfekt beherrschen. Patienten, déi krank a veronséchert sinn, brauchen en Uspriechpartner, deen hir Sprooch schwätzt, mee d'Patiente schwätze jo awer och net all déi selwecht Sprooch. Gebraucht ginn also Ekippen, déi ënnerschiddlech Sproochkompetenzen hunn an déi an der Zesummesetzung optimalerweis der Diversitéit vun de Patienten entspriechen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Problemer an deene verschiddene Gesondheetsberuffer sinn am Detail net all d'selwecht an dach ginn et Gemeinsamkeeten! Mir bilde selwer net genuch aus. D'Beruffsbiller entspriechen dacks net méi dem aktuelle Stand vun der Wëssenschaft a vun de gesellschaftleche Besoinen. Mir stinn an engem Konkurrenzkampf mat anere Länner, déi zum Deel ganz attraktiv Bedéngunge bidden, fir eeben hir eege Leit am Land ze hälen. Mir kënnen eis net endlos drop verloossen, dat Personal, wat mer brauchen, fäerdeg ausgebilt am Ausland ze rekrutéieren.

Dat ass eng Praxis, déi besonnesch fir de Gesondheetssecteur mat grousse Risike verbonnen ass. D'Ausbildung vun engem Dokter dauert laang, ganz laang, zemools, wann et sech ëm e Spezialist handelt. Mir mussen duerfir wäitsiichteg plangen an esou fréi wéi méiglech dermat ufänken, Jonker hei am Land fir déi Beruffer ze begeeschteren, wa mer an 10, 20 Joer wëllen an der Lag sinn, déi Dokteren ze ersetzen, déi bis dohinner an d'Pensioun ginn.

D'Etüd Lair geet am Detail op all déi Facteuren an, déi et manner attraktiv maachen, hei am Land als Dokter ze schaffen: D'Feele vun engem kompletten Ausbildungszyklus, keng Unisklinik, d'Schwieregkeet vu jonken Dokteren, fir am Ufank Fouss ze faassen, d'Vir- an d'Nodeeler fir Dokteren, déi als Salarié schaffe respektiv als Independant. Hei gëtt et, wéi an deenen anere Gesondheetsberuffer, och vill eenzel Aspekter, déi ee misst änneren, fir d'Attraktivitéit ze verbesseren. Mee dorobber elo am Detail anzegoen, dat géif de Kader vun dëser Interpellatioun mat Sécherheet sprengen.

Wichteg ass et, haut festzehalen, datt eise Gesondheetssystem, deen, wéi gesot, zu deene beschten iwwerhaapt gehéiert, nëmme weiderhin effikass a gutt fonctionéiere kann, wann e sech a Fro stellt, weiderentwéckelt an upasst.

Ech erënneren drun, datt d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert an de Sozialminister Romain Schneider scho virun der Kris éischt Schrëtt gemaach hunn, fir déi Reformen unzegoen. De Gesondheetsdësch kënnt geschwënn nees beieneen, wou all d'Acteure solle matschaffen, fir déi urgent Problemer ze diskutéieren an zesummen no Léisungen ze sichen.

A ganz positiv ass, datt d'Gesondheetsministesch op eng 30 Joer al Fuerderung vum Terrain agaangen ass an de Poste vum Chief Nursing Officer am Gesondheetsministère geschafen huet. D'LSAP begréisst et, datt d'Gesondheetsberuffer duerch dëse Posten eng nei Visibilitéit, mee virun allem een direkten Uspriechpartner am Ministère krut hunn, extreem wichteg, wann et ëm d'Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer geet.

Wéi gesot, de Gesondheetsdësch gëtt nees aberuff. An engems ass et awer och un eis, um Parlament, sech mat där Problematik am Detail auserneenzesetzen. An duerfir proposéiert d'LSAP, fir direkt am Hierscht an der Chamber Hearinge

mat alle betraffenen Acteuren ze maachen, fir datt d'Parlament ee bessert Versteesdemech vun der Situatioun um Terrain kritt. D'Konklusiounen dorauser sollen an engem Rapport festgehale ginn, deen dann d'Basis gëtt vun engem Débat d'orientation, wou natierlech och d'Resultater vum Gesondheetsdësch matafléissen.

An egal, wéi dës Konklusiounen och wäerten ausgesinn, dës Reforme gëtt et net zum Nulltariff. D'Kris huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, déi richteg Prioritéiten ze setzen an net op där falscher Plaz ze spueren. D'Gesondheet ass dat Wichtegst, wat e Mënsch am Liewen huet. An ee staarke Gesondheetssystem ze investéieren, rett Liewen.

Här President, d'LSAP steet fir staark Sozialsystemer a solidaresch finanzéiert Gesondheetsservicer, zu deene jiddwereen Accès huet. Et besteet e gewëssenen Drock, fir Deeler vun eisem Gesondheetssystem ze privatiséieren. Esou eng Privatmedezinn ass ugewisen op räich Patienten, déi mat staatleche Servicer net zefridde sinn. Si entzitt deene staatleche Servicer gläichzäiteg Moyenen, déi gebraucht géife ginn, fir se ze verbesseren.

Dogéint wiere mir eis. D'LSAP wëllt keng Zwouklassemedezinn an eisem Land. Mir wëllen eng éischtklasseg Gesondheetsversuergung fir all eis Bierger. Eise Gesondheetssystem këmmert sech vun der Gebuert u bis zum Dout ëm eis, vun der Maternité bis op d'Palliativstatioun. Hien huet et verdéngt, datt mir eis elo verstäerkt ëm hie bekëmmeren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, weltwäit feelen 9 Millioune Fleegekräften. Duerfir huet d'Weltgesondheetsorganisatioun 2020 zum Joer vun de Fleegekräften an Hiewanen ausgeruff.

Dës Interpellatioun iwwert d'Entwécklung zu Lëtzebuerg souwuel vun de Fleegeberuffer wéi vun de Beruffer aus dem sozioeducative Beräich passt gutt an dëse Kader. Duerfir wëll ech dem Marc Spautz fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun Merci soen.

Et geet ëm wichteg Beruffer, déi an eiser Gesellschaft schonn ëmmer e grousse Stellewäert haten, well se am direkte Kontakt mam Mënsch schaffen, also mat eis alleguer, Beruffer, déi an der Kris besonnesch sollicitéiert gi sinn.

Duerfir mäin zweete Merci un all déi, ob Resident oder Frontalier, déi am Alldag a besonnesch an der Covidkris gewisen hunn, mat wéi engem Engagement si sech fir eist Wuelbefannen asetzen, en Engagement, dat vu ville Leit mat Klappen a Sangen honoréiert ginn ass, well se sech an der Kris der Wichtegkeet vun dëse Beruffer eréischt richteg bewosst gi sinn. Net nëmme wichteg, mee systeemrelevant, esou wéi d'Francine Closener et och scho gesot huet!

Duerfir huet och eng Petitioun, fir den Ugestallten aus dem Gesondheetssecteur eng Primm auszebezuelen, ganz schnell de Seuil erreecht an en Débat public huet an der Chamber stattfonnt. Dësen Debat huet gewisen, dass eng Prime unique éischter wéi eng Trouschtplooschter ausgesäit an net deem entsprécht, wat de Secteur nohalteg brauch. Déi gefrote Primm honoréiert net jiddwereen, dee sech an der Kris devouéiert huet a si bréngt dem Personal am Gesondheetssecteur och net méi Unerkennung, keng besser Perspektiven a keng besser Work-Life-Balance.

Den Debat ëm eng Prime unique huet awer erlaabt, d'Diskussioun iwwert d'Gesondheetsberuffer ze relancéieren, wat mir absolutt begréissen. Duerfir ass et extreem wichteg, dass am Hierscht dee geplangten Debat iwwert d'Gesondheetsberuffer hei an der Chamber stattfënnt, a mir si frou iwwert d'Ausso vun der Ministesch, dass d'Gesondheetsberuffer ee vun de wichtegen Theemen um Gesondheetsdësch wäerte sinn.

Här President, wat sinn dann d'Problemer um Terrain? A wat si méiglech Léisungsvirschléi?

Bei de Fleegeberuffer sinn dëst haaptsächlech d'Unerkennung vun hirem Beruff, d'Perspektiven, déi se am Beruff hunn, hir Aarbechtskonditiounen, de Manktum u Personal, deen ëmmer méi grouss gëtt, an d'Ofhängegkeet vum Lëtzebuerger Gesondheetssystem vun de Frontalieren, déi eis an der Kris bal zum Verhängnis gi war.

Et ass manner d'Bezuelung de Problem, wou laut dem Rapport État des lieux iwwert d'Gesondheetsberuffer vum Hierscht 2019, deen oft zitéierte Rapport Lair, Lëtzebuerg eng Leaderpositioun huet. Mee dëse Virdeel kéint net méi decisiv sinn, wann, wéi dat och schonn ugekënnegt ginn ass, d'Nopeschregiounen hirem Gesondheetspersonal méi héich Salairë géife bezuelen, fir hiert eegent formëiert Personal bei sech ze behalen.

Mir hunn an der Kris gemierkt, dass mer e stabille Gesondheetssystem hu mat Leit, déi sech devouéieren. Fir déi gréng ass et extreem wichteg, op dëst staarkt Fundament weider opzebauen, an duerfir brauche mer weiderhi Personal, dat seng Mission de santé publique kann ënner optimale Konditiounen ausüben.

Duerfir muss onbedéngt analyséiert ginn, ob d'Formatioun vum Gesondheetspersonal deem entsprécht, wat e modernen, zolitte Gesondheetssystem brauch.

Kuckt een d'Ausbildung vun de Fleegeberuffer, mierkt ee schnell, dass mer an enger Sakgaass ukomm sinn. Just nach 10 % vun den Infirmiers diplomés, déi zu Lëtzebuerg all Joer op den Aarbechtsmaart kommen, sinn nach zu Lëtzebuerg ausgebilt. Lëtzebuerg bilt also bei Wäitem net genuch aus, an dat ass contraire zum Zil vun der Strategie 2030 vun der OMS, déi vun der Memberstaate fuerdert, d'Rekrutementer aus dem Ausland ëm 50 % bis 2030 ze reduzéieren, dëst, well weltwäit verschidde Länner hiert gutt formëiert Personal systematesch ofgeworbe kréien, esou wéi dat Lëtzebuerg och deelweis an der Groussregioun mécht. Dëst bedeit fir Lëtzebuerg, déi auslännesch Rekrutementer bis 2030 op ënner 30 % ze reduzéieren.

Wat sinn d'Grënn, dass esou wéineg Lëtzebuerger Residenten d'Formatioun vun de Fleegeberuffer zu Lëtzebuerg wëlle maachen? Ma d'Formatioun entsprécht net méi der Realitéit um Terrain an ass och par rapport zum Ausland net méi à jour. Eng BTS-Formatioun fir Infirmieren, déi um Terrain ëmmer méi Eegeninitiativ musse weisen an Decisioune mussen huelen, ass net méi adaptéiert. Ausserdeem musse si hir Treizième parallell mat hirer Beruffsformatioun maachen, wat eng grouss Belaaschtung ass.

Oft sinn dann och d'Sproochen eng Barriär, déi vill Schüler zum Ophalen zwéngen. Paradoxerweis ginn dann awer Leit aus dem Ausland rekrutéiert, déi guer net déi gefuerdert Sproochekompetenzen aus der Lëtzebuerger Formatioun hunn.

Och d'Formatioun vun den Aide-soignanten entsprécht net méi den aktuelle Besoinen um Terrain. Laut dem Rapport Lair gëtt et ëmmer manner Aide-soignanten, déi an de Spideeler schaffen, obwuel se hir Plaz do hunn, andeems se d'Infirmieren an hiren Tâchen ënnerstëtzen. Wat méi gutt ausgebilten Aide-soignanten do sinn, wat d'Infirmiere sech méi ëm dat Organisationellt an der Fleeg kënne këmmeren an d'Dokteren och kënnen an hiren Tâchen ënnerstëtzen. Duerfir muss d'Formatioun vun den Aide-soignantë genau analyséiert ginn, well si hunn e restriktive Kader. D'Ausbildung misst diversifiéiert ginn.

D'ALEPS, d'Association luxembourgeoise des enseignants pour professions de santé, huet souwuel zu der Infirmiersformatioun wéi zu der Aide-soignants-Formatioun Propositioune fir den LTPS ausgeschafft, déi eng gutt Diskussiounsbasis kéinte sinn.

D'ALEPS fuerdert gläichzäiteg awer och, dass d'Infrastrukture verbessert ginn a méi Moyenen an d'Ausbildung gestach ginn. Eng aner Revendicatioun ass, méi Léierpersonal an dem LTPS anzestellen, fir méi Schüler kënnen opzehuelen.

D'Etüd Lair seet och, dass et fir d'Formatioun fir d'Fleegeberuffer u Lokaler, un Enseignanten an un Unterrechtssupport feelt, wat d'Beruffer och net méi attraktiv mécht.

Wa mer méi wëllen ausbilden, mussen och méi Ausbildungsplaze geschaaft ginn, wëssend, dass déi demografesch Entwécklung méi Fleegepersonal wäert fuerderen. Zu Lëtzebuerg wäert ausserdeem d'Populatioun vun deenen iwwer 65-Järegen, déi méi Soins de santé brauchen, laut State of Health 2019 vu 14 % 2017 op 24 % 2050 klammen.

Kolleeginnen a Kolleegen, den Terrain fuerdert, dass d'Infirmiersstudien e Bachelor als Ofschloss solle kréien, deen dann och d'Dier opmécht fir e Master. Dëst géif hinne vill méi Perspektive bidden an och dem Patient garantéieren, dass seng Betreiung héchsten Normen entsprécht.

Am Koalitiounsaccord steet, dass muss eng generell Analys a gegeebenefalls eng Opwäertung vu verschiddene Gesondheetsberuffer gemaach ginn, fir eis op aner EU-Länner unzepassen. déi gréng stinn 100 % do hannendrun.

Mir gesinn hei d'Méiglechkeet vun enger Zesummenaarbecht vum LTPS mat der Uni.lu an eng eventuell Integratioun an eng zukünfteg Medical School.

Dës Kollaboratioun géif et erméiglechen, dass d'Infirmieren, d'Dokteren an aner Gesondheetsberuffer an hirer Ufanksformatioun verschidde Fächer zesumme kéinte beleeën a schonn am Studium léieren, am Team zesummenzeschaffen, eng Kompetenz, déi herno am Beruffsliewen extreem wichteg ass.

D'Méiglechkeet vun engem Master mécht och d'Dieren op, fir sech ze spezialiséieren. Dës Spezialisatioune sinn ëmmer méi wichteg an der Zesummenaarbecht mam Dokter, wou d'Infirmièrë kënnen Akten iwwerhuelen, déi soss vun engem Dokter hu misse gemaach ginn, besonnesch am chronesche Beräich. Dëst kann den Dokter entlaaschten, wat erlaabt, dass hie sech op déi méi schwiereg an akut Fäll ka konzentréieren.

De Master bitt och d'Chance, fir e Poste à responsabilités kënnen ze iwwerhuelen. Firwat net, Direkter vun engem Altersheim oder engem Spidol kënnen ze ginn? E Master ass awer och de Wee, fir als Enseignant zukünftegt Personal kënnen auszebilden.

Dat sinn awer net déi eenzeg Argumenter, fir de Bachelor anzeféieren. Den Infirmiersberuff ass mat ëmmer méi Responsabilitéite verbonnen, wat d'Ausbildung net erëmspigelt. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass vill Jonker wëlle studéiere goen, mee si wëllen dat ënner gudde Konditioune maachen a si wëlle verschidde Perspektiven hunn.

D'Bachelorkarriär mat Optioun vum Master géif et ausserdeem erlaben, d'Duebelbelaaschtung Treizième a Beruffsausbildung an de Sproocheproblem aus der aktueller Formatioun ze eliminéieren. D'Unerkennung vum Diplom am Ausland wär domat och garantéiert, wat weider Perspektive géif opmaachen, wëssend, dass eng weltwäit Penurie bei den Infirmiere besteet.

E weidere Beräich, wou besser formëiert an autonom schaffend Infirmieren eng Roll kéinte spillen, ass am ambulante Beräich, zum Beispill an der ambulanter Betreiung vu Patienten, déi fréizäiteg aus dem Spidol entlooss ginn oder als Deel vun enger multidisziplinärer Praxis, an am Monitoring vu chronesche Pathologien.

E weidere Problem, dee muss geléist ginn, ass d'Penurie beim Gesondheetspersonal, déi momentan nach ka mat Frontaliere kompenséiert ginn, mee déi laut dem Rapport Lair sech an Zukunft wäert verschlëmmeren. Elo scho musse fräi Plaze besat gi mat Personal, déi keng oder aner Spezialisatioune gemaach hunn.

Duerfir wär et sënnvoll, fir un engem positive Bild no bausse vun de Fleegeberuffer ze schaffen, ze vermëttelen, wat et wierklech heescht, fir an der Fleeg ze schaffen.

Oft gëtt gesot: „All Respekt fir déi, déi an der Fleeg schaffen, mee ech kéint dat net!" Firwat ass dat esou? D'Fleegeberuffer hunn net nëmme mat wäschen, sprëtzen, Verbänn, Wéi oder Bluttdrock ze dinn. Wann ee mat Vertrieder aus de Fleegeberuffer schwätzt, kritt een éischter vun organisatoresche Kompetenzen a Capacitéiten, fir Decisiounen ze huelen, geschwat. Do derbäi muss nach e gudde Schotz Empathie kommen, fir dem Patient de positiven Environnement ze schafen. Et si Beruffer, déi ofwiesslungsräich sinn a vill Satisfaktioun mat sech bréngen, wa se ënner gudde Konditioune kënnen ausgeüübt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- An hei muss ugesat ginn. Et wär sënnvoll, Informatiounscampagnen an de Schoulen a fir de Public ëmmer erëm ze organiséieren, och mam Bléck op eng Genderbalance am Beruff. Laut dem Rapport Lair waren 2019 zu Lëtzebuerg 80 % Fraen an de Fleegeberuffer. An Däitschland schwätze se vun engem „Schwesternsyndrom". Efforten ze maachen, fir méi männlech Residenten ze motivéieren, fir an der Fleeg ze schaffen, géif derzou bäidroen, allgemeng méi eegeformëiert Personal an dës Beruffer ze kréien.

E wichtege Beräich ass och, d'Aarbechtskonditiounen ze verbesseren. Genuch Personal ass wichtgeg, mee dat geet net duer. Et brauch och e gudde Mix an der Ekipp, eng gutt Ausbildung, e gesonde Rapport Jonk/Al, fir Erfarungen an nei Erkenntnisser kënnen auszetauschen, gutt Qualifikatioun a Formation-continue-Méiglechkeeten an ënnerschiddlech Spezialisatiounen a Kompetenzen.

Fir d'Attraktivitéit vum Beruff weider ze steigeren, muss och d'Work-Life-Balance verbessert ginn. Am Fleegesecteur schaffen heescht och, op Schichten a weekends ze schaffen. Domat hunn awer déi mannsten e Problem, wann alles geplangt ofleeft. Par contre, kuerzfristeg musse Schichten ze wiesselen oder aus dem Congé geruff ze ginn, geheit déi ganz Familljeplanung op d'Kopp. Wann dat reegelméisseg geschitt, dann huet dat eng negativ Auswierkung op d'Liewensqualitéit an dreift verschidde Leit aus dem Beruff.

Mam Rapport Lair hu mer endlech e wichtegen Outil, fir iwwert de Santéssecteur ze diskutéieren. E weist eis d'Lacunnen op a proposéiert och Léisungen. Dëst erlaabt eis et, méi positiv an d'Zukunft ze kucken.

Als Konklusioun kann ee soen, dass eigentlech déi ganz Beruffsketten aus dem Gesondheetssecteur muss analyséiert ginn an all d'Formatiounen esou reorganiséiert ginn, dass méi kompetent a méi effikass kann am Team zesummegeschafft ginn. Mat enger Reform vun de Studien, enger Erhéijung vun den Ausbildungsplazen an enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune gëtt de Beruff dann och méi attraktiv fir Jonker.

Här President, domat kéim ech zum sozioeducative Beräich. Hei sinn iwwer Joren d'Ufuerderungen un d'Educateuren och ëmmer méi breet gefächert ginn, well eis Gesellschaft dëst verlaangt. Si schaffen haut an den Altersheimer, am Beräich vum Handicap, mat Kanner a Schoulen oder fir Associatiounen. Duerfir muss d'Ausbildung lafend ugepasst ginn.

Op der Uni besteet mëttlerweil d'Méiglechkeet, sech an e Bachelor en sciences sociales et éducatives anzeschreiwen, entweeder a Vollzäit oder beruffsbegleedend. Am LTPES, Lycée technique pour professions éducatives et sociales, si säit 2014 ëmfangräich Reforme virgeholl ginn. Esou ass den Educateur opgewäert ginn, fir ëm den Zougang zu enger Héichschoul ze vereinfachen oder mat engem Bac+1 schaffen ze goen.

2018 war eng Autoevaluatioun vun der Reform innerhalb vum Secteur geplangt, déi och am Lafen ass. Et wär interessant ze wëssen, wou genau déi Evaluatioun drun ass an, virun allem, a wéi eng Richtung et schonn eventuell Konklusioune ginn. Wéi et schéngt, huet d'Reform Uklang fonnt, well d'Schülerzuelen am LTPES si vun ufangs 250 Schüler pro Joer op 300 Schüler pro Joer geklommen. Do ass nach e bësse Sputt no uewen, mee dann ass den LTPES och u senge Limitten ukomm.

D'Fro ass awer och, ob méi Demande bei de Schüler do ass, fir de sozioeducative Wee anzeschloen. Um Niveau vun den Auxiliaires de vie, déi net am LTPES, mee a verschiddenen technesche Lycéeën ausgebilt ginn, ass och iwwer eng Spezialisatioun op d'Aarbecht mat de Kanner nogeduecht ginn. Am Moment ass déi Ausbildung staark op Fleegeberuffer ausgeriicht. D'Iwwerleeung wär, fir en Aide oder en Auxiliaire socioéducatif ze schafen, deen um Terrain den Educateur kéint ënnerstëtzen an esou och entlaaschten.

déi gréng fannen, dass dat eng sënnvoll Orientatioun an der Formatioun kéint sinn a wären natierlech interesséiert drun ze wëssen, wou déi Iwwerleeungen dru sinn. De Secteur socioéducatif ass wéi d'Santé och e Beräich, wou et schwiereg ass, genuch Personal um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze fannen. Duerfir gi vill Frontalieren agestallt, wat méiglech ass, well d'Salairë par rapport zum Ausland héich sinn.

Och wa manner Drock ass wéi am Santésberäich, musse mer d'Evolutioun um Aarbechtsmaart awer am A behalen, besonnesch, well d'Ufuerderungen un de Beruff ëmmer méi breet ginn a sech stänneg änneren.

De sozioeducative Beräich ass mat änleche Problemer konfrontéiert wéi de Santésberäich. D'Diversifikatioun vun den Aarbechtsberäicher an den Tâchë brauch adaptéiert Spezialisatiounsformatiounen a Méiglechkeete vu Formation continue.

Fir de Beruff méi attraktiv ze maachen, mussen och d'Aarbechtskonditioune verbessert ginn an och am sozioeducative Beräich schaffe majoritär Fraen, wat bedeit, dass och hei geziilt Männer fir d'Formatioun misste sensibiliséiert ginn. Duerfir wär et wichteg, en État des lieux iwwert de sozioeducative Beräich, wéi de Rapport Lair an der Santé, virleien ze hunn. Dat wär e wichtegen Outil, fir genau ze wëssen, wou eventuell Problemer am Secteur sinn a fir Léisunge kënnen auszeschaffen.

Well d'Sprooch e wichtege Facteur an dësem Secteur ass, wär et och wichteg, de Rapport Resident/Frontalier ze analyséieren a stänneg am A ze behalen. Esou eng Analys vum Aarbechtsmarché géif et och erlaben, déi zukünfteg Ufuerderungen un den LTPES virauszegesinn, wou aktuell d'Reformen ausgewäert ginn, mee deen awer och scho muss méi wäit no vir kucken.

Här President, wéi ufangs scho gesot, si souwuel d'Fleegeberuffer wéi déi aus dem sozioeducative Beräich wichteg Beruffer, déi sech permanent neie Gegeebenheete mussen upassen. D'Verännerung vun der Gesellschaft oder d'Entwécklung vun neien Therapien oder Konzepter muss analyséiert ginn an eventuell an d'Formatioun matagebonne ginn, an de Besoin u Personal, dee permanent klëmmt, muss am A behale ginn.

Um Niveau vun der Formatioun hu mer awer verschidden Entwécklungen. Si se am sozioeducative Beräich schonn an engem Reform-

prozess dran, schéngt dat am Santésberäich um Niveau vum Lycée technique pour professions de santé nach net de Fall ze sinn. Duerfir ass et gutt, dass mer elo en État des lieux aus dem Santésberäich hunn, deen eis et wäert erlaben, och dëse Reformprozess unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, merci fir unzefänken dem Här Marc Spautz fir dës Interpellatioun. Hien hat déi jo ewell schonn den 13. Januar vun dësem Joer ugefrot.

Haut geet et ëm d'Auswierkunge vun der Ausbildung zu deene verschiddenste Beruffer aus dem Fleegesecteur, déi per Gesetz vum 11. Januar 1995 gestëmmt goufen, an och iwwert d'Educateuren aus de verschiddenste Beräicher, deenen hir Ausbildung per Gesetz vum 10. August 2005 gestëmmt gouf. Mee wichteg ass awer och, fir ze wëssen, wat an der Zukunft gebraucht gëtt, e Sujet, dee wichteg ass fir dee betraffene Secteur, a vill Leit hunn an der Tëschenzäit gemierkt, wéi wichteg dee Secteur fir eist Land ass.

Op hirem Site vum Gesondheetslycée ginn déi eenzel Ausbildungsweeër gutt erkläert a dann zum Ofschloss op Basis vun deenen eenzelne Formatiounen ginn och déi verschidden Diplomer matgedeelt, déi een hei ka kréien.

Dat ass eng Säit. Mee haut muss ee feststellen, datt mer éischtens e grousse Manktum u Fleegepersonal am Land hunn. Iwwer 60 % vun de Leit am Fleegesecteur komme moies aus den Nopeschlänner bei eis schaffen. Zweetens, d'ANIL, d'Gewerkschaft vun den Infirmièren an Infirmieren, gesäit och fir d'Zukunft e komplette Manktum u Fleegepersonal viraus, well ëmmer méi Leit no an no an d'Pensioun ginn an net genuch jonk Leit dëse Beruff vum Fleeger ergräifen.

Opgrond vun dëse Fakte muss ee sech da Froe stellen. E puer Wuert zur Ausbildung. D'ANIL kritiséiert, datt een hei am Land keng Infirmiersausbildung op Bachelorniveau maache kann. Et geet just bis zum BTS, Brevet de technicien supérieur, deen een am Gesondheetslycée maache kann. Dat bréngt et da mat sech, datt jonk Leit mussen an d'Ausland goen, fir e Bachelor ze maachen. Dat vereinfacht d'Saach net. D'ANIL wëllt dohier den Infirmiersstudium op Bachelorniveau hei am Land eropschrauwen.

Jonk Leit, déi de Wee vum Ausland ginn, bleiwen dann oft do, esou d'Madamm Presidentin vun der ANIL an enger Dageszeitung. Insgesamt ass d'Ausbildung net ganz glécklech, fënnt och den Chief Nursing Officer vum Ministère de la Santé. ok

Hei en Auszuch aus hirem Interview aus enger Dageszeitung: „Das Modell, nach dem die Krankenpfleger in Luxemburg ausgebildet werden, ist einzigartig. Dass die Schüler schon vor dem Abschluss der Première spezielle Kurse belegen, die zur Ausbildung des Pflegers gehören, macht das Ganze kompliziert. Würde nämlich ein Schüler mit Abschluss einen Pflegeberuf in Luxemburg erlernen wollen, müsste er wieder bei Onzième anfangen und vier Jahre weiter lernen, um schlussendlich einen BTS-Abschluss zu haben. Das machen die wenigsten. Stattdessen studieren viele im Ausland und kommen teilweise nicht mehr zurück. Wir bilden hier nicht viele Krankenpfleger aus. Die Krise hat gezeigt, wie unglaublich abhängig wir diesbezüglich von unseren Nachbarländern sind."

Dat erschéngt ganz logesch: Fir Leit mat enger Première générale oder enger Première classique ass et net attraktiv, nees op eng Onzième zréckzegoen. Dat schreckt jonk Leit of, déi sech eréischt no hirem Secondaireofschloss fir e Beruff am Fleegesecteur interesséieren. Eng Bachelorausbildung fir Infirmieren, souwuel fir Leit mat engem Secondaireofschluss wéi och fir d'Leit aus dem LTBES, déi ewell e BTS hunn, sollt onser Meenung no op der Uni Lëtzebuerg ugebuede ginn.

De BTS vun der Infirmière ofzeschafen a just nach e Bachelor unzebidden, erschéngt manner logesch, well och da komme manner Leit a Fro, well e Bachelor soll och e Bachelorniveau hunn. Dohier wär et am beschten, op der Uni eng Bachelorausbildung unzebidden, awer weider de BTS am Gesondheetslycée. Esou ka jiddweree senge schoulesche Capacitéiten no eng Ausbildung maachen.

Een anert Kapitel. Méi Attraktivitéit fir Beruffer aus dem Fleegesecteur a méi Kompetenzen an Autonomie fir Leit am Fleegesecteur. D'Leit aus dem Fleegesecteur stéiere sech drun, datt si wéineg Entscheedunge selbststänneg treffe kënnen. Dat steet am Widdersproch zu där extreem héijer Verantwortung, déi si droen. Eng méi grouss Onofhängegkeet an den Entscheedunge géif och zu engem fléissende Verlaf am Klinikalldag bäidroen.

Dozou seet dann den Chief Nursing Officer an enger Zeitung: „Zum Beispiel ist die Arbeit der Krankenpfleger komplett auf medizinische Verschreibung aufgebaut. Kleine Dinge, sei es ein Rollstuhl oder ein bestimmter Verband, müssen dem Krankenpfleger vom Arzt verschrieben werden. Dadurch geht viel Zeit verloren." Si wënscht sech virun allem: „Die Rolle und die Kompetenzen der Krankenpfleger sollen stärker hervorgehoben werden. Außerdem sollen diese eine größere Autonomie bekommen. Inwiefern das möglich ist, muss natürlich mit den verschiedenen Akteuren besprochen werden. Ein Krankenpfleger ist im permanenten Kontakt mit dem Patienten und sieht zum Beispiel sofort, wenn ein älterer Mensch nicht genug trinkt. Daraufhin kann er seine Diagnose stellen und entscheiden, was zu tun ist, damit es der Person besser geht."

D'Gesetzer an d'Reglementer sinn an där Madamm hiren Ae vereelzt an entspriechen net méi den aktuelle Bedierfnesser. Ech kommentéieren dat elo hei haut net, dat géif ze vill an den Detail goen. Et geet jo net ëm den Inhalt. Wichteg ass, datt se iwwerschafft gi vun a mat deene Leit, déi an deem Beräich aktiv sinn, aus deem ganze Fleegesecteur.

Duerch d'Coronakris sinn d'Leit aus dem Fleegesecteur méi an de Fokus vun der Aktualitéit geroden an hir enorm Wichtegkeet ass jiddwerengem vill méi kloer ginn. Mir mussen d'Fleegeberuffer méi interessant maachen duerch eng méi grouss Visibilitéit an och Attraktivitéit, zum Beispill. An da muss een och méi Reklamm maachen. De Fleegesecteur brauch méi Reklamm an et muss och besser informéiert ginn iwwert déi verschiddenaarteg Beruffsbiller, déi do ugebuede ginn.

Informatiounscampagnë sinn eng gutt Saach, mee et gëtt awer méi konkreet Méiglechkeeten, fir de Jonken de Beruff méi attraktiv ze maachen. E Grenzlycée, wéi den Här Spautz et gesot huet, ka gutt sinn. Mee dat huet awer och e Problem: Duerno musse mer e franséischsproochegen hunn an en däitschsproochegen. An um Terrain, do ass de Gros awer franséischsproocheg. Och dat alles muss een do materanhuelen.

Eiser Meenung no, oder eng aner Méiglechkeet wär zum Beispill eng Allianz, déi d'Interesse vun eenzelne Jonken erëm erwäche kéint, zum Beispill ee Militärspidol. Et kéint een zum Beispill hei eng wichteg Allianz schléisse mam Beräich vun der Arméi. Wann e Militärspidol kënnt, wéi et scho jorelaang am Gespréich ass, firwat net en Debouché schafe vun engem Infirmier militaire? Dat géif och erëm méi jonk Leit mat aneren Interessegebidder unzéien. D'Militärspidol kéint op vill Manéieren attraktiv si fir jonk Leit. Zum Beispill, och ouni bei der Arméi ze sinn, kéinte si do Stagë maachen. Do géif et vill Iddie ginn an do géif eng ganz aner Populatioun vu Kandidaten ugezu ginn. Well et muss ee jo wëssen, a sengem Liewe mat 18, 19 Joer huet een dacks aner Interessie wéi mat 14, 15, a mat 23, 24 huet een erëm aner Interessien. All deem muss ee Rechnung droen, an et wier eng Win-win-Situatioun fir de Fleegesecteur, awer och fir d'Land. Jonk Leit géifen Ablécker kréien an déi eenzel Servicer, déi kéinte mateneen hir Interessie verbannen.

Een anert Kapitel: d'Spooch. Et ass fir jonk Leit net einfach, wa se op hirer Aarbechtsplaz ëmmer musse mat hiren Aarbechtskolleegen eng Friemsprooch schwätzen, wat fir de Patient, awer och fir Kanner notamment ganz desagreabel ass an och fir d'Leit am Fleegesecteur selwer.

Vill jonk Leit zu Lëtzebuerg zécken, fir e Beruff ze ergräifen, an deem se net kënne Lëtzebuergesch mat hiren Aarbechtskolleege schwätzen. Vill Jonker mengen, de Secteur wär ganz a franséischer Hand. Et ass wichteg, datt d'Leit Sproochekenntnisser hunn am Franséischen an am Däitschen, well déi eenzel Medikamentenuweisungen am Spidol meeschtens op Franséisch sinn.

Jo, mir sinn op d'Leit vun der Grenzregioun ugewisen am Fleegesecteur. Dat ännert awer näischt drun, datt och si solle méiglechst vill Lëtzebuergesch schwätzen op hirer Aarbechtsplaz an och mat hire Patienten a mat hire Kolleegen. D'Organisatioun vu Sproochecoursë kéint dann an de Spideeler ugebuede ginn, vu kompetente Ministèren, a si kéinten déi dann do suivéieren, ouni datt dee kompletten Alldag vun hinnen op d'Kopp geréit. Och d'Méiglechkeet vum digitale Beräich, fir d'Sprooch ze léieren, soll a Betruecht gezu ginn, firwat net iwwer Video?

An da géif ech elo och gläich um Schluss ukommen. Ech hätt awer nach ..., mee bon, mir kréie jo den Hierscht nach méi dacks Zäit a méi Geleeënheet, fir drop hinzeweisen, mee erlaabt mer awer nach just, well meng Zäit ofgelaf ass, nach e puer Wuert zu den Educateuren ze soen!

Do hu mer eng Schoul, déi huet eng Capacitéit fir 300 Schüler. 160 maachen den Ofschloss. A wou bleiwen déi aner 140? Dat muss een dann och kucken. A vun deenen 160, déi den Ofschloss maachen, ginn der 40 (veuillez lire: 40 %) an d'Ausland. Dann ass et jo ganz logesch, datt net vill hei am Land bleift. Ech mengen, do wollt ech just drop opmierksam maachen, datt mer do mussen aktiv ginn.

An dann hätt ech nach eng lescht Fro. Ech hätt der jo nach, mee eng lescht Fro, déi ee sech dann och muss stellen, dat wier dann eng Fro un d'Madamm Ministesch: Wann een en Educationsberuff wëllt ergräifen, da steet hei geschriwwen: « L'exercice d'une profession du secteur socio-éducatif, éducateur diplômé et auxiliaire de vie, est subordonné à l'acquisition d'une autorisation d'exercer, délivrée par le Service de la reconnaissance des diplômes. »

An da muss ee sech froen: Firwat mussen déi Leit, déi an dee Beruff wëlle goen, 75 Euro bezuelen, fir däerfe schaffen ze goen? Dat ass meng Fro, déi ech elo emol mat op de Wee wollt ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An elo wier et dann um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et war esou Mëtt Mäerz, kuerz ier d'Regierung den État de crise ausgeruff hat, datt de Premierminister, zesumme mat der Santésministesch, d'Fraktiounspresidenten zesummegeruff huet, fir iwwer hir Pläng ze informéieren. An zu deem Zäitpunkt louch, oder houng ee grousst Damoklesschwäert iwwer Lëtzebuerg, nämlech Rumeuren, déi kurséiert waren, datt Frankräich d'Grenze géif zoumaachen an datt si hiert Gesondheetspersonal requisitionéiere géifen. Wat dat bedeit hätt, brauch ee wuel kengem dobaussen an och heibannen ze erklären. Dat hätt dat bedeit, wat ëmmer probéiert ginn ass ze verhënneren, nämlech de komplette Kollaps vun eisem Santéswiesen.

An dee Moment huet och, mengen ech, keen duerno gefrot, datt soguer Medikamenter missten op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, mee mir ware ganz frou, datt d'Fransousen dat net gemaach hunn an datt dat Personal, zum groussen Deel franséischt Personal, an de Spideeler weidergeschafft huet.

De Rapport, dee virun engem Joer virgestallt ginn ass, de Rapport vun der Madamm Lair, ass awer ganz staark op d'Schwächte vun eisem Santéssystem agaangen, virun allem op d'Gefore vun enger Penurie, déi an deenen nächste Jore riskéiert, op eis duerzekommen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och am europäeschen Ausland, voire souguer deelweis weltwäit, mee awer och zu Lëtzebuerg.

An zu Lëtzebuerg ass d'Situatioun besonnesch speziell, well effektiv zwee Drëttel vun eisem medezinnesche Personal net zu Lëtzebuerg wunnen. Deen een Drëttel, deen nach iwwreg bleift, huet och net onbedéngt d'lëtzebuergesch Nationalitéit. Wa mer déi elo géifen no ganz strenge Krittäre vu mengem Virriedner och nach géifen erausrechnen, da kéint ee sech jo virstellen, wat nach géif iwwregbleiwen.

An deem Rapport steet och dran, an enger vun de Konklusiounen, datt « le recours au recrutement frontalier est encore possible, mais toute initiative en France, en Belgique ou en Allemagne, qui viserait à rehausser les salaires des professions de santé engendrait immédiatement une grave crise du système sanitaire luxembourgeois. »

Wann also a Frankräich, Däitschland oder Belsch Reflexioune gefouert ginn, fir hir Krankeberuffer, hir Krankefleeger duerch eng Salaireserhéijung, eng substanziell Salaireserhéijung, ze ënnerstëtzen, dann hätte mer: « engendrait immédiatement une grave crise du système sanitaire ».

Dat als Konklusioun vun esou engem Rapport, dat muss stutzeg maachen. An eng vun deene grousse Konklusiounen, a praktesch jiddwer Virriedner huet dat och scho gesot, dat ass, datt mir hei zu Lëtzebuerg net genuch selwer ausbilden. Mir bilden net genuch selwer aus an de medezinnesche Beräicher. Do sinn elo éischt Initiative geholl ginn, an et ass jo och e Gesetzesprojet, deen elo diskutéiert gëtt an der Chamber. Mee dat ass e Constat, dee mer generell zu Lëtzebuerg maache mussen, net nëmme fir d'Medezinner selwer, mee awer och fir d'Fleegeberuffer.

An dat ass zu Lëtzebuerg awer och historesch gewuess an do hu mer eis selwer op de Kapp gespaut, well et ass natierlech och immens gënschteg fir e Land, wann et d'Personal aus anere Länner rekrutéiert, wou déi aner Länner d'Ausbildungskäschten da fir déi Leit iwwerholl hunn. Duerfir mengen ech, wa mer eis alleguer dem Constat bewosst sinn, datt mer méi mussen ausbilden, datt mer méi a verstäerkt an deen dote Secteur iwwerhaapt mussen investéieren, da geet dat just iwwer dräi zentral Weeër.

Éischtens, mer mussen d'Ausbildung verënneren. Zweetens, mer mussen d'Beruffsbild méi attraktiv maachen a mat dem Beruffsbild natierlech och d'Aarbechtskonditiounen. An drëttens, mer mussen d'Karriären opwäerten, valoriséieren, a mer mussen och kucken, datt d'Weeër an aner Beruffer, och Changementer vun de Karriären, Promotiounen, méiglech sinn, fir och déi Karriäre vun deene jeeweilege Beräicher ze valoriséieren.

An d'Madamm Lair mécht an hirem Rapport och eng ganz Rëtsch Propositiounen. A se kritiséiert och zum Beispill, datt zu Lëtzebuerg, wat d'Formatioun ugeet, nach ëmmer ze rigid Strukture sinn. Als Méiglechkeet, als Chantier, deen ee misst ugoen, huet se d'Beispill genannt, datt een, deen e Medezinnstudium ugefaangen huet, een, zwee, dräi Joer eventuell studéiert huet, dunn awer d'Flemm kritt huet oder gemierkt huet, datt d'Ufuerderunge vläicht fir hien ze héich sinn, datt deen dann einfach fäerdeg ass, also déi Ausbildung dann einfach als Echec ugesi gëtt an datt et keng Méiglechkeet gëtt, fir quasi e Quereinstig an aner Beräicher ze maachen. Dat ass ee vun deene ganz weesentleche Chantieren, wou mer och d'Motivatioun vun de Leit kënnen erhéijen, fir deen dote Beruffswee anzeschloen, datt een, wann een en cours de route mierkt, datt een awer vläicht eng Reorientéierung bräicht, sech awer an deem ganze Beräich vun der Fleeg dra kann erëmfannen.

D'Fro, déi och am Raum ass, an déi ëmmer besteet, ass: Wa mer natierlech esou staark op Frontalieren zréckgräifen, an zréckgräife mussen, dann hu mer eng implizitt Benodeelegung vun de Residenten, an ech soe bewosst Residenten, well et bedeit jo net nëmme Lëtzebuerger, duerch d'Sproochesituatioun an d'Sproochenufuerderungen, déi mir hei zu Lëtzebuerg stellen, déi am Ausland net esou an deem Mooss gestallt sinn. Dat ass och e ganz grousse Chantier, deen, wa mer do wëlle seriö drugoen, och dann am Hierscht muss diskutéiert ginn a wou mer, mengen ech, alleguer zesummen opgefuerdert ginn, doru matzedenken.

Deen zweete Beräich vun den Aarbechtskonditiounen. Den Här Graas huet dat virdrun e bëssen esou gesot: Jo, vill vun deene Leit, mat deenen ee schwätzt, hunn effektiv d'Gefill, datt se hir Akte mat der Stoppauer maachen, well se jo och deelweis getimed sinn. An dat huet eebe justement mat de Versich ze dinn, d'Spideeler, ech soen elo emol besonnesch d'Spideeler, awer net nëmmen d'Spideeler, och Reseauen ze rationaliséieren, ekonomesch méi effikass ze maachen. An ech mengen, mir mussen och kucken, ob mer do net iwwerdriwwen hunn an där ekonomescher Rationaliséierung, an datt déi ekonomesch Perspektiv just eng vun deene ka sinn an am Zentrum awer nach ëmmer d'Fleeg vun de Patiente muss stoen.

Bei de Karriären opwäerten, ech mengen, do huet och bal jiddweree schonn heibannen d'Weeër opgewisen, déi ee goe soll. Mir brauchen, mengen ech, definitiv e Bachelor, deen deem och entsprécht, wat déi Leit studéiert hunn, déi och international Krittären erfëllen. An, wéi den Här Hansen et virdru gesot huet, mir brauchen och weiderféierend iwwert de Bachelor d'Méiglechkeet, e Master ze schafen, fir domadder e ganze Circuit vu Studie kënnen anzeféieren. An, wat ganz wichteg ass, och Changementer vu Karriären, Promotiounen, déi méiglech sinn.

Ech begréissen ausdrécklech, datt d'Madamm Closener hei ugekënnegt huet, datt am Hierscht wäert en Hearing stattfannen, deen, mengen ech, ganz wichteg ass, datt mer alleguer d'Stakeholders, wéi een haut jo esou schéi seet, also alleguer déi Leit, déi betraff sinn, déi am Secteur schaffen, datt déi och gehéiert ginn, an datt mer duerno eng grouss Debatt, eng grouss Orientéierungsdebatt féieren, déi, mengen ech, awer och iwwert d'Fro vun de Beruffsbiller nëmmen erausgeet, well déi Beruffsbiller hu jo och domadder ze dinn: Wéi stelle mer eis vir, datt eis Santéslandschaft an zéng Joer ausgesäit? Ginn et eventuell Beruffsfelder, déi mer musse weiderentwéckelen? D'Preventivmedezinn, ass dat net och vläicht eng Konklusioun aus dëser Kris, datt mer verstäerkt mussen an d'Preventivmedezinn investéieren, respektiv wou mer elo gesinn, wou et hapert, an d'psychotherapeutesch Betreiung vu Leit?

Ech mengen, datt dat d'Erausfuerderung ass, där d'Chamber insgesamt sech muss an deenen nächste Méint, op jidde Fall no der Summervakanz stellen. An ech hoffen, datt mer als Grondlag de Rapport vun der Madamm Lair huelen, deen ass, mengen ech, eng ganz gutt Grondlag, fir dorobber ze diskutéieren. An ech denken, mer sollten dat maachen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech soen och als Éischt eng Kéier dem Kolleeg Marc Spautz hei e grousse Merci dofir, datt en dat Theema op den Ordre du jour gesat huet. Wéi en am Januar, esou wéi en dat och virdru gezielt huet, deen heite Punkt op den Ordre du jour geholl huet, du war d'Welt eng aner. Mir ware virun enger Kris, mee et war eis net bewosst, datt zwee Méint drop déi Interpellatioun ganz vill un Aktualitéit géif gewannen, eng Aktualitéit, déi mer eis net gewënscht hätten. An ech mengen, mir wären alleguerte ganz frou gewiescht, wa mer zum ursprénglech geplangten Datum am Mäerz hätte kënnen iwwert dat heiten Theema schwätzen an eis net hätte misse mat engem État de crise beschäftege respektiv missen deen État de crise geréieren.

Et ass kruzial, hunn ech gesot, an et ass kruzial aus deem ganz einfache Grond, well mer hei wierklech vu systeemrelevante Beruffer schwätzen. Mir schwätzen hei net vu Beruffer, déi een einfach esou ersetze kann, a mir schwätzen och net vu Beruffer, déi een einfach esou léiere kann. Et gëtt e Grond, firwat grad am sozioeducative Beräich et Zougangshürde ginn, et gi Krittären an et gi ganz kloer Formatiounspläng.

Wat meng Virriedner scho gesot hunn, ass: Eise Gesondheetssystem ass haut immens ofhängeg vu Leit, déi am Ausland liewen. Firwat? Bon, dat eent, dat si sécherlech d'Salairen, déi e Facteur hei spillen. Dat Zweet ass awer sécherlech och, datt mer et net fäerdegbréngen, genuch Leit hei zu Lëtzebuerg auszebilden. An do muss ee sech da jo awer d'Fro stellen: Wourunner läit dat, datt mer et net fäerdegbréngen, an engem esou räiche Land wéi Lëtzebuerg esou systeemrelevant Beruffer adequat auszebilden? Läit et dorunner, datt de Programm ze schwéier ass, ze kondenséiert ass?, wat een aus dem Secteur reegelméisseg héiert, datt d'Schülerinnen an d'Schüler sech beschwéieren, datt de Programm dach awer ganz kondenséiert ass an datt hinnen einfach d'Zäit feelt, fir besser ze ginn, fir dat Ganzt ze packen. Ass et, well d'Offer u Formatioun net duergeet?

Bref, ech mengen, datt mer eis hei wierklech mussen d'Fro stellen: Wéi kënne mer an Zukunft d'Unzuel vun den Absolventen hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht setzen, an dat net nëmmen am Interêt vu Lëtzebuerg, mee am Interêt vun der Groussregioun? Well et däerf een net vergiessen, all eenzelnen Employé, deen aus der Groussregioun op Lëtzebuerg schaffe kënnt, dee feelt natierlech a sengem respektiven Duerf a senger respektiver Stad.

De Marc Baum huet virdru gesot: „Wann d'Grenzen zougaange wären, dann hätte mer ganz domm hei aus der Wäsch gekuckt." A fir eebe grad dat ze verhënneren, sollte mer hei weider Efforte maachen.

Dann, ech hunn et ugeschwat, d'Ausland. D'Ausland, dat ass heefeg an deem heite Beräich d'Groussregioun. Mee d'Ausland geet awer och vill méi wäit, an do geet et dann ëm d'Koordinatioun, wat d'Unerkennung vun den Diplomer ugeet.

Ech mengen, et gi ganz vill Leit, déi eeben net hei zu Lëtzebuerg e Gesondheetsberuff léieren, mee dat an deene verschiddensten Héichschoulen oder weiderféierende Schoulen am Ausland maachen, ob dat an der Belsch, Däitschland oder Frankräich ass. Verschiddener komme souguer vun nach méi wäit hier. An do, mengen ech, misste mer nach weider Efforte maachen, fir d'Unerkennung vun den Diplomer ze vereinfachen, awer och dat Ganzt vill méi einfach unzegläichen.

Här President, et ass sécherlech esou, datt d'Gesondheetswiese virun Erausfuerderunge steet, virun Erausfuerderunge stoung déi lescht Wochen a Méint. A wann ech iwwert d'Bildung an iwwert d'Konditioune vun der Bildung am Gesondheetswiese schwätzen, da kommen ech net ëmhin, awer den Elefant am Raum och nach eng Kéier unzeschwätzen, an dat ass den Neibau vum LTPS. Elo wësse mer, datt deen Neibau amgaang ass, datt d'Baggere rullen an datt et an déi richteg Richtung geet. Ech mengen, datt et do vläicht an der Vergaangenheet e bësse lues gaangen ass, datt ech hoffen, datt mer déi Lenteur administrative, déi do deelweis dra war, an Zukunft net méi hunn an datt de Projet wierklech fristgerecht fäerdeg gëtt. Well dat ass, mengen ech ...

(Interruption)

Jo, hoffentlech kënnt net nach eng Kris dozwëscht! Hoffentlech geet et esou weider, wéi dat geplangt ass!

An da schwätzen ech awer iwwert den zweete Volet, deen de Marc Spautz hei ugeschwat huet. Dat war jo net nëmmen de Gesondheetssecteur. Dat ass och de Beräich vum Sozioeducativen. Den Interêt fir e Beruff am sozialen an am educative Beräich ass grouss. Mee eppes, wat direkt an d'A fält, wann een eng Kéier d'Ofschlossklasse kucke geet, dann ass dat d'Genderbalance, oder besser gesot an deem heite Fall d'Genderimbalance, well mir schwätzen hei dach vun enger Verdeelung vun ... An de Minister huet sécherlech méi genau Zuele wéi ech, mee ech hunn dat elo Pi mol Daum gekuckt op de Fotoe vun de Klassen. Do hat ech esou d'Gefill, et wären ee Véierel Männer an dräi Véierel weiblech Schülerinnen. Hei ass also e Beräich, an deem gesellschaftlech Stereotyppen dach nach relativ present sinn.

An do misst ee sech d'Fro stellen: Wéi kënne mer de Beruff vum Educateur méi attraktiv maachen och fir männlech Schüler?

(Interruption)

Jo, ech weess, weiblech Schülerinnen, dat kënnt op dat nämmlecht eraus.

De Beruff vum Educateur weist, datt mer e Besoin hunn. Mir sinn och frou, datt mer déi Educateuren hunn, well grad elo och erëm an der Kris si mer frou, datt se d'Kanner konnten accompagnéieren. A grad eeler Leit, mee och jonk Leit. Also ech mengen, den Educateursberuff ass e Beruff, wou een un deenen zwee Enner vum Liewen am jonken Alter vill mat hinnen ze dinn huet an deelweis am soziale Beräich da mat änleche Beruffsbiller méi spéit am Liewen nach eng Kéier ze di kritt. Dat heescht, et ass gutt a mir sollten als Lëtzebuerg och houfreg sinn, datt mer esou eng Offer kënne liwweren.

Ech wollt awer just nach ganz kuerz vläicht och eppes soen, wat d'sozial an d'educativ Beruffer ugeet. An do geet et ëm de Jugendchômage. An do stellen ech mer d'Fro, ob, wa mer déi Beruffer géife méi valoriséieren ... Mir mierke jo, datt eng Demande do ass. Déi Demande ass do, well et kommen all Dag esou vill, Honnerten, voire Dausende Grenzgänger aus der Groussregioun op Lëtzebuerg, fir an deene Beruffer ze schaffen. Wa mer déi Beruffer also valoriséiere kéinten, wa mer déi Ausbildung kéinten esou maachen, datt méi Leit et packen, da kéint ee sécherlech och hei eppes maache géint de Jugendchômage, wou Lëtzebuerg haut dach leider déi drëtt Plaz vun där falscher Richtung aus anhëlt a kuerz hannert Spuenien a Griichenland dach bal 25 % vun de Jugendlechen am Chômage sinn.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt een hei zwou Mécke mat enger Baatsch kéint schloen, andeem een eng Ausbildung méi interessant géif maachen, e Beruffsbild oder Beruffsbiller méi valoriséiere géif an doduerjer dann och kéint eppes maache fir Leit, déi hei zu Lëtzebuerg no enger Aarbecht siche respektiv se en amont opzefänken, datt se guer net eréischt an d'Situatioun kommen, eng Aarbecht mussen ze sichen, well se an e Beräich erakommen, wou immens Leit gesicht ginn.

Ech soen also nach eng Kéier dem Marc Spautz Merci fir d'Initiativ an ech hoffen, datt mer haut net fir d'lescht iwwert dat Theema schwätzen, mee datt dat heiten den Ufank ass vun engem Prozess, deen déi Beruffer valoriséiert an hir Ausbildung wierklech an de Mëttelpunkt stellt.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Ech si ganz frou, dass Lëtzebuerg Corona net gebraucht huet, fir ze erkennen, dass mer e Problem mam Gesondheetssystem hunn an och ronderëm d'Gesondheetsberuffer, an dass deemno vläicht och schonn en vue vun deem Internationale Joer vun de Gesondheetsberuffer déi Etüd Lair an Optrag gaangen ass, wou ech och ganz frou sinn, hei ze héieren, dass se net nëmme bekannt ass, mee och gelies a komplett integréiert ass. Si zeechent wierklech dat op, wou de Schong dréckt, a si zeechent doriwwer eraus och eng ganz Rei Pisten op, op deene mer kënne schaffen.

D'Damoklesschwäert ass hei zitéiert ginn am Passé, wat mer hate virun net allze laanger Zäit, wou et geheescht huet, d'Grenze ginn zou. Ech brauch lech net ze erklären, wat dat fir e Gefill war. Ech muss soen, ech sinn nach net beim Passé ukomm. Ech spieren dat Damoklesschwäert nach ëmmer an ech sinn och ganz frou, wann dat iergendwann eng Kéier behuewen ass mat där Kris hei.

D'Problemer, déi opgezeechent gi sinn, sinn zimmlech evident. Et ass en demografesche Problem à la base. Mir gi méi al an deem Land, mir sinn zu méi an dësem Land, also brauche mer och méi Leit, déi no eis kucken iergendwann, wa mer krank sinn. Vun der Selbstversuergung si mer ganz wäit ewech. D'Chiffere si genannt ginn. Mir hunn eng extreem Fragilitéit. Et ass net drun ze denken, dass mer eis eng Kéier selbstversuergen an deem doten Deel. Et kann een et amelioréieren, et kann ee méi Leit an de Beruff kréien. Mee ech fäerte ganz, dass mer, reng demografesch gesinn, et net wäerten hikréie mëttelfristeg, fir eis Besoinen am Gesondheetssecteur mat Lëtzebuerger ofzedecken.

Mir hunn iwwer 50 % an dësem Secteur, wat Pendler sinn, iwwer, ronn 60 % sinn Netlëtzebuerger, an d'Genderbalance, déi ass och effektiv, déi bestätegt e relativ krasse Klischee: Mir hunn 80 % Fraen an deem Beruff, wënschen eis also do och u sech méi Infirmieren an Zukunft.

Wéi et mat der Formatioun ausgesäit, dat ass eigentlech en Theema, dat sollt en Theema sinn och onofhängeg vu Corona, dat schonn identifizéiert war fir de Gesondheetsdësch. Dir wësst, dass de Gesondheetsdësch lancéiert war, an zwar de 14. Februar ass de Kick-off dovunner gewiescht. Do war ee vun den Haapttheemen, wat mer och politesch wierklech wichteg war, dat ass justement de Suivi vun der Etüd Lair ze maachen. An deem Sënn ass och am Januar, de 24. Januar, eppes gemaach ginn, wat mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer schrecklech gär maachen, nämlech e Groupe interministériel agesat ginn, fir sech mat dem Suivi vun der Etüd Lair ze befaassen. Dëse konnt aus verständleche Grënn ... Et ass gefrot gi vum Här Spautz: „Wat ass do geschitt?" Ben, do ass net vill geschitt. De Grupp war knapps agesat, dunn ass Corona komm an en huet net getaagt. Den éischte Rendez-vous ass den 22. Juli elo, wou mer hoffen, eis iergendwou kënnen erëm zesummenzesetzen.

Wat ass do virgesinn? Ma do ass vusäite vun der Santé virgesinn, en neit Beruffsbild ze proposéieren. Mir sinn ons bewosst, eeben och opgrond vun der Etüd Lair an och vun der Praxis ronderëm eis, opgrond vun de villen Echangen, déi mer haten, dass mer mussen d'Bild vun de Gesondheetsberuffer iwwerdenken. Dat heescht, mir maachen eng nei Definitioun, wat elo d'Kompetenze sinn, wat Stand haut en Infirmier oder aner Leit, do gëtt et jo eng ganz Kategorie Beruffer am Gesondheetswiesen, wéi dat misst ausgesinn. Dat soll fir eis dann eng Basis sinn, déi mer mat an dëse Grupp huelen, fir doropshin dann ze kucken: Wéi muss dann déi Formatioun ausgesinn, déi dorobber soll calquéiert sinn?

D'Formatioun ass och effektiv e bëssen e Wanderpokal. Ech hunn dat och elo festgestallt bei der Preparatioun, déi mer ... Ursprénglech, 1967, war se bei der Santé, dunn ass se an d'Educatioun gaangen, elo ass se bei eis zwee. Dann hoffe mer, dass mer dat elo zesumme besser gemaach kréien an eppes draus strécken, wat zukunftsorientéiert ass.

Wéi gesot, eenzegaarteg ass se. Dat ass vläicht nach net relevéiert ginn. Si ass wierklech eenzegaarteg, vläicht net an deem Sënn, wou mer et gären hätten. Ech wär frou, wa se eng Kéier eenzegaarteg innovativ wär. Mir sinn, wann ech do richteg informéiert sinn, dat eenzegt Land an Europa, dat effektiv nach keng Bachelorformatioun fir den Infirmier huet. Dat ass net valorisant fir déi Leit, déi et maachen. An et kann een och verstoen, dat erkläert vläicht och zum Deel, firwat ëmmer manner Leit déi Formatioun hei maachen. Dat geet jo erof, déi Zuelen. Wann ee warscheinlech de Choix huet, dee selwechte Beruff am Ausland ze maache mat à la clé engem Bachelor, deen engem aner Dieren opmécht, dann ass dat vläicht eng Preferenz, déi do ass. Dat misst ee kucken.

Fakt ass, dass eis Formatioun net méi wierklech unzitt an dass se definitiv net dat virgëtt, wat mer um Terrain brauchen. Och do si mer amgaangen, trotz Coronazäiten natierlech och deen Aarbechtsgrupp ze preparéieren. Mee dat si lafend Aarbechten. Et ass e bësselche fréi, elo dorobber Opschluss ze ginn. Déi leien net op Äis, au contraire. Mir sinn amgaangen, och scho Modeller ze kucke vu Formatiounen, déi et esou doruechter gëtt, dat alles en vue eebe vun enger Reprise vun eisen Aarbechten dann offiziell den 22. Juli.

Wat mir opgefall ass, dat ass, dass vläicht déi Diskussioun ronderëm d'Ausbildung, déi dach awer liicht almoudesch ass, wann ech dat esou ka soen, am krasse Widdersproch steet zu der Motivatioun bei de Leit um Terrain. Ech hunn duerch déi Kris hei Leit kenne geléiert an deene Beruffer, déi extreem motivéiert sinn, déi wierklech eng Vokatioun hunn. Dat ass eppes ganz Wäertvolles. Dat ass eppes, wat ee muss fërderen. Et huet net nogelooss. Si si wierklech engagéiert. An ech denken, et ass eis Aufgab alleguerten zesummen, fir där Vokatiounen nach méi ze suscitéieren doduerch, dass mer dee Beruff méi bekannt maachen. En ass valorisant um Terrain. Et ass e Metier, dee vill freet, mee deen awer och vill zréckgëtt, well et en Echange mam Patient ass. An ech sinn och iwwerzeegt, wann een dat flott duerstellt, wann dat e Beruff ass, deen och Flexibilitéit bitt, wou ee ka Weiderbildung dropsetzen, wou ee sech ka reorientéieren, dass dat eppes ass, wat och an Zukunft ëmmer nach wäert Leit uschwätzen.

Ech fannen et natierlech och ideal, wa mer eng Formatioun hätten, mir investéiere jo ganz vill an eis Ausbildung hei am Land, dass mer och eebe Leit aus dem Ausland unzéien, fir bei eis studéieren ze kommen. Wéi gesot, ech sinn iwwerzeegt, dass mer et esou oder esou mëttelfristeg net wäerten hikréien, fir eis Besoine selwer ofzedecken, soudass mer nieft de Lëtzebuerger, déi mer ausbilden, och drop ugewise sinn, vläicht Leit hei an d'Formatiounen ze kréien an déi dann och heizebehalen. Do ass villes ze maachen.

Et geet drëms, d'Leit wierklech ze ënnerstëtzen an eng attraktiv a modern Formatioun op d'Been ze stellen, déi wierklech och deem entsprécht, wat de Standard an Europa ass, an déi eis dann idealerweis och an eiser Eenzegaartegkeet hëlleft. Mir si jo kleng a flexibel, vläicht kréie mer dat hin, fir déi Eenzegaartegkeet bäizehalen, awer dann an engem positive Sënn, dass mer wierklech eng attraktiv, eng innovativ Formatioun hei op d'Bee kréien, wou gekuckt gëtt, wou d'Leit sech aus dem Ausland derfir interesséieren an och et derwäert fannen, bei eis studéieren ze kommen.

Voilà! Dat war alles vu menger Säit. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Gesondheetsministesch. An den Här Educatiounsminister Claude Meisch iwwerhëlt elo de Relais fir d'Regierung.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Interpellant, dem Marc Spautz, fir hei op zwee Beräicher opmierksam ze maachen, déi eigentlech zwou Gemeinsamkeeten hunn.

Eng Kéier schwätze mer am sozioeducative Beräich an awer och am Beräich vun de Gesondheetsberuffer vun enger grousser Penurie u Personal, vun engem Mangel u Fachkräften. An op där anerer Säit sinn et awer zwee Beruffer oder Beruffsberäicher, wou dat Mënschlecht ganz staark dominéiert, wou d'Aarbecht mam Mënsch am Vierdergrond steet, a wou mer sécherlech net nëmme mussen, jo, fachlech Kompetenzen an deem Sënn, am technesche Sënn vermëttelen an der Ausbildung, mee virun allem awer och mussen derfir suergen, datt wärend der Ausbildung an iwwert déi gesamte Beruffskarriär een als Mënsch selwer wiisst, fir déi Aarbecht do kënnen ze maachen, selwer déi Aarbecht do verdroe kënnen ze maachen, an awer och natierlech fir all déi aner, sief dat vum klenge Puppelche bis bei dee Kranken oder d'Fleegeheimer, do kënnen ze sinn an de Mënsch an déi mënschlech Besoine kënnen no vir ze stellen.

Vläicht e Wuert dozou, datt d'Penurie an deenen zwee Beruffsberäicher, an deem sozioeducativen, mee och an de Gesondheetsberuffer, jo kee rengt lëtzebuergescht Phenomeen ass. Mir kennen dat och aus anere Länner, an datt d'Penurie an deenen dote Beräicher jo och sech net nëmmen op déi dote Beräicher hei zu Lëtzebuerg limitéiert. Mir kennen och hei zu Lëtzebuerg nach ganz vill aner Beräicher, wou een och op der Sich ass no guddem Personal. Ech denken am Generellen an der Educatioun. Ech héieren dat aus den Handwierksbetriber. Ech héieren et bei der Police a soss bei anere staatleche Secteure souguer.

Also, mengen ech, si mer hei op der Kräizung vun zwee Phenomeener, een, deen am Ausland eigentlech och da bekannt ass, datt et schwiereg ass, Leit ze motivéieren, an déi Beruffer do eranzegoen, an awer och nach eng Kéier deen, datt mer natierlech, jo, net selbstversuergend sinn, wat den Nowuess ubelaangt a quasi allen Domänen hei zu Lëtzebuerg an op den Zouzuch respektiv op d'Grenzregioun ugewise

sinn. An dat fanne mer eebe grad an deenen doten zwee Domänen erëm.

Vläicht e puer Wuert an e puer Prezisiounen och oder Antwerten op Froen, déi hei gestallt goufen zu deene jeeweilege Secteuren.

Am sozioeducative Beräich ass de Personalbedarf natierlech explodéiert iwwert déi lescht 10, 20 Joer. Ech wëll elo just een Element eraushuelen, dat am dynameschste gewuess ass, dat ass natierlech dat vun der Kannerbetreiung am Service de l'éducation et de l'accueil. An de Crèchen, also an de Maison-relaisen hu mer geschat iwwert déi lescht Joren zousätzlech Poste geschafen an der Héicht vun 250 pro Joer fir Educateuren. An dat ass natierlech derbäikomm par rapport zu enger Situatioun vu virdrun. An duerfir si mer och haut an där doter Situatioun.

Et ass sécherlech do reagéiert ginn. Et ass gekuckt ginn, datt den LTPES seng Capacitéit fir auszebilden op d'Educateursformatioun wierklech dann och konzentréiere kann, andeems mer och an de Lycée-techniquen eng SO-Formatioun (ndlr: sciences sociales SO) ugebueden hunn, well mer ganz dacks gemierkt hunn, datt dee jonke Mënsch an den LTPES gaangen ass an den Educateursdiplom gemaach huet, fir awer duerno weiderstudéieren ze goen an net um Terrain ukomm ass an de jeeweilege Strukturen. Eng SO-Sektioun, déi d'ailleurs e grousse Succès huet, wou mer haut op enger Première 421 Schüler zielen an engem Joergang, wat also par rapport zu deene Chifferen, déi hei genannt gi sinn, déi pro Joergang am LTPS erauskommen, jo awer ganz staark impressionnant ass.

Mir hunn och d'Formatioun am LTPES reformëiert. Mir sinn derbäibliwwen, datt et eng allgemeng bildend Formatioun ass, datt se net ze vill spezifesch op dee jeeweilege Secteur dann och ausbilt, mee awer am leschte Joer een dach sech fir ee vun deene Beräicher ka méi staark spezialiséieren, mee nach ëmmer duerno polyvalent ass an an all Beräich vum sozioeducative Secteur ka schaffe goen.

Mir hunn och, an doriwwer sinn ech ganz frou, mat der École nationale pour adultes an der leschter Legislaturperiod eng Formation en cours d'emploi nees lancéiert. An ech muss lech soen, datt dat eppes ass, wat mer immens gutt gefall huet. Ech war d'lescht Joer do, fir Diplomer ze iwwerreechen. A wann een d'Liewensparcoursen héiert vun deene Leit, da sinn der ganz vill derbäi, déi hätte schonn am léifste beim éischten Ulaf och eng Educateursformatioun gemaach oder och en aneren Ulaf oder en aneren Ofschloss ugestrieft, mee et ass eeben aus ganz ënnerschiddleche Grënn - a meeschtens waren et privat Grënn, déi am Liewensparcours dann iergendwéi eng Kéier eng Neierung bruecht hunn - op eng Kräizung komm, wou et dann awer an eng aner Richtung gaangen ass. An déi sinn immens dankbar, datt se iwwert deen dote Wee nach eng Kéier konnten deen Ofschloss maachen.

An ech sinn absolutt mam Här Marc Spautz d'accord, datt mer Efforte musse maachen, fir nach méi Capacitéit ze schafen, fir, jo, zum Deel nach jonke Leit - sinn dat dach an der grousser Majoritéit - déi dote Chance kënnen ze ginn, mat engem Fouss schonn an der Beruffsrealitéit, och dacks am sozioeducative Beräich, eeben ze stoen a mat deem anere Fouss nach an d'Schoul ze goen an e valabelen Ofschloss kënnen ze maachen, fir sech och kënnen duerno berufflech weiderzeorientéieren.

Da si mer mat de Beruffskummeren amgaangen, iwwer en neien DAP ze diskutéieren. De Marc Spautz huet den DAP vum Auxiliaire de vie hei ugeschwat, deen eigentlech - dat ass e bëssen, wéi et duergestallt ginn ass -, deen elo net op d'Kandheet an op d'Kannerbetreiung achséiert ass. Deen ass eigentlech allgemeng orientéiert a kann an ënnerschiddleche Secteuren, an ënnerschiddleche Beräicher vum sozioeducative Secteur agesat ginn. Mir plangen drun, en DAP Petite Enfance ze maachen, well mer mierken, datt do e ganz grousse Besoin besteet, well mer och do zousätzlech eebe Qualitéitskrittären agefouert hunn an deene leschte Joren an de Crèchen a well mer do en enorme Besoin och u qualifizéiertem Personal hunn.

An dat muss net ëmmer den Éducateur gradué sinn, dat muss och net ëmmer den Éducateur diplômé sinn. Dat kéint och hei en DAP sinn am Beräich vun der petite Enfance. An dee soll den DAP Auxiliaire de vie net ersetzen, dee wëlle mer derbäisetzen niewendrun, datt mer der och méi rekrutéiert kréien, fir insgesamt an déi Beräicher do ze goen, well eng Alternativ wär gewiescht, an dat ass och vun eenzelnen Acteuren esou proposéiert ginn, ze soen: „Kommt, mir maachen en Tronc commun fir unzefänken an duerno splécke mer et eng Kéier a Richtung vum Auxiliaire de vie an eng Kéier a Richtung vun der petite Enfance."

Ech gleewen éischter drun, datt mer méi Jonker begeeschtert kréien, wa se dès le départ kënne sech spezialiséieren, allerdéngs - allerdéngs! -, an dat ass wichteg, datt mer do och ëmmer Passerellen ubidden, fir am Fall, wou een dann awer eng Kéier de Secteur wëllt wiesselen, am Fall, wou een no 10, 15 oder 20 Joer eng Kéier seet: „Elo wëll ech och nach eppes aneres maachen", datt een dann net an engem Sens unique ënnerwee ass, mee nach eng Kéier kann d'Bunn changéieren an dat och iwwer Weiderbildung da kéint maachen. Do schaffe mer nach ëmmer drun.

Da si mer awer och amgaangen, iwwer eng Pist nozedenken. An ech wëll déi och emol hei ganz gären eng Kéier zur Diskussioun stellen. Wa mer soen, mir hu 421 Schülerinnen a Schüler op enger Première SO an eise Lycéeën uechtert d'Land, da sinn dat der immens, immens vill an da wëllt a ka sécherlech och en Deel vun deene weiderstudéiere goen. Mee vläicht ass et awer och esou, datt en Deel vun deene sech nach eng Kéier wëllt nei orientéieren an an den Educateursberuff wéilt erakommen.

Mee well een awer vläicht zwee Joer virdrun, wou een hätt kënnen op den LTPES an d'Educateursformatioun goen, nach net sécher war, wat ee wollt maachen, well ee schonn een Interessi hat an duerfir och éischter op eng sozial ausgeriichte Sektioun gaangen ass am Enseignement secondaire général, datt een elo no senger Première dann awer dee Schratt nach eng Kéier kéint maachen. An duerfir iwwerleeë mer, fir eebe Jonker, déi hir Première hunn an der SO-Sektioun, datt mer deenen zousätzlech d'Joer offréieren, fir hiren Educateur kënnen nozemaachen an dann eeben och domadder kënnen an dat Aarbechtsfeld eranzegoen. Ech denken, datt dat eppes ass, wat net enger grousser Majoritéit vun deene 421 jonke Primaner hei géif entgéintkommen, mee awer engem groussen Deel, a mer domadder nieft deem, wat mer all Joers um LTPES un Educateuren iwwert de reguläre Wee ausbilden, der nach eng Kéier zousätzlech da kéinten op de Marché bréngen.

Ech mengen och, datt mer méi intensiv nach musse kucken, bei der Population résidente hei zu Lëtzebuerg wierklech och Reklamm ze maache fir den Educateursberuff. Well wat enorm wichteg ass, ech hunn et virdru gesot: Et schafft een do mat Leit, an da sollen et och Leit sinn, déi aus deene Milieue kommen, déi déi Sprooche schwätze vun deene Jonken, vun deenen Alen, vun deene Behënnerten, déi d'Liewensrealitéit vun de Mënschen zu Lëtzebuerg och kennen, an datt mer doduerjer och kucken, datt mer duerch sämtlech Regiounen, datt mer duerch sämtlech sozioekonomesch Kategorië vun eiser Populatioun, jo, och duerch sämtlech Nationalitéiten, och Leit mat Migratiounshannergrond, datt mer do Promotioun maache fir den Educateursberuff. Dat ass genau dee Profill vu Leit, déi mer och am sozioeducative Beräich herno brauchen, Leit mat engem soziologesche Background, déi ganz einfach där Clientèle an der Populatioun hei zu Lëtzebuerg entspriechen.

Kuerz war och de Besoin Formation continue ugeschnidde ginn. An ech denken, datt mer do mat dem Secteur aus dem sozioeducative Beräich solle kucken, wéi mer dat strukturéieren. Well e gudden Deel vun deem Secteur huet sech organiséiert an huet sech och Strukture ginn, héich Kompetenzstrukturen, fir Formation continue un hir Leit kënnen unzebidden. Mir wëssen awer och, datt dee Beräich ganz, ech wëll net soen, zersplittert ass, mee awer ganz staark opgedeelt ass. Do gëtt et grouss Acteuren aus dem associative Beräich, déi als ASBL constituéiert ginn. Et gëtt Gemengen, déi an deem Beräich och Träger sinn. Et gëtt ganz vill kleng Acteuren, kleng ASBLen, déi vläicht och nëmme lokal eng Struktur bedreiwen. An déi sinn natierlech ganz ënnerschiddlech opgestallt, fir d'Formation continue fir hir Leit kënnen ze assuréieren.

An do si mer amgaangen, mat deem Secteur och iwwer e Finanzéierungsmechanismus ze beroden, wéi mer ganz geziilt kënnen d'Formation continue vun héijer Qualitéit och zousätzlech finanzéieren, fir datt se awer zougänglech ass fir all Agent aus deene Strukturen, egal ob een elo an enger gréisserer, enger klenger, enger privatrechtlecher oder enger kommunaler täteg ass.

Vläicht och nach e puer Wuert, Här President, zu de Gesondheetsberuffer, wou jo virun allem d'Fro ronderëm de Bachelor fir den Infirmier am Fokus steet. Ech verstinn dat och an ech denken, datt een dat sécherlech muss analyséieren. Mee ech bieden awer drëms, datt mer et gutt analyséieren an och wierklech ofweien a kucken, ob dat déi Problemer, an ech wëll déi Problemer guer net hei ewechrieden, déi Problemer, déi mer hunn, ob dat déi Problemer géif léisen oder dat eleng déi Problemer do géif léisen. Do sinn ech dach awer e bësse skeptesch.

Wësst Der, ech stoung dacks op dëser Plaz, do hu mer iwwert d'Penurie vun den Enseignanten an der Grondschoul geschwat. Mir haten eng Formatioun um ISERP, déi hu mer opginn. Si ass duerch eng universitär Bachelorformatioun ersat ginn. An dat huet d'Situatioun net däitlech verbessert.

Ech géif éischter soen, datt, net d'Qualitéit vun der Formatioun, mee d'Quantitéit vun der Formatioun a vun deenen, déi diploméiert erauskommen, dach awer jo éischter zréckgaangen ass, däitlech zréckgaangen ass, dat hu mer ëmmer nees misse feststellen, soudatt ech och mengen, datt et hei net duergeet, fir elo ze soen: „Bon, mir maachen déi eng Formatioun zou a mir maachen eng Bachelorformatioun op." Dat, denken ech, gräift ze kuerz.

Et muss een och wëssen, datt e BTS, an dat ass mer awer wichteg, och hei nach eng Kéier ze ënnersträichen, och en Héichschoulofschloss ass. Dat ass och en Héichschoulofschloss, och en Héichschoulofschloss vun héijer Qualitéit, deen awer vläicht méi Leit zougänglech ass, well e manner akadeemesch nach ausgeriicht ass wéi e Bachelor oder duerno e Master, well en och an de Lycéeën ugebuede gëtt mat Acteure vun de Lycéeën, an eng Formatioun op der Uni vum éischten Dag no der Première un dann awer reng akadeemesch och leeft.

A wann och hei gesot gëtt, zu Recht, datt natierlech esou eng Ausbildung och muss praxisorientéiert sinn, datt een och, jo, d'Beruffsrealitéit muss kennen, dat ass d'ailleurs awer och de Fall an deene véier Joer vun der Ausbildung am LTPES. Da misst ee sécherlech och garantéieren, datt dat jo awer och op där anerer Säit herno bei enger universitärer Ausbildung de Fall wär. An et muss ee jo awer och do garantéieren, datt all Element vun där Ausbildung och genuch ECTS-Punkten (ndlr: ECTS fir European Credit Transfer and Accumulation System) da bréngt, fir no dräi Joer e Bachelor kënnen dann och ze revendiquéieren. Also, dat ass méiglech; aner Länner maachen dat. Mee et muss een awer wëssen, datt et vläicht net all eis Problemer léist an och vläicht net all den Usprëch gerecht gëtt, déi mer hunn.

D'Regierung huet sech jo virun enger Rei vu Méint, relativ kuerz virun der Covidkris, och mat där Problematik do ausenanergesat an einfach emol en éischte Schratt festgehalen. Mir hu festgestallt, datt et spezialiséiert Infirmiersformatioune gëtt, wou mer eigentlech vun de Leit verlaangen, datt se ee BTS-Ofschloss maachen, fir Infirmier ze ginn, an dann nach eng Kéier en zweete BTS-Ofschloss maachen, fir dann Infirmier spécialisé an engem spezifeschen Domän ze ginn.

An dat fannen ech nu wierklech awer net méi gerechtfertegt. An do schaffe mer awer elo drun, fir ze soen: Op d'mannst fir déi dote bräichte mer e Bachelorofschloss, op d'mannst fir déi dote misste mer kucken, datt een, wann ee säi BTS als Infirmier huet, dorobber opbauend eng Formatioun dann nach ka maachen als Bachelor.

Awer, ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen: De Bachelor ass eng akadeemesch Formatioun, eng universitär Formatioun. Dann ass et och herno eng Universitéit, d'Universitéit vu Lëtzebuerg, mat där mer an deenen doten Diskussioune sinn, déi deen Ofschloss muss ginn an deen dann och muss ubidden oder e gréissten Deel dovunner ubidden. Mir hunn awer och do flott Pilotprojete scho gehat, wou an Zesummenaarbecht tëschent Lycéeën, déi e BTS offréiert hunn, an der Uni.lu a Form vun hirem Kompetenzzenter dann och esou Formatioune konnten adaptéiert ginn a verlängert ginn, datt ee finalement e Bachelor vun der Uni.lu och konnt do kréien.

D'Erfarung weist awer och do, datt net jiddwereen, deen de BTS och nach gutt packt, och gëeegent a wëllens ass, herno de Bachelor nach dorobber ze maachen.

Dat ass eng Erfarung, wou mer zwou Konklusioune kënnen draus zéien: Jo, et ass méiglech, mir kënnen dat doten och esou organiséieren, aus dem BTS e Bachelor maachen, wann een en cours de route dat wëllt, da sech méi Ambitiounen och nach gëtt, fir méi en héijen Ofschloss ze maachen. Mee et ass warscheinlech net de Kinnekswee fir jiddwereen. An duerfir solle mer och kucken, datt dat vläicht net deen eenzege Wee ass, dee mer hei herno wëllen aschloen.

Mir hunn awer och eng Rei vun aneren Änderunge jo och scho virgeholl, fir berechtegte Kriticken an Analysen, déi och de Mëtteg nach eng Kéier widderholl goufen, kënne virzebeugen. Mir hu mëttlerweil vill franséischsproocheg Sektiounen a Klassen och am LTPS, fir natierlech ze soen, mir hunn do eng Populatioun, déi wëllt och ganz gären deen Ofschloss do maachen. An déi kënne mer och hei zu Lëtzebuerg ausbilden. Déi sinn och Resident hei zu Lëtzebuerg. A wa mer natierlech soen, déi Formatioun ass gréisstendeels awer op Däitsch oder se ass bilingue, da besteet do eng Barriär.

Ech wëll awer och ganz kloer soen, datt jiddwereen och soll Lëtzebuergesch do léieren, och jiddwereen déi zweet Sprooch, nämlech Däitsch soll léieren, fir datt d'Kommunikatioun do klappt, mee datt d'Formatioun op der franséischer Sprooch eeben da gehalen an assuréiert gëtt. An dat erlaabt awer, mengen ech, méi engem breede Public och, zum Ofschloss ze kommen.

Ech géif awer och nach gären e Schratt méi wäit goen, nämlech, datt mer och eng Formatioun do ubidden, wou dann d'Formatioun haaptsächlech op Däitsch assuréiert gëtt, well mer hunn och nach ëmmer deen een, deen aneren am Land, deen awer op Krichsfouss mat der franséischer Sprooch steet a wou dat dann eng Hemmschwell ass oder eng Hürd ass, déi een net ëmmer iwwerspronge kritt an doduerjer och herno den Ofschloss net erreecht ka ginn.

Datt mer mat de responsabele Kolleegen aus der Grenzregioun iwwert déi dote Fro mussen diskutéieren, wéi mer méi paramedezinnescht Personal ausbilden, ass, mengen ech, evident. Well ech denken, mir schafe jo och e Problem op där anerer Säit vun der Grenz, andeems mer ganz massiv dohinner rekrutéiere ginn. An dat kënne mer natierlech net einfach esou maachen. Ech hunn eng ganz Rei vu Gespréicher an deem Domän scho gehat mat responsabele Politiker aus Frankräich, aus der Belsch an aus Däitschland. An do ass d'Grondastellung ëmmer déi: „Jo, mir mussen de Problem gemeinsam léisen", well et hëlleft sécherlech näischt, datt een deen anere vernennt a seet: „Ar Haiser, déi stellen eis Leit an!" Domadder komme mer net virun.

Mir sinn an engem oppenen Europa. Jiddweree kann dohinner goen, wou e wëllt a wou säi Liewenswee a seng Ambitiounen en eeben hinzéien. Mee mer brauchen, egal op dëser Säit vun der Grenz oder op deenen anere Säiten, méi jonk Leit an deenen dote Formatiounen. An duerfir soll een och kucken, dat emol gemeinsam ze maachen.

Ech wëll lech awer soen, datt et kee Projet vu kenger Aart vun iergendengem transfrontalièrë Lycée a Gesondheetsberuffer nach gëtt, néierens, och net um Belval an och net fir soss iergendzwousch aneschters. Mee et gëtt sécherlech Gespréicher doriwwer, wéi mer gemeinsam méi kënnen ausbilden an deem dote Beräich.

Dann ass hei e Chiffer genannt gi vun 28. Dee kann ech net confirméieren. Ech hunn nach net de geneeë Chiffer, wéi vill Infirmièren an Infirmieren elo um BTS-Niveau dëst Joer ofschléissen, well d'Resultater vum BTS nach net bekannt sinn. Ech kann lech awer d'Resultater vun der Première, an dat ass jo d'Mëtt vun der Formatioun, am LTPS matdeelen. An dat sinn op der Infirmiierssektioun 91 jonk Leit, déi do de Premièresexame reusséiert hunn. An op där Première fir Gesondheetswëssenschaften nach eng Kéier 28. An an deem Sënn kënnt vläicht déi 28 do hier. Mee et sinn der fir déi, déi sech fir d'Voie vum Infirmier decidéiert hunn, a wa se da géifen och weidermaachen, 91, déi do ënnerwee sinn, déi awer nach zwee Joer viru sech hunn, fir da kënnen ofzeschléissen.

Här President, dat sinn déi Bemierkungen an Iwwerleeungen an awer och Reflexiounen, déi mir am Ministère gefouert hunn, an der Regierung gefouert hunn, fir där Problematik do entgéintzewierken, déi ech de Mëtteg awer nach eng Kéier hei wollt an d'Diskussioun mat eraginn.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

6. 7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Als nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 7610 iwwert de Lëtzebuerger Bäitrag zur Association internationale de développement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler, ginn.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här

Finanzminister, wéi ech virun e puer Deeg, owes no enger Chamberssëtzung, mäi Wues doheem geméit hunn …

Plusieurs voix.- O!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.-* … an op eemol e klenge gréngen Heesprénger am Gras entdeckt hunn, duecht ech ganz séier un déi schrecklech Insekteplo, déi zurzäit an Ostafrika, mee och a Südasien zu enger fierchterlecher Hongersnout ze féiere riskéiert. Ganz Schwäerm vun Heesprénger, op Däitsch „Heuschrecken", mat Betounung op „Schrecken", falen zanter Méint grad wéi am pharaoneschen Ägypten iwwer verschidde Länner am Oste vun Afrika hier, dorënner Äthiopien a Somalia.

De Spezialiste vun der FAO, der Landwirtschaftsorganisatioun vun de Vereenten Natiounen, steet de Mond reegelrecht op, wa si sech dem Ëmfang an der Vernichtungskraaft vun dësen Insekteschwärm bewosst ginn, déi bal esou grouss kënne gi wéi ganz Lëtzebuerg.

Et reent fir de Moment ongewinnt vill an deene Länner. Dat féiert zu Iwwerschwemmungen, nodeems d'Mënschen, déi do liewen, laang Jore mat immensen Dréchenten ze kämpfen haten. De ville Reen an déi héich Temperature verstäerken d'Multiplizéiere vun den Heesprénger esou gewalteg, datt wäit iwwer 20 Millioune Leit vun enger Hongersnout betraff wäerte sinn.

Grad an dëser Situatioun ass och d'Hëllef vun der Association internationale de développement, kuerz AID, bluttnéideg. Hir Ressourcë wäerte mer haut mat dësem Gesetz opstocken. Déi international Entwécklungsassociatioun AID ass zesumme mat der Banque internationale pour la reconstruction et le développement Deel vun der Weltbank.

Si gouf 1960 gegrënnt mat dem Zil, déi 76 äermste Länner op der Welt bei hirer wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung finanziell ze ënnerstëtzen. An deem Sënn finanzéiert d'AID Projeten an de Beräicher Bildung, Gesondheet, Infrastruktur. Si ënnerstëtzt och Aktivitéiten, fir d'Gläichberechtegung vun de Geschlechter ze férderen, a Projeten, déi sech an de Kontext vum Kampf géint de Klimawandel aschreiwe loossen.

Am Géigesaz zur Banque internationale pour la reconstruction et le développement vergëtt d'Association internationale de développement allerdéngs keng normal Prêten un d'Entwécklungslänner, mee entweeder Donen oder Prête mat niddregen Zënsen.

D'AID adresséiert sech virun allem un déi Staaten, deenen hir Bonitéit et hinnen net erméiglecht, normal Prêten op de Finanzmäert ze kréien, oder dës nëmmen zu relativ héijen Zënssätz. D'Länner, déi d'Hëllef vun der AID an Usproch huelen, hunn esou d'Méiglechkeet, fir Prêten zu sougenannte Conditions concessionnelles ze kréien, also op enger vergënschtegter Basis.

Déi Konditiounen erlaben et, fir Kreditter mat Zënssätz ëm 0 % ze proposéieren. D'Remboursementer lafen iwwregens tëscht 30 an 38 Joer. Virun allem ass dëst duerch de gudde Rating vun der AID méiglech, déi vun engem Triple-A profitéiert.

Déi sougenannte Clienten, wann een dat esou soen däerf, vun der AID leide besonnesch a Krisenzäiten, well hinnen einfach déi néideg finanziell Mëttel feele fir ze handelen.

D'sanitär an d'wirtschaftlech Entwécklung, där dës Länner am Kader vun der Covid-19-Pandemie begéinen, bréngt nieft de strukturelle Problemer, wéi dem Klimawandel och deene grousse Fluchtbeweegungen an Afrika an Asien, eng weider gigantesch Erausfuerderung: déi vun enger Viruskris. Denke mer nëmmen, fir awer e puer traureg, jo dramatesch Beispiller ze nennen, un d'Hongersnout an Ostafrika an am Jemen, un d'Äerdbiewen 2010 op Haiti, un d'Ebolaepidemie a Westafrika oder nach un de Seisme am Nepal am Joer 2015.

Dës Länner, déi schonn haart getraff sinn a waren, kréien elo nach méi Schwieregkeeten duerch déi gesondheetlech Defien, déi onweigerlech mat der momentaner weltwäiter Pandemie verbonne sinn.

D'AID huet op dës nei Situatioun séier reagéiert an eng Upassung vun hire Prioritéite gemaach, fir beschtméiglech op déi sech rapid verännerend Bedierfnesser ze reagéieren. Hei goufen zum Beispill mat der Fast-Track-Covid-19-Facility-Initiativ substanziell Efforte gemaach, fir am Gesondheetssecteur op d'Urgencen ze äntweren.

Mam Gesetzesprojet 7610 gëtt déi Lëtzebuerger Bedeelegung un der 19. Reconstitutioun vun der AID hire finanzielle Ressourcë sanktionéiert, also guttgeheescht. Lëtzebuerg hat sech an deem Zesummenhang engagéiert, fir e Montant vun 61.070.000 Euro ze iwwerhuelen. Dat ass e Plus vu ronn 4,5 Milliounen am Verglach zur leschter Reconstitutioun, déi mer jo, Dir erënnert lech bestëmmt direkt, de 15. Mee 2018 guttgeheescht haten.

Dëse Montant vu ronn 61 Millioune wäert iwwert d'Period vun 2020 bis 2028 ausbezuelt ginn. De Staatsrot hat a sengem Avis vum 24. Juni 2020 keng weider Bemierkung an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Nach e puer Zuelen zur AID an hiren Engagementer.

Zanter 1960 huet d'AID ronn 375 Milliarden Dollar Investissementer an 113 Länner getätegt.

Déi rezent Reconstitutioun AID-19 ass am Mäerz 2020 ofgeschloss ginn an huet insgesamt 82 Milliarden Dollar mobiliséiert, also 7 Milliar de méi wéi 2018. Vun deene 76 Länner, déi gehollef kréien, leien der eleng 39 an Afrika.

Tëscht 2011 an 2019 hunn d'Finanzementer vun der AID et erlaabt, fir 330 Millioune Kanner ze impfen, fir eppes méi wéi 96 Millioune Persounen en Zougang zu Waasser mat besserer Qualitéit ze verschafen a 14 Milliounen Enseignanten ze rekrutéieren an auszebilden. Fir weider Detailer verweisen ech natierlech op de schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, cela étant dit, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet a kënnege gläichzäiteg den Accord vu menge Kolleege vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei un.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).-* Merci, Här President. No deem blummegen Exkurs vun eisem President an exzellente Rapporteur André Bauler bleift mir eigentlech nach just ze soen: Kyrie eleison!

(Exclamations et hilarité)

Här, erbaarm dech all deenen, déi vun deenen Naturkatastrophe geplot sinn!

A mir gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Roth. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).-* Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur André Bauler fir säi ganz komplette mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, mat deene ronn 61 Milliounen iwwert d'Joer 2020 bis 2028 leescht hei Lëtzebuerg e ganz, ganz wichtegen Apport.

Fir d'LSAP ass dat wierklech ganz wichteg an ech ginn och domadder den Accord vun dëser Plaz aus. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Villmools merci, Här President. Och am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech dem Änder Bauler e grousse Merci ausdrécke fir säi Rapport. Ech wéilt och drun erënneren, datt net nëmmen 20 Millioune Mënsche betraff si vun der Pandemie, déi an Hongersnout wäerte geroden, mee d'Weltbank huet souguer vu 60 Millioune Mënsche geschwat, déi vun Aarmut wäerte betraff sinn, vun extreemer Aarmut. An deem Sënn wäerten déi 61 Milliounen och derzou bäidroen, net nëmmen d'Hongersnout ze bekämpfen, mee och d'Aarmut, wou ee muss wëssen, dass an deene Länner d'Versuergungsstrukture guer net garantéiert sinn, och d'Zuel vun de Better fir d'Patiente ass extreem niddreg an och all aner Infrastrukture sinn net en place.

An deem Sënn si mer frou, datt d'AID an deem dote Beräich wäert norüste mat 61 Milliounen, wou mir de Bäitrag leeschten. Mir mengen awer och, datt et néideg ass, déi Solidaritéit nach méi grouss ze gesinn an an deem Sënn déi Länner méi resilient ze maachen, fir datt se sech laangfristeg kënnen esou entwéckelen, datt se net méi op déi kuerzfristeg Prêten ugewise sinn, sou wéi mer dat an der Entwécklungspolitik iwwerhaapt maachen, wou mir als Lëtzebuerg, géif ech emol soen, eis Verantwortung och iwwerhuelen. Ech wéilt nach eng Kéier betounen, dass mer do och um richtege Wee sinn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eis aus e ganz grousse Merci un den André Bauler, deen eis wierklech e ganz kompletten, och ganz emouvante Rapport gemaach huet, fir ze soen, wéi wichteg d'Interventioun hei och vun dëser Institutioun ass, déi zesumme mat der Weltbank, eeben als Deel vun der Weltbank do intervenéiert, fir Länner, déi eeben an enger ganz schwiereger Situatioun sinn, ze hëllefen. An et ass virun allem och wichteg, fir ze wëssen, datt eeben do keen oder nëmmen e ganz niddregen Zënssaz ufält, well mir hu jo och eng Diskussioun notamment an dësem Krisenëmfeld, datt et eebe wichteg ass, iwwert déi Scholdelandschaft och bei den Entwécklungslänner nozedenken an och do Grousszügegkeet ze weisen. Ech mengen, dat heiten ass wierklech eng wichteg Kontributioun.

Dee Problem, dee mer hunn, ass also net mat eiser Kontributioun en tant que tel oder mam Prinzip vun der Hëllef, mee en allgemengen, dee mer als ADR ëmmer erëm opwerfen: Dat ass d'Proportionalitéit vun eisem Bäitrag par rapport zu anere Länner. Mir hunn och näischt dergéint, datt mer méi grousszügeg sinn, well mer nun eemol besser dosti wéi aner Länner, wéinstens am Ableck nach. Mee mir mussen eis awer iwwerleeën, ob déi Clé de contribution, déi mir an enger ganzer Rei vun internationalen Institutiounen hunn, nach ugepasst ass.

Fir lech e Beispill ze nennen hei an dësem Beräich: Ech hu just e puer Beispiller erausgeschriwwen. Mir kënnen der ganz vill nennen. Mir bezuelen als Lëtzebuerg 0,2 %. Do kann ee soen: „Dat ass net vill." Mee dat ass duebel esou vill zum Beispill wéi den Iran, 0,1 %. Et ass méi wéi Singapur, déi bezuelen 0,15 %. Et ass méi wéi Brasilien. Brasilie bezilt 0,08 %, Lëtzebuerg 0,2 %, d'Tschechesch Republik 0,05 %. An esou kann ee weiderfueren a weiderfueren, vu Kontinent zu Kontinent, vun Entwécklungsregioun zu Entwécklungsregioun. An et kann een alles matbedenken, wat ee wëllt, mee et muss een ëmmer gesinn, datt eise Bäitrag enorm héich ass par rapport zu deem, wat aner, och zum Deel ganz héich entwéckelt Länner leeschten.

Wéi gesot, mir verschléissen eis net den Argumenter vu Grousszügegkeet, vu Solidaritéit oder vun allem, mee mir mussen awer kucken, bei dëser Organisatioun, bei aneren Organisatiounen, datt mer awer an der Proportionalitéit bleiwen.

Wann een dat alles kuckt, Lëtzebuerg an den internationalen Organisatiounen am breetste Wee an der Entwécklungshëllef, mee och bei der Europäescher Unioun, bei aneren Organisatiounen, dann ass dat eng Depense, déi substanziell ass, eng Méidepense, déi substanziell ass. An enger Zäit, wou mer awer, an ech mengen, mir sollten eis do näischt virmaachen, a budgetär Restriktiounen erakommen, och duerch déi Kris, an där mer am Ableck sinn, musse mer eis och iwwerleeën, ob mer déi Clé de contribution an internationalen Organisatiounen net méi a Richtung proportionelle Bäitrag vu Lëtzebuerg orientéieren, amplaz an enger sou grousser Iwwerrepresentativitéit ze bleiwen, wéi mer et am Ableck sinn.

Mir wäerten eis dofir enthalen. Wéi gesot, mir hu kee Problem mat all deem, wat den Här Bauler gesot huet. Alles dat ass richteg. Mee mir wëllen awer als ADR drop opmierksam maachen, datt mer awer och mat den ëffentleche Gelder musse kucken, datt mer géintiwwer anere Staate korrekt bleiwen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Et gëtt e klengen Historique vun der Association internationale pour le développement, wat jo eng Branche ass vun der Weltbank, déi jo grad dofir do ass, fir deenen äermste Länner op der Welt, u sech, am Prinzip, ze hëllefen.

Nom Zweete Weltkrich ware schonn Iwwerleeungen, fir um Niveau vun der UNO och esou ee Mechanismus anzeféieren, deen deemools „Sunset" geheescht hätt an deen doranner bestanen huet, eeben esou wéi d'UNO esou funktionéiert, datt all Member och eng Stëmm hätt. Dat ass jo och esou, wéi d'Assemblée vun der UNO funktionéiert.

Du sinn Iwwerleeunge komm, haaptsächlech vun den industrialiséierte Länner, de westleche Länner, déi gesot hunn: „Et kann dach net sinn, datt grosso modo afrikanesch Länner gläichgestallt gi mat europäesche Länner. Da féiere mer en anere Modus an, eebe proportional zu der Kontributioun."

Dofir kann ech och déi berouegen, déi sech soen: „Oh là là, mir kontribuéieren ze vill." Mee och duerno, wat d'Stëmmrecht ugeet, hänkt dat och mateneen zesummen. Wann ee méi kontribuéiert, huet een deementspriechend och méi Stëmmrecht. Dat ass awer u sech problematesch, well et weess een, datt dann déi Länner, déi sech am meeschte Kontributioune kënne leeschten, och vill méi Poids hunn innerhalb vun dëser Associatioun.

Duerno ass et esou gaangen, zum Beispill, datt dat awer ganz oft net ouni Géigeleeschtung war. Als Beispill: Nach an de 60er Joren an och am Ufank vun deem Funktionement hunn zum Beispill d'Amerikaner, d'USA, fir prezis ze sinn, dann Agrarprodukter vun deene Länner kaaft an duerno hu se eeben net convertibel Devisen accumuléiert. Mat deenen net convertibelen Devisen hu se duerno Accorde fonnt mat deene Länner, fir datt déi Länner eeben d'Surproduktioun vun den USA zum Beispill opkafen, soudatt u sech déi industrialiséiert Länner erëm eng Kéier konnten eppes derbäigewannen.

An duerno koum weiderhin ëmmer esou déi Entwécklung, fir ze soen: „Jo, Dir kritt elo e Prêt", vläicht mat engem relativ déiwen Zënstaux iwwer länger Zäit gestreckt, mee deen ass natierlech gebonnen un eng Partie vu Konditiounen, Strukturreformen, wéi een dat nennt, an esou weider an esou virun.

Dat huet ugefaangen awer esou ofzehuelen. Mee weiderhin hate mer nach ëmmer Problemer, och ëmmer mat der AID. D'Fro, déi sech nach ëmmer bis haut stellt, dat ass: Wouhi ginn déi Suen?

Well mir wësse jo och ganz gutt, datt vill vun deene Länner och Regierungen hunn, déi net au-dessus de tout soupçon sinn an datt d'Gelder net onbedéngt dohinner ginn, wou se misste goen, respektiv d'Gelder ginn tatsächlech benotzt, fir Infrastrukturen ze bauen, mee dat huet awer duerno nefaste Konsequenzen. Zum Beispill am Nigeria zu Lagos sinn esou Gelder benotzt ginn, fir urbanistesch Projeten ze maachen, mee duerno hunn awer och déi urbanistesch Projete mat sech bruecht, datt déi Regierung relativ rabiat ëmgaangen ass mat der Bevëlkerung, déi do gelieft huet.

Et koum och zu engem gréissere Skandal virun e puer Joren, wou och Berichter gemaach gi sinn iwwert den Emploi vun deene Gelder op der Plaz selwer. Bon!

Elo ass et awer esou, datt den Emploi vun deene Gelder och ka positiv geschéien. Ech wëll awer och soen: Wann ee seet, Entwécklungslänner wieren oft staark korrupt oder autoritär - jo, natierlech! Wat fir ee Land kennt keng Korruptioun? Och entwéckelt Länner kenne Korruptioun. Natierlech ass se vläicht net esou entwéckelt oder ausgebreet, well d'Infrastrukture besser sinn. An et ass „normal" - tësche Guillemeten -, datt Länner mat schwaacher Entwécklung, politescher an ekonomescher Entwécklung, ënnert där Plo vun der Korruptioun leiden. Bon!

Elo ass et esou, wéi gesot, datt sech d'Situatioun verbessert huet. Et kann ee sech weiderhin d'Fro stelle vun de Konditionalitéiten. Am Prinzip, wann zum Beispill eng Schold soll ofgebaut ginn, souwäit ech verstanen hunn, ass dat net u Konditionalitéite gebonnen. Bei anere Prête kënne scho Konditionalitéite gebonne ginn an da komme mer erëm esou an déi Diskussioun, jo, Kampf géint den Terrorismus oder Kampf géint Migratiounen, wat dat och ëmmer heescht a wat dat och ëmmer fir negativ Konsequenze kann hu fir déi Länner selwer.

Am Prinzip misste mer en anere Mechanismus hunn. Am Prinzip misst ee sech vläicht och erëm esou iwwerleeën, e Mechanismus wéi eng Banque du Sud opzebauen, wou dann och déi Länner gläichgestallt sinn a wou een déi Projete kéint méi demokratesch steieren.

En absence elo vun dëser Associatioun internationale de développement, déi bei Wäitem net perfekt ass, hätte mer u sech elo guer näischt oder wéineg, oder aner Saachen, déi vläicht nach méi schlëmm wieren. Dofir wäerte mer eisen Zousproch zu dësem Projet de loi ginn. Mee ech mengen, dat wier eng Diskussioun, déi ee ka weiderféieren, wa mer eng Kéier eng Diskussioun hunn iwwert d'Kooperationspolitik, well et ass awer wichteg, datt een iwwer Alternativen nodenkt an dem Kontext, wéi een och den Entwécklungslänner richteg op d'Spréng hëlleft.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).-* Merci, Här President. Wéi den Här Bauler, den honorabele

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens et magazine online :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek et Lëtzebuerger Journal

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Rapporteur, hei ugefaangen huet, vun Heesprénger ze schwätzen, hat ech ee Moment Angscht, mir géifen iwwer eppes Negatives schwätzen, nämlech iwwert déi sougenannt Finanzinvestisseuren, déi gären emol esou genannt ginn. Glécklecherweis war dat net esou. Mir hunn iwwer aner Katastrophe geschwat, wou dëse Projet de loi hëllefe soll. An ech mengen, datt eebe grad déi Hëllef immens wichteg ass. An duerfir gi mir och den Accord fir déi 19. Reconstitutioun vun der AID.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.-* Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten a Regierungskolleeg, hei besteet jo eppes no bei der Unanimitéit, an dat freet mech, zur Occasioun, wou mer den 19. Programm vun der AID, Association internationale de développement, hei am Gesetzesprojet presentéieren.

D'Kontributioun vu Lëtzebuerg ass effektiv 61 Millioune ronn, an dat ass eng Augmentatioun vu 4,5 Milliounen, déi mer dann där Agence zur Verfügung stellen, vun där 76 Länner beneficiéieren. Dat sinn déi äermste Länner vun der Welt. E Land wéi Nigeria, wat virdru genannt ginn ass, ass zum Beispill net an de Beneficiairen, vun deenen hei geschwat gëtt, vun deene 76 äermste Länner.

Wat vläicht wichteg ass ze ënnersträichen, dat ass, dass d'AID och decidéiert huet, eng Procédure d'urgence ze maachen, fir deene Länner entgéintzekommen, déi Konsequenze vun der Pandemie Covid hunn. A si hunn dann do eng Fast-Track-Approach ugeholl, wat eng gutt Noriicht ass, well da kann een deene Länner séier hëllefen.

Déi Hëllef, déi dann an deem Kontext gemaach gëtt, ass nëmmen eng bei deene ville Katastrophen an anere Problemer, déi déi Länner hunn. An ech géif gären dem André Bauler Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht, wou dann eng Rëtsch vun deenen opgezielt sinn, wou et der leider ganz vill ginn, déi ëmmer derbäikommen, nieft deene villen, déi scho souwisou bestinn.

Ech wëll awer e bëssen drop agoen, wat de Rôle vu Lëtzebuerg an der Banque mondiale ass, well hei och gefrot ginn ass, wat dann de Poids vu Lëtzebuerg ass, firwat mir méi bezuelen als Prozentsaz un d'Banque mondiale wéi zum Beispill Brasilien oder den Iran.

Fir d'éischt muss ech emol soen, dass et do Krittäre gëtt, déi den FMI an d'Banque mondiale säit laanger Zäit applizéieren. An et ass esou, dass Lëtzebuerg effektiv en Undeel huet, och stëmmrechtméisseg, am FMI an an der Banque mondiale, deen un e Schlëssel ugegliddert ass. An dee Schlëssel, deen huet eng Rëtsch Variabelen a sech an dee gëtt all Joers nei gerechent.

An dee Schlëssel vu Lëtzebuerg, dee geet relativ reegelméisseg erop, aus zwee Grënn: éischtens well mer vill Wuesstum hunn an zweetens well eise Bäitrag zum Commerce international reegelméisseg klëmmt.

Dat erkläert, firwat mer nach virun e puer Joer op 0,18 % waren an haut si mer op 0,21 %. Elo reng vum Wirtschaftlechen oder vum Image aus gekuckt, kann ee sech jo wierklech driwwer freeën, dass eis Kontributioun jo an d'Luucht geet. Dat ass nämlech e Spigelbild vun eiser gudder wirtschaftlecher Gesondheet.

Mee doriwwer ewech, mengen ech, muss ee sech awer och bewosst sinn, dass dat heiten en Deel vun eiser Entwécklungshëllef ass. An eis Entwécklungshëllef, wéi Der alleguerte wësst, ass eng vun deenen héchsten am Prozentsaz op der Welt, iwwer 1 % vun eisem PI. An dës 61 Milliounen, op néng Joer opgegliddert, sinn natierlech hei mat gezielt, soudass mer hei e multilateralen Effort maache mat deenen 61 Milliounen, fir eist Zil vun 1 %, wat, ech mengen, och keen heibannen a Fro stellt, ze erreechen.

An ech mengen, et ass och wichteg, dass mer eng Opdeelung hunn zwëschent deem, wat mer bilateral maachen, an deem, wat mer multilateral maachen. An dofir geet et net duer, a mengen Aen, dee Prozentsaz vun 0,21 elo an d'A ze faassen. Et muss ee sech bewosst sinn, dass dat do en Deel vun engem Ganzen ass, vun eiser ganzer Entwécklungshëllef, déi zum groussen Deel am Ministère de la Coopération au développement gemaach gëtt, mee wou vun deem Effort awer zu 15 % vum Finanzministère gemaach ginn, an haaptsächlech iwwer multilateral Hëllefen.

Et geet also drëms, hei och ze gesinn, dass Lëtzebuerg e responsabelt Land ass, wat seng international Roll seriö hëlt. An dofir mengen ech, ass et begréissenswäert, dass mir alleguerten, dass Dir alleguerten deen heite Projet ënnerstëtzt, à tout le moins ënnerstëtzt oder neutral bewäert. Dat hei ass fir eisen Image immens wichteg. An ech mengen, doriwwer wäert keen zweifelen, dass et en fait fir eist Land en Aushängeschéld ass, dass mer generéis sinn. Dat dréit zum Rayonnement vun eisem Land bäi.

Ech soen lech Merci, an ech soen net Amen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7610. Den Text steet am Document parlementaire 7610[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7610 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir d'Votes par procuration. Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass domadder ofgeschloss. De Projet de loi 7610 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7427 iwwert den E-Commerce. An ech géif direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.-* Merci, Här President. An deene leschte Woche konnte mer schonn oft hei ënner Beweis stellen, dass zu Lëtzebuerg d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien zu de strateegesche Secteure geheieren, déi mir virrangeg hei bei eis entwéckele wëllen, och fir dass mer e gesonden an diversifizéierten Tissu économique kënne behalen.

Den Haaptobjet vun dësem Gesetzesprojet betrëfft eis Beméiung, fir déi bestoend Legislatioun, déi vun 2000 ass, konform ze setze mat europäesche Reglementer am Beräich vun den elektroneschen Transaktiounen, Stéchwuert elektronesch Identifikatioun a Service-de-confiancen, ëm déi et hei geet.

Schonn an hirer Kommunikatioun vum 26. August 2010 ënnert dem Titel „Une stratégie numérique pour l'Europe" hat d'EU-Kommissioun d'Fragmentatioun vum Marché numérique, déi feelend Interoperabilitéit vun de Systemer a virun allem och de wuessende Problem vun der Cyberkriminalitéit als déi gréisste Bremse vun enger digitaliséierter Ekonomie an Europa ausgewisen.

D'Ambitioun vum europäesche Legislateur ass et natierlech, an dat kënne mir gutt novollzéien heibannen, fir e juristesche Kader unzebidden, dee méiglechst komplett ass, dëst fir an engem harmoniséierte Bannemaart eng Interoperabilitéit tëscht de verschiddene Systemer ze assuréieren, déi am Idealfall an de 27 Memberstaaten en place gesat géif ginn.

D'Potenzial vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië konsequent ze notzen, setzt natierlech viraus, dass de Bierger Vertrauen an déi Technologien huet. D'Vertrauen, d'Verlässlechkeet an d'Veracitéit vun den elektroneschen Transaktioune sinn eebe ganz einfach eng Grondviraussetzung, fir dass sech dee Secteur laangfristeg a positiv entwéckele kann.

Et ass genee an där Optik, wou d'europäescht Reglement Exigenze festleet: fir d'Services de confiance bei enger elektronescher Ënnerschréft, engem elektronesche Stempel, bei Zäitstempelen, beim Verschécke vun engem elektronesche Recommandé oder och bei der Authentifikatioun op enger Internetsäit, wat mer alleguerte ganz heefeg maachen.

Dat europäescht Reglement 910/2014 ass nämlech d'Grondlag vun deem heite Gesetz oder vun der Änderung an ënnerscheet tëscht de Services de confiance qualifiés an de Services de confiance non qualifiés. Parallell dozou mécht d'Reglement och par analogie en Ënnerscheed tëscht engem Prestataire de services de confiance qualifiés an engem Prestataire de services de confiance non qualifiés.

Am Fall vun engem Service de confiance qualifié ënnerleien de Prestataire an den ugebuedene Service vill méi strenge Krittären, wat natierlech dann och d'Sécherheet an d'Fiabilitéit eropsetzt. Well bei engem Service de confiance qualifié eebe grad méi héich Standarden d'Reegel sinn, genéisse si doduerch eng Presomption d'integrité et d'exactitude.

Konkreet huet dëst virun allem zur Konsequenz, an dat interesséiert d'Konsumenten oder d'Utilisateuren, dass den Utilisateur eebe grad vun der Charge de la preuve fräigesprach ass am Fall vun enger Contestatioun.

D'Services de confiance non qualifiés profitéieren natierlech vun enger Clause de non-discrimination, well se eeben awer och gepréift ginn. Mee dat heescht just, dass hire juristeschen Effekt an hir Recevabilitéit als Preuve viru Geriicht net einfach mam Argument kënne verworf ginn, dass se eebe „jus" elektronescher Natur sinn. Du hues also scho gewësse Rechter, allerdéngs muss de Benotzer vum Service gegeebenefalls viru Geriicht ënner Beweis stellen, dass d'Fiabilitéit vum Service garantéiert ka ginn.

Ech hat virdru vum Vertraue geschwat, dat d'Bierger an déi Servicer mussen hunn, grad wéi an de Prestataire vum Service musse kënnen hunn. Ouni dat geet et eebe ganz einfach net. An d'Vertrauen an e Prestataire, dat ergëtt sech natierlech aus den Obligatiounen, déi de Prestataire kritt, déi d'Sécherheet vun all deenen Transaktiounen, vun deenen ech grad geschwat hunn, erméiglechen.

D'Obligatiounen aus dem Reglement si ganz, ganz villfälteger Natur an och ganz komplex. Ech ginn do wierklech net op all Detail an. Mee sou gëtt et zum Beispill d'Obligatioun vun der Informatioun vum Titulaire vum Certificat. All Titulaire muss op d'mannst ee Mount, ier säi Certificat effektiv ofleeft, doriwwer informéiert ginn. An all Prestataire muss och direkt de Certificat vum Titulaire revoquéieren, wann deen dat géif froen.

Dat si just zwou Dispositiounen als Illustratioun a fir ze ënnersträichen, wéi wichteg dëst Reglement am Alldag ka sinn, wichteg virun allem, wat déi legitimm Rechter vum Titulaire ubelaangt, a fir déi och ze assuréieren, dat ëmsou méi, wann ee weess, dass elektronesch Applikatiounen ëmmer méi den Alldag vun eis alleguerten elo scho prägen an och an Zukunft wäerten nach verstäerkt bestëmmen.

Eng fundamental Obligatioun ass natierlech, dass de Prestataire bis an dee leschte Wénkel konform muss sinn zu den héijen Exigenze vum europäeschen Dateschutz. Ëmmer erëm kënnt dat Stéchwuert erëm. De Prestataire kann deemno a kengem Fall mat Hëllef vun Drëttpersounen Donnéeën iwwert den Titulaire sammelen, ouni dass den Titulaire him virdrun au préalable den Accord dozou ginn hätt. Déi perséinlech Donnéeën, déi gesammelt ginn, déi dierfen dat och just zum eenzegen Zweck vun der Delivrance a vun der Conservatioun vum Certificat. Do muss ee ganz gutt drop oppassen.

Dëse Gesetzesprojet ass doriwwer eraus awer och wichteg, fir verschidde Froen am Kontext vun elektronesche Servicer ze klären, notamment de Regimm vun den administrativen a penale Sanktiounen - do hu mer relativ laang an der Kommissioun driwwer geschwat - oder och d'Bestëmme vun engem nationale Kontrollorgan, grad wéi de Rôle vun dësem Gremium am Gesamtkontext. Dir wësst et heibannen, do ass als nationaalt Kontrollorgan bei eis d'ILNAS, also d'Lëtzebuerger Institut fir d'Normalisatioun, d'Akkreditatioun, d'Sécherheet an d'Qualitéit vun de Produiten an de Servicer, festgehale ginn.

Ech wëll hei, fir komplett ze sinn, ervirsträichen, dass Lëtzebuerg sech duerch eng ganz besonnesch Situatioun kennzeechent. Si ass e bëssen aneschters wéi an anere Länner, mee mir si jo och e bëssen aneschters wéi aner Länner. Am Moment ziele mir nämlech am Grand-Duché grad emol zwee Prestataires de services de confiance qualifiés, déi op där berüümter vun der Europäescher Kommissioun gefouerter Trusted List repertoriéiert sinn. Just een dovunner traitéiert d'Authentifikatioun op Internetsäiten an Zäitstempelen.

Elo zum Staatsrot. Deen huet sengersäits a sengem éischten Avis, well et ginn der e puer, véier Opposition-formellë gemaach, déi awer iwwert d'Amendementer vun der Ekonomieskommissioun aus dem Wee konnte geraumt ginn. An dat huet da relativ schnell derzou gefouert, dass de Staatsrot seng Opposition-formellë schonn am éischten Avis complémentaire konnt ophiewen. Et ass dobäi notamment ëm d'Preziséiere vun der Natur vun der Sanktioun duerch d'ILNAS gaangen - ech hu gesot, do hu mer e bësse méi doriwwer geschwat -, am Fall, wou e Prestataire eng Identifikatiounsmethod, déi net méi konform ass, géif weiderhi benotzen. Dat ka jo virkommen.

Op d'Prozedur, déi am Fall, wou e Prestataire seng Aktivitéiten astellt, ouni dass et en anere Prestataire iwwerhëlt, ze respektéieren ass, huet de Staatsrot a sengem Avis higewisen. En huet nämlech gesot, dass déi Dispositiounen do ronderëm méi enk gefaasst an och méi prezis misste gehandhaabt ginn. An d'ILNAS huet och an där Situatioun keen Derogatiounsrecht méi.

Am zweete grad wéi och am drëtten Avis complémentaire huet sech de Staatsrot an der Haaptsaach mat de penale Sanktioune beschäftegt, déi sech an engem neien Artikel, deem berüümte 45bis, erëmfannen. Déi nei Dispositioune kéimen eebe grad zum Droen, wann

d'Konditioune vun engem Transfert vun den Aktivitéite vun engem Prestataire de services qualifiés op en anere Prestataire de services qualifiés net géife respektéiert ginn.

De Staatsrot huet du gemengt, dass am Gesetzesprojet nieft engem Renvoi op déi pertinent Dispositioun aus dem europäesche Reglement weider Prezisiounen éischter zur Konfusioun géife féieren. Dat hu mir och esou gesinn. De Parquet général grad wéi de Parquet vu Lëtzebuerg a vun Dikrech hu sech hirersäits an hirem Avis eng méiglechst prezis Formulatioun gewënscht, déi iwwer en einfache Renvoi erausgeet.

Och hei ass eng Léisung fonnt ginn, soudass den Text, esou wéi en haut zum Vott steet, a mengen Aen e ganz equilibréierten ass. Dat huet d'Kommissioun och esou gesinn an déi néideg Rechtssécherheet an allen Dispositiounen ass dann och garantéiert, sou wéi mir et alleguerte gären hätten. An et ass jo grad dat, wat sech och d'Ubidder an och mir als Konsumenten am meeschte wënschen.

Dëst gesot, wëll ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun mat op de Wee ginn an op alle Fall och Merci fir d'Opmierksamkeet soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, der Rapportrice, der Madamm Lydia Mutsch. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Fir d'éischt wéilt ech och der Madamm Mutsch villmools Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass e Projet de loi, deen effektiv immens technesch ass. Et ass awer e Projet de loi, deen eis als Bierger vun dësem Land alleguerten immens vill brénge wäert, well en eebe wierklech de Commerce électronique weesentlech vereinfache wäert op verschidden Aart a Weisen.

Ech hätt eigentlech e puer Froen dozou ze stellen.

Déi éischt, dat ass: Mir kréien hei iwwert de Wee vum europäesche Reglement eng Definitioun vun der Signature électronique. An do ass meng Fro un de Minister, ob an deem Kader déi Definitioun, wéi mir se de Moment am Code civil hu vun der Signature électronique, ob déi nach ëmmer déi richteg ass oder ob déi eventuell muss ugepasst ginn am Kader vun deem Gesetzesprojet, dee mer haut stëmme wäerten. Et ass den Artikel 1322, d'Signature électronique am Code civil? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro, déi ech och un den Här Minister hätt, dat ass: Am Kader vun dem Courrier électronique sécurisé ass an der Kommissioun driwwer geschwat ginn, wéi den Här Minister selwer nach President vun der Kommissioun war, also wéi en nach Deputéierte war, dass, wa mer elo méi Prestatairen hätten, déi Courrier électronique sécurisé géifen ubidden, dass hie sech do virstelle kéint, dass een e gewëssent Clearinghouse kéint en place setzen. Dat wier dann eng Plattform, wou een déi verschidde Clienten a Prestatairë vun engem Courrier électronique sécurisé géif zesummebréngen.

An dofir meng Fro un de jëtzege Minister, ob en da gedenkt, dat an Zukunft als Minister ëmzesetzen, wat en a senger Funktioun als President vun der Kommissioun selwer an d'Spill bruecht huet.

A ganz zum Schluss géif ech nach eng Bemierkung maachen. Dat ass: Selbstverständlech gi mir dovunner aus, dass den Dateschutz bei dësem Gesetz respektéiert gëtt. An ech géif och ofschléissend den Accord vun der CSV zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och virop der Rapportrice e grousse Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Hautdesdaags verleeft den Echange tëscht de Bierger an den Entreprisen an den ëffentlechen Institutiounen ëmmer ëfters iwwert den elektronesche Wee. Vill Servicer, fir déi ee sech fréier huet missen deplacéieren, kënnen haut bequeem vun doheem aus erleedegt ginn. Fir déi meescht Transaktiounen ass den direkte Kontakt tëschent zwou Persounen oft net méi noutwendeg.

An Zukunft wäerten ëmmer méi Onlineservicer opdauchen, déi sensibel Donnéeën iwwert den elektronesche Wee echangéieren. Dofir ass et besonnesch wichteg, d'Sécherheet (veuillez lire: d'Sécherheet ze assuréieren) an den Zougang zu dësen Donnéeën ze begrenzen.

D'Digitaliséierung vun den Déngschtleeschtungen erfuerdert nei Methoden, fir déi betraffe Parteien ze identifizéieren. Op dëser Plaz kommen dann déi sougenannte Services de confiance an d'Spill. D'Roll vun dëse Servicer ass, d'Identitéit vun den Onlinenotzer an och vun den Internetsäiten ze iwwerpréiwen an ze validéieren. D'Prestatairë vun dëse Services de confiance erstellen dowéinst virtuell Ënnerschréften a Certificaten, mat deenen hir Cliente sech kënnen ausweisen.

An de leschte Jore gouf et gréisser Problemer, well Servicer vun deene verschiddene Firmen net matenee kompatibel waren. D'Onlinenotzer sinn ëmmer nees op technesch Barriäre gestouss. Genee dëse Problem huet d'Europäesch Unioun am Kader vum eIDAS-Reglement probéiert ze léisen. D'EU huet nämlech e System agefouert, deen eng géigesäiteg Unerkennung vun de Prestatairen erméiglecht a soumat d'Kompatibilitéit vun hire Servicer erlaabt.

Här President, am Numm vun der Demokratescher Partei kann ech dëse Projet de loi nëmme guttheeschen. D'Regierung huet sech engagéiert, d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger ICT-Secteur auszebauen. Dëse Projet de loi entspréicht also kloer deenen Iddie vun der Demokratescher Partei.

Éischtens stäerke mir d'Vertraue vun den Notzer an d'Servicer vun der digitaler Identifizéierung.

Zweetens ginn déi elektronesch Transaktiounen duerch d'Interaktioun vun de Provider vill méi benotzerfrëndlech. Dëst vereinfacht zemools den Echange tëschent de verschiddenen EU-Memberstaaten.

Des Weideren hu mir eis fir d'Schafung vun engem digitale Bannemaart fir Europa agesat.

Mat dësem Reglement huet d'Europäesch Unioun ee wichtege Schratt an dës Richtung gemaach, an als liberalen Deputéierte kann ech d'Transpositioun vum europäeschen Text nëmmen ënnerstëtzen, a mir sinn iwwerzeegt, datt eist Land dovunner wäert profitéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn op alle Fall den Accord vun der DP zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, merci der Kolleegin Lydia Mutsch fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport: komplizéiert Matière, exzellent duergestallt!

Bei dësem Projet geet et eeben net just, wéi den Titel et seet, ëm de Commerce électronique. Et geet méi wäit. Et geet, wann een en an de Kontext setzt, virun allem ëm den digitale Volet vun enger vun de wichtegsten Trëmp a Stäerkte vun eiser Europäescher Unioun: dem europäesche Marché unique, dem sougenannte Bannemaart.

Et ass, wéi gesot, eng vun de gréissten Errungenschaften, déi mer an der Europäescher Unioun hunn. Net nëmmen huet en e groussen Undeel dorun, dass mir mëttlerweil 75 Joer Fridden an der EU hunn. Lëtzebuerg huet och e ganz groussen Deel vu sengem haitege Wuelstand dësem oppene Maart ze verdanken. Ouni déi oppe Grenzen an déi staark wirtschaftlech Zesummenaarbecht mat eisen europäesche Partner hätt eis Wirtschaft sech an deene leschte Jorzéngte wuel kaum esou positiv entwéckelt.

Fir dass dëse Marché unique och an Zukunft weider eng Tromp bleift fir eist Land a fir déi ganz EU, muss en un déi nei wirtschaftlech Realitéiten ugepasst ginn. Eng dovunner ass kloer d'Digitaliséierung, déi nieft hire potenziellen negativen Effekter och eeben eng Chance ass, eis Ekonomie méi nohalteg opzestellen.

Wa mer als Europäesch Unioun wirtschaftlech attraktiv bleiwen an d'Chancë vun der Digitaliséierung notze wëllen, da komme mer net derlaanscht, aus dem Marché unique, wéi mäi Virriedner et elo grad gesot huet, och en digitale Marché ze maachen. D'eIDAS-Reglement war an ass dofir e wichtegt Instrument. Dovu profitéieren d'Betriber zum Beispill am Finanzsecteur an an der Logistikbranche, wou déi digital elektronesch Authentifizéierung eng ëmmer méi grouss Roll spillt. Mee mir hëllefen awer och de Konsumenten, vun deene sech der haut vill eng Welt ouni mobillen Token oder e Smartphone, mat deem ee seng Bankgeschäfter online erleedege kann, net méi virstelle kënnen.

An och d'Zäiten, an deenen all Prozedure bei enger staatlecher Verwaltung hu missen iwwert de Pabeier erleedegt ginn, sinn zimmlech eriwwer. Hei si mer an de leschte Jore schonn e wäite Wee gaangen an dee sollte mer och weidergoen.

E weidert Beispill vun engem Beräich, wou d'Konsumenten, d'Leit vum Ausbau vum digitale Marché profitéiere kënnen, ass d'Ofschafe vum Geoblocking. Virun engem gudde Joer, et war de Gesetzesprojet 7366 zum Geoblocking, hu mir als Chamber e Reglement an eis national Gesetzgeebung ëmgesat, deen de Geoblocking am Onlinehandel zu engem groussen Deel ofschaaft. Zum Beispill däerf een eng Kredittkaart aus dem EU-Ausland net méi refuséiert kréien.

Dee fir de Konsument am Alldag wichtegste Geoblocking am Online Commerce, an dat weisen d'Ëmfroen, ass awer dee vun der Musek a vum Videostreaming vun all deene Plattformen, déi net an der EU egal wéi an all Land d'selwecht disponibel sinn. Dëse Geoblocking ass nach ëmmer eng Realitéit. D'EU-Kommissioun sollt dëst Joer eng Revisioun vun deene Reegele presentéieren a mir hoffen, dass dës am Sënn vum Konsument ausfale wäert.

De Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen, ass also en Deel vum Wee an d'Richtung vun engem harmoniséierten europawäiten digitale Marché, dee Konsumenten a Betriber, wéi gesot, zeguttkënnt.

Souwäit dës puer Iwwerleeungen zu dësem Gesetzesprojet, zu deem ech natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un d'Kolleegin Lydia Mutsch als Rapportrice, déi et verstanen huet, dësen dach komplizéierte Projet ze erklären, datt déi meescht vun eis, géif ech mengen, e verstanen hunn. An nodeems datt meng Virriedner nach op eng Rei vu Punkten agaange sinn, weess ech wierklech net méi, wat ech nach kéint vun Intelligentem bei dëse Projet bäibréngen ausser der Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice, dem Lydia Mutsch fir den ausféierlechen an och exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass keng einfach Matière, dat heiten. Et ass eng Matière, déi vill technescht Wësse virausetzt an et ass virun allem eng Matière, déi, wann ee sech e bësse méi intensiv domadder auserneesetzt, awer eng ganz Rëtsch oppe Froe mat sech bréngt.

D'eIDAS-Reegele si gutt. Op den éischte Bléck alles super: Mir kréien en europäesche Kader.

Et ass op den zweete Bléck, wou et grad hei zu Lëtzebuerg dach awer eng Rëtsch oppe Froe bei deem Projet ginn. Sou ass et haut leider esou, an e puer vu menge Virriedner hunn et gesot, datt mir am Moment just zwee Acteuren hunn, déi zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn, fir qualifizéiert Servicer ze offréieren. An dovunner ass u sech just een, deen dat un Endnotzer verkeeft, dat heescht un lech alleguerten. A mir wäerten alleguerte quasi esou en Token vun deenen an der Täsch hunn, well d'Banken eis déi geschenkt hunn, wéi mer e Kont opgemaach hunn, respektiv hunn eis imploréiert, esou een ze huelen, fir eng besser Sécherheet ze hunn.

Elo huet jiddwereen deen Token ëmmer mat méi Sécherheet fir de Webbanking a Verbindung bruecht respektiv nach à la limite, fir sech domadder beim guichet.lu kënnen anzeloggen. Datt do derhannert e kryptografesche Schlëssel steet, deen eis erlaabt, och online Saachen ze ënnerschreiwen, ass deene wéinegste bewosst.

De Problem, dee sech elo stellt mat den eIDAS-Reegelen ass deen, datt mer e Quasimonopol zu Lëtzebuerg hunn. Wien haut probéiert, sech op guichet.lu mat engem däitschen oder franséische Certificat anzeloggen oder e PDF vun der Steierverwaltung mat engem franséische Certificat ze ënnerschreiwen, ma dee scheitert ganz einfach dorunner, well - A, Lëtzebuerg oblige! - mir hu leider just e Support fir den Token, deen d'Lëtzebuerger kennen, wou de Staat och nach deels Aktionär mat dran ass, wat déi ganz Situatioun net manner kokass mécht.

Dat heescht, et muss ee sech d'Fro stellen: Bréngt dat heite Gesetz wierklech déi Änneruungen, déi mer eis erhoffen? Maache mer et wierklech Startuppen, klenge Betriber méi einfach, fir Dokumenter ze ënnerschreiwen, fir Dokumenter ze echangéieren? Am B2B, also zwëschent zwee Betriber, sécherlech.

Am B2B ass et nämlech egal, ob et eng qualifizéiert Ënnerschréft ass oder eng avancéiert Ënnerschréft. Fir eng avancéiert Ënnerschréft brauch ech kee Certificat vum Staat, kee Stempel, dee seet: „Dat doten ass eng offiziell Ënnerschréft." Do kann ech relativ maachen, wat ech wëll. Do geet et duer, wann ech an engem PDF mäin Numm dropsetzen. Dat ass schonn eng einfach elektronesch Ënnerschréft.

Et geet awer vill méi wäit. Spéitstens wa mer mam Staat kommunizéieren, mat de Verwaltungen, hu mer zu Lëtzebuerg dach dee Quasimonopol. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer deen och opbriechen an et heimadder klenge Betriber méi einfach maachen, fir ouni onnëtz Käschten och déi heiten Dokumenter kënne beim Staat ze deposéieren.

Dat heescht: Ass et geplangt - an dat ass eng ganz konkreet Fro un d'Regierung -, datt de guichet.lu respektiv de MyGuichet PDFen, déi mat anere Certificate wéi engem lëtzebuergeschen ënnerschriwwe sinn, akzeptéiert?

An dann dat Zweet: Sinn eis Verwaltungen, wa mir dat heite stëmmen, muer prett, fir en Envoi recommandé électronique unzehuelen, esou wéi en hei am Gesetz steet?

Well, an dat musse mer eis bewosst sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass e risege Sprong no vir! Déi éischte Kéier, wou mer et wierklech obligatoresch maachen, datt ee kann e Recommandé mat Accusé de réception verschécken, ouni aus dem Haus erauszegoen! Et kann ee vun engem Computer op en anere Computer eng E-Mail verschécken, déi déi nämmlecht Rechtskraaft huet wéi en Envoi recommandé mat Accusé de réception. Dat ass phenomenal, wann et fonctionéiert! An ech hoffen, datt mer a kierzester Zäit eis Verwaltungen esou wäit kréien, datt se dat heiten akzeptéieren.

Dat gesot, de Projet ass gutt. Un der Ëmsetzung muss e gemooss ginn. Ech ginn den Accord vun de Piraten.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Léif Deputéierten, mam Vott haut an der Chamber vun dësem Gesetz ass Lëtzebuerg elo komplett eIDAS-compliant a kompatibel mat alle Servicer ronderëm déi elektronesch Identitéite wéi der Signature oder dem elektronesche Stempel.

D'Leit dobaussen, an dat ass och scho vu verschiddene Riedner gesot ginn, dierft interesséieren, datt mer mat dësem Gesetzesprojet och dem elektronesche Recommandé eng legal Basis hei zu Lëtzebuerg ginn. D'Lëtzebuerger Post schafft dorunner, fir hire Clienten et ze erméiglechen, den ageschriwwene Bréif iwwert den elektronesche Wee ze verschécken.

An och dat ass gesot ginn: Mir hunn alleguerte gesinn, wéi wichteg et ass an Zäite vu Covid, fir esou vill wéi méiglech kënnen online ze maachen. Dat hei ass also eng Facilitéit méi, ee Service méi, deen iwwert dee Wee elo méiglech gëtt. Wann en Destinataire de Recommandé op sengem Computer net unhëlt, da gëtt de Courrier als normale Recommandé iwwert de Postwee zougestallt.

eIDAS steet fir eng uniform Legislatioun ronderëm esou elektronesch Servicer bannent der EU, déi vun all de Memberstaate gläichermoossen unerkannt an transposéiert gëtt. Dat ass, och dat ass schonn e puermol elo gesot ginn, eng ganz wichteg Viraussetzung fir den Erfolleg vun engem digitale Bannemaart. A mir wëssen alleguerten, dass dat eng vun de Prioritéiten ass, net nëmme vun dëser Regierung, mee och vun der Europäescher Kommissioun. Mir hunn dat och gëschter vum Thierry Breton héieren, dee jo och hei an der Chamber war a mat deem ech och gëschter Nomëtten e Gespréich hat.

Zur Erënnerung sief gesot, dass Lëtzebuerg am Beräich vun elektronescher Ënnerschréft an all de Servicer, déi dorunnerhänken, mat LuxTrust schonn e relativ laangen Historique huet an och e Prestataire, deen d'Vertraue vun de Leit genéisst. Et ass als national Certificatiounsinfrastruktur, wou LuxTrust 2005 gegrënnt gouf. Wéi a villen anere Beräicher war dat e Public-private-Partnership. Via Partenariat vum Lëtzebuerger Staat mat diverse grousse Privatbanke koum dat deemools zustan, ganz besonnesch, fir den E-Banking awer och deen E-Government deemools definitiv am Grand-Duché ze lancéieren.

Scho wéi LuxTrust viru 15 Joer gegrënnt gouf, war et awer kloer, dass dat e Service wier, deen

net just fir Lëtzebuerg, net nëmme fir den nationale Marché sollt limitéiert ginn, mee deen och doriwwer eraus sollt ausgebaut ginn. Schonn deemools war gewosst, dass ee sech mëttelfristeg och iwwert d'Grenzen eraus misst hei eng Clientèle opbauen, an dat ass och an deene leschte Jore mat Succès geschitt.

Fir sech am Ausland géint d'Konkurrenz an engem internationale Kontext ze behaapten, och an engem liberaliséierte Marché, brauch een awer e staarken industriellen an e staarken technologesche Partner. An déi Partnerschaft huet LuxTrust virun zwee Joer gemaach mat der italienescher Firma InfoCert. Dat war deemools och eng logesch Suite vun der Entwécklung, fir an der Europäescher Unioun e gewëssene Poids ze kréien, mat Aktivitéiten a grousse Länner wéi Frankräich.

An der Tëschenzäit huet LuxTrust dann och eng Nidderloossung zu Paräis, mee de Sëtz vun der Firma ass nach ëmmer am Grand-Duché op der Cap. Et ass dofir wichteg, dass mer haut hei an der Chamber dëse Projet approuvéieren, deen hëlleft, Lëtzebuerg weiderhin als Standuert fir elektronesch Servicer an als Standuert vun der Informatiounssécherheet ze positionéieren.

Här President, ech géif och nach gären op déi puer Observatiounen a Froen agoen, déi vu verschiddenen Deputéierte gemaach goufen. D'Diane Adehm huet eng Fro gestallt par rapport zum Artikel 1322 vum Code civil fir ze wëssen, ob déi Definitioun vun der Signature électronique nach ëmmer à jour wär, ob déi nach ëmmer konform wär.

D'Äntwert ass Jo. Dat ass eng Definitioun, déi jo, wéi Der wësst, am Kapitel iwwert d'Preuve ass. Déi verankert d'Valeur probatoire vun der Signature électronique an eisem Droit civil. Dat ass jo wichteg. D'Lydia Mutsch huet och beschriwwen, wéi dat fonctionéiert mat de Presomptiounen, déi ëmgedréit ginn. An dat ass nach wie vor eng valabel Definitioun, déi och dowéinst vun dësem Projet net huet missen ofgeännert ginn.

Dann ass d'Fro vun deem Clearing vun deene Courriers électroniques sécurisés, an der Hypothees, wou et méi Prestatairë géif ginn, déi esou e Service géifen ubidden. Do ass et esou, dass ee muss eng Distinctioun maachen zwëschent der nationaler an der internationaler Dimensioun. Am nationale Kontext ass et zimmlech kloer, dass dee Clearing bei der Post soll geschéien. Well, wéi ech gesot hunn, an all deene Fäll, wou den Destinataire de Recommandé net akzeptéiert, gëtt et eng Pabeierform, déi erausgeet, an dat kann nëmme bei der Post zesummelafen. Also aus ganz praktesche Grënn ass dat bei der Post.

Am internationale Kontext ass dat e bësse méi komplex, dat ass méiglech, mee do hänken eng Partie technesch Begeebenheeten drun, déi fir de Moment menges Wëssens nach net gekläert sinn an déi och nach musse vu menge Leit am Ministère gekuckt ginn. Dofir sinn ech fir de Moment einfach nach net capabel, lech eng Äntwert dozou ze ginn.

Beim Geoblocking, deen de Charles Margue opgeworf huet: Jo, mir wëssen, dass dat en Dauerbrenner ass. Dat ass eppes, wat schonn x-mol hei evoquéiert ginn ass och an der Chamber. Ech hunn dat och nach eng Kéier gëschter am Gespréich mam Thierry Breton opgeworf, fir ze kucken, dass mer wierklech elo endlech do derhannertkommen, well mer effektiv haaptsächlech och als klengt Land dorënner leiden, wéi Der gesot hutt, haaptsächlech am Beräich vum Film a vun der Musek, vum Video, wou mer oft keen Accès hunn. An den Thierry Breton huet mer nach eng Kéier gesot, dass d'Kommissioun amgaang wär, dat ze kucken. Do kënnt eng Revisioun vun deene Reegelen. An en huet dat do matgeholl als eng Suerg an als eng Doleance, déi mer als Lëtzebuerg zu deem Punkt do hunn.

De Sven Clement huet eng Partie Punkten opgeworf an haaptsächlech bemängelt, dass et e Manque vu Reconnaissance gëtt international vu LuxTrust oder vun deem Token, dee mer iwwer LuxTrust hunn, an d'Fro, ob et geplangt ass, datt déi Identifikatioun, déi iwwer MyGuichet geschitt, och kann am internationale Beräich da geschéien.

Ech mengen, dass dat misst eng logesch Konsequenz sinn, wann deen Dispositiv hei vun eIDAS wierklech richteg fonctionéiert, dass et déi européesch Interoperabilitéit och soll ginn. Dat hänkt, mengen ech, och vun enger Interoperabilitéit mat dem auslännesche Service of, wou dat da muss unerkannt ginn. Ech mengen, dass dat muss „at the end of the day" wierklech d'Zil si vun esou engem Text.

Fir de Moment, wéi Der gesot hutt, ass dat nach net esou a Realitéit. Mee ech mengen, dat misst d'Zilsetzung sinn, wou mer mussen drop hischaffen, zesumme mat eisen Operateuren, och zesumme mat LuxTrust, awer och am Dialog an an der Diskussioun mat deenen anere Länner, déi dann och déi Certificatioun do mussen akzeptéieren.

Voilà! Dat gesot, géif ech gären der Rapportrice e grousse Merci soe fir hire ganz detailléierten a ganz gudde Rapport zu dësem Projet de loi an och der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht an lech Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7427. Den Text steet am Document parlementaire 7427[16].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7427 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet 7427 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par M. Charles Margue), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also domat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.10 heures.)

Sommaire des séances publiques n°s 49, 50 et 51

49e séance

Ouverture de la séance publique p. 737

Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg p. 737-746

7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE p. 746-748

7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement p. 748-749

Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit p. 749-750

Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg p. 750-751

50e séance

Ouverture de la séance publique p. 752

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 752

Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler p. 752

Dépôt d'une motion par M. David Wagner p. 752-753

Question élargie n° 42 de M. Claude Wiseler relative aux négociations post-Brexit p. 753-754

Résolution de M. Yves Cruchten au sujet du soutien de toutes les initiatives de l'UE visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 p. 754-755

p. 755-756

Ordre du jour p. 755

Motion de M. David Wagner au sujet des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël p. 756

Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de toutes les initiatives diplomatiques de l'UE et des pays européens pour convaincre Israël de ne pas annexer la vallée du Jourdain p. 756-758

Question urgente n° 2462 de Mme Martine Hansen concernant l'organisation scolaire dans le cadre de la crise de la Covid-19 p. 758

Question élargie n° 30 de Mme Martine Hansen relative aux élèves à besoins spécifiques (EBS) p. 758-759

p. 759-760

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen p. 759

7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 760-761

Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la mise en place au sein de l'enseignement fondamental de services ou structures d'accompagnement et d'encadrement des élèves à l'instar du SePAS p. 761-762

Question urgente n° 2465 de M. Marc Spautz concernant la détection de la Covid-19 au sein de l'armée p. 762

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état de préparation en cas d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie Covid-19 p. 762-765

p. 765-766

Dépôt d'un projet de loi par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé p. 765

7619 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles p. 766

51e séance

Ouverture de la séance publique p. 767

Communications p. 767

Ordre du jour p. 767

Question élargie n° 48 de M. Marc Hansen relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre le Covid-19 p. 767-768

Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du secteur de la santé et du secteur socio-éducatif en termes de personnel p. 768-775

7610 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement p. 775-777

7427 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique p. 777-779

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 21** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2185 urgente	Jeff Engelen	Indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail
2203 urgente	Claude Wiseler	Produit désinfectant nommé Lionser Medical Disinfectant
2231 urgente	Stéphanie Empain	Reprise dans le secteur du tourisme
2244 urgente	Fernand Kartheiser	Reprise des cours dans l'enseignement fondamental, système de l'école en alternance et situation des structures d'accueil en général
2248	François Benoy	Insectes pollinisateurs
2254 urgente	Sven Clement	Contrôles douaniers
2260	Sven Clement	Plateforme SPAMBEE
2261 urgente	Marc Goergen	Demande de congé pour raisons familiales
2262 urgente	Marc Goergen	Congé pour raisons familiales dans la fonction publique
2263	Marc Spautz	Tests de dépistage du coronavirus des secteurs non concernés par le confinement
2268	Marc Lies, Georges Mischo	Collaboration entre l'État et les communes dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2271	Gusty Graas	Jardins de graviers
2283	Josée Lorsché, Marc Hansen	Soutien psychologique dans le cadre de la crise de Covid-19
2288	Gusty Graas	Réutilisation d'eaux usées dans le secteur agricole
2289	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Organisation de concerts durant la phase de déconfinement
2291	Mars Di Bartolomeo	Externalisation de certaines prestations
2292	Léon Gloden	Temps de travail et de repos dans la Police grand-ducale
2293	Marc Baum	Convention signée entre le CGDIS et la Luxembourg Air Rescue (LAR)
2294	Marc Baum	Procédure de recours à des décisions de l'administration de la Caisse nationale de santé
2295	Dan Biancalana	Finances communales dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2296	Jeff Engelen	Forfait pour matériel d'incontinence
2297	Jeff Engelen	Situation des marchands dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2298	Jeff Engelen	Contrôles des frontières
2300	Marc Goergen	Avertissements taxés
2301	André Bauler, Gusty Graas, Gilles Baum	Aides pour le secteur viticole dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2302	Marc Goergen	Interdiction du glyphosate
2303	Fernand Kartheiser	Cours de luxembourgeois
2304	Fernand Kartheiser	Rentrée scolaire dans l'enseignement fondamental
2305	Fernand Kartheiser	Tracingapp
2308	Jeff Engelen	Engagement du personnel dans le cadre des tests du coronavirus
2310	Gusty Grass, André Bauler	Réforme de la politique agricole commune
2311	André Bauler, Carole Hartmann	Préretraite solidarité
2313	Jeff Engelen	Diminution des populations d'oiseaux
2326	Serge Wilmes	Véhicules de fonction et de société
2327	André Bauler	Demandes de classement comme monument national
	Session ordinaire 2020-2021	
3204 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Société de gardiennage privée dans le quartier de la gare et au centre-ville
3214 urgente	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Tests PCR
3221 urgente	Martine Hansen, Marc Spautz	Chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3230 urgente	Fred Keup	Organisation des classes BTS
3236 urgente	Fernand Kartheiser	Situation d'un médecin irano-suédois condamné à mort en Iran
3273 urgente	Martine Hansen	Capacités des hôpitaux
3286 urgente	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Mise à disposition aux services d'éducation et d'accueil de détecteurs de CO_2
3292 urgente	Jeff Engelen	Commande du médicament Remdesivir
3294 urgente	Léon Gloden	Eau potable
3303 urgente	David Wagner	Notes ministérielles de juillet 2020 réglementant les conditions de travail du personnel éducatif et psychosocial
3311 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Feux d'artifice
3349 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Nouvelle souche de la Covid-19 en Grande-Bretagne
3350 urgente	Gilles Roth	Cumul des pensions de vieillesse et de survie pour le calcul de la retenue d'impôt et de cotisation sociale
3351 urgente	Martine Hansen, Jean-Paul Schaaf, Claude Wiseler	Commande de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne
3357 urgente	Georges Mischo	Vaccination du personnel soignant
3364 urgente	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Campagne de vaccination contre la Covid-19
3368 urgente	Sven Clement	Incidence du couvre-feu sur le service de livraison de repas à domicile
3369 urgente	Mars Di Bartolomeo	Promotions pour des articles et des marchandises non essentiels

Question urgente 2185 (12.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail :**

Fir d'Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie ze entlaaschten, bezilt d'Krankekeess d'Krankegeld awer elo direkt un déi betraffe Persounen. Laut mengen Informatiounen hält d'Krankekeess elo direkt 33 % Steieren of, well si keng Steierkaart vun dëse Persounen huet. Déi betraffe Leit kréien also eréischt d'nächst Joer, nodeems si hir Steiererklärung gemaach hunn, déi ze vill bezuelte Steieren erëm. Dëst trëfft virun allem déi Leit mat de klenge Revenuen, déi esou direkt een Drëttel vun hirer Pai ofgehale kréien. Vill vun deene Leit hu bis elo nach ni eng Steiererklärung brauchen ze maachen a mussen elo eventuell ee bezuelen, deen hinne se mécht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wéi eng Léisung proposéiert d'Regierung elo, fir datt déi betraffe Leit séier an onkomplizéiert dee volle Montant vum Krankegeld ausbezuelt kréien?

3. Wéi ginn déi Leit behandelt, déi am Abléck e Steierkreditt ausbezuelt kréien?

4. A wéi engem zäitleche Kader kënnen déi betraffe Leit domat rechnen, datt si hir integral Pai bezuelt kréien?

Réponse (13.05.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Fir d'Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie ze entlaaschten, bezilt d'Gesondheetskeess (CNS) vum 1. Abrëll 2020 u bis zum leschten Dag vum Mount wou den État de crise eriwwer ass d'Krankengeld direkt un déi betraffe Persounen.

Dofir kritt d'CNS effektiv d'Steierkaarten automatesch all Dag iwwer Fichier-Transfert vun der Steierverwaltung.

Dat klappt an deenen allermeeschte Fäll, an do gëtt och dee richtege Steiertaux direkt applizéiert. Am Mount Abrëll 2020 sinn 39.201 Salairë mat Steierkaart, dat heescht mam richtege Steiertaux bezuelt ginn, an 2.865 ouni Steierkaart. Dovunner waren 1.618 (4,13 %) Salariéen.

Fir déi Fäll, wou d'CNS vun der Steierverwaltung déi Donnéeën net kritt, applizéiert si par défaut den Taux vun 33 %, dat an der Optik, fir de Leit awer kënnen eppes auszebezuelen an net mussen op déi Donnéeë vun der Steierkaart ze waarden. Dee Paiement ass de Moment u sech als eng Avance ze gesinn.

Soubal d'CNS déi Informatioun vum richtege Steiertaux kritt, mécht si e Rectificatif a bezilt de Solde. Déi Informatioun vum richtege Steiersaz kann d'CNS vum Assuré, vum Patron oder vun der Steierverwaltung kréien. Et muss och keng Steiererklärung gemaach ginn an et dauert net bis dat nächst Joer. Fir dass et sou séier wéi méiglech klappt, kënnen déi betraffe Leit der CNS direkt eng Kopie oder eng Photo vun hirer Steierkaart schécken.

D'CNS iwerhëlt deen Taux, deen op der Steierkaart steet. Wann eng Persoun e Steierkreditt ausbezuelt kritt, an déi Informatioun op der Steierkaart steet, da gëtt dee vun der CNS mat applizéiert.

Wat d'Delaien ugeet, ënnerhalb vun deenen déi betraffe Leit domat kënne rechnen, sou ka gesot ginn, dass vun deem Moment un, wou d'CNS de richtege Steiertaux kennt, direkt de Rectificatif ka gemaach ginn. An der Praxis kann ee soen, dass et ongefëier 14 Deeg dauert, bis dass d'Leit déi Differenz op hirem Kont hunn.

Question urgente 2203 (14.05.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **produit désinfectant nommé Lionser Medical Disinfectant :**

Il me revient qu'au cours des dernières semaines un produit dénommé Lionser Medical Disinfectant a été distribué à large échelle notamment dans des établissements scolaires et des écoles de musique. D'après les informations qui m'ont été transmises, le produit en question ne dispose pas des autorisations nécessaires pour être commercialisé ou distribué.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si le Gouvernement peut confirmer cette information.

Si tel est le cas, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Sur quelle base réglementaire la distribution de ce produit a-t-elle été effectuée ? Le produit figurait-il sur la liste des produits biocides notifiés ou sur la liste des produits biocides autorisés selon le règlement (EU) 528/2012 ?

2) Si tel n'est pas le cas, est-ce que les autorités luxembourgeoises ont vérifié l'efficacité du pro-

duit avant sa mise en distribution dans les établissements scolaires - notamment quant à son efficacité biocide respectivement à sa sécurité d'utilisation ?

3) Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement a-t-il été informé du fait que le produit ne disposait pas des autorisations nécessaires en bonne et due forme et ne devrait-il pas être retiré le plus rapidement possible ?

4) N'est-il pas de pratique courante de vérifier au préalable que les produits distribués dans les établissements scolaires disposent des autorisations et vérifications nécessaires ?

5) Quel est l'origine du produit en question et qui a décidé de l'acquérir ?

6) Quel département ministériel, respectivement quelle administration a décidé et a procédé à la distribution du produit ?

7) Où et dans quelle quantité est-ce que ce produit a été distribué ?

8) Selon mes informations, l'étiquette ainsi que la notice d'utilisation du produit étaient rédigées dans une langue asiatique et n'étaient pas accompagnées d'une traduction adéquate dans une langue couramment utilisée au Luxembourg.

Lorsqu'un tel produit est distribué ou vendu au Luxembourg, n'est-il pas obligatoire ou du moins de pratique correcte de faire accompagner ce produit d'une notice d'utilisation compréhensible dans au moins une langue couramment comprise au Luxembourg ?

Réponse commune (19.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le produit désinfectant en question est d'origine chinoise et a été acquis sur décision de la Cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé dans un souci de prévenir toute rupture de stock d'un produit hautement important pour aider à atténuer la propagation de la pandémie virale Sars-CoV-2.

Le produit biocide en question ne figure pas sur la liste des produits biocides notifiés ou autorisés. Faisant suite à une note de la Commission européenne et à l'instar d'autres pays européens confrontés à une pénurie de solutions hydroalcooliques notamment, la Ministre de l'Environnement a pris en date du 30 mars 2020, un premier arrêté accordant la mise à disposition et l'utilisation de produits biocides notamment de solutions hydroalcooliques désinfectantes contenant 70-85 % w/w d'éthanol, en application de l'article 55(1) (dite « autorisation d'urgence ») du règlement (UE) 528/2012 sur les produits biocides et en cas d'un danger menaçant la santé publique, la santé animale ou l'environnement qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens. L'arrêté a été établi pour une durée de 180 jours, couvrant les sociétés actives dans l'industrie chimique, mandatées par la Cellule de crise pour la fabrication et/ou la fourniture de certains produits désinfectants (dont l'activité virucide sur virus enveloppés est communément acceptée sur base de la teneur en substance active) en vertu des décisions de la Cellule de crise de la pandémie Sars-CoV-2. Cet arrêté fut annulé et remplacé par un arrêté ministériel en date du 7 mai 2020.

ad 2) Les procédures administratives en vue d'une mise sur le marché d'un produit biocide incluent la vérification de l'efficacité et de la sécurité d'utilisation. Ceci se fait sur base d'informations fournies par le responsable de la mise sur le marché du produit.

En raison de l'état de crise en relation avec la pandémie virale Sars-CoV-2, un arrêté a été établi conformément à l'article 55(1) du règlement (UE) n° 528/2012 afin d'assurer la disponibilité de solutions hydroalcooliques désinfectantes. Cet arrêté spécifie des exigences relatives aux produits biocides éligibles, en vue notamment d'assurer leur efficacité. L'Administration de l'environnement (AEV) effectue des contrôles afin de veiller à ce que les produits biocides sur le marché respectent les dispositions légales en vigueur.

Après avoir obtenu l'information concernant une distribution de ce produit vers les écoles et administrations communales le 4 mai 2020, l'AEV a prélevé un échantillon du produit en question en date du 7 mai, qui a été soumis pour analyse au Laboratoire national de la santé sur initiative de l'AEV.

Le résultat d'analyse du 8 mai indique une présence d'éthanol à environ 70 % v/v, une concentration communément acceptée comme étant efficace sur les virus enveloppés tels que le Sars-CoV-2. Sur base des analyses effectuées par le Laboratoire national de santé, le Ministère de la Santé confirme la sécurité d'utilisation du produit en question.

ad 3) S'agissant d'un produit issu du stock national, l'AEV a proposé des mesures correctives, notamment l'apposition d'une étiquette en français en vue d'une communication de l'utilisation correcte et efficace du produit (cf. aussi question 8).

ad 4) La législation applicable aux produits biocides (loi modifiée du 4 septembre 2015 sur les produits biocides, respectivement le règlement (EU) 528/2012) s'applique uniformément à tout produit biocide dont la mise sur le marché ou l'utilisation est envisagée, et requiert la soumission d'une notification de produit selon l'article 4 de la loi, respectivement la délivrance d'une autorisation du produit selon le règlement, avant la mise sur le marché/l'utilisation.

Pour faire face à la pandémie et afin de garantir la disponibilité de solutions hydroalcooliques désinfectantes au Luxembourg, des autorisations d'urgence conformément à l'article 55(1) du règlement (UE) 528/2012 sur les produits biocides ont été établies. Néanmoins, les dispositions de l'arrêté mentionné ci-dessus doivent être respectées en vue de la protection de la santé humaine et de l'environnement

La législation ne comporte pas de dispositions spécifiques concernant les produits biocides destinés à une distribution dans les établissements scolaires.

ad 5) Considérant les perturbations graves des marchés nationaux, européen et international dues à la pandémie virale Sars-CoV-2, le produit en question a été acquis en urgence au début de la période de crise à un moment où aucune société nationale ou européenne n'était en mesure de fournir un produit équivalent à très courte échéance et dans les quantités requises.

ad 6) Dans le cadre des mesures de protection mises en place lors de la réouverture des écoles, la distribution du produit en question a été réalisée par les services du Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse en étroite collaboration avec la Cellule logistique pour ce qui concerne les lycées et avec le CGDIS et les administrations communales pour ce qui concerne l'enseignement fondamental.

Les compétences du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en matière de produits biocides n'englobent pas la distribution de produits biocides.

ad 7) 56.000 flacons du produit ont été mis à disposition des structures du Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance. Par ailleurs, le produit a également été distribué aux services étatiques chargés de la gestion de la crise.

ad 8) La loi modifiée du 4 septembre 2015 sur les produits biocides prescrit que « la ou les langue(s) officielle(s) de l'État membre » auxquelles se réfère le règlement (EU) 528/2012 notamment en ce qui concerne l'étiquetage de produits biocides et à la notice jointe au produit (si une telle notice a été jointe par le fabricant du produit conformément à l'article 69 du règlement EU 528/2012) sont les langues françaises ou allemandes.

D'autres langues peuvent également figurer sur l'étiquette pour autant que celle-ci reste lisible et que les versions linguistiques du texte ne prêtent pas à confusions ou contradictions.

Une « notice explicative » prévue par l'article 69 du règlement (EU) 528/2012 doit être jointe au produit si les éléments d'étiquetage prévus par ce même article ne peuvent pas tous figurer sur l'étiquette en raison de la taille (de l'emballage) ou la fonction du produit biocide. Le même régime de langues s'applique à cette notice.

L'étiquette d'origine étant en langue chinoise, il a été décidé de mettre à disposition des utilisateurs un mode d'emploi en langue française et anglaise et ceci conformément à l'arrêté précité. Les flacons seront aussi revêtus des mêmes informations sous forme d'étiquetage autocollant, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 mai 2020.

Q438

Question urgente 2231 (15.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **reprise dans le secteur du tourisme :**

La Commission européenne a publié en date du 13 mai 2020 un document guide concernant la reprise progressive dans le secteur touristique et les mesures sanitaires à recommander dans ce contexte (Doc. C [2020] 3251). Les recommandations de la Commission visent à aider les États membres dans la mise en balance entre les avantages du tourisme et le risque d'un retour en force des infections ayant comme suite éventuelle des nouvelles mesures de confinement.

Avec la suppression graduelle des mesures de confinement strictes et la réouverture progressive des frontières en Europe, la gestion des risques dans le secteur du tourisme devient un enjeu pressant. Même avant le début de la période estivale, le jeudi de l'Ascension et le week-end de Pentecôte risquent de voir affluer au Luxembourg un certain nombre de touristes.

Dans ses lignes directrices, la Commission européenne note la nécessité d'une considération spécifique à attribuer aux mesures sanitaires à respecter par les hôtes de passage dans les hébergements collectifs, tels les terrains de camping. En effet, vu la réouverture progressive des frontières avec l'Allemagne, et pourvu que la Belgique continue à permettre les voyages de transit à travers son territoire, les exploitants de campings devraient se préparer à l'accueil notamment de voyageurs néerlandais.

À travers l'Europe, les exemples de stratégies de déconfinement dans le secteur touristique deviennent de plus en plus nombreuses. À titre d'exemple, les services de sécurité de la région néerlandaise de Zeeland prescrivent désormais des conditions strictes à appliquer dans les secteurs de l'hébergement et des loisirs : taux d'occupation restrictifs, restriction d'utilisation d'espaces communs et d'installations sanitaires, etc. En cas d'introduction de telles mesures, il échet de prévoir un délai de communication suffisant tant envers les professionnels du secteur qu'envers les voyageurs.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Est-ce qu'un plan de déconfinement pour le secteur touristique a été élaboré ? Dans l'affirmative, les parties prenantes du secteur ont-elles été entendues en leur avis ?

2) La santé des clients et des employés dans le secteur étant primordiale, Monsieur le Ministre est-il d'accord que la publication de lignes de conduite claires est gage de la sécurité de toutes les parties prenantes ? Dans l'affirmative, la traduction de consignes notamment vers le néerlandais et leur communication effective sont-elles envisagées ?

3) Monsieur le Ministre peut-il garantir que des consignes au secteur seront disponibles en temps utile à ce que les opérateurs et prestataires puissent les communiquer aux voyageurs pour la Pentecôte ?

4) Le secteur des campings ou autres hébergements collectifs fait-il l'objet de considérations spéciales, notamment du point de vue des restrictions sanitaires à mettre en place (taux d'occupation, restrictions d'utilisation d'espaces communs ou d'installations sanitaires) ?

Réponse (20.05.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

ad 1) Le secteur touristique est transversal par nature et la panoplie de ses acteurs touche à nombre de secteurs différents : transport, hébergement, restauration, culture, commerce, activités sportives et de loisirs, etc. Le tourisme a été pris en considération à toutes les étapes du déconfinement et les acteurs de nombreux domaines peuvent d'ores et déjà reprendre leur activité dans le respect des mesures sanitaires en vigueur (p. ex. les hébergements touristiques, les musées, les activités sportives en plein air). En l'occurrence, le déconfinement des sites et attractions touristiques est en planification et la Direction générale du tourisme du Ministère de l'Économie ainsi que les offices régionaux du tourisme sont en échange étroit avec les sites concernés.

ad 2) Monsieur le Ministre est d'accord. Une traduction des recommandations temporaires officielles du Gouvernement n'est pas prévue vers le néerlandais. Il est néanmoins possible que les recommandations spécifiques élaborées par les différentes fédérations en cause soient prévues d'être rédigées dans les langues véhiculaires demandées par leurs membres.

ad 3) La validation et la publication des recommandations élaborées est prévue d'ici Pentecôte.

ad 4) Les recommandations sanitaires élaborées par la fédération Camprilux sont en cours de validation au Ministère de la Santé. La Centrale des auberges de jeunesse est en cours de réflexion et de réajustements éventuels de leur offre d'hébergement afin de respecter les normes sanitaires.

Question urgente 2244 (19.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **reprise des cours dans l'enseignement fondamental**, le **système de l'école en alternance et** la **situation des structures d'accueil en général :**

1) Le règlement du 15 mai 2020 (Mémorial A n. 402 de la même date) dispose dans son article V 2° 1) que tous les contrats d'éducation et d'accueil en cours sont suspendus du 25 mai au 15 juillet. Pour ce qui est des contrats des services d'éducation et d'accueil (SEA) non conventionnés, qui sont des structures de droit privé, et s'agissant de relations contractuelles desquelles l'État ne fait pas partie, le Gouvernement se considère-t-il en droit de procéder à une telle suspension ?

2) En relation avec cette question, le paragraphe 3) de l'article V 2° sus-indiqué fait référence à des « enfants nouvellement inscrits », pour lesquels on indique qu'aucune augmentation de prix ne pourra être demandé à l'État (qui paiera la totalité des frais d'accueil au titre de l'exemption accordée aux parents dans l'article V 1° 1). Il semblerait ainsi que des enfants n'ayant de lien avec les SEA concernés pourront y être placés en substitution des enfants détenteurs des droits au titre des contrats suspendus. Au vu de ce fait, le Gouvernement, pourrait-il se prononcer sur le sens et le but de cette suspension ?

3) Concernant particulièrement les SEA non conventionnés, dans une période où l'école en alternance et les nouveaux horaires d'enseignement s'imposent sans exception à tous les enfants du cycle fondamental, y compris ceux des contrats impactés, comment le Gouvernement juge-t-il la légalité et la pertinence de la suspension ?

4) D'une façon générale, quelle est la situation actuelle dans les structures d'accueil, conventionnées et non conventionnées ? Combien de places ont été supprimées ? Quelles mesures ont été prises pour pallier au manque de personnel et de places ?

5) Concernant les implications du système de l'école en alternance et des nouveaux horaires d'enseignement, est-ce que des formulaires concernant les besoins en matière d'accueil ont été envoyés à TOUS les parents affectés ? De manière plus précise, est-ce que les enfants ne fréquentant pas le système de l'éducation nationale, mais également soumis aux mesures gouvernementales, ont été pris en compte dans cette enquête? Dans la négative, et étant donné que ces enfants fréquentent pour la plupart les SEA non conventionnées, où les contrats ont été suspendus, quels sont les motifs de cette exclusion ?

6) Par rapport aux places disponibles dans les structures d'accueil, en date du 7 mai la FELSEA (Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et accueil pour enfants, représentant environ 50 % des places du secteur non conventionné), avec qui le Ministère de l'Éducation nationale se serait réuni à quatre ou cinq occasions avant cette date, a communiqué à ses membres que leurs locaux et leur personnel étaient mis à disposition de l'État. En relation avec cette question :

- Le Gouvernement, peut-il s'expliquer sur la nécessité et l'intérêt général de cette mesure ?

- La décision d'intervention a-t-elle fait l'objet, comme cela devrait être le cas, d'un acte administratif formel de la part de l'éxecutif ?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'impact de cette intervention par rapport à l'ensemble des parents affectés et en particulier, pour ceux dont les contrats ont été suspendus en relation avec cette disposition ?

- Quelles sont les répercussions de cette « prise de contrôle » étatique ? Plus précisément, pour le cas où la totalité des élevés ne pourrait pas être accueillie, qui procédera à la sélection des enfants qui auront une place dans les structures d'accueil et selon quels critères ? Est-ce qu'il y a des règles de priorité et, si oui, comment sont-elles définies ?

7) Concernant les enfants ne fréquentant pas l'enseignement fondamental, affectés par la suspension des contrats, quelles sont les solutions d'accueil mis à leur disposition ? Est-ce qu'une possibilité d'accueil garantissant une égalité des conditions a été prévue dans des structures communales dans leur lieu de résidence ?

8) En raison de la réduction/limitation des places dans les SEA, notamment pour des raisons de prévention sanitaire, Monsieur le Ministre envisage-t-il de restaurer le nombre maximal de places dès la fin de l'année scolaire ? Quelles sont les intentions du Gouvernement pour la rentrée de septembre 2020 afin que les parents puissent prendre leurs dispositions pour organiser la garde de leurs enfants ?

Réponse (20.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le contrat d'éducation et d'accueil, réglé par l'article 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, détermine les droits et les obligations entre parties portant notamment sur l'indication des heures d'encadrement demandées et l'identité des enfants bénéficiaires d'un tel contrat. La crise sanitaire à laquelle l'État fait face actuellement nécessite un certain nombre de mesures telles que la prise en charge en alternance des élèves qui, de par leurs effets, remettent en question les engagements pris par les parties dans le cadre des contrats d'éducation et d'accueil et donc la facturation des prestations dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil (CSA). De ce fait, la suspension des contrats d'éducation et d'accueil, qui admet un caractère temporaire et dérogatoire par rapport à la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, est devenue nécessaire.

ad 2) Les contrats d'éducation et d'accueil ayant été suspendus, étant donné que les consignes sanitaires réduisent la capacité d'accueil des structures d'accueil, les parents des enfants concernés sont dispensés de l'acquittement des montants y relatifs. Des enfants pourront cependant être accueillis dans les structures d'accueil dans les limites de leur capacité d'accueil définie sur base des consignes du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Pour les enfants scolarisés, une inscription ne s'avère pas nécessaire, alors que les structures d'accueil seront financées par l'État à hauteur de leur recette réalisée sur base des contrats signés avant la suspension des activités (16 mars 2020), dans le cadre de la loi sur la jeunesse. Pour les enfants non scolarisés, l'inscription reste nécessaire. De nouveaux contrats d'éducation et d'accueil devront être signés par les parents souhaitant que leur enfant soit accueilli pendant la période du 25 mai au 15 juillet 2020. Cet accueil est payant, mais aucune augmentation de tarif horaire n'est autorisée par rapport au tarif facturé aux parents avant la suspension des contrats.

ad 3) + 4) Les jeunes enfants :

Par règlement grand-ducal portant dérogation aux dispositions des articles L.234-51 et L.234-53 du Code du travail, il a été introduit un congé pour raisons familiales (CRF) pour les parents d'un enfant né à partir du 1er septembre 2015, à condition de produire un certificat émanant d'une instance officielle attestant que l'enfant en question fait partie du ménage du bénéficiaire.

Les enfants scolarisés :

- Par le règlement grand-ducal cité ci-dessus, un CRF est accordé aux parents d'un enfant scolarisé de moins de 13 ans dont l'école est fermée ou dont les cours restent suspendus pour des raisons directement liées à la crise sanitaire ou qui ne peut être pris en charge par aucune école ou structure d'accueil en raison de la mise en œuvre d'un plan de prise en charge en alternance des élèves ou de l'application des mesures barrière imposées, à condition de produire un certificat attestant la situation donnée émis par le MENJE.

- Des locaux supplémentaires peuvent être mis à la disposition du service d'éducation et d'accueil à condition que les locaux servant à la mise en œuvre de l'accueil extrascolaire des enfants en rapport avec le Plan de prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental correspondent aux conditions minimales de sécurité et de salubrité. Ainsi, les locaux qui ont déjà été validés par l'Inspection du travail et des mines ou par le Service national de la sécurité dans la fonction publique peuvent être utilisés pour les besoins de l'accueil extrascolaire d'enfants.

- En vue de renforcer le personnel engagé dans les services d'éducation et d'accueil, un « pool national structure d'accueil » a été créé au sein du MENJE qui comprendra des personnes pouvant se prévaloir d'une expérience dans l'encadrement socio-éducatif et remplissant les conditions d'honorabilité conformément à l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013.

ad 5) En ce qui concerne la mise en place du système de l'enseignement en alternance, les parents d'élèves inscrits à l'enseignement fondamental étaient invités à remplir un formulaire en ligne pour indiquer les besoins d'accueil de leur(s) enfant(s). Ceci afin de mieux évaluer les besoins en ressources humaines pour assurer l'accueil des enfants en alternance pendant les horaires indiqués.

En ce qui concerne les foyers de jours privés ou non conventionnés, plusieurs cas de figures se présentent :

Certains d'entre eux sont considérés comme une extension de la maison relais au niveau local et constituent donc une ressource supplémentaire dans le cadre du Plan de prise en charge en alternance au niveau communal, alors que certains sont directement liés à une école privée et offrent aux parents de l'école privée un enseignement et un accueil suivant les modalités du système en alternance. Les autres sont priés d'accueillir les enfants scolarisés inscrits dans une école privée sise au Luxembourg qui n'assure pas toutes les plages horaires de l'accueil en dehors des heures de classe ou bien ceux inscrits dans une école en dehors du territoire du Luxembourg qui reste fermée pour des raisons sanitaires.

L'accueil des enfants est organisé partout suivant les mêmes consignes et recommandations du Ministère de la Santé et du MENJE.

ad 6) Aucune communication dans ce sens n'a été faite par le MENJE. Comme indiqué ci-dessus, les foyers de jours non conventionnés ont été invités à reprendre les activités selon les cas de figures et les modalités cités ci-avant.

ad 7) Comme indiqué sous le point 5, les enfants scolarisés ne fréquentant pas l'enseignement fondamental peuvent être accueillis soit par un foyer de jour non conventionné soit par une personne exerçant l'activité d'assistance parentale. Les conditions d'accueil sont régies par les recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 et les recommandations de la part du MENJE dans le contexte de l'accueil de jour institutionnel (pour les foyers de jour) et de l'accueil familial (assistance parentale).

ad 8) Cette décision sera prise en fonction de l'évolution des cas d'infection Covid-19 au Luxembourg sur base d'une évaluation de la situation par le Ministère de la Santé.

Question 2248 (20.05.2020) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **insectes pollinisateurs :**

Environ 85 % des plantes à fleurs au monde dépendent de la pollinisation effectuée par un animal. Les insectes sont le groupe le plus grand et diversifié parmi les pollinisateurs, les plus connus étant notamment l'abeille mellifère (l'abeille de miel), l'abeille sauvage ou encore le bourdon. À travers la pollinisation, les insectes assurent plus d'un tiers de l'alimentation à l'échelle mondiale. De manière plus générale, les pollinisateurs rendent des services écosystémiques dont les bénéfices économiques sont estimés à environ 150 milliards d'euros à l'échelle mondiale et 14,2 milliards d'euros dans l'Union européenne.

Il est évident que la perte en nombre et en diversité des populations d'insectes pollinisateurs a des conséquences néfastes sur les écosystèmes, la biodiversité ainsi que sur la sécurité alimentaire. Selon la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, 10 % des insectes au niveau mondial sont actuellement menacés d'extinction. La perte d'habitats naturels (due à la fragmentation et la dégradation), les polluants agrochimiques (tels que les pesticides), les facteurs biologiques ainsi que le changement climatique sont considérés comme les principaux facteurs de déclin des insectes pollinisateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les informations suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) De manière générale, comment les populations d'insectes pollinisateurs, et notamment des abeilles sauvages et des papillons, ont-elles évoluées en nombre et en diversité au Luxembourg dans les dernières années ?

2) Quelle a été l'évolution du cheptel apicole depuis 2018 et quelles étaient les pertes hivernales dans ce contexte ?

3) Quels sont les programmes de surveillance des populations d'insectes pollinisateurs sauvages actuellement en place au Luxembourg ?

Au début de l'année 2020, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a lancé un dialogue participatif et interdisciplinaire en vue d'élaborer un plan national d'actions pour la préservation des insectes pollinisateurs.

4) Madame la Ministre est-elle en mesure d'en partager les principales conclusions ?

Selon le rapport de l'Observatoire de l'environnement naturel pour la période 2013-2016, les écosystèmes sont fortement menacés par la pression exercée par les exploitations agricoles, notamment à travers la rationalisation des cultures, la fusion des exploitations, l'augmentation de la productivité, ou encore la surutilisation de fumiers et de pesticides. Comme il est mentionné ci-dessus, la perte des habitats naturels des insectes et les polluants agrochimiques sont parmi les facteurs principaux expliquant le déclin des insectes pollinisateurs. L'Observatoire souligne la nécessité d'un changement de fond de la politique agraire, se basant sur une gestion durable et extensive des terres.

5) Monsieur le Ministre pourrait-il expliquer de quelle manière ou par quelles mesures la perte des habitats naturels des insectes pollinisateurs sera prise en compte dans le plan stratégique pour la Politique agricole commune post-2020 qui est actuellement en élaboration ? Existe-t-il une stratégie concrète visant la sauvegarde des habitats des insectes pollinisateurs au niveau de l'agriculture ? Est-ce que des mesures à court terme sont prévues à cet égard ?

6) La mesure 2-2 du Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques de 2017 a pour objectif la protection des insectes pollinisateurs. Existe-t-il des premières conclusions concernant l'impact de cette mesure sur la sauvegarde des pollinisateurs ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La situation des insectes pollinisateurs est très préoccupante au Luxembourg.

Concernant les papillons de jour (Rhopalocères), les analyses scientifiques révèlent qu'ils ont diminué aussi bien en nombre qu'en diversité. Ainsi, tandis que 99 espèces étaient observées au Luxembourg avant 1960, elles n'étaient plus que 83 espèces durant la période 2010-2016. Les données d'abondance peuvent être fournies grâce au « European Butterfly Indicator for Grassland species : 1990-2015 » qui a évalué l'évolution de l'abondance d'une sélection de 17 espèces liées aux zones herbeuses sur base d'observations standardisées issues de 22 pays du continent européen, dont le Luxembourg. Cette étude révèle que le Luxembourg fait partie des pays où le plus grand nombre d'espèces communes sont en déclin (quatre parmi les sept espèces communes) et la seule espèce spécialiste qu'on peut encore trouver dans les paysages communs luxembourgeois est également en déclin. Finalement, l'évaluation de l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire réalisée au Luxembourg pour la période 2013-2018 révèle que la majorité des espèces de papillons figurant sur les annexes de la directive européenne « habitats » (92/43/CEE) sont dans un mauvais état de conservation et que leur situation s'est dégradée par rapport à l'évaluation précédente (période 2007-2012).

Concernant les autres pollinisateurs (abeilles sauvages, syrphes, etc.), une analyse réalisée par le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology) et rassemblant les données à partir de la littérature et des bases de données disponibles, révèle que 340 espèces d'abeilles sauvages et environ 180 espèces de syrphes sont présentes au Luxembourg, toutes périodes confondues. Une évaluation scientifique solide sur les changements de la diversité et/ou de l'abondance des abeilles sauvages et des syrphes au Luxembourg n'est pas encore possible à ce jour étant donné le manque de données collectées de manière standardisée au Luxembourg dans le passé. Un monitoring systématique initié par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) et coordonné par le LIST permettra de fournir les informations demandées dans les années à venir. À noter que le déclin des abeilles sauvages et autres pollinisateurs a été clairement documenté dans certains pays d'Europe occidentale (p. ex. Pays-Bas, Belgique, Grande-Bretagne, …). Ce déclin a été attribué en grande partie à des changements de l'occupation et de l'utilisation des sols (p. ex. l'urbanisation et l'intensification de l'agriculture). Il est donc très probable que les communautés de pollinisateurs aient suivi des tendances similaires au Luxembourg.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre d'apiculteurs, du cheptel apicole au printemps et des pertes hivernales depuis le début du recensement systématique des pertes hivernales par l'Administration des services vétérinaires. Au cours des dernières années, il y a une évolution positive en ce qui concerne le nombre de ruches qui a augmenté et le pourcentage de pertes hivernales qui est relativement bas. Plusieurs facteurs pourraient expliquer ceci. Depuis les pertes massives de l'hiver 2012-2013, la Fédération des unions d'apiculteurs du Grand-Duché de Luxembourg a fait des efforts importants pour recruter et former de nouveaux apiculteurs. L'engagement d'un conseiller apicole a permis en particulier de mieux former les apiculteurs dans la lutte contre la varroase. Dans le cadre du projet de recherche BeeFirst, les traitements contre ce parasite, de même que d'autres pratiques apicoles, sont recensés chaque année auprès de nos apiculteurs. L'analyse statistique de l'effet de ces mesures permet d'identifier et de recommander celles qui permettent de réduire les pertes hivernales, et de déconseiller celles qui sont peu efficaces ou ont même un effet négatif au niveau de la survie des ruches.

Aussi dans le cadre du projet de recherche BeeFirst, les pratiques apicoles résultant dans le moins de pertes hivernales ont pu être identifiées et communiquées aux apiculteurs. Des programmes d'amélioration génétiques des abeilles, des mesures agroenvironnementales, comme l'installation de bandes fleuries, ou encore l'abandon de certains produits phytosanitaires au cours des dernières années sont d'autres facteurs qui pourraient avoir une influence positive sur les pertes hivernales.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Concernant les papillons de jour, un programme de surveillance standardisé à l'échelle nationale est en cours depuis 2010, financé par le MECDD et coordonné par le LIST. En 2017, le Luxembourg a rejoint le « European Butterfly Monitoring Scheme (eBMS) », un partenariat formé par « Butterfly Conservation Europe » en avril 2016 pour rassembler les données des programmes de surveillance des papillons de différents pays européens dans un format standardisé. Le programme de surveillance du Luxembourg participe donc à la production de tendances et d'indicateurs nationaux et supranationaux de l'état des papillons, tels que le « European Butterfly Indicator for Grassland species ». Plusieurs organisations, instituts et syndicats de communes sensibilisent et forment par ailleurs le grand public à l'identification des papillons de jour, encourageant les gens à contribuer leurs données d'observation pour améliorer les connaissances sur la distribution des différentes espèces de papillons au Luxembourg.

Concernant les abeilles sauvages et les syrphes, un programme de surveillance standardisé à l'échelle nationale a été lancé en 2019 par le MECDD et il est également coordonné par le LIST. Comme pour les papillons, ce programme vise à collecter des données de manière standardisée pour suivre les changements des populations et de la distribution des abeilles sauvages et des syrphes à long terme. Il vise également à contribuer à un système de surveillance standardisé à l'échelle de l'Europe qui est actuellement développé dans le cadre de la « EU Pollinators Initiative ».

Au début de l'année 2020, le MECDD a lancé un dialogue participatif et interdisciplinaire en vue d'élaborer un plan national d'actions pour la préservation des insectes pollinisateurs.

ad 4) Le dialogue participatif et interdisciplinaire a suscité une vive participation de nombreux acteurs et organisations. Un accent particulier avait été mis sur la volonté de n'oublier personne lors du processus de récolte des propositions d'idées et de projets : acteurs du domaine public et privé, syndicats pour la conservation de la nature, parcs naturels, acteurs intéressés du milieu agricole, associations et administrations actives dans les disciplines environnementales, acteurs commerciaux, scientifiques, … Le dialogue participatif a été organisé sous forme de cinq workshops et d'une plateforme en ligne et a permis de rassembler 563 contributions. Ces nombreuses contributions ont constitué la base de données pour élaborer le plan national d'actions pour la préservation des insectes pollinisateurs. L'ébauche actuelle du plan d'action comprend plus de 70 actions qui répondent à 18 objectifs. Les actions appartiennent à cinq piliers : actions publiques, actions privées, actions en milieu agricole, actions pour élargir les connaissances et actions pour favoriser la prise de conscience. Le processus de concertation avec diverses parties prenantes est actuellement en cours afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action dès janvier 2021.

ad 5) Le plan stratégique national pour la mise en œuvre de la politique agricole commune est encore en cours d'élaboration. Actuellement les travaux sont focalisés sur la proposition d'une stratégie nationale qui devrait prendre en compte les besoins identifiés suite à l'élaboration d'une analyse forces et faiblesses, menaces

et opportunités. Des mesures précises ne sont pas encore définies.

Un des neuf objectifs de la proposition de la Commission européenne vise la contribution à la protection de la biodiversité, l'amélioration des services écosystémiques et la préservation des habitats et des paysages.

Le plan stratégique national doit également prendre en compte la stratégie de l'UE de la ferme à la table ainsi que la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030, ainsi que les objectifs de certains plans d'action nationaux et les objectifs de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Le plan stratégique national offre ainsi la possibilité d'intégrer des mesures pour la protection des habitats naturels des insectes pollinisateurs.

Le programme de développement rural en cours prévoit déjà actuellement une série de mesures agroenvironnementales qui répondent à cet objectif. Certaines mesures comme la diversification des cultures arables, la réduction des produits phytopharmaceutiques ou l'extensification des prairies offre des options qui contribuent indirectement et directement à l'amélioration des habitats naturels. Une mesure-clé concerne les bandes fleuries en bordure de champ sur terres arables. L'attractivité de cette mesure a mené à une hausse sensible à quelque 165 ha en 2019. La participation des agriculteurs aux deux principaux régimes d'extensification est toujours en hausse.

Il en est de même pour la plupart des mesures des régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural (cf. tableau point 6).

ad 6) La mesure 2-2 prévoit la mise en œuvre du projet de recherche BeeFirst qui est toujours en phase d'exécution. Des conclusions et tendances fiables concernant la présence de résidus de produits phytopharmaceutiques dans le pollen et le miel ne peuvent être tirées qu'à la fin du projet au début de l'année 2021. Cependant, des résultats d'analyse intermédiaires sont disponibles sur le portail de l'agriculture.

Certaines mesures agroenvironnementales (MAE) et les contrats « biodiversité » permettent de créer et de maintenir des habitats favorables aux insectes pollinisateurs. Le tableau reprend l'évolution de ces mesures et contrats :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question urgente 2254 (20.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrôles douaniers :**

Eisen Informatiounen no kruten d'Mataarbechter vun der Douane den Uerder sämtlech Statistiken a Relevéë vun de Grenzkontrollen, déi am Kader vun der Coronakris gemaach goufen, ze zerstéieren. Och all digital Fichieren op de Serveren, wéi E-Mailen, solle geläscht ginn. Am Fall wou dësen Uerder net befollegt gëtt, zitt dat offensichtlech eng disziplinaresch Suite mat sech. D'Fiches „Patrouillen" falen iwwerdeems, eisen Informatiounen no, net ënnert dësen Uerder.

A menger Question parlementaire N° 2148 hunn ech well eng Rei Froen un de Minister adresséiert, déi awer nach net beäntwert goufen, well d'Urgence vun der Fro net unerkannt ginn ass. Fir follgend Froen ze beäntwerten, sinn d'Äntwerten op d'Fro N° 2148 awer néideg. D'Piraten hunn am selwechte Kontext de responsabele Minister och well an d'Kommissioun convoquéiert. Ech hu bis ewell awer nach keng Kloerheet an dësem Dossier kritt.

Dës Fro ass elo wéinst den zitéierten Entwécklungen nach méi dringend ginn, well hei potenziell Dokumenter, déi fir d'Novollzéie vun der Legalitéit kéinten néideg sinn, zerstéiert kéinte ginn, respektiv Beamte sech, wéinst enger Entrave à la justice, enger Poursuite aussetze kéinten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Justiz dës Froe stellen:

1. Här Minister, kéint Dir an dësem Kontext och op all d'Froen aus menger Question parlementaire N° 2148 äntweren?

2. Kann den Här Minister dësen Uerder confirméieren?

3. Madamm Ministesch, stellt d'Suppriméiere vun dësen Donnéeën eng Entrave à la justice duer?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Froen aus der Question parlementaire N° 2148 vum honorabelen Deputéierten, si mat den Äntwerten op d'Fro N° 2074 vum 22. Abrëll 2020 vum honorabelen Députéierte Léon Gloden an d'Fro N° 2148 vum 6. Mee 2020 vum honorabelen Députéierten selwer beäntwert.

D'Informatioune vum Deputéierte sinn net ganz richteg. D'Direktioun vun der Douane huet den 20. Mee den Uerder ginn, déi perséinlech Donnéeën ze läschen, sou wéi dat vum RGPD virgesinn ass, net awer d'Statistiken, déi iwwregens och an der Äntwert op d'Fro N° 2074 vum 22. Abrëll 2020 vum honorabelen Députéierte Léon Gloden genannt ginn.

Wat d'Fro no der „entrave à la justice" betrëfft, sou ass ervirzehiewen, dass d'Appreciatioun, ob d'Suppriméiere vun de betraffenen Donnéeën an dësem Fall eng „entrave à la justice" am Sënn vum Artikel 141 vum Code pénal duerstellt oder net, ganz eleng an der Zoustännegkeet vun den Geriichter läit. Opgrond vun der Gewaltentrennung (séparation des pouvoirs) géif doméinst all Aschätzung zu där Fro vusäite vun der Justizministesch eng onzoulässeg Amëschung hirersäits an d'Aarbecht vun de Geriichter duerstellen.

Question 2260 (25.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **plateforme SPAMBEE :**

An der parlamentarescher Fro N° 0542 hat de Minister mir Informatiounen zu der Plattform SPAMBEE ginn. Op der Website si weeder en Impressum nach eng GDPR-Erklärung ze fannen, wuel wëssend, dass hei manifestement Benotzerdonnéeë gespäichert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren erklären, firwat keen Impressum a keng GDPR-Erklärung op der SPAMBEE-Website sichtbar ass?

2. Wéi oft ass de SPAMBEE-Plug-in bis elo installéiert ginn?

3. Wéi vill aktiv Useren huet SPAMBEE bis ewell?

4. Wou ginn déi Benotzerdonnéeën de Moment gespäichert?

5. Wéi vill huet d'Entwécklung vum SPAMBEE insgesamt kascht a wat sinn d'operativ Käschte pro Joer?

Réponse (29.06.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

SPAM, Phishing a vill weider Zorte vu Cyberattacken notzen den E-Mail als Infektiounsmedium. Dëst gesäit een och an de rezente Statistike vum CIRCL (https://www.circl.lu/opendata/statistics/). Zanter 2018 ass Phishing ee vun den Haaptgrënn vun Incidenten an der IT-Sécherheet, dëst net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och weltwäit. Wéinst dësem verbreete Phenomeen goufen an de leschte Joren eng ganz Rei vun Outilen, Servicer an Aktiounen entwéckelt an ëmgesat.[1]

Ganz am Ufank vum komplexen Zyklus, deen eng Phishing-Attack ausmécht, steet den Internetbenotzer. Genau do setzt SPAMBEE un, fir et dem Benotzer mat e puer Klicken ze erméiglechen, eng suspekt E-Mail ze mellen.

SPAMBEE ass e gemeinsame Projet vu BEE SECURE, der CNPD an dem C3 Cybersecurity Competence Center, fir dem User d'Notifikatioun vun net sollicitéierte Mailen ze vereinfachen, an zwar mat engem Plug-in-System. De Site www.spambee.lu ass eng „Landing Page"; een Internetsite, wou een déi verschidde Plug-ins fir déi verschidde Plattforme kann eroflueden. D'Kontaktdaten an d'Privacy Policy sinn op de respektiven AppStores an Delivery-Plattforme visibel, well déi Informatioune spezifesch zu de verschiddene Plattforme sinn. Fir et dem User méi einfach a verständlech ze maachen, gouf elo och en Impressum, eng „Legal Notice" an d'„Privacy Policy" vun de Plug-ins, um Site www.spambee.lu publizéiert.

Zanter Mëtt 2019 ass de Site www.spambee.lu online. Well den Dateschutz am Projet SPAMBEE eng absolutt Prioritéit ass, ginn et keng detailléiert Statistiken, oder soss Donnéeën, iwwert d'Installatiounen oder d'Notzung vun de Plug-ins. Erofgeluede goufen déi verschidde Plug-ins ronn 200-mol. Op Basis dovunner kann een d'Zuel vu Benotzer op ongeféier 100 schätzen.

Nieft de Plug-ins ginn och follgend Webmail-Plattformen ënnerstëtzt: Gmail, outlook.live.com an outlook.office.com souwéi Yahoo! Mail. Eng Diskussioun mat Lëtzebuerger Webmail-Provideren ass amgaangen. Wann dës bis ënnerstëtzt kënne ginn, ass unzehuelen, dass d'Benotzerzuele vu SPAMBEE staark klamme wäerten. D'Zuel vun Notifikatiounen, déi SPAMBEE bis ewell krut, läit bei 2.317. Dovu goufe ronn d'Hallschent als Phishing identifizéiert (Stand: 12. Juni 2020).

SPAMBEE setzt e „Privacy by Design"-Konzept ëm. D'Donnéeë vun de Benotzer ginn exklusiv lokal am Plug-in gespäichert. De Benotzer huet en Dashboard, wou e gesäit, wéi eng Mailen en notifiéiert huet a wat de Feedback vu SPAMBEE ass. D'IT-Infrastruktur vu SPAMBEE gëtt vum C3 Cybersecurity Competence Center geréiert, do ginn nëmmen Header-Informatiounen an URLe vun den notifiéierten E-Maile gespäichert, an zwar anonym, ouni Unhaltspunkt, vu wéi engem Benotzer d'Informatioun kënnt.

Déi sechs Plug-ins a véier Webmail-Interfacen, souwéi d'Käschte vun Design a Marketing, stellen en Investissement vu 25.000 Euro duer. Déi operativ Käschte gi geschat op 10.000 Euro.

Question urgente 2261 (25.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **demande de congé pour raisons familiales :**

Den 20. Mee 2020 koum owes de Formulaire eraus, fir eng Verlängerung vum „congé pour raison familiales lié à la pandémie Covid-19" ufroen ze kënnen. Den 21. Mee war e gesetzleche Feierdag, soudass nëmmen nach de Freiden als Wochendag iwwreg bleift, fir de Formulaire virum Auslafe vum ale Congé auszefëllen an ofzeschécken. Op guichet.lu steet des Weidere geschriwwen:

« Une nouvelle demande du congé pour raisons familiales est à introduire même si vous avez déjà effectué une demande avec le formulaire qui a été mis en ligne le 30 mars 2020. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Wéi kann eng Persoun zäitlech, an nëmmen engem Schaffdag, ee Formulaire ausfëllen, ofschécken an eng Äntwert erwaarden?

2. Falls Persoune bis de Méinden, de 25. Mee, keen Accord vum Ministère op hir Congésdemande kréien an duerch hir Kanner doheem bleiwe mussen, kéint dëst als Refus de travail consideréiert ginn oder sinn d'Salariéen hei op iergend eng Weis geschützt?

3. Op guichet.lu steet:

« Le parent qui a recours au congé pour raisons familiales doit informer son employeur au plus vite de manière orale ou écrite en indiquant le début et la fin du congé. »

Esou munch Betriber hunn de Bréckendag am Mee allerdéngs genotzt fir net ze schaffen.

- Wéi kënnen dës Salariéë virum 25. Mee de Patron iwwert dëse Formulaire informéieren?

- Wéi soll e Patron seng Schichtepläng vum 25. Mee richteg opstelle kënnen, wann hie fréistens den Dag selwer eng Äntwert vu sengem Salarié kritt?

4. Kann e Patron vu sengen Ugestellte verlaangen, wärend dem Congé pour raisons familiales iwwer PC oder Handy disponibel ze sinn oder verschidden Aufgaben ze iwwerhuelen?

- Falls nee, wéi stellt de Minister sécher, dass sech och doru gehale gëtt?

Réponse (26.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. + 2. Et sief dorop higewisen, dass de Salarié fir d'éischt emol obligéiert ass sengem Patron Bescheed ze ginn, ob mëndlech oder schrëftlech, ab wéini a bis wéini hien op de Congé pour raisons familiales zréckgräife muss. Et ass kloer, dass all déi vum honorabelen Deputéierten opgezielten administrativ Demarchen net ëmmer an engem Dag kënne gemaach gin, dofir ass et och méiglech de Certificat, bezéiungsweis d'Pièce, déi dozou gehéieren, nozereechen, fir den Dossier ze completéieren.

De Certficat, deen de Patron spéider gescheckt kritt, ass par contre unzegesi wéi e Krankeschäin am Sënn vun den Artikelen L.234-53 an L.234-54 vum Code du travail, soudass de Salarié vun engem méigleche Licenciement wärend der Zäit wou hien am Congé pour raisons familiales ass, geschützt ass. De Salarié huet also déi selwecht Rechter, mee och Flichten ewéi an der Situatioun vun enger Krankschreiwung.

ad 3. De Salarié huet, wéi uewe schonns erwähnt, d'Obligatioun sengem Patron Bescheed ze ginn ab wéini an bis wéini hien op de Congé pour raisons familiales zréckgräife muss. Déi administrativ Démarchen, also de Formulaire ausfëllen, ënnerschréiwen an un den Patron an d'Gesondheetskees schécken, mussen da schnellstméiglech gemaach ginn, ouni dass elo e konkreeten Delai virgeschriwwen ass.

Et ass kloer, dass all déi néideg Mesuren, déi vun der Regierung an de leschte Wochen a Méint wéinst dem État de crise geholl gouffen, net nëmmen en Impakt op den Alldag, mee och op d'Aarbechtswelt allgemeng hunn. Sou stelle sech natierlech och fir de Patron eng Rei organisatoresch Defie wa seng Salariéë kuerzfristeg de Congé pour raisons familiales huele mussen. An dëser schwiereger Zäit fir ons all, mussen also souwuel d'Salariéen ewéi och d'Patrone pragmatesch virgoen, fir eng Léisung ze fannen.

ad 4. Wéi schonns uewe beschriwwen, gëtt de Certificat de congé pour raisons familiales am Kontext vun der Pandemie Covid-19 als e Krankeschäin am Sënn vun den Artikelen L.234-53 an L.234-54 vum Code du travail ugesin. Dat heescht also och, dass de Salarié vun der Aarbecht fräigestallt ass, fir dass hien op seng Kanner opasse kann. Deemno kann de Patron och net vu sengem Salarié verlaangen, dass hie wärend der Zäit wou hien am Congé pour raisons familiales ass, weiderhin disponibel soll sinn oder schaffe muss.

Bei Mëssbrauchsfäll kënnen d'Salariéen natierlech d'ITM kontaktéieren.

Question urgente 2262 (25.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **congé pour raisons familiales dans la fonction publique :**

Den 20. Mee 2020 koum owes de Formulaire eraus, fir eng Verlängerung vum „congé pour raison familiales lié à la pandémie Covid-19" ufroen ze kënnen. Den 21. Mee war e gesetzleche Feierdag, soudass nëmmen nach de Freiden als Wochendag iwwreg bleift, fir de Formulaire virum Auslafe vum ale Congé auszefëllen an ofzeschécken. Op guichet.lu steet des Weidere geschriwwen:

« Une nouvelle demande du congé pour raisons familiales est à introduire même si vous avez déjà effectué une demande avec le formulaire qui a été mis en ligne le 30 mars 2020. »

De 25. Mee, also dëse Méinden, muss déi komplett Schoulorganisatioun stoen. De Formulaire selwer kann awer eréischt freides den 22. Mee ausgefëllt an ofgeschéckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung an Éffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wiesou gouf et vusäiten der Regierung kee Formulaire, mat deem d'Staatsbeamten a Staatsugestellten d'Demande fir de Congé mat enger längerer Virzäit hätte maache kënnen?

2. Falls Beamte bis de Méinden keen Accord op hir Congésdemande kréien an duerch hir Kanner doheem bleiwe mussen, stellt dës e Refus de travail duer oder sinn d'Beamten an dësem Fall geschützt?

3. Kann de Staat vu sengen Ugestellte verlaangen, wärend dem Congé pour raisons familiales iwwer PC oder Handy disponibel ze sinn oder verschidden Aufgaben ze iwwerhuelen?

- Falls nee, wéi stellen d'Ministere sécher, dass sech och doru gehale gëtt?

4. Wéi kann d'Schoulorganisatioun, ugesiichts der Ongewëssheet vun de Presenze beim Schoulpersonal, fir d'nächst Woch séchergestallt ginn?

Réponse commune (26.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

D'Modalitéite fir de Congé pour raisons familiales (CRF) gesinn zwou nei Méiglechkeete vir. Déi éischt Méiglechkeet besteet doran, datt d'Eltere vu Kanner, déi no dem 1. September 2015 gebuer sinn, vun engem CRF kënne profitéieren. Déi zweet Méiglechkeet besteet fir Eltere vu Kanner, déi ënnert den aktuelle sanitäre Konditioune keng Betreiungsplaz an enger Maisons relais oder engem Schoulfoyer kritt hunn.

Dës nei Konditioune sinn de 5. Mee op enger Pressekonferenz dem breede Public virgestallt ginn. D'Informatioune sinn duerno op dem Internetsite vum Educatiounsministère iwwerholl ginn. D'Agenten, déi d'Helpline vum Educatiounsministère bedreiwen, sinn informéiert ginn an hunn dës Informatiounen och un d'Eltere weiderginn, déi Froen zum CRF haten.

Dat groussherzoglecht Reglement, wat deen aussergewéinleche Congé pour raisons familiales

[1] https://phishing-initiative.lu/; https://circl.lu/urlabuse/; https://circl.lu/pub/tr-07/; https://lookyloo.circl.lu/scrape

(CRF) elo nei reegelt, ass den 20. Mee owes am Journal officiel publizéiert ginn. Freides, den 22. Mee, ass ëm Mëtteg eng Informatioun un d'Personalbüroe vun de staatleche Verwaltunge geschéckt ginn, an där déi nei Konditiounen ënnert deenen een de CRF kritt an déi jeeweileg Linken op de Site guichet.lu drastoungen, a mat der Demande, datt dës Informatiounen un d'Agente vun hirer Verwaltung soll weidergeleet ginn.

Déi Demarchen, déi d'Agente musse bei hirem Personalbüro maachen, sinn déi selwecht bliwwe wéi fir déi sougenannten CRF-1 an CRF-2.

Wann eng Persoun d'Konditiounen erfëllt, fir den CRF kënnen ze huelen, brauch si net den Accord vun hirer Verwaltung ze froen, mee si muss der Verwaltung, spéitstens um Ufank vum Dag selwer, Bescheed soen, datt si den CRF hëlt.

Den CRF ass gläichzestelle mat enger Krankmeldung. Dat bedeit och, datt en Agent dee Moment net ka gezwonge ginn ze schaffen.

Et ass evident, datt bei bal 30.000 Agenten, d'Ministeren net kënne garantéieren, datt jiddwereen sech un all d'Reegelen hält, mee et gëtt en allgemengt Reklamatiounsrecht fir all Agent, dee mat enger Decisioun vu sengem Supérieur hiérarchique net averstanen ass, wat bis dozou féiere kann, datt den zoustännege Minister domat befaasst gëtt.

Déi eenzel Membere vun der Schoulcommunautéit, dorënner d'Schoulpresidenten, d'Léierpersonal, d'Gemengeresponsabel an d'Regionaldirektiounen, hunn an de leschte Wochen an Deeg a Collaboratioun mat de Servicer vum Educatiounsministère intensiv dru geschafft, fir sécherzestellen, datt den Enseignement en alternance kéint vum 25. Mee 2020 un a sämtlechen ëffentleche Grondschoulen ëmgesat ginn. Bei der Organisatioun vum Enseignement en alternance gouf op där enger Säit bei den Elteren eng Enquête gemaach, fir de Besoin a puncto Prise en charge vun de Kanner wärend an ausserhalb vun den nei definéierte Schoulzäiten ze erfaassen. Dobäi hunn d'Schoulen d'Resultater vun där um nationalen Niveau realiséierter Enquête am enke Kontakt mat den Eltere permanent à jour gehalen respektiv gegeebenefalls ergänzt. Dëst huet et erméiglecht, fir d'Opdeelung vun de Kanner an déi eenzel Gruppe sécherzestellen an eventuell zousätzlech Besoinen a puncto Personalressourcë fréi ze erkennen an entspriechend weider Persoune fir den Encadrement vun den eenzelne Gruppen anzestellen.

Op där anerer Säit goufen och dem Schoulpersonal seng Disponibilitéite mat Hibléck op déi nei Contraintë vun den Direktiounen ermëttelt. Eng sëllechen Enseignanten hunn sech bereet erkläert, fir kuerzfristeg méi Stonnen ze prestéieren, esoudatt si eleng ee Grupp konnten iwwerhuelen, fir d'Unzuel vun den Intervenanten an den eenzelne Gruppen esou geréng wéi méiglech ze halen.

Fir de Remplacement vum Léierpersonal bis zum Schluss vum Schouljoer ze assuréieren, gouf d'Unzuel vun de Remplaçant-permanenten erhéicht. Dës zousätzlech Ressourcen erlaben et den Direktiounen, op kuerzfristeg Besoinen ze reagéieren an esou sécherzestellen, datt Enseignanten, déi krankheetsbedéngt ausfalen oder vun engem Congé, dorënner och de CRF, profitéieren, kënnen ersat ginn an deementspriechend d'Prise en charge vun den eenzelne Gruppe garantéiert ass.

Question 2263 (25.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests de dépistage du coronavirus des secteurs non concernés par le confinement :**

Laut dem 2. Paragraf vum Artikel 3, groussherzoglecht Reglement vum 18. Mäerz 2020, dat eng Rei vu Mesuren am Kader vum Kampf géint de Covid-19 agefouert huet, ware folgend Secteuren net vun der Limitatioun vu wirtschaftlechen Aktivitéite betraff:

« […] - les enseignes commerciales qui vendent principalement des produits alimentaires,

- les pharmacies,

- les opticiens,

- les commerces qui vendent principalement des aliments pour animaux,

- les commerces de services de télécommunication,

- les commerces qui vendent principalement des produits d'hygiène, de lavage et de matériel sanitaire,

- les services de vente de carburants et de stations d'essence,

- les activités de transport de personnes,

- les distributeurs et les commerces spécialisés en matériel médico-sanitaire,

- la pédicure médicale limitée aux soins médicaux et non esthétiques,

- les commerces de distribution de la presse,

- les institutions financières et d'assurance,

- les services postaux,

- les services de pressing et de nettoyage de vêtements,

- les services funéraires,

- les activités de dépannage, de réparation, de dépollution et d'entretien nécessaires pour des raisons de sécurité. »

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Goufen dës Secteure systematesch getest?

- Wa jo, wéi vill Tester goufe gemaach a wéi vill dovu ware positiv?

Réponse (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

Virum, wärend an nom Deconfinement gi verschidden Aktivitéitssecteure getest, initial an enger Approche vu Cluster-Prevalenztesting (Méint Abrëll/Mee), a méi rezent am Kontext vum Large-Scale-Testing.

Follgend Secteure goufen als Cluster-Prevalenz getest:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi aner Secteure ginn elo am Kader vum Large-Scale-Testing evaluéiert. Do ënnerscheet een dräi Gruppe vu Leit:

Grupp 1: Personal aus essenzielle Secteuren oder Risikosecteuren. Dës gi systematesch all zwou Woche fir een Test agelueden. Et handelt sech hei ëm follgend Kategorien: Soins à la personne, Police, Personal aus Crèchen oder Maisons relais, Gesondheetspersonal, Personal aus Apdikten an den Horeca-Beräich.

Grupp 2: Sougenannten Tester a Contingenten. Hei handelt et sech ëm Commercen, Schoulen, d'Konstruktioun an dozou gehéierend Betriber, d'Industrie an de Finanzsecteur. Wann eng héich Prevalenz vu Covid-19 an engem bestëmmte Secteur géif entdeckt ginn, gëtt de ganze Contingent méi schnell duerchgetest.

Grupp 3: All aner Leit.

Mat dëser Strategie gëtt déi ganz Populatioun getest, souwäit d'Persounen net vun de Gruppen 1 an 2 erfaasst goufen.

All déi Secteuren, déi den honorabelen Deputéierte mentionéiert huet, sinn domat ofgedeckt.

Genau Resultater fir déi eenzel Secteure leien dem Gesondheetsministère am Moment nach net vir, déi detailléiert Analys ass nach amgaangen. Am Allgemenge kann een awer soen, dass bis elo d'Inzidenz vun der Infektioun an der Bevëlkerung an an den eenzelnen Aktivitéitssecteuren niddereg ass, am selwechten Ordre de grandeur wéi an de Cluster-Prevalenztester.

Question 2268 (26.05.2020) de **MM. Marc Lies** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **collaboration entre l'État et les communes dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Wärend dem État de crise huet op ville Plazen am Land d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Staat gutt a konstruktiv funktionéiert. Op zwou konkreete Plazen, zu Hesper um „P&R Sud" an zu Esch-Uelzecht um „P&R Raemerich", sinn awer grouss Gemengeflächen als „lieu de distribution" fir Masken, respektiv sollen als Plaz fir Covid-19-Tester genotzt ginn, ouni dass d'Gemengeresponsabel virdrun doriwwer a Kenntnis gesat oder gefrot gi sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Kënnen d'Madamme Ministeren dës Informatioune confirméieren? Wa jo, ass et normal, dass d'Regierung esou Decisiounen hëlt, ouni se virdru mat de concernéierte Gemengeresponsabelen ofzeschwätzen? Gëtt de finanziellen Impakt op de Budget vun de concernéierte Gemenge kompenséiert?

- Wéi gesäit et par rapport zu dësen Decisioune mat der Autonomie communale aus? Gëllt déi och am État de crise?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Beim Projet vum Large-Scale-Testing gouf de logisteschen Deel vum Luxembourg Institute of Health un d'Firma Ecolog sous-traitéiert. Dozou gehéiert och d'Auswiel vun de Plazen, op deenen d'Covid-19-Teststatiounen installéiert gi sinn.

Dës Standuerte goufe vun Ecolog an der Administration des ponts et chaussées ausgewielt, mam Zil, iwwert d'ganzt Land e flächendeckenden an einfachen Zougang zu den Teststatiounen ze erméiglechen. D'Servicer vu Ponts et chaussées ware vun enger grousser Hëllef, well ongeféier 70 % vun de Standuerter dem Staat gehéieren. Dës Aarbechte sinn an enger „situation d'urgence" duerchgefouert ginn. Et koum am Kontext vun dësen Aarbechte fir d'Statioune „P&R Raemerich" a „P&R Sud" zu engem Decalage tëschent dem Ufank vun den operativen Aarbechte vum Sous-traitant fir d'Logistik an dem Erhale vun den noutwendegen Autorisatiounen.

Bei verschiddenen envisagéierten Emplacementer gouf et zäitgläich och en Interessi vun der Armëi an de Gemengenautoritéiten, fir dës Plaze fir d'Verdeele vu Masken ze benotzen. No Gespréicher mat de Gemengenautoritéite konnt awer an all deene Fäll en Accord fonnt ginn an esou evitéiert ginn, dass d'Verdeele vu Masken duerch d'Teststatioune vum Large-Scale-Testing beeinträchtegt hätt kënne ginn.

Question 2271 (26.05.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **jardins de graviers :**

À la mode depuis un certain moment, les jardins de graviers ont cependant un impact écologique néfaste et des désavantages considérables par rapport aux jardins traditionnels.

Ces jardins nuisent non seulement à la biodiversité en raison d'absence d'espace pour la flore locale et de l'emploi courant d'herbicides lié à ce type de jardins, mais ils n'offrent également ni d'habitat, ni de la nourriture pour la faune indigène, tels que les insectes ; ils absorbent la chaleur en été et chauffent de cette manière les environs de l'immeuble ; ils rendent le sol imperméable et détruisent les cultures microbiologiques en dessous, etc.

Dans ce contexte, le « Mouvement écologique » et l'« Oekozenter Pafendall » viennent de lancer une campagne de sensibilisation pour convaincre les citoyens à opter pour un jardin traditionnel. La commune de Bettembourg, quant à elle, vient de modifier son règlement sur les bâtisses dans le sens que, pour toutes nouvelles constructions et dans le cadre du réaménagement d'une marge de reculement avant d'un immeuble existant, un minimum de 50 % de la marge de reculement avant doit être aménagé sous forme d'espace vert végétalisé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre de l'Intérieur entend-elle encourager les communes à limiter ce type de jardins ?

2) Madame la Ministre entend-elle encourager les communes à renoncer à ces jardins sur les lieux publics et à opter plutôt pour des plantations avec des espèces indigènes ?

3) Madame la Ministre de l'Environnement prévoit-elle de soutenir la campagne précitée et de sensibiliser les citoyens à ce sujet ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Il est vrai que les jardins de graviers dans les reculs avants des immeubles ont un impact écologique négatif par rapport aux jardins traditionnels. De plus, l'usage fréquent de ce type d'aménagements contribue généralement aussi à une réduction de la qualité paysagère de l'espace public.

Or, la qualité de vie des habitants d'un quartier résidentiel est tributaire, non seulement de la qualité des bâtisses et des aménagements extérieurs privés, mais aussi de la qualité de séjour dans l'espace public limitrophe. Ceci dit, il est évident que les qualités écologique et paysagère des abords de l'espace public sont d'intérêt général, et partant méritent une attention particulière lors de l'établissement des prescriptions en matière d'aménagement communal et de développement urbain.

D'autre part, il semble que le recours de plus en plus fréquent aux jardins de graviers est généralement favorisé par le fait que ces aménagements nécessitent peu d'entretien. Il importe ainsi de configurer, en particulier lors de la planification de nouveaux quartiers d'habitation, les terrains à bâtir de sorte à permettre l'entretien aisé des jardins avants et arrières, sans pour autant devoir y prendre recours à des aménagements de type minéral.

Lors de l'élaboration des projets d'aménagement particulier, la Ministre de l'Intérieur, et notamment la cellule d'évaluation des plans d'aménagement particulier, encouragent les acteurs du domaine de la construction, dont les communes, à réduire, en fonction des projets et des sites concernés, le scellement du sol dans les projets au stricte nécessaire et ceci en faveur de la création d'espaces verts. Cependant, conformément au principe de l'autonomie communale, il appartient aux communes de juger l'utilité de prescriptions réglementaires au niveau des plans d'aménagement et du règlement sur les bâtisses, permettant de limiter l'aménagement de jardins de graviers sur leur territoire.

ad 2) Dans le cadre du développement de nouveaux quartiers d'habitation, de zones d'activités économiques ou encore de nouvelles zones d'équipements publics, tels que des campus scolaires, le Ministère de l'Intérieur est en charge d'accompagner les communes lors des procédures d'adoption des plans d'aménagement particulier respectif.

C'est ainsi que le Ministère de l'Intérieur veille avec les communes à une utilisation rationnelle du sol et un développement harmonieux des sites, ce qui implique aussi la création d'espaces verts publics généreux, permettant d'accueillir des plantations d'espèces indigènes.

Finalement, les conseils et discussions réguliers en matière de planification de nouveaux quartiers entre les acteurs étatiques et les acteurs communaux permettent d'atteindre une sensibilisation constante en matière écologique et d'avoir des retours fructueux de la part des communes permettant d'évaluer l'efficience de certaines mesures réglementaires.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) entend encourager les communes à privilégier la plantation avec des espèces indigènes et à inclure des dispositions favorables à l'environnement dans leurs règlements communaux dans le cadre du futur « Pacte Nature ».

ad 3) Par le biais de sa convention avec le Mouvement écologique, le MECDD soutient de manière générale les activités de l'association, y compris les campagnes de sensibilisation.

La campagne du Mouvement écologique rend attentive aux nombreux problèmes liés aux jardins de graviers et leurs impacts négatifs aussi bien sur la faune et la flore que sur le bien-être des hommes. Lors d'une conférence de presse en 2018, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, ensemble avec d'autres partenaires, avait déjà rendu attentif à la disparition des insectes et à la problématique des jardins de graviers dans ce contexte.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable prévoit de sensibiliser davantage les citoyens à ce sujet lors d'une campagne de sensibilisation du public prévue dans le cadre du plan d'action en faveur des insectes pollinisateurs 2021-2025.

Question 2283 (27.05.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **soutien psychologique dans le cadre de la crise de Covid-19 :**

La crise de Covid-19 a le potentiel d'impacter la santé mentale de la société à plusieurs niveaux. Aux facteurs de stress tels que la perte de revenus, les mauvaises nouvelles, les incertitudes et peurs quotidiennes s'ajoutent celles de l'isolement social, pour n'en citer que quelques-uns.

Les conséquences sur la population peuvent se révéler à court terme, par l'augmentation des dépressions, des dépendances ou des troubles obsessionnels compulsifs par exemple. Sur le long terme, les spécialistes estiment que notamment les professionnels de la santé sont à risque pour développer des troubles de stress posttraumatiques dans les années à venir.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les besoins en accompagnement et soins psychologiques ont-ils augmenté depuis le début de la crise de Covid-19 ? Madame la Ministre estime-t-elle que les besoins en aide psychologique vont augmenter à l'avenir ?

2) Combien de personnes ont fait appel à la hotline de soutien psychologique pendant la

période de confinement ? Quel est le bilan provisoire des autres hotlines nationales ?

3) Les données disponibles permettent-elles d'identifier les segments de population les plus à risque (enfants, seniors, personnel essentiel) ?

4) De quelle manière les séquelles de la crise de Covid-19 seront-elles prises en compte dans l'élaboration du plan national de santé mentale prévue dans l'accord de coalition 2018-2023 ?

5) Est-ce que, dans ce contexte, il est prévu d'accorder aux psychologues le statut de profession de santé réglementée, l'accord de coalition prévoyant également de réviser « la liste des professions pouvant faire l'objet d'une réglementation sous le statut de profession de santé » ?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Afin de pouvoir répondre à la question, il faut d'abord clarifier ce qu'on entend par accompagnement/soutien/aide psychologique et soins psychologiques.

L'aide, le soutien ou encore l'accompagnement psychologique n'est pas une thérapie à proprement parler, il s'agit d'une écoute et de conseils. Le soutien/l'aide ou l'accompagnement psychologique est en principe une des missions quotidiennes de tous les professionnels de santé, les psychologues et médecins psychiatres inclus.

Les soins psychologiques sont en lien avec la formation de psychothérapeute du psychologue. La profession de psychothérapeute peut être exercée par des psychologues ou des médecins ayant été formés à la psychothérapie selon les critères de la loi du 14 juillet 2015.

Les psychologues de niveau master sans formation psychothérapeutique selon la loi du 14 juillet 2015 sont des professionnels qui peuvent exercer entre autres comme psychologues du travail (e. a. recrutements, services psychosociaux de prévention) ou encore comme psychologues dans les écoles, dans de nombreux domaines de la santé, du sport et autres.

Si la question des honorables Députés vise aussi bien l'accompagnement/l'aide/le soutien psychologique que la prise en charge psychothérapeutique, nous devons admettre que nous n'avons pas de chiffres à l'heure actuelle pouvant donner une image objective nationale.

La situation semble néanmoins se normaliser, c'est-à-dire ni les différents secteurs hospitaliers, ni les structures conventionnées avec le Ministère de la Santé et intervenant dans la prise en charge de la psychiatrie extrahospitalière ou offrant des prestations psychologiques constatent sur les dernières semaines une augmentation significative des demandes en lien avec une souffrance psychique due au Covid-19. Le secteur conventionné intervenant dans la psychiatrie extrahospitalière ne dénote aucune décompensation psychiatrique aigue parmi leurs patients connus, le secteur hospitalier dénote néanmoins ponctuellement une augmentation de patients psychiatriques décompensés n'ayant pas consulté ou trouvé accès à leur médecin, psychiatre, psychologue ou psychothérapeute traitant pour différentes raisons.

L'augmentation générale d'utilisation de services psychologiques qu'on constate au fil des années peut être dû à plusieurs facteurs : aggravation des risques psychosociaux dans notre société (p. ex. isolement social), mais également une prise de conscience et une volonté d'utiliser une offre psychothérapeutique. On peut anticiper que suite à la crise économique post-Covid-19 qui est en train de s'annoncer, les besoins de prise en charge psychothérapeutiques ne feront qu'augmenter.

ad 2) La hotline Covid-19 pour le soutien psychologique a eu en tout 989 appels, dont une dizaine de personnes qui ont régulièrement rappelé, parfois tous les jours. Sur les mois d'avril et mai, les appels correspondaient à environ 700 personnes différentes.

En total, la hotline Covid-19 8002 80 80 a traité 80.000 appels pendant 104 jours, soit en moyenne 770 appels par jour, avec un pic de 4.000 appels journaliers.

ad 3) En ce qui concerne la question des personnes à risque, il faudrait préciser de quel risque on parle dans cette situation. Il y a évidemment le risque de développer une maladie psychique, mais beaucoup de personnes rencontrent des problèmes ou sont soumis à des pressions sans développer de maladie. Cette situation constitue certainement un bon moment pour initier des projets de prévention.

Même en dehors d'une crise comme le Covid-19, nous connaissons les groupes de personnes qui ont le plus grand risque pour des troubles psychiques, à savoir ceux qui ont des facteurs de risques particuliers. Ceci inclut notamment les personnes âgées et isolées dans des structures d'accueil, les demandeurs de protection internationale, les personnes souffrant de dépendances, les personnes soumis à des situations de conflit ou de violence ou présentant des troubles préexistants (p. ex. crises d'angoisse ou troubles posttraumatiques). Sans surprise, ces mêmes personnes étaient le plus touchées pendant la pandémie.

ad 4) Selon les publications de l'OMS déjà au début de la pandémie, les séquelles de la crise de Covid-19 sur la santé mentale peuvent être nombreuses. L'OMS a en conséquence déjà très tôt publié de nombreuses recommandations comment contrecarrer des potentielles conséquences ou séquelles en lien avec la pandémie ou le confinement, dont entre autres la mise en place d'une hotline psychologique.

De plus, comparé à de nombreux pays européens, nous disposons d'un système de santé/santé publique assez performant proposant des soins accessibles pour tous. Le système hospitalier ou le secteur conventionné ou le secteur des soins primaires intervenants dans les prises en charge de type psychologique, psychothérapeutique ou psychiatrique ont proposé via téléconsultations ou soins à domicile psychiatrique à domicile leurs prestations selon les besoins urgents des demandeurs et ont repris leurs activités à 100 % dès le premier pas de déconfinement et n'ont donc pas attendu l'élaboration du plan national de santé mentale afin de prendre en charge les séquelles de la crise de Covid-19 sur la santé mentale.

En revanche le plan pourrait définir, évaluer les nécessités (e. a. selon les secteurs de vie, de travail, l'âge, les prédispositions) et prévoir les actions (e. a. dépistage, prise en charge [psycho]thérapeutique ou réhabilitatif) nécessaires au regard des séquelles à long terme d'ordre psychologique ou psychiatrique ou neuropsychiatrique du Covid-19.

ad 5) À l'heure actuelle, le psychologue ne figure pas parmi les professions de santé réglementées au sens de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé nécessitant une autorisation d'exercer du Ministre de la Santé.

Pourtant, une adaptation du cadre légal et réglementaire national des professions de santé s'avère indispensable dans un futur proche. Dans ce contexte, la liste des professions pouvant faire l'objet d'une réglementation, réglementée sous le statut de profession de santé, sera révisée, tel que prévu dans l'accord de coalition.

La profession de psychologue n'est pas exclusivement une profession de santé réglementée au sens de la loi, mais trouve au contraire des applications dans des domaines très variés.

Ainsi, une concertation interministérielle avec les départements prioritairement concernés, à savoir le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ainsi que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, s'impose avant tout progrès en cours.

Question 2288 (28.05.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réutilisation d'eaux usées dans le secteur agricole :**

Vu le risque élevé d'une accentuation de périodes de sécheresse et de pénuries d'eau liées au changement climatique, le Parlement et le Conseil européen viennent d'adopter un règlement établissant des critères de qualité minimaux pour la réutilisation d'eaux usées dans l'agriculture. De cette manière le législateur européen vise à encourager les États membres à économiser davantage de l'eau potable et à promouvoir l'économie circulaire dans ce domaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Les agriculteurs utilisent-ils à l'heure actuelle déjà des eaux usées pour des fins d'irrigation ?

2) Dans l'affirmative, combien de mètres cubes d'eau sont utilisés de cette manière par an par rapport à la quantité totale d'eaux usées versées dans des cours d'eau ?

3) Quelle quantité d'eau pourrait potentiellement être réutilisée de cette manière au Luxembourg par an ?

4) Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils encourager la réutilisation d'eaux usées dans le secteur agricole à l'avenir ? Quelles mesures sont prévues à cette fin ?

5) Des modifications au niveau des installations techniques seront-elles nécessaires afin de parvenir à une meilleure réutilisation d'eaux usées ?

6) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions à ce sujet ?

7) Dans quels autres domaines la réutilisation d'eaux usées est-elle envisageable ?

Réponse commune (30.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + 2) L'irrigation des cultures au Luxembourg se limite en général à une partie des terres utilisées pour la production de fruits, légumes ou autres cultures horticoles, ainsi que pour les pommes de terre. L'eau d'irrigation provient alors en général soit du réseau de distribution de l'eau potable, de forages dans les nappes phréatiques ou de réservoirs de récupération d'eau de pluie.

Les ministres ne disposent pas d'informations selon lesquelles des eaux usées épurées seraient utilisées à des fins d'irrigation. En cas d'utilisation de ces eaux, de tels prélèvements devraient être autorisés conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 3) Le règlement du Parlement européen et du conseil relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau (15301/19 ; 2018/0169) propose des exigences minimales de qualité et de surveillance de l'eau et des dispositions en matière de gestion des risques, pour une utilisation de l'eau de récupération dans le cadre d'une gestion intégrée de l'eau. Dépendant de sa qualité, l'eau tombe dans une de quatre classes, qui peuvent être utilisées pour quatre sortes de combinaisons selon la culture réceptrice et le système d'irrigation. Actuellement, les eaux rejetées des stations d'épuration ne sont pas analysées sur les paramètres bactériologiques et le besoin d'eau d'irrigation dans l'agriculture en tenant compte des combinaisons de culture et de système d'irrigation n'est pas connu. Aucune déclaration quant à la quantité d'eau potentiellement utilisable ne peut être faite. Notons d'ailleurs que selon la proposition du règlement du Parlement européen des technologies telles que la filtration et la désinfection seraient nécessaires pour certaines classes de qualité. À ce stade, aucune station d'épuration au Luxembourg n'utilise de telles technologies.

Cependant, avec l'équipement d'une 4ème étape de traitement des eaux résiduaires sur les grandes stations d'épuration, les qualités chimiques et surtout microbiologiques des eaux rejetées seront améliorées et pourraient potentiellement devenir intéressantes à une telle utilisation.

ad 4) La réutilisation des eaux usées à des fins d'irrigation dans l'agriculture devrait faire partie d'une stratégie nationale de résilience dans l'agriculture. Du point de vue économie circulaire, la récupération de nutriments, le respect des ressources naturelles et l'utilisation des eaux récupérées à des fins d'irrigation en agriculture pourrait ainsi contribuer à la production alimentaire non seulement pour ce qui concerne le maraîchage et la fruiticulture, mais aussi pour les autres secteurs de la production agricole. Ainsi le recours aux eaux usées épurées, peut être vu comme un élément complémentaire à d'autres mesures, comme par exemple l'utilisation de bassins de rétention d'eaux pluviales, ou encore la promotion de systèmes d'irrigation performants. L'utilisation sera certainement limitée aux zones proches des endroits où de telles eaux sont disponibles et sans préjudice de la qualité environnementale des cours d'eaux récepteurs.

Il va de soi que des normes sanitaires relatives à l'emploi de ces eaux doivent tenir compte de la nature des cultures irriguées. De même les risques éventuels pour l'environnement, en particulier pour les nappes d'eau souterraines et les eaux de surface, peuvent limiter le recours à ces ressources.

À l'heure actuelle, il n'y a pas encore de mesures concrètes envisagées, mais les administrations concernées sont en train d'étudier le potentiel pour l'agriculture nationale.

ad 5) Comme écrit au-dessus, de nouvelles technologies seraient à mettre en place pour pouvoir être conformes aux différentes classes de qualité proposées.

Il est évident que l'utilisation potentielle de l'eau usée est limitée par la qualité chimique et microbiologique de cette eau. Des améliorations techniques pourraient donc favoriser son utilisation. Des installations techniques pour améliorer la qualité pourraient aussi être nécessaires au niveau de l'utilisateur final de cette eau.

ad 6) Des installations de désinfection et, le cas échéant, de filtration seraient nécessaires. Vu qu'elles ne sont pas existantes à ce stade, des études devront déterminer les régions où l'irrigation est nécessaire/utile et prendre en compte la proximité de rejets des stations d'épuration. La technologie installée sur les sites des exploitations agricoles souhaitant utiliser ces eaux devra évidemment être adaptée à leurs besoins. La qualité chimique et microbiologique doit répondre aux normes sanitaires, être adaptée aux cultures et limiter les risques environnementaux.

ad 7) Dans le cadre du volet « économies d'eau potable » de la stratégie nationale pour la sécurisation de l'approvisionnement futur en eau potable du Luxembourg, la réutilisation des eaux grises (eaux usées faiblement chargées issues des douches, baignoires, lavabos, etc., n'étant pas des eaux usées noires issues de toilettes) pour des utilisations ne nécessitant pas une qualité d'eau potable présente une piste prometteuse. Ainsi ces eaux grises sont collectées, traitées et réutilisées pour des fins de chasses d'eau des toilettes ou l'arrosage.

Une réutilisation des eaux usées épurées à des fins de refroidissement, même si celle-ci nécessite un reconditionnement, est également envisageable.

Question 2289 (28.05.2020) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**organisation de concerts durant la phase de déconfinement :**

D'Madamm Kulturministesch huet gëschter de Plan de relance fir de Kultursecteur virgestallt, deen, wéi scho vill aner Beräicher am Kontext vun der Covid-19-Kris, extreem vill gelidden huet.

An deem Kader géife mir der Madamm Kulturministesch gären dës Froe stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ënner wéi enge Bestëmmungen a Konditioune Concerten oder Festivalle kënnen organiséiert ginn, souwuel fir de Public wéi och fir den Artist selwer?

- Kéint een zu dëser Zäit, der Madamm Ministesch no, eng Aart „Autoconcert" als Alternativ virschloen, esou wéi et och am Ausland scho gemaach gëtt, a wa jo, ënner wéi enge Konditioune kéint een dat organiséieren?

Réponse (19.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Mat dem Règlement grand-ducal du 26 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 hat de Regierungsrot vum 25. Mee 2020 schonn d'Suspensioun vun ëffentleche kulturellen Aktivitéite mat méi wéi 20 Persounen (bannen oder baussen) ab dem 29. Mee opgehuewen, ënnert der duebeler Konditioun, datt Sëtzplaze virgesi ginn, an datt dës e Mindestofstand vun op d'mannst zwee Meter vuneneen hunn, ouni datt an dësem Fall de Port du masque obligatoresch wier.

Mat dem Règlement grand-ducal du 10 juin 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 huet de Regierungsrot vum 10. Juni 2020 d'Restriktioune nach eemol gelabbert. Kulturell Aktivitéite mat méi wéi 20 Persoune kënnen ab dem 10. Juni bannen oder bausse stattfannen, ënnert der duebeler Konditioun, datt Sëtzplaze virgesi ginn, an datt dës entweeder e Mindestofstand vun op d'mannst zwee Meter vuneneen hunn oder datt d'Persounen hir Mask unhalen. (D'Obligatioun fir Sëtzplaze bezitt sech net op déi kulturell Acteuren, déi hir Aktivitéiten ausüben).

„Autoconcerten" oder aner kulturell „drive-in"-Aktivitéite sinn e méiglecht Format am Kontext vun der sanitärer Kris, ënnert der Konditioun, datt déi aktuell sanitär Recommandatioune respektéiert ginn. Divers Gemengen a privat Acteuren hunn och schonn hei am Land d'Initiativ ergraff, fir op esou Formater zréckzegräifen, genee wéi dat och am Ausland de Fall ass.

Question 2291 (28.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**externalisation de certaines prestations :**

Par le biais de la question parlementaire n° 1771, le soussigné s'était adressé à Monsieur le Ministre de la Fonction publique pour avoir des informations sur les domaines pour lesquels l'État recourt à l'externalisation de certaines prestations vers des prestataires privés notamment dans les domaines du nettoyage, du gardiennage, etc.

En outre, je voulais savoir quel est le volume de ces contrats d'externalisation et si l'État invoquait des clauses sociales dans ses soumissions, ceci dans l'intérêt des salariés du secteur privé qui travaillent pour le compte de l'État et qui souvent ne disposent que de salaires très modestes.

Monsieur le Ministre de la Fonction publique m'avait répondu que chaque ministère est autonome dans la gestion des marchés publics et que sa réponse ne pouvait porter que sur les activités de son seul ministère.

Ceci m'amène à revenir à la charge pour poser à Monsieur le Ministre des Finances, attribuant les budgets aux différents départements ministériels, et à Monsieur le Ministre responsable pour le Département des bâtiments publics pour leur demander quelle est l'étendue des contrats de sous-traitance dans les différents services de l'État.

- Quels sont les domaines qui sont prioritairement touchés par l'externalisation ?

- L'État formule-t-il systématiquement des clauses sociales dans ses soumissions ? Le cas échéant, comment les pouvoirs adjudicateurs mesurent-ils le critère d'attribution « caractéristiques sociales » figurant à l'article 35 (2) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics ?

- Quelle a été l'évolution des crédits budgétaires destinés à des prestations externes au cours des dix dernières années ?

Réponse commune (02.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Par la question parlementaire n° 2291 du 28 mai 2020, l'honorable Député Monsieur Mars Di Bartolomeo souhaite s'informer en ce qui concerne l'externalisation de certaines prestations vers des prestataires privés, notamment dans les domaines du nettoyage et du gardiennage.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que chaque ministère est autonome dans la gestion de ses marchés publics, y compris dans le contexte de l'exploitation et de l'entretien des bâtiments que le ministère occupe.

Indépendamment du type de marché public, il est évident que tout prestataire sélectionné à l'issue d'une procédure d'adjudication devra se conformer dans le cadre de l'exécution du marché à toutes les réglementations du marché du travail en vigueur.

Il est à préciser que l'article 35 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics dispose qu'un marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, qui peut être déterminée sur base du prix, sur base du coût, ou encore sur base du meilleur rapport qualité/prix, qui est évalué sur la base des critères comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux ou sociaux liés à l'objet du marché concerné.

Quant à l'évolution des crédits budgétaires destinés au nettoyage et au gardiennage, ceux-ci font partie de l'article budgétaire de chaque ministère regroupant de manière plus générale les frais d'exploitation et d'entretien des bâtiments. Ces crédits budgétaires, démarqués essentiellement par les codes XX.X.12.080 et XX.X.12.270, couvrent - au-delà des frais de nettoyage ou de gardiennage - également les frais d'eau, de gaz, d'électricité ou de réparation et d'entretien.

En particulier les dépenses afférentes au nettoyage ont augmenté de l'ordre de 8,9 % par an sur les dix dernières années (2010-2018). Cette évolution doit être appréciée dans le contexte plus large d'une augmentation générale des coûts d'entretien, et du nombre de sites nécessaires pour faire face aux besoins accrus suite aussi à des événements tels le flux de réfugiés ou aux besoins d'une fonction publique en constante évolution au service des citoyens.

Question 2292 (28.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **temps de travail et de repos dans la Police grand-ducale :**

L'accord du 17 juin 2019 entre les Ministres de la Fonction publique et de la Sécurité intérieure, d'un côté, et les différentes représentations du personnel de la Police grand-ducale et la Confédération générale de la fonction publique, de l'autre côté, vise à régler la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail.

Il a notamment été retenu d'augmenter la valeur horaire de la prime d'astreinte de 10 %, de doubler le montant de l'indemnité pour astreinte à domicile et d'octroyer un repos compensatoire de cinq jours par année travaillée en continu par équipes successives pour les membres de la police.

D'après l'accord précité, l'avant-projet de loi et l'avant-projet de règlement y relatifs auraient dû être soumis au Conseil de Gouvernement au plus tard à la mi-novembre 2019.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand il envisage de déposer les projets en question visant à transposer les différents éléments de l'accord susmentionné ?

- Compte tenu du retard de la mise en œuvre des mesures de l'accord en question, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que l'applicabilité des dispositions sera calculée rétroactivement au 1er janvier 2019 ?

Réponse (01.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

L'honorable Député n'est pas sans savoir qu'en date du 21 janvier 2020, le Ministre de la Fonction publique et la CGFP ont signé un accord relatif à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique. Les points 9 et 10 de cet accord prévoient ce qui suit :

- « 9. Le Ministre de la Fonction publique transmettra à la CGFP, au plus tard le 1er mars 2020, un avant-projet de loi afin de lui donner la possibilité, jusqu'au 31 mars 2020, de relire le texte et de vérifier s'il est conforme à l'esprit du présent accord. Le Ministre de la Fonction publique s'engage ensuite à saisir le Conseil de Gouvernement au mois d'avril 2020. »

- « 10. Le texte prévu au point 9 contiendra également les dispositions destinées à mettre en œuvre l'accord relatif au temps de travail et de repos dans la police et l'accord relatif à la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail du 17 juin 2019. »

Le Ministre de la Fonction publique avait bien transmis le texte en question à la CGFP dans le délai convenu. Il va sans dire que la suite de ce processus a cependant été retardé par la crise sanitaire liée au Covid-19.

Ceci étant, les échanges entre la CGFP et le Ministre de la Fonction publique ont entre-temps pu reprendre et les travaux y relatifs sont en phase de finalisation avec l'optique de soumettre l'avant-projet de loi dans les meilleurs délais au Conseil de Gouvernement.

Question 2293 (29.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **convention signée entre le CGDIS et la Luxembourg Air Rescue (LAR) :**

En novembre 2019, une convention a été signée entre le CGDIS et la Luxembourg Air Rescue (LAR), pour élargir le service SAMU et installer une antenne supplémentaire sous la gérance de la LAR directement à l'aéroport de Luxembourg-Findel.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Pour quelle raison le CGDIS a décidé d'externaliser la gérance d'une des antennes du SAMU à une entreprise privée ?

2) Quelles sont les qualifications des membres de l'équipage à bord du service SAMU de la LAR ?

3) Comment sont réglées les conditions de travail (rémunération, temps de travail) des membres de l'équipage à bord du service SAMU de la LAR ? Quelles sont les différences entre leurs conditions de travail et celles des membres des équipages des antennes SAMU du CGDIS ?

Réponse (30.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler qu'avant la création du CGDIS en juillet 2018, la gérance des antennes du Service d'aide médicale urgente (SAMU) était entièrement externalisée à des entités autonomes ayant des statuts juridiques différents tels que société anonyme (Hôpitaux Robert Schuman SA), fondation (Centre Hospitalier Emile Mayrisch), établissement public (Centre hospitalier de Luxembourg, Centre Hospitalier du Nord) ou encore association sans but lucratif (Association des médecins et médecins dentistes) en ce qui concerne les médecins ayant participé au service SAMU.

Ce n'est qu'avec la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile que le CGDIS a été chargé de façon centralisée avec la planification, la mise en œuvre et l'organisation du SAMU. À noter que la loi précitée dispose par ailleurs dans son article 88 que pour assurer sa couverture médico-soignante, le CGDIS élabore un contrat-type de collaboration à conclure avec les établissements hospitaliers, ainsi qu'un contrat-type de prestation de services à conclure avec les médecins participant au service.

Aujourd'hui, le CGDIS a donc conclu d'une part avec l'ensemble des établissements hospitaliers un contrat qui prévoit la mise à disposition des infirmiers ainsi que des locaux adaptés par les hôpitaux au CGDIS pour les besoins du SAMU, et d'autre part un contrat de prestation de services avec tous les médecins externes au CGDIS participant au service. Pour sa part, le CGDIS dispose actuellement d'un emploi temps plein (ETP) de médecin et de quatre ETP d'infirmier pour les besoins du SAMU. Force est de constater que l'externalisation des services du SAMU a été depuis sa création en 1986 plutôt la règle que l'exception.

En ce qui concerne la LAR, l'honorable Député fait sans doute référence à la convention tripartite signée en date du 20 décembre 2019 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, le CGDIS et la LAR. Celle-ci fait suite à la convention conclue en date du 7 mai 2014 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la LAR qui a été dénoncé en juin 2019 par cette dernière afin de tenir compte de la nouvelle situation de fait avec la création du CGDIS. Étant donné que la loi modifiée du 27 mars 2018 précitée prévoit que les dépenses nécessaires au fonctionnement du SAMU soient prises en charge par l'État, la nouvelle convention du 20 décembre 2019 fut signée tant par l'État luxembourgeois que par le CGDIS et la LAR. Cette convention ne fait donc que perdurer une collaboration existante depuis 1992 entre l'État et la LAR en matière de secours héliportés.

D'un point de vue opérationnel, opérer une base SAMU supplémentaire à partir de l'aéroport de Luxembourg permet au CGDIS une plus grande réactivité et une plus grande flexibilité pour assurer et améliorer la couverture en moyens SAMU de l'ensemble du pays.

ad 2) Il résulte de la convention du 20 décembre 2019 précitée que l'équipage est composé d'un commandant de bord qualifié pour piloter un hélicoptère de sauvetage, d'un HEMS Technical Crew Member (HTCM), spécialement entraîné pour cette tâche et ayant une qualification d'infirmier spécialisé en médecine d'urgence avec une expérience d'au moins cinq ans en médecine d'urgence préhospitalière, ainsi que d'un médecin spécialiste en anesthésie-réanimation ou anesthésiologie.

ad 3) Tout d'abord, il y a lieu de préciser encore une fois que toutes les cinq antennes SAMU sont des bases SAMU du CGDIS. Trois bases SAMU se trouvent localisées dans des établissements hospitaliers (Centre Hospitalier Emile Mayrisch, Centre hospitalier de Luxembourg - en alternance avec l'Hôpital Kirchberg -, Centre Hospitalier du Nord), une base se trouve au Centre d'incendie et de secours de Hesperange et une est implantée dans les locaux de la LAR à l'aéroport de Luxembourg.

Les pilotes et les HTMC sont soumis à la réglementation de l'EASA (European Union Aviation Safety Agency) et les temps de travail découlent de l'organisation du service de la LAR, validée par la Direction de l'aviation civile et qui prévoit 16 heures de service maximum par 24 heures avec l'obligation d'avoir au minimum 8 heures de repos entre 20.00 heures du soir et 08.00 heures du matin avec un maximum de 84 heures sur 7 jours. Il y a lieu de préciser que les équipes disposent d'infrastructures leur permettant de se reposer et dont ils peuvent faire usage autant que besoin en dehors des missions. Les conditions de rémunération sont celles du contrat de travail établi entre la LAR et son personnel. Il n'existe aucune relation de travail directe entre ces personnes et le CGDIS.

Les médecins de la LAR ont tous signé le même contrat de prestation de services que tous les autres médecins externes participant au service SAMU. Celui-ci prévoit une indemnisation à hauteur de 102,5 € par heure de garde. Le nombre d'heures de garde prestées dépend de la disponibilité du médecin. Les honoraires pour actes médicaux sont facturés directement par le médecin au patient.

Les infirmiers mis à disposition au CGDIS par les établissements hospitaliers sont soumis aux conditions de rémunération et de temps de travail fixées dans la convention collective de travail des salariés occupés dans les établissements hospitaliers et dans les établissements membres de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois. Il n'existe aucune relation de travail directe entre ces personnes et le CGDIS.

Les médecins et les infirmiers employés par le CGDIS sont soumis aux conditions de rémunération et de temps de travail applicables à l'ensemble des fonctionnaires et employés de l'État du CGDIS.

Question 2294 (29.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **procédure de recours à des décisions de l'administration de la Caisse nationale de santé :**

Durant les derniers mois, j'ai été contacté à plusieurs reprises par des assurés de la Caisse nationale de santé (CNS) qui témoignent de décisions de l'administration qu'ils estiment arbitraires.

Ainsi à titre d'exemple, une personne pour laquelle la commission mixte - saisie par le médecin du travail - a pris la décision d'un reclassement interne (décision contre laquelle l'employeur a fait recours devant le conseil arbitral) et dont l'état de santé s'est aggravé en cours de route, s'est vu refuser les prestations en espèces découlant du certificat de maladie de son médecin traitant suite à l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale.

Suite à l'opposition de la personne via son organisation syndicale, la CNS aurait demandé un avis externe d'un médecin spécialiste qui lui aurait confirmé l'avis du médecin traitant. Même après cet avis, la CNS aurait continué à refuser la prise en charge des prestations en espèces se basant sur le rapport du contrôle médical - document que la personne a demandé en vain de pouvoir consulter. À chaque refus, la personne a fait opposition via son mandataire, mais elle n'a pas reçu d'accusé de réception de la décision du conseil d'administration dont elle a besoin pour faire recours devant le conseil arbitral.

Durant ce temps, le médecin du travail compétent a lui aussi confirmé que l'état de santé de la personne concernée s'est aggravé et la commission mixte a recommandé un reclassement externe qui ne peut pourtant pas s'appliquer jusqu'à ce que le conseil arbitral ait pris une décision sur le recours du patron en début de procédure.

Depuis, des mois ont passé et la personne en question ne dispose plus d'aucun revenu.

Partant, j'estime que des questions d'ordre général se posent :

1) La personne concernée s'est opposée à une décision de la CNS pendant un délai de 40 jours par voie écrite. En 2018, 832 de telles oppositions furent introduites. La CNS informe-t-elle les personnes en question de la bonne réception des oppositions dans les délais requis ? Dans la négative, pourquoi ?

2) Qu'en est-il du délai de décision du conseil d'administration de la CNS en cas d'un tel recours gracieux ? Y a-t-il des obligations légales concernant le délai de décision ?

3) Les assurés ont-ils droit à la communication du rapport médical du médecin de contrôle ? Dans la négative, pourquoi ?

4) Comment est-il possible que l'avis d'un médecin spécialiste choisi par la CNS peut être ignoré ou subordonné à l'avis des médecins (généralistes) du contrôle médical ? Quelles procédures régissent au sein de la CNS le recours à l'avis d'un médecin externe et quelle importance un tel avis a-t-il pour l'appréciation de la CNS ?

Réponse (30.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Dans un effort d'amélioration des services aux assurés, la Caisse nationale de santé (CNS) s'efforce, dans la mesure du possible, de répondre dans des délais raisonnables, y compris pour ce qui est des accusés de réception, alors même qu'il n'existe pas d'obligation pour émettre un accusé de réception. Néanmoins, la CNS envisage d'envoyer à l'avenir systématiquement des accusés de réception afin que les assurés puissent mieux retracer la réception de leur opposition et en conséquence avoir un meilleur suivi.

ad 2) En matière d'indemnités pécuniaires de maladie, le délai de décision du conseil d'administration de la CNS peut être relativement variable en fonction des circonstances particulières pouvant se poser dans certains dossiers. En effet, les services administratifs de la CNS instruisent les dossiers d'opposition en vue de préparer un projet de décision pouvant être soumis aux membres du conseil d'administration de la CNS.

Ainsi, dans la quasi-totalité des affaires, les décisions, y compris oppositions, ont été prises sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS). Cela engendre de manière générale que la CNS soumet les arguments et moyens avancés dans les oppositions pour avis

complémentaire au CMSS afin qu'il puisse apprécier dans son domaine de compétences s'il y a des éléments susceptibles de mériter une réformation de la décision faisant l'objet d'une opposition. En matière d'indemnités pécuniaires de maladie, il est possible que le CMSS convoque l'assuré afin de procéder à un examen-contrôle.

Ceci entraîne évidemment un allongement dans le temps du traitement de la demande, respectivement la prise d'une nouvelle décision suite à l'opposition.

Il arrive aussi que des pièces supplémentaires doivent être sollicitées afin de compléter les dossiers avant l'élaboration d'un projet de décision.

Conformément au règlement d'ordre intérieur de la CNS, les projets de décision peuvent être présentés tous les 15 jours aux membres du conseil d'administration qui disposent d'un délai d'une semaine pour faire valoir leurs observations. Suite à ce délai, les projets de décision sont soumis pour contrôle à l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) qui contrôle la légalité des décisions prises par le conseil d'administration. Dès lors, toute décision contraire à la loi, règlements, statuts ou convention est suspendue par l'IGSS et le cas échéant annulée par le Ministre de la Sécurité sociale.

Il en résulte qu'il faut en règle générale prévoir un délai de presque trois semaines entre la finalisation d'un projet de décision et sa notification à l'assuré.

En matière de prestations en espèces de l'assurance maladie, le délai de traitement entre la réception d'une opposition et la finalisation d'un projet de décision peut actuellement prendre jusqu'à trois mois en fonction des cas. Toutefois, des efforts ont été entamés pour réduire considérablement le délai de traitement au strict minimum, tout en précisant que la complexité de certains dossiers nécessite un traitement plus long.

Concernant la question sur l'obligation légale en matière de délais, il n'existe pas de délai spécifique concernant le délai de décision.

ad 3) L'assuré est effectivement en droit de demander, par écrit, toute pièce administrative auprès de la CNS et toute pièce médicale auprès du CMSS.

ad 4) Il y a lieu de clarifier que la CNS n'a pas recours à des médecins spécialistes externes pour obtenir un avis dans le cadre de dossiers individuels d'assurés. En effet, c'est le CMSS qui est l'interlocuteur exclusif de la CNS en la matière. L'article 14 du Code de la sécurité sociale précise d'ailleurs que « l'indemnité pécuniaire de maladie est accordée tant que persiste l'incapacité de travail suivant avis du Contrôle médical de la sécurité sociale ». En outre, conformément à l'article 419, alinéa 5, du Code de la sécurité sociale « les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions concernées ». La CNS est partant liée par les avis du CMSS.

Question 2295 (29.05.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **finances communales dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

La circulaire du 8 mai 2020 du Ministère de l'Intérieur relative à l'impact du Covid-19 sur les finances communales renseigne sur une forte baisse du FDGC et de l'ICC. Les communes sont invitées à reconsidérer leur budget pour 2020.

Or, les communes à travers la réalisation de leurs différents projets participent, tout comme l'État, aux investissements publics et jouent un rôle important dans le cadre de la sortie de crise. Ces investissements communaux s'étendent souvent sur plus d'une année budgétaire.

Dans cette même circulaire, le Ministère de l'Intérieur évoque plusieurs pistes pour répondre aux besoins financiers des communes : le recours au fonds de réserve budgétaire, le recours à une ligne de trésorerie, le recours à un emprunt, le recours au fonds communal de péréquation conjoncturelle.

Depuis la réforme sur les finances communales en 2016, les dotations étatiques à l'égard des communes ont connu une progression constante.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Combien d'emprunts ont été approuvés par le Ministère de l'Intérieur en 2017, 2018 et 2019 ?

- Quelle est la situation globale d'endettement des 102 communes en 2017, 2018 et 2019 ? La réforme sur les finances communales a-t-elle permis de réduire l'endettement communal ?

- Combien de communes ont eu recours ces cinq dernières années au fonds communal de péréquation ? Quel fut le montant demandé annuellement ?

- Combien de demandes d'augmentation de ligne de trésorerie ont été formulées en 2017, 2018 et 2019 ? Quels furent les montants accordés ?

- Actuellement, à combien s'élèvent globalement les réserves budgétaires communales ?

- Comment Madame la Ministre évalue-t-elle la situation financière actuelle des 102 communes ?

Réponse (30.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à la circulaire du 8 mai 2020 ainsi qu'aux pistes y annoncées afin de répondre aux besoins de financement des communes. Tout d'abord, je tiens à préciser que mes services se tiennent également à la disposition des communes pour les soutenir dans leurs démarches à travers des simulations concrètes de leur situation financière individuelle. En outre, je viens d'augmenter les subsides pour les équipements collectifs afin d'inciter les communes de continuer à investir, tout en tenant compte de la situation financière de chaque commune.

Depuis la réforme des finances communales en 2016, le secteur communal est doté d'une recette supplémentaire annuelle d'environ 90 millions d'euros. Il y a cependant lieu de constater que cette réforme n'a eu guère d'impact sur la situation globale de l'endettement communal.

La majorité des communes comptabilisent actuellement des emprunts. Au niveau global, ce montant est resté stable, de sorte qu'il n'a que légèrement évolué entre 2017 et 2019 :

- 31/12/2017 : 830 mio EUR
- 31/12/2018 : 840 mio EUR
- 31/12/2019 : 830 mio EUR

Le nombre d'emprunts, approuvés au cours des années 2017, 2018 et 2019, se montre comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre d'augmentations de lignes de trésorerie, approuvées au cours des années 2017, 2018 et 2019, est repris dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le recours au « fonds communal de péréquation conjoncturale » ne peut être décidé que par règlement grand-ducal. Il y a lieu de rembourser une commune, dont le budget ordinaire n'est plus en équilibre et qui en fait la demande. Le remboursement peut englober tout ou partie de l'avoir du fonds qui provient de sa contribution, sous condition que le remboursement ne soit pas supérieur au déficit du service ordinaire du compte arrêté. Une telle situation n'est pas survenue pendant les cinq dernières années.

De façon générale, le secteur communal se trouve dans une situation financière saine et les communes ont des marges pour contribuer à une politique de relance économique à travers des investissements. Il va sans dire que mes services suivent la situation financière du secteur communal constamment.

Selon les informations communiquées en date du 31 décembre 2019 par les communes, les réserves budgétaires communales s'élèvent actuellement à environ 670 millions d'euros. Il est toutefois important de noter que ce montant représente un chiffre global et que des variations existent entre les communes.

Question 2296 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **forfait pour matériel d'incontinence :**

Inkontinenz ass net just eng Fro vun héijem Alter a si trëtt och net just bei fleegebedierftege Mënschen op, mee ka quasi all Mënsch treffen. Si bedeit finanziell e gewëssen Opwand, fir sech ze schützen a propper ze halen. Elo ass mir zu Ouere komm, datt awer dëst sanitäert Material wéi Alagen a Wëndelen nëmme vun der Fleegeversécherung zum Deel zréckbezuelt gëtt, fir Leit, déi als „personnes dépendantes" unerkannt sinn, also Hëllef vun engem Fleegedéngscht kréien oder an engem Heem sinn.

1. Ass d'Regierung bereet, dës restriktiv Handhabung ze iwwerdenken an déi Ausgaben och Leit, déi nach net op dës Hëllef ugewise sinn, zum Deel iwwert d'Krankekeess ze bezuelen?

2. Wär net generell opzepassen, datt an deenen ënnerschiddleche Bestëmmunge vu Krankekeess a Fleegeversécherung sech keng esou Diskriminatiounen aschläichen?

Réponse (10.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte goufe schonn an der parlamentarescher Fro N° 2257 beäntwert.

Question 2297 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **situation des marchands dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Ee Beruffsstand, dee ganz haart vun der sanitärer Kris getraff gëtt, sinn d'Maartleit. Iwwerdeems de Frëschmaart nach mat engem bloen An dervukënnt, ass dat bei deene Leit, déi Kleeder an Hauswuer verkafen, anescht. Mat der Braderie an der Fouer hu si Groussmanifestatioune verluer, déi en décken Deel vun hirem Joresëmsaz gemaach hunn. Braderië si bis an den Hierscht ofgesot. Vun den traditionelle Fester sinn der schonn ofgesot, déi am November gewiescht wären.

Déi Leit wëlle schaffen, an déi bescht Hëllef, déi een hinne kéint ginn, wär, hinne Verkafsméiglechkeeten ze ginn.

Duerfir wëll ech dës Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass den Här Minister sech bewosst, datt d'Maartleit, déi keng frësch Wuer verkafen, praktesch dëst Joer keen Ëmsaz méi kënne maachen?

2. Ass den Här Minister d'accord fir ze soen, datt d'Maartleit net nëmme „commerce" sinn, mee och e Stéck lieweg Traditioun, déi et derwäert ass erhalen ze ginn?

3. Kann den Här Minister sech virstellen, datt de Maartleit eng Verkafsfläch an de Summerméint zur Verfügung gestallt gëtt, wou si u bestëmmten Datumer oder souguer iwwer bestëmmte Perioden hir Wuer ubidde kënnen, dëst selbstverständlech am Respekt vun de Sécherheetsbestëmmungen?

4. Ass et denkbar, datt dëst vun der Regierung gereegelt gëtt, oder gesäit de Minister dat eventuell als eng méiglech Gemengeninitiativ. Wär hien an deem Fall bereet, d'Gemengen ze encouragéieren, de Maartleit esou eng Geleeënheet, fir hir Wuer unzebidden, ze bidden?

Réponse (16.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Bedéngt duerch d'Covid-19-Kris sti vill Betriber viru finanziellen Erausfuerderungen, dorënner och d'Maartleit. D'Regierung ass sech awer voll a ganz bewosst, dass duerch d'Ewechfale vun eenzele Groussmanifestatiounen eng sëllege Maartleit a Foraine riskéieren, an eng prekär Situatioun ze geroden. Dofir huet d'Regierung e „Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises" an d'Liewe geruff, iwwert deen ënner anerem de Secteur vun de Forainen an de Maartleit geziilt ënnerstëtzt gëtt. Déi betraffe Betriber kënnen, ënner verschiddene Konditiounen, iwwer eng Dauer vu sechs Méint eng finanziell Ënnerstëtzung kréien:

- fir all Salarié, dee sech am Chômage partiel befënnt, kréien d'Betriber all Mount eng Ënnerstëtzung vun 250 €;

- fir all Salarié, deen effektiv am Betrib schafft, ass eng monatlech Ënnerstëtzung vun 1.250 € geplangt.

Iwwert dëse Wee wäert d'Regierung de Betriber vum Secteur nohalteg ënnert d'Äerm gräifen an de Reemploi cibléiert ënnerstëtzen.

Et sief op dëser Plaz drun erënnert, dass d'Maartleit an d'Forainen och fir déi zwou Indemnités d'urgence fir d'Betriber kënnen eligibel sinn, virausgesat, si erfëllen d'Konditiounen (ënner anerem en Abroch vum Ëmsaz vun iwwer 50 %).

Wat d'Fro betrëfft, fir de Maartleit eng Verkafsfläch an de Summerméint zur Verfügung ze stellen, wou si hir Wuer kéinten ubidden, géif ech wëllen zwou Saachen ervirsträichen:

- d'Mäert kënnen aktuell ofgehale ginn, onofhängeg dovun, ob Frëschwuer verkaf gëtt oder net;

- d'Decisioun, fir de Maartleit sou eng Verkafsfläch zur Verfügung ze stellen, fält ënnert d'Autonomie communale.

Question 2298 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **contrôles des frontières :**

Ënnert der Iwwerschrëft „Donnéeë ginn zerstéiert, mee net d'Statistiken" hat RTL de 26. Mee iwwert d'parlamentaresch Fro Nr. 2148 geschriwwen, déi den Här Finanzminister rezent beäntwert huet. Just iwwert deen Artikel ass e Mann rose ginn, dee genee de Contraire den nämmlechten Dag erlieft hat. Deem Artikel no soll den 20. Mee Uerder un d'Douane gaange sinn, perséinlech Donnéeë vu Grenzkontrollen op der däitscher Säit ze zerstéieren. D'Statistike wäre vun dem Uerder awer net betraff. Tatsächlech ass mir zu Ouere komm, datt dee Mann op Grond vu schrëftlechen Notte vun den Douanieren op de Kapp zougesot kritt huet, datt hien net vir d'éischt do iwwert d'Grenz gefuer wär. Duerfir wéilt ech dës Verständnesfro un den Här Finanzminister stellen:

1. Kann den Här Finanzminister kuerz erklären, wat no senger Interpretatioun Statistike sinn a wat Donnéeën. Wéi ass et mat perséinlechen Donnéeën, déi a statistesch Tafelen agebonne sinn?

2. Sinn déi Statistiken, déi d'Douane huet duerfe bäibehalen, respektiv déi si net huet mussen zerstéieren, anonym Daten (zum Beispill iwwert d'Zuel vu Gefierer mat Lëtzebuerger Plack, déi iwwert d'Grenz gefuer sinn) oder sinn dat Statistike mat Donnéeë wéi zum Beispill der Immatrikulatioun vum Gefier, déi nach ëmmer Réckschlëss op dem Chauffer seng Identitéit zouloossen?

3. Gedenkt den Här Minister den Uerder iwwer perséinlech Donnéeën, deen un d'Douane gaangen ass, nach eng Kéier ze preziséieren an eventuell ze vill detailléiert Statistiken, déi et erlaben, de Proprietär vun engem Gefier oder de Chauffer ze identifizéieren, och zerstéieren ze loossen?

4. Ass dem Här Minister senger Meenung no mat dem Uerder vun der Douanesdirektioun vum 20. Mee däitlech genuch ginn, datt och handschrëftlech Notizen an net digital erfaassten Donnéeën ënnert dësen Uerder falen?

5. Wéi schätzt den Här Minister an der Praxis d'Chancen an, datt all betraffen Donnéeën och tatsächlech zerstéiert ginn?

Réponse (29.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. De Larousse definéiert Statistiken als « Ensemble des données numeriques concernant un phénomène quelconque et dont on tire certaines conclusions. » Domadder ënnerscheede se sech vu perséinlechen Donnéeën an deem Sënn, dass se eebe reng numeeresch sinn an keng persounebezunnen Elementer aschléissen, déi et erlabe géifen, eenzel Leit ze identifizeieren.

ad 2. Dei eenzeg Statistiken, dei zréckbehale goufen, sinn déi, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 2074 vum honorabelen Deputeierten Léon Gloden genannt sinn.

ad 3. Den Uerder, op deen den honorabelen Deputeierte Referenz mécht an deen den 20. Mee, net vum Minister, mee vun der Direktioun un dei zoustänneg Beamte gaangen ass, ass op dësem Punkt ganz kloer a muss dofir net weider preziséiert ginn.

ad 4. Hei gëllt dei selwecht Äntwert wéi op de Punkt uewendriwwer.

ad 5. De Statut vum Fonctionnaire ass kloer. Laut dem Artikel 9 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 « fixant le statut general des fonctionnaires de l'État » huet de Fonctionnaire d'Uedere vu senge Superieuren auszeféieren. Dofir kann een dovunner ausgoen, dass all betraffen Donnéeën zerstéiert sinn.

Question 2300 (29.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **avertissements taxés** :

A menge parlamentaresche Froen Nr. 0614, 1266 a 1484 hat ech déi zoustänneg Ministeren iwwer net bezuelten Avertissements taxés (AT) befrot a krut heizou detailléiert Tableaue mat Zuele presentéiert, déi opschléisse loossen, dass Problemer beim Andreiwe vun den ATen existéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Fir d'Joer 2019 an 2020, opgelëscht no Unzuel a Montanten:

- wéi vill Avertissements taxés goufen opgestallt?

- wéi vill sinn der bezuelt ginn?

- wéi vill sinn der net bezuelt ginn?

- wéi vill Avertissements taxés si fräiwëlleg bezuelt ginn, nodeems de Parquet saiséiert gouf?

- wéi vill Ordonnances pénales goufen op Basis vun net bezuelten ATe geschwat?

- wéi vill Ordonnances pénales goufe bezuelt?

- wéi vill Ordonnances pénales sinn duerch Contrainte par corps gelëscht ginn?

- wéi vill Ordonnances pénales goufen ni bezuelt a si gelëscht ginn?

2. Goufe vun der Regierung an der Justiz am leschte Joer Ustrengunge gemaach, fir d'Andreiwe vun den ATen ze verbesseren? Falls jo, wéi eng?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 1484 kann een am Tableau erausliesen, dass bei den Ordonnances pénales exekutéiert duerch Contrainte par corps den Taux un Netresidenten zimmlech geréng ass (+/- 10 %). Op d'Fro N° 0614 hat d'Regierung geäntwert:

„Ausserdeem kann de Parquet général fir Netresidentë vun der kompetenter auslännescher Geriichtsautoritéit verlaangen dat lëtzebuergescht Urteel ze exekutéieren."

- Firwat ass dësen Taux iwwert d'Joren ewech esou niddreg?

- Fir d'Joren 2013 bis 2020, bei wéi vill ATen huet de Parquet vun enger auslännescher Geriichtsautoritéit verlaangt, dat lëtzebuergescht Urteel ze exekutéieren a wéi vill Recettë konnten esou agedriwwe ginn?

- Fir d'Joren 2013 bis 2020, wéi vill a wéi eng auslännesch Geriichtsautoritéiten hu vun der lëtzebuergescher Justiz verlaangt, een Urteel am Bezuch mat engem onbezuelten AT am jeeweilegen Ursprongsland zu Lëtzebuerg anzedreiwen?

Réponse commune (30.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Tableau 1: D'Zuel vun den Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 2: D'Beträg vun den Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter am Kader vum Stroosseverkéier gesprach hunn

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wat d'Relatioun tëscht den onbezuelten Avertissements taxés an den Ordonnances pénales betrëfft, ass et nëtzlech, nach eemol op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1266 ze verweisen. Et sief deemno rappeléiert, datt „d'Avertissements taxés […], déi duerch den automatiséierte [Kontroll-a-Strof-] System CSA konstatéiert goufen, a fir déi e Betrag vun 49 Euro geschëlt ass, kee Protokoll méi opgestallt gëtt, wann den Avertissement taxé net bezuelt gëtt. An deem Fall gëtt den Detenteur vum Gefier, duerch eng schréftlech Decisioun vum Procureur d'État, fir eng forfaitaire Geldstrof schëlleg-gesprach. Dës Avertissements taxés fanne sech dofir net an der Zuel vun den Ordonnances pénales erëm."

Tableau 3: D'Zuel vun de rechtskräftegen Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn an déi dem Service d'exécution des peines beim Parquet général (PG-SEP) zur Exekutioun zougeschéckt goufen

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 4: D'Beträg vun de Geldstrofen aus de rechtskräftegen Ordonnances pénales, déi d'Policegeriichter an der Matière vum Stroosseverkéier gesprach hunn

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Erklärungen:

- Ze iwwermëttelen un AED fir Andreiwen = urteelskräfteg Ordonnances pénales, déi dem PG-SEP zur Exekutioun zougeschéckt goufen an déi nach mussen un d'AED iwwermëttelt ginn, fir d'Geldstrofen anzedreiwen (Ufank vun der Andreiwungsprozedur).

- Iwwermëttelt un AED fir Andreiwen = Ordonnances pénales, déi vum PG-SEP un d'AED iwwermëttelt gi sinn an déi nach an der Andreiwungsprozedur sinn.

- Beglach duerch en anere Grond = Doud vum Verurteelten, spéit Ausübe vun engem Recours etc.

- Zréckgeschéckt un de PG-SEP wéinst Netandreiwen = Ordonnances pénales, wou d'AED näischt andreiwe konnt an zréckgeschéckt ginn un de PG-SEP als net „exekutéiert". De PG-SEP huet doropshin d'Méiglechkeet, iwwert de Wee vun der Contrainte par corps ze fueren.

Et ass ze bemierken, datt fir déi éischt fënnef Méint vum Joer 2020, opgrond vum État de crise an der Suspensioun vun den Délais de recours laut groussherzoglecher Reguléierung vum 25. Mäerz 2020, d'Zuel vun de rechtskräftegen Ordonnances pénales, déi vun de Policegeriichter gesprach goufen, staark erofgaangen ass. Et sollt een och nach preziséieren, datt verschidde vun deenen Ordonnances pénales, souwuel vun 2019 wéi och vun 2020, eréischt säit Kuerzem rechtskräfteg gi sinn an datt déi verschidde Voies fir d'Andreiwe vun de Geldstrofen nach net opgebraucht sinn. Keng vun de gesprachenen Ordonnances pénales fir Faiten aus de Joren 2019 an 2020 si bis dato verjäert, wëssentlech, datt d'Verjärungsfrist bei Policestrofen zwee Joer bedréit.

Et stécht aus dem drëtten Tableau ervir, datt 2.209 Ordonnances pénales, déi rechtskräfteg gi sinn 2019, an 215 Ordonnances pénales, déi rechtskräfteg gi sinn 2020, nach net bezuelt sinn, mee bei dësen Ordonnances ass d'Exekutiounsprozedur nach amgaangen.

Tableau 4: Déi follgend Tableauen enthalen d'Informatioune betreffend d'Zuele vun der Police zu den Avertissements taxés

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Am Aktiounsplang „Sécurité routière" 2019-2023 ass virgesinn, datt de System vun den Avertissements taxés iwwerschafft soll ginn. An deem Kontext huet de Parquet général am März 2020 verschidde Proposen dem Justizministère zoukommen gelooss, déi nach intern analyséiert ginn, ier ee mat de concernéierten Acteuren zesummekënnt, fir de Sujet ze verdéiwen.

ad 3. D'Contrainte par corps ass déi lescht Méiglechkeet, fir eng Geldstrof anzedreiwen. D'Persoun, déi hir Geldstrof net bezilt, gëtt dofir amplaz mat Prisong bestrooft. D'Dauer vun der Contrainte entsprécht engem Dag Prisong pro Tranche vun 100 Euro Geldstrof.

Wann eng Ordonnance pénale rechtskräfteg gëtt, da versicht als éischt d'AED d'Geldstrof anzedreiwe mat all de Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn (Avis de paiement, Rappel, Avertissement, Saisie tiers-détenteur, Saisie op de Salaire, etc.).

Wann et fir d'AED awer net méiglech ass dës Geldstrof anzedreiwen, ginn déi betreffend Dossieren zréck op de PG-SEP mam Motiv „net exekutéiert" an dann eréischt kënnt d'Contrainte par corps an d'Spill.

D'Prozedur vum Artikel 691 vum Code de procédure pénale gesäit ee leschten Avertissement vir, suivéiert vun engem Délai d'attente vun zwee Méint, wouropshin d'Persoun dann der Police signaliséiert gëtt, fir festgeholl ze ginn. Dës Prozedur gëllt souwuel fir Residenten an Netresidenten. Et sief awer dobäi vermiert, datt d'Exekutioun vun der Contrainte par corps e Policeasaz fuerdert an et ass evident, datt eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt, méi einfach ze fannen ass wéi een Netresident.

Tëscht 2013 an 2020 huet de PG-SEP 51 Andreiwungsdemanden un déi auslännesch Autoritéite geriicht, op Basis vum Gesetz vum 23. Februar 2010 „relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires" (Frankräich: 36, Belsch: 11, Däitschland: 4). Dës Zuele si relativ niddreg, well zu Lëtzebuerg vill auslännesch Persounen (frontaliers) een Akommes zu Lëtzebuerg hunn an d'Andreiwe vun der Geldstrof deemno hei am Land ka gemaach ginn.

Déi am Ausland agedriwwe Beträg kann een net feststellen, well d'Kaderdecisioun 2005/214/JAI vum Conseil vun der Europäescher Union virgesäit, datt d'Recetten dem auslännesche Staat zegutt kommen, deen de facto och d'Geldstrof agedriwwen huet.

D'Zuel vun den Dossieren, déi vun den auslänneschen Autoritéiten un de PG-SEP iwwermëttelt gi sinn am Kader vun enger Andreiwungsprozedur, tëscht 2013 an 2020, ass follgend:

Länner	Unzuel vun den Dossieren
Holland	1.829
Frankräich	51
Däitschland	692
Belsch	28
Slowenien	4
Portugal	3
Éisträich	24
Total	2.631

Et ass ze bemierken, datt déi betreffend Dossiere gréisstendeels op exzessiv Vitesse am Stroosseverkéier zréckzeféiere sinn.

D'Recetten, déi duerch auslännesch Decisiounen zugonschte vum Lëtzebuerger Staat erakomm sinn, tëscht 2013 an 2020, chiffréiere sech op 533.456,05 € (d'Zuele si vun der AED kommunizéiert ginn).

Question 2301 (29.05.2020) de **MM. André Bauler, Gusty Graas** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant les **aides pour le secteur viticole dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Comme tout le secteur agricole, la viticulture souffre également des effets de la crise du coronavirus. En effet, la fermeture du secteur Horeca, l'annulation des foires et fêtes du vin ont comme conséquence que les vignerons luxembourgeois ont eu du mal à vendre leurs produits pendant ces derniers mois.

La Commission européenne a publié le 4 mai dernier un nouveau train de mesures exceptionnelles visant à soutenir davantage les marchés agricoles et alimentaires les plus touchés par la crise du coronavirus.

Dans ce contexte, la Commission européenne a proposé d'autoriser les États membres à utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites entreprises agroalimentaires, à concurrence de 5.000 euros pour les premiers et de 50.000 euros pour les secondes.

Or, cette proposition de la Commission doit encore être soumise au Conseil et au Parlement européen pour approbation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le secteur viticole a souffert lors de ces deniers mois ?

2) Dans l'affirmative, quelles solutions d'aide peut-il proposer à ce secteur ?

3) Concernant les mesures proposées par la Commission européenne, le Luxembourg compte-t-il profiter de la possibilité d'indemniser les agriculteurs à hauteur de 5.000 euros et les petites entreprises agroalimentaires à hauteur de 50.000 euros ? Est-ce que les viticulteurs seront éligibles pour ces aides ?

4) Dans l'affirmative, quel montant du fonds luxembourgeois destiné au développement rural serait disponible pour ces aides supplémentaires

Réponse (29.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + ad 2) Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a reçu les représentants du secteur viticole pour analyser la situation actuelle des vignerons de la Moselle. Les représentants du secteur ont rapporté que la pandémie de Covid-19 a porté un coup important à leur secteur déjà fragile et qu'ils ne sont plus en mesure de commercialiser et distribuer efficacement leurs produits, essentiellement à cause de la fermeture des principaux marchés et des mesures prises en vue d'assurer un confinement approprié. Selon les estimations, la fermeture des hôtels, des bars, des restaurants et l'annulation d'un grand nombre d'événements de vente et de dégustation ont eu une incidence directe sur 60 % des volumes de vin indigène consommés au Luxembourg.

Le secteur a également remarqué que la vente directe de vin au consommateur ne compense pas la diminution de la consommation en dehors du domicile. En outre, les célébrations habituelles et les réunions associées à la consommation de vin, comme les mariages, anniversaires ou autres fêtes, n'ont pas été possibles. De surcroît, les activités touristiques et oenotouristiques estivales pourraient être compromises.

En conséquence, les excédents de vin s'accumulent progressivement sur le marché. En outre, les viticulteurs redoutent des difficultés de plus en plus importantes pour la récolte à venir : des prix bas sur le marché global, une baisse de la consommation et des difficultés de vente.

Les administrations et services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sont en train d'effectuer une étude approfondie au niveau macro- et microéconomique de la situation actuelle des différents secteurs agricoles dont notamment la viticulture.

Les premiers résultats de cette analyse indiquent qu'il est trop tôt pour déterminer avec précision et objectivité les pertes encourues au niveau des exploitations viticoles et pour fournir les réponses appropriées pour pallier les effets de la crise. En attendant les résultats finaux de cette analyse, l'Institut viti-vinicole en étroite collaboration avec Luxinnovation élabore un projet de distillation de vins pour obtenir un produit de base servant à la fabrication de désinfectants. Ce projet voit dans sa réalisation un aspect économique étant donné qu'il s'agit d'une aide indirecte pour les exploitations viticoles et les distilleries agricoles.

En plus, les exploitations viticoles ayant une activité dans le cadre d'une salle de dégustation qui a dû être fermée dans le contexte du confinement peuvent profiter dorénavant d'une subvention en capital d'un montant de 2.500 à 5.000 euros en fonction du chiffre d'affaires annuel.

ad 3) + 4) À ce stade il n'a pas encore été décidé de mettre en œuvre la mesure d'utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises.

Les viticulteurs seraient éligibles pour cette aide.

Suite aux négociations entre les instances européennes, le montant qui pourrait être réaffecté du fonds FEADER destiné au développement rural se chiffre dorénavant à 2 % de l'enveloppe globale soit à 2.011.492 euros pour le Luxembourg. Elle est limitée désormais à 7.000 euros au maximum par exploitation agricole et viticole et à 50.000 euros au maximum par petite et moyenne entreprise.

Question 2302 (29.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**interdiction du glyphosate :**

Op EU-Niveau ass de Glyphosat nach bis de 15. Dezember 2022 erlaabt. Aktuell leeft awer eng Demande vun enger Grupp vun EU-Staaten, fir den Datum nach weider no hannen ze verréckelen. An der Äntwert op d'Fro N° E-000845/2020 vum EU-Deputéierten Harald Vilimsky un d'EU-Kommissioun steet:

„Im Juni 2020 muss ein vollständiges Dossier eingereicht werden, woraufhin eine wissenschaftliche Risikobewertung und ein Peer Review durch die Mitgliedstaaten und die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit vorgenommen werden."

D'Regierung hat am Koalitiounsaccord ugekënnegt, ab dem 31. Dezember 2020 kee Glyphosat méi zu Lëtzebuerg zouzeloossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

- Wäert et fir d'Regierung bei dem ugekënnegten Datum fir de Glyphosatverbuet zu Lëtzebuerg bleiwen?

Réponse commune (17.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Regierung hat am Koalitiounsaccord ugekënnegt, ab dem 31. Dezember 2020 kee Glyphosat méi zu Lëtzebuerg zouzeloossen.

Ab dem 1. Juli 2020 ass de Verkaf vu glyphosathaltege Sprëtzmëttel verbueden, d'Benotze vun deene Sprëtzmëttel ass ab dem 1. Januar 2021 verbueden.

Question 2303 (29.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours de luxembourgeois :**

An der Lescht héiert een ëmmer méi Reklamatiounen iwwert d'Zertifikatioun vun de Sproochekenntnesser duerch den INL. Leit, déi Zertifikater bis zu engem B1 an der Lëtzebuerger Sprooch kruten, presentéiere sech fir Virstellungsgespréicher, wou sech dann erausstellt, datt si keen eenzege Saz Lëtzebuergesch kënne schwätzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär déi follgend Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Regierung d'Seriositéit vum Unterrecht um INL?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Zouverlässegkeet vun den Zertifikatiounen, déi vum INL ausgestallt ginn?

3. Anscheinend gëtt um INL e grousst Gewiicht op „spillerescht" Léiere geluecht. Hält d'Regierung et fir ubruecht, nees méi Wäert op eng systematesch Vermëttlung vun der Sprooch ze leeën, inklusiv vun der Grammatik?

4. Wann déi Zertifikater vum INL keen zouverlässegt Bild vum Sproochenniveau méi bidde kënnen, missten dann net och d'Sproochenexamen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, op eng aner Manéier organiséiert a kontrolléiert ginn?

Réponse (29.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den INL ass d'Referenzinstanz vum Sproochenunterrecht am Generellen a vum Lëtzebuergeschunterrecht am Speziellen zu Lëtzebuerg. Den Unterrecht um INL huet mat Sécherheet e gudden Niveau an entsprécht de Besoine vu senger grousser Clientèle.

All Enseignant aus dem INL huet entweeder e Bachelor oder e Master an enger Sprooch a suivéiert vum Moment vu senger Astellung entweeder de Stage fir d'Fonctionnairen oder dee fir d'Employéen aus dem Enseignement, wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Ausserdeem hunn all d'Enseignanten aus dem INL, wéi déi aner Enseignanten och, d'Flicht, sech am Laf vun hirem ganzen Aarbechtsliewe permanent weiderzebilden, 48 Stonnen an dräi Joer.

Den INL organiséiert och zweemol am Joer eng ganz Partie intern Formatiounen an an deenen eenzelnen Departementer gëtt d'Kollaboratioun tëschent den Enseignanten encouragéiert. Bei bal 17.000 Apprenantë pro Joer, a bal 3.000 Zertifikatiounen, kommen extreem wéineg Reklamatiounen.

Generell sinn d'Apprenantë ganz zefridde mat de Servicer vum INL am Allgemengen a speziell mat de Coursen. Bei der Enquête satisfaction vum Hierschtsemester 2019, bei där ongeféier 20 Prozent vun den Apprenantë matgemaach hunn, konnt den INL een Taux de satisfaction vun 8,5 op enger Skala vun 10 erreechen. D'Resultater fënnt een um Site vum INL ënnert deem heite Link:

http://www.inll.lu/wpcontent/uploads/2014/1-2/enqueteapprenantsautomne2019_siteweb.pdf

ad 2. Wat d'Zertifikatioun vum INL ugeet, muss een tëschent zwee verschiddenen Dokumenter ënnerscheeden: de Bilan des compétences, deen een no all Semester kritt an deen ausseet, ob ee prett ass fir an den nächsten Niveau am INL ze goen, an déi offiziell Zertifikatioun am Lëtzebuergeschen, „Lëtzebuergesch als Friemsprooch (LaF)", wou d'Examen am INL ofgehalen an och ausgeschafft ginn.

Déi involvéiert Enseignantë ginn dofir an internen an externe Formatioune geschoult an e Comité de relecture iwwerwaacht de Contenu vum LaF.

Jidder Certificat ka just eng Momentopnam sinn. Wann ee Kandidat haut e B1 zertifiéiert kritt, heescht dat net, datt hien a fënnef Joer nach ëmmer en Niveau B1 an där Sprooch huet, wa se net trainéiert a gebraucht ginn ass.

ad 3. D'Methodik vum INL orientéiert sech um Europäesche Referenzkader fir Sprooche vum Conseil de l'Europe an un den neisten Erkenntnisser aus der Andragogik. Och an dësem Beräich ginn d'Enseignantë reegelméisseg forméiert.

D'Grammaire gëtt am INL net als Selbstzweck enseignéiert, mee ëmmer an engem authentesche Kontext vu kommunikativen Alldagssituatiounen. Andeems den erwuessenen Apprenant de Sënn an Zweck gesäit, firwat dës oder déi Reegel a senger alldeeglecher Kommunikatioun wichteg ass, léiert a behält e se besser.

Generell kann ee soen, datt d'Methodik kommunikativ, funktionell, kontextgebonnen an handlungsorientéiert ass. Am Unterrecht Situatioune simuléieren, gehéiert zu de Prinzipie vun der Pädagogik esouwuel wéi der Andragogik.

ad 4. Wéi et am Gesetz vum 8. März 2017 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit festgehalen ass, ginn am Sproochentest zwou Kompetenze getest: Schwätzen a mëndlecht Verstoen. Déi zwee Resultater ginn, laut Gesetz, matenee verrechent, soudatt et méiglech ass, an och geschitt, datt eng Persoun, déi den Test packt, e gutt Resultat am Verstoen huet an e schlecht Resultat am Schwätzen, oder ëmgedréint.

Den INL féiert de sougenannte Sproochentest, fir d'Nationalitéit ze kréien, mat enger grousser Kompetenz a Professionalitéit duerch. All Préiwer vum Sproochentest muss all zwee Joer eng spezifesch Formatioun matmaachen. Och aner Formatiounen am Beräich Testing gi reegelméisseg intern am INL fir d'Enseignanten ugebueden.

D'Resultater vum Sproochentest gi reegelméisseg vun externen Experten analyséiert, fir ze garantéieren, datt déi verschidden Itemen dem richtegen Niveau entspriechen.

Question 2304 (29.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **rentrée scolaire dans l'enseignement fondamental :**

Dës Woch war d'Nees-Rentrée an de Grondschoulen. Och wann an de Medien dës Operatioun in globo als en Erfolleg duergestallt gouf, kritt een awer vum Terrain vill méi differenzéiert Echoen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Den Direkter vun der Santé huet dës Woch op RTL nach eemol op d'Méiglechkeet vun enger Ustiechung duerch Aerosolen higewisen. Dowéinst wär d'Lëften esou wichteg. A verschiddene Schoulgebaier schéngt d'Léierpersonal awer nach net ëmmer an op eng systematesch Manéier, déi néideg Schlësselen ze kréien, fir d'Fënstere kënnen opzemaachen. Intervenéiert de Staat bei deenen zoustännegen Instanzen, inklusiv dem Syvicol, fir datt iwwerall an allzäit d'Méiglechkeet besteet, fir d'Schoulan d'Openthaltsraim systematesch ze lëften?

2. Op ville Plaze sinn d'Raimlechkeete ganz genee vermooss ginn, fir datt si deenen aktuellen Noutwennegkeete kënne gerecht ginn. Gläichzäiteg sinn awer eng Rei vu Schoule mat där Tatsaach konfrontéiert, datt nei Schüler bäikommen, dorënner och Primo-arrivants. An esou engem Fall kënnen d'Sécherheetsofstänn eventuell net méi agehale ginn. Gëtt et an deem Kontext Instruktioune fir d'Schoulen an aner Infrastrukturen, wéi si solle mat Variatiounen an der Schülerzuel bis zur grousser Vakanz ëmgoen?

3. Well d'Schoulmedezinn nëmmen nach ageschränkt fonctionéiert, stellt sech och d'Fro no der medezinnescher Kontroll vun de Primo-arrivants. Ginn déi Kanner nach systematesch vun engem Schouldokter ënnersicht, ier si ageschoult ginn?

Réponse (30.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierte schonns a senger Froestellung undeit, ënnerläit d'Gestioun vun de Schoulhaiser am Fondamental de Gemengenautoritéiten. Am Austausch mat de Gemengen a besonnesch mam Syvicol gouf ëmmer d'Wichtegkeet vum Lëften ënnerstrach. D'Gemengenautoritéite si sech däers bewosst a wäerten hir technesch Déngschter ugewisen hunn, fir reegelméissegt Lëften ze suergen. Dat bedeit awer net onbedéngt, datt d'Léierpersonal alleguer d'Schlëssele kritt, fir jiddwer Fënster opzemaachen. D'reegelméissegt Lëften an dat allgemengt Sécherheetskonzept vun der Schoul mussen ënner een Hutt bruecht ginn.

ad 2. Dat, wat den honorabelen Deputéierte beschreift, war déi grouss Erausfuerderung bei der Organisatioun vun der Reouverture vun de Schoulhaiser de leschte 25. Mee. Am Verglach zu dem Defi deen Ament ass déi Situatioun vun engem zousätzleche Kand liicht duerch eng gutt Zesummenaarbecht Gemeng-Schoul-Schouldirektioun ze léisen. An deem Kontext ass et egal, ob déi nei Schülerin oder deen neie Schüler innerhalb vu Lëtzebuerg geplënnert ass oder aus dem Ausland kënnt.

ad 3. D'Divisioun vun der Schoulmedezinn vun der Gesondheetsdirektioun ass virbereet op déi nächst Rentrée scolaire. Wann d'Evolutioun vun der Covid-19-Pandemie weiderhi favorabel bleift, da kënnen d'Aktivitéite vun der Schoulmedezinn nees gemaach ginn am selwechten Ëmfang wéi virun der Pandemie. Am Fall vun engem Zouhuele vun de Covid-19-Infektiounen wäert d'Schoulmedezinn hir Aktivitéiten upassen un d'Ufuerderunge vum Infektiounsschutz. An deem Fall wäerten d'Aktivitéiten awer ageschränkt sinn. Déi Kanner, déi als Primo-arrivants opgeholl ginn, wäerten awer op jiddwer Fall kënne systematesch vun engem Schouldokter ënnersicht ginn, ier si ageschoult ginn.

Question 2305 (29.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **« Tracingapp » :**

Mat enger Tracingapp sollen d'Kontakter vun engem groussen Deel vun der Bevëlkerung kënne retraceiert ginn. Esou soll méiglechst séier erausfonnt ginn, wou eng Persoun sech eventuell mam Coronavirus ugestach huet a mat wiem déi Persoun duerno Kontakt hat, déi si da méiglecherweis och kéint infizéiert hunn. De Konzept vun enger Tracingapp ass ëmstridden. Vill Fuerscher hu schonn hir Bedenke mat Nodrock ëffentlech gemaach a virun esou Applikatiounen, besonnesch wat d'perséinlech Fräiheeten an d'Datesécherheet ugeet, gewarnt. Haaptkritikpunkten, wéi si och bei den Onlinedéngschter vu „Focus" a „Spektrum der Wissenschaft" ze liese waren, sinn d'Konsequenzen op d'perséinlech Fräiheeten a Rechter an d'wëssenschaftlech Notzbarkeet vun esou enger App.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an der Madamm Justizminister gär déi follgend Froe stellen:

1. Wat d'Fräiwëllegkeet ugeet, fir dës App ze notzen, déi d'Regierung jo ënnersträicht:

a. Gesinn d'Ministere Restriktiounen op Lëtzebuerger oder europäeschem Niveau, déi e Bierger, deen d'App net installéiere wëllt, vu gewëssenen Aktivitéite kéinten ausschléissen? Wéi eng Restriktioune wieren an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung akzeptabel?

b. Ass d'Regierung der Meenung, datt een nach vu „fräiwëlleg" schwätze kann, wann d'Notze vun esou enger Applikatioun d'Konditioun ass, fir u verschiddenen Evenementer deelzehuelen oder fir Aktivitéiten däerfen ze maachen?

c. Wéi steet d'Regierung zum Beispill zu Iwwerleeungen op europäeschem Niveau, fir d'Reesfräiheet oder Deplacementer un d'Installéiere vun enger Tracingapp ze bannen? Wat géif d'Lëtzebuerger Regierung op europäeschem Niveau maachen, wann d'Regierunge vun den aneren EU-Länner esou Restriktiounen an d'Gespréich bréngen? Wéi wëllt d'Regierung d'Fräiheet a besonnesch d'Reesfräiheet an Europa schützen an duerchsetzen, wann aner Länner op nationalem Niveau d'Notze vun enger App wëlle virschreiwen?

2. Och d'Genauegkeet vun der App a praktesch Ufuerderunge si problematesch.

a. Ass et richteg, wéi PEPP-PT ermëttelt huet, datt 10 bis 30 Prozent vun de Kontakter net erkannt ginn oder e Feelalarm sinn, well zum Beispill d'Distanz vun der GPS-Funktioun falsch ageschat gouf?

b. Wéi vill Lëtzebuerger hunn e Mobilltelefon, op deen esou eng App kann installéiert ginn (an Däitschland schwätzt d'Press vun 30 Prozent vun de Leit, déi net an deem Fall sinn)?

c. Sinn dës technesch Problemer e Grond fir de Choix vun eiser Regierung, keng App ze recommandéieren? Wéi géif eng eventuell europäesch Decisioun fir esou eng App dës technologesch Problemer aus der Welt schafen?

3. D'Date vun enger Tracingapp mussen entweeder zentral oder dezentral gespäichert ginn. Béid Späicherméiglechkeeten droen de Risiko vun engem Leak oder vu Mëssbrauch: Wéi géif d'Regierung, am Fall vun enger europäescher App, de Schutz vun den Daten an der Privatsphär als Grondviraussetzung vum Dateschutz garantéieren?

a. Ass d'Regierung der Meenung, datt den Dateschutz an d'Privatsphär elementar Grondrechter sinn an och an enger Krisenzäit net däerfe vergiess an/oder geaffert ginn? Ass d'Regierung der Meenung, datt och an enger Krisenzäit de Staat kee Recht op eng total Iwwerwaachung a Kontroll vun der Gesellschaft als Ganzt däerf hunn?

b. Et ass public, datt Google an Apple dat dezentraalt Konzept ënnerstëtzen an déi entsprechend Infrastruktur an hir Betribssystemer abauen. Dat bréngt eng grouss Ofhängegkeet vun zwee Konzernrise mat sech, wat zu weidere Problemer a Risike féiere kann. Wéi steet d'Regierung dozou, a wat fir méiglech Problemer gesäit si domat verbonnen?

c. Am Fall vun dezentraliséierter Späicherung wéi bei Google an Apple wieren enger Kommerzialiséierung vun de gesammelten Donnéeë jo kaum Grenze gesat. Wéi wëllt d'Regierung esou e Mëssbrauch verhënneren?

4. Ass bei all deene Bedenken eng eventuell europäesch Decisioun fir eng App ze akzeptéieren oder géif d'Regierung fir esou eng europäesch Decisioun Eestëmmegkeet verlaangen an dës mat engem Veto blockéieren?

5. Wéi ginn d'Rechter vun de Bierger protegéiert, wann an deenen enge Länner d'Daten zentral gespäichert géife ginn an an aneren dezentral? Ass eng Kompatibilitéit vun esou ënnerschiddleche Systemer denkbar a wéi géif déi konkreet ausgesinn?

Réponse commune (29.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 2026, N° 2123 an N° 2228, op déi mir den honorabelen Deputéierten invitéiere sech ze bezéien, beschreiwen d'Moossnamen, déi zur Benotzung vun neien Technologien an der Gestioun vun der Gesondheetskris geholl goufen, a ginn un, datt d'Regierung fir de Moment keng Tracingapplikatioun benotzt oder virgesäit. D'Regierung setzt weiderhin op d'Verstäerkung vun de Ressourcen, fir d'Qualitéit vun dem manuellen Tracking ze garantéieren.

Dës Approche ass op kee Fall inkompatibel mat dem technologeschen a juristesche „Monitoring" vun nationalen, europäeschen an internationalen Entwécklungen. Zu de rezentsten Entwécklungen zielt, datt den eHealth-Netzwierk, deen aus Vertrieder vun de Memberstaaten an der Europäescher Kommissioun zesummegesat ass, technesch Spezifikatioune fir d'Interoperabilitéit vu Kontakt-Tracingapplikatioune ginn huet.[2] Dës sinn un d'Entwéckler vun Applikatiounen an un d'Memberstaaten adresséiert, déi eng Tracingapplikatioun virgesinn. Doriwwer eraus huet d'Europäesch Unioun en interaktiivt Outil publizéiert, fir de Bierger ze hëllefen, intern europäesch Reesen ze plangen.[3]

Eis sinn op EU-Niveau keng Restriktioune bekannt fir Leit, déi keng Tracingapp benotzen.

Question 2308 (29.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**engagement du personnel dans le cadre des tests du coronavirus :**

Am Kader vun de flächendeckenden Tester an de Covid-19-Testzentren am Land, gëtt op internationaalt Personal zréckgegraff, dat iwwer zäitlech begrenzte Vollzäitkontrakter. Dës Aarbechtsplaze sinn ënner anerem vun Interimsagencen ausgeschriwwe ginn. D'Personal gëtt an de Beräicher Gesondheets- a Krankefleeg, Dateveraarbechtung, Labortechnik a Sécherheet beschäftegt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir d'Recherche gär follgend Froe stellen:

1. Firwat ass keen Opruff un déi Leit gemaach ginn, déi sech am Kader vun engem CDD-Kontrakt vun dem Covid-19-Programm, am Abrëll a Mee, beim Staat gemellt haten?

2. Firwat sinn d'Kontrakter vun deene Leit, déi am „centre de soins avancés" um Kierchbierg ugestallt goufen, net zurzäit verlängert ginn, iwwert de 29. Mee 2020 eraus?

3. An Däitschland huet sech erausgestallt, datt eng Rei Betriber, déi mat internationalem Personal vun Interimsagencë geschafft hunn, sougenannte „Corona-Hotspots" sinn. Wat fir eng Sécherheetsmesurë sinn ergraff gi bei deenen Interimsaarbechter am Kader vun der nationaler Covid-19-Campagne?

Réponse (30.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Generell gouf d'Personal fir flächendeckend Covid-19-Tester, souwäit et méiglech war, aus Lëtzebuerg an der Groussregioun rekrutéiert an et gouf op eng Zesummenaarbecht mat der Réserve sanitaire zréckgegraff. Konkreet gouf en Opruff u Leit vun der Réserve sanitaire gemaach, deenen hire Beruffsprofill et erlaabt, fir Ofstrécher am Hals ze maachen. E groussen Deel vu Mataarbechter konnt esou fir dës Aufgab op den Teststatioune gewonne ginn.

[2] https://ec.europa.eu/health/ehealth/key_documents_fr

[3] https://reopen.europa.eu

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

D'Firma Ecolog huet Leit vun der Réserve sanitaire kontraktlech gebonnen an dowéinst sinn déi Kontrakter mam Staat net iwwert den 29. Mee 2020 erausgaangen.

D'Mataarbechter, déi Ofstrécher am Hals vun de Participantë vun de flächendeckende Covid-19-Tester maachen, benotze fir déi Ausféierung dat néidegt Schutzmaterial (Masken, Händschen, Plexiglasgesiichtsschiermer, speziell Overallen an Desinfektiounsmëttel). D'Leit an de Laboe si mat Masken, Händschen an enger Schipp ekipéiert (och mat Gesiichtsschiermer, wann néideg).

Question 2310 (29.05.2020) de **MM. Gusty Grass** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **réforme de la politique agricole commune :**

Les discussions sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) pour l'après-2020 sont en cours. Or, étant donné que les négociations ont pris un certain retard, les dispositions de la nouvelle PAC ne pourront pas s'appliquer, comme prévu, à partir du 1er janvier 2021. Comme pour la dernière réforme de la PAC, une période transitoire devra être mise en en place.

Actuellement, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peut accorder aux entreprises agricoles des aides en faveur de l'investissement en biens meubles et immeubles conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Ces régimes d'aides sont applicables pour la période du 10 novembre 2016 au 31 décembre 2020.

Pour les agriculteurs qui sont en train d'investir ou qui souhaitent investir très prochainement, il est important de connaître les répercussions d'une phase transitoire sur leurs projets et les aides auxquelles ils auront droit.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle sera la durée probable de la phase transitoire qui devra débuter le 1er janvier 2021 ?

2) Quels changements y aura-t-il pour les aides d'investissements en biens meubles et immeubles ? Est-ce que les taux d'aides seront adaptés ? Est-ce que les plafonds des aides seront augmentés ?

3) Qu'en est-il des exploitations agricoles qui ont atteint le plafond du subside auquel ils avaient droit pendant la période actuelle ? Est-ce qu'elles pourront réinvestir lors de la phase transitoire ou devront-elles attendre la mise en place d'un nouveau régime ?

4) À quel moment Monsieur le Ministre compte-t-il communiquer sur les détails des aides qui seront en vigueur après le 1er janvier 2021 ?

Réponse (19.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Les questions sont relatives à la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

ad 1) Selon les prévisions actuelles, il faut s'attendre à ce que le cadre juridique de la nouvelle politique agricole commune ne sera adopté au niveau européen qu'au cours du premier semestre de l'année 2021, de sorte que la réglementation nationale de mise en œuvre entrera en vigueur avec un décalage de deux ans.

ad 2) Le Conseil de Gouvernement vient d'adopter en sa séance du 29 mai 2020 un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal prévoyant les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du soutien financier au secteur agricole après le 31 décembre 2020.

Ainsi, le projet de loi prévoit : une augmentation du plafond d'investissement pour les investissements en biens immeubles, une majoration du plafond d'investissement pour des investissements en biens meubles déterminés et une majoration du taux d'aide pour des investissements déterminés.

ad 3) Les plafonds prévus pour la période 2014-2020 viennent à expiration le 31 décembre 2020. Au vœu du projet de loi les nouveaux plafonds pour la période 2021-2027 s'appliqueront à partir du 1er janvier 2021, avec perte des plafonds non épuisés de la période précédente.

ad 4) Le projet de loi sera prochainement discuté par la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre des Députés et a été abordé à l'occasion d'une conférence de presse le 16 juin 2020.

Question 2311 (02.06.2020) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **préretraite solidarité :**

Le 1er juillet 2018, la préretraite solidarité a été abrogée. Pourtant, des dispositions dérogatoires ont été fixées pour les entreprises couvertes par une convention collective ou par une convention avec le Ministère du Travail.

Conformément à l'accord entre le Gouvernement et les syndicats du 28 novembre 2014, la préretraite solidarité reste transitoirement d'application après le 30 juin 2018 pour les entreprises dans lesquelles une Convention collective de travail (CCT) a été conclue avant le 1er juillet 2018 (jusqu'à la date d'échéance de la CCT) et dans les entreprises couvertes par une convention en matière de préretraite solidarité signée avant le 1er juillet 2018 avec le Ministre du Travail.

La préretraite solidarité sera définitivement abolie lorsque les conventions précitées seront arrivées à échéance.

Il nous revient maintenant que le Ministère du Travail a suspendu, suite à la crise sanitaire, les demandes à la préretraite solidarité dans le secteur hospitalier introduites durant l'état de crise.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le cadre juridique de cette mesure et sur les lois ou règlements par lesquels cette mesure est justifiée ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur l'application de cette mesure durant la phase de déconfinement en précisant les dates et le cadre réglementaire y relatif ?

3) Le droit à la préretraite solidarité pour toutes les demandes en cours sera-t-il garanti après la fin de l'état de crise ?

Réponse (02.07.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) + 2) Vu que le développement de la crise sanitaire n'était pas prévisible à cette époque et étant donné qu'il était impossible d'évaluer de manière exacte l'impact de cette crise pour le système de santé publique au Luxembourg, le Ministère du Travail a pris la décision de suspendre les demandes à la préretraite solidarité dans le secteur hospitalier introduites durant l'état de crise.

Cette mesure préventive a eu comme but principal d'éviter une pénurie de personnel qualifié et expérimenté dans les hôpitaux luxembourgeois au cas où la crise sanitaire devrait atteindre son point culminant et de sauvegarder ainsi l'intérêt général de la population.

ad 3) Les décisions ministérielles d'admission à la préretraite solidarité pour les dossiers complets tenus en suspens en raison de l'état de crise ont été préparées récemment et les employeurs concernés en ont été informés.

Resteront en suspens les dossiers pour lesquels l'embauche de compensation fait encore défaut. En application de l'article L-581-7, paragraphe (2), du Code du travail une décision d'admission à la préretraite ne peut être prise que sur le vu d'un avis favorable de l'ADEM au sujet de cette embauche.

À noter que l'admission à la préretraite solidarité ne constitue pas un droit acquis pour les salarié(e)s concerné(e)s. L'article L.581-2 du Code du travail dispose en effet que le salarié désirant bénéficier de la préretraite solidarité « peut […] demander à l'employeur de consentir, dans le cadre d'une convention spéciale, à la résiliation du contrat de travail et au versement de l'indemnité de préretraite […] ». Un départ en préretraite solidarité n'est donc possible qu'avec l'accord de l'employeur.

Finalement, au vu du fait que la convention collective de travail applicable au secteur hospitalier a été dénoncée au 31 mars 2020 et qu'en application de l'article L.162-10 (1) du Code du travail elle ne cessera ses effets qu'à partir de l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention et au plus tard le premier jour du douzième mois de sa dénonciation, des départs en préretraite solidarité peuvent se faire jusqu'à la fin du mois de mars 2021, à moins qu'une nouvelle convention collective de travail entre en vigueur avant cette date.

Question 2313 (02.06.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **diminution des populations d'oiseaux :**

Déi lescht Jore muss ee leider feststellen, datt esou munch Aarten aus eiser Vullewelt vum Ausstierwe bedreet si respektiv d'Populatioun staark zréckgeet. Dësen Emstand ass awer net eleng op déi intensiv Landwirtschaft mat hirem Gebrauch vu Pestiziden zréckzeféieren. Speziell d'Buedembréier sinn heivun am meeschte betraff. Et muss een och feststellen, datt d'Allesfriesser an déi sougenannte Raubdéier ëmmer méi zouhuelen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Goufe bis dato ewell Analysen duerchgefouert, op wat fir eng Ëmstänn dëse Réckgang vu Vullenaarten zréckzeféieren ass?

2. Wa jo: Wéi gesinn dës Analysen aus a si Géigemoossname geplangt? Wéi sollen dës Géigemoossname konkreet ausgesinn?

3. Wann nee: Wär de Ministère bereet, esou Analysen duerchzeféieren?

Réponse (02.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Et ass fachlech unerkannt, datt d'Zerstéierung, d'Veraarmung an d'Zerschneidung vun natierleche Liewensraim souwéi d'Aféiere vun net heemeschen Aarten déi véier Haaptgrënn fir de Biodiversitéitsverloscht sinn.

Lëtzebuerg ass do keng Ausnam. Den Asaz vu Pestiziden an Dünger, d'Drécheleeë vu Fiichtgebidder an d'Eliminéiere vun natierleche Strukturen an der Landschaft souwéi d'Bebauung hunn zu enger dramatescher Veraarmung, Veränderung an Zerschneidung vun den natierleche Liewensraim gefouert, bis hin zu hirer Zerstéierung, wat zum Bestandsréckgang a souguer Ausstierwe vu villen Aarte gefouert huet.

Ech kann net confirméieren, datt déi „sougenannt Raubdéieren ëmmer méi zouhuelen", wéi vum honorabelen Deputéierten enoncéiert. Am Contraire: Vill vun den natierlech zu Lëtzebuerg virkommende Gräifvullen a fleeschfriessende Mammendéieren si seelen, bedrot oder säit Längerem ausgestuerwen. Dëst aus dem einfache Grond, datt och si ënnert den uewen ernimmte Problemer leiden.

Och beim an dësem Zesummenhang heefeg zitéierte Fuuss ginn et keng Indizien, déi op eng Hausse vun der Populatioun hiweisen. Domat soll net ugedeit ginn, datt de Fuuss zu Lëtzebuerg seelen oder bedrot wier. Déi disponibel Zuelen, notamment unhand vun de systemateschen Opname mat Wëldkameraen, deiten op ee gläichbleiwenden, stabille Bestand hin. Och d'Populatioun beim Steemarder ass stabill ze gesinn. Och hei gëtt et keng Indizien, datt déi géif zouhuelen.

ad 1. Jo. Lëtzebuerg huet wéi all EU-Memberstaaten d'Obligatioun, all sechs Joer am Kader vun engem sougenannte „Reporting" d'Situatioun vun der Natur, an domat och allen zu Lëtzebuerg wëll virkommende Vullenaarten, op Bréissel ze mellen. Dës Analys ass ënnert der Opsiicht vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung vum Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) an Zesummenaarbecht mat de jeeweilegen Experten, wéi dem Naturmusée an der Centrale ornithologique, duerchgefouert ginn an am Joer 2019 op Bréissel kommunizéiert ginn. D'Analys beinhalt gläichfalls och d'Zesummestellung vun den Ursaache vum Réckgang bei der jeeweileger Aart.

Weider huet zu Lëtzebuerg notamment den Observatoire de l'environnement naturel de Rôle, den Zoustand vun der natierlecher Ëmwelt ze iwwerwaachen, a mécht a senge Rapporte reegelméisseg dorop opmierksam.

ad 2. D'Analys aus dem Reporting vun 2019 ergëtt follgend Zuelen: Bei 39 Vullenaarten ass an der Landwirtschaft eng vun den Haaptursaache vum Réckgang ze sichen; bei 20 Vullenaarten ass et d'Bebauung, a bei 10 Vullenaarten sinn et d'Liewensraumverännerungen etc.

Am Kontext mat der Fro vum honorabelen Deputéierten ass ze ënnersträichen, datt fir nëmmen dräi Vullenaarten aner Aarten duerch Konkurrenz oder Predatioun als Ursaach identifizéiert gi sinn, allerdéngs net mat héchster Prioritéit.

Iwwer follgende Link kënnen déi Informatiounen ofgeruff ginn:

https://www.eea.europa.eu/themes/biodiversity/state-of-nature-in-the-eu/article-12-national-summary-dashboards/main-pressures-and-threats

Géigemoossnamen, déi geplangt respektiv ergraff gi sinn:

- legale Schutz vun alle wëllen, zu Lëtzebuerg virkommende Vullenaarten, hiren Näschter, wéi Duerchzuch- an Iwwerwanterungsgebidder, duerch d'Naturschutzgesetz a seng Reglementer;

- legale Schutz vun den Narungsliewensraim vun de Vullenaarten duerch d'Naturschutzgesetz a seng Reglementer;

- Aféierung vum Ökopunktesystem am neien Naturschutzgesetz an dem staatlech organiséierte Kompensatiounspool;

- systematesch Ausweisung vun nationalen Naturschutz- an europäeschen Natura-2000-Gebidder;

- Entwécklung an Ëmsetzung vun de Gestiounspläng an de Schutzgebidder an Entwécklung vun Aarteschutzpläng fir déi bedroteste Vullenaarten;

- Weiderféierung an Ausbau vun der naturnoer Bëschbewirtschaftung vun den ëffentleche Bëscher, déi de jëtzege relativ gudden Zoustand vun de Bëschvullenaarten erkläert;

- Ausschaffung respektiv Verbesserung vun de Subventiounsregimmer fir d'Bewirtschafter vu Forstbau a Landwirtschaft, wéi notamment déi erfollegräich Biodiversitéitsprogrammer;

- Promotioun vun der biologescher Landwirtschaft;

- …

D'Detailer sinn am nationalen Naturschutzplang (PNPN), deen den 13. Januar 2017 vum Regierungsrot approuvéiert ginn ass, souwéi an den eenzele Gestiouns- oder Aktiounspläng nozeliesen.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung wäert weiderhi verdéiwend Analyse virundreiwen.

Question 2326 (03.06.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **véhicules de fonction et de société :**

Dans le cadre d'une conférence de presse au sujet des aides à la rénovation de l'habitat le 29 mai 2020, le Ministre de l'Énergie a annoncé entre autres que les véhicules de fonction et de société devront être électriques à 100 %.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'annonce faite par Monsieur le Ministre de l'Énergie en ce qui concerne les véhicules de fonction et de société ?

- Alors que le secteur automobile luxembourgeois n'a pas été épargné par la crise sanitaire, Messieurs les Ministres estiment-ils opportun de faire une telle annonce qui risque de toucher davantage le secteur visé, qui engage actuellement environ 5.000 salariés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si des discussions concrètes ont déjà été menées à ce sujet et si ces dernières ont, le cas échéant, été menées conjointement avec les représentants du secteur automobile concerné ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'échéance d'une telle mesure et me fournir de plus amples détails concernant le régime fiscal lié aux véhicules de fonction et de société ? Messieurs les Ministres envisagent-ils une période transitoire afin que le secteur puisse se préparer de manière adéquate ?

Réponse commune (01.07.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'annonce du Ministre de l'Énergie Claude Turmes reflète les objectifs exprimés dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (2021-2030) (PNEC) et du programme gouvernemental qui prévoit une nouvelle révision de l'avantage en nature des véhicules de fonction, afin de promouvoir davantage l'électromobilité.

Le Gouvernement préparera en automne 2020 une réforme des critères environnementaux du secteur du leasing traditionnel. Cette réforme traduira les objectifs ambitieux du PNEC en matière de mobilité sans émissions, afin de rendre l'utilisation des véhicules 100 % électriques plus attractive. Dans ce cadre, des discussions seront menées avec le secteur concerné et une période de transition est prévue.

Concernant la question de l'honorable Député sur le régime fiscal lié aux véhicules de fonction et de société, il est à préciser que la mise à la disposition à titre gratuit ou à prix réduit d'une voiture au salarié pour utilisation privée, constitue un avantage en nature qui est à soumettre à la retenue d'impôt à la source sur les salaires. Les modalités d'imposition concernant les

avantages en nature sont régies par l'article 104 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR) et le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

De manière générale, la loi distingue entre deux cas de figure, à savoir les avantages qui sont évalués au prix moyen usuel du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à la disposition (alinéa 2 de l'article 104 LIR) et les avantages qui sont évalués forfaitairement si l'application rigoureuse des règles d'évaluation de l'alinéa 2 de l'article 104 LIR pose des problèmes sur le plan de l'exécution pratique des dispositions en question (alinéa 3 de l'article 104 LIR). En matière de l'évaluation forfaitaire, la réforme fiscale de 2017 a introduit divers taux pour déterminer l'avantage en nature forfaitaire à déclarer par le bénéficiaire en remplacement de l'ancien taux unique de 1,5 pour cent, et ce en distinguant en fonction de la hauteur des émissions de CO_2 émises par les véhicules. L'avantage en nature est évalué forfaitairement depuis l'année d'imposition 2017 entre 0,5 et 1,8 pour cent par mois de la valeur du véhicule neuf.

Il faut noter qu'environ 40 % des voitures immatriculées au Grand-Duché de Luxembourg profitent de l'avantage fiscal du leasing opérationnel. Ce régime présente un levier important dans le domaine de l'électrification du parc automobile et doit également, et en contrepartie de l'avantage fiscal accordé, participer activement à l'effort collectif dans le domaine de la protection du climat.

En ce qui concerne le soutien au secteur automobile luxembourgeois dans le cadre de la crise du Covid-19, il faut relever le fait que le secteur peut profiter d'une large panoplie d'aides mises en place par le Gouvernement, comme par exemple le régime du chômage partiel, le régime d'aides remboursables et non remboursables pour petites et moyennes entreprises et indépendants en difficulté ou encore le régime d'aides temporaires pour le commerce de détail en magasin.

Par ailleurs, le Gouvernement vient de décider d'augmenter la prime à l'achat d'une voiture 100 % électrique qui s'élève dorénavant à 8.000 euros.

Question 2327 (04.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **demandes de classement comme monument national :**

Il me revient que des immeubles sis à Wahlhausen sur le territoire de la commune de Parc Hosingen, appelés « Schwäizer Buden », érigés directement après la Deuxième Guerre mondiale pour héberger provisoirement les habitants sinistrés de ce village ardennais, pourraient faire l'objet d'un classement comme monument national ou être inscrits à l'inventaire supplémentaire.

De même, une barrière pour blindés, nommée couramment « Panzersperre », mise en place par les autorités luxembourgeoises quelques jours seulement avant l'invasion allemande du 10 mai 1940 sur la route entre Rodershausen et Hosingen, pourrait également être classée. En effet, je viens d'apprendre qu'une demande en la matière vient d'être introduite auprès de l'Administration des sites et monuments nationaux. Depuis des décennies ladite « Panzersperre » se trouve dans un ravin difficilement accessible d'une forêt privée.

Or, il me revient aussi que les édiles communaux de Parc Hosingen aimeraient placer cette « Panzersperre » en un endroit bien accessible et visible de leur commune afin de la valoriser et d'informer les personnes intéressées des événements du 10 mai 1940 - en particulier dans le canton de Clervaux - dans de bonnes conditions.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions relatives aux suites réservées à ces demandes de classement ?

- Le Ministère de la Culture a-t-il déjà organisé un/des échange(s) de vue avec la commune de Parc Hosingen afin d'élucider les questions diverses qui se posent dans ce contexte ?

- Madame la Ministre est-elle disposée à soutenir la valorisation et la conservation de ladite barrière en un autre endroit de la commune, plus abordable et plus perceptible ?

Q448

Réponse (30.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

En date du 6 février 2019, la Commission des sites et monuments nationaux a rendu un avis favorable quant à l'inscription à l'inventaire supplémentaire de quatre anciennes habitations de fortune du Don Suisse situées à Hosingen et à Wahlhausen sur le territoire de la commune de Parc Hosingen. Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, les propriétaires ainsi que la commune de Parc Hosingen ont été entendus en leurs avis.

L'intérêt historique et architectural, tel que retenu notamment par des experts du Service des sites et monuments nationaux et de la Commission des sites et monuments nationaux, est motivé comme suit :

« Les anciennes habitations de fortune (Notbehausungen) du Don Suisse sont situées hors des villages dans la commune du Parc Hosingen. Ces bâtisses sont des témoins des énormes destructions et de la reconstruction suite à la Seconde Guerre mondiale et surtout à la Bataille des Ardennes. Les anciennes habitations de fortune sont un témoin de l'histoire rurale de la commune de Parc Hosingen. Elles sont importantes non seulement pour sa situation et le paysage mais aussi pour son appartenance à un type et un style architectural particulier. Sur ces critères, elles présentent au point de vue historique, architectural et esthétique un intérêt public à être protégé. »

En date du 4 décembre 2019, la Commission des sites et monuments nationaux a rendu un avis favorable quant au classement comme monument national de ladite « Panzersperre » faisant partie de la ligne Schuster. Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, les avis de la commune de Parc Hosingen ainsi que du propriétaire de la forêt privée où se situe l'objet en question ont été demandés, qui devront me parvenir sous peu.

L'intérêt historique et archéologique, tel que retenu notamment par des experts du Centre national de recherche archéologique et de la Commission des sites et monuments nationaux, est motivé comme suit :

« Les conditions de la création et de la destruction de ces vestiges sont des moments de l'histoire du monde qui font de la Schuster-Linn un témoignage vivant d'événements historiques d'une importance particulière. Ces vestiges architecturaux et superficiels témoignent de l'évolution des techniques de construction de défense et de fortification dans la première moitié du XXe siècle, ainsi que de ses motivations idéologiques. En raison de la connotation hautement historique de la Schuster-Linn dans la mémoire collective luxembourgeoise, le site doit être qualifié de monument national. Sur ces critères, la conservation et la protection de ce site nous semble d'intérêt public. »

En date du 10 février 2020, une réunion a été organisée entre des agents du Service des sites et monuments nationaux et des représentants de la commune de Parc Hosingen afin d'élucider diverses questions concernant les anciennes habitations de fortune du Don Suisse. La commune de Parc Hosingen a proposé de procéder à des analyses desdits immeubles. L'achèvement de la protection nationale dépendra de ces analyses.

Comme précisé ci-dessus, j'ai notifié la proposition de classement comme monument national à l'administration communale du Parc Hosingen concernant les vestiges de la ligne Schuster, ceci en date du 21 avril 2020. À ce jour, il n'y a pas encore eu d'autres échanges avec l'administration communale de Parc Hosingen afin d'élucider les questions diverses qui se posent dans ce contexte.

La question sur un éventuel déplacement de la barrière devra être discutée au niveau scientifique, notamment en ce qui concerne l'incidence qu'aurait un tel déplacement de la barrière hors de son cadre géographique et historique sur la perception et la contextualisation du monument.

Question urgente 3204 (26.11.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **société de gardiennage privée dans le quartier de la gare et au centre-ville :**

An engem „RTL"-Artikel vum 25. November war ze liesen:

„‚RTL'-Informatiounen no iwwerhëlt eng privat Sécherheetsfirma d'Surveillance am Garer Quartier, mee och an der Uewerstad bis Enn Januar, dat op Basis vun enger Decisioun vum Stater Schäfferot.

[...]

Ënnerwee sinn also wärend dem Dezember a Januar Ekippe vu Sécherheetsleit mat Hënn, eng Aktioun, déi Visibilitéit um Terrain soll markéieren an och mat der Police an dem Stater Geschäftsverband ofgeschwat gouf. D'Police-Presenz um Terrain soll deemno vu private Security-Leit ënnerstëtzt ginn."

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann de Minister d'Informatiounen aus dem Artikel konfirméieren?

2. Wéi eng Kompetenze kréien d'Employëë vun der privater Sécherheetsfirma? Woura wäert hir Aufgab bestoen?

3. Firwat goufen Aufgabe vun der Police un eng privat Sécherheetsfirma ofginn?

Réponse (01.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Et ass eng Decisioun, déi d'Stad Lëtzebuerg an engem Schäfferot geholl huet. De Ministère selwer ass de 24. November 2020 an enger Réunion de travail vun dëser Initiativ informéiert ginn a war net am Decisiounsprozess matagebonnen.

ad 2. + 3. D'Police huet keng Aufgab un eng Sécherheetsfirma ofginn an et ass eleng d'Gemeng déi hei zoustänneg ass.

Question urgente 3214 (27.11.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **tests PCR :**

D'Fallzuelen, déi d'Santé a Bezuch op Covid-19 erausgëtt, waren an der Lescht geklommen. Doropshin hat d'Regierung schonn Enn Oktober, iwwert en neit Covidgesetz, d'Restriktiounen erëm verschäerft an erweidert. Fir hir Politik an hir Moossnamen ze begrënnen a Restriktiounen ëmzesetzen, stëtzt d'Regierung sech zënter Méint op d'Fallzuelen, ermëttelt duerch de sougenannte PCR-Test vu Fast Track Diagnostics. Dëst werft e puer drénglech Froen op, ënner anerem, well déi bestoend Restriktiounen elo schonn erëm mat engem neie Covidgesetz verlängert an erweidert goufen, an och e partielle Lockdown verhaange gouf.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eis soen, wéi et aktuell ëm d'Feelerhaftegkeet vun de Lëtzebuerger PCR-Testresultater steet? Gëtt d'Feelerhaftegkeet vun de Lëtzebuerger Testresultater an engem Suivi reegelméisseg kontrolléiert? Wa jo, wéi gëtt dëst kontrolléiert a vu wiem?

2. Kann d'Madamm Minister eis soen, wéi et mat der Qualitéit vun deem zu Lëtzebuerg genotzte PCR-Test vu Fast Track Diagnostics ausgesäit, also wéi vill Prozent Sensitivitéit a wéi vill Prozent Spezifissitéit huet dësen Test?

3. Stëmmt et, datt de PCR-Test vun der Food and Drug Administration (FDA) net getest a gepréift gouf - net eréi et bei dëser Zort vu medezinneschem Produkt an der Reegel gemaach gëtt, woufir schliisslech och e puer Joer gebraucht ginn - an net fir d'Laboe generell zougelooss gouf, well en nëmmen eng Noutfallgeneemegung (Emergency Use Authorization - EUA) vun der amerikanescher Aggreatioun FDA am Kader vun engem Schnellverfuere kritt huet? Ass et richteg, datt de PCR-Test och just a Laboen duerf genotzt ginn, déi ënnert de Clinical Laboratory Improvement Amendments (CLIA, 1988; 42 U.S.C. § 263a) zertifizéiert sinn, fir héich komplex Tester duerchzeféieren? Wat heescht dëst fir d'Lëtzebuerger Laboen? Den Test soll och nëmme vu geschoultem Labopersonal gemaach ginn, dat mat der Duerchféierung vun dësem vertraut an duerch d'praktesch Erfarung geüübt doran ass.[4] War dëst zu Lëtzebuerg bis haut garantéiert?

4. Den zu Lëtzebuerg genotzte PCR-Test vu Fast Track Diagnostics dréit eng CE-Zeechnung. Et ass den Hiersteller selwer, dee säi Produkt mat dësem Logo kennzeechent, fir ze soen, datt hien déi fir säi Produkt relevant EU-Richtlinnen agehalen huet. Et handelt sech dobäi nëmmen ëm e „Verwaltungszeechen" an net ëm eng Qualitéitskennzeechnung („Gütesiegel"). Fir bestëmmte Medezinnprodukter, wéi In-vitro-Diagnostika, muss awer eng sougenannte „Benannte Stelle" ageschalt ginn. Do gëtt d'Erfëlle vun allen Ufuerderungen - a Bezuch op d'Sécherheet, d'Leeschtungsfäegkeet an den Notzen, eréi och d'Iwwerwaache wärend dem gesamte Produktliewenszyklus - an engem Konformitéitsbewäertungsverfueren nogewisen. Déi bedeelegt Institutioun léisst sech dann iwwer eng véierstelleg Kennnummer hannert dem CE-Zeechen identifizéieren.

- Kann d'Madamm Minister soen, ob deen zu Lëtzebuerg genotzte PCR-Test esou e Konformitéitsbewäertungsverfueren duerchlaf huet? Wa jo, wat fir eng Kennnummer dréit dëst Produkt dann hannert dem CE-Zeechen an ëm wat fir eng Institutioun handelt et sech dobäi?

5. Et gouf op verschiddene Plaze behaapt, eréi och de 5. August 2020 op RTL vum Prof. Dr. Ulf Nehrbass, Generaldirekter vum Luxembourg Institute of Health (LIH) a Coordinateur vun der Covid-19-Taskforce, datt et am Kader vun der éischter Large-Scale-Test-Campagne zu Lëtzebuerg keng falsch Negativ-Tester an och keng falsch Positiv-Tester goufen.

- Kann d'Madamm Minister erklären, wéi dëst konkreet kontrolléiert gouf an op wat fir Fakten a Beweiser sech fir dës Behaaptung gestëtzt gëtt? Ass et net esou, datt esou eng staark Behaaptung fir dëst Testverfueren u sech guer net méiglech ass, well dofir bei all eenzeler Testpersoun och eng Rei „Notestungen" hätte misse gemaach ginn, esou wéi nach weider Faktoren hätte misse berücksichtegt ginn - grad eréi de Fakt, datt et keng perfekt Echantillone gëtt, wéi d'Madamm Gesondheetsminister dat jo selwer schonn erkläert huet?

6. Bei der „Polymerase Chain Reaction" (PCR) hu mer et mat enger Testmethod ze dinn, déi esou héichempfindlech ass, datt si esouguer en eenzelt Erbmolekül vum Virus noweise kann. Wann da groussflächeg mat der PCR-Method op den Erreeger (Virus) getest gëtt, bréngt dat mat sech, datt duuss Fäll an esouguer kärgesond Mënschen an enger Meldestatistik vu wierklech betraffenen an doudkranke Mënschen opgeholl ginn, wouduerch d'Statistik extreem héich gëtt an déi sougenannte „Fallzuelen" explodéieren. Et sollt méi staark ënnerscheet ginn, tëscht medezinnesch noutwendeger Diagnostik a wëssenschaftlechem Interesse (wéi Fuerschungszwecker). Dëst ass eng Erklärung, déi de Chefvirolog vun der Berliner Charité, Prof. Dr. Christian Drosten, schonn 2014, am Kader vun enger Teststrategie mat intensivem PCR-Testen a Bezuch op eng fréier Coronavirus-Erkrankung, an engem Interview mat der WirtschaftsWoche ginn huet.

- Deelt d'Madamm Minister dës Aussoe vum bekannte Virolog Prof. Dr. Drosten, oder gesäit si dëst anescht? Wéi begrënnt si dat? Erkennt d'Madamm Minister dee vum Här Prof. Dr. Drosten erkläerte Problem, dee sech ergëtt aus där Teststrategie, no där och d'Lëtzebuerger Regierung verfiert?

7. Allgemeng gëtt d'Strategie vum groussflächegen Testen zënter Méint ëmmer méi a Fro gestallt, esou zum Beispill och duerch den „ALM-Verbandsvorsitzenden" (Verband der Akkreditierten Labore in der Medizin). Esou zitéiert d'„Ärzteblatt" online den 8. Juli 2020 de Verbandsvirsëtzende Michael Müller, dee sot, d'Flächenteste vun alle Bierger wier „weder medizinisch angemessen noch epidemiologisch effektiv, sondern letztendlich eine nicht notwendige Verschwendung von Finanzmitteln" a warnt: „Wir haben immer auch die begrenzten Ressourcen unseres Gesundheitssystems im Blick zu behalten." An deem Kontext warnt och de Jan Kramer aus dem ALM-Virstand: „Ein PCR-Test, der bei asymptomatischen Personen ohne Anlass eingesetzt wird, birgt immer die Gefahr, dass das Ergebnis falsch interpretiert wird."

- Wéi steet d'Madamm Minister zu dësen Aussoen? Denkt d'Madamm Minister, datt zu Lëtzebuerg, grad mam Large-Scale-Testing, net eventuell och e ganzen Deel falsch interpretéiert Testresultater an de veröffentlechten Zuelen a Statistiken opgeholl goufen? Wëllt d'Regierung trotz dëse Risike weider un hirer Teststrategie festhalen? Wat ass d'Begrënnung fir dës Entscheedung?

8. D'PCR-Method gouf entwéckelt fir eng „qualitativ" Identifikatioun, dat heescht, fir d'Presenz vun enger bestëmmter geneetescher Sequenz festzestellen, awer net fir „quantitiv" Identifikatiounen, dat heescht, net fir d'Unzuel oder d'Laascht vun enger geneetescher Sequenz ze bestëmmen. Dat huet och schonn den Dr. Kary B. Mullis, den Erfinder vun der PCR-Method, selwer gesot, wéi hien drop higewisen huet, datt eng „quantitativ" Identifikatioun iwwer PCR e Widdersproch a sech ass: "Quantitative PCR is an oxymoron." (The Ebola Test: Let the Test's Inventor Speak - Global Research - Centre for Research on Globalization) Fir eng viral Aktivitéit ze detektéieren, ass d'Bestëmmung vun der Virelaascht awer noutwendeg. Doraus kann ee schléissen, datt de PCR-Test eleng:

- net fir d'Diagnos vun enger klinescher Infektioun virgesinn ass;

- net erkennt, ob een eng aktiv Infektioun huet respektiv ob ee krank ass;

4 (Centers for Disease Control and Prevention: CDC 2019-Novel Coronavirus [2019-nCoV] Real-Time RT-PCR Diagnostic Panel, For Emergency Use Only; Instructions for Use; Catalog # 2019-nCoVEUA-01 1000 reactions; For In-vitro Diagnostic [IVD] Use; Effective: 07/13/2020)

- net erkennt, ob déi detektéiert Virusspuer lieft oder ofgestuerwen ass, respektiv ob een eventuell nach krank gi kéint;

- net feststelle kann ob een infektiös, also ustiechend ass.

- Kann d'Madamm Gesondheetsminister dëst bestätegen? Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt déi sougenannte positiv Fallzuelen domat eigentlech e falscht Bild vermëttelen an zu enger Iwwerschätzung (overestimation) vun der viraler Aktivitéit féieren? Wann nee, firwat net?

9. Och d'Centers for Disease Control and Prevention (CDC) weist an hirem Katalog zur Gebrauchsuweisung5 op d'Limitte vum PCR-Test hin. Esou schreiwe si hei, datt d'Detektioun vum viralen Erbmolekül (RNA) net ugëtt, datt en infektiöse Virus present ass oder datt 2019-nCoV de verursaachenden Agent fir d'klinesch Symptomer vun der Testpersoun ass, an datt dësen Test net ausschléisse kann, datt een net duerch aner bakteriell oder viral Pathogeener ervirgeruffe Krankheeten huet.

- Kann d'Madamm Minister soen, ob séchergestallt gëtt, datt Leit, déi mat Symptomer op Covid getest ginn, dës Symptomer opgrond vum Covidvirus hunn an net opgrond vun engem anere Virus/Gripp? Wa jo, wéi gëtt dat séchergestallt? Wann nee, wouhier kann een da wëssen, datt déi enger Gripp änlech Symptomer net en aneren Ausléiser hunn?

10. D'PCR-Method selektéiert eng „onsichtbar" geneetesch Sequenz a multiplizéiert dës iwwer Vermehrungszyklen enorm, esou wäit bis déi selektéiert geneetesch Sequenz „sichtbar" gëtt, respektiv kann detektéiert ginn. D'Unzuel vun den dofir ugewannte Vermehrungszyklen erginn de sougenannten „Ct-Wäert" (cycle threshold). Den Ct-Wäert weist also un, wéi dacks d'Viruserbgut aus der Prouf huet misse vermehrt ginn, fir d'Presenz noweisen ze kënnen. Wat manner Vire present sinn, desto méi héich ass den Ct-Wäert, well méi Zyklen néideg sinn, fir d'Presenz vum Erbgut noweisen ze kënnen.

D'Tagesschau huet de 6. September 2020 online bericht, datt och den RKI gesot huet, den Ct-Wäert wier en analyteschen Detail, deen d'Interpretatioun vun den Testresultater géif ënnerstëtzen. Bei enger echter Virusinfektioun, also engem tatsächlech a wierklech positive Fall, besteet nämlech eng massiv Presenz vum Virus (Viruslaascht). An deem Sënn huet och d'„Süddeutsche Zeitung" den nämmlechten Dag online bericht, datt Labomedezinner soen, datt den Test bei Patiente mat ville Viren am Kierper heefeg schonn no 10 bis 15 Zyklen uschléit.

- Wou läit den Ct-Wäert bei de PCR-Tester, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn? Ass den Ct-Wäert hei am Land eenheetlech gereegelt? Sinn d'Laboen zu Lëtzebuerg verflicht, sech un dee Wäert ze halen oder ass et just eng Richtlinn? Ginn et Ausnamefäll? Wat fir eng? Kritt d'Santé den Ct-Wäert vun all eenzelem Test mam Resultat matgedeelt? Wa jo, zënter wéini? Gëtt den Ct-Wäert fir d'Interpretatioun vun all eenzelen Testresultater berücksichtegt? Wa jo, zënter wéini? Wann nee, firwat net?

11. Fënnt d'Madamm Minister et richteg, déi esou ermëttelt positiv Resultater, mat alle méigleche Risike fir falsch Interpretatioune vum Test (referéiert op d'Froe 6 bis 10), ondifferenzéiert als nei Fallzuelen ze vermëttelen an ze behandelen? Wa jo, firwat? Firwat gëtt bei den dagdeeglech publizéierten neie „Fallzuelen" net wéinstens d'Differenz tëscht symptomateschen an asymptomatesche Fäll gemaach a vermëttelt? Ass et an der Madamm Minister hiren Aen opportun, fir esou déif gräifend Moossnamen ze verhänken an d'Wirtschaft esou staark ze beanträchtegen, wann déi Tester an déi domat erhuewe „Fallzuelen" net méi aussoen an esou liicht falsch kënnen interpretéiert ginn?

12. Research Luxembourg (LIH, LISER, LIST, LNS, Luxinnovation, Universität Luxemburg an FNR, ënnert der Koordinatioun vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung) huet d'Covid-19-Taskforce ageriicht. Hir Missioun ass, Konzepter a Recommandatiounen aus wëssenschaftlecher Siicht ze erstellen, déi an d'politesch Entscheedungsprozesser vun der Regierung afléissen. Um Internetsite vu Research Luxembourg gëtt een ënnert der Rubrik „Covid-19 Task Force" iwwert de Large-Scale-Testing informéiert (https://researchluxembourg.lu/covid-19-taskforce/testing-strategy/#faq-testing). Do ginn da follgend Informatiounen, zesumme mam Logo vum Gesondheetsministère an dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung, vermëttelt:

- De Covid-19-PCR-Test determinéiert ob eng Persoun ustiechend ass.

("The Covid-19 PCR test determines whether a person is contagious.")

- …, den Test fënnt natierlech eraus, wat däi Gesondheetszoustand ass …

("…, the test will of course find out what your own health status is …")

- … - si wëssen net, datt si positiv an dowéinst ustiechend sinn.

("… - so they do not even know that they are positive and therefore contagious.")

- De PCR-Test verwennt en Ofstréch aus der Strass a molekularbiologesch Techniken, fir festzestellen, ob eng aktuell aktiv Sars-CoV-2-Infektioun virläit, …

("The PCR test uses a throat swab and molecular biological techniques to determine whether a current, active Sars-CoV-2 infection is present, …")

- Deen am Large-Scale-Testing genotzte PCR-Test huet eng Sensitivitéit vun 100 %, …

("The PCR test used in the Large Scale Testing has a sensitivity of 100 %, …")

- De Covid-19-PCR-Test seet dir, ob s du ustiechend fir anerer bass.

("The Covid-19 PCR test tells you if you are contagious to others.")

- Wéi positionéiert d'Regierung sech zu dësen eendeitege Behaaptungen, déi vu Research Luxembourg als Informatioune mat wëssenschaftlecher Grondlag vermëttelt ginn? Ënnerstëtzt d'Regierung dës Aussoen? Oder distanzéiert sech d'Regierung vun dësen Aussoen?

13. An enger Äntwert op eis Fro am Juni 2020 (N° 2425) huet d'Madamm Minister geäntwert: „D'Testmaterial gëtt bannent enger Woch zerstéiert, an et ass net virgesinn, fir weider Tester domat ze maache wéi déi, déi fir de PCR-Test erfuerderlech sinn." Huet sech zënterhier an deem Kontext eppes geännert? Ass ëmmer nach garantéiert, datt d'Testofstrécher bannent enger Woch zerstéiert ginn? An ass garantéiert, datt déi Testprouwen net zu aneren Zwecker kënne genotzt ginn oder ass dëst just „net virgesinn", wéi d'Madamm Minister jo geäntwert hat, esoudatt dëst eigentlech net kann ausgeschloss ginn?

14. Bei Tester vu medezinnesche Parameter, gi sougenannte „Ringtester" gemaach - als Deel vun engem externe Qualitéitssécherungsprogramm - woubäi e Referenzinstitut identesch Prouwen, déi op speziell medezinnesch Parameter analyséiert ginn, un ënnerschiddlech Laboe schéckt. Dës mussen hir Analysresultater dann an engem bestëmmten Delai zréckschécken. D'statistesch Auswäertung an d'Interpretatioun vun de Laboresultater erméiglecht de Laboen, d'Qualitéit vun hiren Analysen am Verglach zu anere Laboen ze beuerteelen. Fir akkreditéiert Laboen ass et eng Obligatioun un esou Ringtester deelzehuelen.

- Kann d'Madamm Minister eis soen, ob Lëtzebuerg am Kader vu Covid-19 un esou engem Ringtest deelgeholl huet? Wann nee, firwat net? Wa jo, wat war do d'Referenzinstitut a wat fir Laboen zu Lëtzebuerg hunn un deem Test deelgeholl? Hëlt Lëtzebuerg am Kader vu Covid-19 reegelméisseg u Ringtester deel? Geschitt dëst op europäeschem Niveau? Gëtt hei tëscht privatem a staatlechem Labo differenzéiert?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Als éischt sief gesot, datt de PCR-Test vu Fast Track Diagnostics (FTD), enger Firma, déi der däitscher Firma Siemens gehéiert, net déi eenzeg PCR-Tester sinn, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Bis dato huet den Direkter vun der Santé en Total vun eelef PCR-Tester vu verschiddene Firmen hei zu Lëtzebuerg autoriséiert.

Wat d'Feelerhaftegkeet vun de PCR-Tester betrëfft, ginn natierlech all Resultater vun de Laboratoiren iwwerpréift, esou wéi dat an den ISO-Norme virgeschriwwen ass. D'Direktioun vun der Santé kontrolléiert och all Dag d'Inzidenz vun de positiven Zuele bei all Laboratoire fir eventuell, onerkläerten Ënnerscheeder zwëschent de Laboratoiren ze hannerfroen. D'Direktioun vun der Santé mécht reegelméisseg Auditer bei de Laboratoiren, fir hir Aarbechtsweis ze iwwerpréiwen. Donieft geet d'Direktioun all Nofro vun Dokteren oder Patienten no, falls et do Onkloerheete gëtt.

Den Test vun FTD huet eng ganz héich Sensibilitéit a Spezifissitéit, wéi d'Firma selwer ugëtt, an déi och am Laboratoire a vum Luxembourg Institute of Health onofhängeg iwwerpréift ginn ass. D'Detailer vun dëser onofhängeger Evaluatioun sollten deemnächst an enger internationaler Fachzäitschrëft publizéiert ginn.

An den offiziellen Deklaratioune vun der Firma FTD steet:

„The results showed an overall diagnostic sensitivity of 100 % (95 % Confidence Interval: 91.78-100) and an overall diagnostic specificity of 100 % (95 % Confidence Interval: 93.84-100) for the detection of Sars-CoV-2 in both matrices using FTD Sars-CoV-2. (Source: FTD™ Sars-CoV-2, Fast Track Diagnostics 2020)"

An Amerika ass den Test vun FTD, wéi och all déi aner diagnostesch PCR-Tester fir Covid-19, ënner enger „Emergeny Use Authorization (EUA)" zougelooss ginn, wat eng méi schnell Prozedur ass, well de Besoin un esou engem Test am Ufank vun der Pandemie grouss war. Dat heescht awer och, dass de Produzent Date muss virleeën, déi beweisen, dass säin Test e Minimum u Spezifissitéit a Sensibilitéit opweise kann. Ass dat net ginn, kritt den Test och keng Zouloossung vun der Food and Drug Administration (FDA).

D'Zertifikatioun CLIA betrëfft amerikanesch Laboratoiren an ass net an Europa applikabel. Den Test gëtt hei zu Lëtzebuerg an agreéierte Laboratoiren ënnert ISO-Norme realiséiert. Dës Laboratoirë mussen natierlech Kompetenz an der Ausféierung vu molekularbiologeschen Tester hunn an noweise kënnen.

De Produzent vum FTD-Test huet sech un déi national an europäesch Bestëmmunge gehalen a säi Produkt mat dem CE-Label gekennzeechent, esou wéi dat virgeschriwwen ass. Fir dat ze maachen, huet hien den Test an der Europäescher Database EUDAMED enregistréiert doduerch, dass hien den 23. Abrëll 2020 laut dem Artikel 8 vum Règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2001 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro een Numéro d'enregistrement national et européen, no Iwwerpréifung vun der Konformitéit, vun der Direktioun vun der Santé kritt huet.

Wat d'Feelerquot vun der éischter Phas vum Large-Scale-Testing (LST) betrëfft, muss ee soen, dass bei engem molekularbiologeschen Test, wéi bei all Laboratoirestest, et an der praktescher Applikatioun keng 100%eg Sécherheet gëtt, och wann ee ganz no dobäi läit. Bei all Analys an engem Laboratoire, dee certifiéiert ass, gi positiv an negativ Kontrollechantillone mat getest fir ze iwwerpréiwen, dass de PCR-Test selwer korrekt ausgefouert gouf. D'Resultater gi vun engem Biologist iwwerpréift, dee sech déi Wäerter genau ugekuckt huet, ier en d'Resultat validéiert. Bei Fäll wou een op der Grenz vun der Erkennung (schwaach positiv) ass, gëtt dann een zweeten Test op engem neien Echantillon gefrot, fir d'Situatioun vun esou Patienten ze klären. E schwaach positiivt Resultat fënnt een zum Beispill bei Persoune ganz am Ufank oder um Enn vun enger Infektioun.

PCR-Tester sinn eng indirekt Method, fir Virus nozeweisen a kënne schonns geréng Menge vu viralem Ierfmaterial detektéieren. Dat heescht net onbedéngt, dass de Patient nach infektiöse Virus produzéiert oder klinesch krank ass. D'PCR ass net do fir enger Persoun ze soen, dass si krank ass, mee fir ze identifizéieren, ob een an deem Moment mam Virus infizéiert ass. Beim Sars-CoV-2 ass et esou, dass eng ganz Rei vu Leit keng oder quasi keng Symptomer hunn, mee déi Leit kënnen awer nach Leit ustiechen. Dëst mécht et esou schwéier, fir dës Pandemie ënner Kontroll ze kréien an ze behalen.

Lëtzebuerg huet sech mam LST a mat de breeden diagnosteschen Tester (z. B. all Patient mat liichte Symptomer soll mat enger Ordonnance vum Dokter getest ginn) eng Teststrategie ginn, déi et eis besser wéi anere Länner erméiglecht, fir d'Propagatioun vum Virus ze ënnerbriechen. Dat huet eis déi lescht Méint gehollef, fir d'Zuele vun den Nei-Infektioune méi stabill ze halen.

E positiven Test bei enger asymptomatescher Persoun heescht, dass een Infektiounsketten hei ënnerbrach huet, wann déi Persoun an den Isolement geet. Dat wier net geschitt, wann ee keen LST géif maachen, well dës Persoun jo ni op d'Iddi komm wier, dass si infektiös wier. Wann een dat elo op déi dausende Leit héichrechent, déi am LST schonn identifizéiert gi sinn, heescht dat, dass mir domat de Virus besser ënner Kontroll hale konnten.

Duerch den LST ginn net nëmmen Infektiounskette gebrach, mee et ass och méiglech preventiv vill ze bewierken, wéi zum Beispill an Altersheimer. Zudeem erméiglecht et eng ganz gutt Vue op d'Entwécklung vum Virus an der Populatioun. Esou huet déi zweet Well schonns fréi am Summer konnten erkannt ginn.

Laut Aussoe vun de meeschten Experten, bleift de PCR-Test de „golden standard" fir d'Detektioun vu viralen Infekter wéi de Sars-CoV-2. Dëst ass déi beschte Method fir fiabel ze identifizéieren, ob eng Persoun infizéiert ass oder net. Ouni dës Detektioun ass kee Contacttracing an domat och keng direkt Kontroll vun der Pandemie méiglech.

De PCR-Test ass, obwuel et eng indirekt Method ass, eng fiabel Method, fir de Virus nozeweisen. Den Test erkennt awer net, ob ee krank ass a Symptomer opweist, dofir ass nach ëmmer d'Consultatioun beim Dokter wichteg.

Den Test weist effektiv kee „liewege" Virus no. D'Iddi vum „liewege" Virus ass souwisou net wëssenschaftlech korrekt, de Virolog schwätzt méi korrekt vun engem infektiöse Virus. Infektiöse Virus am Laboratoire nozeweisen, ass technesch komplizéiert, deier, lues an dofir net a grousse Serië vun Tester ze maachen.

De CDC an Amerika weist zu Recht op d'Limitte vun den Tester hin, an all Responsabele vun engem Laboratoire an all Dokter ass sech dëse Limitte bewosst. Säit e puer Méint ginn et och Multiplex-PCR-Tester, déi bis zu 15 verschidde Krankheete mateneen teste kënnen. Dëst hëlleft a komplizéierte Situatiounen, déi diagnostesch Onsécherheet ze reduzéieren.

Den Ct-Wäert ass eng indirekt Indikatioun, wéi vill Ierfmaterial an enger Prouf fonnt ginn ass. D'Quantitéit vum Virus an enger Prouf hänkt effektiv vun der Infektioun of, mee och vun der Qualitéit vum Prelèvement. Jidder Produzent vu PCR-Tester gëtt am „mode d'emploi" vum Test un, wéi vill PCR-Zyklen ee fuere soll a wat d'Resultat dann ausseet. De Laboratoire ass duerch d'ISO-Norm gehalen, de „mode d'emploi" vum Produzent ze respektéieren. Baséiert op enger grousser Evaluatioun vun der „Société française de microbiologie" gëtt allgemeng akzeptéiert, dass Wäerter iwwer 34 als schwaach positiv anzeschätze sinn, an am Beschten op engem neien Echantillon sollte kontrolléiert ginn. D'Direktioun vun der Santé, esou wéi all Dokter, deen en Test gefrot huet, kann op Nofro bei de Laboratoiren d'Detailer vun all Test kréien a soumat och d'Ct-Valeuren an d'Interpretatioun vun der klinescher Bedeitung vum Test afléisse loossen.

Et ginn awer och Sars-CoV-2-PCR-Tester déi anescht funktionéieren a keen Ct-Wäert produzéieren, well si op enger anerer technologescher Léisung baséieren, fir d'Resultat ze quantifizéieren.

Kloer tëschent symptomateschen an asymptomatesche Leit ze ënnerscheeden ass oft schwéier, well d'Leit heiansdo nëmmen atypesch a wéineg Symptomer hunn, a sech dat och iwwert d'Zäit vun de puer Deeg vun Infektioun ännere kann. Et misst een also quasi all positiv geteste Persoun reegelméisseg no Symptomer offroen, an dat iwwer eng gewëssen Zäitdauer. Am Allgemengen, fir d'Besoine vun der Statistik, gi mir dovun aus, dass d'Leit, déi een Test maache mat enger Ordonnance vun hirem Dokter, éischter Symptomer hunn (soss wäre si net bei hiren Dokter gaangen), an d'Leit, déi sech am LST teste loossen, éischter keng Symptomer hunn. Mir sinn eis natierlech bewosst, dass dëst nëmmen eng Approximatioun ass, déi fir statistesch Zwecker ka benotzt ginn.

Research Luxembourg ass eng onofhängeg Taskforce déi Fuerschung mécht a Recommandatiounen aus wëssenschaftlecher Siicht zesummendréit an der Regierung zur Verfügung stellt. D'Regierung kann dës Informatioune benotzen, fir hir Politik ze orientéieren. D'Regierung kommentéiert a kontrolléiert awer net d'Aussoe vun de Wëssenschaftler, déi fräi sinn hir Meenung ze äusseren (liberté académique).

D'Testmaterial vun den negativen Analyse gëtt ëmmer bannent enger Woch zerstéiert. D'Testmaterial vun de positiven Analyse kann eventuell méi laang gehale ginn, an de Limitte vum legale Kader, fir a bestëmmte Fäll Resultater iwwerpréiwen ze kënnen. D'Material kann net fir eng Finalitéit benotzt ginn, déi net vum Gesetz erlaabt wär.

All Lëtzebuerger Laboratoire, dee Covid-19-PCR-Tester mécht, huet, esou wéi et vun der Weltgesondheetsorganisatioun virgesinn ass, un enger externer Qualitéitskontroll deelgeholl an huet déi éischt Tester, déi gemaach goufe vun engem externe Laboratoire, entweeder an Däitschland oder an Holland iwwerpréiwe gelooss. Souwuel déi privat wéi déi ëffentlech Laboratoirë wäerten och an Zukunft un externe Qualitéitskontrollen deelhuelen, wéi si dat iwwregens fir all hir Analyse maachen.

Question urgente 3221 (30.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Wéi d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung an hirer Äntwert op déi drénglech parlamentaresch Fro mat der Nummer 3210 nach emol betount, ass aus hirer Siicht d'Juegd eng „activité récréative". Och wann, wéi si selwer seet, d'Juegdgesetz vum 25. Mee 2011 am Artikel 2 seet: « L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général. » Si verweist an hirer Äntwert och op de Kommentar vum genannten Artikel am Gesetz.

5 (Centers for Disease Control and Prevention: CDC 2019-Novel Coronavirus [2019-nCoV] Real-Time RT-PCR Diagnostic Panel, For Emergency Use Only; Instructions for Use; Catalog # 2019-nCoVEUA-01 1000 reactions; For In-vitro Diagnostic [IVD] Use; Effective: 07/13/2020)

D'Lëtzebuerger Jeeërfederatioun FSHCL bedauert hirersäits an engem Communiqué vum 28. November 2020, datt d'Madamm Minister un hirer „fixer Iddi" vum Verbuet vun der Klappjuegd bis de 15. Dezember festhält.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. No wéi engen objektive Krittären definéiert d'Regierung d'Fräizäitaktivitéiten no Artikel 3sexies vum modifizéierte Covidgesetz? Wat gehéiert der Regierung no zu de Fräizäitaktivitéiten? Ass eng entspriechend Oplëschtung disponibel?

2. Laut Artikel 2 vum Juegdgesetz vun 2011 verfollegt d'Juegd en „intérêt général" an dëst am Géigesaz zu engem „intérêt particulier". Op wéi enger Basis huet d'Madamm Minister fir Ëmwelt trotzdeem decidéiert, datt d'Juegd eng Fräizäitaktivitéit wär? Deelt d'Madamm Gesondheetsministesch dës Vue?

3. Laut Artikel 1 vum modifizéierte Covidgesetz vum 17. Juli ass e „rassemblement" eng „réunion de personnes dans un même lieu sur la voie publique, dans un lieu accessible au public ou dans un lieu privé". No wéi enge Krittären definéiert d'Regierung d'Aktivitéiten, déi ënnert déi allgemeng Bestëmmunge vun de Rassemblementer falen?

4. Wéinst wéi engen objektive Grënn kann déi bestoend Reegel vun de Rassemblementer net fir d'Klappjuegd am Sënn vum Artikel 4 (3) vum modifizéierte Covidgesetz vum 17. Juli mat also enger Maskeflicht bei Rassemblementer tëschent véier an zéng Leit mat zousätzlech enger physescher Distanz vun zwee Meter ugewannt ginn?

5. Laut eisen Informatiounen huet d'Jeeërfederatioun der Regierung e Konzept op Basis vu Modeller aus dem Ausland ënnerbreet, fir kënne Klappjuegten ënner Berécksiichtegung vun de sanitäre Sécherheetsvirschréften duerchzefëieren an esou hirer Missioun, wéi se am Juegdgesetz vum 25. Mee 2011 definéiert ass, kënne gerecht ze ginn. Stëmmt dës Informatioun a firwat ass d'Regierung net op dës Propositioun vun der Jeeërfederatioun agaangen?

6. D'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung seet weider an där uewen zitéierter Äntwert op déi drénglech parlamentaresch Fro N° 3210, datt, obwuel si d'Klappjuegte verbitt, d'Jeeër misste fir de Wëldschued no Artikel 36 vum Juegdgesetz opkommen. Den Artikel 44 vum Juegdgesetz gesäit awer vir, datt wann d'Juegd iwwer eng reglementaresch Dispositioun no Artikel 7 (3) vum Juegdgesetz („pour des raisons d'intérêt général") verbueden oder ageschränkt ass, datt dann de Staat fir dee ganze Schued opkënnt, deen d'Resultat vun esou engem Verbuet oder vun esou enger Limitatioun ass. Firwat applizéiert d'Regierung dësen Artikel net och an dësem Fall?

Réponse commune (01.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Eng Fräizäitaktivitéit ass, wéi den Numm et seet, eng Aktivitéit, déi an der Fräizäit ausgeüübt ka ginn. Dëst als Géigendeel zu berufflechen Aktivitéiten, zu deenen hei am Land weeder d'Juegd nach d'Fëscherei zielen.

Mir sinn der Meenung, dass de Begréff deemno kloer ass. Doriwwer eraus, riskéiert eng Oplëschtung ni ganz komplett ze sinn, esou dass se am Endeffekt just fir Verwirrung suergt.

Et ass nach ervirzehiewen, dass et zu Lëtzebuerg keng professionell Juegd gëtt.

ad 2. Den Artikel 2 vum Juegdgesetz gesäit net vir, dass d'Juegd en „intérêt général" verfollegt, mee dass se, wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3210 preziséiert, nëmmen da kann ausgeüübt ginn, wa se am „intérêt général" ausgefouert gëtt. Dëst ass e fundamentalen Ënnerscheed.

ad 3. D'Moossnamen, déi d'Regierung geholl huet, hunn als Zil déi sozial Kontakter ze reduzéieren, fir d'Verbreedung vum Virus Sars-CoV-2 ze limitéieren. Dofir sinn allgemeng Reegele fir d'Rassemblementer vu Leit geholl ginn. Dat sinn d'Bestëmmunge vum Artikel 4 vum Gesetz. Dës Bestëmmunge viséieren d'Rassemblementer vu Leit, net spezifesch Aktivitéiten.

Wat d'Fräizäitaktivitéiten ugeet, déi si spezifesch gereegelt. Den Artikel 3sexies applizéiert sech hei. D'Zil ass dat selwecht wéi fir déi generell Bestëmmungen. Et gëllt, d'Verbreedung vum Virus Sars-CoV-2 ze ënnerbannen, andeems ee kuckt, dass net vill Leit zesummen enger Fräizäitaktivitéit noginn. Am Allgemenge gëllt iwwregens d'Recommandatioun, seng Kontakter ze limitéieren an och eebe seng Fräizäit deementspriechend ze gestalten.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 1 gesot, gëtt et keng professionell Juegd zu Lëtzebuerg. D'Juegd fält also ënnert déi speziell Bestëmmunge vum Artikel 3sexies. D'Bestëmmunge vum Artikel 4 (3) gëlle fir Rassemblementer, net fir spezifesch Aktivitéiten. Sport- a Fräizäitaktivitéiten ënnerleie spezifesche Reegelen, well et grad bei deenen Aktivitéite schwéier ass d'„gestes barrières" anzehalen.

ad 5. D'Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Luxembourg huet de 25. November 2020 e Bréif un den Direkter vun der Santé geschéckt, an deem d'Virgoensweis fir Klappjuegten detailléiert ginn ass, déi awer net am Kader vun enger Fräizäitaktivitéit méiglech ass. Deemno huet weeder den Ëmweltministère nach d'Naturverwaltung vun der Jeeërfederatioun e sanitäert Konzept virgeluecht kritt.

ad 6. Den Artikel 36 vum Juegdgesetz beschreift déi allgemeng Reegel vun der Responsabilitéit vum Juegdpiechter:

« […] Dès l'approbation du contrat de location, la chasse est louée aux risques et périls du locataire. Ce dernier ne pourra présenter aucune réclamation ni faire valoir aucun droit vis-à-vis du syndicat tendant à obtenir une réduction du loyer ou une allocation de dommages et intérêts pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse, alors même que ces entraves ou empêchements sont dus à des cas fortuits. »

Den Artikel 44, 3. Abschnitt gesäit vir, dass wann opgrond vun engem groussherzogleche Reglement en allgemengt Verbuet vun der Juegd ausgesprach gëtt, de Staat de Schued muss iwwerhuelen, wann de Schued duerch dëst Verbuet entstanen ass.

D´Verbuet vun der Klappjuegd duerch dat modifizéiert Covidgesetz vum 17. Juli 2020, an net duerch e groussherzoglecht Reglement, erfëllt deemno d´Konditioune vum Artikel 44 net. Et bleift nach ze soen, dass d'Pirsch- an d'Usëtzjuegd weiderhin erlaabt sinn.

Question urgente 3230 (01.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**organisation des classes BTS :**

Et héiert een, datt d'BTS-Klassen am ongewësse sinn, wat d'Coronamoossnamen ugeet. Et gëtt anscheinend Lycéeën, déi sech fir d'Sécherheetsmoossnamen an d'Organisatioun vun de BTS-Klassen net zoustänneg spieren. Déi BTS-Klasse ginn op Impuls vun der Wirtschaft, an Zesummenaarbecht mam Héichschoulministère a Lycéeë vum Sekundarunterrecht organiséiert.

Duerfir wëll ech dem Här Schoulminister dës Fro stellen:

- Ass de Lycée, an deem eng BTS-Klass um Programm steet, responsabel fir d'Organisatioun vun dëser Klass a fir d'Ëmsetze vun de Sécherheetsmoossnamen, déi am Fall vun engem sanitären Noutfall vun der Regierung decidéiert ginn?

Réponse (02.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Brevet de technicien supérieur (BTS) ass wuel en Héichschouldiplom, deen en „enseignement supérieur de type court" sanctionéiert, esou wéi et am Héichschoulgesetz virgesinn ass (loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur).

Am Artikel 4 vun deem selwechte Gesetz gëtt awer och ausdrécklech preziséiert: « Le brevet de technicien supérieur est préparé [...] dans les lycées d'enseignement secondaire et les lycées d'enseignement secondaire technique, publics ou privés reconnus par l'État [...]. »

Et ass deemno schwéier virstellbar, datt Lycéeën - déi d'Initiativ huelen, fir eng Akkreditatiounsprozedur anzeleeden - sech „anscheinend" net solle fir d'Sécherheetsmoossnamen an esouguer fir d'Organisatioun vun de BTS-Klassen zoustänneg spieren, esou wéi den honorabelen Deputéierten et wëllt „héieren" hunn.

D'Sécherheetsmoossname bezéie sech op ganz Schoulgebaier an net selektiv op eenzel Klassen oder Formatiounen. Dat wëssen d'Lycéeën an deementspriechend setze si déi sanitär Reegelen ëm. Sollt den honorabelen Deputéierte mir awer konkreet Beispiller nenne kënnen, wou dat net geschitt, sinn ech gäre bereet meng Servicer ze chargéieren, där Saach op de Grond ze goen.

Question urgente 3236 (02.12.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation d'un médecin irano-suédois condamné à mort en Iran :**

En iranesch-schweedeschen Dokter a Wëssenschaftler, den Dr. Ahmadreza Djalali, hätt den 1. Dezember sollen am Iran, wéinst Spionage oder „Verduerwenheet" (d'Quelle ginn auserneen) higeriicht ginn. Anscheinend ass dat, laut Amnesty International (AI), nach net geschitt.

Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Wat ass déi aktuell Situatioun vum iranesch-schweedesche Wëssenschaftler? Wat genee sinn d'Faiten, déi zu senger Veruerteelung gefouert hunn? Sollt seng Hiriichtung net ausgefouert gi sinn (wéi AI mellt), riskéiert hien nach ëmmer d'Doudesstrof?

2. Wat huet den Här Minister ënnerholl, fir deem Mann seng Situatioun ze erliichteren an, wann hien no eiser Rechtsopfaassung kee Verbrieche begaangen huet, seng Fräiheet erëmzeginn? Wann hien dat nach net gemaach huet, ass den Här Minister bereet fir ze intervenéieren an dem Mann a senger Famill eventuell Asyl zu Lëtzebuerg ze ginn, wann hien an den Iran mat esou enger Léisung d'accord wären?

3. Wat ass d'Roll vu Schweden an deem Kontext? Wat huet d'EU ënnerholl, fir e Mann mat schweedeschen Originnen aus dem iranesche Prisong ze huelen?

4. Wéi steet den Här Bausseminister zu Länner mat engem Rechtssystem, dat net op weltlecht mee op reliéist Recht opgebaut ass? Wéi dréckt dat sech an de Relatioune mat esou Länner aus?

5. Sinn dëst Punkten, déi an eventuell zukünfteg Verhandlunge mam Iran mat dem nächsten US-President afléissen an déi wirtschaftlech Sanktioune fir sech eleng scho géife rechtfäerdegen?

Réponse (03.12.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Den Dr. Ahmadreza Djalali, deen déi schweedesch an iranesch Nationalitéit huet, sëtzt aktuell am Iran am Prisong, wou hien d'Doudesstrof riskéiert. Eisen Informatiounen no sollt hie gëschter an de Rajai-Shah-Prisong verluecht ginn, wou d'Hiriichtung sollt stattfannen. Dëst gouf awer a leschter Minutt ofgesot, soudass hie sech momentan weider am Prisong vun Evin zu Teheran befënnt. D'Gefor vu senger Hiriichtung ass allerdéngs weiderhin akut.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech konsequent a fir d'Fräiloossung vun all de politesche Gefaangenen am Iran, an notamment vun de Leit mat duebeler Nationalitéit. Esou huet déi drëtt Kommissioun vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen - d'Kommissioun, déi sech ëm Mënscherechts- a sozial Froe këmmert - ënner Lëtzebuerger Presidence de 14. November 2019 eng Resolutioun adoptéiert, an där den Iran exhortéiert gëtt, « à mettre fin au recours généralisé et systématique aux arrestations et à la détention arbitraire, notamment contre des personnes ayant une double nationalité ou des ressortissants étrangers, à libérer les personnes détenues arbitrairement et à faire respecter, en droit et dans la pratique, les garanties de procédure permettant d'assurer un procès équitable […] ». Dës Resolutioun gouf den 18. Dezember 2019 ënnert der Referenz 74/167 vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen adoptéiert. Och dëst Joer huet Lëtzebuerg erëm fir dës Resolutioun iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter am Iran gestëmmt, an där d'Land ausserdeem opgefuerdert gëtt, e Moratoire op d'Doudesstrof ze setzen.

ad 3. Déi schweedesch Ausseministesch Ann Linde huet de 24. November 2020 annoncéiert, dass si mam iraneschen Ausseminister Javad Zarif iwwert de Fall vum Dr. Djalali geschwat huet. Si huet ënnerstrach, dass Schweden alles drusetzt, fir dass d'Doudesstrof géint den Dr. Djalali net ausgefouert gëtt. Och den Aussepoliteschen Déngscht vun der EU engagéiert sech géint d'arbiträr Verhaftung vu Leit mat duebeler Nationalitéit am Iran, wéi den Héije Vertrieder vun der Unioun fir Aussen- a Sécherheetspolitik a Vizepresident vun der Kommissioun, Josep Borrell, de 7. Oktober 2020 beim Debat am Europaparlament iwwert d'Situatioun am Iran nach emol confirméiert huet.

ad 4. Lëtzebuerg setzt sech konsequent fir de Respekt vun de Mënscherechter an, esouwuel a weltleche wéi a reliéise Staaten.

ad 5. D'Situatioun vun de Mënscherechter ass sécherlech ee wichtegen Aspekt, deen d'Relatioun tëscht dem Iran an den USA, respektiv der EU, beaflosst. Op EU-Niveau ginn et zanter 2011 cibléiert Sanktioune géint déi Responsabel vu schwéiere Mënscherechtsverletzungen am Iran. Wat d'wirtschaftlech Sanktioune betrëfft, ass ze bedenken, dass een doduerch déi ganz iranesch Bevëlkerung bestrooft fir d'Verbrieche vun enger klenger Minoritéit. Ausserdeem riskéiert een esou, d'Roll vun de sougenannten „Hardliner" am Iran ze stäerken.

Question urgente 3273 (10.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **capacités des hôpitaux :**

Mengen Informatiounen no goufen elo am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) all geplangten Operatiounen ofgesot. D'Leit musse waarde bis si akut Symptomer hu wéi Féiwer oder Infektiounen an da gi si iwwert d'Urgence en charge geholl. Sollt an deem Moment nach eng Covidinfektioun derbäikommen, gëtt de Risiko vun engem schwéiere Krankheetsverlaf méi grouss.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wéi ass d'Situatioun an den anere Spideeler am Land?

3. Wéi vill Retarde bei Operatioune ginn et säit Mäerz an eise Spideeler? Wéi vill Operatioune goufen an Tëschenzäit nogeholl a wéi vill stinn der nach aus?

4. Firwat ginn dës Operatiounen elo ofgesot? Ass dat op e Bettemangel an de Spideeler zréckzeféieren oder op eng Penurie vu Personal?

5. Wéi vill Personal aus de Spideeler ass am Moment selwer krank a wéi vill Ausfäll gëtt et dowéinst? Ass gewosst wou si sech infizéiert hunn, am Privaten oder op der Aarbecht?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Groupe de travail „hospitalier" vun der Cellule de crise ass dagdeeglech am Kontakt mat den Direktioune vun de jeeweilege Spideeler. An deem Kader sinn ech och informéiert ginn, dass de CHdN vun haut un aus temporäre Mesurë seng chirurgesch Aktivitéit géif fir e puer Wochen (bis Ufank vum Joer 2021 am Prinzip) op déi urgent an net deprogrammabel Chirurgie konzentréieren, fir justement dat néidegt Fleegepersonal zur Verfügung ze hunn notamment an de Soins intensifs, mee awer och, fir engem Deel vun dem Fleegepersonal et ze erméigleche sech ze erhuelen no Wochen intensiver Aarbeschtslaascht.

Dës Mesure ass zwëschent der Direktioun an dem Conseil médical vum CHdN ofgeschwat an ass wéi gesot eng temporär Mesure.

Allgemeng befannen d'Spideeler sech an der Phas 4 vum Plan de montée en charge, deen eng Deprogrammatioun vun Aktivitéite mat sech brengt, déi souwuel op intern wéi extern Grënn zréckzeféieren ass.

D'Entscheedung, ob eng Operatioun stattfënnt oder verréckelt gëtt, gëtt vum Dokter, no Récksprooch mam Patient, geholl an et leien de Spideeler dofir keng detailléiert systematesch Donnéeën dozou vir. Et ass awer gewosst, dass et eng Diminutioun vun der chirurgescher Aktivitéit gëtt, déi zwësche 14,5 % a 50 % läit, wann een d'Woch vum 2. bis 8. Dezember 2019 mat der Woch vum 30. November bis 6. Dezember 2020 vergläicht.

Déi intern Grënn fir eng Deprogrammatioun vun der chirurgescher Aktivitéit kënne villfälteg sinn: e Manktem vu qualifizéiertem Personal (Krankheet, Isolement, Quarantän), eng Restrukturatioun a Reaffektatioun vun den Unités de soins, vun den Aktivitéiten a vum Personal wann eng klassesch Unitéit an eng Covidunitéit verwandelt gëtt, eng „sanctuarisation" vun engem Spidolsite deen ee covidfräi hale wëllt.

Déi extern Grënn fir eng Deprogrammatioun sinn ënner anerem, dass an de Waardezëmmeren an an de Salles d'examen Distanciatioun a generell am Spidol déi vun der Pandemie gefuerdert méi streng Hygiënesreegele musse respektéiert ginn (Desinfizéiere vun de Raim, den Ekipementer etc.). Et muss och bemierkt ginn, dass eng Rëtsch Patienten aus diverse Grënn (Angschtgefill, well si a Quarantän sinn etc.) selwer hir Operatioun ofsoen.

Op den 8. Dezember 2020 hu 586 Persoune vum ganze Personal (Dokteren, Professionnels de santé an anert Personal) am Spidolswiese gefeelt aus diverse Grënn (Krankheet, Quarantän, Isolement, Dispense de travail opgrond vun enger Schwangerschaft, Congé pour raisons familiales, Dispenses de travail pour personnes vulnérables).

Wéi aus de Wocheretrospektive vun de leschte Méint ervirgeet, ass et mëttlerweil an de meeschte Fäll schwéier genau nozevollzéien, wéi a wou d'Leit sech ugestach hunn. Dëst gëllt och fir d'Personal aus dem Spidolswiesen, dëst ëmsou méi wéi d'Datebank et net erlaabt en Ënnerscheed ze maachen tëscht

Personal wat am Spidol schafft a Personal wat am Secteur extrahospitalier schafft.

Question ugente 3286 (11.12.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **mise à disposition aux services d'éducation et d'accueil de détecteurs de CO_2 :**

An der Chamberssëtzung vum 10. Dezember 2020 huet den Educatiounsminister annoncéiert, d'Grondschoulen, d'Lycéeën an d'Kompetenzzentren ab Januar mat engen 12.000 CO_2-Detekteren ze ekipéieren. Esou kann d'Personal einfach feststellen, wéini gelëft muss ginn. Mat där Moossnam soll d'Iwwerdroe vum Covid-19 an eise Strukture besser kënne verhënnert ginn.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Sinn esou Apparater och an de Services d'éducation et d'accueil (SEA) virgesinn? Wann nee, firwat soll d'Loftqualitéit hei net gepréift kënne ginn?

- Wéi vill Detektere géifen an eise Crèchen, Maison-relaisen an änleche Strukture gebraucht ginn?

Réponse (15.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi déi honorabel Deputéiert wëssen, ass de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend fir de ganze Bildungsberäich zoustänneg, deemno och fir déi nonformal Bildung. Et ass deemno selbstverständlech, datt d'Maisons relais an déi konventionéiert Strukturen (SEA) och wäerte vun esou Apparater, fir d'Loftqualitéit ze moossen, profitéiere kënnen.

Wéi déi honorabel Deputéiert och wëssen, ënnerläit den nonformale Bildungsberäich engem anere Fonctionnement wéi déi formal Bildung an deemno ass de Finanzement vun dësen Aktivitéiten och anescht organiséiert.

Am Géigesaz zu der Schoul, wou d'Aktivitéit dem Staat selwer ënnersteet, leeft d'Aktivitéit am nonformale Bildungsberäich ënnert der Responsabilitéit vun engem externe Bedreiwer. D'Fraise vun den Apparater, fir d'Loftqualitéit am nonformale Bildungsberäich ze moossen, ginn iwwert d'Konventioun mam Staat ofgedeckt. Eng Kommunikatioun dozou geet nach dës Woch eraus.

Laut enger graffer Aschätzung bräicht een eng 12.000 Detektere fir all Raum, deen de Kanner am SEA (Crèche, Maison relais, Foyer scolaire etc.) zur Verfügung steet, kënnen ofzedecken.

Question urgente 3292 (11.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **commande du médicament Remdesivir :**

Ewéi de Gesondheetsministère géintiwwer der Onlinezeitung „Reporter" bestätegt huet, huet Lëtzebuerg e Vertrag mam US-Pharmakonzern Gilead ofgeschloss, fir eng bestëmmten Unzuel un Dose Remdesivir ze bestellen, e Medikament, dat géint Covid-19 hëllefe sollt. Dem „Reporter" no soll eng Dosis vun deem Medikament 1.900 Euro kaschten.

Opgrond vun enger grouss ugeluechter Studie duerch d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO), mam Numm „Solidarity", hat d'WHO offiziell vum Gebrauch vu Remdesivir géint Covid-19 ofgeroden, wat sech och bis haut nach net geännert huet. Laut der WHO hätt sech erausgestallt, datt Remdesivir de Verlaf vun der Krankheet oder d'Iwwerliewenschancen net verbessere géif. An deem Zesummenhang sief och gesot, datt esouwuel de Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) ewéi och d'Hôpitaux Robert Schumann (HRS) un der Discovery-Studie deelhuelen, bei där och d'Medikament Remdesivir Géigestand vun der Studie ass, an där hir Tëscheresultater an déi virdu genannte grouss ugeluechte Studie vun der WHO agefloss sinn.

Och an engem Artikel vum „Tageblatt" konnt een den 10. Dezember 2020 liesen, datt d'Regierung dat Medikament bei zwou Geleeënheete bestallt huet. Opgrond vun enger Klausel am Vertrag mam amerikaneschen Hiersteller Gilead, dierft d'Regierung d'Unzuel vun den Dosen, déi Lëtzebuerg kaf huet, awer net ëffentlech maachen. Aner Staaten dogéint géifen awer kee Geheimnis aus dëser Informatioun maachen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi vill Dose Remdesivir huet Lëtzebuerg bestallt an zu wat fir engem Gesamtpräis?

2. Stëmmt et, datt esou eng Vertragsklausel besteet, déi der Regierung verbitt, d'Unzuel vun de gekaaften Dose matzedeelen? Wa jo, wat ass de Grond, datt esou eng Klausel opgesat ginn ass? Erlaabt dës Klausel der Regierung, déi betreffend Informatioun un d'Chamber ze ginn? Wann nee, wéi ass dëst ze rechtfäerdegen, wou d'Chamber jo d'Recht huet, d'Regierung ze kontrolléieren?

3. War der Regierung dee Moment, wou si Remdesivir bestallt huet, bekannt, datt d'WHO vum Gebrauch vun deem Medikament ofréit? Wa jo, firwat huet d'Regierung dëst Medikament trotzdeem bestallt? Wann nee, wéi gedenkt d'Regierung, elo op d'Recommandatioune vun der WHO ze reagéieren?

4. Duerch d'Deelhuelen un der Discovery-Studie konnten de Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) ewéi och d'Hôpitaux Robert Schumann (HRS) schonn éischt Erfarungen a Kenntnesser iwwert d'Wierksamkeet oder d'Onwierksamkeet vun deem Medikament sammelen. Stoung d'Regierung an dësem Kontext am Kontakt mat de Spideeler CHL an HRS, fir éischt Erfarungen a Constate betreffend d'Notzen an d'Wierksamkeet vu Remdesivir gewuer ze ginn? Wann nee, firwat net?

5. Wat fir Krittären applizéiert d'Regierung, fir eng Decisioun mat wëssenschaftlecher Grondlag ze huelen, wann et kontradiktoresch Aussoe vun unerkannten Autoritéiten am Medezinnberäich wéi der WHO an dem Robert Koch-Institut (RKI) gëtt, wéi et zum Beispill och am konkreete Fall vum Medikament Remdesivir zoutrëfft?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Medikament Remdesivir ass vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) am Juli 2020 fir d'Behandlung vu Covid-19-Erkrankunge vun Erwuessener a Kanner vun 12 Joer un, autoriséiert ginn ënnert dem kommerzielle Numm Veklury, an op Basis vun der klinescher Etüd NIAID-ACTT-1.

Déi provisoresch Resultater vun der Etüd Solidarity goufen de 15. Oktober 2020 presentéiert an hunn d'Effikassitéit vum Medikament a Fro gestallt. Doropshin huet d'Weltgesondheetsbehörde (OMS) eng Analys vu véier groussen Etüde gemaach (y compris NIAID-ACTT-1 a Solidarity) an huet den 20. November 2020 eng conditionnell Empfeelung erausgi géint d'Benotzung vun Remdesivir. Et ass wichteg ze verstoen, dass an der Terminologie vun der OMS eng conditionnell Empfeelung ass, wou den Expertegrupp vun der OMS mengt, dass déi desirabel Effekter der Recommandatioun nozekomme warscheinlech méi grouss si wéi déi net desirabel Effekter, ouni dass sech d'Experten awer doriwwer sécher sinn.

D'EMA huet entre-temps och de kompletten Datesaz vun der Etüd Solidarity bei der OMS a bei Gilead ugefrot an huet dono den 10. Dezember 2020 en Avis favorable ginn, fir d'Weiderféiere vun der „autorisation de mise sur le marché" mat enger klenger Prezisioun an der Indikatioun, fir d'Medikament ze verschreiwen.

Zu Lëtzebuerg war dëst Medikament relativ fréi disponibel a gouf eng éischte Kéier iwwert d'Apdikt vun engem Spidol bestallt. Domat hat d'Lëtzebuerger Regierung näischt direkt ze dinn.

Lëtzebuerg huet effektiv och dëst Medikament eemol iwwert de sougenannte Mechanismus vum „joint procurement" vun Europa bestallt. Lëtzebuerg huet dobäi e „confidentiality agreement" mat Gilead ënnerschriwwen, dat eis am Prinzip net erlaabt Informatiounen iwwert dësen Akafskontrakt public ze maachen. Op Nofro vun der Direktioun vun der Santé huet Gilead awer de 14. Dezember dës Clause de confidentialité opgehuewen, fir kënnen op d'parlamentaresch Fro ze äntwerten.

D'Europäesch Kommissioun huet de 7. Oktober 2020 den Akafskontrakt mat Gilead ënnerschriwwen, also ier déi provisoresch Resultater vu Solidarity public waren, a laang ier d'OMS hir conditionnell Recommandatioun gemaach huet.

Lëtzebuerg huet 115 Dosen Remdesivir bestallt zu 345 Euro pro Dosis (dat heescht en Total vun 39.675 Euro), bis elo goufen 79 Dose geliwwert.

Betreffend d'Etüd Discovery, déi och zu Lëtzebuerg gelaf ass, muss ee preziséieren, dass et sech hei ëm eng Etüd en „double blinde" gehandelt huet, woubäi weeder den Dokter nach de Patient weess, wat fir e Medikament de Patient am Kader vun der Etüd kritt (et goufe véier Optiounen an dëser Etüd). Fir Aussoen iwwert d'Wierksamkeet ze maachen, muss ee waarde bis d'Etüd ofgeschloss an ausgewäert ass.

Als Member vun der Europäescher Unioun baséiert d'Regierung sech natierlech op den Avis vun der offizieller Europäescher Instanz déi do kompetent ass, an dësem Fall d'EMA.

Question urgente 3294 (14.12.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**eau potable :**

De regionalen Drénkwaassersyndikat SIDERE huet den 11. Dezember géint 19.00 Auer an engem Communiqué matgedeelt, dass d´Biergerinnen a Bierger aus verschiddenen Dierfer aus insgesamt aacht Ost-Gemenge keen Drénkwaasser méi sollte consomméieren. Freides sinn, laut mengen Informatiounen, éischt Prouwe geholl ginn an dozou sinn och nach komplementar Prouwe bei engem private Laboratoire an Optrag gi ginn. Wéi et schéngt, dauert et bis e Méindeg, bis definitiv Analysen do sinn.

Well d'Leit am Land vill Waasser vum Krunn drénken an dat och vun der Regierung erwënscht ass, géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune confirméieren?

2. Ginn et national Noutfallpläng am Fall vun esou Incidente mam Waasser?

3. Wier et fir d'Madamm Ministesch net ubruecht, fir eng zentral, staatlech Ulafstell ze schafen, wou all d'Analyse vum Drénkwaasser kéinte gemaach ginn, och en urgence iwwert de Weekend?

4. Wa jo, wéi sollt esou e Projet ëmgesat ginn?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Freideg de Moien, 11. Dezember 2020, huet den Drénkwaassersyndikat SIDERE bei enger Routinebegehung een onbekannten, net identifizéierte Waasserfilm an zwee vu senge regionalen Drénkwaasserbehälter observéiert. Nodeem weeder d'Natur nach d'Originn vun deem Film festgestallt konnte ginn, ass d'Waasserverwaltung am spéiden Nomëtteg kontaktéiert ginn, fir ëm Hëllef ze froen, esou wéi et den Artikel 10 vum Drénkwaasserreglement (règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine) virgesäit.

Freides moies si bakteriologesch Prouwe vum interkomunalen Drénkwaasserversuerger SIDERE an e privaten, akkreditéierte Labo gefouert ginn. Fir komplett Resultater vun der mikrobiologescher Waasserqualitéit no enger akkreditéierter Moossmethod ze kréien, sinn 48 Stonnen noutwendeg, onofhängeg vum Laboratoire, well do Kulture mussen op Petrischuelen inkubéiert ginn.

Fir d'Natur an d'Beschafenheet vum Film ze identifizéieren, huet d'Waasserverwaltung ordonnéiert, dass sollen zousätzlech Waasserprouwe geholl ginn. Nodeems déi Prouwe freides owes geholl gi sinn, hu Mataarbechter vun der Waasserverwaltung op fräiwëlleger Initiativ iwwert d'Nuecht déi Prouwen analyséiert. Resultater ware samschdes moies disponibel a sinn dem Drénkwaasserversuerger direkt esou matgedeelt ginn. Et huet sech erausgestallt, dass de Film aus engem Eisen/Mangan-Gemësch bestoung, dee keng Gefor fir déi mënschlech Gesondheet duerstellt.

Den Drénkwaasserversuerger huet doropshin eng éischt Entwarnung un déi concernéiert Populatioun geschéckt.

Fir awer eng Garantie ze hunn, dass absolutt kee Gesondheetsrisiko besteet, huet d'Waasserverwaltung gefrot, dass d'Resultater vun de bakteriologeschen Analyse virleie sollen, ier et eng komplett Entwarnung géif ginn. Déi Resultater waren 48 Stonnen nom Start vun den akkreditéierte Moossunge bei dem private Laboratoire disponibel. Duerch déi komplett Resultater (cheemesch a mikrobiologesch Parameter) konnt mat Sécherheet ausgeschloss ginn, dass kee Gesondheetsrisiko méi bestanen hätt.

Deementspriechend ass déi concernéiert Populatioun duerch den Drénkwaasserversuerger no Récksprooch mat der Waasserverwaltung informéiert ginn. Et läit an der Verantwortung vum Drénkwaasserveruerger laut dem uewen zitéierten Drénkwaasserreglement vum 7. Oktober 2002, fir eng Enquête ze maachen, wou d'Originne vun dësem Virfall leien.

ad 2. Wann e gréisseren Deel vun der Populatioun op engem iwwerregionalen Niveau vun engem Incident betraff ass, kann de „Plan d'intervention urgence eau potable", dee vum Haut-Commissariat de la protection nationale (HCPN) opgestallt an an Zesummenaarbecht mat der Waasserverwaltung an de regionalen Drénkwaasserversuerger ausgeschafft ginn ass, duerch den HCPN declenchéiert ginn an eng Cellule de crise aberuff ginn.

Des Weidere sinn national a regional Drénkwaasserinfrastrukturen als „infrastructures critiques" designéiert an déi concernéiert Drénkwaasserversuerger, dorënner och de Gemengesyndikat SIDERE, sinn obligéiert e „plan de continuité des activités" opzestellen.

ad 3. Laut dem Artikel 10 vum uewen zitéierten Drénkwaasserreglement vum 7. Oktober 2002 ass den Drénkwaasserversuerger responsabel fir d'Versuergung vum Drénkwaasser an och dofir, déi néideg Mesuren ze ergräifen, wann d'Drénkwaasserqualitéit net méi ka garantéiert ginn.

Dozou gehéiert och d'Obligatioun, fir ze garantéieren, dass d'Waasserqualitéitsdonnéeë kënnen analyséiert an och kommunizéiert ginn.

Wat eng potenziell Ulafstell betrëfft, do huet de Laboratoire vun der Waasserverwaltung déi néideg Infrastrukturen, fir déi reglementéiert Analyse vum Drénkwaasser ze maachen. De Laboratoire huet awer bis elo net d'Missioun an d'Ressourcen, esou Analysen an urgente Pollutiounsfäll am Drénkwaasserberäich ze maachen. Am spezifeschen Tëschefall huet d'Waasserverwaltung Ressourcen an den Déngscht vum Bierger gestallt an onbürokratesch agéiert.

ad 4. Am Kader vun der Ëmsetzung vun der neier europäescher Drénkwaasserdirektiv, déi weider Fuerderungen un de Suivi an d'Gestioun vum Drénkwaasser stellt, kéint esou e Projet ëmgesat ginn. Dee Moment soll och iwwert déi aktuell Organisatioun vun de Strukturen an der Drénkwaasserversuergung an iwwert d'Zesummenaarbecht mam Staat nogeduecht ginn.

Question urgente 3303 (14.12.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **notes ministérielles de juillet 2020 réglementant les conditions de travail du personnel éducatif et psychosocial :**

Le 8 décembre 2020, les cinq syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial de l'enseignement ont réagi par une lettre ouverte à l'annulation par le Ministre de l'Éducation nationale d'une entrevue apparemment attendue depuis longtemps.

Dans ce document, les syndicats et délégations en question exhortent également le ministre à retirer jusqu'au 15 décembre 2020, les notes ministérielles de juillet 2020 relatives à la réglementation des conditions de travail du personnel éducatif et psychosocial dans le contexte de la crise sanitaire. Ces notes prévoient notamment 44 heures hebdomadaires obligatoires à assurer par le personnel en question. Un avis juridique commandité par les représentations du personnel éducatif et psychosocial indique la non-conformité de cette mesure avec le droit du travail luxembourgeois et le statut du personnel enseignant en question.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Monsieur le Ministre est-il prêt à considérer l'avis juridique commandité par les syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il prêt à retirer les notes susmentionnées conformément à la demande des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de faire part de sa décision aux syndicats et délégations concernés dans les meilleurs délais ?

4) Monsieur le Ministre leur a-t-il entre-temps communiqué une nouvelle date d'entrevue ?

Réponse (15.12.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Sur demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) lors de la réunion du 6 octobre 2020, l'avis juridique commandité par les syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial nous a été transmis. Par la suite, le fond dudit avis a été considéré et analysé par les services juridiques du MENJE à la lumière de la législation en vigueur dans le domaine de l'éducation nationale. La présentation et la discussion des résultats de cette analyse figureront à l'ordre du jour de la prochaine réunion avec les syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial en vue d'arriver à une compréhension commune des dispositions légales en vigueur.

ad 2) Les notes susmentionnées ont été publiées par le MENJE en juillet 2020. Suite aux réactions

de la part des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial par rapport aux notes en question, le MENJE a publié en date du 15 septembre 2020 des précisions dans le cadre d'un communiqué de presse officiel prenant en compte les difficultés relevées par les acteurs. Les dispositions dudit communiqué de presse sont les plus actuelles et les plus récentes. Jusqu'à ce jour, le MENJE n'a pas encore reçu un positionnement formel de la part des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial suite à la publication des dispositions du 15 septembre 2020.

ad 3) Le MENJE reste dans l'attente d'un positionnement des syndicats et délégations du personnel éducatif et psychosocial quant aux dispositions du communiqué de presse du 15 septembre 2020 concernant le maintien des conditions de travail d'un chacun et une flexibilité accrue de la tâche, adaptée en fonction des prestations offertes.

ad 4) La date de la prochaine entrevue a été fixée au 14 janvier 2021.

Question urgente 3311 (15.12.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **feux d'artifice :**

Mat de Covidgesetzer ass ënner anerem de Couvre-feu vun 23.00 bis 6.00 Auer verlängert ginn. Doriwwer eraus sot d'Madamm Gesondheetsministesch bei der Debatt iwwert d'Verlängerung vum Covidgesetz: „Et ass elo net Zäit fir ze feieren."

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Staatsminister an der Madamm Inneministesch dës Froe stellen:

- Ass mam Couvre-feu och automatesch kloer, datt e Freedefeier op ëffentlechen a privaten Terrainen duerch dëse Couvre-feu verbueden ass?

- Wéi steet d'Regierung zu de Freedefeier op Silvester dëst Joer?

- Wéi sollen d'Leit hir Responsabilitéit wouerhuelen, wann ee Feierwierkskierper ausserhalb vum Privatterrain ukënnt?

- Ass an deem Sënn eng eenheetlech Positioun, Kommunikatioun a Recommandatioun vun der Regierung un d'Gemenge geplangt, vu datt ëmmer méi Gemengen op hirem Territoire spezifesch elo um Joresenn d'Ofschéisse vu Feierwierkskierper verbidden, dëst aus Grënn vu Sécherheet a Salubritéit, Déieren- an Ëmweltschutz?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Covidgesetz ass mam Gesetz vum 15. Dezember ofgeännert a bis de 15. Januar 2021 verlängert ginn, a soumat och d'Ausgangsspär vun 23.00 bis 6.00 Auer. Dat heescht, dass et wärend där Zäit verbueden ass op der Voie publique ze zirkuléieren, wat als Konsequenz huet, dass ee wärend där selwechter Zäit kee Freedefeier am ëffentleche Raum ka schéissen.

Et ginn awer doriwwer eraus och nach speziell legal Dispositiounen iwwert d'Freedefeier.

Den Artikel 553-1 vum Code pénal bestrooft déi Leit, déi sech net un e Verbuet hale fir Freedefeier ze schéissen, mat enger Amende vu 25 bis 250 Euro. Et ass wichteg ze preziséieren, dass dësen Artikel d'Schéisse vu Freedefeier net verbitt, mee viraussetzt, dass de Verbuet vun enger anerer Norm virgesinn ass, wéi zum Beispill vun engem Gemengereglement.

D'Gemengenautoritéite kënnen, op Basis vun den Dekreter vu 1789 a 1790 souwéi den Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, déi noutwendeg Mesuren huelen, fir d'ëffentlech Sécherheet an d'Rou vun de Biergerinnen a Bierger ze garantéieren. Duerch d'Gemengenautonomie kënnen déi Mesurë vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn.

D'Schéisse vu Freedefeier ass a ville Gemengen an deene meeschte Fäll verbueden a just ausnamsweis ënner verschiddenen Ëmstänn a Konditiounen erlaabt. Verschidde Gemengen hunn ugefaangen, Alternativen ze erlaben, fir bei feierlechen Evenementer d'Schéisse vu Freedefeier zum Beispill duerch „light shows" a „light painting" ze ersetzen.

D'Regierung huet keng Pläng, fir d'Schéisse vu Freedefeier anescht ze reegelen oder ze adaptéieren. Vu dass de legale Kader de Gemenge bekannt ass a vill vun hinnen entspriechend Reglementer hunn, ass et de Moment net néideg, fir Recommandatiounen un d'Gemengen ze ginn.

Question urgente 3349 (21.12.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **nouvelle souche de la Covid-19 en Grande-Bretagne :**

Wéi an der nationaler an internationaler Press haut iwwerall ze liesen ass, goufen et an England - virun allem am Südoste vum Land an zu London - Infektioune mat enger mutéierter Variant vum Coronavirus. Dem brittesche Gesondheetsminister no ass d'Situatioun ganz eescht ze huelen. Déi brittesch Regierung huet dofir ee strenge Lockdown bis zum Enn vum Joer ugeuerdent.

Vereenzelt EU-Länner, wéi d'Belsch, Holland an Italien, hunn als Virsiichtsmoossnam sämtlech Passagéierverbindungen iwwer Loft a Schinn aus dem Vereenegte Kinnekräich suspendéiert. Och Regierungen aus anere Länner envisagéieren - Stand haut - dat nämmlecht ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Mobilitéit a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Situatioun ëm déi mutéiert Variant vum Coronavirus am Vereenegte Kinnekräich?

2. Wäert d'Regierung, esou wéi eis Nopeschlänner, Passagéierfluchverbindungen tëscht Lëtzebuerg an dem Vereenegte Kinnekräich bis op Weideres sträichen?

Réponse commune (23.12.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Déi Variant B.1.1.7, déi lo a Groussbritannien vermeert opgetrueden ass an a verschiddene Regioune méi dominant virzefannen ass, ënnerscheet sech am Wesentlechen duerch eng méi héich Ustiechungsrate. Et gëtt am Moment keng Hiwäiser, dass dës Variant en Afloss op de Krankheetsverlaf oder souguer eng Stierwesrate huet. Laut Experten aus Groussbritannien ass d'Transmissioun 70 % méi héich wéi bei anere Varianten, wat de Reproduktiounsfacteur Reff ëm 0,4 an d'Luucht dréckt.

Et ass méiglech, dass verschidden Antikierper duerch déi Virusmutatiounen dës Variant vum Virus net méi esou gutt erkenne kënnen. Bis elo schéngt dat nach net wierklech e Problem gewiescht ze sinn a weider Etüde wäerten do Opschloss ginn. Op de Vaccin schéngt dës Variant och keen direkten Impakt ze hunn, mee och hei si weider Etüden néideg.

Déi Mutatiounass an deem Deel vum virale Genom, wou verschidde PCR-Tester usetzen. Déi PCR-Tester, déi zu Lëtzebuerg am Gebrauch sinn, erlaben et, op d'mannst zwee bis dräi verschidde Geenen ze kucken, soudatt de Risiko vu falsch negative Resultater geréng ass. D'Gesondheetsdirektiounan den LNS hu säit Ufank vun der Kris eng 5 bis 10 % vun de positiven Tester sequenzéiert, woubäi een e puer Honnert Mutatiounen a siwe verschidde Varianten entdeckt huet. Déi B.1.1.7-Variant aus Groussbritannie war bis elo nach net derbäi.

De Virus ass och schonn um europäesche Festland (Holland, Italien, Dänemark a warscheinlech och schonn an der Belsch) a Lëtzebuerg muss sech dorop astellen, dass dës Variant, wa si sech da weider esou séier ausbreet wéi a verschiddene Géigenden a Groussbritannien, och fréier oder spéider bei eis optauche wäert.

ad 2. Zurzäit ginn et véier Fluchgesellschaften, déi Lëtzebuerg vum Vereenegte Kinnekräich aus ufléien: d'Luxair, Ryanair, Easyjet a British Airways. Dofir war et wichteg, eng generell Decisioun ze huelen.

Am Laf vum Sonndeg 20. Dezember 2020 hunn d'Gesondheetsministesch, de Mobilitéitsminister an den Aussen- an Europaminister sech concertéiert an hunn decidéiert, direkt ze handelen. Et hunn och Concertatioune mat den Nopeschlänner an op EU-Niveau stattfonnt.

D'Regierung huet doropshin den 20. Dezember am Nomëtteg annoncéiert, datt vu Mëtternuecht un all Passagéiervollen, déi aus Groussbritannie kommen, fir op d'mannst emol 24 Stonne suspendéiert ginn. Dës Mesure ass och der EU-Kommissioun notifizéiert ginn.

Den 21. Dezember huet d'Regierung decidéiert, d'Fluchverbuet vu Groussbritannien op Lëtzebuerg provisoresch bis den 3. Januar mat abegraff ze verlängeren.

En vue vun der Evolutioun kënnen opgrond vun den Erkenntnisser zu all Moment nei Mesuren decidéiert ginn.

Question urgente 3350 (21.12.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **cumul des pensions de vieillesse et de survie pour le calcul de la retenue d'impôt et de cotisation sociale :**

Par courrier du 17 décembre 2020 sous signature du directeur du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, des agents de l'État retraités bénéficiant d'une pension de vieillesse personnelle et d'une pension de survie d'un agent de l'État décédé viennent d'être informés que les deux pensions ne seraient à partir de l'année 2021 plus traitées séparément pour le calcul des impôts et cotisations sociales.

Dorénavant ces deux pensions seraient en revanche « liées informatiquement » pour ne plus être considérées comme une seule pour définir les montants d'impôts et de cotisations.

Il s'ensuit que les mensuels nets seront notoirement moins élevés que dans le passé. Il revient aux agents retraités, dont certains d'un âge avancé, de solliciter d'éventuelles réductions au titre des avances à payer trimestriellement sur l'impôt.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ce changement de traitement au niveau du cumul des pensions pour déterminer le montant de l'impôt applicable ? Combien d'agents retraités en sont concernés ?

- Quels sont les motifs de ce changement ? Quelle en est la base légale, une « liaison informatique » d'une pension de vieillesse et d'une pension de survie, de sources totalement différentes, ne pouvant justifier à elle seule ce changement de pratique administrative pourtant opérée pendant de longues années ?

- À défaut de base légale, est-ce que Monsieur le Ministre a cautionné ce changement ? Si oui, pour quelles raisons ?

- S'agissant d'une décision à effets dommageables pour les agents concernés pris individuellement et, à défaut d'une base légale à portée générale éventuelle, est ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que par application de la règlementation relative à la procédure administrative non contentieuse, il eut fallu en avertir les intéressés individuellement à l'avance et les inviter à faire valoir leurs observations ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que ce changement de traitement est contraire aux principes de sécurité juridique et de confiance légitime qui doivent guider l'action des autorités publiques ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que ce changement de traitement contrevient au principe d'égalité de traitement dans la mesure où un agent cumulant une pension de vieillesse du secteur privé et une pension de survie du secteur public ne se voit a priori pas appliquer un tel cumul pour déterminer la charge d'impôt ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que ce changement de traitement est contraire à l'objectif affiché dans le programme gouvernemental d'apporter des allégements fiscaux entre autres aux veufs et veuves ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut exclure que ce changement de traitement a été opéré pour parer à d'éventuels manques de liquidités des caisses de l'État ? Si non, Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le montant à débourser mensuellement en moins par la Trésorerie de l'État en raison de cette mesure, toute chose restant égale par ailleurs et sans tenir compte d'une revalorisation des pensions ?

- Est-ce que pour les motifs légaux sus-indiqués, Monsieur le Ministre n'entend pas se départir de ce changement de traitement ?

Réponse (23.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) compte actuellement plus que 12.600 pensions courantes. Il s'agit de pensions personnelles (pensions de vieillesse, pensions de vieillesse anticipée et pensions d'invalidité), de pensions de survie et de pensions d'orphelins.

En tout, 267 personnes bénéficient simultanément de deux pensions (personnelle et survie) de la part du CGPO. Vu que deux prestations de la même nature sont payées par le même organisme de pension, le CGPO applique la retenue d'impôt sur l'ensemble des deux pensions, ce qui est tout à fait conforme à l'article 96.1. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l´impôt sur le revenu.

L'imposition commune de deux pensions s'applique depuis le 1er janvier 2017 au CGPO. Elle est le résultat d'un projet informatique dont une première étude de faisabilité a été réalisée en 2012. En 2016, des workshops avaient lieu avec la participation de représentants de l'Administration des contributions directes. Par courrier du 22 juillet 2016, le directeur du CGPO a informé le directeur de l'Administration des contributions directes que l'implémentation de la nouvelle approche aura lieu avec le début de l'exercice 2017.

À partir de la tranche de paiement du mois de janvier 2017, le CGPO avait appliqué la retenue d'impôt sur l'ensemble de deux pensions pour quelque 200 personnes et avait notifié les personnes concernées par courrier. Depuis quatre années donc, la retenue d'impôt sur l'ensemble de deux pensions est la pratique commune au CGPO et la même approche est aussi appliquée par les autres organismes de pension du Luxembourg.

Au cours de l'année 2020, le CGPO a remarqué que les systèmes informatiques n'avaient pas correctement lié les deux formes de pension pour certains bénéficiaires et qu'en conséquence, la retenue d'impôt ne s'appliquait pas correctement sur l'ensemble des deux pensions. Pour la tranche de paiement de la pension du mois de janvier 2021, le CGPO a procédé à la liaison de leurs deux pensions pour 58 bénéficiaires et en a informé les personnes concernées par courrier du 17 décembre 2020.

Pour les personnes concernées, l'application de la retenue d'impôt sur l'ensemble des deux pensions a généralement pour effet que le bénéficiaire doit payer une retenue d'impôt plus élevée sur ses pensions mensuelles. En contrepartie, la régularisation nécessaire après la déclaration pour l'impôt sur le revenu ainsi que les avances trimestrielles à payer deviennent moins élevées pour la personne. En fin de compte, après traitement de la déclaration pour l'impôt sur le revenu, la personne a donc payé exactement la même somme d'impôts sur ses pensions.

Vu que la retenue d'impôt sur l'ensemble de deux pensions est conforme à la législation en vigueur et qu'elle ne constitue, après déclaration pour l'impôt sur le revenu, pas une augmentation d'impôts réelle pour les personnes concernées, je peux confirmer que cette approche n'est pas contraire aux principes de sécurité juridique et de confiance légitime qui doivent guider l'action des autorités publiques et qu'elle n'est pas contraire à l'objectif affiché dans le programme gouvernemental d'apporter des allégements fiscaux aux veuves et veufs.

Pour les personnes qui sont bénéficiaires d'une pension personnelle d'un organisme et d'une pension de survie d'un autre organisme, la retenue d'impôt sur l'ensemble des deux pensions ne peut évidemment pas être appliquée lors des paiements mensuels. Vu que les dossiers de ces personnes sont régularisés après déclaration pour l'impôt sur le revenu, on peut constater qu'il y a tout à fait égalité de traitement par rapport aux personnes bénéficiant de deux pensions d'un seul organisme.

Vu que l'État ne perçoit pas un euro de plus, après déclaration pour l'impôt sur le revenu, par l'imposition commune de deux pensions, je peux exclure catégoriquement les propos de l'honorable Député que cette approche aurait été implémentée pour parer à d'éventuels manques de liquidités des caisses de l'État.

Question urgente 3351 (21.12.2020) de **Mme Martine Hansen, MM. Jean-Paul Schaaf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **commande de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne :**

An engem rezenten Artikel am „Spiegel" war gewuer ze ginn, datt d'EU wuel net genuch Impfdosisse bei deene Pharmakonzerner bestallt huet, déi déi héchsten Effikassitéit virweisen an déi och am séierste kéinte geliwwert ginn, nämlech nach dëst Joer. Aner Länner wéi d'USA hu sech dës Vaccinen awer geséchert a kéinten domat e grousse Virsprong hunn, wat d'Impfen ugeet par rapport zu den EU-Memberstaaten. Dëst kéint natierlech nieft dem Effekt op d'ëffentlech Gesondheet och e grous-

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.chd.lu

sen Impakt op d'Ekonomie hunn, wann Europa nach an engem Zenario vu Lockdowns wier an aner Länner schonn erëm normal kéinte funktionéieren

Eisen Informatiounen no sinn eis Nopeschlänner amgaangen ze probéieren, Impfdosisse vun dëse Firmen nozebestellen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, probéiert d'Regierung, och nach zousätzlech Impfdosisse vun dëse Firmen ze bestellen?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

4. Ginn et Demarchen op EU-Niveau, fir sech nach kuerzfristeg Vaccine vun de concernéierte Firmen ze sécheren?

Réponse (23.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung ass dës Informatiounen iwwert d'Press gewuer ginn.

Et sief bemierkt, datt d'Europäesch Kommissioun an de leschte Méint mat sechs verschiddene Laboratoirë Kontrakter fir en Total vun 1,895 Milliarden Impfdosen ofgeschloss huet.

Soumat ass derfir gesuergt, datt all Memberstaate genuch Impfdose bestelle kënnen, fir eng Impfcouverture vun hirer Bevëlkerung ze erméiglechen.

ad 2. D'Regierung huet sech positionéiert, fir déi zousätzlech optionell Impfdose bestellen ze kënnen, déi an de Kontrakter, déi d'Europäesch Kommissioun ausgehandelt huet, virgesi sinn. Parallell ass och direkte Kontakt mat deene verschiddene pharmazeutesche Laboratoiren opgeholl ginn.

ad 4. Déi verschidde Laboratoiren hu sech dozou verflicht, d'Produktioun vun Impfdosen ze beschleunegen, mee an engems och d'Reegelen de bonnes pratiques fir d'Produktioun vu Vaccinen ze respektéieren. Si si gehalen, Liwwerungskalenneren ze respektéieren. E Comité de pilotage op Niveau vun der Europäescher Kommissioun, an deem all Memberlänner, ënner anerem och Lëtzebuerg, vertruede sinn, kontrolléiert all Woch, ob dee Liwwerungskalenner respektéiert gëtt. Doduerch datt parallell Kontrakter mat verschiddene Firmen ofgeschloss gi sinn, kann e kontinuéierleche Flux vun Impfdose garantéiert ginn, wann déi éischt Vaccine vun der Europäescher Medikamentenagence bis autoriséiert sinn.

Question urgente 3357 (21.12.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **vaccination du personnel soignant :**

De 17. Dezember 2020 hätt d'Madamm Gesondheetsministesch laut eisen Informatiounen de Spidolsdirektere matgedeelt, datt si den 28. an den 29. Dezember jeeweils 200 Leit pro Spidol an d'Stad schécke sollen, fir dass dëst Personal geimpft ka ginn. Tatsächlech géifen dann ëm déi 800 Leit an d'Victor-Hugo-Halen um Lampertsbierg zitéiert ginn. Op de Spidolsdirekteren hir Propos hin, d'Personal emol fir den Ufank an de jeeweilege Spideeler ze impfen, anstatt dës Mass vu Leit an d'Stad kommen ze loossen, déi dann no dräi Wochen erëm mussen an d'Ausstellungshale pilgeren, huet d'Madamm Gesondheetsministesch keng Suite favorable ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt 200 Employëë pro Spidol an de Victor Hugo musse komme fir geimpft kënnen ze ginn an datt dës Leit d'Impfung net kënnen an de jeeweilege Klinicke kréien?

- Aus wéi engem Grond sollen 800 Leit aus de Spideeler an d'Victor-Hugo-Hale goe fir hir Impfung, wëssend dass d'Personal dréngend a sengen Haiser gebraucht gëtt?

- Firwat kënnen déi 800 Leit net am jeeweilege Spidol geimpft ginn? Firwat muss d'Personal seng Fräizäit afferen an hin- an hierfueren, wann dee selwechten Exercice am Spidol gemaach gëtt?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt et méi einfach fir dat jeeweilegt Spidolspersonal wier, fir am Spidol selwer geimpft ze ginn, esou wéi et och vun de Spidolsdirektere proposéiert ginn ass?

- Vu datt d'Impfung op fräiwëlleger Basis berout, wëssen déi eenzel Spideeler bis dato nach net, ob si 200 Leit zesummekréien, déi sech impfe loossen.

Huet d'Regierung sech schonn domat auserneegesat? Wat geschitt, wann ee Spidol dës 200 Leit net zesummekritt?

Réponse commune (23.12.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Mir kënnen dem honorablen Deputéierte bestätegen, datt den 28. an den 29. Dezember jeeweils 430 Membere vum Personal vun de véier Akutspideeler hei am Land an dem Impfzenter an der Victor-Hugo-Hal um Kierchbierg geimpft ginn. Ausserdeem wäerten den 30. Dezember 430 Salariéen aus dem Fleege- a Betreiungssecteur op där selwechter Plaz geimpft ginn.

D'Regierung huet domadder op eng éischt Liwwerung vum Impfstoff vum Produzent Biontech/Pfizer, déi fir de 26. Dezember ugekënnegt ass, reagéiert. Et ass der Regierung wichteg, schnell mat der Impfcampagne zu Lëtzebuerg unzekommen. D'Personal, dat an d'Victor-Hugo-Hal geruff gëtt, entsprécht deene Kategorien, déi an der nationaler Impfstrategie als prioritär agestuuft ginn.

Well de Produzent den Impfstoff bei dëser éischter Liwwerung aus logistesche Grënn just op eng Plaz liwwere konnt a well dësen Impfstoff bei minus 75 Grad stockéiert muss ginn, war et net méiglech, den Impfstoff a verschidde Spideeler ze liwweren.

Am Laf vun deenen éischte Wochen am Januar wäert de Produzent d'Spideeler direkt beliwwere kënnen, esou datt dann d'Personal aus de Spideeler - dat heescht all d'Salariéen, all d'Dokteren an all d'Salariëë vun de Sous-traitanten, déi an de Spideeler intervenéieren - um Site vun de Spideeler d'Impfung proposéiert kréien.

Dës éischt Impfcampagne ass zesumme mat der Ënnerstëtzung vun der Fédération des hôpitaux, de Spidolsdirektiounen an der COPAS organiséiert ginn. D'Regierung ass zouversiichtlech, datt eng breet Majoritéit vun Dokteren a Soignantë sech wäert impfe lossen.

Question urgente 3364 (23.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **campagne de vaccination contre la Covid-19 :**

D'Impfcampagne géint de Coronavirus wäert zu Lëtzebuerg méi lues ufänke wéi bis elo ugeholl. Laut eisen Informatioune wäert den Impfzenter um Lampertsbierg den 28., den 29. an den 30. Dezember seng Dieren opmaachen a wier dann awer nees vum 31. Dezember bis den 18. Januar zou opgrond dovun, datt net genuch Impfstoff disponibel ass. Deemno wieren eisen Informatiounen no anscheinend just ëm déi 9.000 Echantillone geliwwert ginn.

Laut dem Radio 100,7 wier virgesinn, ëm déi 1.300 Leit ze impfen, zwee Drëttel vun den Invitatioune sollen un d'Spidolspersonal goen an een Drëttel un d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer. Déi definitiv Confirmatioun hätt een awer nach net laut dem Här Feller, Haut-Commissaire à la protection nationale.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt just ëm déi 9.000 Echantillone geliwwert gi sinn?

- Kann d'Regierung zudeem matdeelen, fir wéi vill Leit dës Unzuel un Echantillonen duergeet?

- Kann d'Regierung och confirméieren, datt den Impfzenter ab dem 31. Dezember 2020 bis den 18. Januar 2021 zou ass, an dëst opgrond dovun, datt net genuch Impfstoff disponibel ass? Wéi gesäit et mam Oflaf nom 18. Januar aus?

- Laut dem Haut-Commissaire à la protection nationale hätt een nach keng genau Confirmatiounen, wéi vill Invitatiounen un d'Spidolspersonal ginn a wéi vill un d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer. Kann d'Regierung eis méi Detailer doriwwer ginn?

- Wat geschitt mat den Echantillonen, déi sech jo net éiweg halen, am Fall wou Leit, déi sollte geimpft ginn, da schlussendlech awer net opdauchen?

- Weess d'Regierung, wéi et weidergeet mam Delai vun de Vaccinsliwwerungen? Wa jo, kéint se eis méi Informatiounen doriwwer ginn? Wéini wäerten déi nächst Liwwerunge kommen a wéi vill Vaccin wäerte mir am Januar hei zu Lëtzebuerg hunn?

Réponse (24.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Mir kënnen den honorablen Deputéierte bestätegen, datt Lëtzebuerg an enger éischter Allocatioun a laut der leschter Confirmatioun, déi de Produzent Pfizer/Biontech eis den Dënschdeg de Moie gescheckt huet, ronn 9.700 Vaccinen zougestallt kritt. Well all Persoun zweemol mat dem Produit muss geimpft ginn, kënne ronn 4.850 Leit mat dëser éischter Allocatioun geimpft ginn.

Den Datum vu weidere Liwwerungen am Januar ass nach net definitiv confirméiert. Déi nächst Liwwerunge sollen un éischter Stell direkt un d'Spideeler goen, déi hiert Personal an d'Personal vun hire Sous-traitanten op hirem Site impfen. Déi éischt Liwwerung konnt net tëschent de Spideeler opgedeelt ginn, well de Fabrikant dës éischt Liwwerung aus Enkpäss um Niveau vun der Logistik just op eng zentral Plaz féiere konnt.

D'Regierung envisagéiert, den Impfzenter an der Woch vum 18. Januar nees opzemaachen, fir de Leit, déi den 28., 29. an 30. Dezember geimpft ginn, d'Méiglechkeet ze ginn, hir zweet Allocatioun ze kréien. Wéi vill weider Leit eng Invitatioun geschéckt kënne kréien, fir sech dann e Rendez-vous iwwert de guichet.lu ze huelen, hänkt vun de Liwwerungen of, déi mir am Laf vum Januar kréien. Am Moment waarde mir nach op eng endgülteg Confirmatioun fir dës Datumer.

Ewéi an der Äntwert op d'Fro N° 3357 vum honorablen Deputéierte Georges Mischo beschriwwen, wäerten déi éischt Deeg am Impfzenter all Dag ronn 430 Leit aus dem Spidols-, Fleege- a Betreiungssecteur invitéiert ginn. Dës Leit huele sech e Rendez-vous, soudatt den Dag virdru gewosst ass, wéi vill Leit sech impfe loossen.

Question urgente 3368 (28.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**incidence du couvre-feu sur le service de livraison de repas à domicile :**

Zënter bal engem Mount sinn d'Restauranten an d'Caféen hei zu Lëtzebuerg coronabedéngt zou. Den Takeaway an d'Liwwerung vun lesse bleiwen awer nach erlaabt. Konsequenterweis hu vill Restaurateure sech an der zweeter Coronawell alt nees ëmgestallt an hiert Geschäft op Liwwerungen an Takeaway spezialiséiert.

Mam neie Covidgesetz, dat zënter dem 26. Dezember a Kraaft ass, gouf elo och nach d'Ausgangsspär op 21.00 Auer erofgesat. Dëst stellt vill Restaurateuren hei am Land virun Onkloerheeten, well si net wëssen, ob si no 21.00 Auer nach dierfe Liwwerungen ausféieren oder ob d'Kichen zu där Auerzäit zou muss sinn. Verschidde Restaurateuren, déi d'Police kontaktéiert hunn, fir sech iwwert d'Bestëmmungen ze informéieren, krute gesot, datt d'Ausgangsspär ze respektéiere wier a si hir Aktivitéiten net no 21.00 Auer kéinten duerchféieren.

D'Ministere fir Mëttelstand a Gesondheet haten der Chamber awer verséchert, datt d'Restaurateuren och wärend der Ausgangsspär normal weiderschaffe kéinten. Och d'Horesca informéiert d'Restaurateuren, datt si wärend der Ausgangsspär kënne weider liwweren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren erklären, wéi d'Ausgangsspär sech op d'Restauratiounsbetriber auswierkt, déi hiert lesse liwwere loossen? Däerfen d'Restaurateuren nach no 21.00 Auer lessen heem liwweren oder net?

2. Plangen d'Ministeren, d'Ëffentlechkeet geziilt iwwert déi aktuell Bestëmmungen ze informéieren, fir Widderspréchlechkeeten ze vermeiden?

Réponse commune (29.12.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. Beim Impakt vun der Ausgangsspär op d'Restauratiounsbetriber muss een tëschent Takeaway a Liwwerservice differenzéieren:

- Beim Takeaway hëlt de Client seng Bestellung beim Restaurateur selwer of. Well Deplacementer am ëffentleche Raum tëschent 21.00 Auer a 6.00 Auer verbuede sinn an den Takeaway net als valabele Grond fir en Deplacement gëllt, däerf de Client no 21.00 Auer net méi op d'Méiglechkeet vum Takeaway zréckgräifen.

- Beim Liwwerservice kritt de Client seng Bestellung vum Restaurateur heem geliwwert. De Restaurateur liwwert also am Kader vu senger berufflecher Aktivitéit aus. Deemno ass de Liwwerservice och nach no 21.00 Auer méiglech.

ad 2. D'Generaldirektiounfir Mëttelstand huet am Kader vum Couvre-feu de Secteur iwwert dës Mesuren an hiren Impakt an d'Bild gesat. No Ofsprooch mam Ministère huet d'Horesca am dësem Zesummenhank och un de Secteur kommunizéiert.

Question urgente 3369 (29.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **promotions pour des articles et des marchandises non essentiels :**

L'article 3bis, paragraphe 3, alinéa 1er point 8° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 interdit la vente au détail de produits et de marchandises - tout en prévoyant à l'alinéa 2 une série de dérogations pour les produits considérés comme essentiels.

Or, depuis quelques jours, les ménages trouvent dans leurs boîtes aux lettres des dépliants de publicité des grandes surfaces contenant des promotions pour toutes sortes d'articles et de marchandises non essentiels, concernant notamment des produits du domaine hifi, de l'électroménager, des bijoux ou de l'équipement pour les sports et loisirs. Ces publicités ne font aucune mention de l'interdiction prévue par la loi précitée et ne portent aucune précision concernant les modalités d'une éventuelle livraison à domicile, d'une vente au volant ou d'un retrait de commandes en plein air, qui restent autorisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces publicités et promotions ne sont pas conformes à la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ? Peut-il me dire si éventuellement la conception et l'impression des dépliants en question ont été effectuées avant la dernière modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la distribution de ces dépliants de publicité risque de créer des malentendus, voire d'être perçue comme une invitation aux consommateurs de se mettre en non-conformité par rapport aux dispositions précitées ?

- Monsieur le Ministre entend-il inviter les responsables des grandes surfaces à communiquer de façon claire sur les restrictions en vigueur ? En effet, des précisions sur la validité ou la caducité d'une partie des promotions annoncées s'impose afin d'éviter d'induire en erreur les consommateurs.

Réponse (29.12.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Dès que j'ai pris connaissance de la question parlementaire de l'honorable Député Di Bartolomeo, j'ai contacté personnellement plusieurs grandes surfaces. Ces entreprises m'ont toutes confirmé qu'une campagne de communication basée sur l'envoi de dépliants de publicité de type « i-mail » distribués par POST Luxembourg se doit d'être préparée de longue date et que sa logistique s'avère relativement lourde.

En effet, après leur conception, il y a lieu d'imprimer les dépliants, de les assembler avec les dépliants des autres annonceurs, de les emballer dans des blisters pour finalement procéder à leur expédition.

Ainsi, avec l'entrée en vigueur des récentes mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, certaines de ces publicités et promotions n'étaient plus conformes avec les nouvelles dispositions légales.

S'il est vrai que ces publicités contiennent pour partie des annonces pour des produits dits « non essentiels », il convient cependant de savoir que l'envoi était à un stade logistique tellement avancé qu'il n'était plus possible de retirer les annonces en question : les dépliants étaient imprimés, assemblés avec les dépliants des autres annonceurs, emballés et prêts pour l'expédition.

Je tiens également à préciser que les entreprises concernées m'ont toutes affirmé qu'elles ont mis en œuvre tous les moyens à leur disposition pour éviter au maximum la diffusion d'informations « erronées » et que toute communication ayant pu être arrêtée a été suspendue.

Elles m'ont confirmé avoir réagi en parallèle par le biais des différents canaux digitaux leur permettant de réagir à très court terme et d'entrer en contact direct avec le consommateur final.

À titre d'exemple, on peut citer :

- l'envoi d'une « newsletter » à leur clientèle l'informant que suite à l'entrée en vigueur des nouvelles mesures, uniquement les produits dits « essentiels » pourraient être vendus en magasin ;

- des annonces sur leurs sites Internet respectifs ;

- des annonces sur les différents réseaux sociaux,

- etc.